

Science politique

LA FABRIQUE DE L'OTAN

Julien Pomarède



Éditions de l'Université de Bruxelles

SCIENCE POLITIQUE

La collection « Science politique » publie des travaux de science politique interne, de sociologie du politique et de politique comparée.

Sans être exclusif, son champ de publication peut être subdivisé en trois grands axes généraux. Il s'agit en fait de porter à la connaissance du public les travaux relatifs à la vie politique et publique sous trois dimensions complémentaires : l'acteur, l'acte et l'action.

Les acteurs. Par acteurs, nous entendons les institutions des régimes politiques contemporains et les organisations qui y œuvrent : partis politiques, syndicats, associations et groupes de pression.

L'acte. Cet axe recouvre toutes les études relatives à la participation politique au sens large : phénomène électoral et recomposition des paysages politiques et sociaux. Sont aussi analysées les autres formes de participation politique et sociale : les mobilisations spontanées, la militance organisée, les mouvements sociaux, les formes de l'action, leurs dimensions symboliques, leurs effets et les attitudes qui sont au fondement de ces modes de participation politique et sociale.

L'action publique. Ce troisième axe couvre les publications relatives aux processus décisionnels et à la formation des politiques publiques : formation de l'agenda politique, mobilisation des acteurs, processus de négociation et de décision, mise en œuvre et évaluation. L'ambition est d'approfondir la connaissance sur les acteurs, les représentations et comportements politiques des deux axes précédents avec une analyse des faits institutionnels, de leurs évolutions et de leur influence sur la vie politique.

Directeur de collection

Pascal Delwit

LA FABRIQUE DE L'OTAN

**Contre-terrorisme et organisation
transnationale de la violence**

Photo de couverture : Senior Airman Nathanael Callon
Un soldat prenant une courte pause lors d'une patrouille
dans la province de Zabul (à proximité de la base avancée
de combat de Mizan), Afghanistan, le 16 août 2010.

ISBN 978-2-8004-1736-3
eISBN 978-2-8004-1737-0
ISSN 1378-6571

D2020/0171/13

© 2020, Éditions de l'Université de Bruxelles
Avenue Paul Héger 26
1000 Bruxelles (Belgique)

editions@ulb.be

www.editions-ulb.be

Imprimé en Belgique

Publié avec le soutien de la Faculté de philosophie et
sciences sociales de l'Université libre de Bruxelles (ULB)



Faculté de
Philosophie et
Sciences sociales

SCIENCE POLITIQUE

LA FABRIQUE DE L'OTAN

**Contre-terrorisme et organisation
transnationale de la violence**

Julien Pomarède



Éditions de l'Université de Bruxelles

Remerciements

Cet ouvrage est largement tributaire d'échanges que j'ai pu avoir avec de nombreux collègues et amis. Je commencerai par celle qui, bien trop tôt disparue, n'a cessé d'inspirer, d'habiter au premier plan l'esprit de mes recherches qu'elle a codirigées tout un temps, Barbara Delcourt.

Je remercie bien sûr ceux et celles qui ont enrichi les réflexions ici présentées, au premier rang desquels Christian Olsson, Christophe Wasinski, Julien Jeandesboz ainsi que Didier Bigo, Philippe Bonditti, Gregory Daho, Mathias Delori, Emmanuel-Pierre Guittet, Alexandra Gheciu, Caroline Holmqvist et Florent Pouponneau.

Merci au centre Recherche et études en politique internationale (REPI), à la Faculté de philosophie et sciences sociales, et au Département de sciences politiques de l'Université libre de Bruxelles pour l'environnement de travail stimulant qu'ils constituent. Merci également à ceux et celles de l'OTAN qui ont rendu cette recherche possible.

Je remercie, enfin, mon épouse et mon fils, pour tous ces moments de bonheur quotidien. Ce livre leur est entièrement dédié.

« Ni la coercition organisée, ni le social ne peuvent être expliqués correctement sans une étude attentive de leur interaction. La conduite de la guerre et la violence sont avant tout des phénomènes sociologiques qui ne peuvent être analysés de manière adéquate sans l'usage d'outils sociologiques. Il en va de même pour la subjectivité humaine, qui ne peut jamais être pleinement étudiée sans se plonger dans une de ses composantes historiques clefs – la violence organisée. Quand bien même les liens entre les deux ne sont pas toujours aisément perceptibles, c'est notre travail, en tant que sociologues, d'explorer ces connexions et d'expliquer pourquoi elles sont importantes. »

S. MALESEVIC, *The Sociology of War and Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 335.

« Le terrorisme, c'est comme la pornographie. Je ne sais pas ce que c'est, mais quand j'en vois, je sais que ça en est. »

Entretien n° 4, fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN,
QG de l'OTAN, avril 2014.

Liste des sigles et des abréviations

ACT	Commandement allié transformation – Allied command transformation
ADZ	Zones de développement afghanes – Afghan development zones
AIS	Système d'identification automatique – Automated identification system
AMS	Stratégie maritime alliée – Alliance maritime strategy
ASG	Secrétaire général adjoint – <i>Assistant secretary general</i>
CA	Approche globale – <i>Comprehensive approach</i>
CCOI	Contacts d'intérêt critique – <i>Critical contact of interest</i>
CDNA	Conférence des directeurs nationaux d'armement
CENTCOM	Centre de commandement central des États-Unis – United States central command
CIP	Protection des infrastructures critiques – Critical infrastructure protection
CJOSCOE	Combined joint operations from the sea centre of excellence
CJSOTF	Combined joint special operation task force
CJTF	Combined joint task force
COI	Contacts d'intérêt – <i>Contact of interest</i>
COMISAF	Commandants de la FIAS
CSPMP	Comprehensive strategic political-military plan
CTC	Coordinateur technologique pour le contre-terrorisme – Counter-terrorism coordinator
CTTU	Unité technologique de contre-terrorisme – Counter-terrorism technological unit
DAMA	Défense contre les attaques de mortiers – Defence against mortar attacks

DASG	Secrétaire général adjoint délégué – <i>Deputy assistant secretary general</i>
DATPoW	Programme de travail pour la défense contre le terrorisme – Defense against terrorism programme of work
DI	Division des investissements de défense
DM	Dialogue méditerranéen
DSABL	Depth & simultaneous attack battle lab
EOD	Élimination d'engins explosifs – <i>Explosive ordnance disposal</i>
ESCD	Division des défis de sécurité émergents – Emerging security challenges division
FIAS	Force internationale d'assistance et de sécurité
HAOE	Aspects humains de l'environnement opérationnel – Human aspects of the operational environment
HTS	Human terrain system
HUMINT	Renseignement humain – Human intelligence
HUMINT COE	Centre d'excellence en renseignement humain – Human intelligence centre of excellence
IED	Engins explosifs improvisés – <i>Improvised explosive devices</i>
ISR	Renseignement, surveillance et reconnaissance – Intelligence, surveillance and reconnaissance
JPACWG	Groupe de travail <i>ad hoc</i> OTAN sur les capacités de largage de précision – Joint precision airdrop capability working group
JPADS	Joint precision airdrop system
JPEL	Joint prioritized effects list
JSOC	Joint special operations command
JTAC	Joint terrorism analysis centre
MANPADS	Man-portable air-defense system
MARCOM	Commandement maritime de l'OTAN – NATO Maritime command
MC-472	Concept militaire de défense contre le terrorisme – Military concept for defence against terrorism
MILENG COE	Centre d'excellence OTAN en ingénierie militaire – Military engineering centre of excellence
MSSIS	Système d'information de sûreté et de sécurité maritime – Maritime safety and security information system
NAC	Conseil de l'Atlantique Nord – North Atlantic council
NCIA	Agence d'information et de communication de l'OTAN – NATO communication and information agency
NIAG	Groupe consultatif industriel OTAN – NATO Industrial advisory group
NOP	Nouveau modèle opérationnel – <i>New operational pattern</i>
NRBC	Armes nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques

NSSC	U.S. Army Natick soldier systems center
OAE	Opération Active Endeavour
OEF	Opération Enduring Freedom
OFS	Opération Freedom's Sentinel
OI	Organisation internationale
OMF	Forces militaires opposantes – <i>Opposing military forces</i>
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PAD for SOF	Largage de précision pour les forces spéciales – Precision airdrop for special operations forces
PATCAD	Conférences et démonstrations en technologies de largage de précision – Precision airdrop technology conference and demonstration
PPP	Partenariat pour la paix
QG de l'OTAN	Quartier général de l'OTAN
RC	Commandement régional – Regional command
RC Commanders	Commandants des commandements régionaux
RMP	Situation maritime reconnue – <i>Recognized maritime picture</i>
ROE	Règles d'engagement – <i>Rules of engagement</i>
RS	Resolute Support
SACEUR	Supreme allied commander Europe
S-AIS	Données AIS satellitaires – <i>Satellite-based AIS-data</i>
SHADE-MED	Shared awareness and de-confliction in the Mediterranean
SHAPE	Supreme headquarters allied powers Europe
SI	Secrétariat international
SNF	NATO Standing naval forces
SOF	Forces spéciales – Special operations forces
SPS	Programme pour la science au service de la paix et de la sécurité – Science for peace and security programme
TF	<i>Task force</i>
TTX	Exercice de simulation sur table – <i>Top table exercise</i>
UE	Union européenne
UNAMA	Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan
USSOCOM	Commandement des États-Unis pour les opérations spéciales – United States special operations command
VOCI	Vaisseaux d'intérêt collectif – <i>Vessels of collection interest</i>

Introduction

Sur les sinueux sentiers du contre-terrorisme à l'OTAN

Juillet 2015, sur une base militaire belge. Nous prenons part à un exercice aux armes non létales dans le cadre d'un projet de développement de matériel militaire conduit par l'OTAN, le Programme de travail pour la défense contre le terrorisme (Defense against terrorism programme of work – DATPoW). Nous enchaînons les stands de tir en essayant tour à tour des lasers aveuglants, des canons à eau et à son, des fusils propulsant des projectiles simulant des bruits d'explosion ou tirant des balles en caoutchouc et des fumigènes. Nous y trouvons aussi le fameux pistolet à impulsion électrique Taser. Nous visons des cibles prenant des apparences plus ou moins humaines et tantôt assimilées à l'« ennemi », au « manifestant » ou au désormais bien connu « *bad guy* ». Le « terroriste »¹ que nous attendions de voir sortir de la bouche des différents protagonistes présents tarde à se faire entendre. Même en abordant le sujet auprès d'un militaire néerlandais participant à l'exercice, le terrorisme se prononce à peine sur le bout des lèvres :

JP – Alors, ça fait quoi de tirer sur les terroristes ? [*En ironisant*]

ENQ – [*L'air surpris*] Quels terroristes ?

JP – Bah, ce sont des armes développées dans le cadre du programme de défense contre le terrorisme de l'OTAN. Vous vous entraînez donc contre les terroristes...

ENQ – Euh... oui... mais bon... ce sont des cibles d'entraînement, surtout. Et puis les fonctions des armes sont plus larges² !

¹ Si notre propos et notre démarche nous inciteront à nous tenir à distance de l'essentialisation de ce type de catégories, nous n'y apposerons plus de guillemets de manière à faciliter la lecture du texte.

² Nous précisons ici les modes de présentation des extraits d'entretiens. Dans les dialogues rapportés entre l'auteur et les enquêtés, « JP » se rapporte à l'auteur de l'ouvrage, et « ENQ » à l'enquêté. Lorsque les propos des interviewés sont cités tels quels et sans les questions de l'auteur, aucune abréviation n'est utilisée.

Il est 17 h 30, la journée d'entraînement s'achève. On se dirige vers le mess pour aller dîner avec les militaires. Le temps du trajet entre les stands de tir et le réfectoire, les responsables de l'événement font un court débriefing de la journée. Les avantages et inconvénients des conditions d'utilisation du matériel en milieu opérationnel sont principalement évoqués. Toujours pas de terrorisme en vue. Le dîner s'achève, nous demandons alors à l'officier belge, en charge de la coordination de l'exercice, de nous en dire un peu plus sur ce terrorisme au nom duquel les armes non létales ont été testées toute la journée. Nous réalisons alors finalement que la référence au terrorisme nous préoccupe bien plus que les protagonistes qui tiraient sur les cibles :

JP – Pourquoi ces armes non létales servent à la lutte contre le terrorisme ?

ENQ – Parce qu'elles couvrent beaucoup de fonctions... et puis c'est plus large que la lutte contre le terrorisme, en fait, le programme [DATPoW] a été longtemps focalisé sur l'Afghanistan.

En d'autres termes, plus la journée avance, plus la lutte contre le terrorisme censée justifier l'exercice devient difficilement intelligible. Les participants trouvent curieuse la question qui leur est posée du lien entre l'événement et la cause sécuritaire qui le justifie. Bien plus, ils ne se posent pas eux-mêmes la question de cette articulation. Ils ne ressentent guère le besoin d'en faire état pour parler des armes non létales.

L'exercice nous apparaît d'autant plus étonnant du fait de la diversité des acteurs présents et échangeant sur le matériel testé. Des militaires néerlandais, allemands et belges sont là. L'officier belge en charge de l'organisation de l'événement et de la partie non létale du DATPoW est logé dans la Division artillerie de l'armée de terre. Des fonctionnaires internationaux du Quartier général (QG) de l'OTAN assurant la coordination générale du programme sont également présents : une de la section contre-terrorisme de la Division des défis de sécurité émergents (Emerging security challenges division – ESCD) et un autre de la section des armements terrestres de la Division des investissements de défense (DI). Un expert américain de la Direction des armes non létales (Joint non-lethal weapons directorate) du corps des Marines est là pour faciliter les essais auprès des soldats et recueillir leurs commentaires sur les points positifs et négatifs du matériel. Enfin, des représentants des sociétés privées fabriquant les armes testées sont aussi présents pour en expliquer plus en détail les caractéristiques et les modes d'utilisation. Le représentant de la société LRAD Corporation, fabricant des canons à son, répond ainsi à notre question :

JP – Vos canons à son servent donc pour le contre-terrorisme ?

ENQ – Pour le contre-terrorisme ?

JP – Oui, c'est un exercice de lutte contre le terrorisme...

ENQ – Ah oui, bien sûr... mais pas uniquement, nos technologies servent aussi à la police ou à la gestion des manifestations pour prévenir à longue distance de la présence des forces de sécurité.

Le quotidien de l'observation participante que nous avons menée au QG de l'OTAN entre avril et octobre 2015 était jonché de constats similaires. Avant d'accéder au lieu, la perspective de cette expérience était plus que stimulante, nous nous réjouissions de pouvoir saisir la manière dont les acteurs fabriquent la lutte contre le terrorisme à l'OTAN. Il n'a guère fallu plus d'une semaine pour réaliser la difficulté

inattendue de l'exercice : plus nous essayions de localiser, capturer, délimiter la lutte contre le terrorisme au QG, plus elle nous échappait. Citée au détour d'une phrase d'un document interne, désignant certaines institutions ou initiatives de sécurité dans l'OTAN, ressortant nominalement sans plus d'explications ou de profondeur dans le cadre de discussions entre diplomates ou militaires interagissant dans des contextes aussi variés que la gestion des partenariats, des plans de défense ou des questions d'armement, la lutte contre le terrorisme était d'autant plus omniprésente qu'elle devenait insaisissable.

Les interconnaissances au QG en disaient également long sur cette fluidité. Nous nous guidions à travers l'annuaire interne pour contacter nos potentiels interlocuteurs en scrutant les fonctions de chacun écrites à côté de leurs noms. Nous prenions alors contact avec ceux en charge des dossiers de contre-terrorisme, en particulier dans les représentations permanentes des États membres. En demandant à la diplomate néerlandaise si elle connaissait le DATPoW, celle-ci nous répondait : « Je crois savoir ce que c'est mais je ne suis pas sûre... Vous savez, je travaille surtout sur les questions de partenariats. »³ Nous proposant de lui apporter une brochure de promotion publique du DATPoW lors d'un prochain rendez-vous, la diplomate nous a rétorqué : « Oui, pourquoi pas, j'aimerais en savoir plus. »⁴ *Idem* du côté de la représentation permanente des États-Unis. Alors que nous demandions à la personnalité diplomatique référente sur la lutte contre le terrorisme si elle connaissait son homologue néerlandaise, elle nous a répondu négativement : « Nous ne travaillons pas dans les mêmes comités, en dépit du fait qu'elle puisse, si vous le dites, travailler sur les questions de contre-terrorisme. »⁵ Cette hétérogénéité ne semblait pas perturber nos interlocuteurs, bien au contraire. Un diplomate allemand nous rétorquait ainsi qu'« il ne faut pas s'étonner de ne pas voir des ensembles précis et délimités dans le contre-terrorisme à l'OTAN, ce n'est pas comme ça que les choses fonctionnent ici ». Un de nos enquêtés y allait de son propre mot, plus familier : « Oui, c'est le bordel, c'est éparpillé, c'est pas limité. Mais ça fonctionne comme ça, ce n'est pas forcément cohérent, mais on s'y retrouve. Avec toutes les spécialités qu'il y a dans l'OTAN, on ne peut pas faire autrement. »⁶

Nombreuses ont été les discussions avec des fonctionnaires, diplomates ou militaires où la question de la lutte contre le terrorisme à l'OTAN apparaissait davantage comme un automatisme verbal, un tic de langage qu'un secteur sécuritaire homogène et pourvu d'une rationalité professionnelle bien spécifique :

³ Entretien n° 76, Diplomate de la représentation permanente des Pays-Bas auprès de l'OTAN, septembre 2015.

⁴ *Ibid.*

⁵ Entretien n° 83, Diplomate de la représentation permanente des États-Unis auprès de l'OTAN, QG de l'OTAN, septembre 2015.

⁶ Entretien n° 59, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, août 2015.

JP – Est-ce que tu as appris quelque chose sur le terrorisme dans le cadre de tes années dans le DATPoW ?

ENQ – Absolument pas, pas du tout, on s'en fout ! Ce n'est pas la logique [...], on fait du technique⁷ !

Comment des professionnels parviennent-ils à produire de la lutte contre le terrorisme au sein d'une même organisation quand elle semble être comprise de manière très différente, voire être parfois traitée comme peu utile à sa conduite quotidienne ? Pourtant issue d'anecdotes récits ethnographiques, cette question est au cœur d'un phénomène plus large, celui de l'articulation de la vie contemporaine de l'OTAN sur le principe de la gestion de risques. Sous la bipolarité, les politiques de sécurité de l'OTAN étaient structurées par la possibilité délimitée d'un face-à-face avec la menace soviétique et la perspective d'une guerre conventionnelle d'ampleur. À l'inverse, la lutte contre le terrorisme montre que l'Alliance euro-atlantique se trouve aujourd'hui bâtie autour de perspectives sécuritaires diamétralement opposées. Elle recourt moins à des mesures contre des menaces qu'à des actions, sans liens logiques et comprises de façon hétérogène par ceux qui les conduisent, visant des risques multiformes et difficilement identifiables. À l'ordre que représentait la bipolarité et sa logique bien instituée des blocs succéderait un désordre international fait de « défis de sécurité et de risques » polymorphes⁸.

Cet état de fait et les quelques épisodes de terrain relatés trouvent en effet un écho dans les déclarations officielles de plus haut niveau. Clamer la nécessité de définitions communes plus fermes des risques internationaux est devenu un véritable rituel de passage en politique étrangère pour les dirigeants souhaitant se positionner sur la question de l'OTAN. L'actualité en témoigne, en particulier sur le contre-terrorisme. En mai 2017, le président des États-Unis, Donald Trump, insistait de manière pour le moins explicite sur le renforcement obligé des initiatives sur le sujet⁹. À la suite de ses très remarqués propos sur la « mort cérébrale » de l'OTAN dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *The Economist*, le président français Emmanuel Macron appelait ainsi à l'occasion du sommet de Londres de décembre 2019 à une réorientation politico-stratégique de l'Alliance vers la question du terrorisme, un risque assumé comme n'ayant précisément pas de définition commune :

L'OTAN est une organisation de défense collective, contre quoi ? Contre qui s'exerce-t-elle ? Qui est notre ennemi commun ? Notre ennemi commun à tous, au sein de l'Alliance, me semble-t-il, c'est le terrorisme qui a frappé chacun de nos pays. [...] Mais la clarification de cette question suppose d'avoir une définition commune de ce

⁷ *Ibid.*

⁸ M.-V. RASMUSSEN, « Reflexive Security: NATO and International Risk Society », *Millennium: Journal of International Studies*, 30/2, 2001, p. 285.

⁹ C. MINDOCK, « Donald Trump prepares to meet with “apprehensive” Nato with terrorism on the agenda », *The Independent*, 24 mai 2017, <http://www.independent.co.uk/news/world/americas/us-politics/trump-nato-summit-meeting-2017-obselote-comments-campaign-a7754236.html> ; L. NELSON, « NATO's Stoltenberg: I agree with Trump on terrorism and defense », *Politico*, 13 avril 2017, <https://www.politico.eu/article/natos-stoltenberg-i-agree-with-trump-on-terrorism-and-defense> (consultés le 12 avril 2018).

qu'est le terrorisme, de qui sont les groupes terroristes, et de comment agir de manière coordonnée face à eux¹⁰.

Le présent ouvrage rend compte des raisons de la durabilité post-bipolaire de l'OTAN, en tâchant de comprendre l'institutionnalisation de la *gestion de risques*, véritable leitmotiv de l'Alliance après la bipolarité. Pour ce faire, nous prenons pour cas d'étude la lutte contre le terrorisme après les attentats du 11 septembre 2001. Notre objectif n'est pas de retracer la trajectoire historique de ce dossier à l'OTAN¹¹, pas plus que l'évolution générale de la gestion de risques depuis la fin de la Guerre froide. Si nous aborderons bien sûr des dynamiques antérieures aux années 2000-2010, se concentrer sur la lutte contre le terrorisme telle que pratiquée durant cette période est une porte d'entrée opérante pour comprendre la raison d'être contemporaine de l'OTAN. La lutte contre le terrorisme est une forme de paroxysme dans l'implantation de la gestion de risques au sein de cette organisation, et ce, pour trois raisons principales.

Premièrement, la réaction de l'OTAN au 11 septembre 2001 témoigne de l'hétérogénéité de sa réponse à un terrorisme qui devient la composante centrale du discours de l'instabilité internationale post-bipolaire. Au lendemain des attentats de 2001, l'OTAN invoqua l'article 5 du Traité de Washington, la sacro-sainte clause de légitime défense collective, pour la première fois de son histoire. Dans la foulée, l'Alliance adopta le Concept militaire de défense contre le terrorisme (le MC-472), lança une opération de surveillance maritime en Méditerranée (Active Endeavour) et aérienne aux États-Unis (Eagle Assist), toutes deux sous le régime de l'article 5. L'OTAN étendit de manière importante son réseau des partenariats vers les pays d'Afrique et du Moyen-Orient. Elle prit en charge les opérations militaires en Afghanistan (la Force internationale d'assistance et de sécurité – FIAS), adopta et développa un programme de coopération en matière d'armement (le Programme de

¹⁰ E. MACRON, *Déclaration du Président de la République avec Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN*, 28 novembre 2019, disponible sur <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/11/28/declaration-du-president-de-la-republique-avec-jens-stoltenberg-secretaire-general-de-lotan> (consulté le 8 janvier 2020).

¹¹ Il s'avère d'ailleurs que la lutte contre le terrorisme ne devient un enjeu important à l'OTAN qu'à partir du 11 septembre 2001. Durant la Guerre froide, ce dossier était très marginal du fait de la centralité de la dissuasion nucléaire et du rapport d'adversité avec l'URSS. Le terrorisme était même intégré au schéma bipolaire puisque pensé à travers la théorie du « fil rouge », qui consistait à établir que les actes « terroristes » sont fomentés pour et à partir de Moscou pour favoriser la gestation et le développement de forces communistes dans le monde et déstabiliser plus ou moins gravement le cœur politico-stratégique euro-atlantique. L'OTAN servait alors avant tout de forum de discussion sur l'action de groupes d'extrême gauche, sans avoir de rôle opérationnel en la matière. Après la Guerre froide et le développement du discours de l'« instabilité internationale », la donne change. Le terrorisme est reconnu officiellement comme une menace à part entière à l'intégrité territoriale des États membres. Toutefois, il s'agit d'une rhétorique destinée à affirmer la pertinence de l'OTAN dans un paysage sécuritaire nouveau. Dans les années 1990, la lutte contre le terrorisme est absente des initiatives de l'OTAN, celle-ci se concentrant alors sur les missions de maintien de la paix dans les Balkans et la normalisation des rapports diplomatiques avec la Russie.

travail pour la défense contre le terrorisme – DATPoW) ainsi qu'un Plan d'action pour la gestion des attaques de type nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC) piloté par les Plans d'urgence civils. Plus largement encore, la lutte contre le terrorisme a contribué au lancement de la « Transformation » de l'OTAN. Elle est amorcée à l'issue du sommet de Prague de 2002 et implique une flexibilisation et une technologisation accrue des forces alliées, à travers l'entraînement et le développement de l'initiative militaire clef de l'Alliance, la Force de réaction rapide de l'OTAN (NATO Response Force)¹².

Deuxièmement, la lutte contre le terrorisme à l'OTAN s'articule à une pratique elle-même bien particulière de la gestion de risques, à savoir la préemption. À visée hautement anticipatrice, la préemption

est résolument fondée en incertitude [...]. Il y a de l'incertitude parce que la menace ne s'est non seulement pas encore entièrement formée, mais [...] parce qu'elle n'a pas même encore émergé. En d'autres mots, la menace est toujours en potentiel de manière indéterminée. C'est une prémisse ontologique : la nature de la menace ne peut être spécifiée. Dans certaines circonstances, elle peut impliquer des armes de destruction massive, mais dans d'autres non. Elle peut se présenter sous la forme d'une étrange poudre blanche, ou encore d'un engin explosif improvisé¹³.

Le 11 septembre 2001 a en effet généré une conception de plus en plus préventive des risques et des menaces dites transnationales. L'élaboration de mesures de précaution (surveillance accrue des populations, protection d'infrastructures, ciblage militaire contre des « terroristes » potentiels) vise à éviter la manifestation d'une menace dont la nature et la potentialité à se réaliser sont inconnues¹⁴. « Anticiper la prochaine attaque terroriste »¹⁵ nécessite alors des « savoirs déployés pour capturer l'incalculable »¹⁶ :

Attendre que l'ennemi fasse le premier geste n'est pas sécuritaire. Il faut bouger le premier, pour les faire bouger. Il faut les débusquer. Il faut tester et essayer, bouger aussi aléatoirement et de manière imprévisible et omniprésente qu'ils le font [...]. Il faut éviter de s'offrir en cible immobile. [...] [L'ennemi] sera forcé de prendre une forme active, et par-là même deviendra détectable et donc attaquable. En d'autres

¹² P. GALLIS, *The NATO Summit at Prague, 2002*, CRS Report to Congress, Congressional Research Service, 2005.

¹³ B. MASSUMI, « Prévention, Dissuasion, Préemption : Changements de logiques de la menace », *Multitudes*, 67, 2017, p. 168.

¹⁴ D. BIGO, L. BONELLI et T. DELTOMBE (éds), *Au nom du 11 septembre... Les démocraties à l'épreuve de l'antiterrorisme*, Paris, La Découverte, 2008 ; C. ARADAU et R. VAN MUNSTER, « Governing Terrorism Through Risk: Taking Precautions, (un)Knowing the Future », *European Journal of International Relations*, 13/1, 2007, p. 89-115 ; M. DE GOEDE, « The Politics of Preemption and the War on Terror in Europe », *European Journal of International Relations*, 14/1, 2008, p. 161-185.

¹⁵ C. ARADAU et R. VAN MUNSTER, « The Time/Space of Preparedness: Anticipating the "Next Terrorist Attack" », *Space and Culture*, 15/2, 2012, p. 98-109.

¹⁶ C. ARADAU et R. VAN MUNSTER, *Politics of Catastrophe: Genealogies of the Unknown*, Oxon, Routledge, 2011, p. 29.

mots, il faut passer à l'offensive pour faire émerger l'ennemi, le faire passer de son état potentiel à une prise de forme actuelle¹⁷.

Comme nous le verrons en détail, l'OTAN s'est greffée à ce « gouvernement des futurs possibles »¹⁸ à travers des actions visant à éloigner la menace terroriste de la Méditerranée en surveillant les flux maritimes, à élaborer du matériel militaire capable de protéger les troupes contre toute forme d'attaque potentielle, ou encore à combattre en Afghanistan pour y créer les conditions d'une absence probable et future de terrorisme. Cette logique anticipative contraste profondément avec celle de la bipolarité, durant laquelle l'OTAN était structurée par l'appréhension d'une menace déclarée et identifiée. La dimension préemptive de la lutte contre le terrorisme fournit ainsi un cadre d'analyse pertinent pour penser les changements contemporains majeurs survenus à l'OTAN, car cette matrice sécuritaire incarne un stade particulièrement avancé et poussé de la gestion de risques.

Troisièmement, la lutte contre le terrorisme a rendu possibles des politiques de sécurité aux enjeux importants, car reliés à l'exercice du pouvoir militaire de contraindre ou de tuer. Il est donc crucial d'y poser le regard pour comprendre leur actualisation contemporaine au sein d'une instance comme l'OTAN.

Bâtir une alternative aux approches dominantes

La vie post-bipolaire de l'OTAN a généré une littérature foisonnante, qui tente précisément d'expliquer le passage de la rationalité bipolaire à celle de la gestion de l'instabilité internationale et ses risques. Le débat sur les raisons du maintien de l'OTAN est dominé par les discussions entre les paradigmes des théories des relations internationales, à savoir le (néo)réalisme, le néolibéralisme institutionnel et le constructivisme dominant (au sens *mainstream*)¹⁹. Pour le (néo)réalisme, l'URSS a affaibli la cohésion interne de l'OTAN. L'Alliance perdue avec difficulté car, en l'absence d'une menace clairement identifiée (« *peer competitor* »), l'intérêt des États membres à supporter les coûts d'une défense collective s'en trouve réduit²⁰. L'absence d'accords collectifs sur les risques, comme le terrorisme, et les moyens de les combattre cristallise des dissensions qui mettent en danger l'existence de l'OTAN ou la transforment en une série de coalitions d'États flexibles (« OTAN à la carte »)²¹. La principale raison motivant l'existence continue de l'OTAN est le désir

¹⁷ B. MASSUMI, *op. cit.*, p. 171.

¹⁸ L. AMOORE, *The Politics of Possibility: Risk and Security Beyond Probability*, Londres, Duke University Press, 2013, p. 6.

¹⁹ L'appellation « conventionnelle » désigne notamment une différence avec le constructivisme critique de laquelle notre approche se revendique davantage. Cette différence conventionnelle/critique est évoquée par A. MACLEOD, « Les études de sécurité : du constructivisme dominant au constructivisme critique », *Cultures & Conflits*, 54, 2004, p. 13-51.

²⁰ J. MEARSHEIMER, « Back to the Future: Instability in Europe after the Cold War », *International Security*, 15/1, 1990, p. 5-56 ; K. WALTZ, « The Emerging Structure of International Politics », *International Security*, 18/2, 1993, p. 44-79 ; R. MCCALLA, « NATO's Persistence after the Cold War », *International Organization*, 50/3, 1996, p. 452.

²¹ R. DE NEVERS, « NATO's International Security Role in the Terrorist Era », *International Security*, 31/4, 2007, p. 34-66 ; S. RYNNING, *NATO Renewed: The Power and*

des États-Unis de préserver sa domination sur l'agenda sécuritaire occidental²². Plus optimiste, le second courant explique que l'OTAN perdure grâce à son adaptation institutionnelle. L'Alliance reste attractive aux yeux de ses États membres pour traiter de l'environnement de sécurité post-Guerre froide, en particulier pour la puissance hégémonique américaine, en quête d'une légitimité multilatérale dans ses campagnes militaires. Initialement créée pour faire face à une confrontation interétatique, l'armature institutionnelle de l'OTAN a été adaptée pour parer à des risques plutôt qu'à des menaces directes, par le développement de missions non-article 5 et « hors zone » ainsi que par la création de structures de commandement flexibles²³. Ainsi, à l'inverse du (néo)réalisme, la différence de perception des risques parmi les États membres ne signifie pas un affaiblissement de l'OTAN. Il s'agit plutôt d'une difficulté de sa vie post-bipolaire, régulée à travers des institutions reflétant de nouveaux intérêts nationaux relatifs aux enjeux de sécurité²⁴. Le troisième courant, le constructivisme dominant, qui s'est développé dans les années 1990-2000, propose une lecture macrosociologique de la scène internationale, fondée sur l'étude du poids des idées, des représentations sociales et leurs formalisations (dans des normes, règles et identités nationales)²⁵. Non seulement ces réalités comptent mais sont tout aussi, voire plus importantes que les facteurs matériels. Ces derniers, puissance militaire ou économique, n'ont d'effets structurants, en termes de rivalité ou de coopération, que dans les formes prises par les systèmes symboliques d'interaction durables entre États²⁶. Dans cette perspective, l'OTAN ne serait pas l'expression d'une réponse rationnelle face à une menace ou le fait d'une inertie institutionnelle, mais

Purpose of Transatlantic Cooperation, New York, Palgrave Macmillan, 2005 ; S. RYNNING, *NATO in Afghanistan: The Liberal Disconnect*, Standford, Standford University Press, 2012 ; B. IRONDELLE et L. LACHMANN, « L'OTAN est-elle toujours l'OTAN ? », *Critique internationale*, 53, 2011, p. 70 ; R. RUPP, *NATO After 9/11: An Alliance in continuing declined*, New York, Palgrave, 2006.

²² T. MOWLE et D. SACKO, « Global NATO: Bandwagoning in a Unipolar World », *Contemporary Security Policy*, 28/3, 2007, p. 597-618 ; S. WALT, « Alliances in a Unipolar World », *World Politics*, 61/1, 2009, p. 86-120.

²³ R. KEOHANE et C. WALLENDER, « Risk, Threat and Security Institutions », in H. HAFTENDORN, R. KEOHANE et C. WALLENDER (éds), *Imperfect Unions: Security Institutions Over Time and Space*, Oxford, Oxford University Press, 2002, p. 21-47 ; C. WALLENDER, « Institutional Assets and Adaptability: NATO After the Cold War », *International Organization*, 54/4, 2000, p. 723-730 ; S. MAYER, *NATO's Post-Cold War Politics: The Changing Provision of Security*, New York, Palgrave MacMillan, 2014 ; E. HALLAMS, L. RATTI et B. ZYLA (éds), *NATO Beyond 9/11: The Transformation of the Atlantic Alliance*, New York, Palgrave Macmillan, 2013 ; J. SPERLING, M. SMITH et M. WEBBER, *NATO's Post-Cold War Trajectory: Decline or Regeneration?*, Londres, Palgrave Macmillan, 2012.

²⁴ C. WALLENDER, « NATO's Price: Shape Up or Ship Out », *Foreign Affairs*, 81/6, 2002, p. 2-8.

²⁵ D. BATTISTELLA, *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 316-320.

²⁶ A. WENDT, « "Ideas all the way down?": On the constitution of power and interest », in *Social Theory of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 92-138 ; N. ONUF, *World of Our Making: Rules and Rule in Social Theory and International Relations*, Columbia, University of South Carolina Press, 1989, p. 40.

correspondrait à une « communauté de sécurité » dont l'essence est le partage par les États membres d'une identité libérale-démocratique. L'espace nord-atlantique serait caractérisé par un sentiment commun d'appartenance si élevé qu'il rendrait la guerre impensable entre les États membres de la communauté de sécurité²⁷. L'OTAN n'est finalement pas tant une alliance qu'un « système d'action de sécurité collective » qui assure des mécaniques de collaboration pacifiées et inclusives (une « culture anarchique kantienne »²⁸) contre des menaces non forcément spécifiées²⁹.

Aussi convaincantes que puissent être ces explications, elles présentent de sérieuses limites que le présent ouvrage vise à dépasser. Ces écueils sont au nombre, essentiellement, de trois. Premièrement, les explications fournies fonctionnent sur une lecture trop rationaliste de l'évolution de l'OTAN. Elles reposent sur des fondations intellectuelles discutables qui font des nouvelles problématiques sécuritaires, les risques, des réalités objectives qui pousseraient l'OTAN à évoluer. Cette thèse de l'adaptation, au demeurant très « confortable »³⁰ car suggérant un lien d'automatisme mécanique et rationaliste entre le comportement d'une organisation et l'état de son environnement, relègue l'OTAN au rang d'une instance semi-passive qui ne ferait que réagir à un incitant extérieur, la fameuse « instabilité internationale ». En réifiant le danger que feraient peser les risques internationaux, au premier rang desquels le terrorisme, sur les pays de l'Alliance ou en objectivant l'identité libérale-démocratique qui la fonde, ces interprétations expliquent la gestion de risques par un fonctionnalisme du meilleur dans un cas (coopérer) et du pire dans l'autre (survivre). Un tel regard empêche de penser comment cette gestion de risques marche concrètement à l'OTAN, car il suppose qu'elle pourrait s'étudier comme un ensemble empirique bien délimité et rationnellement piloté dans le cadre d'une mécanique diplomatico-militaire disputée mais bien huilée. De même, l'OTAN est vue comme entièrement suspendue aux États membres et à leurs décisions. L'OTAN constitue sans conteste une organisation intergouvernementale bien moins intégrée à l'échelle supranationale que ne l'est par exemple l'Union européenne (UE). Il reste que les phénomènes d'autonomisation du travail bureaucratique et professionnel œuvrant aux continuités et aux changements

²⁷ E. ADLER et M. BARNETT, *Security communities*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 30.

²⁸ A. WENDT, *op. cit.*, 1999, p. 301-302. L'auteur oppose cette « culture anarchique » à deux autres : la « lockéenne » (compétitive et produisant des rivalités) et la « hobbesienne » (fonctionnant sur de véritables inimitiés) ; T. RISSE-KAPPEN, « Collective identity in a Democratic Community », in P. KATZENSTEIN (éd.), *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*, New York, Columbia University Press, 1996, p. 368.

²⁹ A. WENDT, « Collective Identity Formation and the International State », *The American Political Science Review*, 88/2, 1994, p. 386 ; V. POULIOT, *International Security in Practice: The Politics of NATO-Russia Diplomacy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010 ; E. ADLER, « The Spread of Security Communities The Spread of Security Communities: Communities of Practice, Self-Restraint, and NATO's Post Cold War Transformation », *European Journal of International Relations*, 14/2, 2008, p. 195-230.

³⁰ G. DAHO, *La transformation des armées : Enquête sur les relations civilomilitaires en France*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2016, p. 20.

dans la plupart des organisations internationales (OI), y compris à l'OTAN³¹, restent invisibles aux yeux du souverainisme théorique entretenu par les paradigmes de la discipline. Adaptation supposant par extension succès, les lectures fonctionnalistes alignent la capacité de survie de l'OTAN à son habileté à accomplir ses tâches. Ce point de vue est également fort discutable au regard des résultats de certaines de ses missions, en particulier en Afghanistan où il est désormais prouvé que la présence de la FIAS a davantage participé à l'augmentation du niveau de violence dans le pays qu'à sa diminution³². D'ailleurs, bien des OI auraient d'ores et déjà disparu si leur existence dépendait de leurs performances.

Au regard de la variété soulevée plus haut avec laquelle la lutte contre le terrorisme est comprise à l'OTAN, on peut légitimement douter de la viabilité de grilles de lecture si rationalistes, en s'interrogeant sur l'existence d'une logique unique et, si l'on peut dire, vraiment « logique » (au sens fonctionnel) dans la désignation des risques au sein de cette organisation. En se déplaçant d'une posture rationaliste vers une perspective sociologique qui ouvre la « boîte noire » de l'OTAN, une voie d'investigation s'ouvre alors. Elle consiste à dénaturer les discours sur les menaces et à questionner leurs conditions d'élaboration, afin de comprendre comment l'OTAN a fait de la gestion de risques la nouvelle raison d'être de son existence.

Deuxièmement, le caractère intrinsèquement dysfonctionnel prêté à la difficulté d'atteindre un consensus multilatéral sur les dangers polymorphes de l'instabilité post-bipolaire est problématique. De manière dominante, ce manque d'accord ou de clarté est considéré comme un obstacle majeur à la vie de l'OTAN, car générant de sérieux obstacles opérationnels et affectant, de manière inquiétante pour les (néo)réalistes et de façon régulée pour les néolibéraux, la cohérence générale de la posture politico-militaire de l'OTAN. D'autant plus que les décisions à l'OTAN se prennent sur la base de l'unanimité, ce qui rend les accords complexes à forger. Un tel argument limite l'investigation des changements à l'œuvre à l'OTAN. Le manque de clarté est une composante centrale du consensus multilatéral. Les jeux complexes des transactions diplomatiques au sein des OI font du flou une partie intégrante de leur vie et, peut-être, la condition de leur existence. Comme l'explique Vincent Pouliot :

L'OTAN est une organisation multilatérale avec de nombreuses fissures (« cracks »).
La présence de divisions politiques ne devrait pas étonner : les communautés sont

³¹ Si nous développerons davantage sur ce point, notons déjà l'existence de propositions portant sur la question de l'autonomie à l'OTAN, en particulier sur le rôle du secrétariat international : O. SCHMITT, « International organization at war: NATO practices in the Afghan campaign », *Cooperation & Conflict*, 52/4, 2017, p. 502-518 ; S. MAYER, « Introduction: NATO as an Organization and Bureaucracy », in S. MAYER (éd.), *NATO's Post-Cold War Politics: The Changing Provision of Security*, New York, Palgrave Macmillan, 2014, p. 1-27 ; R. HENDRICKSON, *Diplomacy and War at NATO: The Secretary General and Military Action after the Cold War*, Columbia, University of Missouri Press, 2006. Notons que, si l'OTAN n'est, officiellement, pas une OI mais une alliance, nous admettons le constat fort répandu dans la littérature selon lequel l'OTAN a tout d'une OI.

³² S. CHAYES, *The Punishment of Virtue: Inside Afghanistan After the Taliban*, New York, The Penguin Press, 2006 ; A. RASHID, *Descent into Chaos: The U.S. and the Disaster in Pakistan, Afghanistan, and Central Asia*, New York, The Penguin Press, 2009.

toujours structurées par des clivages et des relations de pouvoir. Ce qui compte, dans une perspective de sociologie politique, est comment ces conflits et divergences s'élaborent en pratique³³.

En suivant cette voie, nous suggérons ainsi qu'il y a beaucoup à gagner à considérer le manque de clarté du consensus de l'OTAN (qui atteint des proportions immenses dans le cadre d'une lutte préemptive contre le terrorisme incarnant une conception radicale de l'incertitude sécuritaire) comme une modalité normalisée de production des négociations multilatérales, qui contribue à transformer l'organisation en question.

Enfin, les explications dominantes réduisent l'analyse de l'OTAN à l'exercice de *la* politique, sans prendre en compte l'articulation qui s'y forge *du* politique. Plus précisément, l'OTAN est traitée comme un pur phénomène de coopération entre États, dont il s'agit alors d'évaluer la solidité et la viabilité dans le temps. Par exemple, les campagnes militaires de l'Alliance, en Afghanistan et ailleurs, sont analysées comme des faits de coopération, de cohésion ou de « partage du fardeau » (« *burden sharing* ») financier et opérationnel³⁴. C'est donc *la* politique, comprise comme le façonnement commun de modes et de règles d'organisation, qui serait au fondement de l'OTAN. Or, concevoir la coopération internationale en matière de sécurité par le prisme du bienfait relatif qu'en retirent les États qui y participent laisse dans l'ombre l'exercice de formes de pouvoir inhérent à la logique sécuritaire elle-même, en particulier dans sa violence. Autrement dit, l'étude de la coopération dans le débat interparadigmatique est séparée de la question *du* politique inhérent à la sécurité elle-même. La sécurité est en effet fixée sur la définition de risques ou de menaces qui légitime l'action contre certains sujets humains de l'espace social et politique, ceux qui sont justement estimés comme dangereux. L'exercice coopératif et inclusif du pouvoir de sécuriser implique un ensemble de discours et de pratiques (non) létales excluant ceux ou celles que vise la coopération. S'entendre en commun à l'international sur la sécurité est un geste fondamentalement politique impliquant de distinguer collectivement le normal du suspect, ce qui mérite d'être libre ou enfermé, de vivre ou de mourir, ou, en plus largement, le Soi de l'Autre³⁵. La vision paradigmatique de la FIAS ne questionne

³³ V. POULIOT, *International Pecking Orders: The Politics and Practice of Multilateral Diplomacy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016, p. 113.

³⁴ J. SPERLING, M. SMITH et M. WEBBER, « Operations », in *NATO's Post-Cold War Trajectory: Decline or Regeneration?*, Londres, Palgrave Macmillan, 2012, p. 47-88 ; M. WEBBER, « NATO: The United States, Transformation and the War in Afghanistan », *The British Journal of Politics and International Relations*, 11/1, 2009, p. 46-63 ; I. OMA, « Explaining states' burden-sharing behaviour within NATO », *Cooperation & Conflict*, 47/4, 2012, p. 562-573 ; T. HAESBROUCK, « NATO Burden Sharing in Libya: A Fuzzy Set Qualitative Comparative Analysis », *Journal of Conflict Resolution*, 61/10, 2017, p. 2235-2261.

³⁵ M. DILLON, *Politics of Security: Towards a Political Philosophy of Continental Thought*, Londres, Routledge, 2003, p. 121 ; J. WELDES, M. LAFFEY, H. GUSTERSON et R. DUVALL, « Introduction: Constructing Insecurity », in J. WELDES, M. LAFFEY, H. GUSTERSON et R. DUVALL (éds), *Cultures of Insecurity: States, Communities, and the Production of Danger*, Minneapolis, University of Minesota Press, p. 1-35 ; D. BIGO et A. TSOUKALA, « Understanding (In) Security », in D. BIGO et A. TSOUKALA (éds), *Terror, Insecurity and Liberty: Illiberal practices*

pas la logique sécuritaire de plus d'une décennie d'opérations militaires et de visions de l'ennemi (terroriste ou taliban) qui les ont justifiées. Pour reprendre l'exemple de l'Afghanistan, les débats dominants ignorent une large partie des conditions de production de la coopération au sein de la FIAS, à savoir la construction d'un permis d'intervenir, d'une entente de long terme sur le fait que l'option coercitive, et ses conséquences sur le terrain, y était viable. Le courant qui va le plus loin dans le décrochage entre la question de la coopération et de la sécurité est le constructivisme dominant. Concevoir l'existence de l'OTAN comme liée à une identité libérale-démocratique pacifique est une vision partielle et partielle. Il s'agit d'ailleurs d'une position paradoxale sur le plan historique. Tout au long des années 1990-2000, au moment où se développe la proposition constructiviste, l'Alliance s'engage dans des guerres réelles et prolongées, dans les Balkans, en Afghanistan et, plus tard, en Libye. Les constructivistes tombent dans l'illusion de la théorie de la paix démocratique qui confond l'absence de guerre entre États démocratiques et l'absence totale de l'usage de la force par ceux-ci sur la scène internationale³⁶. Ole Wæver est même allé jusqu'à qualifier l'OTAN de « communauté de non-guerre »³⁷. Le constructivisme autonomise ainsi profondément le fait coopératif et ses vertus pacifiques d'une grande partie de ses pratiques de sécurité à l'époque où l'OTAN use de la force au nom de la défense de la démocratie³⁸. Autrement dit, la discussion interparadigmatique laisse dans l'ombre, voire euphémise, une dimension cruciale des conditions de production de l'utilité contemporaine de l'OTAN : la qualification de l'(in)sécurité, l'exercice du pouvoir de dire et faire l'action politico-militaire à l'international. Plus fondamentalement, et par extension, ces littératures dominantes ne permettant pas de saisir la question de fond *du* politique au sein de l'OTAN : celle de la nécessité de reconstituer le visage d'un Autre qui, perdu avec la fin de la Guerre froide, donnerait une crédibilité renouvelée à l'existence continue d'une alliance de la taille et du poids politico-militaire de celle de l'OTAN. Comme l'explique Jef Huysmans : « [U]ne perte de menace est un dommage causé à la communauté politique. Si on perd l'autre au nom duquel la communauté se définit, alors cette communauté risque de perdre son nom et de sa cohérence. »³⁹ En cela, la coopération internationale n'efface donc pas la sécurité et, dans le cadre du passage à l'après-Guerre froide, toute la question se pose de la réarticulation d'une figure de l'ennemi permettant à l'OTAN de se reconstruire

of liberal regimes after 9/11, Oxon, Routledge, 2008, p. 1-9 ; J. HUYSMANS, « Security! What do you mean? From Concept to Thick Signifier », *European Journal of International Relations*, 42/2, 1998, p. 226-255 ; D. CAMPBELL, *Writing Security: United States Foreign Policy and the Politics of Identity*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1992.

³⁶ M. DOYLE, « Kant, Liberal Legacies and Foreign Affairs », in M. BROWN, S. LYNN-JONES et S. MILLER (éds), *Debating the Democratic Peace*, Cambridge, MIT Press, 1983, p. 3-57.

³⁷ O. WAEVER, « Insecurity, Security, and Asecurity in the West European Non-War Community », in E. ADLER et M. BARNETT (éds), *Security communities*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 69-118.

³⁸ NATO, *NATO as a Community of Values: Manfred Wörner Memorial Lecture*, 2 juin 1999, https://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_27550.htm?selectedLocale=en (consulté le 2 juillet 2018).

³⁹ J. HUYSMANS, *op. cit.*, p. 239.

une identité institutionnelle viable. La sécurité prend donc une forme spécifique et renouvelée dans ce type d'instance multilatérale, et nous estimons qu'il y a beaucoup à apprendre sur l'existence de l'OTAN en levant ce voile.

Hétéronomie et matrice de guerre

La solution que nous proposons pour pallier les écueils identifiés (rationalisme réifiant, vision dysfonctionnelle du compromis multilatéral, différenciation coopération-sécurité) est de recourir à une conception *réincarnée* de l'OTAN, à savoir une plongée praxéologique dans la complexité, la contingence des négociations, des jeux d'acteurs et des pratiques de sécurité qui peuplent cette organisation. C'est pourquoi notre travail se situe au carrefour de la sociologie politique, des études critiques de guerre (*Critical War Studies*) et de sécurité (*Critical Security Studies*). Le croisement des trois perspectives permet de dénaturer les discours sur les menaces, leur évidence, l'objectivité apparente des contre-mesures adoptées, pour étudier le mode de fabrication de ces ensembles et leurs effets politiques sur la vie des organisations d'où ils émergent. En d'autres termes, notre démarche sociologique, dite aussi « critique », n'est pas une posture normative. L'objectif n'est pas de porter un jugement sur l'utilité de l'OTAN ni d'évaluer son efficacité. Conformément à la distinction canonique de Robert Cox entre « *problem-solving theory* » et « *critical theory* »⁴⁰, la posture « critique » de notre approche est avant tout épistémologique. Il s'agit d'opérer un déplacement du regard qui vise à déconstruire et à questionner des catégories et institutions sécuritaires apparemment objectives pour en révéler les fondements historiques et les dynamiques de pouvoir (y compris celles reliées à la violence) qui les portent. En prenant ce pari théorique, nous nous immergeons dans les mondes et pratiques de production de la lutte contre le terrorisme à l'OTAN. Elle n'est pas un ensemble fixe et homogène mais un ensemble de pratiques hétérogènes s'inscrivant dans des relations de pouvoir entre et parmi des acteurs diplomatico-militaires différenciés. Elle n'a donc pas de réalité présociale. Il s'agit d'un discours qui, de manière conjoncturelle, non linéaire, voire parfois peu cohérente, justifie et conditionne les pratiques d'acteurs ainsi que les configurations plus larges des politiques de gestion de risques où ils sont insérés⁴¹. Nous resituons donc la lutte contre le terrorisme à l'OTAN dans la contingence sociopolitique de sa fabrication. Ce faisant, le livre se veut aussi un moyen de démystifier l'OTAN, en montrant sa fabrique quotidienne. Plus encore que d'autres organisations de défense, car opérant à l'échelle intergouvernementale, l'OTAN est souvent perçue comme l'incarnation d'une « *high politics* » très secrète, conduite dans les plus hautes sphères politico-

⁴⁰ R. COX, « Social Forces, States, and World Orders: Beyond International Relations Theory », *Millennium: Journal of International Studies*, 10/2, 1981, p. 126-155.

⁴¹ D. BIGO, « L'impossible cartographique du terrorisme », *Cultures & Conflits*, article inédit (en ligne), 2005, <http://journals.openedition.org/conflits/1149> (consulté le 7 avril 2017) ; L. BONELLI, « Un ennemi "anonyme et sans visage" : Renseignement, exception et suspicion après le 11 septembre 2001 », *Cultures & Conflits*, 58, 2005, p. 101-129 ; R. JACKSON, *Writing the War on Terrorism*, Manchester University Press, Manchester, 2005 ; L. STAMPNITZKY, « Experts, États et théorie des champs. Sociologie de l'expertise en matière de terrorisme », *Critique internationale*, 59, 2013, p. 89-104.

militaires restreintes et opaques de l'État et échappant à toute emprise citoyenne. En « mettant de la chair » sur cette organisation multilatérale à travers une focale sur les relations de pouvoir entre ses acteurs, le livre montre au contraire que l'OTAN constitue une enceinte où les décisions prises ont, non seulement, des effets très concrets qui vont bien au-delà des seuls cénacles de négociations et qui, de surcroît, se fondent sur des logiques sociopolitiques, des « bricolages », communs à bien d'autres politiques publiques, internationales ou non.

À partir de ce positionnement, nous formulons donc l'hypothèse selon laquelle la pérennité de l'OTAN s'explique par un changement de la structure sociale à la base de la désignation politico-militaire des menaces et des manières de les combattre. La notion de structure sociale désigne la distribution générale du pouvoir à l'OTAN, l'anatomie globale des luttes qui animent la formulation de ses politiques⁴². Notre intention est de montrer que l'émergence à l'OTAN de la gestion de risques comme nouvelle doxa, ce nouvel « ensemble de croyances fondamentales »⁴³ relatif à l'« instabilité internationale », a généré une *segmentation structurelle* de la production de la sécurité. La pratique du pouvoir dans les négociations multilatérales à l'OTAN ne suit plus un modèle convergent qui concentre les luttes autour d'un enjeu délimité, comme ce fut le cas durant la Guerre froide et la possibilité de la confrontation interétatique. L'OTAN de la bipolarité était certes jonchée de tensions. L'OTAN n'avait rien d'une organisation harmonieuse. Ces luttes se concentraient toutefois autour de l'éventualité spécifique de l'affrontement des blocs, comme le reflètent certains débats centraux de l'époque dans l'Alliance sur la place à accorder aux armements nucléaires ou conventionnels dans la politique de dissuasion, à l'importance stratégique du « Front Sud » (Méditerranéen) pour l'URSS ou à la possibilité de répliquer à une attaque avec des armes nucléaires tactiques sur le sol européen. Les risques à contrer étant multiples et non réductibles à une entité commune, l'exercice du pouvoir est réorganisé le long d'une variété de lignes d'action (segments ou configurations sociales, comme nous les appellerons) qui sont différentes dans leurs objectifs, temporalités et trajectoires sociopolitiques. Les politiques de sécurité post-Guerre froide de l'OTAN constituent ainsi des constructions résolument hétéronomes où se situent des luttes d'autorité et des compromis souples autour des pratiques de prévention de risques aux significations particulièrement larges, voire vagues et floues⁴⁴. Cette hypothèse se découpe en deux axes de travail qui en précisent les termes.

Le premier élément de notre hypothèse concerne le regard porté sur les acteurs. L'OTAN est conçue, de manière assez originale au regard de la littérature consacrée à l'Alliance et aux OI, non pas comme un bloc d'États articulant des intérêts nationaux rationnellement formulés, mais plutôt comme un espace transnational. La gestion de risques se trouve alors structurée par une multiplicité de jeux d'acteurs et d'institutions

⁴² P. BOURDIEU, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Seuil, 2000, p. 165.

⁴³ P. BOURDIEU, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997, p. 30.

⁴⁴ À nouveau, nous ne postulons pas que toute l'évolution de l'OTAN est réductible à sa trajectoire post-11 septembre. Nous considérons plutôt que cette phase permet de capturer l'état mature de segmentation de la production de la sécurité dans l'organisation.

qui mobilisent des lignes d'action professionnelles différentes⁴⁵. Les flous dans la désignation des risques proviennent en large partie du fait que bon nombre d'acteurs, autres que les diplomates de haut niveau (militaires opérationnels ou hauts gradés de différents corps d'armées, des ingénieurs en armement, agents du renseignement, fonctionnaires internationaux, industriels de l'armement, experts en psychologie ou en sciences humaines), sont impliqués et aux prises les uns avec les autres quant à la définition légitime de ces mêmes risques. Adoptant un « prisme circulatoire »⁴⁶, nous considérons les divers organes de l'OTAN⁴⁷ comme des lieux d'activation et de reproduction des oppositions et solidarités professionnelles rendant possible et tissées dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Concevoir l'OTAN par l'angle sociologique constitue la voie la plus adaptée pour cerner les complexes fondations de la gestion de risques. Cette démarche nous plonge dans la variété des intérêts et systèmes de sens qui entrent en jeu dans les nouveaux modes de fabrication segmentés des imageries des dangers internationaux et leurs moyens de résolution⁴⁸.

À l'intérieur de ces échanges, la lutte contre le terrorisme joue un rôle particulier. L'hétérogénéité des significations de ce discours le rend tout aussi éclaté qu'il assure une fonction sociale et productive bien réelle, celle d'assurer une stabilité aux environnements et échanges professionnels. Le statut d'« attrape-tout »⁴⁹ de la lutte contre le terrorisme en raison des risques polymorphes qu'elle recouvre n'a rien d'une anomalie, d'une déviance, d'une pathologie que leurs artisans chercheraient à corriger en précisant son contenu, comme le sous-tend la littérature rationaliste évoquée plus haut, pour qui l'OTAN doit toujours mieux s'adapter aux nouvelles menaces. Il s'agit d'une norme institutionnelle. Les usages flous des catégories sécuritaires ont une fonction sociale et génèrent des pratiques. C'est pourquoi l'accent est mis sur la dimension approximative, générale, contingente, disensuelle, même bricolée⁵⁰, des accords, échanges et croyances collectives, en somme des écologies et anatomies

⁴⁵ Nous précisons d'emblée que les logiques interétatiques, entendues au sens des hiérarchies et rapports de force au niveau des États, ne sont pas pour autant exclues de l'analyse. Au contraire, et comme nous le verrons dans le chapitre théorique, le prisme transnational est un très bon moyen de comprendre en finesse et sans tomber dans les excès de réification des théories dominantes la manière dont les États investissent les OI.

⁴⁶ A. VAUCHEZ, « Le prisme circulatoire : Retour sur un leitmotiv académique », *Critique internationale*, 59, 2013, p. 9-16.

⁴⁷ Pour une présentation synthétique de l'organisation de l'OTAN, nous renvoyons à l'annexe en fin d'ouvrage.

⁴⁸ D. BIGO, « La mondialisation de l'(in)sécurité ? Réflexions sur le champ des professionnels de la gestion des inquiétudes et analytique de la transnationalisation des processus d'(in)sécurisation », *Cultures & Conflits*, 58, 2005, p. 53-101 ; G. DAHO, *op. cit.* ; D. AMBROSETTI, *Normes et rivalités diplomatiques à l'ONU : Le Conseil de sécurité en audience*, Bruxelles, Peter Lang, 2009 ; T. BASARAN, D. BIGO, E.-P. GUITTET et R. WALKER (éds), *International Political Sociology: Transversal Lines*, Londres, Routledge, 2017.

⁴⁹ B. LAHIRE, *L'invention de l'« illettrisme »*, Paris, La Découverte, 2005, p. 121.

⁵⁰ P. ZITTOUN, « Définir une solution : un bricolage complexe pour résoudre des problèmes », in *La fabrique politique des politiques publiques : Une approche publique de l'action publique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 75-148 ; A. BERESFORD et D. WAND, « Understanding bricolage in norm development: South Africa, the International Criminal

accidentées mais fonctionnelles, qui fondent la gestion de risques à l'OTAN. C'est là un aspect crucial de l'apport d'une démarche sociologique dans la différence à établir entre ce que Bourdieu appelle la « logique logique » et la « logique pratique » :

Il faut reconnaître à la pratique une logique qui n'est pas celle de la logique pour éviter de lui demander plus de logique qu'elle ne peut donner et de se condamner ainsi soit à lui extorquer des incohérences, soit à lui imposer une cohérence forcée. [...]. C'est dire que les systèmes symboliques doivent leur *cohérence pratique*, c'est-à-dire leur unité et leur régularité, mais aussi leur flou et leurs irrégularités, voire leurs incohérences, les unes et les autres également *nécessaires* parce qu'inscrites dans la logique de leur genèse et de leur fonctionnement, au fait qu'ils sont le produit de pratiques qui ne peuvent remplir leurs fonctions pratiques qu'en tant qu'elles engagent, à l'état pratique, des principes qui sont non seulement cohérents – c'est-à-dire capable d'engendrer des pratiques intrinsèquement cohérentes [...] – mais aussi pratiques, au sens de commodés, c'est-à-dire aisément maîtrisés et maniables parce qu'obéissant à une logique pauvre et économique⁵¹.

Ainsi, ce qui peut apparaître, d'un regard extérieur et imposé, comme incohérent, flou et dysfonctionnel dans le discours contre-terroriste contemporain possède de réelles fonctions sociales et pratiques, à savoir souder des ensembles professionnels et sécuritaires, qui ne peuvent être lues qu'à travers un regard véritablement sociologique faisant l'effort de capter de qu'il peut y avoir de logique, de fonctionnel, de *normal*, dans ce qui, d'apparence, relève de l'erreur perpétuelle ou du pathologique. En somme, tâcher de comprendre le point de vue des acteurs dans sa pratique et sa nécessité sociale des luttes et du consensus plutôt qu'à travers une perspective externe qui soumet ce même point de vue des acteurs à une logique implacablement (il)logique. Alors, le discours du risque inconnu se présente comme une opportunité pour nombre d'acteurs de faire valoir l'utilité de leur savoir-faire dans l'OTAN, tout autant qu'il permet aux joueurs d'anticiper un minimum le sens du jeu en créant, justement et à travers des relations structurées dans le temps qui balisent le champ des possibles en matière de prises de position, des attentes collectives minimales. L'institutionnalisation de la lutte contre le terrorisme est donc le produit d'espaces sociaux hétéronomes, « faiblement structurés »⁵² et façonnés par des compromis aux contours flous. Ces compromis voient s'agréger et s'articuler une multiplicité de points de vue sur ce que doit être la lutte contre des menaces dont la nature et les potentialités de réalisation sont estimées comme impossibles à définir. C'est pourquoi nous irons d'ailleurs jusqu'aux frontières organisationnelles mêmes de l'OTAN, pour montrer comment celle-ci évolue en ouvrant ses limites extérieures à d'autres acteurs et espaces d'interaction comme l'industrie de l'armement, l'UE, le milieu de la navigation civile ou des alliances militaires *ad hoc*. Nous montrerons l'existence

Court, and the contested politics of transitional justice », *Review of International Studies*, 0/0, 2020, p. 1-21.

⁵¹ P. BOURDIEU, *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit, 1980, p. 144-145. Les italiques sont du texte d'origine.

⁵² A. VAUCHEZ, « The Force of a Weak Field: Law and Lawyers in the Government of the European Union (For a Renewed Research Agenda) », *International Political Sociology*, 2/2, 2008, p. 128-144.

de deux dynamiques professionnelles interconnectées. Les forces centripètes, qui traduisent des mouvements intégrateurs générés par la lutte contre le terrorisme, dès lors qu'elle permet de faire tenir des agents sociaux aux savoir-faire hétérogènes dans des coopérations sécuritaires communes. Les forces centrifuges, qui relèvent de mouvements « anticoagulants » induits par la lutte contre le terrorisme, dès lors qu'elle rend possible la solidification de légitimités et de savoir-faire d'acteurs aux propriétés différenciées. Ces deux dynamiques (centripète et centrifuge) sont dans une logique de coconstitution simultanée, d'assemblage et de désassemblage, qui forme la dialectique principale de l'hétéronomie de la gestion de risques à l'OTAN.

Notre deuxième axe de travail constituant notre hypothèse explore la raison d'être politique de la gestion de risques à l'OTAN. Les pratiques couvertes par ce champ d'action dans l'Alliance impliquent non seulement des coopérations mais aussi, comme évoqué plus haut, une prétention à dire, à élaborer et surtout à appliquer concrètement, sous différents aspects et en différents lieux, la sécurité politico-militaire contre la menace terroriste. C'est pourquoi nous proposons de montrer que la segmentation post-Guerre froide de la production de la sécurité à l'OTAN reproduit et fait évoluer l'exercice de formes de pouvoir à l'international fixées sur l'usage effectif ou potentiel de la violence organisée. Ce second axe connecte une analyse micro de la gestion de risques à l'OTAN à une étude macro de sa capacité productive au niveau de politiques de sécurité contemporaines de l'Alliance elles-mêmes, et plus spécifiquement de leur dimension potentiellement violente. En faisant dialoguer la sociologie politique, les études critiques de guerre et de sécurité (qui se nourrissent mutuellement encore trop peu, à quelques exceptions près), nous tâcherons de montrer que la modification de la structure sociale de l'OTAN est indissociablement liée à des changements clefs dans la conception et l'exercice de la violence. L'un ne va pas sans l'autre. Les usages fluides de la lutte contre le terrorisme supposent le développement de savoir-faire qui sont reliés plus ou moins directement à l'usage de la violence et contribuent à en faire croître les possibilités d'usage. La violence organisée de l'OTAN se pense dans une dimension globalisée, affranchie de limites temporelles établies et peut s'exercer sur une variété d'entités. Dès lors, la transformation sécuritaire centrale au fondement de la segmentation contemporaine de l'OTAN est le remplacement de l'*horizon de la guerre*, qui caractérisait l'Alliance sous la bipolarité et la possibilité de la confrontation interétatique conventionnelle ou nucléaire, par une *matrice de guerre (matrix of war)*⁵³. Celle-ci émancipe la violence militaire de la possibilité limitée de l'affrontement guerrier seul en la diluant, l'irriguant dans de multiples éventualités et politiques de sécurité de l'OTAN, allant du contrôle militarisé des flux humains à la confrontation armée contre-insurrectionnelle de haute intensité en passant par la production de technologies militaires de protection des contingents ou servant le ciblage légal. La gestion de risques à l'OTAN produit ainsi des *politiques*

⁵³ V. JABRI, « War, Security and the Liberal State », *Security Dialogue*, 37/1, 2006, p. 47-64. Par là, nous n'affirmons pas que la possibilité de la guerre interétatique ou nucléaire a complètement disparu à l'OTAN. Elle reste, bien sûr, un horizon envisageable. Nous expliquons plutôt que, et ce sera l'une de nos ouvertures en conclusion sur l'actualité concernant la « guerre hybride » et la Russie, ce scénario suit lui-même des contours bien moins établis que sous la bipolarité et s'avérerait ainsi pénétré par la logique sociopolitique de la gestion de risques.

managériales de la sécurité. Il s'agit d'un mode de gouvernement internationalisé des espaces et des sujets de l'(in)sécurité qui génère et entretient des états d'instabilité sans cesse redéfinis comme tels⁵⁴. De fait, l'OTAN est loin de répondre passivement à des états objectifs d'insécurité, mais exerce un « pouvoir incitatif [...] qui participe de l'émergence actuelle de la menace. [C]omme la menace est de toute façon proliférante, la meilleure option est de l'inciter à proliférer encore davantage »⁵⁵.

En d'autres termes, notre idée principale irriguant ces deux axes pourrait se résumer au fait de démontrer que la rationalité sécuritaire contemporaine de l'OTAN a largement changé, en raison d'une transformation de sa structure sociale, mais que son identité institutionnelle profonde, à savoir l'organisation de la violence et la désignation de la menace, reste, elle, dans une très large mesure intacte et inchangée⁵⁶. À la différenciation sociale de la Guerre froide au cœur de laquelle se situait la domination à l'OTAN des soviétologues, des stratégestes de la guerre nucléaire et conventionnelle⁵⁷ succède une hétéronomie largement moins différenciée qui sert de base au développement d'une matrice de guerre. C'est donc le passage d'un couplage historique à un autre qui nous intéresse : *différenciation : horizon de la guerre / hétéronomie : matrice de guerre*. D'où le triptyque de pouvoir qui fera l'objet de notre attention : *surveiller, armer et conduire la guerre*.

⁵⁴ D. FASSIN et M. PANDOLFI (éds), *Contemporary States of Emergency: The Politics of Military and Humanitarian Interventions*, Cambridge, Zone Books, 2013 ; D. GREGORY, « The Everywhere War », *The Geographical Journal*, 177/3, 2011, p. 238-250 ; C. ARADAU et R. VAN MUNSTER, *Politics of Catastrophe: Genealogies of the Unknown*, *op. cit.* ; D. BIGO, « La voie militaire de la “guerre contre le terrorisme” et ses enjeux », *Cultures & Conflits*, 44, 2001, p. 5-18 ; J. BACHMANN, C. BELL et C. HOLMQVIST (éds), *War, Police and Assemblages of Intervention*, New York, Routledge, 2015.

⁵⁵ B. MASSUMI, *op. cit.*, p. 171.

⁵⁶ C'est ainsi, par exemple, que la préemption partage des points communs avec la dissuasion de la Guerre froide. Cette dernière est également fondée sur la gestion de l'incertitude et se tourne vers une menace future puisqu'elle consiste à adopter des mesures visant à empêcher une attaque potentielle et à envisager une capacité de réponse dans ce même cas de figure. Toutefois, la nature, ou plutôt l'intensité, de l'incertitude n'est pas la même. La dissuasion présente des possibilités plus limitées en termes de désignation de la menace et de production des logiques sécuritaires. C'est ainsi que la rationalité sécuritaire de l'OTAN a changé, tout en préservant les acquis historiques de la centralité de la violence et de l'ennemi : « [L]a menace à laquelle [la dissuasion] face est pleinement formée et prête à détoner : l'ennemi possède la bombe et les moyens de la lâcher. [...] Il faut commencer par traduire la menace imminente en danger clair et présent. Il faut pour cela se rendre capable de produire la menace plutôt que de la prévenir. Si votre voisin a une bombe nucléaire, il faut construire l'armement qui vous permettra d'anéantir l'adversaire, même au prix de votre propre annihilation suite à un “hiver nucléaire”. En fait, plus vous êtes en mesure de vous détruire en même temps que votre ennemi, mieux vous vous en porterez. » B. MASSUMI, *ibid.*, p. 166-167.

⁵⁷ D. BIGO, « La mondialisation de l'(in)sécurité ? Réflexions sur le champ des professionnels de la gestion des inquiétudes et analytique de la transnationalisation des processus d'(in)sécurisation », *op. cit.* ; J.-L. SAMAAAN, *La RAND Corporation (1989-2009) : La reconfiguration des savoirs stratégiques aux États-Unis*, Paris, L'Harmattan, 2010.

Surveiller, armer, conduire la guerre

Ces trois derniers termes sont au cœur de l'ouvrage et, sur un plan méthodologique, en constituent la charpente empirique. Ainsi que nous le relevions plus haut, délimiter l'objet de la lutte contre le terrorisme à l'OTAN n'a rien d'un exercice naturel. Il implique des choix et un découpage dont nous donnerons les grandes lignes. Nous analyserons trois configurations sociales où l'OTAN s'est dit lutter contre le terrorisme, sous des aspects très différents, à la fois en termes d'enjeux politiques (surveillance, armement, guerre), de violence (de la plus imaginée à la plus brutale), de temporalité, mais aussi dans le rapport entretenu par les acteurs à ce discours contre-terroriste. Nous présenterons ici ces initiatives de manière factuelle. Notre ambition n'est pas de réduire la gestion de risques à l'OTAN à ces dernières ni d'affirmer qu'il s'agit d'un découpage qui en refléterait toute la complexité. Il s'agit plutôt d'un choix permettant d'explorer avec une certaine profondeur et acuité l'orientation de notre hypothèse portant sur l'hétéronomie de la vie contemporaine de l'OTAN.

La première est la conduite de l'opération Active Endeavour (OAE). Il s'agit d'un déploiement aéronaval de l'OTAN en Méditerranée. La mission fut lancée en réaction de l'Alliance aux attentats du 11 septembre 2001 et relevait plus spécifiquement des mesures prises dans le cadre de l'invocation de la clause de légitime défense collective, contenue dans l'article 5 du Traité de Washington. Mise en place en octobre 2001, OAE prit fin une quinzaine d'années plus tard, en octobre 2016, pour céder la place à une opération encore en cours : Sea Guardian. OAE fut présentée comme une mission de lutte contre le terrorisme. L'objectif qui lui était assigné était de surveiller les flux de navires commerciaux (de manière de plus en plus étendue sur le plan des techniques et tâches de surveillance) en Méditerranée (d'abord dans l'Est puis dans tout le bassin) via des moyens militaires maritimes et aériens dans l'objectif de « contribuer à décourager et à déjouer les actes de terrorisme en Méditerranée »⁵⁸.

La seconde initiative analysée est le Programme de travail pour la défense contre le terrorisme (DATPoW). Adopté à l'occasion du sommet OTAN d'Istanbul de 2004, le DATPoW est un programme visant à favoriser la coopération et la production dans le domaine de capacités militaires de manière à travailler sur la protection des troupes et l'optimisation de leur capacité à lutter contre les « attaques terroristes »⁵⁹. De nature principalement technologique et technique, le DATPoW recouvre des secteurs de coopération divers comme la « protection des infrastructures critiques » (y compris celle des ports et des côtes), la lutte contre les engins explosifs improvisés (*improvised explosive devices* – IED), le contre-mortier, le renseignement et le ciblage, etc. Le programme est placé sous l'autorité de la Conférence des directeurs nationaux d'armement (CDNA), dont les représentants provenant des délégations nationales au QG de l'OTAN gèrent, sur un plan politique, les programmes d'armement de l'Alliance. Bien que continuant à être formellement relié à la CDNA, le programme a été coordonné, sur un plan bureaucratique, d'abord par la Division des investissements

⁵⁸ OTAN, *Opération Active Endeavour*, 2016, disponible sur http://www.nato.int/cps/ft/natohq/topics_7932.htm (consulté le 19 mars 2019).

⁵⁹ NATO, *Defence Against Terrorism Programme of Work (DAT POW)*, 2015, disponible sur http://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_50313.htm (consulté le 7 mai 2019).

de défense (DI – principalement en appui des travaux couverts par la CDNA) entre 2004 et 2010 pour ensuite être géré (encore à l'heure actuelle) à partir de la Division des défis de sécurité émergents (ESCD).

La troisième est l'encadrement de la Force internationale de sécurité et d'assistance (FIAS) en Afghanistan. À l'automne 2001, les forces militaires des États-Unis et de leurs alliés envahirent l'Afghanistan en réponse aux attaques du 11 septembre 2001 dans le cadre de l'opération Enduring Freedom (OEF) et renversèrent le gouvernement taliban, alors accusé d'avoir consciemment abrité les auteurs de ces attentats, des membres du réseau Al Qaeda. Suite à cette invasion éclair, les armées occidentales se déployèrent alors durablement en Afghanistan dans le cadre de l'OTAN et de la coalition OEF menée par les États-Unis, qui se transformait elle aussi en mission de plus long terme. Le but politique était l'implantation d'un gouvernement central accepté par la population (celle-ci devant être alors persuadée de sa légitimité) de manière à ce « que l'Afghanistan ne redevienne plus jamais un sanctuaire pour les terroristes »⁶⁰. Cet objectif incluait un volet militaire conséquent en charge de neutraliser l'opposition (« groupes terroristes » et « opposition » ou « insurrection talibane »). Les opérations étaient principalement conduites par la FIAS, pilotée par l'OTAN entre 2003 et 2014⁶¹. La mission fonctionnait à partir de procédures principalement inspirées de la contre-insurrection, si bien que la FIAS était chargée du contrôle et de la sécurisation militaire des différentes provinces afghanes. Le « verrouillage territorial » étant censé favoriser l'implantation locale des autorités publiques et des projets de reconstruction⁶².

Sur un plan temporel, notre travail s'étend donc de 2001, année de pénétration significative de la lutte contre le terrorisme au sein de l'OTAN, à 2016, année où s'achève Active Endeavour (la FIAS terminant en 2014 et le DATPoW existant toujours à l'heure actuelle). Notre hypothèse et ses axes s'appuient en particulier sur une enquête de terrain, qui s'est concrétisée par une observation participante, sous forme de stage, de 7 mois au QG de l'OTAN à Bruxelles conjuguée à 96 entretiens⁶³. Ceux-ci ont été conduits avec des fonctionnaires internationaux, des

⁶⁰ OTAN, *La mission de la FIAS en Afghanistan (2001-2014)*, 2015, http://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_69366.htm (consulté le 7 mai 2019). Cet argument de la « désanctuarisation » revient systématiquement dans les déclarations estampillées OTAN (sommets, déclarations communes, etc.).

⁶¹ Entre 2001 et 2003, la FIAS fut placée sous la responsabilité de l'ONU et était assurée par des rotations nationales de 6 mois durant lesquelles l'un des États intervenants assurait la tête et l'organisation des opérations.

⁶² En 2014, la FIAS se termine et cède la place à une autre mission pilotée par l'OTAN et destinée à soutenir sur le moyen-long terme les forces de sécurité afghanes, Mission Resolute Support.

⁶³ Nous étions situé au sein de la section contre-terrorisme de la Division des défis de sécurité émergents (ESCD), où nous y étions présent en tant que stagiaire et chercheur, ce qui était connu de l'ensemble de nos interlocuteurs. Aucune information ou fait constatés dans nos fonctions de stagiaire n'a été utilisé pour cette recherche. Tous les extraits d'entretiens rapportés proviennent d'échanges explicitement conduits à des buts de recherche. L'intégralité des documents, OTAN ou non, mobilisés par cette recherche sont d'accès public. Pour davantage de précision sur la conduite du terrain d'enquête, nous renvoyons à J. POMARÈDE,

militaires, diplomates, conseillers civils et experts régulièrement impliqués dans le processus décisionnel à l'OTAN. Élaboré pour obtenir un accès rapproché aux institutions internationales, ce type d'approche ethnographique permet de « porter une plus grande attention aux pratiques et actions quotidiennes socialement incarnées, contrant ainsi la critique des Relations internationales comme une discipline statique et stato-centrée, mal adaptée pour capturer les complexités de la vie politique »⁶⁴. Notre accès quotidien aux professionnels a été l'opportunité de reconstruire les forces sociopolitiques à l'œuvre au sein des configurations décrites. Ce travail de terrain nous a permis d'observer et de récolter des données sur des dynamiques de pouvoir et institutionnelles jusqu'ici restées invisibles aux yeux des approches dominantes en raison de leur rationalisme et de leur lecture macro des politiques multilatérales. En appui aux entretiens et aux données recueillies lors de notre séjour à l'OTAN, nous avons également utilisé des sources ouvertes comme les mémoires d'acteurs, les déclarations et rapports officiels public ainsi que les câbles diplomatiques publiés par l'organisation non gouvernementale Wikileaks⁶⁵.

Plan de l'ouvrage

L'ouvrage s'ouvre sur une formalisation théorique de type sociologique du maintien de l'OTAN (chapitre 1). Nous montrons que les spécificités politiques et transnationales de la gestion de risques à l'OTAN peuvent se lire à partir d'une analyse de la variété des discours, stratégies et pratiques de légitimation des acteurs des mondes de la sécurité. Le livre se poursuit à travers trois grandes parties d'analyse.

En se concentrant sur l'opération Active Endeavour, la première porte sur la composante surveillance de notre triptyque de pouvoir. Nous partons du constat selon lequel jamais aucun terroriste n'a été arrêté au sein d'OAE ni ne s'est manifesté en Méditerranée. Les chapitres II et III montrent alors comment cette mission s'est néanmoins, et paradoxalement, maintenue, sophistiquée et élargie, au point de ne plus seulement chercher à détecter la menace terroriste, mais de sécuriser la circulation des navires marchands et les flux migratoires. Il s'agit plus spécifiquement de comprendre comment la lutte contre le terrorisme a joué dans l'évolution de l'OTAN vers une rationalité policière de contrôle et de mise en ordre, adossée à des possibilités d'user de la force contre une variété de sujets non militaires, dont les populations migrantes.

« Ethnographie et secret diplomatico-militaire : réflexions sur une observation participante dans le contre-terrorisme de l'OTAN », *Cultures & Conflits*, à paraître.

⁶⁴ J. H. SANDE LIE, « Challenging Anthropology: Anthropological Reflections on the Ethnographic Turn in International Relations », *Millenium: Journal of International Studies*, 41/2, 2013, p. 201-220 ; C. LEQUESNE, *Ethnographie du Quai d'Orsay : Les pratiques des diplomates français*, Paris, CNRS éditions, 2017 ; M. LOUIS, L. MAERTENS et M. SAIGET, « L'enquête de terrain », in G. DEVIN (éd.), *Méthodes de recherche en relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016, p. 139-158 ; H. GUSTERSON, *Nuclear rites: a weapons laboratory at the end of the Cold war*, Berkeley, University of California Press, 1996 ; J. SIMÉANT, « Localiser le terrain de l'international », *Politix*, 100, p. 129-147.

⁶⁵ Sur une utilisation similaire des câbles Wikileaks, voir notamment : F. POUPONNEAU, « Une division internationale du travail diplomatique : Analyse de la politique étrangère française autour du problème du nucléaire iranien », *Revue française de science politique*, 63/1, 2013, p. 51-73.

En prenant pour point d'appui le Programme de travail pour la défense contre le terrorisme (DATPoW), la seconde partie se concentre sur une autre composante de notre triptyque, *armer*. Notant la grande pluralité des acteurs et des initiatives technologiques couvertes par le DATPoW, les chapitres IV et V cernent comment la lutte contre le terrorisme a participé à l'extension progressive des fonctions et des réseaux de professionnels du programme. Cette dynamique implique alors la production et la diffusion, voire une banalisation, de discours militaro-techniques sur le terrorisme et d'ingénieries partiellement autonomisés et indépendants de situations opérationnelles concrètes et spécifiées, d'autant plus que le programme s'avérait pénétré par les dynamiques de concurrence hypertechnologisée du marché privé et industriel de la sécurité. Une initiative comme ce programme capacitaire fonde alors à l'OTAN deux tendances légitimatrices : une autosuffisance technostratégique, où la menace terroriste se définit et prend forme dans la production de contre-mesures militaires qui imaginent de façon illimitée les possibilités de leurs usages ; un effacement de la mort, où la brutalité possible de la violence supposée par les armements développés est diluée dans un faisceau éthéré de technologies de guerre.

La troisième partie est dédiée à la dernière configuration, la FIAS en Afghanistan, et à l'ultime aspect de notre triptyque de pouvoir : *conduire la guerre*. Nous partons du constat selon lequel le durcissement de l'usage de la force par l'OTAN est allé de pair avec une instabilité durable, si ce n'est croissante, du paysage sécuritaire en Afghanistan⁶⁶. Nous analysons de ce fait le rôle générateur qu'ont pu jouer, dans la production de cette situation, les usages non linéaires et parfois contradictoires de la lutte contre le terrorisme. Les chapitres VI et VII s'interrogent sur la réinvention quotidienne d'une vaste intervention extérieure en dépit de ses impasses objectives. Il s'agit de problématiser sociologiquement l'usage de la force au sein de l'OTAN. Nous plongeons dans la contingence de ses définitions et de ses enjeux de qualification afin de mieux cerner les opérations de rationalisation quotidienne qui font émerger des croyances collectives parmi un ensemble d'acteurs selon lesquelles la « désanctuarisation » de l'Afghanistan était possible et, par conséquent, que le recours à la force était utile, en dépit de ses impasses quotidiennes. L'OTAN devient alors un espace où se négocie l'application d'une violence physique organisée, où celle-ci fait l'objet de disputes et d'ententes collectives produisant et ritualisant une violence autosuffisante de la lutte préemptive contre le terrorisme.

⁶⁶ S. CHAYES, *op. cit.* ; A. RASHID, *op. cit.* ; R. GHIASY, « Afghanistan's political elite continues to jeopardize stability », Stockholm, *SIPRI*, 26 avril 2017, <https://www.sipri.org/commentary/blog/2017/afghanistans-political-elite> ; R. PONZIO, « Stability in Afghanistan is Regional, Stupid », *Foreign Policy*, 8 décembre 2015, <https://foreignpolicy.com/2015/12/08/stability-in-afghanistan-is-regional-stupid> ; J. ROBBINS, « Fragile Afghanistan faces uncertain future », *BBC News*, 5 décembre 2014, disponible sur <http://www.bbc.com/news/world-asia-30328591> (consultés le 17 juillet 2020).

CHAPITRE I

La gestion de risques par les pratiques : hétéronomie et matrice de guerre à l'OTAN

L'optique de ce chapitre est de poser les bases d'une interprétation du maintien de l'OTAN à travers une sociologie politique de l'international. Celle-ci permet de repenser les concepts traditionnellement employés dans la théorie internationaliste et, plus spécifiquement, d'ouvrir la boîte noire de l'OTAN pour y entrevoir les jeux d'acteurs. La sécurité doit se penser *en pratiques*. Des acteurs, logés dans des institutions publiques ou privées et s'appuyant sur les ressources matérielles et symboliques qu'elles fournissent, produisent collectivement des représentations légitimes et actionnables des (in)sécurités. Les OI comme l'OTAN, qui présentent la particularité d'être des environnements sous dépendance des dynamiques nationales, se conçoivent comme des espaces d'échanges à la fois enchâssés dans les institutions et espaces nationaux et relativement autonomes vis-à-vis de ceux-ci. Elles fournissent aux acteurs des ressources (se superposant à celles à disposition dans les institutions nationales) leur permettant de faire valoir l'utilité de leurs savoir-faire¹.

Comme nous le notions dans l'introduction, le défi principal à relever sur le plan théorique est la compréhension de l'hétérogénéité de la lutte contre le terrorisme. Elle se consacre à la fois dans le type d'initiatives menées (surveillance, armement, guerre), leurs objectifs ainsi que le personnel impliqué. Quelle logique peut réunir tous ces ensembles sous l'égide de la même terminologie de la lutte contre le terrorisme ? Ce questionnement est central dans l'analyse de la gestion de risques à l'OTAN. Il fait

¹ C. BUEGER, *International Organizations in Practice: The United Nations, Peacebuilding and Praxiography*, Londres, Routledge, 2015 ; O.-J. SENDING, *The Politics of Expertise: Competing for Authority in Global Governance*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2015 ; D. AMBROSETTI et Y. BUCHET DE NEULLY, « Les organisations internationales au cœur des crises : Configurations empiriques et jeux d'acteurs », *Cultures & Conflits*, 75, 2009, p. 7-14 ; T. LARSON, M. MARCUSSEN, J. TRONDAL et F. VEGGELAND, *Unpacking International Organisations: The Dynamics of Compound Bureaucracies*, Manchester, Manchester University Press, 2010.

ressortir un enjeu de compréhension clef : les possibilités étendues et diversifiées de mobilisation professionnelle des catégories sécuritaires.

L'objectif de ce chapitre est de montrer comment la sociologie politique peut, tout d'abord, aider à asseoir l'apport d'une perspective transnationale (I). L'objectif est, ensuite, de comprendre la fonctionnalité de l'hétérogénéité de la gestion de risques (II) et, plus spécifiquement, en quoi les types de formations sociales qui s'y rattachent (III) sont la source de l'évolution de l'OTAN et de sa conception de la violence organisée (IV).

Repenser l'OTAN par la perspective transnationale

L'usage de la sociologie politique est l'occasion de pénétrer en détail la production des pratiques de sécurité *au nom de l'OTAN*. Un regard transversal et approfondi sur les jeux des professionnels de l'action politico-militaire plutôt que sur des grandes logiques étatiques ou *a priori* otaniennes² nous permettra justement de casser, ou tout du moins de fluidifier, cette dichotomie État/OTAN et de mieux comprendre comment se joue, empiriquement et dans sa multiplicité pratique, la gestion de risques au sein de l'OTAN. Les frontières de l'OTAN ne sont donc pas *a priori* posées. Elles sont un objet problématique en soi. L'OTAN ne commence et ne s'arrête que là où les acteurs la font commencer et s'arrêter. L'OTAN n'existe comme entité relativement stabilisée et délimitée que par ces jeux d'échanges internationalisés entre acteurs. Dès lors, notre lecture de l'OTAN sera davantage *transnationale* qu'*internationale* au sens relativement étroit où l'entend le débat interparadigmatique. Le « prisme circulatoire »³ adopté permet d'étudier les positions d'acteurs passant du niveau national au niveau otanien. Cette démarche théorique implique de concevoir l'OTAN comme davantage composée de sous-espaces fondés sur des « interconnaissances professionnelles »⁴ que sur des interactions entre de monolithiques intérêts ou visions d'États.

² Nous relèverons ici brièvement que le constructivisme critique s'est intéressé à l'OTAN, mais sous une forme tellement opposée aux paradigmes de la discipline qu'il fait de l'OTAN une entité très autonome, voire quasi souveraine. Andreas Behnke évoque par exemple une « méta-souveraineté » de l'OTAN et Michael Williams voit dans l'OTAN l'exercice d'un « pouvoir symbolique » (au sens fort de Bourdieu) vis-à-vis de ses États membres (A. BEHNKE, *NATO's Security Discourse after the Cold War: Representing the West*, Londres, Routledge, 2012 ; M. WILLIAMS, *Culture and security: symbolic power and the politics of international Security*, Londres, Routledge, 2007). D'autres auteurs, comme Jef Huysmans et Trine Berling Villumsen, vont aussi jusqu'à affirmer que l'OTAN possède des « capitaux » (à nouveau sens bourdieusien) militaires, politiques, scientifiques, en propre, quand bien même l'essentiel des moyens reste alloué par les États membres (T.-V. BERLING, *The International Political Sociology of Security: Rethinking Theory and Practice*, Londres, Routledge, 2015 ; J. HUYSMANS, « Shape-shift NATO: Humanitarian action and the Kosovo refugee crisis », *Review of International Studies*, 28/3, 2002, p. 599-618). En somme, les constructivistes critiques tombent dans l'excès inverse du stato-centrisme interparadigmatique, une perspective qu'il convient donc également de nuancer.

³ A. VAUCHEZ, « Le prisme circulatoire : Retour sur un leitmotiv académique », *op. cit.*

⁴ LE COMITÉ DE RÉDACTION, « Élités transnationales : introduction », *Cultures & Conflits*, 98, 2015, p. 7-13.

Cette approche, au demeurant originale au regard du stato-centrisme de la littérature dominante sur l'OTAN et les OI, se justifie pour deux raisons. Premièrement, elle permet de cerner l'importance de la pluralité professionnelle au fondement de la gestion de risques. L'OTAN, en tant qu'OI, est une machinerie bureaucratique complexe, peuplée par des professionnels autres que les diplomates, comme les fonctionnaires du Secrétariat international, qui donnent un appui administratif à la production du consensus diplomatico-militaire. Voyant l'intérêt national comme moteur principal de l'évolution de l'OTAN, les approches classiques ne sont pas suffisamment équipées pour évaluer l'influence de ces corps non diplomatiques. Le diplomate cravaté incarnant, à l'occasion de grands sommets multilatéraux, de manière purement rationnelle l'intérêt national de son État, son poids militaire et calculant les coûts et bénéfices de l'investissement dans une défense collective reste une figure qui imprègne le débat interparadigmatique sur l'OTAN. Notre démarche consiste à prêter attention à la diversité professionnelle de l'OTAN, pour en déterminer, de manière plus incarnée, l'impact sur son changement. La raison corollaire à ce choix relève également de l'architecture professionnelle plus générale de la gestion de risques contemporaine. Les politiques de sécurité post-Guerre froide sont caractérisées par une influence croissante de professionnels de la sécurité spécialisés dans les technologies de renseignement et de surveillance, de protection d'infrastructures critiques ou des frontières⁵. L'anticipation de dangers radicalement inconnus a généré une prolifération de technologies de prédiction. La conséquence est une hypertechnologisation de l'(in)sécurité au sein de laquelle ces professionnels jouent un rôle décisif. Dans ce contexte, les fonctionnaires internationaux jouent également un rôle important à l'OTAN. La construction d'accords multilatéraux en des temps de gestion de risques nécessite un corps professionnel en capacité significative d'arbitrer les visions divergentes structurant les négociations autour de l'« instabilité internationale »⁶. Ainsi, en raison de ces changements induits par la pratique de la gestion de risques préemptive, il paraît pertinent de comprendre comment ces différents professionnels participent, aux côtés d'acteurs à l'ancrage historique comme les diplomates, à la production de la sécurité internationale à l'OTAN.

Dès lors, cette position théorique s'avère bien adaptée pour capturer la segmentation des espaces de production de l'OTAN. Sous la Guerre froide, les acteurs diplomatiques étaient dans une position dominante à l'OTAN. Fondée sur l'équilibre des puissances et la défense territoriale, la bipolarité constituait le paroxysme de

⁵ M. SALTER, « Imagining Numbers: Risk, Quantification, and Aviation Security », *Security Dialogue*, 39/2-3, 2008, p. 243-266 ; D. BIGO, « La mondialisation de l'(in)sécurité ? Réflexions sur le champ des professionnels de la gestion des inquiétudes et analytique de la transnationalisation des processus d'(in)sécurisation », *op. cit.* ; D. BIGO, « The Transnational Field of Computerised Exchange of Information in Police Matters and its European Guilds », in N. KAUPPI et M. R. MADSEN (éds), *Transnational Power Elites: The New Professionals of Governance, Law and Security*, Londres, Routledge, p. 153-182 ; M. DE GOEDE, « The Chain of Security », *Review of International Studies*, 44/1, 2018, p. 24-42.

⁶ O. SCHMITT, *op. cit.* ; S. MAYER, *NATO's Post-Cold War Politics: The Changing Provision of Security*, *op. cit.* ; R. HENDRICKSON, *op. cit.*

la pratique interétatique de l'(in)sécurité au cœur de la diplomatie moderne⁷. La technicité de l'appareil OTAN était alignée sur la routine diplomatico-géopolitique de la Guerre froide⁸. Cette désignation classique des menaces est moins saillante dans la gestion de risques, où les dangers sont conçus comme profondément inconnus, transcendant les frontières nationales et nécessitant de prolifiques et différenciées réponses technologiques⁹. Dans ce contexte, l'exercice du pouvoir à l'OTAN s'avérerait davantage décentralisé. Les diplomates ne concentreraient plus autant la capacité à nommer, articuler, désigner les menaces. Bien sûr, les corps diplomatiques ont toujours la fonction cruciale d'articuler les positions nationales et les principes-guides de la posture de l'OTAN. Toutefois, une analyse approfondie de la gestion de risques dans cette OI ne peut faire l'économie d'une prise en compte d'autres corps professionnels qui portent des savoir-faire, des intérêts différents, comme les fonctionnaires internationaux, les militaires de différents corps et centres de commandement, des ingénieurs, experts en sciences sociales, etc. Ces professionnels, qui « ne partagent pas les mêmes logiques d'expérience ou de pratique et qui ne convergent pas vers une unique fonction couverte par la rubrique de la sécurité »¹⁰, contribuent ainsi à élaborer les politiques de l'OTAN en étant en compétition dans leur formulation. En cela, les ambiguïtés au fondement du consensus de l'OTAN sont donc présentement conçues comme le produit de la variété des intérêts professionnels en jeu, qui se confrontent et s'ajustent les uns les autres. Interprétés à partir de positions professionnelles variées, les risques sont sujets à des définitions vagues qui sont ainsi catalysatrices de l'élaboration d'ententes interprofessionnelles minimales au sein des politiques de l'OTAN. En d'autres termes, la thèse de la segmentation implique un changement dans la conception de l'exercice du pouvoir à l'OTAN : il n'est plus compris comme relié à des luttes entre des intérêts nationaux homogènes et rationnellement formulés, mais à des désignations ambivalentes de risques au travers de conflits interprofessionnels hétérogènes.

La deuxième raison motivant le choix du prisme transnational est qu'il autorise une analyse fine de l'articulation des hiérarchies interétatiques. En effet, la perspective transnationale ne doit pas omettre la question du pouvoir d'État, ou, plus spécifiquement, la question des asymétries interétatiques. La démarche transnationale permet certes

⁷ R. WALKER, *Inside/Outside: International Relations as Political Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993 ; R. ASHLEY, « Untying the Sovereign State: A Double Reading of the Anarchy Problematique », *Millennium: Journal of International Studies*, 17/2, 1988, p. 227-262.

⁸ A. BEHNKE, *op. cit.*, p. 16-17.

⁹ *Ibid.*, p. 162-182 ; C. ARADAU et R. VAN MUNSTER, « Governing Terrorism Through Risk: Taking Precautions, (un)Knowing the Future », *op. cit.* ; M.-V. RASMUSSEN, *The Risk Society at War: Terror, Technology and Strategy in the Twenty First Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, p. 2-3.

¹⁰ D. BIGO, « Globalized (in)Security: The Field and the Ban-opticon », in D. BIGO et A. TSOUKALA (éds), *Terror, Insecurity, Liberty: Illiberal Practices of Liberal Regimes after 9/11*, Londres, Routledge, 2006, p. 7 ; M. MARTIN-MAZÉ, « Returning Struggles to the Practice Turn: How Were Bourdieu and Boltanski Lost in (Some) Translations and What to Do about It? », *International Political Sociology*, 11/2, 2017, p. 203-220.

une lecture incarnée des pratiques d'acteurs, mais il ne faut pas non plus la réduire à un regard purement professionnel qui ferait passer à côté de la problématique centrale des stratégies d'influence des États au sein d'une OI. Comme évoqué plus avant, les États sont des lieux d'accumulation primordiaux de ressources pour les acteurs qui investissent et gravitent à l'OTAN. À ce titre, il existe, en particulier parmi les diplomates, des stratégies assumées d'influence dans les OI. Dans le cas de l'OTAN, écarter purement et simplement la question de la place prépondérante qu'y occupent des États-Unis sous prétexte d'une analyse socioprofessionnelle serait un geste quelque peu exagéré. Nous émettons donc la proposition selon laquelle la démarche transnationale permet une compréhension affinée des rapports de force entre États à l'OTAN, précisément parce qu'elle permet de se prémunir d'une conception abstraite qui considérerait ce phénomène comme cristallisé dans les lois universelles de la répartition inégale des capacités militaires. Comme l'explique Vincent Pouliot, les ordres hiérarchiques internationaux ne sont pas prédéterminés mais dépendent d'une variété de facteurs et de stratégies d'État, comme le fait de « fournir des ressources nécessaires aux mandats d'une OI »¹¹, ou l'« adoption d'un rôle » (« *role-making* »)¹², définis comme l'investissement d'un État dans un domaine spécifique. La lecture transnationale est opérante dans cette perspective. Premièrement, du fait de sa nature praxéologique, elle montre comment les représentants d'État négocient leur rang à l'OTAN en s'appuyant sur une diversité de ressources (mise à disposition de troupes, développement de certaines technologies, stratégies discursives comme l'usage de certaines terminologies)¹³. Deuxièmement, elle met l'accent sur l'importance des relations interprofessionnelles dans la production des hiérarchies interétatiques¹⁴. Les stratégies d'influence d'État peuvent dépendre de coalitions bâties entre les corps diplomatiques, centraux dans la promotion des positions nationales, et d'autres types de professionnels¹⁵, si bien que la capacité d'influence d'un État dans une OI se caractérise aussi par les réseaux d'acteurs transnationaux et pluraux qu'il investit (en y plaçant son personnel ou des moyens matériels et financiers, par exemple)¹⁶.

¹¹ V. POULIOT, *International Pecking Orders: The Politics and Practice of Multilateral Diplomacy*, *op. cit.*, p. 195.

¹² *Ibid.*, p. 206-207.

¹³ Pour une analyse fine de la contingence et des changements animant une politique étrangère dans le cadre d'une interaction avec les configurations de pouvoir internationales, on lira F. POUPONNEAU, *La politique française de non-prolifération nucléaire. De la division du travail diplomatique*, Bruxelles, Peter Lang, 2015.

¹⁴ À nouveau, nous renvoyons ici aux travaux de Florent Pouponneau, qui montre l'importance des alliances professionnelles et bureaucratiques dans la formulation des politiques étrangères.

¹⁵ C. BUEGER, « Making Things Known: Epistemic Practices, the United Nations, and the Translation of Piracy », *International Political Sociology*, 9/1, 2015, p. 15 ; O. NAY, « International Organisations and the Production of Hegemonic Knowledge: how the World Bank and the OECD helped invent the Fragile State Concept », *Third World Quarterly*, 35/2, 2014, p. 210-231.

¹⁶ Les travaux d'Yves Dezalay sur les champs internationaux des juristes en sont une belle illustration. Il montre que la domination internationale de certains pays comme les États-Unis ou la Grande-Bretagne dans le domaine des réformes néolibérales des appareils d'État dans

Par extension, la grille transnationale permet de réévaluer une question cruciale de la pérennité de l'OTAN : le rôle qu'y jouent les États-Unis. Cette orientation théorique défie en effet le récit classique des paradigmes rationalistes qui « considèrent les préférences des États membres européens comme un ajustement aux variations des préférences des États-Unis »¹⁷. Durant la Guerre froide, la routine géopolitique fonctionnait main dans la main avec la supériorité incontestée de la puissance nucléaire et conventionnelle des États-Unis. L'équilibre militaire des puissances étant alors le dénominateur commun parmi les alliés de l'OTAN et la ligne dominante d'action, les États-Unis jouaient un rôle de leader unique dans l'Alliance. À l'inverse, dans la gestion de risques, les menaces et les moyens de les combattre ne sont plus sujets à une définition commune à l'OTAN, ce qui rend la production des hiérarchies potentiellement plus complexe. Comme dans beaucoup d'instances internationales, l'élargissement des agendas, ici sécuritaires, va de pair avec une redéfinition des logiques d'influence interétatiques qui, dès lors, se distribuent le long de secteurs d'action différenciés. Comme l'explique Guillaume Devin,

plutôt qu'une position globale de puissance, la puissance se déclinerait en une série de positions dominantes, selon des secteurs déterminés : énergies, transport, armements, [...] etc. seraient autant d'échiquiers [...] conçus comme des sous-systèmes [...]. La puissance s'exprimerait donc dans la capacité à agir sur plusieurs sous-systèmes à la fois [...]. Cette perspective signifie qu'une position dominante dans un secteur ne garantit nullement « la » puissance¹⁸.

Appliquée à l'OTAN, cette réflexion montrerait ainsi que la multiplication des initiatives sécuritaires générées par la gestion de risques y redistribue ainsi les logiques d'influence, si bien que, comme nous le verrons, un État, en particulier les États-Unis, peut être dominant dans un domaine (la conduite d'une guerre, par exemple), sans pour autant exercer le même type d'ascendance dans un autre secteur. Dans ce contexte, l'hégémonie présumée des États-Unis à l'OTAN ne peut être prise pour acquise, mais doit être problématisée dans les différents segments (ou configurations de pouvoir) où l'(in)sécurité est formulée. Les États-Unis ont un rôle prééminent dans l'OTAN, d'autant plus dans la lutte militaire post-11 septembre contre le terrorisme, qui est, dans une large mesure, un agenda américain. Comme nous l'illustrerons empiriquement, l'investigation transnationale des négociations à l'OTAN aide néanmoins à comprendre les conditions dans lesquelles la domination des États-Unis se forge, et révèle aussi les situations où les politiques de l'OTAN s'assemblent sans la présence d'une ascendance américaine marquée. Les usages des ambiguïtés sémantiques dans la fabrication du consensus à l'OTAN jouent ainsi

le monde s'exerce par des circulations transnationales. Des juristes ou autres professionnels des pays réformateurs (en Amérique latine ou en Asie) passent notamment par les universités américaines ou britanniques, y engrangent des savoirs d'État et les réinvestissent dans les pays périphériques où ils sont greffés. Voir notamment Y. DEZALAY et B. GARTH, *La mondialisation des guerres de palais : la restructuration du pouvoir d'État en Amérique latine, entre notables du droit et « Chicago boys »*, Paris, Seuil, 2002.

¹⁷ O. SCHMITT, *op. cit.*, p. 506.

¹⁸ G. DEVIN, *Sociologie des relations internationales*, Paris, La Découverte, 2007, p. 31.

un rôle clef dans ces évolutions. La raison étant qu'ils catalysent le déploiement et l'ajustement multilatéral du pouvoir d'État, dans un contexte historique où l'(in)sécurité est comprise de manière particulièrement fragmentée.

En d'autres termes, nous pourrions résumer l'apport de notre positionnement théorique par l'idée d'une relative reconnexion, plutôt qu'une opposition ferme, entre une conception *transnationale*, centrée sur la multiplicité des acteurs, et *internationale*, celle-ci alors entendue sous la forme de la promotion/agencement diplomatique des positions nationales et des asymétries entre États d'une OI. La prochaine section identifie précisément les dynamiques des espaces de pouvoir à la source de la segmentation de l'OTAN.

Les configurations faibles de la gestion de risques à l'OTAN

Le succès d'une catégorie attrape-tout

Notre analyse de la gestion de risques à l'OTAN repose sur l'étude de deux réalités interconnectées : d'un côté, les usages et productions discursives et techniques des catégories de menaces à combattre et, de l'autre, la morphologie des espaces socioprofessionnels auxquels ces pratiques de désignation se raccrochent. En d'autres termes, la gestion de risques à l'OTAN se loge dans des jeux de structururations interprofessionnelles spécifiques, conditionnés par certaines manières d'envisager les risques à combattre et les moyens d'y parvenir. Il convient donc de combiner l'étude des discours et savoir-faire professionnels à celle des dynamiques des espaces sociaux dans lesquels ils prennent forme.

Pour comprendre la complexe relation entre ces deux réalités, il convient de considérer la lutte contre le terrorisme comme une « catégorie attrape-tout », dont les contours sont « extensible[s] et redéfinissable[s] à loisir »¹⁹. Il s'agit d'en étudier la variété des usages possibles. La dimension évasive de la lutte contre le terrorisme a été soulignée par les analyses critiques dont les interprétations sont souvent polarisées à cet égard. D'un côté, la lutte contre le terrorisme n'est qu'un futile prétexte parmi d'autres qui permet aux acteurs de légitimer leur utilité professionnelle. La flexibilité de la lutte contre le terrorisme en ferait une rente, une opportunité facile à saisir, en capacité de faire vivre de nouveaux experts autoproclamés ou les agences d'État²⁰. La lutte contre le terrorisme serait, à l'inverse, la nouvelle raison d'être ultime des institutions de sécurité. Elle pénétrerait tous les échanges d'acteurs en conditionnant

¹⁹ B. LAHIRE, *op. cit.*, p. 122.

²⁰ M. RIGOUSTE, *Les marchands de peur : La bande à Bauer et l'idéologie sécuritaire*, Paris, Libertaria, 2011 ; C. PARROT, « Qui sont les "experts en terrorisme" qui squattent les médias après un attentat ? », *Franceinfo*, 8 juillet 2016, https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/attentats-de-bruxelles/qui-sont-les-experts-en-terrorisme-qui-squattent-les-medias-apres-un-attentat_1380733.html (consulté le 3 août 2017) ; D. MILLER et T. MILLS, « The terror experts and the mainstream media: the expert nexus and its dominance in the news media », *Critical Studies on Terrorism*, 2/3, 2009, p. 414-437 ; J. MUELLER, *Overblown: How Politicians and the Terrorism Industry Inflate National Security Threats, and Why We Believe Them*, New York, Free Press, 2006 ; A. GORDON, « Terrorism as an academic subject after 9/11: searching the internet reveals a Stockholm syndrome trend », *Studies in Conflict and Terrorism*, 28/1, 2005, p. 45-49.

étroitement leurs logiques de déploiement²¹. Ces deux arguments présentent de sérieuses limites. La lutte contre le terrorisme est le fait de stratégies individuelles éclatées ou un phénomène éminemment structurel. Le premier écarte les dimensions collectives des usages de la lutte contre le terrorisme et le second ignore les contextes, et la contingence, voire l'instrumentalité, par lesquels les acteurs en usent. Cette polarisation ne permet pas de répondre à une question clef de notre problématique : s'il est accepté que la lutte contre le terrorisme recouvre des significations aussi larges, en raison précisément de sa dimension préemptive, comment est-il possible que des ensembles d'acteurs parviennent à produire des accords, à s'organiser sur le long terme dans le cadre de politiques de sécurité ?

Nous prenons la position selon laquelle la lutte préemptive contre le terrorisme constitue une composante discursive de la doxa plus large, ce « discours dominant »²², de la gestion de risques post-bipolaire. Si l'idée d'un discours préemptif dominant sur la lutte contre le terrorisme est présentement admise, nous refusons le postulat selon lequel ce même discours opérerait un conditionnement total des pratiques d'acteurs, quand bien même ils en feraient un usage systématique²³. Il faut rentrer dans la finesse des activations de la lutte contre le terrorisme, les batailles qu'elles soulèvent, afin de comprendre dans la nuance ce qu'elle génère en termes de pratiques de sécurité. L'approche discursive seule ne suffit donc pas. D'une part, elle reviendrait à investir le discours contre-terroriste d'une importance et d'une capacité transformatrice qu'il n'a pas nécessairement. Comme l'a justement montré Didier Bigo à propos de l'émergence du discours sur l'instabilité internationale après la bipolarité, les changements de catégories sécuritaires ne traduisent pas forcément, loin de là, des transformations de pratiques²⁴. Les changements conceptuels peuvent en être un indicateur, certes, mais aucunement la cause même, d'où l'importance de placer le regard sur les rapports de

²¹ R. JACKSON, *op. cit.* ; F. DEBRIX, « Discourses of War, Geographies of Abjection: Reading Contemporary American Ideologies of Terror », *Third World Quarterly*, 26/7, 2005, p. 1157-1172 ; F. DEBRIX, « The Sublime Spectatorship of War: The Erasure of the Event in America's Politics of Terror and Aesthetics of Violence », *Millennium – Journal of International Studies*, 34/3, 2006, p. 767-791 ; J. MAYER, *The Dark Side: The Inside Story of How the War on Terror Turned into a War on American Ideals*, New York, Anchor Books, 2008 ; J. ZULAIKA, « Drones, witches and other flying objects: the force of fantasy in US counterterrorism », *Critical Studies on Terrorism*, 5/1, 2012, p. 51-68.

²² P. BOURDIEU et L. BOLTANSKI, « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2/2-3, 1976, p. 3-73. Sur le caractère dominant de la signification préemptive de la lutte contre le terrorisme, nous renvoyons notamment aux travaux de Didier Bigo, Laurent Bonelli, Louise Amoore, Jef Huysmans, Claudia Aradau, Marieke de Goede, mobilisés de manière significative dans cet ouvrage.

²³ Pour un subtil développement de la relation complexe entre discours et pratiques dans les études de sécurité, voir P. BONDITTI, « Les concepts, parents pauvres des études (critiques) de sécurité ? Proposition pour une archéologie des savoirs de sécurité », *Études internationales*, 46/2-3, 2015, p. 167-188.

²⁴ D. BIGO, « Grands débats dans un petit monde : Les débats en relations internationales et leur lien avec le monde de la sécurité », *Cultures & Conflicts*, 19-20, 1995, p. 7-48.

force qui matérialisent les notions sécuritaires et leur donnent vie²⁵. Ensuite, prêter une importance première à la catégorie contre-terroriste conduit, dans une certaine mesure, à faire le jeu des institutions, qui, précisément, fondent leur crédibilité sur le fait qu'elles se disent prendre le terrorisme très au sérieux. C'est d'ailleurs pour cette raison que cette notion sature les discours institutionnels contemporains. Ce n'est pas parce que le secrétaire général de l'OTAN évoque le contre-terrorisme dans la plupart de ses discours que l'organisation s'en trouve irriguée en tout point et, par conséquent, transformée. Ce n'est pas non plus parce que les acteurs attribuent une valeur de changement aux catégories mobilisées que les changements clamés s'opèrent effectivement. Dans le cas de l'Afghanistan, par exemple, la contre-insurrection a été officiellement adoptée dans les cénacles diplomatico-militaires de l'OTAN à la fin des années 2000 comme synonyme de changement bénéfique dans l'encadrement des opérations. Pourtant, les usages pratiques de cette catégorie ont servi une inertie des modes d'emploi de la force, ce qui pose la question de la fonction réelle et des causes de ces changements conceptuels parmi les acteurs. Ainsi, les « régimes d'énoncés n'épuisent pas les régimes de visibilité »²⁶ des pratiques de sécurité. Quand bien même une notion comme celle de contre-terrorisme serait déconstruite dans ses énoncés, une telle analyse ne serait guère en capacité de relever toute la complexité de ses jeux de mobilisations. Or, c'est en pénétrant ces deniers que l'on parvient à rendre compte des effets réels des énoncés produits et, ce faisant, que l'analyse des évolutions institutionnelles est alors apte à suivre une voie qui n'est pas celle des visibles travées balisées par les indicateurs analytiques officiels des discours institutionnels eux-mêmes²⁷.

²⁵ Nous nous référons ici à la critique bourdieusienne faite aux analyses discursives du social. Pour Bourdieu, un discours n'a d'effet structurant que parce qu'il traduit l'autorité de l'acteur qui le prononce. Bourdieu estimait en effet que « les échanges linguistiques sont aussi des rapports de pouvoir symbolique où s'actualisent les rapports de force entre les locuteurs ou leurs groupes respectifs » (P. BOURDIEU, *Ce que parler veut dire : l'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982, p. 14).

²⁶ D. BIGO, « Sociologie politique de l'international : une alternative », *Cultures & Conflits*, articles inédits, 2008, p. 8.

²⁷ Il en va de même quant à l'interprétation des technologies et techniques de sécurité mobilisées par les acteurs. Si nous leur prêterons une significative attention du fait qu'elles matérialisent les savoir-faire des acteurs, il n'est pas question de leur prêter une influence et une capacité d'action autonome. Croiser la lecture des positions sociales d'acteurs avec celle de leur maîtrise de certains savoir-faire affine la lecture des pratiques de sécurité en prenant en compte les contraintes structurelles et cognitives pesant sur l'utilisation des répertoires d'action. L'usage des matérialités de sécurité est encastré dans les luttes sociales, qui leur donnent alors sens. C'est dans l'instanciation des jeux d'acteurs que les technologies font sens et peuvent être pourvues d'un impact institutionnel. Cette perspective évite l'écueil des analyses comme celle de Berling ou Behnke qui surestiment le poids de certaines techniques ou technologies dans les changements à l'OTAN en leur prêtant une autonomie qu'elles n'ont pas. Ces modes d'interprétation laissent de côté les contingences, les jeux d'acteurs et de résistance qui tapissent précisément la complexité des transformations des pratiques de sécurité. Tout comme les discours, l'usage des techniques et technologies de sécurité sont des indicateurs des changements en cours mais non la causalité première. Dans le cas d'Active Endeavour, ce

Les significations historiques, ou dominantes, d'une catégorie de sens, en l'occurrence celle de la lutte préemptive contre le terrorisme, ne doivent donc pas évacuer ou faire taire les contingences, les variations de leurs réalisations, sous peine d'en raser les complexes et centraux jeux d'autorité. Comme l'explique Bourdieu et Boltanski, la seule chance qu'il peut y avoir de cerner comment un discours dominant s'implante, influence et marque une emprise concrète sur les politiques conduites est d'identifier l'écologie des intérêts qui portent ce discours :

Il ne suffit pas de parler d'« idéologie dominante » pour échapper à l'idéalisme : l'idéologie se fait chose pour faire des choses ; et l'analyse doit suivre les métamorphoses qui transforment le discours dominant en mécanisme agissant. Le discours dominant n'est qu'un accompagnement d'une politique, prophétie qui contribue à sa propre réalisation parce que ceux qui la produisent ont un intérêt à sa variété et qu'ils ont les moyens de la rendre vraie. Les représentations dominantes s'objectivent continûment dans les choses et le monde social enferme de toutes parts, sous forme d'institutions, d'objets et de mécanismes [...], l'idéologie réalisée²⁸.

Cette nécessité de la lecture sociologique du discours de la lutte contre le terrorisme est d'autant plus importante qu'elle permet précisément de résoudre la paradoxale équation encore non éludée par les approches purement discursives, à savoir la capacité intégratrice ou cohésive d'un discours sur la définition des menaces qui se veut et se pense comme impossible à figer en raison de la nature imprévisible de ces mêmes menaces. Le discours dominant tient aussi à la pluralité des points de vue qu'il admet :

Le discours dominant doit son efficacité proprement symbolique (de méconnaissance) au fait qu'il n'exclut ni les divergences ni les discordances. Les effets conjugués de l'orchestration spontanée et de la concertation méthodique font que les opinions politiques peuvent varier à l'infini d'une fraction à une autre et même d'un individu à un autre selon les privilèges particuliers qu'elles ont à justifier et les compétences spécifiques qu'elles engagent²⁹.

La viabilité d'une telle option analytique se présente comme particulièrement saillante, puisque la lutte préemptive contre le terrorisme prend précisément l'apparence paradoxale d'un *discours dominant sans discours dominants (ou qui y dominant)*, en raison de la multiplicité des définitions en jeu dans ses réalisations.

n'est pas parce que des techniques d'usage de données civiles ont été utilisées pour traquer les navires marchands en Méditerranée que l'article 5 s'est trouvé dépourvu de sens logique aux yeux des acteurs diplomatico-militaires. Bien au contraire, ces mêmes données ont été l'objet de luttes de significations parmi ces protagonistes et ont directement impacté l'interprétation de l'article 5. Cette perspective permet dès lors de mieux renseigner l'articulation entre la logique de guerre et celle de surveillance qui a structuré l'opération plutôt que de faussement postuler dès le départ une domination de la première sur la seconde. Voir notamment S. DAVIDSHOFER, J. JEANDESBOZ et F. RAGAZZI, « Technology and security practices: situating the technological imperative », in T. BASARAN, D. BIGO, E.-P. GUITTET et R. WALKER (éds), *International Political Sociology: Transversal Lines*, Londres, Routledge, 2017, p. 205-227 ; P. BONDITTI, *op. cit.*

²⁸ P. BOURDIEU et L. BOLTANSKI, *op. cit.*, p. 55.

²⁹ *Ibid.*, p. 4-5.

Une telle donne indique alors la présence potentielle d'un changement drastique dans la logique de production des discours sécuritaires, qui, sous la Guerre froide, et y compris sur la question du terrorisme et la théorie du « fil rouge » qui lui était accolée, était amarré à un monopole des diplomates et des stratégestes de la dissuasion nucléaire et de la guerre interétatique industrielle³⁰. En somme, pour résoudre l'énigme des bases sociales (ou plus simplement réelles et non exclusivement discursives) contemporaines de la gestion de risques et de son discours très fragmenté de la lutte contre le terrorisme, l'option sociologique apparaît comme étant la plus appropriée.

Pour résumer, nous postulons que la lutte contre le terrorisme à l'OTAN n'est pas un pur jeu de dupe, ni un *habitus* d'acteurs ou un *illusio*, mais un narratif, un discours-ressource qui, plus ou moins institué dans les espaces qu'il contribue à structurer, rend possibles des jeux itératifs et le déploiement de savoir-faire. Si des acteurs différents les uns des autres parviennent à s'entendre autour d'une cause commune, la lutte contre le terrorisme, c'est bien qu'elle joue un rôle, mais qu'elle est mobilisée sur des bases hétérogènes, pour des besoins certes collectifs mais individuels, et dans des moments spécifiques. Le propre de l'attrape-tout, résume précisément Bernard Lahire, est la « mise en cohérence d'un ensemble hétéroclite »³¹ d'acteurs et de points de vue autour d'un « lieu commun discursif »³². Les usages flous de la lutte contre le terrorisme n'ont alors rien d'une pathologie, d'un dysfonctionnement, mais assurent une fonction sociale bien réelle, celle de la mise en ordre de mondes socioprofessionnels. Les mobilisations des ambivalences sémantiques fondent le caractère dominant du sens préemptif donné à la lutte contemporaine contre le terrorisme et, plus largement, de la gestion de risques. Le flou dominant de la gestion de risques se cristallise, s'objective et se sédimente dans un ensemble historique « d'institutions, d'objets et de mécanismes », pour reprendre les mots de Bourdieu et Boltanski, qui, tout en dépassant les acteurs eux-mêmes, se reproduit à travers eux et leurs pratiques quotidiennes. Ainsi, ces usages produisent des attentes collectives relativement stabilisées au travers desquelles les acteurs peuvent anticiper un minimum le sens du jeu tout leur permettant de manœuvrer de manière significative dans la promotion de leur point de vue. Autrement dit, le discours préemptif de la lutte contre le terrorisme ne s'avère pas dominant parce qu'une signification particulière détenue par un groupe spécifique se dégagerait, mais plutôt parce qu'il constitue un lieu de rencontre institué où de multiples intérêts coagulent et capitalisent sur ces ambivalences. Ainsi, par une réinsertion du contre-terrorisme dans la diversité de ses utilisations à l'OTAN, nous entendons restituer la complexité des dynamiques par lesquelles les acteurs y façonnent des politiques de gestion de risques (à leurs yeux) stables et cohérents.

³⁰ D. BIGO, « Grands débats dans un petit monde : Les débats en relations internationales et leur lien avec le monde de la sécurité », *op. cit.*, ; D. BIGO, « La mondialisation de l'(in) sécurité ? Réflexions sur le champ des professionnels de la gestion des inquiétudes et analytique de la transnationalisation des processus d'(in)sécurisation », *op. cit.* ; P. BONDITTI, « (Anti) terrorisme. Mutations des appareils de sécurité et figure de l'ennemi aux États-Unis après 1945 », *Critique internationale*, 61, 2013, p. 147-168.

³¹ B. LAHIRE, *op. cit.*, p. 121.

³² *Ibid.*, p. 122.

La structure sociale d'un attrape-tout préemptif : configurations faibles et compromis à l'OTAN

Quelles sont les conditions structurelles assurant une logique aux mobilisations plurielles de la lutte contre le terrorisme ? L'hypothèse théorique de cet ouvrage est que la gestion de risques à l'OTAN provient de la production de significations ambiguës des risques à combattre, elles-mêmes logées dans des configurations sociales faiblement structurées.

La lutte contre le terrorisme à l'OTAN n'est pas un fait de *consensus* mais de *compromis*. Nous l'avons vu, le processus décisionnel de cette OI se fonde sur la logique du consensus. Une large partie de la littérature, en particulier libérale et constructiviste, tente de détecter ce qui y rend possible l'apparition d'un consentement collectif, générant des coopérations. Notre cadre analytique nous porte plutôt à voir la lutte contre le terrorisme comme le résultat d'*arrangements* aux caractéristiques si hétérogènes qu'il convient de parler de compromis, alors entendu comme « une forme d'échange social à base conflictuelle et une issue pacifique qui ne relève pas d'une imposition unilatérale par la force d'un protagoniste sur l'autre, mais d'une transaction ou négociation ayant un caractère donnant-donnant »³³.

En d'autres termes, ce que l'on appelle accord autour de la lutte contre le terrorisme est le produit plus ou moins stable d'une multitude de compromis ambigus dans leur signification et permettant à des acteurs de s'entendre collectivement tout en préservant une marge de manœuvre dans le sens qu'ils peuvent individuellement prêter à ce narratif. Comme le résume Michel Dobry, « consensus ne veut pas dire accord »³⁴. Comme relevé en introduction, établir, comme le fait la littérature dominante sur l'OTAN, que le manque d'accord est une dysfonction procède d'une lecture excessivement rationaliste de ce qu'est un accord dans le monde social. L'ambiguïté n'est pas un frein aux interactions, en particulier dans les OI. Elle est véritablement *constructive*, car jouant un rôle moteur dans la négociation contestée parmi des positions d'acteurs³⁵. Si consensus il existe parmi les protagonistes de la gestion de risques à l'OTAN, c'est précisément sur le fait que ce consentement n'existe pas, sur la dimension plurielle des significations attribuées aux mesures sécuritaires à prendre. Ce à quoi les acteurs consentiraient serait la possibilité même de ne pas consentir, de s'arranger, de faire des compromis particularisés autour d'objectifs

³³ B. FUSULIER, « Le compromis : Du concept descriptif au concept interprétatif : Une mise en chantier », *Négociations*, 20, 2013, p. 21.

³⁴ M. DOBRY, « Le jeu du consensus », *Pouvoirs*, 38, 1986, p. 48.

³⁵ La notion d'« ambiguïté constructive » a été en particulier utilisée et théorisée par Henri Kissinger dans les années 1970 pour désigner l'avantage diplomatique d'user de terminologies vagues et ambiguës afin d'atteindre un accord dans les négociations internationales. Pour une utilisation plus scientifique, appliquée à l'étude des politiques de sécurité, voir M. JEGEN et F. MERAND, « Constructive Ambiguity: Comparing the EU's Energy and Defence Policies », *West European Politics*, 37/1, 2013, p. 182-203 ; J. POMARÈDE et T. SCHJODT, « Security Identities and "No More, No Less" Operations: On Making NATO's Involvement in Darfur Possible », *Journal of Intervention and Statebuilding*, 9/4, 2015, p. 495-518 ; S.-T. HANSEN, « Taking ambiguity seriously: Explaining the indeterminacy of the European Union conventional arms export control regime », *European Journal of International Relations*, 22/1, 2015, p. 192-216.

communs larges, et eux consensuels, comme prévenir le terrorisme en Méditerranée, en Afghanistan ou en protégeant des soldats en opération. En somme, de *produire des accords sur le désaccord*.

Ces compromis se logent dans des espaces sociaux faiblement structurés. Des recherches récentes ont entamé une discussion féconde avec les travaux de Pierre Bourdieu sur le caractère hautement structuré et institutionnalisé des champs sociaux³⁶. Ces débats fournissent un levier conceptuel pertinent pour notre propos, en particulier ceux d'Antoine Vauchez. Dans son travail sur le rôle des juristes dans la construction de l'UE, il explique à propos de ce qu'il appelle les « champs faibles » que leurs propriétés internes ne sont pas caractérisées par des luttes polarisées et de fortes relations d'asymétrie entre des visions antagonistes dans la définition des problèmes publics, telles que souvent identifiées dans la sociologie structuraliste de Bourdieu. Au contraire, une pluralité d'acteurs et d'intelligibilités cohabite dans de tels espaces, de manière souvent conflictuelle, sans pour autant être sujet à un strict processus de différenciation³⁷. L'hétéronomie interne des champs faibles peut notamment se caractériser par l'absence d'hégémonie d'un point de vue sur les autres. Les acteurs peuvent partager un enjeu commun autour duquel coopérer et lutter (la production d'un ordre européen juridique dans le cadre des travaux de Vauchez). Comprendre pourquoi et comment des acteurs restent liés entre eux par le partage d'un enjeu au nom duquel ils luttent ou coopèrent est l'un des apports clefs des notions de champ et de configuration. Toutefois, dans la théorie des champs faibles, les positions gravitant autour de cet enjeu ne sont pas polarisées et en stricte opposition. Ce cadre conceptuel suggère l'existence d'espaces moins structurés, où les relations de pouvoir restent très intenses mais plus fluides que dans le schéma classique (dominant/dominé) de la théorie des champs. Les positions en jeu s'incarnent plutôt dans un « amalgame fracturé »³⁸ (« *fractured amalgamation* ») d'acteurs multiples, mobilisant des intérêts et savoirs divers. Cette morphologie bien spécifique car faiblement différenciée des espaces provient en particulier des stratégies de multipositionnement entretenues par les acteurs, que l'on identifiera au nombre de deux. La première concerne les positionnements interinstitutionnels³⁹. Dans le cadre de mouvements que l'on qualifiera de *transversaux*, certains acteurs parties à une même configuration situent leurs actions au carrefour de plusieurs institutions en mobilisant simultanément

³⁶ Dans la perspective de son constructivisme structuraliste, Bourdieu a en effet travaillé à mettre au jour des espaces sociaux particulièrement établis et dotés d'une profondeur historique significative (champ de la littérature, du politique, de l'art, de l'État, etc.). Cette position théorique a généré une critique ayant abouti à son adaptation à la lecture d'espaces sociaux moins institués.

³⁷ A. VAUCHEZ, « The Force of a Weak Field: Law and Lawyers in the Government of the European Union (For a Renewed Research Agenda) », *op. cit.*, p. 139-140.

³⁸ A. VAUCHEZ et S. LEE MUDGE, « Building Europe on a Weak Field: Law, Economics, and Scholarly Avatars in Transnational Politics », *American Journal of Sociology*, 118/2, 2013, p. 457.

³⁹ A. VAUCHEZ, « Interstitial Power in Fields of Limited Statehood: Introducing a "Weak Field" Approach to the Study of Transnational Settings », *International Political Sociology*, 5/3, 2011, p. 343.

leurs ressources respectives. Perméabilisant ainsi les ensembles institutionnels, cette dynamique contribue à brouiller les différenciations internes. La deuxième stratégie de multipositionnement relève des échanges aux frontières des espaces eux-mêmes. Les frontières des champs faibles sont également aussi poreuses, signifiant que « les modèles d'action sont structurés et définis (en partie) à l'extérieur » de ces espaces⁴⁰. Les frontières des espaces sociaux ne sont pas figées mais sont un objet de lutte parmi les acteurs, car elles délimitent la démarcation entre ceux aptes et légitimes à parler au sein dudit espace et les profanes : « La délimitation des frontières d'un champ est elle-même objet de lutte. Ainsi au sein du champ artistique, l'enjeu des luttes est de savoir qui est en droit de se dire artiste et de dire qui est artiste. »⁴¹ Verrouiller ou étendre les limites d'un espace peut ainsi constituer de véritables stratégies de pouvoir par lesquelles les acteurs solidifient des ressources déjà acquises ou cherchent à en acquérir de nouvelles afin de consolider ou construire une position d'influence. Dans le cas des champs faibles, les frontières sont des « sites productifs »⁴² décisifs de leur hétéronomie. Les enjeux et tensions externes à ces espaces en influencent les dynamiques, ce qui se traduit souvent par des stratégies de multipositionnement, à travers lesquelles les acteurs fondent leur pouvoir d'action sur la base de leur insertion dans plusieurs espaces : « [M]oins un champ est autonome, plus l'occupation de positions de pouvoir dans ce champ inclut l'occupation de positions de pouvoir dans d'autres champs. »⁴³ En retour, les facteurs externes de façonnement des champs contribuent à reproduire leur hétéronomie interne, au travers précisément de ces « transactions à la frontière »⁴⁴. La porosité des frontières induite par le faible coût d'entrée qu'elles supposent rend possible la pluralisation des voix pouvant légitimement entrer et se faire entendre dans le champ. Ainsi, la « faiblesse » d'un champ « n'est pas nécessairement un signe d'imperfection ou d'inachèvement, mais devrait être regardée comme l'indicateur du caractère stable »⁴⁵ de son architecture sociale. Un espace faiblement institutionnalisé n'est pas une version dégénérative d'un espace fortement structuré. Il n'est pas non plus un stade transitoire vers des polarisations plus fortes. En conséquence, un espace peut être faiblement structuré mais « fort » dans les effets politiques qu'il produit : « Cette autonomie faible est ce

⁴⁰ *Ibid.*, p. 137.

⁴¹ A.-C. WAGNER, « Champ », in S. PAUGAM (éd.), *Les 100 mots de la sociologie*, Paris, Presses universitaires de France, p. 50-51 ; P. BOURDIEU et L. WACQUANT, *An Invitation to Reflexive Sociology*, Chicago, University of Chicago Press, 1992, p. 104.

⁴² L. STAMPNITZKY, *Disciplining Terror: How Experts Invented "Terrorism"*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013, p. 13.

⁴³ L. BOLTANSKI, « L'espace positionnel : multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe », *Revue française de sociologie*, 14, 1973, p. 12.

⁴⁴ G. EYAL, « Dangerous liaisons between military intelligence and Middle Eastern studies in Israel », *Theory and Society*, 31/5, 2002, p. 657 ; L. STAMPNITZKY, *Disciplining Terror: How Experts Invented "Terrorism"*, *op. cit.*, p. 13.

⁴⁵ A. VAUCHEZ, « The Force of a Weak Field: Law and Lawyers in the Government of the European Union (For a Renewed Research Agenda) », *op. cit.*, p. 138.

qui la rend forte et influente dans le façonnement des représentations et des principes de [...] gouvernement. »⁴⁶

La faiblesse des espaces sociaux fournit un point d'entrée inspirant pour comprendre les conditions sociales de production et de segmentation de la gestion de risques à l'OTAN. Premièrement, cette dynamique permet de cerner la fragmentation des points de vue à l'œuvre à l'OTAN. Une des caractéristiques majeures de la gestion de risques à l'OTAN est qu'elle se disperse dans une variété de configurations⁴⁷. Elles ne sont plus intégrées à un point de vue unifié, comme celui de l'affrontement bipolaire contre l'URSS. La question au cœur des politiques de l'OTAN n'est plus « comment assurer la protection de l'intégrité territoriale euro-atlantique en cas de conflit majeur ? », mais plutôt « comment assurer la sécurité euro-atlantique face à des risques globaux ? » La seconde question est bien plus ouverte, et donc moins intégratrice, que la première, ce qui suggère, précisément, un important déplacement de la logique et du domaine des luttes diplomatico-militaires. Ainsi, l'adhésion au principe du risque, de l'inconnu, va de pair avec le fonctionnement de l'OTAN sur la base d'une pluralité de configurations. Elles sont relativement indépendantes les unes des autres car fonctionnant avec des acteurs et enjeux différents, surveiller la Méditerranée, armer des contingents, désanctuariser l'Afghanistan. L'option analytique des champs faibles permet précisément de rendre compte de la dimension « normalisée » de la segmentation de la sécurité à l'OTAN plutôt que de la considérer comme une dispersion dysfonctionnelle des tâches de l'Alliance. La force politique des configurations faibles à l'OTAN se localise précisément dans ce phénomène de segmentation.

Cette position théorique prend le contre-pied d'analyses qui expliquent également l'existence contemporaine du contre-terrorisme par l'existence d'espaces faiblement structurés. Les travaux de Lisa Stampnitzky sont à cet égard intéressants⁴⁸. Usant du concept de « champ interstitiel » dans son étude des experts du terrorisme aux États-Unis, l'auteure montre que la facilité avec laquelle le terrorisme est saisi par des experts autoproclamés s'explique par l'existence d'un champ, peu institutionnalisé et aux coûts d'entrée bas, se situant au croisement (ou aux « interstices ») de trois champs parents : celui de l'État, des médias et de l'université. L'auteure identifie un « champ des experts du terrorisme », à savoir un univers où l'enjeu est la définition

⁴⁶ *Ibid.*, p. 136.

⁴⁷ Nous préférons le terme de configuration, emprunté à Norbert Elias et décrivant un « jeu d'interdépendances » aux logiques délimitées, plutôt que de champs (N. ELIAS, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1991, p. 155-156 ; E. DUNNING et N. ELIAS, *Sport et civilisation : La violence maîtrisée*, Fayard, Paris, 1994, p. 273 ; N. ELIAS, *La dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1975, p. 262-263). Les espaces étudiés ne sont pas pourvus de l'épaisseur sociologique et de la durabilité d'un champ, comme celui du droit européen qui s'est constitué sur un temps long et à travers des logiques d'investissement relativement identifiables car relevant de la sphère juridique. En l'occurrence, et comme on le précisera ensuite, la variété des initiatives de l'OTAN prises dans la lutte contre le terrorisme montre qu'il ne s'agit guère d'un espace à proprement parler mais qui se répartit dans différentes modalités d'action en matière de sécurité.

⁴⁸ L. STAMPNITZKY, *Disciplining Terror: How Experts Invented "Terrorism"*, *op. cit.*

du terrorisme et des moyens d'y répondre. Stampnitzky admet ainsi l'existence d'un monde social dédié à la lutte contre le terrorisme. Ce qui n'est pas du tout le cas de l'OTAN, où la question du terrorisme ne dessine pas les contours d'un environnement spécifique ni ne conditionne les interconnaissances. Rares sont les acteurs observés qui bâtissent leur utilité sociale sur la lutte contre le terrorisme. Elle constitue une cause parmi d'autres permettant de justifier des pratiques et s'insérant bien souvent dans la construction d'un « continuum sémantique de menaces »⁴⁹ qui fait toute l'utilité collective et individuelle de son flou. De même, à l'OTAN, il n'existe guère, ou très peu, de personnel, de groupes qui y seraient dédiés. Cette propriété est d'ailleurs une constituante majeure de la gestion de risques à l'OTAN. Stabiliser l'Afghanistan, armer des contingents, surveiller la Méditerranée, des situations, ou configurations, bien différentes et des acteurs qui se côtoient peu mais répondent toutefois ensemble à une même logique : la gestion de crise, comprise comme une lutte préventive contre le terrorisme.

En bref, la gestion de risques à l'OTAN fonctionne sur la base d'une dispersion sociologique de sa logique d'action. Un point de vue, la gestion de risques, se répartit dans des ensembles divers et hétérogènes en leur sein, dont il s'agit à la fois d'identifier les points communs et les différences⁵⁰. C'est là que la doxa de la gestion de risques s'avère profondément différente de celle qui animait l'OTAN sous la bipolarité. Les croyances qui la fondent ne se répartissent plus le long d'un principe identifié et d'une possibilité attendue, la menace délimitée et l'affrontement conventionnel. Elles se dispersent dans des configurations différenciées générant leur propre orientation sécuritaire car répondant à la lutte contre des risques non spécifiés. Si nouvelle doxa il y a à l'OTAN, c'est alors celle qui, paradoxalement, disperse, fait proliférer et segmente plus qu'elle n'intègre. Elle est l'accord sur les désaccords, l'accord sur le fait de ne pas s'accorder sur elle, la croyance de laquelle émergent des croyances éclatées à son égard. La gestion de risques se présente sous une forme structurée de reconnaissance de la non-reconnaissance d'un sens à lui donner, d'une reconnaissance des opportunités collectives et individuelles à saisir.

Deuxièmement, les espaces faibles permettent de mieux rendre compte de la morphologie des espaces de la gestion de risques à l'OTAN. Dans ses travaux sur les champs faibles, Antoine Vauchez caractérise essentiellement leur aspect transnational⁵¹. Le peu d'autonomie de ces espaces renverrait à leur dépendance aux

⁴⁹ S. DAVIDSHOFER, A. TAWFIK et J. HAGMANN, « Analyse du champ de la sécurité en Suisse : vers une hypertrophie de la sécurité intérieure et autres réflexions méthodologiques », *Cultures & Conflits*, 101, 2016, p. 59-93. La question du terrorisme est souvent traitée en relation avec d'autres formes de menaces, comme l'insurrection, la criminalité organisée, la prolifération des armes de destruction massive, etc.

⁵⁰ Cette position théorique justifie également le découpage adopté dans l'ouvrage. Il ne s'agit pas d'une analyse « par cas », mais d'une analyse « par configurations », dont la logique empirique est réelle. Ce découpage est une position moins méthodologique qu'ontologique, qui renvoie au fait de saisir l'état d'existence même de l'OTAN, que la gestion de risques a réparti en sous-espaces de pertinences.

⁵¹ A. VAUCHEZ, « The Force of a Weak Field: Law and Lawyers in the Government of the European Union (For a Renewed Research Agenda) », *op. cit.*, 2011.

dynamiques nationales. Si cela se vérifie dans le cas de l'OTAN du fait de sa forte dépendance aux réalités nationales, il convient également de noter que le discours préemptif sur les risques joue également un poids considérable dans le façonnement des configurations traitées. Celles-ci se constituent aussi sur la base d'une conception plurielle des risques, générant la possibilité d'un nombre *a priori* non limité d'acteurs en capacité de jouer le sens du jeu. Le risque (terroriste) étant multiple, la structure de l'espace est alors plastique et fluide⁵². L'état des (dés)accords évoluant de manière dynamique, cela facilite les possibilités d'entrée et les conditions de reconnaissance des savoir-faire. Le flou sémantique de la lutte contre le terrorisme donne en effet la possibilité de conforter des ressources et des perspectives sécuritaires construites de long terme au sein d'institutions nationales (ministères, corps d'armée) ou internationales (agences et bureaucratie de l'OTAN). Certes, les enjeux formulés dans les configurations leur sont propres. Toutefois, les secondes exercent une contrainte limitée sur l'articulation des premiers, précisément parce les acteurs pénètrent le jeu et s'y investissent sur la base de propriétés en large partie forgées de façon exogène et antérieure. Ainsi, la production évasive de catégories de risques est logée dans l'opportunité qu'elle donne aux acteurs de concilier et d'ajuster, dans un discours ambigu commun, leurs intérêts et légitimités professionnels respectifs. Par extension,

⁵² Notons que nous ne reconnaissons pas de lien d'automatisme entre la dimension transnationale d'un espace social et son faible niveau de structuration. Certains espaces sociaux transnationaux sont hautement différenciés, comme le montrent Yves DEZALAY et Briant GARTH sur les juristes (*op. cit.*), Médéric MARTIN-MAZÉ sur les gardes-frontières européens (« L'extension transnationale du domaine de la lutte symbolique : comment les savoirs d'État sur les frontières passent-ils les frontières de l'État ? », *Cultures & Conflits*, 98, 2015, p. 53-70) et Sébastien LOISEL sur les politiques européennes de soutien aux opérations de maintien de la paix (« La création de la "Facilité de paix pour l'Afrique" : Jeux sectoriels dans l'élaboration d'un instrument européen de gestion des crises », *Politique européenne*, 51, 2016, p. 86-116). D'ailleurs, et à l'inverse, certains champs nationaux, comme l'explique d'ailleurs aussi Stampnitzky, peuvent s'avérer également hétéronomes (G. EYAL, *op. cit.* ; T. MEDVETZ, *Think Tanks in America*, Chicago, University of Chicago Press, 2012). Pour une perspective plus théorique sur les structures ou faibles des espaces internationaux, voir D. GEORGAKAKIS et A. VAUCHEZ, « Le concept de champ à l'épreuve de l'Europe », in J. SIMÉANT (éd.), *Guide de l'enquête globale en sciences sociales*, Paris, CNRS Éditions, 2015, p. 197-220. C'est en cela que l'étude des cadrages discursifs peut être une porte d'entrée utile pour déterminer l'autonomie d'un espace, transnational ou non, sans toutefois basculer dans une analyse seule de discours. Dans notre cas, les usages des flous sémantiques ont une importance clef dans les dynamiques de structuration sociale. Nous nous appuyons ici sur les propositions de Bernard Lahire : « [L]es discours [...] ne sont pas de simples surfaces d'inscription où viendraient se "lire" les positions objectives (dans des institutions ou des champs) de ceux qui parlent ou écrivent. L'analyse des conditions sociales (et notamment institutionnelles) de production des discours a trop souvent conduit à négliger les discours eux-mêmes, leurs procédés et leurs stratégies. Or, plutôt que de survoler l'ordre du discours, il est utile, comme l'écrivait Foucault, de l'étudier frontalement, "dans le jeu de son instance", et non comme reflet d'un réel, effet d'une cause ou produit d'un ordre sous-jacent. Et ce n'est pas céder à la tentation de l'"abstracteur de quintessence textuelle", vigoureusement critiquée par Pierre Bourdieu [...], que de décider d'entrer dans le vif de chair discursive » (B. LAHIRE, *L'esprit sociologique*, Paris, La Découverte, 2007, p. 113-114).

le flou sémantique de la lutte contre le terrorisme et sa capacité facilitée de circulation entre mondes sociaux rend possible l'entrée d'un nombre variable d'acteurs dans le jeu configurationnel, puisque sa problématisation ne se limite pas à des visions du monde déterminées. Ainsi, du fait de leur porosité intrinsèque, les configurations en question communiquent parfois entre elles par le biais de l'import/export de certains de leurs enjeux de luttes respectifs et de stratégies de multipositionnement. Néanmoins, ces dynamiques tendent davantage à renforcer la spécificité de ces mêmes enjeux au sein des espaces en question plutôt que de les similariser. Dans cette perspective, le cas des multipositionnements à cheval entre espaces formellement localisés dans l'OTAN (ceux que l'on analyse) et ceux situés à l'extérieur (autres OI ou institutions internationales) sont d'autant plus révélateurs de ces dissimilarités configurationnelles soutenues par l'hétéronomie de la gestion de risques. Ces multipositionnements internes/externes reflètent l'impact de la gestion de risques sur les frontières extérieures de l'OTAN. Nous l'avons déjà abondamment évoqué, la gestion de risques a élargi l'agenda de la sécurité internationale à d'autres domaines d'action et de pratiques, comme la sécurité humaine, le ciblage et le contrôle migratoire globalisés, qui débordent très largement le cadre de l'équilibre des puissances de la Guerre froide et le socle historique de l'OTAN. L'évolution de l'OTAN a été marquée par des compétitions et des coopérations avec d'autres institutions internationales (UE, coalitions militaires *ad hoc*) que les États membres estiment comme mieux équipées pour remplir ces « nouvelles tâches »⁵³. Ces relations interinstitutionnelles sont souvent interprétées dans la littérature dominante comme un danger pour la cohérence interne de l'OTAN, en raison, à nouveau, de la multiplication des perceptions des menaces que fait peser la diversification de ces mêmes relations interinstitutionnelles⁵⁴. Notre position consiste à montrer, à l'inverse, que ces transactions transfrontalières et les stratégies de multipositionnement qu'elles sous-tendent brouillent les frontières de l'OTAN dans un sens qui assure la fonctionnalité de sa segmentation interne.

Cette segmentation, son hétéronomie, tient, au final, à la mise au jour de deux dynamiques structurelles interconnectées. Les forces centripètes, qui traduisent des mouvements intégrateurs générés par la lutte contre le terrorisme, dès lors qu'elle permet de faire tenir des agents sociaux aux savoir-faire hétérogènes dans des coopérations sécuritaires communes. Les forces centrifuges, qui relèvent de mouvements « anticoagulants » induits par la lutte contre le terrorisme, dès lors qu'elle rend possible la solidification de légitimités et de savoir-faire d'acteurs aux propriétés différenciées.

Le statut des luttes entre acteurs occupe une place dans notre analyse qui mérite alors d'être spécifiée. La lutte contre le terrorisme sert de moteur à certaines formes de tensions par lesquelles les acteurs cherchent à tourner à leur avantage le sens de la configuration (en termes de modalités d'usage de la force en Afghanistan, par exemple). Cependant, nous n'accordons pas de primauté ontologique à ces dernières.

⁵³ J. HUYSMANS, « Shape-shift NATO: Humanitarian action and the Kosovo refugee crisis », *op.cit.* ; T. V. BERLING, *op. cit.*

⁵⁴ D. YOST, *NATO and International Organizations*, Forum paper 3, NATO Defense College, 2007.

Inspirée par la perspective structuraliste de Bourdieu, tout un pan de la sociologie politique de l'international s'est consacré de manière riche et féconde à pointer du doigt le rôle génératif des luttes et désaccords professionnels dans la définition des menaces⁵⁵. Il a été souligné que ces dernières font l'objet de lutte pour leur définition et leur hiérarchisation légitime. Nous adhérons à l'idée selon laquelle l'(in)sécurité est un terrain de compétition professionnel intense. Toutefois, on observe que, dans le contexte préemptif, les discours de sécurité paraissent moins fondés sur de rigides *hiérarchisations* des menaces que sur des *continuums* interconnectés de menaces. Par exemple, le terrorisme est certainement le risque de référence majeur dans bien des discours publics et professionnels. En même temps, et comme expliqué dans la section précédente sur le statut d'attrape-tout du (contre-)terrorisme, celui-ci est souvent relié à d'autres types de menaces (criminalité, migration, piraterie, trafic d'armes et de drogues, djihadisme, etc.). Ces connexions sémantiques rendent difficile, voire impossible, la tentative analytique d'identifier des hiérarchies indigènes produites parmi ces catégories. Dès lors, cela indique potentiellement que la structure des compétitions professionnelles dans le secteur de la sécurité n'est pas si polarisée que pourrait le supposer une lecture purement structuraliste et que, dès lors, la logique des désaccords autour de la définition des menaces n'aboutit pas forcément à des conflits de vision.

Il convient donc de considérer une situation dans laquelle l'absence même d'accord sur les inquiétudes que les acteurs prétendent gérer constitue non pas exclusivement le catalyseur de leurs désaccords, mais plutôt la condition même de leurs accords. Le désaccord sur les menaces s'entend comme une situation arrangeante car ambiguë et entretenue comme telle par les acteurs qui voient précisément dans ce flou l'opportunité de faire valoir leur compétence, de *tirer leur épingle du jeu*. Ne pas s'entendre collectivement peut être un vecteur de crispation dans des relations entre acteurs, dans des moments où l'acquisition de positions sociales est en jeu, par exemple, mais pas forcément. Les acteurs peuvent tout aussi bien s'*accommoder* de ce flou, de manière à travailler ou s'*arranger ensemble*. Chacun y voyant un intérêt au moins minimal, un avantage jugé suffisant dans une quête de sens elle-même minimale de la menace à combattre. Différer sur les significations des risques ne signifie pas la présence d'une lutte, quand bien même les acteurs engagés dans la production de ces significations se trouvent en relation. C'est ainsi que la gestion de risques à l'OTAN repose davantage sur des dynamiques hétéronomes d'ajustement. Il s'agit d'un « impossible monopole sur la signification politique des actions publiques »⁵⁶, éloigné de situations d'asymétries complètes, d'exercice d'autorité, d'une violence

⁵⁵ D. BIGO, « La mondialisation de l'(in)sécurité ? Réflexions sur le champ des professionnels de la gestion des inquiétudes et analytique de la transnationalisation des processus d'(in)sécurisation », *op. cit.* ; 2011 ; M. MARTIN-MAZÉ, « L'extension transnationale du domaine de la lutte symbolique : comment les savoirs d'État sur les frontières passent-ils les frontières de l'État ? », *op. cit.* ; M. MARTIN-MAZÉ, « Returning Struggles to the Practice Turn: How Were Bourdieu and Boltanski Lost in (Some) Translations and What to Do about It? », *op. cit.* ; J. HUYSMANS, *The Politics of insecurity: Fear, Migration and Asylum in the EU*, Londres, Routledge, 2006.

⁵⁶ B. HIBOU, *Anatomie politique de la domination*, Paris, La Découverte, 2011, p. 226.

symbolique en somme, de groupes sur d'autres autour de la définition de « la » manière dont « la » menace doit être combattue. Ces formes d'ententes hétéronomes traduisent ainsi

[I]'inachèvement des logiques d'action et la pluralité de sens [qui] offrent également aux acteurs d'autres opportunités de tensions [dans l'] exercice [...] du pouvoir. Cette plasticité aboutit parfois à des convergences, parfois à des affrontements sans que le résultat final ne puisse être connu à l'avance, ni être stable. La contingence des résultats provient précisément de la multiplicité des objectifs, des représentations et des compréhensions des valeurs ou projets en présence⁵⁷.

En somme, s'investir collectivement dans la gestion de risques à l'OTAN deviendrait un objectif plus ou moins générique qui alimente, par des aménagements pacifiés ou conflictuels, des visées plus fondamentalement individuelles, fragmentées et spécifiques. Il s'agit alors de mettre à jour de véritables stratégies d'ambiguïtés, où l'absence de clarté sur ce qui est à combattre dans la gestion de risques devient le lieu de possibilité de jeux d'acteurs, de leurs (dés)accords et de leur capacité à justifier leurs points de vue et leurs pratiques.

Guerre et sécurité : les (re)qualifications de la violence organisée à l'OTAN

Conformément à la critique précédemment adressée aux lectures libérales et constructivistes de l'OTAN qui séparent son existence *du politique* de la sécurité, l'enjeu de cet ouvrage est certes de comprendre comment les logiques socioprofessionnelles de l'OTAN participent à son maintien. Son but est aussi d'analyser leurs conséquences sur les politiques de gestion de risques à partir desquelles cette organisation tire sa raison d'être. Pour ce faire, avançons maintenant sur le terrain de la violence organisée, avec laquelle l'OTAN a une histoire intime. Sous la Guerre froide, l'Alliance constitue l'espace occidental politico-militaire clef de la préparation d'une guerre nucléaire ou conventionnelle contre l'URSS. Après la bipolarité, l'OTAN est impliquée dans des bombardements et des opérations terrestres dans les Balkans, en Afghanistan et en Libye. L'existence de l'OTAN est donc organiquement liée à l'usage de la force, à sa capacité à en assurer la transformation⁵⁸. À cet égard, l'ouvrage tente de montrer que la gestion de risques a participé à la pérennité de l'OTAN par un élargissement des possibilités d'user de la force en son sein. L'objectif de notre travail étant de mettre en lumière la diversité des sens pratiques à l'œuvre parmi les acteurs de la sécurité, il peut sembler réducteur, voire contradictoire, de fonder notre analyse sur la question seule de la violence organisée. Pourtant, notre travail sur la gestion de risques à l'OTAN est intéressant à aborder par cette perspective, en particulier au regard de toute une partie de la littérature existante sur l'Alliance qui tend à l'associer à des valeurs de paix. Nous montrons, à son inverse, que la modification de la structure de production du pouvoir à l'OTAN est indissociable de la modification de l'exercice et de la conception de la violence militaire.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 231.

⁵⁸ J. POMARÈDE, « L'(in)sécurisation par les technologies militaires et la mise en sens de la violence : Le cas de l'opération militaire de l'OTAN au-dessus de la Libye (2011) », *Cultures & Conflits*, 93, 2014, p. 125-145.

La FIAS, du fait de sa durée et de son ampleur, a été un élément de légitimation clef de l'instance otanienne. Entre 2003 et 2014, l'Alliance se trouvait à la tête d'un des fronts principaux de la lutte militaire contre le terrorisme. L'entreprise interventionniste en Afghanistan avait pour but la réattribution progressive d'une souveraineté complète à l'État afghan. Les opérations militaires jouaient un rôle essentiel dans cet objectif. Les intervenants prétendaient exercer une violence légitime au nom d'une prétention de l'entité étatique locale à revendiquer, ou reprendre, le monopole de l'autorité politique sur son territoire⁵⁹. De fait, l'emploi de la violence organisée via les opérations de combat fut un lieu de construction du sens de l'intervention en Afghanistan. La FIAS cherchait la neutralisation militaire d'un ennemi en exerçant dans le même temps un contrôle permanent des territoires et des populations locales⁶⁰. La compréhension de l'implication de l'OTAN en Afghanistan et, par là, son positionnement dans la lutte contre le terrorisme via une intervention militaire passe par l'analyse de la manière dont s'est constitué, organisé, rationalisé, négocié et légitimé en son sein, et entre ses différents acteurs, le déploiement de la violence militaire. En bref, nous étudierons la constitution progressive, contingente et jour après jour renouvelée du *permis opérationnel* que se sont attribué les acteurs de l'OTAN en Afghanistan au nom de la désanctuarisation terroriste du pays.

L'angle de la violence organisée semble moins évident dans le cas d'Active Endeavour et du DATPoW. Que pourrait être la valeur ajoutée d'une telle focale dans l'analyse d'une mission de surveillance en Méditerranée et d'un programme de développement capacitaire ? La violence n'y est pas physiquement présente, bien au contraire. Dans le cas du DATPoW, par exemple, tout un ensemble d'acteurs développe des savoir-faire qui sont éloignés du champ de bataille : gestion de budget, renseignement électronique, protection d'infrastructures. Active Endeavour et le DATPoW peuvent toutefois se comprendre à partir d'un questionnement sur la violence. Ils constituent des configurations illustrant ce que Michael Dillon appelle le « tragique » de la sécurité, à savoir la présence permanente, au sein de celle-ci, de la possibilité d'user de la violence organisée, au nom de la défense du « vivre ensemble »⁶¹.

⁵⁹ C. OLSSON, *Conquérir « les cœurs et les esprits » ? Usages et enjeux de légitimation locale de la force dans les missions de pacification extérieures (Bosnie, Kosovo, Afghanistan, Irak ; 1996-2006)*, Thèse de doctorat en science politique (relations internationales), Institut d'études politiques de Paris, Paris, 2009.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 391.

⁶¹ Michael Dillon lie étroitement le politique de la sécurité et la possibilité de la liberté moderne à l'exercice de la violence : « L'énigme de la violence n'est pas [...] un problème parmi d'autres, elle est intimement reliée à l'énigme du vivre-ensemble. Dans sa liberté, l'être humain est potentiellement toujours un mystère mortel et violent pour lui-même, car [...] le danger est inhérent à la libre (in)sécurité de l'être humain, et non pas une externalité à éliminer [...]. Le politique survient précisément parce que nous sommes condamnés, dans nos vies mortelles, à être libres. Et parce que nous sommes libres, nous devons nous donner les moyens d'agir. En agissant, nous articulons des normes et des jugements de manière violente. C'est là que réside la possibilité même d'une politique de la liberté au sein de laquelle le rôle de la politique est de contenir cette liberté dangereuse et violente, de soutenir cette capacité d'imaginer des normes

La lutte contre le terrorisme d'Active Endeavour se fonde sur une double rationalité : une légitime défense collective, qui rappelle la logique guerrière, et la surveillance. Comment comprendre cette opération maritime si on ne tient pas compte de l'articulation entre la logique de force sous-tendue par l'article 5 et la dimension de surveillance ? N'y a-t-il pas une interpénétration des deux logiques plutôt qu'une séparation ou une illogique superposition ? La dimension de surveillance a certes dominé l'évolution d'OAE. Il reste que l'opération a été pénétrée par l'enjeu de l'exercice de la violence organisée, ce qui incite à suivre cette piste pour comprendre comment et pourquoi des marines militaires en sont venues à contrôler des voies maritimes.

La logique de réflexion est similaire dans le cas du DATPoW. Ce programme capacitaire s'est articulé sur l'idée d'une défense contre des attaques terroristes, de manière soit défensive, en favorisant la protection des soldats au combat, soit offensive, en travaillant à la détection et au ciblage des forces opposantes. L'usage d'une violence physique et exclusivement létale n'est pas la priorité du DATPoW. Toutefois, le programme sépare moins violence et non-violence qu'il semble les placer sur un continuum, comme le cas de la lutte contre les IED, pouvant aller du désamorçage à la destruction des réseaux qui les fabriquent. Pour le dire autrement, OAE et le DATPoW *ne sont pas* des réalisations nécessairement violentes mais *sont pénétrés* sous différentes formes par la violence organisée.

La lutte contre le terrorisme à l'OTAN peut passer par l'exploration de ce que l'on pourrait alors appeler la « vie (dis)continue » de la violence organisée. Elle prend forme dans des espaces sociaux différents et où se joue la qualification de l'usage de la force sous des formes ouvertement physiques ou potentielles. Cette orientation théorique permet d'entrevoir les effets sécuritaires concrets de la structure faible des configurations analysées. Leur hétéronomie a pour conséquence la production de possibilités de violence elles-mêmes hétérogènes. N'étant plus alignées sur la possibilité unifiée de son exercice contre l'ennemi identifié de la Guerre froide, elles se répartissent à l'OTAN le long d'éventualités différentes. Les configurations faibles produites à partir de cette doxa de la gestion de risques, leur multiplication renvoient à des représentations et des pratiques de violence elles aussi dispersées sur le plan des contextes d'activation (désanctuariser l'Afghanistan, surveiller la Méditerranée, armer/protéger des contingents face à divers scénarios d'attaque).

À cet égard, un centrage sur la qualification de la violence permet de se pencher sur l'exercice de certaines formes de pouvoir contemporaines sur lesquelles vivent les pratiques diplomatico-militaires à l'OTAN. Celles-ci mêlent étroitement logique guerrière et sécuritaire. Cette hypothèse théorique impose d'explicitier une nécessité particulière : celle de sortir la violence militaire de l'analyse de la guerre seule, où se jouerait la question de la force, pour la réintroduire dans la compréhension de logiques d'action transversales relevant aussi de la sécurité et de ses techniques gouvernementales

et jugements, tout en préservant l'existence même de la violence contenue dans le jugement. »
M. DILLON, *op. cit.*, p. 151.

de mise en ordre et de contrôle⁶². C'est ici qu'il conviendrait de remplacer la notion de *violence organisée* par celle d'*organisation sociale de la violence*. Alors que la première fait souvent l'objet d'une association étroite aux affres de la violence armée physique, à une « brutalité organisée »⁶³, en particulière militaire, la seconde permet d'aller plus en profondeur dans la complexité, la multiplicité avec laquelle la violence se négocie, s'exerce, s'envisage et, par extension, transforme les institutions. Même en son sens militaire, la violence n'est pas l'apanage de l'affrontement armé, en particulier dans l'après-Guerre froide. Cette période a été marquée par une forte internationalisation/exportation de la rationalité gouvernementale et de ses instruments dans le cadre des opérations de maintien de la paix et plus encore de contre-insurrection. Ce phénomène témoigne d'une « dédifférenciation » entre action policière et militaire⁶⁴. La permanence dans le temps de la « guerre contre le terrorisme » et l'impératif de parer à des attaques potentielles a d'ailleurs fortement participé à l'implantation de tels dispositifs coercitifs sur les lieux d'intervention⁶⁵.

L'extension de l'emploi de certaines technologies de sécurité, comme la sophistication du recueil d'informations dans OAE au nom du scénario du pire qui anime la lutte contre le terrorisme et son cortège de risques inconnus, n'apparaîtra pas, comme une rapide lecture de ces matérialités pourrait le suggérer, comme non violent. La question de la violence organisée y prend certaines formes dans les potentialités de son usage, en particulier contre des navires civils. Ceci renseigne ainsi directement sur la manière dont une mission militaire de légitime défense comme Active Endeavour a pu s'ériger en une opération visant la surveillance et le contrôle des flux marchands en Méditerranée. Dans le cadre du DATPoW, la multiplication technologique du

⁶² Pour une critique de la dichotomie guerre/sécurité, voir T. BARKAWI, « From War to Security : Security Studies, the Wider Agenda and the Fate of the Study of War », *Millennium – Journal of International Studies*, 39/1, 2011, p. 701-716. Il ne s'agit pas ici d'affirmer que la sécurité serait non violente par opposition à la guerre. Si la sécurité recouvre également la violence, son fonctionnement obéit à une rationalité gouvernementale que la guerre, essentiellement caractérisée par l'affrontement armé, présente largement moins.

⁶³ S. MALESEVIC, *The Rise of Organized Brutality: A Historical Sociology of Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017.

⁶⁴ D. BIGO, « La mondialisation de l'(in)sécurité ? Réflexions sur le champ des professionnels de la gestion des inquiétudes et analytique de la transnationalisation des processus d'(in)sécurisation », *op. cit.* ; J. BACHMANN, C. BELL, C. HOLMQVIST (éds), *op. cit.*

⁶⁵ On pense aux récentes analyses ayant montré que le retour de la contre-insurrection dans les années 2000 et 2010 a généré une déterritorialisation de la violence militaire occidentale, désormais fondée sur des « actions thérapeutiques » plus dispersées dans l'espace et dans le temps et visant à agir au nom du « bien-être » de populations estimées vulnérables. Voir M. DILLON et J. REID, *The Liberal Way of War: Killing To Make Life Live*, Londres, Routledge, 2009 ; D. GREGORY, « The Biopolitics of Baghdad: Counterinsurgency and the Counter-City », *Human Geography*, 1/1, 2008, p. 1-43 ; M. KIENSCHERF, « A programme of global pacification: US counterinsurgency doctrine and the biopolitics of human (in)security », *Security Dialogue*, 42/6, 2011, p. 517-535 ; C. OLSSON, « Guerre totale et/ou force minimale ? Histoire et paradoxes "des cœurs et des esprits" », *Cultures & Conflits*, 67, 2007, p. 35-62 ; M. DELORI, « Humanitarian violence: How Western airmen kill and let die in order to make live », *Critical Military Studies*, 5/4, 2019, p. 322-340.

programme au nom d'attaques à prévenir participe d'une banalisation technique de la violence militaire. Elle s'inscrit dans une logique d'exercice permanent car répondant à la manifestation d'un risque conçu comme un événement purement matériel (attaque au mortier ou à la roquette, IED, etc.) et non pas rattaché à une entité spécifique.

Ce n'est donc plus l'*horizon de la guerre* qui caractérise l'OTAN mais une *matrice de guerre (matrix of war)*⁶⁶, qui émancipe la violence militaire de la possibilité limitée de l'affrontement guerrier seul en la diluant, l'irriguant dans de multiples éventualités et politiques de sécurité, allant du contrôle maritime à la confrontation armée de haute intensité en passant par la production prolifique de mesures de protection des troupes en opération, la pratique du ciblage ou la policarisation des activités contre-insurrectionnelles⁶⁷. La notion de matrice de guerre éclaire de manière saillante l'hétéronomie à l'œuvre dans la conception de la violence à l'OTAN. Elle permet de saisir comment l'imagerie d'un risque inconnu et globalisé déplace la violence de l'axe purement guerrier vers l'axe sécuritaire, au sens où la possibilité de son emploi militaire se répand, ou se « capillarise »⁶⁸, dans des situations très différenciées allant bien au-delà de l'affrontement armé classique et de la dimension interétatique. On ne saurait, en effet, que trop se méfier du biais véhiculé par bien des courants d'analyses évoqués en introduction et pour lesquels l'un des problèmes majeurs de l'OTAN après la Guerre froide est qu'elle n'a pas d'ennemi déclaré, ou ne parvient pas à un accord commun autour de celui-ci, ce qui l'empêcherait précisément de se réaliser pleinement en tant qu'alliance. Du point de vue des prises de position communes très officielles et des déclarations de sommet, force est de constater en effet que l'OTAN n'a pas d'ennemi à proprement parler. Cela ne signifie pas pour autant que l'OTAN, en tant qu'organisation complexe, s'empêche de penser l'ennemi⁶⁹. Ce n'est pas parce l'ennemi n'est pas, ou plus, déclaré au grand jour que l'articulation socioprofessionnelle des inimitiés n'est pas en place et, par conséquent, que les acteurs ne façonnent pas l'imagerie de ce contre quoi ou qui ils agissent. Il paraît, par exemple, quelque peu exagéré d'exclure complètement la question de l'inimitié dans le cas de l'Afghanistan, où, pour justifier une campagne d'une telle ampleur et d'une telle longueur, l'OTAN a bien dû recourir à une mise en image d'un Autre à combattre. De même qu'il serait tout aussi curieux de ne pas poser cette question dans le cadre d'un programme d'armement qui vise soit à protéger contre une série de menaces,

⁶⁶ V. JABRI, *op. cit.*

⁶⁷ J. BACHMANN, C. BELL et C. HOLMQVIST (éds), *op. cit.* ; A. DAL LAGO, « La police globale : état de conflit permanent du capitalisme mondialisé », in D. BIGO, L. BONELLI et T. DELTOMBE (éds), *Au nom du 11 septembre... Les démocraties à l'épreuve de l'antiterrorisme*, Paris, La Découverte, 2008, p. 36-48 ; A. DAL LAGO, « The Global State of War », *Ephemera: Theory and Politics in Organization*, 6/1, 2006, p. 9-26.

⁶⁸ D. BIGO, S. CARRERA, E. GUILD et R. B. J. WALKER, *The Changing Landscape of European Liberty and Security: Mid-Term Report on the Results of the CHALLENGE Project*, CHALLENGE Liberty & Security, Research Paper n° 4, 2007, p. 4.

⁶⁹ A. BEHNKE, *op. cit.* ; A. GHECIU, « Of Friends and Foes in the Fight Against Terrorism: NATO and the Politics of Norm promotion in the Twenty-First Century », in *Securing Civilization? The EU, NATO, and the OSCE in the Post-9/11 World*, Oxford, Oxford University Press, 2008, p. 79-115.

soit à les éliminer. Plutôt que de parler d'« ennemi(s) », qui collait à l'horizon de guerre de la bipolarité, il convient plutôt d'invoquer l'existence d'une « architecture d'inimitié » (« *architecture of enmity* »), alors adossée à une matrice de guerre :

L'ennemi est vu comme un réseau lâche et global dans lequel des groupes dispersés se connecteraient [...]. Les ennemis sont vus comme opérant de manière transnationale, se cachant dans des milieux sociaux variés et se déplaçant à travers le globe. La guerre contre la terreur est donc située dans un milieu social globalisé. Les lieux dispersés de violence en Afghanistan, à New York, en Irak, [...], dans un bus en Israël ou dans une maison à Gaza, sont opérationnellement et discursivement intégrés dans une lutte contre un ennemi qui est vu comme opérant globalement et qui vit de manière dispersée [...]. L'ennemi est localisé dans les voisinages, les ambassades, les montagnes, le tourisme, les régimes politiques [...]. La matrice de guerre montre que les stratégies de violence sont centrales mais qu'elles ne sont plus clairement organisées en termes de champs de bataille et d'ennemi fixe. À l'inverse, la guerre fonctionne comme une matrice dans laquelle une large gamme d'instruments de sécurité, incluant les champs de bataille de guerre, les opérations de contre-insurrection [...] et la surveillance intensifiée des populations, sont mobilisés pour exercer un pouvoir policier dispersé [...] et global⁷⁰.

L'inimitié des politiques du risque subit alors un traitement flexible, où l'opposant, constitué dans des contours plus ou moins flous et peu délimités, fait l'objet de traitements sécuritaires et de savoir-faire multiples, car concevable tantôt comme un objet de surveillance, de ciblage, de menace à des infrastructures ou à des troupes, etc.⁷¹ Plutôt que de disparaître complètement à l'OTAN, la désignation des antagonismes subit des opérations flexibles et fortement disputées de montage, d'assemblage auxquelles procèdent une variété d'acteurs sur des bases plus ou moins communes. En d'autres termes, la Guerre froide n'était pas l'âge d'or des inimitiés pour l'OTAN. Pas plus que l'après-Guerre froide et les années 2000 ne sont leur crépuscule. Il s'agit d'une réarticulation des conditions de production des inimitiés et de leur actionnabilité dans les espaces hétéronomes de l'organisation de la violence.

Ainsi, la problématisation davantage sécuritaire que guerrière de la violence militaire est non seulement valable dans l'étude de ses potentialités, mais également dans celle de son expression physique. À aucun moment, la FIAS n'a été officiellement assimilée à une situation de guerre déclarée. Le lien entre la désanctuarisation terroriste de l'Afghanistan et la sécurité euro-atlantique était régulièrement rappelé. Jamais les positions communes de l'OTAN n'ont évoqué un état de guerre ou à nouveau, une inimitié directe contre les Talibans, en dépit du fait que la mission a atteint un pic de 130 000 hommes après 2009. En lieu et place, des termes, sur lesquels

⁷⁰ J. HUYSMANS, *Security Unbound: Enacting Democratic Limits*, Abingdon et New York, Routledge, 2014, p. 57.

⁷¹ D. GREGORY, « Architectures of Enmity », in *The Colonial Present: Afghanistan, Palestine, Iraq*, Malden & Oxford, Blackwell, 2004, p. 17-29 ; M. SHAPIRO, *Cinematic Geopolitics*, New York, Routledge, 2009, p. 19 ; L. AMOORE, « Algorithmic War: Everyday Geographies of the War on Terror », *Antipode*, 41/1, 2009, p. 49-69 ; C. OLSSON, « Can't live with them, can't live without them: 'the enemy' as object of controversy in contemporary Western wars », *Critical Military Studies*, 5/4, 2019, p. 359-377.

nous nous attarderons plus en détail, comme l'approche globale, le contre-terrorisme, la stabilisation et la contre-insurrection, ont été utilisés pour qualifier les actions militaires désanctuarisantes de la FIAS. De véritables luttes entre différents acteurs ont maillé l'usage de ces diverses terminologies. Par conséquent, les usages de la lutte contre le terrorisme dans la FIAS sont à concevoir moins comme un vecteur de justification d'une guerre que comme un enjeu de qualification et de rationalisation d'une violence physique organisée qui vise une sécurisation militaire (ou plutôt de « désanctuarisation ») de très long terme.

En résumé, il est question de comprendre comment de multiples possibilités de violence stimulent la fabrique d'un spectre de pratiques de sécurité pouvant aller de contre-mesures relevant de la protection de forces au déploiement de la violence la plus létale et destructrice qui soit en passant par l'exercice de la surveillance. Dans la pluralité des formes de violence qu'ils peuvent recouvrir, les hétéronomes espaces sociaux dédiés à la gestion de risques à l'OTAN dessinent les contours d'un spectre assoupli dans les manières d'envisager l'usage de la violence. Le couplage historique *différenciation : horizon de la guerre* cède ainsi la place à un autre couplage, *hétéronomie : matrice de guerre*. Des pratiques, comme le contrôle des circulations maritimes, en viennent à contenir en elles-mêmes la possibilité de l'usage militaire de la force. Le médium entre ces deux réalités, celles du façonnement structurel des espaces étudiés et de la violence organisée, étant les acteurs eux-mêmes. La production du flou sémantique du discours du risque inconnu constitue pour eux une opportunité d'ouvrir considérablement le champ des possibles en matière d'usage de leurs savoir-faire, une dynamique qui contribue à brouiller les frontières admises entre la guerre et la sécurité.

PREMIÈRE PARTIE

Surveiller

Le 12 septembre 2001, les États membres de l'OTAN invoquèrent pour la première fois de son histoire la clause de légitime défense collective du Traité de Washington, contenue dans son article 5. Dans la foulée de cette décision, une série de mesures furent prises, dont le lancement à partir d'octobre 2001 de l'opération Active Endeavour (OAE) dans le bassin méditerranéen. OAE prit fin une quinzaine d'années plus tard, en octobre 2016, pour céder la place à une opération de surveillance permanente et encore en cours : Sea Guardian. OAE fut présentée comme une mission contre-terroriste. L'objectif qui lui était assigné était de surveiller les flux de navires commerciaux en Méditerranée via des moyens militaires maritimes et aériens dans l'objectif de « contribuer à décourager et à déjouer les actes de terrorisme en Méditerranée »¹. Les principaux contributeurs furent les États-Unis, la Turquie, le Portugal, l'Allemagne, les Pays-Bas, la France, l'Espagne, le Danemark, la Norvège, la Grèce et l'Italie.

L'action d'OAE fut initialement restreinte à l'Est de la Méditerranée. OAE reposait alors sur un déploiement naval permanent de patrouilles en mer à partir duquel les forces de l'OTAN interpellaient et contrôlaient les navires dits suspects. Entre 2003 et 2004, OAE couvrit l'ensemble du bassin méditerranéen et incluait la possibilité d'abordage systématique des bâtiments en transit. En octobre 2004, les autorités diplomatiques et militaires de l'OTAN adoptèrent un Nouveau modèle opérationnel (*New operational pattern* – NOP) qui signalait le passage à un format basé sur le recueil, le partage et le traitement de renseignements sur les flux maritimes. Dans le jargon otanien, OAE devint une « opération réseau-centrée » (« *network-based operation* »). Les navires de guerre ne stationnaient plus de manière permanente en mer, mais étaient lancés après un certain niveau de recueil des données pour contrôler des bâtiments faisant l'objet de suspicions particulières (stratégie du « Surge »). Ce schéma domina ensuite

¹ OTAN, *Opération Active Endeavour*, 2016, disponible sur http://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_7932.html (consulté le 19 mars 2019).

largement la vie d'OAE. Sa logique ne fit que s'approfondir au fur et à mesure des années, par une sophistication croissante du dispositif de surveillance.

Cette courte description du fonctionnement général d'OAE permet de cerner quatre points d'intrigue qui tapissèrent l'existence de cette opération et qui se rapportent directement à la problématique de la gestion de risques à l'OTAN.

Premièrement, en plus de 15 ans de déploiement aéronaval, le terrorisme que visait à combattre OAE ne s'est jamais manifesté. Comme nous l'expliquait promptement un ancien conseiller politique pour Active Endeavour posté au Commandement maritime (NATO Maritime command – MARCOM²) de Naples : « Active Endeavour répondait à une menace qui ne s'est jamais matérialisée. On n'a jamais trouvé un terroriste, un barbu, d'armes à feu, de roquettes ou de la matière fissile pouvant servir à la confection d'armes de destructions massives. »³ En d'autres termes, OAE s'est bâtie durant une quinzaine d'années à partir d'un appareillage de surveillance et de renseignement sans cesse plus sophistiqué et destiné à prévoir et à dissuader la manifestation d'une menace dont la présence n'a jamais été attestée.

Deuxièmement, ce court extrait d'entretien est également significatif de la diversité avec laquelle la tâche contre-terroriste d'OAE était conçue. Alors que cette mission a été assimilée au contre-terrorisme, la mission incluait une variété de contrôles comme la lutte contre le trafic d'armes, de cigarettes, l'immigration clandestine ou la prolifération d'armes de destruction massive.

Troisièmement, OAE est restée tout ce temps sous le régime de la légitime défense collective, alors que cette mission reposait sur une surveillance de long terme d'un espace maritime. L'objectif était moins le combat contre une menace identifiée qu'une veille aéronavale visant au plus à empêcher des attaques terroristes et au moins à les dissuader. OAE était donc une mission article 5 durant laquelle aucun coup de feu, sauf en exercice, ne fut jamais tiré. Aucun soldat ou membre d'équipage d'un navire abordé n'a été tué ou blessé. Au même moment se déroulait la mission de l'OTAN en Afghanistan qui, n'étant pourtant pas régie par l'article 5, allait compter à terme plusieurs milliers de morts.

Quatrièmement, OAE a été menée par des forces militaires et non par des corps de police. Le contrôle permanent et quotidien des flux de marchandises et des mobilités humaines constitue historiquement l'un des piliers de la fonction policière, à l'intérieur ou aux frontières des États⁴. OAE révèle qu'une mission de surveillance de long terme, n'impliquant qu'indirectement l'usage de la force, peut être conduite par des marines de guerre.

² Maritime Command (MARCOM), Allied Maritime Component Command Naples (CC-MAR Naples) et Allied Maritime Command (AMC) sont des synonymes désignant la structure opérationnelle de la composante maritime de l'OTAN à partir de laquelle OAE était conduite. De 2004 à 2012, cet établissement était situé à Naples. À partir de 2012, le MARCOM est transféré à Northwood.

³ Entretien n° 90, Conseiller politique au MARCOM de l'OTAN pour Active Endeavour, par téléphone, mars 2016.

⁴ M. FOUCAULT, *Sécurité, territoire, population, Cours au Collège de France (1977-1978)*, Paris, Gallimard-Seuil, 2004, p. 334-335 et p. 346-347 ; H. L'HEUILLET, « La généalogie de la police », *Cultures & Conflits*, 48, 2002, p. 109-232.

À la lumière de ces différents éléments, une lecture rapide et fonctionnaliste pourrait prêter à penser Active Endeavour comme une opération jonchée de contradictions, à l'importance institutionnelle marginale en raison de son utilité douteuse. « Pourquoi est-ce que vous étudiez Active Endeavour ? Tout le monde s'en fout ! », nous rétorqua un interlocuteur. Si l'on retourne cette manière de penser sur elle-même, ce qui apparaît initialement comme de lourdes contradictions institutionnelles devient d'un intérêt certain. Si aucune activité terroriste n'a été détectée, pourquoi avoir maintenu une opération sur plus de quinze ans et l'avoir même prolongé au travers d'une autre ? Comment l'article 5 en est venu à justifier une opération de veille maritime ? L'évolution tardive d'OAE prête également à questionnement. Avec la prise d'importance de la crise migratoire dans les agendas politiques européens, la mission en est venue à soutenir des procédures de contrôle des migrations en Méditerranée. Comment une opération lancée en réaction au 11 septembre 2001 s'est-elle finalement greffée sur de telles pratiques ?

Pour répondre à ces questions centrées sur l'OTAN et son évolution institutionnelle, il convient de les réinsérer dans la manière dont le contre-terrorisme a fait évoluer les usages contemporains de la surveillance. Cette dernière a été au cœur de la construction de l'État moderne (marquage et protection des frontières ; gestion des mobilités des populations ; contrôle et production de la nationalité via l'émission de cartes d'identité)⁵. L'implantation du discours d'un risque terroriste imprévisible et devant être toujours mieux prévenu après le 11 septembre 2001 a généré « une spectaculaire intensification des dispositifs de surveillance des citoyens »⁶. La gestion de la sécurité par la logique préventive du scénario du pire tapisse ainsi l'extension de l'usage par les autorités publiques de la biométrie, des données personnelles, des caméras de surveillance dans les rues ou même encore la sophistication des dispositifs de contrôle dans les aéroports⁷. Opération lancée et développée dans la perspective d'empêcher des actes terroristes potentiels de se produire, Active Endeavour entre dans le cadre de ces évolutions.

Dans le cas de l'OTAN, et ce sera notre argument, la spécificité de cette mission est d'avoir contribué à y façonner un réaménagement d'ordre policier des rationalités de guerre et de surveillance. Comme nous l'évoquions plus haut, OAE repose notamment sur deux originalités : son statut article 5 et sa conduite par des marines militaires. Ces éléments imposent une certaine prudence dans la qualification d'OAE comme une pure opération de surveillance. Cela reviendrait à une vision téléologique de la mission de l'OTAN en Méditerranée, qui transformerait non seulement sa composante

⁵ A. CEYHAN, « Enjeux d'identification et de surveillance à l'ère de la biométrie », *Cultures & Conflits*, 64, 2006, p. 35 ; A. GIDDENS, *The Nation-State and Violence, Volume Two of A contemporary Critique of Historical Materialism*, Cambridge, Polity Press, 1989, p. 4-5 et p. 184-187.

⁶ D. LYON, « Le 11 septembre, la "guerre au terrorisme" et la surveillance généralisée », in D. BIGO, L. BONELLI et T. DELTOMBE (éds), *Au nom du 11 septembre... Les démocraties à l'épreuve de l'antiterrorisme*, Paris, La Découverte, 2008, p. 90-91 ; C. ARADAU et R. VAN MUNSTER, *Politics of Catastrophe: Genealogies of the Unknown*, op. cit., p. 103-104.

⁷ C. ARADAU et R. VAN MUNSTER, « The Time/Space of Preparedness: Anticipating the "Next Terrorist Attack" », op. cit., p. 101.

progressivement dominante en points de départ et d'arrivée prédéterminés, mais érigerait aussi une superficielle séparation entre la technologisation de sa surveillance et les enjeux d'usage de la force qu'elle peut recouvrir. La nature militarisée d'OAE doit passer par un questionnement sur les modes d'articulation entre, d'une part, la rationalité de guerre, contenue notamment dans l'article 5 et l'usage de marines militaires, et, d'autre part, la rationalité de surveillance, contenue dans l'évolution d'OAE.

Nous mettons ainsi en avant l'implantation à l'OTAN d'une forme policierisée de connexion surveillance-violence. Motivée par la lutte contre le terrorisme, elle n'a pas pour logique principale de détecter et de combattre un ennemi, une hostilité concrète, comme dans les situations politico-militaires bien connues de la Guerre froide ou des interventions armées de l'OTAN⁸. En cela, nous n'affirmons pas qu'OAE témoigne de la « naissance » d'une connexion entre la surveillance et la violence dans le cadre de l'action militaire. Historiquement, celle-ci a toujours été liée à la surveillance, que cela soit dans le cadre de conflits ouverts où il s'agit de produire du renseignement sur les faits et gestes de l'ennemi de manière à déjouer ses plans d'attaques ou durant des périodes de relative paix où l'enjeu est d'identifier et de prévoir les tentatives hostiles de manière plus générale (la « veille stratégique ») de manière à pouvoir y répondre⁹. La présente connexion surveillance-violence étudiée se conçoit, de manière assez inédite et nouvelle dans la trajectoire de l'OTAN, comme un pouvoir de contrôle et de régulation d'entités civiles. Dans OAE, la violence fut un horizon potentiel dirigé contre les troubles à un ordre des circulations dont le bon fonctionnement est assuré et maintenu par une surveillance. En d'autres termes, il s'agit d'une surveillance-violence qui gouverne, ordonne plus qu'elle ne sert à tuer. Il convient d'aller encore plus que Martin Shaw lorsqu'il suggère à propos du *New Western Way of War* que les actions militaires contemporaines se mènent de manière à ne pas interrompre ou perturber le cours régulier de l'économie globale, contrairement aux guerres majeures du milieu du XX^e siècle qui impactaient et transformaient l'ensemble des activités humaines¹⁰. Dans notre cas, et à l'image de ce que démontre plutôt Laleh Khalili à propos du rôle central des institutions militaires dans la structuration des relations capitalistes mondiales, il s'agit de montrer que l'action politico-militaire n'est pas

⁸ Nous n'excluons pas la forme policierisée également prise par les actions militaires dans les opérations extérieures contemporaines. Comme l'a souligné une littérature récente, elles revêtent une telle dimension en raison de l'usage du militaire dans une optique de contrôle des populations locales (J. BACHMANN, C. BELL et C. HOLMQUIST (éds), *op. cit.* ; M. NEOCLEOUS, « Air power as police power », *Environment and Planning D: Society and Space*, 31/4, 2016, p. 578-593). Notre propos vise à souligner un contraste significatif entre les logiques de guerre (même policierisées) d'un côté et de surveillance et de contrôle de l'autre (telles que pratiquées dans OAE).

⁹ J. KEEGAN, *Intelligence in War*, New York, A. Knopf, 2003 ; L. RISSO, *Propaganda and Intelligence in the Cold War: The NATO Information Service*, New York, Routledge, 2014.

¹⁰ Ce qui revient à sa théorie du « *Risk-Transfer War* », à savoir l'avènement de guerres qui visent à faire peser le minimum de coûts, y compris économiques, sur les États occidentaux qui les mènent, au détriment des populations des pays où les interventions sont lancées. M. SHAW, *The New Western Way of War: Risk-Transfer War and its Crisis in Iraq*, Cambridge, Polity Press, 2005, p. 54-58.

seulement *parallèle* aux dynamiques économiques, mais qu'elle *y est enchâssée*¹¹. Active Endeavour ne visait pas à combattre le terrorisme en prêtant attention à ne pas perturber les flux marchands en Méditerranée. La mission prétendait lutter contre cette menace en assurant la bonne conduite de ces mêmes flux, en pratiquant la sécurité *dans* ce régime de mobilité et en répondant partiellement de la rationalité capitaliste de libre circulation des marchandises qui caractérise ce dernier. Ce faisant, et conformément à la logique d'une matrice de guerre, la surveillance-violence présentement étudiée étend le pouvoir d'action militaire et la potentialité de sa violence à des sujets et activités humaines non plus eux-mêmes militaires mais aussi civils¹². Non pas que l'OTAN s'autorisait l'usage de la force contre des navires civils. Elle considérait ces entités, au départ civiles, comme *pouvant devenir potentiellement* des cibles militaires en dehors de toute situation de guerre déclarée, ce qui justifiait précisément les procédés militarisés de surveillance et de contrôle. À partir des années 2010, l'interpénétration entre sécurité militaire et économie était d'ailleurs un élément assumé par les autorités de l'OTAN : « Bien que son mandat se soit limité à décourager et à déjouer les actes de terrorisme, ainsi qu'à s'en défendre et à s'en protéger, OAE a eu un effet tangible sur la sécurité et la stabilité en Méditerranée, ce qui s'est avéré bénéfique pour les activités commerciales et économiques. »¹³

Cette policiarisation de l'action de l'OTAN s'inscrit dans des conditions institutionnelles particulières qui relèvent de l'anatomie hétéronome des tensions diplomatico-militaires au sein d'Active Endeavour. Le contre-terrorisme fut mobilisé comme une catégorie attrape-tout, servant les intérêts et positions des acteurs diplomatiques et militaires dans le cadre de cette mission, en particulier en ce qui concerne le statut en légitime défense d'OAE. La suspicion tous azimuts que recouvrait les usages du contre-terrorisme appuyait des désaccords et des ententes diplomatico-militaires sur les modalités d'accès à un maximum d'informations sur le trafic en Méditerranée. Le Conseil de l'Atlantique Nord (NAC – l'organe diplomatique de décision suprême de l'OTAN) cherchait à préserver OAE sous couvert de la légitime défense, les autorités militaires (SHAPE – Supreme headquarters allied powers Europe (organisme de commandement principal de l'OTAN) – et MARCOM) souhaitaient l'en séparer. L'OTAN constitue un espace où se négocie la surveillance maritime, où celle-ci fait l'objet de disputes et d'ententes collectives minimales produisant et ritualisant l'exercice d'un pouvoir militarisé de contrôler les flux civils et humains.

Dans le chapitre III, il est question de la genèse préemptive d'Active Endeavour qui se loge dans l'invocation de l'article 5 du Traité de Washington. Les ambivalences

¹¹ L. KHALILI, « The infrastructural power of the military: The geoeconomic role of the US Army Corps of Engineers in the Arabian Peninsula », *European Journal of International Relations*, 24/4, 2017, p. 911-933.

¹² J. BACHMANN, C. BELL et C. HOLMQVIST (éds), *op. cit.* ; M. DEAN, « Military intervention as "Police" Action? », in M. DUBBER et M. VALVERDE (éds), *The New Police Science: The Police Power in Domestic and International Governance*, Stanford, Stanford University Press, 2006, p. 185-206 ; C. HOLMQVIST, *Policing Wars: On Military Intervention in the 21st Century*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2014.^[17]_{SEP}

¹³ NATO, *Operation Active Endeavour*, 2016, https://www.nato.int/cps/en/natolive/topics_7932.htm (consulté le 19 mars 2019).

et contradictions initiales de ce choix politique du NAC ont été la source de tensions et d'accords polysémiques avec les autorités militaires du SHAPE et du MARCOM sur le statut en légitime défense d'OAE. Ces échanges ont été à la source d'un élargissement de l'appareillage de surveillance de la mission. Le chapitre IV est dédié à la réémergence de ces luttes diplomatico-militaires dans le contexte de l'adoption de la Stratégie maritime alliée de 2011, qui reconnaissait implicitement la nature non-article 5 d'OAE. S'amorça alors une phase de reconfiguration des rapports de force diplomatico-militaire dont l'issue trouvée est une connexion entre rhétorique contre-terroriste et contrôle des flux migratoires et son officialisation dans la transition d'Active Endeavour vers Sea Guardian

CHAPITRE II

Militariser la Méditerranée

Ce chapitre est dédié à la genèse et au développement d'Active Endeavour. L'objectif est de montrer comment le principe préemptif a joué un rôle précoce dans la mise en place de la surveillance maritime du bassin méditerranéen par l'OTAN. Nous montrons comment l'idée d'un risque terroriste potentiel à parer a structuré les tensions diplomatico-militaires et la policiarisation progressive d'OAE.

La première partie est consacrée à l'invocation de l'article 5 du Traité de Washington en réaction au 11 septembre 2001. Les contradictions et ambiguïtés générées par le manque d'adéquation entre la signification historique de la légitime défense collective et le type d'attaque perpétrée à New York ont fait le lit du fonctionnement à venir d'Active Endeavour et des tensions diplomatico-militaires qui l'ont animée. La seconde partie traite de ces dernières. Nous montrons comment leur structuration autour du statut en article 5 d'OAE a trouvé dans le récit et la pratique généralisée de la surveillance préemptive le principe actif des luttes d'acteurs et celui de leur apaisement partiel.

L'activation « aux forceps » de l'article 5 du Traité de Washington

Hésitations juridiques, impératifs diplomatiques

La surveillance d'OAE et la production de son corollaire contre-terroriste sont à resituer dans leur contexte d'apparition diplomatique : la déclaration de l'article 5 du Traité de Washington, la clause de légitime défense collective de l'OTAN. Cet événement s'effectua sur la base d'un horizon de menace lointain et non défini, qui structura ensuite la préemption d'OAE. L'article 5 représente le cœur du schéma diplomatico-militaire de l'OTAN sous la Guerre froide. La clause fut bâtie dans l'hypothèse d'une réponse de légitime défense à une attaque armée suffisamment importante pour être qualifiée d'« agression » au sens de l'article 51 de la Charte des

Nations unies. Si aucune entité n'est explicitement citée dans le texte, la clause visait dans l'esprit une attaque d'envergure en provenance du Pacte de Varsovie¹.

Paradoxalement, l'article 5 du Traité de Washington fut invoqué, pour la première fois, en réaction à des événements qui sortaient significativement du cadre d'interprétation classique de la légitime défense collective. La déclaration de l'article 5 est donc liée à une tension diplomatique initiale. D'un côté, un impératif d'action politique lié au fait que l'OTAN avait déjà identifié après la bipolarité le terrorisme comme une menace réelle à la sécurité euro-atlantique². Dans ce contexte, l'enjeu de la réaction immédiate de l'OTAN au 11 septembre était la crédibilité de l'institution dans sa capacité à tenir les promesses de son discours renouvelé sur les risques de l'après-Guerre froide. De l'autre, un lien à établir entre l'article 5 et la forme des attaques du 11 septembre, qui était loin d'aller de soi :

Je me souviens des premières réunions avec [Lord] Robertson [alors secrétaire général de l'OTAN] et le représentant américain peu après les attaques. L'Alliance leur devait un soutien, on devait agir, mais on était gêné. Je me souviens, on se disait : « L'article 5 c'était fait pour les Soviétiques, leurs chars, leurs divisions, leurs avions, etc., mais pas pour des acteurs non étatiques utilisant des avions de transport civils ! » [...]. D'un autre côté, dans plusieurs déclarations officielles de l'OTAN, on avait fait entrer le terrorisme comme menace potentielle à l'intégrité territoriale des États membres... On était un peu coincés quelque part³...

Les hésitations diplomatiques face à l'application de l'article 5 montrent l'état embryonnaire de la logique préemptive sur laquelle s'apprêtait à reposer la gestion politique d'une telle décision. L'impératif de répondre à une manifestation d'ampleur de la menace terroriste sur le territoire national d'un pays membre eut pour corollaire une fixation précoce des justifications de l'invocation de l'article 5 sur des bases liées à la gestion de risques. Cette mécanique se sédimenta peu à peu, dès lors qu'il s'agissait pour les acteurs diplomatiques de déterminer si les attaques du 11 septembre pouvaient être qualifiées d'« agression » au sens de l'article 51 de la Charte des Nations unies. La justification du déclenchement de l'article 5 reposait sur deux problèmes principaux.

Le premier était celui de la nature et de l'intensité de l'attaque. Est-ce qu'un avion de transport civil pouvait être considéré comme le moyen d'une agression ? De surcroît, en droit international, un certain palier d'usage de la force de « gravité »⁴ doit être franchi pour justifier le déclenchement d'une action de légitime défense. « Toute

¹ Ce sens originel prêté à l'article 5 a été préservé après la Guerre froide, à tel point que l'expression « mission non-article 5 » a été de plus en plus utilisée pour désigner les interventions (dites de gestion de crise principalement – Balkans, Afghanistan, Libye) situées hors du champ de la légitime défense collective.

² En 1999, le NAC déclarait ainsi : « *Terrorism in all its forms constitutes a serious threat to peace, security and stability that can threaten the territorial integrity of states. We reiterate our condemnation of terrorism and reaffirm our determination to combat it* » (NATO, *Meeting of the NAC in Defence Ministers Session*, M-NAC-D(99)156, 1999, p. 8).

³ Entretien n° 18, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, mai 2015.

⁴ O. CORTEN, *Le droit contre la guerre : L'interdiction du recours à la force en droit international contemporain*, Paris, Pédone, 2008, p. 613-614.

violation de l'article 2§4 [de la Charte des Nations unies – interdisant le recours à la force] ne donne pas nécessairement lieu à un droit de légitime défense. »⁵ Les réponses à ces enjeux de qualification furent trouvées dans le fait que l'utilisation des avions civils lors du 11 septembre les transformait en armes en tant que telles. Du reste, l'ampleur des dégâts causés par les attaques fut estimée comme suffisante en termes d'intensité pour justifier l'invocation d'une clause de légitime défense collective⁶.

Le second enjeu concernait la provenance géographique des attaques. Est-ce que les attaques du 11 septembre avaient été organisées en dehors du territoire américain ? Le champ d'activité de l'OTAN et d'application de l'article 51 de la Charte des Nations unies est restreint aux questions de sécurité internationale. L'Alliance ne peut prétendre à un acte de légitime défense pour répondre à des attaques mises en place à partir du territoire des États membres, ce qui relèverait, dans ce cas, des services de sécurité intérieure⁷. La question des origines géographiques des attaques ne fut pas résolue le jour même du 11 septembre, faute de preuves encore existantes. En attendant ces dernières, le NAC invoqua « en principe » l'article 5 le lendemain des attaques, le 12 septembre. L'activation formelle de l'article 5 fut confirmée le 2 octobre après une réunion du NAC. Les États-Unis y présentèrent les résultats de leur enquête sur les attaques en montrant qu'elles avaient été mises en place en Afghanistan par Al Qaeda avec l'appui du régime taliban⁸.

Un point crucial est à souligner dans les modes de résolution de ces deux enjeux. L'invocation de l'article 5 ne nommait pas l'ennemi ou l'entité contre laquelle l'OTAN agirait. Dans le communiqué du 2 octobre qui officialisait l'invocation formelle de l'article 5, Al Qaeda et les Talibans d'Afghanistan étaient certes mentionnés comme étant les principaux responsables du 11 septembre. Néanmoins, ils n'étaient pas désignés comme l'ennemi de l'OTAN, ni même d'ailleurs comme les entités contre lesquelles une action armée en légitime défense collective se déploierait. L'article 5 fut invoqué sur un jugement avant tout technique, qui réduisait la définition de l'agression à ses

⁵ *Ibid.*

⁶ E. BUCKLEY, « Invoking Article 5 », *NATO Review*, 2006, http://www.nato.int/docu/review/2006/Invocation-Article-5/Invocation_context/EN/index.html (consulté le 2 février 2018) ; Lord ROBERTSON cité dans S. CASTLE, « Robertson: "world changed out of all recognition" », *The Independent*, 14 septembre 2001, <http://www.independent.co.uk/news/world/americas/robertson-world-changed-out-of-all-recognition-9161990.html> (consulté le 22 mai 2017).

⁷ E. BUCKLEY, *op. cit.* Nous précisons que notre analyse ne portera pas sur la visée interétatique ou non de l'article 51 de la Charte des Nations unies. Alors que l'intensité et la provenance géographique des attaques armées constituent des critères relativement consensuels parmi les juristes de droit international pour juger du champ d'application de l'article 51, la possibilité de l'invoquer contre des « acteurs non étatiques » est une discussion faisant l'objet de clivages encore assez forts. Des juristes font valoir une approche « restrictive » qui exprime la visée essentiellement interétatique de l'article 51, tandis que d'autres avancent des lectures « extensives » admettant l'applicabilité de cette clause aux « acteurs non étatiques ». Pour un débat sur ces perspectives, voir O. CORTEN, *op. cit.*

⁸ Lord ROBERTSON, *Déclaration du Secrétaire général de l'OTAN, Lord Robertson, au Siège de l'OTAN*, 2 octobre 2001, http://www.nato.int/cps/fr/natohq/opinions_19011.htm?selectedLocale=fr (consulté le 22 mai 2017).

moyens de réalisation et à son externalité territoriale. Le processus décisionnel d'alors posait davantage la question de l'existence d'une agression en termes d'intensité et de territorialité qu'en termes d'intentionnalité et d'auteurs. L'absence d'identification d'un ennemi commun ouvrait un large éventail des possibles en termes de mise en œuvre de l'article 5, ou plutôt en termes de gestion de risques.

La suite des événements solidifia cette trajectoire et fit de la logique préemptive le centre névralgique de l'action en légitime défense. La décision américaine de ne pas impliquer l'OTAN dans l'invasion de l'Afghanistan transforma l'activation de l'article 5 en une coquille vide qu'il s'agirait de combler, en envisageant ce qui pourrait dès lors être fait pour parer à cette situation. En dépit du fait que rien de concret n'avait été prévu au moment de l'invocation de principe et formelle de l'article 5, l'attente diplomatique d'une demande des États-Unis au vu des opérations en Afghanistan se faisait en effet sentir au sein de l'OTAN.

L'article 5 devenu coquille vide : vers la « drôle de guerre » de l'OTAN

« La mission détermine la coalition, et la coalition ne doit pas déterminer la mission. »⁹ Cette célèbre phrase prononcée par Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense, le 18 octobre résumait la décision prise par les États-Unis quant aux modalités politiques qui allaient gouverner la première phase de guerre en Afghanistan. Indirectement, cela signifiait que la structure OTAN était vue comme trop contraignante et bureaucratique par les États-Unis dans le cadre d'opérations de contre-terrorisme nécessitant une souplesse d'action politique et militaire¹⁰. Elle ne serait donc pas mobilisée pour l'invasion de l'Afghanistan. Approximativement deux semaines avant la déclaration de Rumsfeld, l'intention explicite d'écarter l'OTAN fut exprimée par le gouvernement américain. Cette décision contribua de manière décisive à « vider » politiquement l'invocation de l'article 5 :

Après l'invocation de l'article 5, on s'est retrouvé comme en 40, dans une drôle de guerre : l'article 5 a été déclenché et on n'a rien fait de concret par la suite. On a commencé à le voir très vite, fin septembre, dans une réunion du NAC au niveau des ministres des Affaires étrangères où c'était Wolfowitz qui était venu représenter les États-Unis [...]. C'était la réunion de la grande attente, on s'attendait à un moment historique, à une confirmation de la force du lien transatlantique. Tout était réuni pour un grand moment politique : on avait une résolution du Conseil de sécurité, l'ennemi Al Qaeda avait été identifié, les Talibans étaient responsables de la sanctuarisation de l'Afghanistan, une émotion puissante enveloppait tout ça. Et là Wolfowitz nous annonce : « On va faire ça tout seul » : en 4 minutes, toute l'excitation était retombée, ça a été la réunion la plus décevante à laquelle j'ai assisté à l'OTAN ! L'OTAN pourra

⁹ D. RUMSFELD, *Rumsfeld Pentagon's News Conference*, 18 octobre 2001, http://www.washingtonpost.com/wpsrv/nation/specials/attacked/transcripts/rumsfeld_text101801.html (consulté le 12 novembre 2017).

¹⁰ Les autorités américaines soulèvent alors le problème posé par la « guerre par comité » (« *war by committee* ») lors des opérations dans les Balkans. La « guerre par comité » fait référence à la lourdeur de la prise de décision diplomatico-militaire de l'OTAN.

entrer en jeu dans un deuxième ou troisième temps, mais on part tout seul : la mission détermine la coalition¹¹.

L'invocation de la clause de légitime défense collective se transforma en un acte déclaratif de solidarité envers les États-Unis. Non seulement la décision américaine priva l'OTAN de la possibilité d'opérationnaliser l'article 5 par une réponse armée, mais laissa l'invocation de cette clause dépourvue de toute mesure concrète :

À ce moment-là, on réalisait qu'on avait été piégé par notre propre jeu. On avait fait entrer le 11 septembre aux forceps dans les cadres de l'article 5, alors que ça collait difficilement et qu'on ne savait pas vraiment ce qu'on allait faire. [...] On ne pouvait plus aller en arrière. Autrement, cela aurait alors montré qu'on a activé l'article 5 trop vite, sans vraiment évaluer, et qu'on est capable de revenir sur une décision aussi importante que celle-ci. C'était difficilement concevable : vous imaginez... l'OTAN revenir sur la déclaration de son article 5. Il fallait assumer¹².

La question clef qui se posait alors fut celle de ce que pouvait recouvrir la déclaration de l'article 5. Il fallut donc imaginer une solution de rechange permettant de concrétiser cette décision historique, ce à quoi s'attela Nicholas Burns, alors représentant permanent des États-Unis auprès de l'OTAN :

Nick Burns, l'ambassadeur des États-Unis à l'OTAN, était alors vraiment gêné. Il était pris entre deux feux : d'un côté la vision de l'administration en place qui ne voulait pas lier l'OTAN aux opérations en Afghanistan et, de l'autre, le fait qu'on devait faire quelque chose de cet article 5. On ne pouvait pas le laisser inerte. Il a alors négocié avec l'administration américaine afin qu'elle donne quelques consignes à ce sujet. Un câble est parvenu à l'OTAN venant du Pentagone en proposant de « remplir » le déclenchement de l'article 5 par 8 mesures¹³.

Les 8 mesures auxquelles fait référence l'extrait d'entretien et censées combler le vide de l'invocation de l'article 5 témoignent effectivement d'un décalage assez frappant entre leur nature démonstrative et technique (protection d'infrastructures, accès à des ports, échanges de renseignements) et les significations hautement symboliques, offensives et réactives, prêtées à la clause de légitime défense collective de l'OTAN¹⁴. Une de ces mesures concernait ce qui allait précisément devenir Active Endeavour :

Le Conseil de l'Atlantique Nord a également convenu [...] [q]ue l'Alliance est prête à déployer des éléments de ses forces navales permanentes [« NATO Standing naval

¹¹ Entretien n° 18, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, mai 2015.

¹² Entretien n° 29, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, juin 2015.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Lord ROBERTSON, *Déclaration à la presse du Secrétaire général sur la décision du Conseil de l'Atlantique Nord concernant l'application de l'article 5 du Traité de Washington en conséquence des attaques perpétrées le 11 septembre contre les États-Unis*, 4 octobre 2001, <http://www.nato.int/docu/speech/2001/s011004c.html> (consulté le 12 décembre 2016).

forces – SNF »] en Méditerranée orientale pour assurer une présence de l'OTAN et montrer sa détermination¹⁵.

Le sens commun diplomatique laissait entendre l'article 5 comme un support légal à une décision souveraine de répondre par les armes à une agression. Cette clause trouva toutefois sa concrétisation dans une série de mesures démonstratives visant à contrer un ennemi qui n'existait pas. Celles-ci furent destinées à aider à la préparation d'« opérations contre le terrorisme », sans nécessités immédiates. Le terrorisme était alors compris comme un horizon lointain de menaces non définies, que ce soit dans leurs essences, leurs temporalités et leurs lieux de concrétisation. L'invocation de l'article 5 entra dans une logique du *au cas où*. La décision des 8 mesures représentait le moment où la cartographie politique des inimitiés de l'OTAN se dispersa en des contre-mesures techniques et logistiques. En cela, la lutte contre le terrorisme fut une catégorie pour le moins commode diplomatiquement. L'élasticité qu'elle offrait permettait d'envisager toutes formes d'initiatives à prendre pour prévenir les menaces probables et, par là, d'opérationnaliser avec imagination politique et un minimum de cohérence l'article 5.

OAE fut l'héritière de l'absence d'inimitié générée par l'invocation de l'article 5. La logique d'envoi des SNF en Méditerranée ne reposait pas sur la réaction contre une menace particulière. Le terrorisme international, ou plutôt le « luxe de tous les scénarios » qu'il sous-tendait combiné à des facilités matérielles de déploiement, permit de faire sens de la manœuvre maritime de l'OTAN :

Le 11 septembre donnait en quelque sorte le luxe de tous les scénarios. Ces attaques ayant fait voir que des attaques contre les alliés pouvaient être montées de manière complètement décentralisée, on pouvait faire le choix d'une réaction sur beaucoup d'espaces. De ce point de vue, le facteur matériel a aussi beaucoup joué. L'opération était facile à lancer : il n'y avait pas besoin de monter un état-major spécifique pour l'opération, les SNF étaient déjà présentes dans la zone et se déploient très rapidement sous un format très modeste. Par conséquent, ce n'était pas vraiment une décision coûteuse sur le plan politique. D'autant plus que l'Est de la Méditerranée est proche de l'Afghanistan, ce qui permettait de couvrir cette zone pour que les Américains puissent se concentrer sur l'invasion à venir du pays¹⁶.

À cet égard, il convient de noter que les positions diplomatiques à l'égard du (contre-)terrorisme n'était pas polarisées ou opposées mais plutôt fragmentées, ce qui souligne la commodité d'un tel label sécuritaire :

Bien sûr, les discussions autour de la manière dont il fallait faire sens de l'article 5 étaient intenses. Mais nous ne débattions pas de la nature du terrorisme et encore moins d'une définition commune. À l'OTAN, avec autant de sensibilités nationales sur le contre-terrorisme, cela aurait été impossible de s'accorder dessus [...], en particulier après le choc du 11 septembre. La question que se posaient les Alliés était : « Comment peut-on faire du contre-terrorisme dans le cadre de l'OTAN ? » C'était tout ce qui comptait à ce moment-là, peu importe ce que le terrorisme pouvait être. [...]

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Entretien n° 44, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, juillet 2015.

D'ailleurs, les huit mesures proposées par les États-Unis avaient été reçues de manière assez consensuelle. Il n'y avait pas eu d'opposition franche. C'était presque de la déception au regard de ce qu'allait recouvrir l'article 5. [...] Il s'agissait de mesures techniques et assez logistiques qui pouvaient à un moment donné bénéficier à des États membres sans avoir d'implications ou de contraintes collectives immédiates¹⁷.

Le déploiement des SNF dans l'Est de la Méditerranée fut officiellement nommé Opération Active Endeavour le 26 octobre 2001. Ce qui était laissé aux autorités diplomatiques et militaires à partir de la fin 2001 fut la gestion de cette tension entre l'activation d'un acte collectif, souverain et réactif de réponse en légitime défense et l'absence de menace réelle dans le bassin Méditerranéen.

Suspecter, traquer, contrôler : vers un appareillage de surveillance tous azimuts en Méditerranée

Luttes diplomatico-militaires entre légitime défense collective et opération de sécurité maritime

Alors qu'OAE s'étendit à partir de mars 2004 à toute la Méditerranée, le statut article 5 de la mission devint un objet de luttes entre les autorités diplomatiques et militaires de l'OTAN. Les contradictions entre l'esprit de la légitime défense collective et son usage réel déjà présentes lors de l'invocation de l'article 5 gagnèrent en importance dans le contexte de ces tensions. Ces conflits firent précisément le lit de la logique préemptive d'OAE et de la policierisation corollaire des forces maritimes de l'OTAN.

La mission première de l'OTAN était de traquer les trajectoires du trafic marchand afin de détecter et empêcher la conduite d'activités terroristes. L'optique était de protéger la circulation des flux maritimes de ces potentielles attaques, ou, plus indirectement, de prévenir l'usage de la mer dans la perspective d'actions armées sur le territoire même des États membres. Pour le SHAPE, cette orientation « ne correspondait pas au statut article 5 d'OAE. Le commandement militaire estimait que l'opération n'était pas une mission de légitime défense, qu'elle évoluait davantage vers une mission de sécurité maritime [*“maritime security operation”*] »¹⁸. C'est pourquoi le SHAPE recommandait au NAC de « changer le statut d'Active Endeavour en une mission non-article 5 »¹⁹.

Pour justifier cette position, le SHAPE mobilisait un triple argument. Le premier était d'estimer que les règles d'engagement (*rules of engagement* – ROE) étaient trop limitées. Conformément au droit de la mer, les forces navales de l'OTAN ne pouvaient aborder les navires suspectés d'activités terroristes en haute mer si et seulement si le pays duquel les bateaux bâtaient le pavillon donnait son autorisation²⁰.

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Entretien n° 91, Expert en sécurité maritime au Collège de Défense de l'OTAN, par téléphone, février 2017.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ UNITED NATIONS, *The Convention For The Suppression Of Unlawful Acts Against The Safety Of Maritime Navigation*, 1988 ; UNITED NATIONS, *United Nations Action to Counter Terrorism. International Legal Instrument*, 2005.

Par conséquent, le SHAPE estimait « qu'il y avait trop de contraste entre l'esprit de légitime défense d'OAE et ce qui était militairement faisable. Les ROE étaient trop faibles. On appelait [« *hailed* »] les navires et on demandait : « "Est-ce que vous avez des terroristes à bord ?!", c'était ça la logique d'Active Endeavour »²¹.

La différence entre le nombre de vaisseaux appelés et effectivement abordés était en effet significative : « Au 15 septembre 2005, quelque 69 000 navires ont été appelés et 95 abordés. »²² Alors commandant d'OAE, l'amiral Harry Ulrich expliquait aux représentants permanents durant une réunion du NAC : « Si des activités suspectes étaient identifiées, les chances d'arrêter le vaisseau étaient proche de zéro en raison de règles d'engagement trop restrictives. »²³

Le second argument concernait la participation des pays partenaires de l'OTAN à la mission. L'après-11 septembre fut marqué par un approfondissement des partenariats. Le terrorisme devenant l'« affaire de tous » en raison de sa dimension mondialisée et du caractère universel que recouvre le rejet de sa « barbarie », la diplomatie otanienne renforça et étendit son réseau de coopération avec les pays tiers. Le Dialogue méditerranéen (DM) et le Partenariat pour la paix (PPP) furent les plateformes privilégiées. Active Endeavour servit ainsi cet objectif, en particulier pour les États-Unis. Ils y voyaient un moyen « de se rapprocher des pays musulmans, apaiser leurs relations avec eux dans le cadre de leur guerre contre le terrorisme »²⁴. Dans le cadre du PPP, des bateaux russes et ukrainiens furent alloués à la mission. Des accords d'échange de renseignements furent parallèlement signés par le Maroc et Israël, membres du DM²⁵. Si le SHAPE et le MARCOM voyaient, en soi, la participation des partenaires d'un bon œil,

ces autorités militaires [...] la concevaient toutefois comme opposée au statut article 5 d'Active Endeavour. La légitime défense collective, c'est le cœur de l'Alliance, ce qui la soude fondamentalement. Associer des partenaires à l'exécution de l'article 5 n'était pas viable militairement. Les planificateurs militaires y voyaient un risque de dilution de la clause et l'érosion de la réputation de l'Alliance à tenir potentiellement ses promesses à agir militairement dans le cadre d'une vraie réponse d'ampleur à une attaque d'envergure²⁶.

²¹ Entretien n° 46, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, juillet 2015.

²² R. CESARETTI, « *Combating Terrorism in the Mediterranean* », *NATO Review*, 2006, http://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_21878.htm?selectedLocale=en (consulté le 8 avril 2018).

²³ R. OLSON, *North Atlantic Council readout – November 7, 2007*, câble n°07USNATO601_a, 2008, https://wikileaks.org/plusd/cables/07USNATO601_a.html (consulté le 17 octobre 2019).

²⁴ Entretien n° 93, Conseiller politique au MARCOM de l'OTAN pour Active Endeavour entre 2006 et 2010, par téléphone, mars 2017.

²⁵ NATO, *NATO and Morocco sign agreement on Operation Active Endeavour*, 22 octobre 2009, http://www.nato.int/cps/en/SID-9911E377-81250D32/natolive/news_58585.html ; OTAN, *Relations entre l'OTAN et Israël dans le cadre du Dialogue méditerranéen*, 10 octobre 2006, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_22130.htm?mode=pressrelease (consultés le 17 octobre 2019).

²⁶ Entretien n° 69, Militaire de la représentation permanente de la France auprès de l'OTAN, QG de l'OTAN, septembre 2015.

De surcroît, la participation des partenaires à OAE relevait davantage d'un symbole politique que du souci d'une augmentation de l'efficacité opérationnelle d'OAE. Le nombre de navires fournis par la Russie et l'Ukraine était réduit. Seul un bâtiment à la fois était mis à disposition, pour des délais de déploiement courts (de 7 à 28 jours du côté russe et de 18 à 63 du côté ukrainien entre 2006 et 2013). Les temps de préparation à la mission étaient supérieurs au temps effectif de déploiement. Dans le cas russe, par exemple, l'accord de principe d'une allocation de navire fut passé en décembre 2004. Le premier navire fut préparé au déploiement entre février et juin 2006. Il démarra la mission à la mi-septembre 2006, soit un peu moins de 2 ans après la signature d'accord, pour 7 jours de déploiement. S'ajoutaient à cela des obstacles réguliers à la coopération des partenaires. Suite à la crise russo-géorgienne d'août 2008, le déploiement d'un navire russe dut « être annulé alors que les équipes russes et de l'OTAN étaient en train d'y installer du matériel de communication »²⁷. Il en allait de même pour la coopération avec les pays du DM, sujette là aussi à des difficultés opérationnelles significatives. Comme nous l'expliquait un interlocuteur ayant anciennement opéré au MARCOM et critiquant « la contradiction entre la participation des partenaires et le statut article 5 d'OAE »²⁸, la « méfiance des pays musulmans à voir s'impliquer Israël dans Active Endeavour »²⁹ se couplait à des réticences et difficultés concrètes en matière d'échange d'informations :

L'Égypte ou le Maroc, bon ils ne donnaient pas de bateaux mais dans le cadre d'Active Endeavour, il y avait des visites chez eux. Là après, tout le monde poussait, est-ce que vous voulez plus de coopération ? Est-ce que vous voulez bien partager votre image maritime ? Quitte à ce qu'on leur offre des radars à mettre sur leurs plages, mais ce qui les gênait dans la mesure où des gens étaient impliqués dans toutes sortes de trafic. Donc là on a eu parfois des situations cocasses on avait des informations comme quoi, dans tel pays, le chef de la gendarmerie était lié à des trafics de drogue avec des bateaux de pêche. Et il était évident que le pays ne voulait pas partager toutes ces informations sur tous ces bateaux sortant des eaux territoriales. [...]

C'était, au mieux, mais sans trop d'espoir avec les plus pauvres, type Tunisie, même Maroc ou Égypte, essayer d'obtenir une contribution avec un navire dans Active Endeavour, et puis, sinon, pousser, mais sans beaucoup de succès, alors ça s'était plutôt américain, parce que les radars étaient fournis par les États-Unis, pousser à l'idée d'une image maritime de toute la Méditerranée avec une prise en compte sur cette image, évoluant en temps réel, de tous les bateaux d'un certain tonnage qui soient partagés avec tous. Sauf que les partenaires étaient rétifs, tout était stocké aux États-Unis. La base de données était aux États-Unis, et ça c'était une question qui revenait tout le temps et ça en inquiétait certains : « qui gardait la mémoire ? », « est-ce que ça pouvait être manipulé ? » Toutes sortes de peurs, peut-être irrationnelles, mais le fait que ce soit quand même au bout du compte arrimé à un appareil américain, ça en gênait certains³⁰.

²⁷ Entretien n° 93, Conseiller politique au MARCOM de l'OTAN pour Active Endeavour, par téléphone, mars 2017.

²⁸ Entretien n° 94, Conseiller politique au MARCOM de l'OTAN pour Active Endeavour, par téléphone, février 2018.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ *Ibid.*

Le troisième argument mobilisé par le SHAPE auprès du NAC relevait de la baisse croissante de ressources militaires allouées par les États membres à l'opération. En raison « du bas niveau de menace en Méditerranée, il n'y avait pas le besoin de financer le coût très élevé que représentait le déploiement durant des mois de navires de guerre »³¹. Dans ce contexte, le SHAPE fut contraint d'optimiser la balance coût-efficacité de la mission en l'orientant vers de la collecte de renseignement. Une « Nouvelle orientation opérationnelle » (« *New operational pattern* » – NOP) fut alors adoptée en 2004 : « L'accent a été mis sur la collecte et le traitement des informations permettant de cibler des navires d'intérêt spécifiques [« *vessels of interests* »]. »³² Depuis lors, les forces navales de l'OTAN ne stationnaient plus de manière permanente en mer, mais étaient utilisées sous un format de « Surge ». Les bâtiments alliés opéraient durant de courtes missions contre des navires cibles, sur la base d'une large quantité d'informations récoltées par un réseau de technologies de renseignement. À partir de 2004, OAE devint une « opération réseau-centrée » (« *network-based operation* »), destinée à réduire les coûts en augmentant la capacité à produire du renseignement sur les activités maritimes en Méditerranée. OAE fut donc transformée en une plateforme où la collecte de données nourrissait l'objectif du contrôle spatial maritime. Cette évolution contribua de manière décisive à ancrer la logique préemptive dans OAE. L'adaptation du SHAPE aux contraintes financières posées par les États membres ne calma pas toutefois pas les tensions diplomatico-militaires autour de l'usage de long terme de l'article 5 :

Active Endeavour a progressivement produit une ambiguïté autour de l'article 5 : il peut être utilisé sans fin [« *never-ending* »]. Nous avons mobilisé l'article 5 pour une mission permanente, alors qu'il est fait pour une décision ponctuelle de lancement d'une guerre. [...] Pendant un moment, on utilisait une belle expression ici au QG pour décrire cela : « le soleil couchant de l'article 5 » [« *the sunset article 5* »]. Cela signifiait à la fois que le déclenchement de l'article 5 renvoie à un quelque chose qu'on ne voit pas tous les jours, comme prendre le temps de regarder un beau coucher de soleil ; mais aussi, et surtout, au fait que l'invocation de l'article 5 est aussi lent qu'un coucher de soleil ! C'était précisément le talon d'Achilles d'Active Endeavour : il n'y avait pas de menace concrète qui justifiait le maintien de l'opération sous article 5. [...] De mon point de vue, on aurait dû séparer Active Endeavour de l'article 5 beaucoup plus tôt. Qu'est-ce que cela signifiait ? Que la déclaration de l'article 5 pourrait être permanente et activée de manière aussi indéterminée ? Ça n'a pas de sens³³.

Dans ce contexte, le SHAPE voyait une contradiction d'autant plus grande entre, d'un côté, la combinaison de ROE restrictives, l'inclusion des partenaires et l'adoption du format réseau-centré et, de l'autre, le statut en légitime défense d'OAE. Face à ces arguments, « le NAC décida en 2005 de conserver tout de même le statut article 5

³¹ Entretien n° 69, Militaire de la représentation permanente de la France auprès de l'OTAN, QG de l'OTAN, septembre 2015.

³² NATO, *Briefing: Combating terrorism at sea*, Bruxelles, NATO Public Diplomacy Division, 2006.

³³ Entretien n° 44, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, juillet 2015.

de l'opération »³⁴. La raison principale était que « la légitime défense collective fournissait une puissante base politique pour les États membres afin de justifier et d'étendre leur surveillance du bassin méditerranéen, ainsi qu'à continuer de collecter du renseignement et d'assurer un niveau suffisant de dissuasion contre les attaques terroristes »³⁵.

Après le 11 septembre, les stratégies maritimes de certains États membres, en particulier les États-Unis, furent, en effet, réorientées vers une collecte maximale et globale d'informations sur le trafic maritime. Établie en 2005, la Stratégie nationale de sécurité maritime des États-Unis met l'accent sur la nécessité d'empêcher l'utilisation des routes maritimes par les « réseaux criminels » et « terroristes transnationaux »³⁶. Cette orientation qui requérait « une connaissance accrue et une vue globale de tout ce qui était relié aux cargos des navires, à leur trajectoire, au personnel de bord. [...] Active Endeavour était une pièce importante de ce dispositif »³⁷.

De son côté, la Turquie utilisait aussi OAE pour augmenter la capacité informationnelle de la mission Black Sea Harmony, qu'elle coordonnait en mer Noire depuis 2004. L'objectif « étant de bénéficier d'une traque continue des vaisseaux circulant de la mer Noire à la Méditerranée (et vice-versa) »³⁸. Du point de vue de la diplomatie seule, les objectifs d'Active Endeavour en matière de récolte de renseignement n'étaient guère figés. Bien au contraire, le contre-terrorisme d'OAE fournissait l'opportunité de concilier sous une même catégorie des objectifs de politique étrangère variés. Un interlocuteur allait jusqu'à mobiliser la métaphore de la pêche. Chacun y trouvait son intérêt dans le fait de chercher tout ce qui pouvait être digne d'une attention sécuritaire :

Ça c'est une question à laquelle on ne peut pas répondre [celle de l'objectif du renseignement dans OAE] parce qu'il n'y a jamais de but. Ça c'est le principe du renseignement, c'est d'ailleurs le même principe que la pêche. Quand vous lancez votre filet, il ramasse toutes sortes de choses, des choses qui vous intéressent, si vous êtes pêcheur c'est du poisson et puis d'autres choses qui vous intéressent pas en tant que pêcheur mais qui vont intéresser d'autres personnes. Un géographe par exemple, vous raclez le fond, tiens ce type d'algue, de pierre ou ce type de débris, ou ce type de choses. Alors ensuite qu'est-ce que vous faites, vous jetez ce qui ne vous intéresse pas ou vous le gardez ? Évidemment, le but des États, pour avoir une image la plus complète possible, c'est d'avoir des données qui seront ensuite utilisées en fonction de leurs besoins. Peut-être que dans 2 ans ou 6 mois, tiens ce bateau-là qu'est-ce qu'il a fait toute son histoire ? Tiens, ce bateau-là avant d'être découvert appartenait à une

³⁴ *Ibid.*

³⁵ Entretien n° 57, Diplomate de la représentation permanente du Canada auprès de l'OTAN, QG de l'OTAN, août 2015.

³⁶ U.S. DEPARTMENT OF STATE, *The National Strategy for Maritime Security*, Washington D.C., 2005.

³⁷ Entretien n° 95, Conseiller politique au MARCOM de l'OTAN pour Active Endeavour, par téléphone, avril 2018.

³⁸ Entretien n° 75, Militaire de l'état-major militaire international de l'OTAN, QG de l'OTAN, septembre 2015 ; Y. UGUR, *Turkish Navy's MSA architecture & Interactions with Current Maritime security OPS – Speech*, 2010, http://www.marina.difesa.it/EN/events/rss_eng/eng_2010/sessions/Documents/1_turchia.pdf (consulté le 28 juin 2017).

société à un cousin germain du petit-fils de tel dirigeant, bah voyons qu'est-ce qu'il fait ce bateau. Et bah sinon ça va être pour le trafic de drogue, sinon ça va être pour une suspicion terroriste mais ce que vous voulez, c'est avoir les données, et les utiliser en fonction de vos besoins, mais on ne finalise pas avant. On essaie d'avoir le suivi avec tout ce qu'on a dans son filet. [...]. Il y a tous les trafics, et si les États veulent en profiter, ils en profitent comme ils veulent. Et si effectivement ça permet de dire « tiens, bah voilà, on a des *fast boats* qui viennent s'approvisionner », c'est toujours ce bateau qui bat pavillon euh... je sais pas... moldave qui est toujours en panne en Méditerranée centrale machin gnagnagna... Et ben... euh... Confirmons avec toutes sortes de données en remontant plus loin dans le temps et puis, si, effectivement, ça nous convainc que ce bateau-là il doit faire du trafic parce qu'il est responsable de rendez-vous en mer, et après que ce soit des prostitués, des cornes de rhinocéros, des cigarettes, enfin ou des migrants vous voyez, ça dépendra de l'intérêt de l'État³⁹.

Sur la base d'informations fournies par OAE, les autorités maritimes nationales (garde-côtes, inspecteurs portuaires) fouillaient et arrêtaient des navires suspectés d'actions illégales de diverses natures (transport de populations migrantes, trafic d'armes ou de cigarettes, etc.)⁴⁰. Du côté américain, l'usage des données de l'imagerie maritime mondiale n'était pas exclusivement militaire. Le département de la Sécurité intérieure mobilisait ces données pour anticiper les potentielles attaques sur le sol des États-Unis. Il s'agit d'ailleurs d'une des composantes clefs de la Stratégie nationale de sécurité maritime de 2005⁴¹. Du côté diplomatique, la clause de légitime défense collective suffisait à canaliser une surveillance tous azimuts. La vertu de l'article 5 provenait de sa contribution à l'effet dissuasif de la mission envers des actions terroristes pouvant se manifester en Méditerranée :

Le maintien d'OAE sous le régime de l'article 5 a été une grosse question, en particulier au regard du niveau de menace, qui se posait aussi : la menace était-elle toujours là ? Les Alliés estimaient que oui. [...] Il fallait maintenir l'article 5 car il y avait un sentiment que la menace était toujours présente, même indirectement. Bien sûr, la menace était moins grande qu'en 2001, mais les nations avaient le sentiment que le risque était encore présent. [...] Et puis, il faut voir une chose, si c'est moins risqué, c'est aussi parce que la mission a eu lieu et que son effet de dissuasion a joué, notamment grâce à la force de l'article 5. Ce n'est pas parce que la menace ne se manifeste pas qu'il n'y a pas de risque⁴².

³⁹ Entretien n° 94, Conseiller politique au MARCOM de l'OTAN pour Active Endeavour, par téléphone, février 2018.

⁴⁰ A. MINDERHOUD, *Maritime Security Regime*, Brief to MSR roundtable, 26 avril 2016, http://www.cjoscoe.org/infosite/wp-content/uploads/2016/05/20160426_MSR_2016_CDRe-Arian-Minderhoud.pdf ; OTAN, *L'OTAN met au jour un trafic d'immigrants*, 23 mars 2006, http://www.nato.int/cps/fr/SID-5227DDBB-B215B42B/natolive/news_22358.htm ; ALLIED MARITIME COMMAND, *OAE Contribution to Maritime Awareness in Mediterranean Sea*, 2016, slide 5 (consultés le 16 novembre 2017).

⁴¹ U.S. DEPARTMENT OF HOMELAND SECURITY, *National plan to achieve Maritime domain awareness for the National security strategy for Maritime security*, Washington D.C., 2005.

⁴² Entretien n° 46, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, juillet 2015. L'absence de tensions diplomatiques réelles sur le maintien de l'article 5 relevait également d'une tendance dans le corps diplomatique otanien à « éviter les sujets aux

Au début des années 2000, la pratique préemptive de la surveillance maritime à l'OTAN résultait ainsi de tensions entre acteurs diplomatiques et militaires. Ils avaient une vision différente de la manière dont de potentielles attaques terroristes devaient être prévenues en Méditerranée. D'un côté, les militaires demandaient l'officialisation d'OAE comme mission de sécurité maritime destinée à collecter de manière préemptive du renseignement. De l'autre, la diplomatie souhaitait maintenir le régime de l'article 5 de manière à fournir une base politique forte au dispositif de surveillance d'OAE.

Dissuasion potentielle et navire suspect : d'accord malgré tout

En dépit de ces tensions qui structuraient l'environnement diplomatico-militaire, Active Endeavour continua ses activités. Elle devint graduellement un important appareil de surveillance en Méditerranée, en particulier après la réorientation opérationnelle de 2004. Le contre-terrorisme joua un rôle clef dans la résolution de cet apparent paradoxe. L'élasticité de cette catégorie donna la possibilité aux corps diplomatiques et militaires de construire une entente minimale autour de la mission en envisageant une variété de dangers à prévenir. D'autant que le contre-terrorisme servait déjà, comme on l'a vu plus haut, à maintenir les perspectives diplomatiques éclatées de manière un minimum unifiée autour de la conduite de la mission. Questionné sur les premières années d'Active Endeavour, un interlocuteur nous répondait :

Nous cherchons tout ce qui a un lien avec le terrorisme, comme les cargos suspects. L'objectif est d'empêcher que les terroristes ne se servent de la Méditerranée pour circuler ou conduire des attaques. Cela va des aspects les plus simples aux plus compliqués. Un cargo peut être utilisé pour une attaque, comme cible mais aussi pour transporter des terroristes. Je ne suis pas sûr que l'on peut donner une réponse précise à votre question. Il pourrait s'agir d'attaques ponctuelles qui seraient sur le point de se réaliser, d'armes, d'outils, de munitions, ou, de notre côté, d'obtenir des informations qui permettraient d'éviter une possible attaque⁴³.

Cet accord diplomatico-militaire minimal favorisé par la sémantique du contre-terrorisme se fondait sur deux éléments. Le premier concerne la ressource institutionnelle mobilisée par le SHAPE dans sa lutte pour la levée du statut article 5 d'OAE. Il s'agissait du Concept militaire de défense contre le terrorisme (Military concept for defence against terrorism – MC-472), adopté lors du sommet de Prague de novembre 2002 : « Le SHAPE proposait plus particulièrement de placer OAE sous le MC-472, de manière à fonder l'opération sur une base stratégique plus pertinente

conséquences potentiellement trop importantes. Quand on ouvre ce type de débat, on ne sait pas où ça s'arrête. C'est comme la question de la modification du traité de 1949 » (Entretien n° 90, Conseiller politique au MARCOM de l'OTAN pour Active Endeavour, par téléphone, mars 2016). Ceci se couplait au fait qu'il était, en soi, difficilement concevable politiquement de continuer une opération en admettant que l'article 5 n'était plus pertinent. Une telle décision aurait tendance « à introduire des degrés dans son application concrète, ce qui amènerait à admettre une dimension relative de l'article 5 » (Entretien n° 44, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, juillet 2015).

⁴³ Entretien n° 46, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, juillet 2015.

au regard de l'évolution de l'opération. »⁴⁴ Le MC-472 est un document posant les bases de la contribution militaire de l'OTAN à la lutte contre le terrorisme. Il constitue l'un des premiers textes militaires négociés et agréés au sein de l'Alliance portant sur le sujet. Le MC-472 est effectivement très différent de la logique de l'article 5. Il résume les objectifs stratégiques de long terme pour l'OTAN dans la lutte contre le terrorisme. Le document fait état d'objectifs de collaboration technique, tels que la protection de force, le partage de renseignements, l'assistance aérienne et maritime et l'interopérabilité⁴⁵.

Le MC-472 fut en lien direct avec la réaction de l'OTAN au lendemain du 11 septembre 2001, car il participait du creux identifié dans la partie précédente de la position post-11 septembre de l'OTAN. Le MC-472 visait à donner une certaine visibilité au rôle de l'OTAN dans la lutte contre le terrorisme en dépit d'une absence de mesures concrètes et opérationnelles prises au lendemain de l'activation de l'article 5. Le document faisait écho au dilemme plus général auquel fit face la diplomatie otanienne au moment du sommet de Prague. Un de nos interlocuteurs ayant fait une longue carrière à l'OTAN le résumait crûment :

JP – Vous étiez déjà à l'OTAN au moment du 11 septembre et vous avez vu son évolution depuis. Comment vous voyez l'activité de l'OTAN sur le contre-terrorisme après le 11 septembre et Prague ?

ENQ – [*En s'esclaffant*] On fait semblant ! [*We do fake!*] On le fait mais nous n'y croyons pas ! [...] Même après le 9/11, personne n'avait d'illusion sur une potentielle implication de l'OTAN dans le contre-terrorisme. On savait que l'OTAN ne serait pas en première ligne. Le déclenchement de l'article 5 était un besoin politique et psychologique. On était pleinement conscient à cette époque que l'OTAN n'avait pas les capacités politiques et technologiques d'avoir des missions du type de celles que les États-Unis menaient dans un cadre contre-terroriste. [...] En ce qui concerne Prague, quasiment plus d'un an nous séparait du déclenchement de l'article 5 et de toutes les déclarations politiques qui ont suivi le 11 septembre sans que l'on n'ait rien fait. Il fallait donc bien faire quelque chose de plus officiel arrivé à Prague, adopter des documents, dont ce concept de défense contre le terrorisme. Donc, en fait, on va à des sommets, on adopte des mesures [...] mais sans que ça n'ait une portée effective réelle. [...] On doit affirmer notre pertinence et intégrer des mesures pour la maintenir, mais en pratique, l'OTAN n'est pas adaptée à cette mission. On devait dire quelque chose, c'était un impératif politique⁴⁶.

Le MC-472 fut lié à l'ambivalence de la réaction de l'OTAN au lendemain du 11 septembre 2001. Dans cette perspective, son lien avec OAE était étroit. L'opération servit de point d'appui à la rédaction d'une partie du document. OAE est explicitement citée :

Le Conseil de l'Atlantique Nord a décidé que, au cas par cas, l'Alliance pourrait fournir ses appareils et ses capacités pour soutenir des opérations de défense contre le terrorisme [...] dans [...] des coalitions impliquant les Alliés. [...]. Dans ce contexte,

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ NATO, *NATO's military concept for defence against terrorism – MC-472*, 2002.

⁴⁶ Entretien n° 26, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, juin 2015.

les options de soutien de l'OTAN pourraient inclure : [...] Des déploiements de force en soutien à des efforts de coalition élargis. Un exemple de cette initiative fut le déploiement des forces maritimes de l'OTAN dans l'Est de la Méditerranée⁴⁷.

Le MC-472 cristallisait une ambivalence, voire une contradiction dans la posture officielle de l'OTAN, qui résultait des difficultés à donner consistance à la lutte contre le terrorisme suite au déclenchement de l'article 5. Le texte invoque OAE comme un simple effort militaire alors même que cette mission était sous statut article 5. Le SHAPE s'engouffra dans la brèche de cette contradiction en faisant la promotion du MC-472 comme base d'encadrement pour OAE. Le document en question présente des termes estimés plus adaptés militairement à cette mission. Elle répondait de plus en plus à des objectifs de surveillance de moyen et long terme, en particulier après la transformation réseau-centrique induite par le NOP de 2004 et l'importance que cette évolution accordait au contrôle de la trajectoire des navires marchands. La mobilisation du MC-472 par les autorités du SHAPE comme ressource à faire valoir auprès des acteurs diplomatiques pour la séparation entre OAE et l'article 5 recouvre aussi, et paradoxalement, une forme d'arrangement entre les deux ensembles d'acteurs.

Le MC-472 faisait valoir la nécessité de diverses formes de coopérations techniques pour parer à une menace qui ne disait pas son nom après 2001 à l'OTAN. La mobilisation de ce texte comme ressource institutionnelle par le SHAPE procédait d'une logique d'extension du domaine d'activité d'OAE qui s'adossa alors à celle en place sur le plan diplomatique. La conception militaire de la mission en Méditerranée comme un élément de soutien technique sans durée déterminée favorisait l'ouverture à un espace des possibles lui-même indéterminé en termes de pratiques sécuritaires. À travers l'article 5, le contre-terrorisme d'OAE signifiait pour les acteurs diplomatiques une réaction collective forte et durable face à cet ennemi de l'humanité (*hostis humani generis*) de l'après-11 septembre 2001. À travers le MC-472, le label contre-terrorisme signifiait des mesures techniques de long terme. Dans le cas d'OAE, le texte pouvait servir de base réglementaire *acceptable militairement* pour encadrer une mission de sécurité maritime. Dans les deux cas, le contre-terrorisme fonctionnait comme un attrape-tout qui synthétisait l'idée d'une mission de surveillance ouverte dans sa mise en place et son évolution.

Le second élément ayant favorisé un accord diplomatico-militaire de surface fut le mode d'évaluation de l'efficacité et des résultats d'OAE. Il consistait principalement en le fait de comptabiliser le nombre de bateaux appelés ou abordés par les vaisseaux de l'OTAN. Le succès de la lutte de l'OTAN contre le terrorisme dans la Méditerranée ne s'évaluait pas en termes de nombre d'attaques terroristes prévenues ou empêchées, mais en quantité de bateaux approchés par les forces alliées. Entre février 2003 et novembre 2007, les chiffres suivants furent enregistrés par l'OTAN⁴⁸ :

⁴⁷ NATO, *NATO's military concept for defence against terrorism – MC-472*, 2002.

⁴⁸ Nous noterons à nouveau le différentiel entre le nombre de navires interpellés et abordés, qui fait alors l'objet d'un traitement plus consensuel parmi les acteurs diplomatico-militaires.

Au 4 février 2003, « plus de 24 000 navires marchands ont déjà été contrôlés »⁴⁹.

Au 24 avril 2003, « depuis le début des opérations, quelque 30 000 navires marchands ont été contrôlés »⁵⁰.

« Au 15 septembre 2005, 69 000 bateaux ont été interpellés [« *hailed* »] et 95 abordés. »⁵¹

« Au 13 juillet 2006, 81 000 bateaux ont été interpellés [« *hailed* »] et 102 abordés. »⁵²

« Au 15 décembre 2006 : des navires de l'OTAN effectuent des patrouilles en Méditerranée ; ils ont contrôlé jusqu'à présent quelque 83 000 navires. »⁵³

« Novembre 2007 :

Bateaux interpellés [« *hailed* »] : 88 590

Bateaux abordés : 125

Bateaux escortés : 488. »⁵⁴

Ces chiffres, qui n'indiquaient pas la présence avérée d'activités terroristes en Méditerranée, n'étaient pas interprétés comme la preuve de l'inutilité de la mission. Les données collectées constituaient, pour le SHAPE et le NAC, la preuve de l'impact dissuasif d'OAE :

Les statistiques sont importantes. Les gens aiment les statistiques, c'est un des outils qui permet de prouver ce que l'on fait et, surtout, que l'on fait quelque chose. Il ne serait pas correct de dire que la seule action d'OAE consiste à interpellier [« *hail* »] les bateaux. Le plus important est que les autres vaisseaux sachent qu'ils peuvent être appelés ou abordés. Même les interpellations verbales [« *hailings* »] des navires sont importantes, parce qu'elles sont dissuasives en elles-mêmes. Elles sont un symbole de dissuasion. On peut interpréter ces statistiques de manière positive ou négative, mais elles restent des chiffres importants qui peuvent indiquer ce que nous faisons concrètement⁵⁵.

L'invention d'un horizon de risques fut la base diplomatique-militaire commune qui servit à justifier le rôle dissuasif et préventif d'OAE. Cette réduction des divergences entre le NAC et le SHAPE par les flous sémantiques rendait précisément possible la structuration de la logique préemptive :

⁴⁹ OTAN, *L'OTAN escortera les navires dans le Déroit de Gibraltar*, 4 février 2003, http://www.nato.int/cps/fr/SID-9C6E4003-DC02EB82/natolive/news_19928.htm (consulté le 6 juin 2018).

⁵⁰ OTAN, *Des bâtiments de l'OTAN procèdent à des arraisonnements en Méditerranée*, 24 avril 2003, http://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_20044.htm?selectedLocale=fr (consulté le 6 juin 2018).

⁵¹ R. CESARETTI, *op. cit.*

⁵² NATO PUBLIC DIPLOMACY DIVISION, *NATO Briefing: Combating terrorism at sea*, Bruxelles, 2006, p. 4.

⁵³ OTAN, *Cinquième anniversaire de l'opération OTAN de lutte contre le terrorisme en Méditerranée*, 15 décembre 2006, <http://www.nato.int/docu/update/2006/12-december/index-f.htm> (consulté le 6 juin 2018).

⁵⁴ NATO PUBLIC DIPLOMACY DIVISION, *NATO – Defence against terrorism 2/6*, 2008, <https://www.youtube.com/watch?v=yXRICC573MU> (consulté le 2 février 2016).

⁵⁵ Entretien n° 46, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, juillet 2015.

Dans le fond, il faut bien s'avouer une chose : les planificateurs du SHAPE, pas plus que les représentants au NAC ne savaient ce qu'on combattait en Méditerranée. Le plus ironique dans cette histoire, c'est que ça mettait tout le monde d'accord : on cherchait à prévenir toute forme d'attaque que l'on entendait au travers de l'article 5 ou non⁵⁶.

La stabilisation des échanges diplomatico-militaires montre la manière dont s'est peu à peu connectée la rationalité de guerre et de surveillance au sein d'Active Endeavour. La dissonance que voyait le SHAPE entre l'évolution de la mission et son statut de légitime défense s'exprimait, au fond, par la demande d'un choix politique à faire entre l'orientation d'OAE vers un « droit de glaive »⁵⁷, au cœur du sens militaire originel de l'article 5, ou vers un « laisser vivre »⁵⁸, qui, supposant de concentrer l'action sur la protection des circulations maritimes, appelait à placer la mission non plus sous le couvert de la légitime défense, mais sous celui du MC-472. C'est donc un aménagement policierisé de l'axe surveillance-violence qui se jouait. Les frictions entre le SHAPE et les autorités diplomatiques de l'OTAN trouvèrent un terrain d'entente par la production d'une opération de surveillance et de contrôle de long terme, sans pour autant que l'option de l'usage de la force contre des entités civiles potentiellement menaçantes en Méditerranée ne soit complètement exclu. Une tendance qui, bien au contraire, se solidifia dans l'évolution progressive d'OAE.

« L'œil de Dieu » : normalisation militaire d'une action en article 5 et externalisation des ressources institutionnelles

Militariser des instruments civils de navigation

Face à la décision politique de maintenir OAE sous régime article 5, les militaires du SHAPE firent leur cet état de fait diplomatique après 2005. La clause de légitime défense ne fut plus vécue comme un contresens stratégique, mais comme un moyen pour les planificateurs de faire valoir l'importance des forces maritimes dans la lutte contre le terrorisme : « La raison pour laquelle Active Endeavour a été reliée si longtemps à la clause de légitime défense est que certains militaires voulaient la conserver pour justement montrer aux politiques que [...] les forces maritimes avaient également une place à jouer dans la lutte contre le terrorisme. »⁵⁹

Soumis à la décision politique du maintien de la mission sous article 5, les autorités militaires pivotèrent, après 2005, vers des justifications déjà en place sur le plan politique. Le niveau d'informations recueillies sur le trafic en Méditerranée et son appareillage de surveillance technomilitaire donnait du corps au statut article 5 d'OAE. Ce réalignement diplomatico-militaire marqua une transformation de la configuration d'OAE. Les échanges entre ces deux types d'acteurs entrèrent dans un

⁵⁶ Entretien n° 44, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, juillet 2015.

⁵⁷ M. FOUCAULT, *Il faut défendre la société, Cours au Collège de France (1975-1976)*, Paris, Gallimard/Seuil, 1997, p. 214.

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ Entretien n° 91, Expert en sécurité maritime au Collège de défense de Rome, par téléphone, février 2017.

compromis artificiel mais productif autour de la posture en légitime défense collective d'OAE. L'accord désormais stabilisé sur la signification de ce statut (importance de la surveillance maritime = valeur de l'article 5 (et vice-versa) assurait une montée aux extrêmes de la valeur accordée aux dispositifs quantitatifs de surveillance des flux maritimes en Méditerranée.

La légitimation militaire d'OAE prit appui sur la mise en place d'une première porosité configurationnelle, qui vit s'impliquer un autre type d'acteur au sein de la mission. Le contre-terrorisme permit aux militaires de situer partiellement la production de leurs ressources hors OTAN et hors milieu militaire, à savoir dans le secteur de la navigation civile.

Le NOP marqua l'avènement de l'usage d'une notion qui devint le cœur du cadrage militaire d'OAE : la « situation maritime reconnue » (« *recognized maritime picture* » – RMP). La RMP est

une image composite, sur une certaine durée, de l'activité dans une zone maritime d'intérêt [« *maritime area of interest* »]. Une RMP requiert la contribution de beaucoup de sources de données pour déterminer la localisation, l'identité et l'activité de cibles d'intérêt [« *targets of interest* »], de manière à fournir les informations suffisantes aux décideurs⁶⁰.

Pour élaborer l'image maritime la plus complète possible, le SHAPE et le MARCOM militarisèrent une série de données de navigation civile extraites du Système d'identification automatique (Automated identification system – AIS). Les données AIS relèvent d'informations générales sur le trafic maritime marchand et, plus particulièrement, sur la nature des navires en circulation (vitesse, position physique, taille, port de départ et de destination, numéro d'identification, etc.). À l'origine, les données AIS servaient de système de localisation partagé entre bâtiments marchands destiné à éviter les collisions en mer. L'utilisation sécuritaire de ces données est en lien avec la réorientation opérationnelle d'OAE à partir de 2004⁶¹.

Alors commandant en chef des forces navales américaines en Europe et des forces navales de l'OTAN, l'amiral Harry Ulrich s'adressa au département américain des Transports afin que ce dernier mette au point un moyen permettant d'assurer une cartographie la plus large et détaillée possible du trafic maritime international. L'optique fut d'optimiser la RMP de la marine américaine et celle des opérations navales de l'OTAN, ce qui concernait alors Active Endeavour⁶². Le Centre Volpe

⁶⁰ S. DORÉ, C. HELLEUR et C.-H. VAN FONG, *Scenario-Based Assessment of Sensors for the Canadian Recognized Maritime Picture*, Paper Presented at the 7th International Command and Control Research and Technology Symposium, Quebec City, 2002, p. 2.

⁶¹ Cette récupération sécuritaire des données AIS est notamment facilitée par le fait que l'Organisation maritime internationale, une agence de l'ONU, décida durant la Conférence diplomatique sur la sécurité maritime de décembre 2002 de rendre obligatoire le port de capteurs AIS pour les navires de plus 300 tonnes.

⁶² VOLPE CENTER, *Volpe's Award-Winning Maritime Safety and Security Information System (MSSIS)*, 9 octobre 2013, <https://www.youtube.com/watch?v=Suc4HgXrcgA> (consulté le 6 juin 2016) ; T. BARNETT, *Great Powers: America and the World after Bush*, New York, G.P. Putnam's Sons, 2009, p. 345-347.

(le Centre national du système de transport), intégré au département des Transports, se chargea du projet. Le Volpe ne se prévaut pas d'une mission sécuritaire au sens policier ou militaire du terme. Il ne prétend pas non plus faire le travail d'une agence de renseignement. Il n'est d'ailleurs pas non plus exclusivement relié à l'activité maritime. Son existence vise à faciliter le transport civil américain sur le plan technologique. Existant depuis une quarantaine d'années, il a pour mission officielle d'« améliorer le système de transport national en anticipant les enjeux émergents et en produisant des innovations techniques, opérationnelles et institutionnelles »⁶³. Pour autant, le Volpe accoucha en 2005 d'un projet à portée sécuritaire sur lequel OAE se fonda de plus en plus, et dont l'objectif fut précisément de produire un régime de visibilité détaillée du trafic international en mer. Le Système d'information de sûreté et de sécurité maritime (Maritime safety and security information system – MSSIS) fonctionne précisément sur les données AIS :

Maintenir une connaissance du domaine maritime précise et en temps réel constituait un dilemme à la marine des États-Unis [« *US Navy* »] depuis plusieurs années. Avant de mettre en place les technologies MSSIS et AIS, la marine américaine avait une connaissance très limitée des côtes du pays ainsi que du nombre et des destinations des bateaux traversant les eaux internationales et territoriales des États-Unis. Cependant, le Volpe est parvenu à surpasser ces obstacles. En travaillant étroitement avec l'OTAN et la marine américaine, le Volpe a rapidement construit et déployé le réseau MSSIS, fournissant ainsi aux usagers des informations en temps réel sur les mouvements de vaisseaux à l'échelle globale⁶⁴.

Dans sa mécanique concrète, le MSSIS se définit comme

un réseau de collecte et de distribution de données partagé gratuitement, non classifié et en temps presque réel. Ses pays membres partagent des données du Système d'identification automatique (AIS). L'objectif du MSSIS est de promouvoir la collaboration multilatérale et le partage de données parmi les participants internationaux, avec pour but premier d'accroître la sécurité et la sûreté maritime⁶⁵.

Le MSSIS est un réseau auquel des gouvernements peuvent souscrire et contribuer afin d'exploiter les données AIS dans le cadre de leurs politiques de sécurité maritime. Le réseau est basé sur des capteurs installés sur les côtes, navires et aéronefs des États membres. Les données recueillies sont ensuite fusionnées dans une image commune, centralisée au MARCOM, qui indique en temps réel la position et l'identité des vaisseaux détectés. L'utilisation de ces informations dans le contre-terrorisme d'OAE relevait d'une transformation de sens, menée de concert par Ulrich, en tant que double commandant des forces maritimes américaines et otaniennes, et le Volpe. Ce tour de force symbolique rendit ainsi possible la reconfiguration de l'utilité au départ prêtée aux données AIS. La logique de fond de la militarisation de ces informations

⁶³ VOLPE CENTER, *Our Mission and Values*, <https://www.volpe.dot.gov/about-us/our-mission-and-values> (consulté le 9 avril 2016).

⁶⁴ VOLPE CENTER, *Maritime Safety and Security Information System (MSSIS)*, 2015, <https://www.volpe.dot.gov/infrastructure-systems-and-technology/situational-awareness-and-logistics/maritime-safety-and>.

⁶⁵ VOLPE CENTER, *M.S.S.I.S.*, <https://mssis.volpe.dot.gov/Main> (consulté le 9 avril 2016).

est rattachée à la solidification du schéma préemptif d'OAE. Le recours élargi à des « sources ouvertes » (« *open source* »), extérieures aux institutions de sécurité elles-mêmes et aux processus internes de production de données classifiées, devient l'une des solutions pour acquérir toujours plus de données de manière à toujours mieux prévoir les risques⁶⁶. Les multipositionnements du Centre Volpe et des autorités militaires de l'OTAN dans l'espace sécuritaire d'OAE et celui de la navigation civile furent la condition d'élaboration de l'« œil de Dieu dont les forces de l'OTAN ont besoin »⁶⁷ : « Du fait de l'usage du système MSSIS, l'OTAN a une image bien plus claire du trafic maritime en Méditerranée. En novembre 2005, seuls 300 navires environ étaient traqués ; ce chiffre a augmenté jusqu'à 10 000 aujourd'hui. »⁶⁸

Les explications données par l'amiral Ulrich quant à la sollicitation du Volpe témoignent de la manière dont l'usage du principe de précaution a généré ce glissement. L'enjeu de sécurité maritime post-11 septembre est la localisation géographique mondialisée des mobilités en mer :

En 2005, j'ai été assigné à Naples, en Italie [au centre de Commandement maritime de l'OTAN]. J'avais alors deux responsabilités : la première était celle de commandant des forces navales des États-Unis en Europe et en Afrique ; et la seconde était celle de commandant des forces navales de l'OTAN [...]. Nous n'avions jamais eu une idée précise d'où se trouvaient les bateaux, d'où ils venaient, ce qu'ils transportaient, où ils allaient... Et, dans un monde post-11 septembre 2001, ces navires [...], qui venaient dans nos ports, très proches de nos centres-villes, qui passaient en dessous de nos ponts, au-dessus de nos tunnels, nous préoccupaient car nous n'avons jamais eu une idée claire de ce qu'ils étaient, ce qu'ils transportaient, et des risques que l'on encourait⁶⁹.

Matérialisée par le développement de collaborations entre le MARCOM et le Centre Volpe, la porosité configurationnelle entourant l'usage des données AIS montre que la logique réseau-centrée d'OAE prenait sa source dans le déplacement d'un discours sur le transport maritime à celui de la sécurité militaire. Jouant sur l'argument préemptif que recouvre le contre-terrorisme, le MARCOM tissa des liens interinstitutionnels novateurs avec un acteur civil, ce qui permit précisément

⁶⁶ R. KITCHIN, *The Data Revolution: Big Data, Open Data, Data Infrastructures & Their Consequences*, Londres, Sage, 2014 ; D. TROTTIER, « Open source intelligence, social media and law enforcement: Visions, constraints and critiques », *European Journal of Cultural Studies*, 18/4-5, 2015, p. 530-547 ; C. ELDRIGE, C. HOBBS et M. MORAN, « Fusing algorithms and analysts: open-source intelligence in the age of "Big Data" », *Intelligence and National Security*, 33/3, 2018, p. 391-406.

⁶⁷ NATO REVIEW, *The God's Eye View: Operation Active Endeavour*, 2010, <https://www.youtube.com/watch?v=bJLZAMZzrkA> (consulté le 22 novembre 2017).

⁶⁸ NATO PARLIAMENTARY ASSEMBLY, *158 DSC 08 E BIS – NATO Operations: Current Priorities and Lessons Learned*, 2008, § 102-103.

⁶⁹ H. ULRICH, cité dans VOLPE CENTER, *Volpe's Award-Winning Maritime Safety and Security Information System (MSSIS)*, *op. cit.*

de tirer militairement profit d'une technologie à la base éloignée des considérations sécuritaires⁷⁰.

Surveillance par les « modèles de vie » : suspicion et policierisation

La logique sécuritaire de fond qui faisait fonctionner cette coagulation d'acteurs était la suspicion. Le MSSIS servait à la production de « modèles de vie » (« *patterns of life* »). Les navires devenaient suspects dès lors que leur trajectoire déviait du modèle normal de circulation en Méditerranée, tel qu'élaboré par les marines de l'OTAN, sur la base des données AIS⁷¹. Une fois que le statut suspect du bateau était établi, la décision d'aborder pouvait être prise :

Le but de l'utilisation des données AIS était de traquer les trajectoires des navires en Méditerranée. Par exemple, 8 bateaux paraissent au départ suspects. Vous regardez si ce bateau ne sait pas bien où il va, ou si, finalement, il manifeste une trajectoire vraiment suspecte et non conforme aux données AIS qu'on a. À partir du moment où vous localisez ces mouvements suspects, vous les suivez et, au bout de 3 jours par exemple, vous pouvez éliminer ce qui est suspect de ce qui ne l'est pas, par exemple un bateau qui a dévié de sa trajectoire par accident. Un navire qui s'écarte durablement de sa ligne de destination est un des indices, par exemple. Si ça rentre dans l'ordre, alors c'est OK. Vous vous dites, il ne m'en reste plus que 7 qui me posent problème. Pourquoi celui-là est arrivé en Libye ? Ah OK, il y avait eu du changement, c'est confirmé, il ne m'en reste plus que 6, etc.⁷²

La pratique élargie de la suspicion caractérisant OAE constituait ainsi une opportunité diplomatique pour les États membres d'accroître l'accès de leurs services

⁷⁰ On notera au passage que ce processus a permis également aux instances militaires de jouer davantage sur les partenariats en faisant finalement valoir l'importance de l'apport, même minimal, de ces contributions : « L'implication des nations partenaires aux efforts de l'OTAN dans l'anti-terrorisme contribue toujours plus à dissuader les intentions terroristes. Cela améliore également la connaissance situationnelle mutuelle, qui est un outil vital pour combattre les menaces maritimes non traditionnelles comme celle du terrorisme » (M. GEMIGNANI, cité dans ALLIED COMMAND OPERATIONS, *NATO and Georgia Sign Agreement on Operation Active Endeavour*, 28 avril 2010, <http://www.atlanticcouncil.org/blogs/natosource/nato-and-georgia-sign-agreement-on-operation-active-endeavour>). Cartographe la Méditerranée nourrissait l'idée minimaliste d'un succès stratégique où la contribution matérielle en elle-même suffisait pour crédibiliser à la fois ces participations mais aussi la lutte contre le terrorisme menée au sein d'OAE. En bref, contribuer, même *a minima* et indépendamment de la qualité ou la temporalité de la mise en œuvre des moyens, reviendrait automatiquement à améliorer la visibilité militaire sur l'espace méditerranéen. Les pratiques d'intégration du SHAPE et du MARCOM dans l'intégration des partenaires à OAE se faisaient la courroie d'interprétation minimaliste (« participer c'est assurer le succès de la mission ») d'un environnement politique qui définissait OAE comme une plateforme de coopération nécessairement étendue contre une menace transnationale et imprévisible dans ses manifestations.

⁷¹ A. LOVIK, *MARCOM NATO Shipping Centre*, 2013, <https://www.norclub.no/assets/ArticleFiles/Bergen-Maritime-Security-Seminar-Anders-Loevik.pdf> (consulté le 17 avril 2018) ; A. MINDERHOUD, *op. cit.*

⁷² Entretien n° 90, Conseiller politique au MARCOM de l'OTAN pour Active Endeavour, par téléphone, mars 2016.

de sécurité nationaux à un vaste ensemble de données. La suspicion et son appareillage technologique étaient la science motrice de l'hétéronomie configurationnelle d'OAE et de sa logique préemptive. La potentialité du terrorisme constituait une fiction derrière laquelle une surveillance étendue et une variété d'activités sécuritaires furent rendues possibles :

Le contre-terrorisme était la justification initiale, une catégorie politique que l'on utilisait pour justifier l'opération. Mais progressivement, nous avons ouvert Active Endeavour à la détection de marchandises illégales et à toutes sortes de trafics plutôt que de la laisser se concentrer sur la recherche exclusive de terroristes. L'idée c'était : est-ce que ce bateau paraît mystérieux ? Alors contrôlons-le⁷³ !

Entre 2005 et 2010, OAE fournissait des informations aux

garde-côtes nationaux ou à d'autres services de sécurité intérieurs qui contrôlaient les navires et parfois arrêtaient les équipages suspectés de trafic d'armes, de drogues, de cigarettes ou de transporter clandestinement des migrants. Le terrorisme était une justification globale qui offrait une opportunité aux États membres pour accroître leur sécurité à la frontière de la Méditerranée sur de multiples problèmes⁷⁴.

Active Endeavour participait ainsi du brouillage des distinctions entre sécurité interne et externe en générant de manière préemptive et militaire des données sur les eaux internationales qui étaient utilisées par des agences policières. Ce processus de « dé-différenciation entre sécurité intérieure et extérieure »⁷⁵ faisant l'utilité même d'OAE pour les services internes des États membres était rendu possible par la construction d'un continuum de menaces au sein des instances militaires de l'OTAN. La potentialité du terrorisme était liée à d'autres types de risques. En mars 2006, les garde-côtes grecs arrêtaient un navire transportant clandestinement 126 personnes migrantes. Le vice-amiral Roberto Cesaretti, commandant d'OAE à cette époque, déclara que cela envoyait « un message clair aux terroristes dans la région : nous sommes à votre recherche... et vous n'aurez nulle part où vous cacher »⁷⁶.

La fabrication technologique nébuleuse du (contre-)terrorisme constituait un processus central dans la production d'un commun accord parmi les acteurs diplomatico-militaires de l'OTAN. Plus le contre-terrorisme recouvrait une vague définition, des significations plurielles et justifiait le développement de la capacité de renseignement militaire de l'OTAN et son utilisation par les agences nationales, plus l'article 5 étendait son pouvoir dissuasif contre de potentielles attaques :

⁷³ Entretien n° 46, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, juillet 2015.

⁷⁴ Entretien n° 91, Expert en sécurité maritime au Collège de défense de Rome, par téléphone, février 2017 ; DEPARTMENT OF HOMELAND SECURITY, *op. cit.*

⁷⁵ D. BIGO, « La mondialisation de l'(in)sécurité ? Réflexions sur le champ des professionnels de la gestion des inquiétudes et analytique de la transnationalisation des processus d'(in)sécurisation », *op. cit.* ; « Internal and External Aspects of Security », *European Security*, 15/4, 2006, p. 385-404.

⁷⁶ OTAN, *L'OTAN met au jour un trafic d'immigrants*, 23 mars 2006, http://www.nato.int/cps/fr/SID-5227DDBB-B215B42B/natolive/news_22358.htm (consulté le 18 février 2017).

JP – Finalement, est-ce qu'on ne peut pas dire que l'usage de la RMP et du contre-terrorisme ne faisait pas office de grand parapluie qui permettait au SHAPE et au NAC de s'entendre ?

ENQ – Je ne comprends pas très bien où vous voulez en venir...

JP – Bah, c'est tout de même intéressant d'observer que les procédures de surveillance et les raisons d'Active Endeavour sont sensiblement les mêmes dans le temps, mais que les positions entre les planificateurs et le côté politique varient, que ce soit sur la question des règles d'engagement, de l'article 5 ou même plus indirectement du côté diplomatique en ce qui concerne l'extension à la mer Noire, la contre-prolifération. Est-ce qu'il n'y aurait pas un effet facilitateur à ces niveaux de négociations derrière ces procédures ?

ENQ – Ah oui, je vois mieux maintenant... Bah, ça c'est sûr ! La RMP recoupait des sommes d'informations tellement grandes et potentiellement diverses dans leur utilisation que, d'accord ou non sur les points que vous mentionnez, ça permettait à l'opération d'exister. Les tensions entre le SHAPE et le NAC étaient là, certes, même au NAC aussi d'ailleurs, mais il ne faut pas non plus les exagérer, au sens où, effectivement, il y avait un consensus pour dire qu'Active Endeavour permettait une surveillance efficace de la Méditerranée. [...]

JP – Et le contre-terrorisme ?

ENQ – Bon, là, vous jouez presque sur les mots ! Euh... Oui, en un sens oui, et vous le savez très bien aussi, le terrorisme, la lutte contre le terrorisme, ce sont des termes très vagues et larges, c'est sûr, qui permettaient à ces institutions de comprendre ce qu'elles souhaitaient comprendre⁷⁷.

Ces éléments d'analyse permettent de cerner la policierisation qui se jouait au sein d'Active Endeavour, et ce, plus spécifiquement dans le rapport que les forces militaires en charge de la mission entretenaient avec la détection du normal et de l'anormal. L'enjeu d'OAE n'était pas tant l'identification même d'une entité à éliminer, tel que se conçoit classiquement l'usage de l'appareillage militaire (et tel qu'on le verra en Afghanistan). C'est plutôt une sorte de *mise en échelle des normalités* des trajectoires de navires marchands en Méditerranée qui cherchait à être atteinte. L'objectif des forces de l'OTAN apparaissait moins la détection, la mise à l'écart, voire l'élimination que le contrôle, la veille et la sécurisation de ce que Foucault appelle les « normalités différentielles » : « un repérage des différentes courbes de normalité [...] [consistant] à faire jouer les unes par rapport aux autres ces différentes distributions de la normalité et à faire en sorte que les plus défavorables soient ramenées à celles qui sont les plus favorables »⁷⁸.

La détection des anomalies de trajectoire par les forces d'OAE servait à assurer une normalité construite dans ses multiples nuances via l'utilisation des données AIS. Comme nous l'expliquait un interlocuteur ayant évolué au niveau opérationnel : « Il faut être honnête. Quand nos gars étaient envoyés sur un navire, on ne s'attendait pas à ce qu'ils y trouvent un barbu entouré d'une ceinture d'explosifs. À partir d'un

⁷⁷ Entretien n° 46, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, juillet 2015.

⁷⁸ M. FOUCAULT, *Sécurité, territoire, population, Cours au Collège de France (1977-1978)*, op. cit., p. 65.

moment, on était là pour s'assurer qu'il n'y avait pas de grosses irrégularités dans le trafic en Méditerranée. »⁷⁹

Les abordages eux-mêmes montrent que les forces de l'OTAN étaient moins tournées vers l'identification du danger lui-même que vers le maintien du bon fonctionnement des flux maritimes. Pour envisager l'abordage, le caractère suspect d'un navire était évalué en fonction d'une soixantaine d'« indicateurs de situation maritime » – refus d'arraisonnage, vaisseau ne répondant pas aux interpellations orales, moyens mis en place pour empêcher les abordages (barrières). Une fois à bord, une vingtaine d'autres indices étaient mobilisés. Ces critères pouvaient aller de la présence d'armes et de substances explosives à l'état sanitaire du navire en passant par la validité des papiers de l'équipage⁸⁰. Les abordages eux-mêmes ne servaient plus que de soutien à une mission désormais basée sur le recueil d'informations. Les arraisonnages ne constituaient plus que l'ultime étape de contrôle, après celle de la traque par trajectoire. Ils étaient moins un objectif en soi qu'une pratique visant à confirmer ou infirmer des soupçons concernant un navire.

D'ailleurs, les arraisonnages étaient pourvus d'une force de contrainte très relative sur la communauté maritime civile. Ils reposaient sur une ambivalence. En théorie, les forces de l'OTAN pouvaient procéder à des arraisonnages, alors que la communauté marchande savait que les autorisations d'abordages étaient très compliquées à obtenir pour les équipages militaires déployés, en raison des contraintes juridiques relevées plus avant. Le niveau opérationnel jouait sur une « ambiguïté de politesse ». Tout en ne mentant jamais sur l'obligation d'autorisation de l'État pavillon, les militaires faisaient silence de cet impératif juridique. Ces stratagèmes augmentaient potentiellement les chances de pouvoir aborder un navire via une forme d'intimidation douce :

Tout le monde joue sur une espèce d'ambivalence, sur une espèce de... de je sais pas... de... on fait croire que, bon bah, on est poli mais qu'il faut nous laisser faire le *boarding*. Et donc plus les gens [les équipages] chancellent, plus ils voient qu'ils peuvent nous empêcher de le faire, et en particulier ceux qui ont quelque chose à se reprocher sont en général ceux qui savent que c'est parce qu'on est poli, qu'on arrive et puis qu'on leur demande qu'ils vont se sentir obligés de le faire. Donc il y a un jeu ambivalent là... [*en riant*]. [...] on s'approche du bateau, on lui demande gentiment et puis on espère que ça continue [*en riant*] à se passer bien et puis qu'on va pouvoir faire ce qu'on veut. Mais on insiste pas sur le fait que c'est *compliant*. On demande évidemment, et puis ensuite on espère qu'on va nous laisser faire, comme ça on pourra dire que c'est *compliant*. On peut pas mentir en disant qu'on fait du *non compliant boarding*, et puis on va pas quand même dans les détails en disant que « attention on fait rien tant qu'on a pas votre accord »⁸¹.

Le détail de mise en indices de l'anormalité d'un navire au moment de l'éventualité de son abordage était significatif. Cette minutie n'avait rien d'une focale sur l'anormalité. Elle découlait précisément d'une priorité donnée aux « différentiels

⁷⁹ Entretien n° 90, Conseiller politique au MARCOM de l'OTAN pour Active Endeavour, par téléphone, mars 2016.

⁸⁰ A. MINDERHOUD, *op. cit.*

⁸¹ Entretien n° 93, Conseiller politique au MARCOM de l'OTAN pour Active Endeavour, par téléphone, mars 2017.

de normalités » et à leur faculté à faire perdurer les circulations en mer. Même dans les phases d'abordage, l'optique n'était pas tant de mettre à l'écart l'anormal que de contrôler dans les moindres détails le niveau de normalité du navire suspect. Dans le même temps, ceci alimentait la matrice des nuances du normal maritime en Méditerranée élaborée par les forces de l'OTAN. À cet égard, et comme le montre l'extrait d'entretien analysé plus haut, la dimension peu efficace, voire bricolée, des abordages confirme cette hypothèse. Les militaires n'avaient d'autre choix que de recourir à des stratagèmes pour tenter l'abordage. Leur objectif était moins la traque à l'anormal que la vérification de la normalité de la situation à bord.

La létalité militaire telle qu'exercée par des opérations comme la FIAS cherche de manière première à éliminer, car braquée sur son identification. À l'inverse, le pouvoir policier tel que pratiqué au sein d'OAE visait moins cette mise à l'écart violente que l'entretien d'une normalité du vivant (les circulations maritimes) qui, ponctuellement, peut supposer l'action violente et brutale au cas où l'anormal revêtirait une dimension trop grande de dangerosité. On voit donc, à nouveau, comment se négociaient à l'intérieur même des procédures opérationnelles les rationalités de guerre et de surveillance qui animent la mobilisation du contre-terrorisme à l'OTAN. Les deux pôles de pratiques étaient en l'occurrence mis en connexion dans le cadre d'une projection militaire de type policier. La violence, terroriste à subir ou celle à utiliser en mer, restait l'exception à envisager. Toutefois, parce qu'elle constituait l'horizon ultime et indépassable de la mission (arrêter une effroyable attaque comme celle du 11 septembre ou s'affronter en pleine mer sur un navire contenant des individus dangereux), elle conditionnait la fabrication des imaginaires de menaces et justifiait une extension des mesures militarisées de contrôle et de surveillance. La possibilité de la violence est le pendant direct des normalités différentielles à détailler et à faire respecter. C'est ainsi qu'un ancien opérateur d'OAE nous confiait son rapport ambivalent à une violence militaire, qui était à la fois la grande absente et la grande présente de l'opération :

C'est clair que, ce rapport à la violence, il ne pouvait être qu'ambigu. Certes, on savait qu'il y avait très peu de chances de faire face à une attaque en Méditerranée, ou même de la stopper *in extremis*. [...] Après... bon... c'est bizarre parce que, en même temps, on est des militaires, on déboulait sur les bateaux entièrement armés, parfois on était assez contraignants, voire brutaux quand les types étaient récalcitrants. [...] Ensuite, bien sûr, il fallait toujours prévoir la situation où on aurait dû faire usage clair de la force si de vrais terroristes se cachaient dans les bateaux. Même, Active Endeavour nous servait aussi pour planifier des exercices en mer. Les scénarios étaient clairs : à chaque fois quasiment, ça impliquait l'usage de la force à bord d'un navire, la gestion des blessés, etc. Et puis, faut dire une chose, on était là par peur que quelque chose de grave arrive, [...], c'est ce qui motivait le fait qu'on envoyait aussi des militaires armés⁸².

Le prochain chapitre porte sur l'approfondissement de cette logique et l'extension continue et corollaire du domaine d'action sécuritaire de l'OTAN en Méditerranée.

⁸² Entretien n° 73, Militaire de la représentation permanente de l'Espagne, QG de l'OTAN, septembre 2015.

CHAPITRE III

L'improbable sécuritaire et son champ des possibles

Ce troisième chapitre porte sur l'approfondissement de la logique préemptive au sein d'Active Endeavour, en posant le regard sur la réémergence des luttes diplomatico-militaires dans le contexte de l'adoption de la Stratégie maritime alliée en 2011 (Alliance maritime strategy – AMS). Au sein de l'OTAN, les années 2010 voient s'instaurer la nécessité d'une opération de surveillance maritime permanente qui dépasserait le seul cadre de la légitime défense collective. Le présent chapitre concentre son attention sur le développement de cette ligne au sein des relations diplomatico-militaires.

La première partie traite des contradictions de plus en plus intenable dans la volonté diplomatique du NAC de préserver Active Endeavour sous article 5. Les autorités militaires procédèrent à nouveau à une externalisation partielle de la mobilisation de leurs ressources (dans le cadre de l'adoption de l'AMS et de la pratique de la surveillance) pour mieux influencer l'orientation d'OAE dans le sens d'une mission de sécurité maritime. Les acteurs diplomatiques n'eurent d'autres choix que de céder sur ce point. En échange, l'opération en Méditerranée intégra des tâches de contrôle migratoire. La seconde partie porte sur le dernier stade d'évolution d'Active Endeavour, où se joua simultanément l'officialisation du lien préemptif contre-terrorisme-contrôle des migrations et le transfert, sur cette base, vers la mission Sea Guardian.

Contre-terrorisme officiel, contrôle migratoire officieux : la diplomatie face à ses contradictions

Collusions des luttes de positionnements militaires

Jusqu'à la fin des années 2000, la question des ROE et de l'inclusion des partenaires fit l'objet d'une stabilisation dans les échanges diplomatico-militaires. Un processus vint néanmoins relancer à ce même moment le débat politico-militaire sur le statut article 5 de la mission : l'adoption de l'AMS de 2011. Le dernier document

faisant état d'une vision stratégique maritime alliée date de 1984. L'utilisation des forces maritimes étant alors envisagée sous le prisme de la bipolarité.

À partir de 2009, le Commandement allié transformation (Allied command transformation – ACT), en charge du développement conceptuel et doctrinal de l'Alliance, appela à l'adoption d'une nouvelle stratégie maritime afin de remplacer la dernière en date¹. Au-delà du fait que l'utilisation récente des marines occidentales dans le cadre de l'OTAN s'éloignait des scénarios de guerre majeure de la Guerre froide, la sociogénèse de l'AMS de 2011 et son impact pour notre propos révèlent une mécanique moins fonctionnaliste qu'il n'y paraît. À l'origine de la production de l'AMS réside une tentative de réhabilitation de la force navale par les officiers de marine postés à l'ACT et dans le centre d'excellence de l'OTAN dédié à la réflexion maritime, le Combined joint operations from the sea centre of excellence (CJOSCOE), également situé à Norfolk. L'Alliance était perçue par ces officiers comme trop dominée par les forces terrestres en raison de la prééminence de l'Afghanistan et de la FIAS sur l'agenda de l'OTAN, en particulier dans le contexte du renforcement de ses contingents à l'entrée des années 2010 :

Il y avait, de la part des officiers de marine postés au Commandement allié Transformation et au CJOSCOE, situés à Norfolk, qu'OAE relevait désormais d'une opération de sécurité maritime et non plus de la légitime défense collective. Ces officiers, à partir principalement de 2009, ont été les principaux instigateurs d'un mouvement appelant à produire une nouvelle stratégie maritime alliée. Ceci était en large partie le fait d'une réaction à ce qu'ils voyaient comme une focale terrestre dominante au sein de l'Alliance en raison de l'Afghanistan. Ils pensaient que les forces navales n'étaient pas dans une situation de *pole position* [...] en raison de l'Afghanistan. Donc il y avait un sentiment général dans la communauté maritime de l'Alliance qu'elle était sur la défensive, voire qu'elle était dans une position de danger. Pour eux, il fallait faire quelque chose pour montrer leur valeur contemporaine au sein de l'Alliance [...]. Cela a clairement été la force motrice derrière le développement de la nouvelle stratégie maritime. Et Active Endeavour a servi de point d'appui à ces officiers d'ACT et du CJOSCOE pour l'élaborer, même si ces officiers se sont longtemps tenus à l'écart de la définition des orientations concrètes de l'opération, qui était largement réservée au SHAPE au MARCOM. « Les forces terrestres avaient l'ascendant, [...] et, avec Active Endeavour, nous devons faire quelque chose de plus et articuler une stratégie qui permettrait de remettre les forces navales sur le devant de la scène », se disaient-ils².

OAE servit de point d'appui aux officiers de marine postés dans les instances de réflexion doctrinales pour faire valoir la nécessité d'une nouvelle AMS et afin de contrebalancer l'influence de la composante terrestre dans l'OTAN. Un commandant de la marine française, impliqué dans le suivi d'OAE, nous a expliqué : « Il n'y avait aucun doute sur ce point, c'était très clair : c'est Active Endeavour qui a servi de

¹ Entretien n° 91, Expert en sécurité maritime au Collège de défense de l'OTAN, par téléphone, février 2017.

² *Ibid.*

référence clef à la production de l'AMS. C'est à travers cette opération que la posture maritime de l'OTAN a drastiquement évolué ces 15 dernières années. »³

L'évolution d'OAE ne fut pas liée qu'à des rivalités diplomatico-militaires, mais aussi à des luttes bureaucratiques entre services militaires (Mer contre Terre). Elles vinrent alors se greffer sur les enjeux configurationnels en place dans l'organisation de la mission, d'autant que « le SHAPE et le MARCOM ont également pris part à la rédaction de l'AMS. En tant qu'organes pilotes d'Active Endeavour, ils étaient représentés au sein des discussions. [...] Et autant dire qu'ils prônaient une stratégie fondée sur une claire séparation entre la légitime défense collective et les missions de sécurité maritime »⁴.

Deux dynamiques sont ici à l'œuvre. D'une part, la polyvalence des objectifs d'Active Endeavour était devenue telle, du fait notamment des usages de la lutte contre le terrorisme, que la mission constituait un panier de ressources mobilisables par des acteurs à l'influence jusque-là peu déterminante dans son évolution (le personnel naval des instances doctrinales). D'autre part, cette même polyvalence permit une collusion des luttes, au sein de l'AMS, entre le personnel naval et les organes opérationnels du SHAPE et du MARCOM, ces derniers se positionnant au sein de la rédaction de l'AMS et d'OAE pour en influencer simultanément la morphologie. En effet, les officiers de marine au sein du CJOSCOE et de l'ACT n'avaient pas pour optique d'investir dans l'orientation d'Active Endeavour. Il s'agissait d'un enjeu monopolisé par le SHAPE et le NAC. Ces officiers *partaient du constat* de ce qui était devenu une opération de sécurité maritime pour produire un document leur permettant d'inverser un rapport de force initialement favorable aux composantes terrestres dans l'OTAN. Mobilisant des lignes d'action différentes au sein des négociations de l'AMS car ancrées dans le souci d'influencer le devenir d'OAE, le SHAPE et le MARCOM voyaient toutefois une similitude entre leur positionnement et celui des instances doctrinales ACT/CJOSCOE, à savoir une conception d'Active Endeavour comme mission de sécurité maritime.

La réappropriation d'OAE par les instances doctrinales dans le cadre de la rédaction de l'AMS et le multipositionnement corollaire du SHAPE/MARCOM sur les espaces de production d'OAE et de l'AMS constituaient la mise en place de la deuxième porosité configurationnelle, facilitée par l'usage du contre-terrorisme. Le rapport d'avril 2009 de l'ACT, *Multiple futures project*, qui détaille les « principales menaces » à venir (au premier rang desquels le terrorisme) de l'environnement sécuritaire des dix prochaines années, appelle ainsi à développer une stratégie militaire alliée renouvelée⁵. La pression mise sur la partie diplomatique par les officiers des forces maritimes de l'ACT et du CJOSCOE est significative. Par exemple, alors que les instances militaires entamaient les travaux de l'AMS, elles tentèrent, sans succès toutefois en raison des blocages diplomatiques, de faire paraître le document avant

³ Entretien n° 69, Militaire de la représentation permanente de la France auprès de l'OTAN, QG de l'OTAN, septembre 2015.

⁴ Entretien n° 91, Expert en sécurité maritime au Collège de défense de l'OTAN, par téléphone, février 2017.

⁵ ALLIED COMMAND TRANSFORMATION, *Multiple Futures Project: Navigating towards 2020*, Final Report, avril 2009, p. 62.

l'adoption du nouveau Concept stratégique de l'OTAN au sommet de Lisbonne de novembre 2010 qui approchait. L'objectif était d'en influencer le contenu en leur faveur, en poussant au préalable « à l'introduction d'une dimension maritime dans le nouveau Concept stratégique qui aurait, alors, permis aux services de gagner considérablement en visibilité dans l'Alliance »⁶.

Le NAC adopta l'AMS en mars 2011. Le contenu du document est intéressant à analyser pour notre propos, et ce, de deux points de vue⁷. Premièrement, il officialise militairement l'orientation policière de l'emploi des forces maritimes, telle qu'elle se pratiquait alors sous OAE. La description de l'« environnement de sécurité maritime » est dominée par des considérations sur l'importance du secteur sécuritaire maritime dans le commerce international, les télécommunications transocéaniques. La « vulnérabilité des navires marchands » et des « infrastructures civiles » aux actes de « criminalité » et de « terrorisme transnationaux » est soulignée. Des options d'attaques majeures via les armes de destruction massives sont envisagées. Néanmoins, le document place la focale sur l'importance d'assurer la liberté de navigation, la sécurité des routes maritimes commerciales et des flux d'énergie. Entendue en un sens policier du maintien d'un ordre, la partie sur la sécurité maritime occupe une place fondamentale dans l'AMS. La surveillance, les patrouilles de contrôle et le partage de l'information sont estimés comme les meilleurs moyens par lesquels « les forces maritimes de l'OTAN peuvent, eu égard à leurs capacités distinctives et à leur pratique courante des activités en haute mer, contribuer au maintien d'un environnement maritime sûr et sécurisé ». Il est également précisé que la sécurité maritime est un vecteur de coopération de choix avec les partenaires de l'Alliance.

Deuxièmement, la défense collective fait l'objet d'une section séparée dans le texte. L'AMS prévoit un usage des marines dans une défense collective comprise dans un sens classique. Elles doivent servir la dissuasion nucléaire, des « campagnes militaires conventionnelles » et « létales ». Elles fournissent des bases de défense « antibalistiques » en mer pour « protéger le territoire et les populations de l'OTAN ». La possibilité du développement des partenariats via la défense collective est d'ailleurs exclue de cette section. Cette conception classique de la défense collective ainsi que la séparation qui est formellement établie entre cette dernière et la sécurité maritime appellent un constat analytique important : la réalité des pratiques couvertes par l'opération qui a inspiré l'AMS, OAE, renvoie dans l'AMS à un univers militaire (la sécurité maritime) qui est séparé de celui de la défense collective, quand bien même OAE était encore située en 2011 sous le régime de l'article 5. En d'autres termes,

⁶ Entretien n° 91, Expert en sécurité maritime au Collège de défense de l'OTAN, par téléphone, février 2017. Les blocages des États membres venaient essentiellement du fait qu'ils préféraient adopter en premier lieu le cadre stratégique global relevant du Concept avant de faire paraître une stratégie relevant des services militaires eux-mêmes, de manière à ne pas inverser la hiérarchie des textes et voir le cadre politico-militaire général de l'OTAN être influencé par un document concernant l'échelon des services. Indirectement, selon l'enquêté, « cela excluait *de facto* une possible remise en question du statut article 5 d'Active Endeavour ».

⁷ Sur ce qui suit, voir : NATO, *Alliance Maritime Strategy*, 2011, http://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_75615.html (consulté le 7 juillet 2016).

OAE était une opération de légitime défense inspirant un discours militaire qui l'en distinguait *de facto* en l'associant à la sécurité maritime.

En adoptant l'AMS sous cette forme, les autorités diplomatiques entérinèrent et reconnaissaient une distinction implicite entre OAE, mission de sécurité maritime stimulant les partenariats, et la légitime défense collective. Cette séparation implicite constituait une tactique institutionnelle produite par une collusion d'intérêts entre la communauté maritime de l'ACT/CJOSCOE d'un côté et du SHAPE/MARCOM de l'autre. De cette séparation, les deux premiers en tiraient une reconnaissance de leur importance contemporaine au sein de l'OTAN, et les deux autres une reconnaissance par les autorités diplomatiques du statut de mission de sécurité maritime d'OAE :

Cette distinction qui n'apparaît pas comme telle entre Active Endeavour et son esprit article 5 dans l'AMS était en quelque sorte une stratégie de l'ACT et des organes opérationnels d'Active Endeavour qui a porté ses fruits. Cela permettait non seulement à la communauté maritime de montrer que ses fonctions opérationnelles ont évolué, notamment par la prise en charge d'opérations de sécurité maritime comme Active Endeavour, mais aussi de pouvoir continuer à soutenir leur rôle dans des potentielles actions de légitime défense. [...] Les planificateurs avaient tout à gagner de cette séparation implicite. [...] D'un autre côté, le politique ne pouvait qu'approuver la séparation en question : qui pouvait s'opposer en disant qu'il faudrait rapprocher la sécurité maritime de la défense collective ? Impossible. Le NAC a validé un état de fait qu'il lui était difficile d'admettre jusque-là qu'OAE était une mission de sécurité maritime⁸.

Le contre-terrorisme a d'ailleurs joué son rôle dans ce tour de force réussi opéré par les acteurs militaires. Dans l'AMS, la possibilité d'actions dites contre-terroristes fait partie des scénarios de « gestion de crise » (« *crisis management* ») et non de ceux relevant de la défense collective. Ceci contribuait aussi à rapprocher OAE d'une mission de type sécurité maritime tout en marquant, de ce fait, l'importance prise par les marines dans ces opérations.

De fait, l'adoption de l'AMS rouvrit le débat sur le statut article 5 d'OAE alors qu'il avait été relativement stabilisé. Initialement produit par une collusion d'intérêts entre instances doctrinales et opérationnelles, l'AMS fut en effet récupéré par le SHAPE en tant que discours actionnable dans son argumentaire militaire quant au suivi d'OAE. Comme on s'apprête à le voir, la lutte contre le terrorisme servit à rapatrier dans l'espace configurationnel d'Active Endeavour le résultat de ces alliances militaires de circonstance et du multipositionnement corollaire des instances opérationnelles.

Une phase d'affrontement diplomatico-militaire autour de la question de l'article 5 refit alors surface. L'espace de la guerre et de la surveillance avait trouvé un aménagement artificiel et relativement stabilisé jusque-là au sein d'OAE autour d'une orientation policierisée. Les deux rationalités s'entrechoquèrent à nouveau, sur fond d'une réouverture des luttes entre le SHAPE et les autorités diplomatiques. L'AMS fournissait un cadre officiel, institutionnel et politiquement validé faisant entrer OAE dans la catégorie de la sécurité maritime et non plus dans celle de la

⁸ Entretien n° 91, Expert en sécurité maritime au Collège de défense de l'OTAN, par téléphone, février 2017.

défense collective. Si la tentative d'influencer le contenu du Concept stratégique de 2010 avait échoué (une tentative de multipositionnement des services maritimes ratée en somme), l'adoption de l'AMS suffisait largement à sanctionner le statut d'OAE comme mission de sécurité. Le document et l'utilisation qui y est faite du contre-terrorisme servit alors de ressource au SHAPE pour faire à nouveau valoir auprès des acteurs diplomatiques l'incohérence du maintien d'OAE sous régime article 5.

Renforcer le renseignement : au croisement de l'industrie du risque et du contrôle migratoire

Cette nouvelle levée de bouclier des planificateurs s'est appuyée sur une porosité supplémentaire des réseaux ayant alimenté la militarisation des données civiles AIS. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, ce phénomène a été rendu possible par l'institutionnalisation d'un lien entre les autorités militaires de l'OTAN et le département américain des Transports (Centre Volpe). L'OTAN est allée encore plus loin dans le processus de militarisation des données civiles et, par extension, de sa quête de l'information tous azimuts : « [L]e MARCOM signa une série de contrats avec des compagnies privées comme exactEarth, LuxSpace, ORBCOMM and Spire, pour l'obtention de données AIS satellitaires [*satellite-based AIS-data* – S-AIS]. »⁹ L'élévation spatiale des satellites sur lesquels les capteurs AIS étaient placés permettait une capture en temps réel de l'ensemble du trafic dans le bassin méditerranéen :

Les capteurs AIS sont plus efficaces sur les satellites pour la RMP car, pour obtenir un contact avec un navire et en avoir les informations, on doit être en position de ligne droite par rapport à lui. La Terre étant courbée, les capteurs embarqués dans les navires ou placés sur les côtes ont une capacité limitée de cibler un navire et d'en suivre la trajectoire. L'élévation d'un avion ou, bien plus, d'un satellite permet de dépasser justement la configuration courbée de la Terre et, de ce fait, d'établir des contacts directs et permanents avec plus de navires¹⁰.

Ces collaborations entre les autorités militaires et les compagnies privées constituèrent un élément important dans la nouvelle dissymétrie militaire opérée entre l'article 5 et la sécurité maritime. « L'exploitation par le SHAPE et le MARCOM de la capacité informationnelle à disposition des sociétés commerciales »¹¹ leur donna l'opportunité d'ancrer davantage leur positionnement quant au « fait qu'OAE ne pouvait décemment plus être liée à la légitime défense »¹². La préemption contre-

⁹ Entretien n° 75, Militaire de l'état-major militaire international de l'OTAN, QG de l'OTAN, septembre 2015 ; G. EIDEN, *LuxSpace SAT – AIS data service Enhancing Maritime Safety and Security for European Institutional Users*, Hamburg, AIS Summit 2013, 8-9 mai 2013 ; EXACTEARTH, *exactEarth Announces New Contract with NATO*, 19 juin 2012 ; D. SEVERINO, *Sensors in NATO Maritime situational awareness*, Maritime Knowledge Discovery and Anomaly Detection Workshop, JRC Conference and Workshop reports, Ispra, European Commission, 5-6 juillet 2016.

¹⁰ Entretien n° 75, Militaire de l'état-major militaire international de l'OTAN, QG de l'OTAN, septembre 2015.

¹¹ *Ibid.*

¹² Entretien n° 69, Militaire de la représentation permanente de la France auprès de l'OTAN, QG de l'OTAN, septembre 2015.

terroriste stimula une autre transaction transfrontalière au sein d'OAE, qui se caractérisait par une alliance de circonstance entre militaires et, à nouveau, acteurs non politico-militaires. Plus important encore, ce phénomène portait la militarisation de leurs savoir-faire à travers leur importation dans cette configuration. En effet, les compagnies privées fournissant les données S-AIS à Active Endeavour ne limitent pas leurs services à des missions de sécurité. Ces dernières délivrent aussi des données S-AIS à des sociétés de transport et de pêche. Chacune à leur manière, elles prétendent fournir le service AIS le plus complet sur le marché, ce qui justifie notamment que, dans le communiqué d'officialisation rédigé par exactEarth du contrat passé avec l'OTAN, le responsable des ventes et du marketing de la société, John Allan, s'exprima sur le sujet :

[E]xactEarth a récemment annoncé la signature d'un contrat avec l'OTAN pour mettre à disposition auprès du Commandement maritime de l'OTAN à Northwood [ce dernier ayant été récemment déplacé de Naples] [...] qui contribue à préserver la paix et la sécurité aux États membres de l'Alliance. [...] Les données d'exactEarth [...] seront utilisées en soutien à Active Endeavour, l'opération contre-terroriste de l'OTAN en Méditerranée. [...] L'OTAN utilisera les données exactAIS pour générer une imagerie du transport maritime et aider à l'identification de comportements suspects, contribuant ainsi à leur situation maritime connue [*Recognized maritime picture* – RMP]. Cet accord avec l'OTAN solidifie la position d'exactEarth de leader mondial dans la production de données AIS par satellite, déclara John Allan, responsable des ventes et du marketing d'exactEarth. Il ajouta : Nous sommes dédiés à la mise à disposition du système le plus robuste de traque des activités maritimes et nous sommes ravis que l'OTAN reconnaisse nos services comme étant les meilleurs de cette industrie¹³.

Pour ces compagnies, établir des contrats avec l'OTAN constituait une occasion de renforcer leur position commerciale sur le « marché industriel du risque »¹⁴ en étendant leur clientèle. Cette pénétration des acteurs privés dans la logique d'existence d'OAE puisait sa raison d'être dans une dynamique plus structurelle de croissance du marché de la sécurité à l'ère de la lutte préventive contre le terrorisme. La reformulation des insécurités et des rationalités professionnelles à travers le principe d'un risque terroriste radicalement inconnu a favorisé l'épanouissement d'une industrie privée du risque. Les entreprises voient dans cette nouvelle matrice sécuritaire une opportunité de faire valoir leur pléthorique capacité de production technologique auprès des

¹³ EXACTEARTH, *exactEarth Announces New Contract with NATO*, 19 juin 2012, <http://investors.exactearth.com/recent-news?item=144> ; LUXSPACE, *Global AIS Data Service LuxSpace Global AIS data service*, <http://www.luxspace.lu/index.php/global-ais-data-service.html> (consultés le 9 août 2016).

¹⁴ J. ALEXANDER, *Promoting Security Imaginaries: An Analysis of the Market for Everyday Security Solutions*. A thesis submitted to the University of Manchester for the degree of Doctor of Philosophy in the Faculty of Humanities, University of Manchester, School of Social Sciences, 2014 ; E. KRAHMANN, « Beck and beyond: selling security in the world risk society », *Review of International Studies*, 37/1, 2011, p. 349-372.

autorités publiques¹⁵. La propriété commerciale première de ces acteurs privés repose précisément sur une faculté à proposer des solutions technologiques fondées sur le calcul de risque et de vulnérabilité, la protection préventive et l'élaboration de scénarios du pire à l'horizon lointain et hypothétique¹⁶. Ainsi, la valeur sécuritaire accordée aux informations AIS n'était pas totale ni objective, mais relative. Leur utilisation n'a rien de spécifiquement relié à des activités militaires maritimes. Elle dépend des interactions contractuelles passées entre les sociétés commercialisant leurs données satellitaires et les différents types d'acteurs qui en usent. L'emploi militaire de ces réseaux d'informations nourrit une capacité de multipositionnement des sociétés commerciales, de même qu'elle permet au SHAPE et au MARCOM de tirer leurs ressources de leur insertion partielle au sein de ce marché du risque. Les entreprises peuvent faire valoir leurs biens et savoir-faire sur des secteurs différenciés, sécuritaires ou entrepreneuriaux. De leur côté, le SHAPE et le MARCOM en tirent des données mobilisables dans le cadre du jeu d'OAE. La plasticité configurationnelle d'OAE en venait à reproduire la dilution contemporaine du public/privé dans le traitement de l'(in)sécurité. Une perméabilité qui se traduit dans l'influence de l'industrie du risque sur la problématisation hypertechnologique et prédictive de la sécurité publique. Au nom du contre-terrorisme, les forces de l'OTAN s'appuyaient sur des services en partie produits dans le contexte de la compétitivité du marché des technologies maritimes de prédiction.

Cette externalisation des ressources institutionnelles à disposition des militaires alla de pair avec une modification de la structure interne du SHAPE et sur laquelle cette entité s'appuya dans l'imposition de ses points de vue. Avant le début des années 2010, la branche Opérations, d'où était gérée OAE, restait séparée de celle du Renseignement. Ce dernier prit une place déterminante au sein des missions alors en cours à l'OTAN (réorientation réseau-centrée bien implantée dans Active Endeavour, importance du ciblage dans le cadre du « Surge » en Afghanistan). Les composantes Opérations et Renseignement en vinrent à être rassemblées dans le cadre d'une même branche, « ce qui signifiait que le SHAPE avait pris conscience de l'importance de ne pas axer seulement les opérations sur le combat en ayant du renseignement mais de faire travailler les missions SUR [*en accentuant verbalement*] la base même du renseignement »¹⁷.

Après 2010, cette interconnexion opération-renseignement dans le cadre d'Active Endeavour était consubstantielle du côté militaire. Les directives opérationnelles adoptées alors faisaient état de l'existence de

¹⁵ A. LEANDER, R. VAN MUNSTER, « Private Security Contractors in the Debate about Darfur: Reflecting and Reinforcing Neo-Liberal Governmentality », *International Relations*, 21/2, 2007, p. 204.

¹⁶ E. KRAHMANN, *art. cit.*, p. 365 ; J. ALEXANDER, *op. cit.*, p. 44 ; C. O'REILLY, « The transnational security consultancy industry: A case of state-corporate symbiosis », *Theoretical Criminology*, 14/2, 2010, p. 183-210 ; L. ZEDNER, « Liquid Security: Managing the Market for Crime Control », *Criminology and Criminal Justice*, 6/3, 2006, p. 267-288.

¹⁷ Entretien n° 69, Militaire de la représentation permanente de la France auprès de l'OTAN, QG de l'OTAN, septembre 2015.

trois catégories qui permettaient de viser large dans la surveillance de la Méditerranée : les « Contacts d'intérêt critique » [« *Critical contact of interest* » – CCOI], qui sont une menace imminente aux nations de l'OTAN ; les « Contacts d'intérêt » [« *Contact of interest* » – COI], qui sont une menace potentielle ; et les « Vaisseaux d'intérêt collectif » [« *Vessels of collection interest* » – VOICI], qui regroupaient des entités navales qui pouvaient faire l'objet d'un intérêt pour notre renseignement¹⁸.

La dimension Renseignement s'était donc davantage renforcée après l'adoption de l'AMS et l'insistance alors croissante des militaires sur le label de la mission de sécurité maritime. Dès lors, comme le montrent les catégories évoquées dans l'extrait d'entretien, tout ce qui présentait un intérêt pour le renseignement devait faire l'objet d'une surveillance. D'autant plus que les CCOI, COI et VOICI recouvraient plutôt des catégories vagues de menaces que des menaces en tant que telles. Cela allait du terrorisme aux risques environnementaux en passant par les armes de destruction massive, la piraterie et l'immigration. La logique d'association pouvait aller très loin. Intrigué par la présence des risques environnementaux dans les propos de notre interlocuteur, nous eûmes l'échange suivant, qui révèle assez bien la fluidité des imaginaires militaires de menaces à l'œuvre derrière ces trois catégories :

JP – Attendez... il y a quelque chose que j'ai du mal à saisir... Bon, je comprends bien que le terrorisme fasse partie de la liste des menaces, après tout c'est le but de la mission. Mais l'environnement... En quoi c'est un risque ? Quel est le rapport avec la mission ?

ENQ – Bon, en fait, oui c'est effectivement peu probable. Ce sont des catégories assez théoriques. Mais bon, après, tout dépend de ce qui peut se présenter comme risque environnemental. Il ne faut pas non plus minimiser le risque : par exemple, une attaque aux armes de destruction massive, biologiques par exemple, peut avoir un certain impact environnemental.

JP – Des armes biologiques ? Les armes biologiques et le terrorisme, c'est un peu un fantasme, non ? Les États ont déjà du mal à les produire.

ENQ – Oui, c'est vrai, mais, d'un autre côté, il y a des cargaisons qui peuvent potentiellement générer des dégâts en mer si elles sont mal entreposées. Si une catastrophe environnementale se produit à cause d'un pétrolier, par exemple, Active Endeavour est là pour potentiellement servir de premier élément d'un dispositif à mettre en place pour contenir l'événement, prévenir les autorités nationales, éventuellement organiser le sauvetage des équipages dans le navire en question [...].

JP – Mais quel est alors le rapport entre des marchandises mal entreposées et des attaques terroristes en Méditerranée ?

ENQ – À nouveau, il y a un rapport sans en avoir. Soit les équipes arrivent pour sécuriser la zone et faire un premier travail de secours. Une attaque terroriste peut aussi devenir catastrophique si des marchandises sensibles sont mal entreposées.

JP – [...] Bon, d'accord... Et pour l'immigration ? C'est pareil ? Ça peut vraiment croiser les trois catégories ? [...]

ENQ – Ah, sur l'immigration. Là oui, c'est clair. Par exemple, un terroriste peut s'infiltrer dans des navires transportant illégalement des immigrants, ce qui présenterait un risque d'importance à la sécurité des Alliés [...].

¹⁸ Entretien n° 75, Militaire de l'état-major militaire international de l'OTAN, QG de l'OTAN, septembre 2015.

JP – Mais ce sont majoritairement des populations qui fuient la guerre qui passent la Méditerranée. Et puis, l’OTAN n’a pas vraiment de mandat sur les questions de contrôle des migrations.

ENQ – Oui, c’est vrai, mais, comme on dit, on n’est jamais trop prudent [...]. Et puis, dans ce cas-là, on intervenait surtout en soutien aux agences pertinentes¹⁹.

L’axe Renseignement d’OAE est donc sorti renforcé de l’adoption de l’AMS de 2011. Sur cette base, et dans le cadre même des enquêtes périodiques de mission à destination du NAC, les planificateurs militaires allèrent jusqu’à définir Active Endeavour comme une mission de sécurité maritime et non plus comme une opération de légitime défense collective :

Active Endeavour évolua clairement vers une mission de sécurité maritime, et s’éloigna par conséquent des termes d’une légitime défense collective à proprement parler. Au niveau politique, les Alliés en sont venus à reconnaître, et j’en sais quelque chose car j’ai été impliqué dans les enquêtes périodiques de mission [*Periodic mission reviews*] en 2014, que l’AMS de 2011 sanctionnait et contenait cette évolution. Il en allait de même du côté du SHAPE. Les planificateurs militaires définissaient clairement Active Endeavour comme une opération de sécurité maritime et non plus comme une mission de défense collective, et ce, y compris dans les enquêtes périodiques de mission à destination du NAC ! L’AMS de 2011 a fait réémerger ce débat, le SHAPE s’en est ressaisi. Pour les planificateurs, il s’agissait d’une connaissance de la situation maritime, [...] d’assurer la liberté de navigation et la dimension contre-terroriste bien sûr. Mais, en termes de légitime défense, OAE n’en avait plus les caractéristiques²⁰.

La pression militaire sur les acteurs diplomatiques via l’AMS n’eut pas les effets immédiats escomptés. Ces derniers continuèrent à souhaiter maintenir OAE sur la base de la légitime défense collective quand bien même, comme le montre l’extrait d’interview ci-dessus, une reconnaissance informelle existait au NAC de l’évolution d’OAE vers une mission de sécurité maritime.

À cet égard, la crise migratoire qui s’amorça durant la première moitié des années 2010 fit le lit des positionnements ambigus de certaines diplomaties pour le maintien d’Active Endeavour sous article 5. Alors très impliquées dans la gestion des circulations migrantes en Méditerranée, la Grèce et la Turquie y voyaient un moyen de continuer à donner de l’importance à une mission que les gouvernements de ces États membres considéraient comme pouvant être davantage tournée vers le contrôle des flux migratoires :

Ici [au QG], la Grèce et la Turquie ont beaucoup poussé au maintien d’Active Endeavour sous article 5 dans la perspective de la crise migratoire. Dans leur esprit, détacher OAE de la légitime défense aurait potentiellement provoqué une baisse de l’investissement des Alliés dans la mission, qui n’y auraient plus vu d’obligation collective minimale. Sans article 5, cela aurait peut-être signifié la fin de l’opération. Or, la Grèce et la Turquie, voyant qu’OAE servait à récolter des informations sur tout,

¹⁹ Entretien n° 75, Militaire de l’état-major militaire international de l’OTAN, QG de l’OTAN, septembre 2015.

²⁰ Entretien n° 91, Expert en sécurité maritime au Collège de défense de l’OTAN, par téléphone, février 2017.

y avaient un intérêt du point de vue de la question des migrations en Méditerranée. [...] De leur côté, les États-Unis avaient tendance à soutenir, ils recueillaient de l'information sur tout, ce qui était parfaitement en phase avec les objectifs de leur politique maritime²¹.

Un diplomate turc commentait également :

Dans le contexte de la crise migratoire, la Turquie était très exposée, il fallait qu'elle utilise tous les moyens nécessaires pour gérer et se renseigner sur les flux de populations qui se dirigeaient vers elle, y compris bien sûr Active Endeavour qui fournissait une présence unique en Méditerranée. [...] Même si ce n'était effectivement pas une position officielle²².

De ce point de vue, le dissensus politico-militaire sur la nature des opérations prenait une forme encore plus contradictoire dans le corps diplomatique. D'une part, le maintien de la mission sous article 5 en venait à être lié à la question des migrations. À nouveau, ceci montre la dimension paradoxalement générative de cette clause de légitime défense dans l'évolution d'OAE. D'une réponse aux attaques du 11 septembre, l'article 5 servit de garantie diplomatique en vue d'une militarisation du contrôle des flux migratoires en Méditerranée. Ensuite, le NAC reconnaissait implicitement OAE comme une mission de sécurité maritime en validant l'AMS de 2011, tout en se positionnant en faveur du maintien de la mission sous régime article 5. De manière similaire aux premières années d'OAE, le contre-terrorisme alimentait tout autant la relance des désaccords diplomatico-militaires sur les orientations de la mission qu'il servait de point de convergence minimal. Dans les mots d'un de nos enquêtés, l'absence de menaces en Méditerranée pouvait tout autant signifier la nécessité d'un changement de label, qui était la position des autorités militaires, que celle de conserver celui déjà existant du fait de sa forte capacité dissuasive, conformément à la position du NAC :

Et même en 2014, [...], il y avait encore une grosse pression politique de la part [...] des États membres de conserver le statut de légitime défense, en dépit du fait que, en réalité, il était de plus en plus difficile de le garder. Parce que, vous savez, le contre-terrorisme, c'est quelque chose de difficile à qualifier, il n'y a pas eu d'attaques terroristes reliées à la Méditerranée durant toute la période de l'opération. Donc, que la mission soit un succès ou non... la menace n'était pas là ! Et son absence pouvait être interprétée des deux manières, et c'était un grand débat : « Oh, on peut dire qu'Active Endeavour est un vrai succès car aucune attaque n'a eu lieu », ou, au contraire, « Il n'y a plus de menace à traiter, et nous devons nous tourner vers une opération de sécurité maritime plus permanente ». Cela a été le grand débat entre le SHAPE et le NAC sur la manière dont on labélise la mission après l'adoption de l'AMS. Mais, même après

²¹ Entretien n° 89, Militaire de la représentation permanente de la Grèce auprès de l'OTAN, QG de l'OTAN, octobre 2015.

²² Entretien n° 86, Diplomate de la représentation permanente de la Turquie auprès de l'OTAN, QG de l'OTAN, octobre 2015.

2014, il y avait encore une pression de la part des capitales, qui souhaitaient conserver la couverture de la légitime défense²³.

Le NAC voyait dans le contre-terrorisme d'OAE un succès dissuasif appuyé par de la légitime défense. Au contraire, le SHAPE traduisait le contre-terrorisme en une absence de risques nécessitant le passage sous le parapluie de la sécurité maritime, ce qui a même suscité une transformation institutionnelle fusionnant les activités de conduite des opérations et de renseignement ainsi qu'une multiplication des catégories de menaces à surveiller (CCOI, COI, VOI). Toujours était-il que le contre-terrorisme faisait l'objet d'un accord qui, pluriel dans les significations accordées à l'absence réelle de menace en Méditerranée, rendait néanmoins toujours Active Endeavour possible.

Vers la surveillance permanente

L'officialisation du lien entre contre-terrorisme et contrôle migratoire

Le débat diplomatico-militaire autour de l'article 5 ne se clôtura qu'en 2015-2016 avec le remplacement d'OAE par une autre mission : Sea Guardian. Cette nouvelle mission, toujours en cours à l'heure actuelle, assure les mêmes fonctions qu'OAE, mais en tant que mission non-article 5. Sea Guardian est officiellement définie comme une opération de sécurité maritime. Le contre-terrorisme ne devient qu'une seule des composantes, à côté notamment de la « protection de la liberté de navigation », de la contribution à la « connaissance de la situation maritime » et de la « protection des infrastructures critiques »²⁴. L'annonce officielle du passage à Sea Guardian en juillet 2016 et sa mise en place en novembre 2016 constituèrent une solution élaborée par les acteurs diplomatico-militaires pour stabiliser leurs rapports sur la question de l'article 5, en particulier après l'adoption de l'AMS en 2011. Le passage à Sea Guardian contentait l'environnement à la fois diplomatique et militaire. Le premier estimait OAE politiquement nécessaire à la sécurisation de la Méditerranée. Le second considérait OAE comme militairement pertinente en tant que mission de sécurité maritime :

En 2011, nous avions la Stratégie maritime alliée. Là, les États membres ont clairement défini les quatre tâches principales des forces maritimes alliées. C'était très clair : si vous regardiez ce qu'Active Endeavour faisait, la mission ne rentrait plus du tout dans la catégorie de la légitime défense. Donc, à partir de l'adoption de l'AMS, il existait une décision consensuelle à 28, sur ce que les forces maritimes feraient. Dès lors, il devenait de plus en plus compliqué de garder Active Endeavour sous le sceau de la défense collective, alors que les termes de l'AMS racrochaient plus ou moins explicitement OAE à des tâches relevant de la sécurité maritime. C'est l'évolution générale qui a eu lieu après 2011. Et, finalement, Sea Guardian a donné l'occasion d'un processus de maturation politique au bout duquel les capitales en sont venues à

²³ Entretien n° 44, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, juillet 2015.

²⁴ NATO, *Operation Sea Guardian*, 2016, http://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_136233.html (consulté le 26 mars 2018).

reconnaître la situation réelle : « Nous devons à présent reconnaître qu'il s'agit d'une opération de sécurité maritime. »²⁵

En d'autres termes, Sea Guardian constituait tout autant la dernière transformation de la configuration sociopolitique à l'œuvre dans OAE qu'une « fuite en avant » permettant d'inscrire la mission dans une surveillance tous azimuts qui satisfait les instances diplomatiques et militaires. Une fuite en avant qui, plus spécifiquement, permettait aussi de sauver la face des autorités diplomatiques de l'OTAN. Le passage à Sea Guardian signifiait, en effet, une défaite politique face aux manœuvres militaires, finalement réussies avec l'adoption de l'AMS, visant à détacher OAE de l'article 5. Une défaite qui, toutefois et en raison de la transition à Sea Guardian, n'en était pas vraiment une. Remplacer OAE par une autre opération permettait d'atténuer l'effet d'alignement diplomatique sur les insistances militaires : OAE n'avait pas été formellement séparée de la légitime défense collective (ce qui aurait signifié une victoire militaire), mais prit fin avec elle. Cette atténuation de la défaite diplomatique montre le stade d'hétéronomie poussé atteint par les rapports de force en présence : la flexibilité des (op)positions diplomatico-militaires (permettant en l'occurrence de faire aboutir une victoire militaire tout en la neutralisant diplomatiquement) créa les conditions d'une surveillance permanente et résolvait en même temps le statut problématique en article 5 de la mission.

Bien plus, le passage à Sea Guardian en venait à ne pas seulement constituer une atténuation de l'alignement des positions diplomatiques sur les positions militaires, mais devenait très vite une opportunité politique à part entière. Cette évolution s'adossait, en effet, à une opportunité saisie par la Grèce et la Turquie sur les questions migratoires, dont les diplomaties s'activaient à politiser ce dossier dans des multipositionnements transfrontaliers pilotés à la fois au sein des arènes de l'UE et de l'OTAN. Cette nouvelle donne permit d'enchaîner la mission dans un cadrage diplomatico-militaire qui la détachait « enfin » de son statut article 5 :

Politiquement, Sea Guardian était l'occasion en or pour enfin séparer Active Endeavour de l'article 5. Il s'agissait d'une *exit strategy*. Les Alliés pouvaient continuer l'opération sans perdre la face, sans devoir renoncer à une mission article 5. La stratégie maritime avait été adoptée, aucun terroriste n'avait été trouvé, plus de dix ans s'étaient écoulés... Ça devenait difficilement tenable, d'autant plus que la Turquie et la Grèce avaient, avec le passage officialisé à Sea Guardian, la garantie qu'une mission permanente, exploitable sur les questions de migrations, serait en place²⁶.

La consolidation institutionnelle du lien terrorisme-immigration à travers la coopération entre OAE et l'opération navale de l'UE EUNAVFOR Med (Sophia) joua un rôle clef dans la transition à Sea Guardian. L'approfondissement préemptif d'OAE fut le résultat d'une quatrième porosité configurationnelle qui ouvrait le jeu d'OAE à d'autres acteurs, à savoir les instances politico-militaires de l'UE et leur structuration

²⁵ Entretien n° 91, Expert en sécurité maritime au Collège de défense de l'OTAN, par téléphone, février 2017.

²⁶ Entretien n° 44, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, juillet 2015.

récente autour de la « crise migratoire ». L'importation de la militarisation officielle du contrôle migratoire européen au sein de l'OTAN se présente comme une condition diplomatique d'un retrait de l'article 5 pour OAE.

Lancée en 2015, Sophia était destinée à lutter contre le trafic d'êtres humains en Méditerranée et à assurer par le même biais le sauvetage de populations migrantes en provenance majoritaire d'Afrique du Nord. En raison du manque d'expérience des structures militaires maritimes de l'UE dans la récolte d'informations concernant les circulations maritimes, une coopération se mit en place entre les forces d'OAE et celles de Sophia. Elle fut destinée à permettre à ces dernières de bénéficier des données générées par l'OTAN²⁷. Avant cette coopération, et comme nous l'avons brièvement évoqué plus haut, les forces d'OAE étaient « ponctuellement, et de manière non officielle, impliquées dans la lutte contre le trafic d'êtres humains, l'immigration illégale et le sauvetage de populations migrantes en détresse. [...] Il s'agissait d'une forme de phase de pré-implication, assez irrégulière dans sa pratique »²⁸.

Sans avoir un mandat clair sur la gestion des migrations, l'OTAN y jouait tout de même un rôle informel, non officiel, via OAE et des actions ponctuelles de sauvetage. Cette dynamique prit de l'ampleur « dans la période mature d'OAE. Les sauvetages irréguliers se transformèrent en enjeux sécuritaires à part entière rattachés au contrôle des migrations »²⁹ :

Et puis ensuite, il y a effectivement la dernière phase d'Active Endeavour où on dédie plus ou moins officiellement, on fait une sous-branche d'Active Endeavour qui servait à appuyer la Grèce, l'Italie et la Turquie dans le contrôle migratoire. Alors ce qui est bizarre c'est que là il n'y avait pas un vrai mandat comme pour Sophia. [...]. L'OTAN agissait dans le domaine, échangeait avec Sophia, mais ce n'était pas vraiment officiel³⁰.

Les responsables opérationnels de Naples étaient d'ailleurs présents dès les premières réunions du SHADE-MED (Shared awareness and de-confliction in the Mediterranean). Parrainé par le Service européen d'action extérieure dans le cadre de Sophia et mis en place en 2015, il s'agit d'un forum

où les représentants des nations et organisations intéressées ou impactées par le phénomène migratoire dans le bassin méditerranéen peuvent se rencontrer pour « déconflictualiser » et coordonner leurs « opérations de sécurité maritime » (MSO) en partageant la « connaissance de la situation » [« *situational awareness* »]³¹.

²⁷ A.-G. DIBENETTO, *Implementing the Alliance Maritime Strategy in the Mediterranean: NATO's Operation Sea Guardian*, NATO Defense College, 134, 2016, p. 12.

²⁸ Entretien n° 94, Conseiller politique au MARCOM de l'OTAN pour Active Endeavour, par téléphone, février 2018.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ *Ibid.*

³¹ EUROPEAN EXTERNAL ACTION SERVICE, *Shared Awareness and De-Confliction in the Mediterranean (SHADE-MED)*, 2017, https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/12349/shared-awareness-and-de-confliction-mediterranean_de. Sur la présence du personnel de l'OTAN à ces réunions, voir par exemple SHADE-MED, *EUNAVFOR MED operation SOPHIA – SHADE MED Working Groups on Operations and CIS OUTCOME*, OHQ Rome, 15 mars 2016, <http://eeas.europa.eu/archives/docs/csdp/missions-and-operations/>

L'une des réunions du SHADE-MED s'est même tenue au MARCOM. Elle fut présidée, non pas par le chef militaire de Sophia, ce qui est habituellement le cas, mais par les commandants des flottes de l'OTAN, l'amirale américaine Michelle Howard et le vice-amiral britannique Clive Johnstone³².

À partir de février 2016, l'Alliance déploya également des forces navales dans la mer Égée en soutien à la Grèce, à la Turquie et à FRONTEX pour lutter contre l'immigration illégale et le trafic d'êtres humains. Il s'agissait alors de dissuader les passeurs d'agir dans la zone par la présence des navires de l'OTAN et de participer au démantèlement de la logistique entourant les flux migratoires en fournissant des informations en temps réel aux garde-côtes grecs et turcs³³. À nouveau, le lien avec OAE est tangible. D'une part, les premiers navires de l'OTAN arrivés en mer Égée étaient des détachements d'OAE. D'autre part, la logique opérationnelle entre Active Endeavour et la mission de l'OTAN en mer Égée étaient très similaires, en termes d'expérience acquise au MARCOM dans la patrouille en mer, la détection et l'abordage de navires suspects.

Sur fond d'une extension des échanges diplomatico-militaires aux enjeux européens de gestion des migrations, le contre-terrorisme d'Active Endeavour permettait de couvrir et d'inclure officieusement des pratiques non mandatées³⁴ de contrôle des migrations :

Sur la fin, Active Endeavour n'était plus du tout concentrée sur quelque chose en particulier. Le contre-terrorisme était toujours la raison officielle, mais Active Endeavour était devenue une opération de *monitoring* beaucoup plus générale, avec une attention portée au contrôle migratoire. Cette question occupait tellement les agendas européens concernant la Méditerranée à cette époque que ça a forcément impacté l'orientation politique et opérationnelle d'Active Endeavour. [...] C'est ce qui a largement facilité le passage à Sea Guardian, d'ailleurs³⁵.

eunavfor-med/shade/pdf/2015/outcomes.pdf ; *EUNAVFOR MED operation SOPHIA SHADE MED Working Group*, Rome, 12-13 mai 2016, http://eeas.europa.eu/archives/docs/csdp/missions-and-operations/eunavfor-med/shade/pdf/2016/log_info.pdf (consultés le 14 mars 2018).

³² SHADE-MED, *Morning Sessions Minutes*, 7 novembre 2016, http://eeas.europa.eu/archives/csdp/missions-and-operations/eunavfor-med/shade/pdf/nov2016/7_november_2016_morning_session_minutes.pdf (consulté le 14 mars 2018).

³³ NATO, *NATO's Deployment in the Aegean Sea*, juillet 2016, https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/pdf_2016_07/20160627_1607-factsheet-aegean-sea-eng.pdf (consulté le 5 avril 2018).

³⁴ Dans le cas des opérations en mer Égée, l'OTAN était formellement mandatée par ses États membres à des fins de contrôle migratoire. Toutefois, le lien avec Active Endeavour n'est officiellement pas fait. De manière à « préserver le mandat contre-terroriste et en légitime défense d'OAE un minimum cohérent, il n'était pas question d'évoquer ce type de continuité entre les deux opérations [en mer Égée et dans les eaux internationales en Méditerranée] » (Entretien n° 94, Conseiller politique au MARCOM de l'OTAN pour Active Endeavour, par téléphone, février 2018).

³⁵ Entretien n° 89, Militaire de la représentation permanente de la Grèce auprès de l'OTAN, QG de l'OTAN, octobre 2015.

Le passage progressif à la mission de sécurité élargie Sea Guardian ne vint que solidifier encore plus cette tendance à accroître le spectre sécuritaire de la mission de l'OTAN en Méditerranée. Ce qui rendait possible une coopération OTAN-UE plus assumée dans le domaine du contrôle maritime des migrations. Une déclaration jointe du 8 juillet 2016, qui préparait et annonçait la transition proche vers Sea Guardian, indiquait ce secteur comme clef dans la coopération entre les deux organisations³⁶ :

Maintenant, et ça c'est avec Sea Guardian, là il y a une opération en Méditerranée, l'une des tâches qui est de contribuer à la crise migratoire, là le grand changement c'est que là l'OTAN s'accepte comme ayant un rôle complémentaire par rapport à celui de l'Union européenne alors que ce genre d'éléments de langage je pense qu'on l'aurait pas eu du temps d'Active Endeavour³⁷.

L'intégration du contrôle migratoire dans Sea Guardian montre ainsi le degré significatif d'hétéronomie développé, sur la fin, par la configuration d'OAE : à partir de l'élaboration de positions multisituées, les autorités diplomatiques transformèrent une défaite face aux instances militaires après l'adoption de l'AMS en une situation politiquement avantageuse.

Capture et détention : le legs invisibilisé de la légitime défense collective

Au sein des deux missions impliquant l'OTAN dans la gestion des flux migratoires en Méditerranée, l'Alliance est au cœur de l'exercice d'un pouvoir d'ordre policier. Les opérations dans la mer Égée et en appui de Sophia sont destinées à sauver les populations migrantes des conditions en mer et des passeurs et autres trafiquants, tout en faisant peser sur eux la possibilité de captures et d'enfermements. En mer Égée, l'implication de l'OTAN agit en appui à l'accord UE-Turquie de mars 2016. Il prévoit que les populations arrivées dans les îles grecques par la Turquie ou qui sont interceptées en mer Égée sont reconduites en Turquie, où elles sont placées dans des camps de réfugiés³⁸. En Méditerranée, les informations fournies par l'OTAN permettent aux forces de Sophia d'agir directement sur les navires, où, à nouveau, se joue une dynamique d'encampement, en particulier dans le cas de l'implication italienne. Comme nous l'expliquait en effet un conseiller politique auprès de Sea Guardian :

ENQ – Les bateaux les plus souvent utilisés pour la partie interception de Sophia sont les navires italiens.
JP – Pourquoi cela ?

³⁶ NATO, *Joint Declaration by the President of the European Council, the President of the European Commission, and the Secretary General of the North Atlantic Treaty Organization*, 8 juillet 2016, https://www.nato.int/cps/ic/natohq/official_texts_133163.htm (consulté le 5 avril 2018).

³⁷ Entretien n° 94, Conseiller politique au MARCOM de l'OTAN pour Active Endeavour, par téléphone, février 2018.

³⁸ G. GARELLI et M. TAZZIOLI, « Warfare on the logistics of migrant movements: EU and NATO military operations in the Mediterranean », *OpenDemocracy*, 16 juin 2016, <https://www.opendemocracy.net/mediterranean-journeys-in-hope/glenda-garelli-martina-tazzioli/warfare-on-logistics-of-migrant-movem> (consulté le 15 juin 2017).

ENQ – Parce que c'est beaucoup plus logique. Si vous avez un bateau néerlandais qui arrête et sauve un bateau de 250 migrants, ce bateau sera obligé de les envoyer aux Pays-Bas, c'est une question légale. Ça fait tellement plus sens que le navire qui fasse le travail, qui arrête et aborde les bateaux de migrants soit un navire italien. [...] C'est un outil beaucoup plus rapide. Les Italiens ont une expérience énorme dans la réception et la gestion des migrants. Ils sont organisés pour faire ça comme personne d'autre ne l'est, du point de vue notamment des camps d'internement³⁹.

La composante « *search and rescue* » de Sophia a certes permis de diminuer pour un temps le nombre de morts en Méditerranée parmi les populations migrantes. Toutefois, le recentrage sécuritaire et coercitif subséquent de l'opération autour du démantèlement de la capacité d'action des passeurs a tendance à faire passer les sauvetages au second plan. La destruction devenue systématique des embarcations en bois poussait aussi les passeurs à utiliser un transport pneumatique bien moins sécurisé pour des raisons de perte financière, ce qui a refait monter le nombre de morts en mer⁴⁰. Active Endeavour, son narratif contre-terroriste et les flous de sens qui les portaient tous deux, furent la matrice de gestation d'un pouvoir de type policier, alors canalisée dans une « technologie militaro-humanitaire de gestion des migrations » visant à endiguer les flux de « populations étrangères »⁴¹. Les menaces à la liberté de navigation n'étaient plus seulement des vaisseaux marchands, mais des populations migrantes. Les risques contenus dans les cargos et menaçant de perturbation l'ordre marchand se superposèrent aux risques contenus dans les embarcations de fortune menaçant l'ordre légitime des circulations humaines. La violence à envisager n'était plus seulement celle d'une attaque potentielle via la mer ou d'un affrontement sur un navire dangereux, mais aussi celle d'un contrôle coercitif s'exerçant sur des populations migrantes.

La prise en charge du contrôle des migrations par OAE est partie à un enjeu plus large et structurel dans l'évolution de l'OTAN. Sea Guardian ne consacre pas la disparition de l'espace de la guerre au profit de celui de la surveillance, contrairement à ce que pourrait laisser entendre son statut non-article 5. Cette nouvelle opération marque l'avènement officiel d'une dilution de la guerre dans la surveillance. De manière peu naturelle dans les interactions diplomatico-militaires, le statut de

³⁹ Entretien n° 95, Conseiller politique au MARCOM de l'OTAN pour Sea Guardian, par téléphone, avril 2018.

⁴⁰ M. BULMAN, « EU refugee anti-smuggling mission is driving deaths in the Mediterranean, finds report », *The Independent*, 11 juillet 2017, <http://www.independent.co.uk/news/world/europe/eu-refugee-rescue-mission-mediterranean-people-smuggling-north-africa-report-migrant-crisis-european-a7835631.html> ; C. FARAND, « EU's "reckless operations" is causing refugees to die in the Mediterranean, says Amnesty International », *The Independent*, 6 juillet 2017, <http://www.independent.co.uk/news/world/europe/eu-refugee-crisis-migrant-boats-die-mediterranean-sea-reckless-amnesty-international-european-union-a7827041.html> (consultés le 15 juin 2017).

⁴¹ G. GARELLI et M. TAZZIOLI, « The biopolitical warfare on migrants: EU Naval Force and NATO operations of migration government in the Mediterranean », *Critical Military Studies*, 4/2, 2018, p. 185 ; P. CUTTITA, « Delocalization, Humanitarianism, and Human Rights: The Mediterranean Border Between Exclusion and Inclusion », *Antipode*, 50/2, 2017, p. 783-803.

légitime défense d'OAE faisait planer sur cette mission l'ombre lointaine de la force militaire. Sea Guardian et sa fonction de mission de sécurité de longue haleine officialisent, stabilisent cette interconnexion policière de la surveillance et de la force militaire. Cette dernière devenait alors moins comprise comme soutenant l'exercice hypothétique d'un pouvoir distribuant la mort (via l'article 5). Elle se met dorénavant et officiellement au service d'un pouvoir tourné vers le contrôle, la régulation et l'optimisation des flux de mobilité. L'usage de la violence militaire se dirigerait contre une « cible d'opportunité » dont la dangerosité surviendrait de manière imprévisible et serait évaluée en fonction de son degré d'écart à la normale⁴². C'est ainsi que Sea Guardian institutionnalise la possibilité de l'action militaire sur des entités initialement civiles, *pouvant devenir* des cibles militaires.

L'officialisation, au travers de Sea Guardian, du continuum surveillance-force est solidaire de la normalisation d'une conception ambivalente des libertés maritimes : elles doivent être tout aussi préservées et dynamiques qu'elles menacent et appellent la sécurité. La liberté de navigation est d'autant plus grande, efficace et profitable à l'économie mondiale qu'elle permet aux menaces de se mouvoir et de circuler plus facilement. Produire la mobilité maximale conduit à s'exposer à une menace fluide, globale, ce qui justifie la prolifération des mesures de surveillance⁴³. Le dispositif de sécurité maritime s'étend alors proportionnellement à la liberté maritime. L'exercice de la force est suspendu au-dessus de cette dialectique. La violence n'est qu'hypothèse, car le « laisser vivre » n'exige pas l'exercice permanent du droit de glaive. Elle constitue néanmoins une probabilité dite nécessaire, car la prise en charge diplomatique-militaire du productif, de la vie suppose, à un moment donné, l'élimination des ennemis du désordre. En cela, l'implication de l'OTAN dans le contrôle des migrations constitue une forme de mi-chemin dans ce continuum surveillance-violence : les forces alliées n'usent pas de la force physique contre les populations concernées, mais participent de leur insertion dans un régime de pratiques coercitif et militarisé qui capture, détient et enferme.

Plutôt que de disparaître complètement, le statut article 5 d'OAE laisse un legs institutionnalisé, celui d'un double continuum surveillance-violence et liberté-sécurité. L'annonce du passage à Sea Guardian en juillet 2016 contient cet ambigu élément de continuité :

Nous avons transformé Active Endeavour, l'opération maritime que nous menons en Méditerranée au titre de l'article 5 et qui a contribué à la lutte contre le terrorisme, en une opération de sûreté maritime ne relevant pas de l'article 5, l'opération Sea

⁴² S. WEBER, *Targets of Opportunity: On the Militarization of Thinking*, New York, Fordham University Press, 2005, p. 3-4.

⁴³ A. MATTELART, *La globalisation de la surveillance : Aux origines de l'ordre sécuritaire*, Paris, La Découverte, 2008 ; P. BONDITTI, « Violence and the Modern International: An Archeology of terrorism », in P. BONDITTI, D. BIGO et F. GROS, *Foucault and the Modern International: Silences and Legacies in the Study of World Politics*, Paris, Palgrave MacMillan, 2017, p. 155-174.

Guardian, à même d'accomplir l'ensemble des tâches propres aux opérations maritimes, selon les besoins⁴⁴.

Active Endeavour appartenait à un passé contre-terroriste sous format article 5 ; Sea Guardian appartient au futur d'une mission de sécurité maritime non-article 5. Deux missions, deux pertinences : une dichotomie qui n'en est pas vraiment une, Sea Guardian étant née d'OAE ou plutôt prolongeant OAE, à tel point que la nouvelle mission elle-même intègre officiellement une dimension de contre-terrorisme. En d'autres termes, le contre-terrorisme officialisait une différence nominative nécessaire à un accord diplomatico-militaire tout en assurant la continuité policierisée du couplage surveillance-violence. Les moyens fixés à Sea Guardian pour assurer le maintien de la liberté de navigation sont très clairs à ce sujet : « Cela inclut la surveillance, les patrouilles, l'interdiction maritime, [...] et, s'il est autorisé, l'usage de la force. »⁴⁵ Ce qui était de l'ordre de la tension diplomatico-militaire au niveau du couple surveillance-violence militaire sous Active Endeavour préparait leur harmonisation sous Sea Guardian, ou plutôt la fluidification encore plus grande de leur continuité.

Sécurité imaginée et violence silencieuse

Active Endeavour montre la structuration d'un usage extrême du principe préemptif au sein de l'OTAN. Au terme de cette analyse, nous sommes en effet amené à penser que l'imagination de la sécurité était la première des conditions d'existence d'OAE. Le contre-terrorisme fabriquait des fictions sécuritaires, une « hyperréalité » diplomatico-militaire, par laquelle la mythologie remplaçait une réalité plus objective, à savoir celle d'une absence de menaces concrètes en Méditerranée⁴⁶. OAE correspond, en effet, assez bien au diagnostic posé par Aradau et Van Munster sur la dimension imaginée de la sécurité préemptive : « Les scénarios contre-terroristes postulent que moins on en sait sur l'ennemi et la menace, plus nous avons besoin d'user de notre imagination. »⁴⁷ De par les lointains futurs potentiellement catastrophiques qu'elle inventait, OAE « déployait des savoirs pour capturer l'incalculable »⁴⁸. OAE recourait à des « technologies d'imagination »⁴⁹ qui facilitaient la militarisation de l'espace méditerranéen.

Pour autant, cette fiction reposait sur un socle sociopolitique bien réel, la structure hétéronome des échanges entre acteurs. La préemption d'OAE fonctionnait par des accords approximatifs, des conflits ouverts ou des ententes jonchées de tensions larvées. De même que les acteurs diplomatico-militaires optaient pour des stratégies

⁴⁴ NATO, *Warsaw Summit Communiqué. Issued by the Heads of State and Government participating in the meeting of the North Atlantic Council in Warsaw 8-9 July 2016*, Varsovie, 9 juillet 2016, § 91.

⁴⁵ NATO, *Operation Sea Guardian*, 2016, http://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_136233.htm (consulté le 26 mars 2018).

⁴⁶ J. BAUDRILLARD, *Simulacre et simulation*, Paris, Galilée, 1981.

⁴⁷ C. ARADAU et R. VAN MUNSTER, *Politics of Catastrophe: Genealogies of the Unknown*, *op. cit.*, p. 80.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 29.

⁴⁹ M. DE GOEDE, « Beyond Risk: Premediation and the Post-9/11 Security Imagination », *Security Dialogue*, 39/2-3, 2008, p. 159-160.

de multipositionnement visant à tirer profit de ressources situées en dehors de leur espace d'appartenance. Au sein de ces stratégies, on lit à quel point les jeux de hiérarchies entre États membres sont bien plus complexes que ne le laisse supposer la thèse rationaliste de l'hégémonie des États-Unis. Si les États-Unis ont joué un rôle non négligeable dans OAE en mettant notamment à disposition les technologies civiles de détection de navires à travers le Volpe, il reste que la dimension tous azimuts de la mission n'aurait jamais autant évolué si les diplomaties européennes, en particulier du Sud, ne s'étaient pas mobilisées pour tirer significativement partie, en particulier sur les flux migratoires, des données récoltées. D'où, à nouveau, la valeur de l'approche transnationale, qui permet de capturer, dans toute la complexité des jeux d'acteurs, la nature protéiforme des influences interétatiques à l'OTAN à l'heure de la gestion de risques.

Destinée à prévoir l'irruption hypothétiquement violente de l'inconnu sécuritaire, cette hétéronomie transnationale d'OAE a fait de l'OTAN un espace de production d'un pouvoir policier. Dans son exécution quotidienne, il n'excluait jamais vraiment l'option de l'usage de la violence en dehors d'une situation reconnue de guerre et au milieu ou contre des entités qui, elles, ne sont pas des forces militaires (des navires de transport). Ce fut la liberté de navigation elle-même qui appelait la sécurité. La première étant tout autant source de développement des États et de l'économie qu'elle était synonyme de risques. Dans le cadre de la surveillance, l'usage de la force constituant ainsi l'hypothèse non suffisante mais nécessaire, permanente, sous-jacente et silencieuse de l'action diplomatico-militaire *sur* les libertés plutôt que sur une hostilité identifiée. L'émergence d'une telle rationalité sécuritaire montre les changements importants opérés par la gestion de risques à l'OTAN, tout en révélant la pérennité d'une identité institutionnelle fondée sur la construction d'une figure de l'ennemi et des horizons de violence : la surveillance et la possibilité de la force débordent très largement le cadre seul de la guerre et l'horizon de l'affrontement conventionnel en irriguant des contrôles d'entités civiles, y compris, de manière inédite dans l'histoire de l'OTAN, des flux migratoires.

Au final, il s'agirait de conclure à un tardif et paradoxal revirement de l'hyperréalité qui caractérisait les opérations de l'OTAN en Méditerranée. Dans les années 2010, les populations migrantes, ou plutôt leur contrôle, constituent désormais ce point d'ancrage plus que réel, car humain, fait de chair et d'os et non de cargaisons suspectes ou d'actes supposés, duquel l'Alliance extrait sa propre légitimation dans un rôle et une place où elle n'était pas vraiment attendue durant plus d'une décennie d'opérations. La préemption fit rimer surveillance d'un imaginaire avec violence potentielle, puis surveillance des circulations humaines avec capture et détention.

Active Endeavour nous a permis d'entrevoir les possibles ouvertement imaginés de la sécurité et de ses violences. La prochaine partie nous rapproche un peu plus des réalisations concrètes de ses dernières en abordant la seconde composante du triptyque de pouvoir de la gestion de risques à l'OTAN : *armer*.

DEUXIÈME PARTIE

Armer

Lors du sommet OTAN d'Istanbul de 2004, le Programme de travail de défense contre le terrorisme (Defense against terrorism programme of work – DATPoW) est adopté. Il vise la coopération et la production dans le domaine de capacités militaires aussi diverses que la lutte contre les engins explosifs improvisés (IED), les mortiers et les roquettes, la récolte de renseignement électronique et humain, la surveillance, le ciblage létal, le largage aérien de précision. Le programme travaille sur la protection des troupes au combat et l'optimisation de leur aptitude à lutter, de manière défensive ou offensive, contre les « attaques terroristes »¹. Ces initiatives sont soutenues par un réseau d'acteurs lui-même diversifié : des fonctionnaires internationaux du QG de l'OTAN (Bruxelles), militaires de différents corps d'armées, ingénieurs, démineurs, diplomates, informaticiens, experts en sciences sociales et psychologiques. Cette courte description permet de situer notre interrogation plus générale sur les modes de production de la gestion de risques à l'OTAN, et, plus spécifiquement, sur le rôle qu'y occupe l'armement ainsi que les formes historiques prises par ses imaginaires de violence.

L'industrialisation de la guerre est une partie intégrante de la construction de la modernité politico-militaire et de l'État². Sous la Guerre froide, le développement et l'acquisition d'armements à l'OTAN étaient fixés sur le paradigme d'une guerre

¹ NATO, *Defence Against Terrorism Programme of Work (DAT POW)*, 2015, http://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_50313.htm (consulté le 7 mai 2019).

² E. HOBBSAWM, *L'âge des extrêmes : Histoire du court XX^e siècle*, Paris, Complexe, 1994, p. 338 ; M. MANN, *The Sources of Social Power*, vol. 3 : *Global Empire and Revolutions (1890-1945)*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 141-142 ; S. MALESEVIC, *The Sociology of War and Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 126-127 ; C. TILLY, *Coercion, Capital and European States, AD 990-1990*, Oxford, Basil Blackwell, 1990, p. 198 ; A. GIDDENS, *The Consequences of Modernity*, Cambridge, Polity Press, 1996, p. 58.

interétatique industrielle et conventionnelle d'envergure³. L'ère de la lutte contre le terrorisme au nom du scénario du pire a transformé les rationalités d'usage et de conception de la violence organisée en des réalités bien plus déterritorialisées et détemporalisées, ce qui incite précisément à comprendre comment la question de l'acquisition des moyens militaires a été reproblématisée à l'OTAN. À partir de cet arrière-plan, et en nous appuyant sur une analyse empirique de plusieurs secteurs de coopération du DATPoW susmentionnés, nous proposons deux axes de travail.

Le premier a trait à l'existence d'une configuration à nouveau différente de la lutte contre le terrorisme à l'OTAN : celle qui ne se prévaut pas forcément des situations opérationnelles (surveillance comme Active Endeavour et intervention armée comme la FIAS), mais plutôt d'une dimension programmatique de développement de technologies d'armement. Nous rapprochons donc un peu plus notre exposé des affres de la violence concrète pour comprendre comment elle s'organise dans une initiative qui vise à développer les moyens matériels d'en user. Le DATPoW a servi à des enjeux militaires en Afghanistan. Cependant, une large partie des acteurs du programme a été moins impliquée dans des actions de terrain que dans des systèmes d'actions visant à assurer la longévité bureaucratique, technique et commerciale des initiatives du DATPoW. Dans cette perspective, nous travaillerons l'argument selon lequel la gestion de risques à l'OTAN est aussi rendue possible par des configurations où des acteurs ne sont pas forcément aux prises avec des situations opérationnelles réelles. De ce fait, ces acteurs contribuent à faire de l'OTAN une plateforme où s'alimentent et circulent des discours technologiques sur les dangers qui se trouvent désindexés et émancipés de situations conflictuelles et d'insécurité spécifiques et concrètes. Le cœur du travail des acteurs est de proposer des solutions technomilitaires applicables à des risques aux manifestations plus ou moins probables et de nature variable⁴. Le résultat principal de cette dynamique étant une surenchère permanente, comme dans le cas d'Active Endeavour, de l'imagination technique des potentialités du risque. À la production d'armements arrimée à la perspective intégrée de la guerre interétatique et à l'ascendance des États-Unis dans le domaine succéderait ainsi la production d'un faisceau de technologies militaires suivant les lignes d'une vision de l'ennemi fragmentée et de logiques d'influence multilatérales beaucoup plus déconcentrées.

Par extension, et ce sera là notre second axe de travail, nous mettrons en lumière un phénomène de banalisation des imaginaires de violence. Il se présente comme le produit d'une configuration pourvu d'acteurs produisant des moyens de violence mais sans liens directs avec les théâtres d'intervention. Les analyses de Carol Cohn et de Hugh Gusterson sur les dispositifs de neutralisation des enjeux moraux entourant

³ D. RUIZ PALMER, « The NATO-Warsaw Pact competition in the 1970s and 1980s: a revolution in military affairs in the making or the end of a strategic age? », *Cold War History*, 14/4, 2014, p. 533-573 ; V. MASTNY, S.G. HOLTSMARK et A. WENGER, *War Plans and Alliances in the Cold War*, Londres, Routledge, 2006.

⁴ À nouveau, notre intention n'est pas de conclure à l'utilité ou non des mesures déployées. Sans doute, les technologies du programme auront permis aux troupes de l'OTAN d'être mieux protégées en Afghanistan. Notre analyse porte davantage sur la manière dont des acteurs envisagent et codifient collectivement les menaces et, de là, rendent possibles les politiques multilatérales de l'OTAN.

le travail des experts et ingénieurs de l'arme nucléaire, ou même encore de James Der Derian sur l'effacement de la violence armée résultant de la technologisation/virtualisation contemporaine de la guerre, trouvent ici une pertinence certaine. Elles montrent le paradoxe existant entre la pénétration des imaginaires de violence ou d'inimitié au sein des instances les plus éloignées des brutalités armées et leur simultanée désincarnation dans des flux de pratiques bureaucratisés, froids et déshumanisés⁵. Dans notre cas s'ajoute à cet effet d'éloignement propre aux ingénieurs, aux fonctionnaires et aux industriels que nous analyserons, l'idée d'un risque terroriste dont la dimension inconnue nécessiterait le déploiement préventif, constant, et de ce fait banalisé, d'un faisceau de technologies d'attaque et de protection. Cette combinaison entre l'éloignement du terrain propre à l'activité des acteurs analysés dans le DATPoW et l'existence de nécessités préventives nous conduira à déduire que l'OTAN et son programme de travail de lutte contre le terrorisme s'entretenait à partir de la banalisation de discours de violence via sa dissémination au sein de différents secteurs professionnels.

Comme pour Active Endeavour, les origines sociales de ces évolutions sécuritaires à l'OTAN sont à chercher du côté de l'hétéronomie interne et externe de l'espace de production en question. Il s'articulait sur la base de compromis sur les risques à combattre entre quatre types d'acteurs, à savoir les fonctionnaires du QG de l'OTAN, les acteurs diplomatiques⁶, les professionnels civils et militaires des agences d'État et de l'OTAN et les industriels de l'armement.

La présente partie s'articule en deux temps. Dans le chapitre IV, nous étudions la genèse et la trajectoire du DATPoW au sein des échanges entre acteurs diplomatiques et fonctionnaires internationaux en matière d'armement. Deux phases sont déconstruites : la fondation et le développement initial du programme au sein de la Division des investissements de défense (DI) de l'OTAN (2004-2010) et son déplacement au sein de la Division des défis de sécurité émergents (ESCD – 2010-2016). Nous verrons que le contre-terrorisme a participé tout autant à insérer le programme dans la routine orthodoxe de la bureaucratie de l'OTAN (2004-2010) qu'à en transformer le pilotage sous des formes bien plus hétérodoxes et dispersées sur le plan institutionnel (2010-2016). Le chapitre V sera consacré au réseau des experts coopérant au sein

⁵ H. GUSTERSON, *op. cit.* ; C. COHN, « Sex and Death in the Rational World of Defense Intellectuals », *Signs*, 12/4, 1987, p. 687-718 ; J. DER DERIAN, *Virtuous War: Mapping the Military-Industrial-Media-Entertainment Network*, Londres, Routledge, 2009. Ces travaux se situent dans la ligne des réflexions comme celles de Hannah Arendt ou Zygmunt Bauman sur l'ordinaire bureaucratique et désincarné de l'Holocauste. Ce que Arendt qualifia, de manière célèbre en observant le procès Eichmann, de « banalité du mal ».

⁶ Dans ce chapitre, les « diplomates » seront utilisés comme une catégorie plus élargie que dans le reste de notre travail doctoral. Les acteurs siégeant à la Conférence des directeurs nationaux d'armement (CDNA) – le corps politique pilote du DATPoW) de l'OTAN n'ont pas tous le statut officiel de diplomate, certains étant détachés des organes nationaux de gestion des programmes d'armement (comme la DGA en France) et certains étant même d'anciens militaires. Pour autant, ces acteurs sont reliés aux délégations nationales à l'OTAN, veillent en large partie aux enjeux politiques de l'adoption/évolution de certains programmes d'armement (en dépit de la technicité du travail de ces représentants) et forment les conseillers principaux sur ces questions auprès de leur ambassadeur.

du DATPoW, qui, éloignés du QG, mobilisent des ressources autres que politiques ou bureaucratiques : le personnel des agences d'État/OTAN et les industriels de l'armement. Il est ainsi question de comprendre comment la lutte préemptive contre le terrorisme permet la coopération au sein de l'OTAN d'un faisceau d'acteurs aux identités aussi multiples et aux intérêts différenciés, y compris industriels.

CHAPITRE IV

Fonctionnariat et diplomatie des armes

Ce chapitre est centré sur les interactions entre fonctionnaires internationaux et acteurs diplomatiques du DATPoW. Il montre le rôle qu'a joué le contre-terrorisme dans l'émergence d'une transversalité du travail politique et des fonctionnaires. Cette dernière se caractérisait par des convergences et des divergences plus ou moins conflictuelles entre et parmi les fonctionnaires du Secrétariat international (SI), qui cherchent à sécuriser leurs ressources bureaucratiques¹, et les acteurs diplomatiques rattachés aux orientations nationales. Ces jeux sociaux prirent deux formes distinctes au cours du temps, dont l'étude structurera le présent chapitre : le développement du DATPoW dans le cadre d'une orthodoxie liée à l'acquisition d'armements (2003-2010) ; sa restructuration après 2010 dans le cadre d'un rapport hétérodoxe des acteurs aux principes de fonctionnement dominant de la bureaucratie otanienne.

¹ M. BAUER et E. Jörne, « Bureaucratic autonomy of international organizations' secretariats », *Journal of European Public Policy*, 23/7, 2016, p. 1019-1037 ; O. NAY et F. PETITEVILLE, « Éléments pour une sociologie du changement dans les organisations internationales », *Critique internationale*, 53, 2011, p. 9-20. Dans les organisations internationales, le Secrétariat international regroupe les fonctionnaires qui sont censés agir au nom de « l'intérêt général » de l'organisation en question. Ils coordonnent les travaux des représentations permanentes en favorisant le rapprochement des diverses positions nationales. Dans cette perspective, la littérature sociologique a observé que les fonctionnaires développent des stratégies leur permettant d'autonomiser leurs ressources bureaucratiques de manière à pouvoir développer un crédit professionnel ne dépendant pas uniquement des volontés nationales.

Conquête du Secrétariat international et séduction diplomatique

En quête d'autonomie bureaucratique : un contre-terrorisme « sexy, fashion, mais tactique »

Le DATPoW naquit dans la Division des investissements de défense (DI) de l'OTAN, l'organe du SI où les fonctionnaires travaillent à coordonner l'action des représentations permanentes sur les dossiers liés au développement des capacités militaires. Les origines du DATPoW sont liées à l'arrivée de l'Américain Marshall Billingslea au poste de directeur (secrétaire général adjoint – *Assistant secretary general* – ASG) de la DI en 2003. Il voulait « la création de projets d'armement de courtes durées pour satisfaire les besoins militaires prioritaires de l'OTAN »². La lutte contre le terrorisme fut mobilisée par les fonctionnaires de la DI comme ressource discursive appuyant une stratégie, qui visait à promouvoir le programme auprès des acteurs diplomatiques siégeant notamment à la Conférence des directeurs nationaux d'armement (CDNA). Il s'agissait de jouer sur la signification souple du narratif ainsi que sur l'« effet de mode » politico-militaire qu'il constituait alors à l'OTAN (invocation de l'article 5, opérations en Afghanistan et en Méditerranée) :

L'objectif était de surfer sur la vague du contre-terrorisme après les attaques de 2001. À l'époque, il y avait énormément de discussions sur le sujet. L'article 5 avait été invoqué, quelques mesures avaient été prises, dont Active Endeavour en Méditerranée, la FIAS avait été lancée. [...] Avec Marshall [Billingslea], on a donc voulu jouer sur cette effervescence en proposant un projet assez original et porté par une thématique en ébullition ici à l'époque [...]. On envisageait alors le DATPoW comme un programme de développement capacitaire qui permet de contrer des attaques qui peuvent potentiellement s'associer à du « terrorisme » [*en souriant et en mimant des guillemets avec ses mains*]. Car on ne sait pas vraiment ce qu'est le terrorisme, ça dépend des sensibilités³.

La stratégie utilisée par Billingslea de jouer de la polysémie du contre-terrorisme pour promouvoir la coopération en matière d'armement à l'OTAN est branchée à sa trajectoire professionnelle déjà marquée par de telles manœuvres. Avant son arrivée fin 2003-début 2004 à la DI, il occupa, entre 1995 et 2001, un poste à haute responsabilité au Sénat américain. Il y supervisait les travaux sur les questions d'exportation et de circulation internationale des armes. Entre 2001 et 2003, la spécialisation armement de Billingslea croisa la rhétorique contre-terroriste. Il devint le principal conseiller civil du secrétaire américain à la Défense, alors Donald Rumsfeld, sur les opérations de forces spéciales et aux actions dites contre-terroristes menées contre Al Qaeda et d'autres types de groupes après les attaques du 11 septembre. À ce titre, M. Billingslea était coprésident du Comité des directeurs du Commandement des États-Unis pour les opérations spéciales (United States special operations command – USSOCOM). Durant cette période, Billingslea prôna l'acquisition de nouvelles technologies pour

² Entretien n° 5, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, avril 2015.

³ Entretien n° 19, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, mai 2015.

optimiser l'action contre-terroriste des forces spéciales⁴. Il fut aussi l'un des ardents défenseurs dans l'entourage de Rumsfeld de l'usage systématique et débridé des techniques de torture dans les interrogatoires contre les détenus de la guerre contre le terrorisme⁵. Arrivé à Bruxelles, cet acteur était déjà solide rentier du contre-terrorisme. La persistance dans l'usage de sa souplesse narrative, qui va jusqu'à la promotion de la torture dans les centres militaires de détention américains, lui a servi à voyager dans plusieurs institutions. Ces diverses positions professionnelles formaient un bagage nationalement acquis et importé à la DI. Il le mobilisa à partir de 2003 pour y promouvoir un projet à la croisée de stratégies discursives et de pratiques auxquelles il était déjà socialisé : le développement d'armements justifié par le contre-terrorisme.

Adopté en juin 2004 au sommet d'Istanbul, le DATPoW poursuivit sa formalisation bureaucratique. Le point d'ancrage institutionnel du programme fut la création au sein de la DI de l'Unité technologique de contre-terrorisme (Counterterrorism technological unit – CTTU)⁶. Elle était destinée à coordonner l'action des fonctionnaires dans le cadre du DATPoW. Le nom de l'unité témoigne de la manière dont le contre-terrorisme (se) nourrit (de) l'orthodoxie bureaucratique de la DI : une « unité technologique », intégrée, par conséquent, au caractère technique des activités de la DI. La CTTU se peupla de civils et de militaires de multiples nationalités (française, roumaine, bulgare, américaine, italienne). Ils étaient en majorité déjà fins connaisseurs des enjeux d'acquisition d'armements. À sa tête, une Française, A.A.⁷, postée en 2002 à la DI et présente dès les premières heures du projet. Elle appuya l'initiative de Billingslea après son arrivée à la tête de la division, ce qui lui vaudrait d'obtenir la direction de la CTTU jusqu'à sa dissolution en 2010. Elle se présente comme une « ancienne DGA » (Direction générale de l'armement). Elle y était à la tête du Bureau OTAN et de la Direction des affaires industrielles et de coopérations entre 1996 et 1998. En 1998, elle fit son entrée au QG de l'OTAN par la représentation permanente française, siégeant à la CDNA jusqu'en 2001. A.A. coordonna une équipe de sept à trois personnes (le chiffre variant en fonction des années). Ces personnalités présentaient des carrières d'ores et déjà bien établies dans le milieu de l'armement, comme le lieutenant-colonel bulgare Krassimir Kuzmanov, intégré à l'unité entre 2005 et 2008⁸ et spécialisé en mécanique des véhicules blindés.

Le socle sociologique sur lequel se bâtit dans le temps la CTTU et la gestion bureaucratique du DATPoW relevait du partage d'une idéologie liée au développement

⁴ En novembre 2003, Billingslea recevait aussi de Rumsfeld la *Medal for Distinguished Public Service* pour son travail sur le contre-terrorisme.

⁵ U.S. SENATE, REPORT OF THE COMMITTEE ON ARMED SERVICES UNITED STATES SENATE, *Inquiry into the Treatment of Detainees in U.S. Custody*, Washington D.C., 2008, p. 131 et p. 138.

⁶ Entretien n° 59, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, août 2015.

⁷ Pour des raisons d'anonymat, nous emploierons des acronymes fictifs pour désigner certains des acteurs étudiés.

⁸ Sur ce qui suit, voir notamment K. KUZMANOV, « Does NATO Have a Role in the Fight Against International Terrorism: Analysis of NATO's Response to Septembre 11 », *Information & Security*, 29, 2006, p. 84.

du secteur de l'armement. Le contre-terrorisme servait l'actualisation de savoir-faire techniques adossée à un projet de solidification de capitaux bureaucratiques (par l'acquisition de ressources budgétaires et de positions professionnelles). Ces enjeux individuels vivaient sur une adéquation entre les éthos des gestionnaires du programme et l'orthodoxie bureaucratique de la DI.

Le contre-terrorisme servit à la production d'une institution relativement homogène dans sa composition et ses buts. Néanmoins, ce discours appuyait également une transversalité bureaucratique qui perméabilisait la CTTU aux dynamiques l'entourant. Le DATPoW se construisit alors sur un réseau déjà plus hétérogène qu'il n'y paraît. Deux éléments de preuve soutiennent cette analyse. Le premier concerne la spécificité toute relative de la CTTU dans le paysage de la DI. En théorie, l'architecture hypertechnique de la division était, en l'état, apte à recevoir et à organiser le programme. Le développement de la CTTU fut moins lié au caractère nouveau des capacités développées dans le DATPoW qu'à un impératif de coordination financière. Ceci justifiait précisément une collaboration étroite et quotidienne entre le personnel de l'unité et celui des autres sections de la division (en particulier autour des capacités terrestres et aériennes)⁹ :

C'est sûr que la création de la CTTU s'est faite dans le prolongement de ce qui se faisait à DI. À peu de choses près, on faisait ce qui se faisait en grande partie dans la division depuis un certain temps, du moins dans le principe. Après, le DATPoW visait à développer des capacités spécifiques qui manquaient. [...] Le but de l'unité était plus d'assurer une meilleure coordination du programme, étant donné qu'il bénéficiait notamment d'un budget en propre¹⁰.

Le DATPoW constituait en effet une source de crédibilité et de financement plus large pour la DI. Les années 2000 sont marquées par une réduction des fonds attribués à la défense au niveau national (surtout pour les Européens) et aux financements communs de l'OTAN. Dans ce contexte, la création d'un programme muni d'un budget propre, relativement stable et dans l'air du temps (du fait de son lien avec la lutte contre le terrorisme), fut une opportunité pour la DI de légitimer son utilité dans le paysage bureaucratique et politique otanien. La création d'une unité dédiée au DATPoW permettait de sanctuariser sa conduite pour en assurer l'efficacité, tout en insérant le programme dans les compétences environnantes et déjà existantes de la DI. La CTTU était moins liée au caractère idiosyncrasique du projet qu'à des enjeux managériaux de gestion financière et bureaucratique, ce qui permettait de justifier la pertinence plus large de la DI¹¹.

Deuxièmement, la direction du programme était en partie extérieure à la CTTU. Celle-ci fut quotidiennement gérée par son chef direct, A.A. La coordination générale du DATPoW revenait toutefois au secrétaire général adjoint délégué (*Deputy assistant secretary general* – DASG) de la DI (sous-directeur, adjoint de l'ASG). Tout en

⁹ Entretien n° 59, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, août 2015.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Entretien n° 79, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, septembre 2015.

couvrant l'ensemble de l'orientation générale des dossiers de l'entière de la DI, le DASG portait le titre parallèle de coordinateur technologique pour le contre-terrorisme (CTC). Ils furent au nombre de deux et, militaires, déjà socialisés aux questions d'armement : Mario Bartoli (2003-2007), amiral retraité de la marine italienne, puis Richard Froh (2007-2011), Canadien ingénieur de formation, anciennement assistant du président du Comité militaire de l'OTAN puis directeur de la Direction des armements terrestres de la DI. Le DATPoW et son unité servirent ainsi à la distribution transversale de ressources et de titres sociaux, dont celui de CTC.

La CTTU était le point de concentration d'un bien symbolique de haute valeur, le contre-terrorisme, dont l'entretien de la rentabilité bureaucratique s'organisait par des échanges et des dépendances entre les fonctionnaires d'une unité et ceux des autres instances de la DI. Même dans un espace bureaucratique fonctionnant sur un enjeu relativement spécifique et identifiable (l'acquisition d'armements), le contre-terrorisme asseyait la légitimité et délimitait une institution, la CTTU, tout autant qu'il contribuait à l'ouvrir et à la perméabiliser à d'autres influences au sein de la DI. Il s'agissait précisément de la dynamique d'où les fonctionnaires du programme tiraient leurs ressources.

Préserver et aménager les marges de manœuvre du Secrétariat international et de la diplomatie

Les stratégies du Secrétariat international (SI) de pluralisation du contre-terrorisme étaient solidaires de manœuvres similaires du côté diplomatique. Cette similarité se reflète dans les échanges entre les fonctionnaires internationaux de la DI et les représentants permanents siégeant à la CDNA et au NAC. Ces transactions prenaient forme dans deux types de multipositionnements : 1) la greffe des usages du contre-terrorisme dans le DATPoW à ceux en vigueur dans le cadre des opérations en Afghanistan ; 2) une personnification du programme via Marshall Billingslea à qui le contre-terrorisme servait à mobiliser des ressources politiques et militaires exogènes à la configuration du DATPoW.

Le programme a pu bénéficier de l'impulsion post-11 septembre 2001 à l'OTAN, car l'Alliance était engagée dans le symbole politico-militaire de sa participation à la lutte contre le terrorisme, la FIAS en Afghanistan. Il s'y jouait des enjeux opérationnels concrets autour des combats et de la protection de troupes face aux menaces dites terroristes et asymétriques. Par conséquent, un programme comme le DATPoW trouvait dans ce conflit une justification et une applicabilité concrète :

La FIAS a joué un rôle décisif dans le développement du DATPoW. L'opération étant rapidement passée d'une petite opération limitée à Kabul à une opération d'ampleur menée sur l'ensemble du territoire afghan, on a vu que les menaces étaient de nature terroriste ou asymétrique. Donc le DATPoW était estimé comme hautement pertinent... je crois même qu'on peut dire que c'est précisément en raison de la FIAS et de la nature des menaces sur place que tout le monde ici était d'accord pour mener ce programme. [...] Si une telle opération n'avait pas existé, cela aurait été beaucoup plus difficile. [...] C'est cette dimension opérationnelle qui a pu jouer. En ce qui concerne la défense contre les mortiers et la protection des *large body aircrafts*, contre les roquettes ou autres, c'étaient des problèmes rencontrés sur le terrain. Tout était vu

à travers le spectre afghan, personne n'avait de souci pour travailler sur un projet au bénéfice de nos soldats sur le terrain¹².

Si l'Afghanistan se présentait comme un référent sur lequel pouvaient s'entendre fonctionnaires et acteurs diplomatiques, ce fut en raison d'un intérêt mutuel à en pluraliser les défis sécuritaires qui s'y présentaient. Tout comme dans le cas d'Active Endeavour, la configuration du DATPoW se constitua ainsi en intégrant une donne politico-militaire qui lui était extérieure. Les positionnements des fonctionnaires et des acteurs diplomatiques dans le DATPoW s'activaient de manière simultanée à ceux en place au sein de la FIAS. Ce fut la logique-cœur des transactions transfrontalières entre les deux configurations. Le programme se greffa sur la variété diplomatique au travers de laquelle l'action contre-terroriste de l'OTAN se concevait en Afghanistan :

Comme vous le savez sûrement, les Alliés s'entendaient assez peu sur ce que devait recouvrir cette lutte contre le terrorisme en Afghanistan. [...] C'est un peu bizarre à dire mais le DATPoW est un peu tributaire de cette situation. C'est... comme dire... presque une question de formulation en quelque sorte. Qu'est-ce qui distinguait une attaque terroriste d'une... d'une... autre forme d'action, on ne savait pas vraiment en fait. [...] Ce qui était sûr, c'est que le fait que l'Afghanistan était rattaché à la lutte contre le terrorisme et que... euh..., ça, ça permettait justement aux Alliés d'envisager différentes solutions pour leurs troupes qui étaient déployées¹³.

En d'autres termes, les diplomates des États membres jouaient du label contre-terroriste pour promouvoir dans le DATPoW le développement de la technologie correspondant aux préoccupations opérationnelles rencontrées par leurs contingents nationaux déployés. Cette dynamique joua notamment dans le cas des Pays-Bas pour l'initiative de défense contre les mortiers et des États-Unis pour le cas du largage de précision pour les forces spéciales :

Pour les Pays-Bas et les mortiers c'était pas très compliqué... Quand ils ont été déployés à Mazar-e-Sharif [Nord de l'Afghanistan] en 2005, ils se sont installés dans un camp situé sur un relief en contrebas... dans une cuvette en gros. À partir de là, les mecs tiraient les mortiers à partir des hauteurs directement dans le camp... ça explique assez simplement l'intérêt de base des Néerlandais pour le contre-mortier. [...] C'est peu pareil pour le *precision air drop*. Les États-Unis étaient très intéressés parce qu'ils employaient énormément les SOF [Special operations forces] en Afghanistan, en particulier au début de la guerre et après 2010. Les SOF opérant parfois loin des grosses bases, il fallait trouver un moyen d'assurer le réapprovisionnement des troupes sans risquer d'envoyer des convois terrestres qui se feraient attaquer. C'est là que le largage de précision devenait intéressant pour eux¹⁴.

Il en allait de même pour la dimension contre-IED du DATPoW. Les IED étaient la première cause de mortalité parmi les forces internationales en Afghanistan. Ils étaient

¹² Entretien n° 82, Militaire de la représentation permanente de la France auprès de l'OTAN, QG de l'OTAN, septembre 2015.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Entretien n° 25, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, juin 2015.

souvent décrits comme des « techniques terroristes »¹⁵ de l'insurrection. Le DATPoW constituait un investissement capacitaire visant à remédier à ces pertes. D'ailleurs, la structure financière même du programme favorisait une pluralisation technique de la vision du conflit en Afghanistan, car il s'appuyait sur le format dit « *lead nation* ». Sur base volontaire, un État membre propose et assure le pilotage d'une expertise dans un domaine l'intéressant, l'Afghanistan ayant alors servi de véritable contexte opérationnel appelant, comme évoqué, à parer certaines déficiences dites tactiques. D'autres États membres peuvent alors se joindre et soutenir la conduite du projet. L'association du programme avec la lutte contre le terrorisme en Afghanistan était devenue d'ailleurs tellement étroite que l'un des documents principaux de publicité du DATPoW avait pour couverture un soldat agenouillé portant l'écusson de la FIAS.

Les pluralités de sens du contre-terrorisme facilitant les échanges entre diplomates et fonctionnaires du DATPoW ne s'arrêtaient pas là du point de vue du rôle des opérations en Afghanistan. Elles s'incarnaient également dans la construction d'ambiguïtés et de flous autour du caractère politiquement épineux de la qualification de la FIAS comme opération de contre-terrorisme. Les autorités politiques nationales reconnaissaient collectivement que l'OTAN était en Afghanistan au nom de la lutte contre le terrorisme (« désanctuariser » le pays). Cependant, certaines, en particulier la France, s'opposaient fermement au NAC à voir l'Alliance s'engager dans des pratiques opérationnelles de contre-terrorisme¹⁶. L'OTAN devait assurer l'essentiel du volet militaire de la guerre contre le terrorisme en Afghanistan sans pour autant faire de contre-terrorisme en tant que tel. Les fonctionnaires de la DI exploitèrent la brèche d'opportunité que constituait cette ambiguïté diplomatique en faisant valoir la nature avant tout tactique et technique du DATPoW auprès des acteurs diplomatiques. Les fonctionnaires jouaient d'une véritable porosité frontalière – ils réimportèrent l'un des enjeux de qualification politique de la FIAS au sein de la configuration du DATPoW :

Quand on a commencé à promouvoir le programme, on a été très clair sur nos intentions : on ne fait pas de politique, d'idéologie, mais du pragmatique, du technique, du tactique. On connaissait l'état des débats à l'époque à l'OTAN. Tout le monde s'accordait à dire que l'OTAN ne pouvait pas rester à côté de la lutte contre le terrorisme, mais il y avait aussi des réticences, tout n'était pas envisageable, en particulier du côté français et allemand concernant l'Afghanistan. Là-dessus, le DATPoW était un programme pragmatique et technique de défense contre des attaques terroristes et asymétriques. On insistait beaucoup sur ce point auprès des politiques,

¹⁵ Sur ce point, nous renvoyons à la troisième partie de l'ouvrage.

¹⁶ Plusieurs États membres, dont l'Allemagne et la France, refusaient de voir l'Alliance s'impliquer dans les missions dites contre-terroristes. L'opposition du gouvernement Chirac à l'invasion de l'Irak en 2003 le conduisit à freiner une institutionnalisation de la « guerre contre terrorisme » dans l'espace otanien, et en particulier dans le cadre du dossier afghan. Cela impliquait de garder le mandat de l'OTAN en Afghanistan séparé des objectifs de la mission parallèle à la FIAS, très largement américanisée et qualifiée de contre-terroriste, Enduring Freedom (OEF). La FIAS était alors vaguement qualifiée par les autorités françaises de « force de stabilisation », par opposition à OEF, officiellement entendue du côté français comme une mission létale l'élimination de groupes « terroristes ».

il a fallu être pédagogique, ne pas froisser. On savait que les IED, les mortiers, les roquettes faisaient des morts en Afghanistan. C'était sexy, fashion... mais tactique ! À partir de là, une initiative commune, qui fournit des résultats rapides et qui visent à protéger les troupes au sol, c'était bienvenu¹⁷ !

Tout en participant à la mise en avant de la FIAS dans la production d'un rôle pour l'OTAN dans la lutte contre le terrorisme, le DATPoW se limitait à mobiliser cette rhétorique sur un plan « tactique ». Ce pragmatisme technique était vu du côté diplomatique comme n'ayant pas d'incidence décisive sur les grandes orientations politiques du dossier à l'OTAN. La technicité avec laquelle le DATPoW se greffait sur l'enjeu afghan faisait alors écho aux ambiguïtés qui maillaient le compromis diplomatique sur la question contre-terroriste. Comme nous le verrons plus en détail dans la partie sur la FIAS, l'OTAN reconnaissait officiellement l'existence d'« attaques terroristes » sans pour autant déclarer que la FIAS faisait du contre-terrorisme. Le DATPoW fut le reflet et le produit de ce discours. Il agissait techniquement pour prévenir des attaques terroristes, sans pour autant prétendre faire du contre-terrorisme. Les fonctionnaires exploitèrent les contradictions de leur organisation dans son pilotage de la guerre en Afghanistan. La lutte contre le terrorisme du DATPoW fournissait un évasif discours commun à deux types d'acteurs qui interagissaient dans la perspective d'une défense des troupes via des solutions technologiques : « C'est grâce à cette focale technique que le programme a eu le mérite de perdurer dans le temps. Que ce soit dans le cas d'une attaque terroriste ou d'une autre menace, peu importe, le DATPoW proposait des solutions techniques efficaces et concrètes. »¹⁸

Les flous entre diplomates et fonctionnaires allaient également jusqu'à faire du contre-terrorisme en Afghanistan une « justification de rechange » pour assurer l'existence de certaines mesures. Ce fut notamment le cas dans l'initiative Protection des infrastructures critiques, conduite par la Belgique. Au début des années 2000, cette mesure avait initialement été entendue par le ministre de la Défense en référence à la protection d'infrastructures sur le sol national. Or, comme nous l'expliquait un représentant belge à la CDNA,

l'OTAN étant une organisation politico-militaire, il était impossible de justifier notre implication dans le programme par des enjeux de lutte contre le terrorisme en interne, ce n'était pas possible. Donc il fallait trouver quelque chose qui rendait le programme déployable à l'extérieur. On a alors pris appui sur les infrastructures critiques en opération, en Afghanistan notamment, tout ce qui est par exemple camps militaires¹⁹.

L'évolution de l'argumentaire politique dans la mise en place de l'initiative sur les infrastructures critiques via l'Afghanistan n'a pas isolé la perspective d'utiliser en interne cette mesure, au contraire. Comme le montre la suite de l'entretien, le croisement entre la technicité du programme et son narratif de défense contre le

¹⁷ Entretien n° 19, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, mai 2015.

¹⁸ Entretien n° 27, Militaire de la représentation permanente de la Belgique auprès de l'OTAN, QG de l'OTAN, juin 2015.

¹⁹ *Ibid.*

terrorisme rendait possible la réimportation de l'initiative sur le sol national, ce qui renseigne à nouveau sur la force génératrice de ses usages pluraux :

C'est un des objectifs, de réutiliser ces technologies sur le sol national, surtout sur le plan des infrastructures critiques. L'objectif était d'avoir une initiative qui puisse protéger des attaques terroristes ou asymétriques en opération, nos bases militaires en Afghanistan par exemple, mais qui, en même temps, puisse profiter à la protection de nos infrastructures civiles sur nos territoires nationaux. Regardez, beaucoup des problèmes à ce niveau peuvent être similaires en opération ou sur le sol national, une centrale nucléaire peut aussi être attaquée de la même manière qu'une base militaire ou un bâtiment civil sur les lieux d'intervention. [...] Autant utiliser le programme dans l'ensemble de ses capacités²⁰.

L'Afghanistan a occupé une place importante dans la structuration de la configuration du DATPoW entre acteurs diplomatiques et fonctionnaires. Leurs relations dépendaient de leurs positionnements parallèles au sein de la FIAS, si bien que les modes d'usage du contre-terrorisme dans le DATPoW étaient tributaires de ceux en place au sein du pilotage des opérations en Afghanistan. L'Afghanistan constituait un point d'appui permettant aux fonctionnaires de justifier le programme auprès des acteurs diplomatiques sur la base du rôle important de la FIAS pour la lutte de l'OTAN contre le terrorisme. Dans le même temps, la FIAS résonnait aussi auprès des acteurs diplomatiques comme un espace de combat où une meilleure protection des troupes était estimée comme nécessaire. Le large éventail des possibles technologiques du DATPoW dépendait ainsi de flous qui préservaient les marges de manœuvre respectives des fonctionnaires et acteurs diplomatiques. Les premiers autonomisaient leurs ressources bureaucratiques en opérant à partir d'un pragmatisme technique. Les seconds œuvraient au sein du DATPoW tout en veillant à maintenir un compromis politique multilatéral dans la FIAS.

Le second élément clef ayant structuré les échanges entre diplomates et fonctionnaires du DATPoW fut la personnification du programme en la personne de M. Billingslea. Comme l'a montré notre analyse de sa trajectoire professionnelle, celle-ci s'est notamment bâtie au niveau national sur la rente contre-terroriste. En plus d'une maîtrise des connaissances techniques sur les questions d'armement, il a su conserver de solides contacts politiques et militaires au sein de l'administration américaine une fois arrivé au QG de l'OTAN. Son influence était d'ailleurs telle qu'elle dépassait le strict cadre de la DI et de la CDNA. Ses contacts dans la communauté des forces spéciales aux États-Unis lui ont par exemple permis d'appuyer la création d'un quartier général des forces spéciales à l'OTAN :

Billingslea était très actif dans la promotion du programme, il en assurait la visibilité. À chaque réunion de la CDNA au niveau directeurs nationaux²¹, il parlait du DATPoW. Pareil pour le Comité militaire et le NAC, il allait lui-même régulièrement rendre compte du programme. C'était un très bon communicant, il fallait voir les

²⁰ *Ibid.*

²¹ Si les NADREP siègent de manière permanente à la CDNA, il est prévu que celle-ci se réunisse deux fois par an en format directeurs nationaux d'armement (les chefs des directions armements au sein des États membres).

ambassadeurs au NAC à la fin de ses meetings, tout le monde était sous le charme. Ils sortaient de là, ils rêvaient d'être mécaniciens. C'était un multiscarier, il connaissait très bien les éléments techniques du programme tout en communiquant très bien au niveau politique [...]. Et puis, faut dire ce qui est, il avait des appuis politiques énormes. Quand quelque chose bloquait, il appelait directement la tête du département de la Défense, Rumsfeld en personne même. Je me souviens que quelqu'un l'emmerdait au niveau de l'initiative EOD [« Élimination d'engins explosifs » – « *Explosive ordnance disposal* » – une mesure proche du contre-IED] en Slovaquie. Il a appelé le Département de la Défense, le lendemain les mecs étaient écartés [...]. Ne serait-ce que pour l'initiative sur le largage de précision des SOF, ça a été facilité par les connexions qu'il avait dans le milieu, il était par exemple copain avec McRaven et Olson à l'époque. [...] Ici même à l'OTAN, c'est en partie lui qui a participé à la création des SOF OTAN et de leur Quartier général. C'est d'ailleurs pas pour rien qu'Olson est devenu le premier directeur du Centre de coordination des opérations spéciales [*Special operations coordination center*] au SHAPE. Je me souviens que Billingslea a été impliqué dans les premiers *workshops* interalliés où il présentait pour les premières fois le projet SOF au niveau politique²².

Cet extrait d'entretien montre la rentabilité multiple assurée par le contre-terrorisme dans la personnalisation du programme et son impact sur les échanges entre diplomates et fonctionnaires. La lutte contre le terrorisme permit à M. Billingslea de construire des compétences sociales de « communication politique » et un réseau professionnel solides. Ces ressources sont importables et réutilisables dans un contexte autre que l'espace d'origine où Billingslea les a forgées. Le contre-terrorisme stimula une tendance à l'autonomisation bureaucratique du programme, quand bien même ce phénomène résulte de la mobilisation de capitaux en partie exogènes au corps des fonctionnaires eux-mêmes (diplomatiques et militaires). L'influence de Billingslea au sein du programme ne résulte pas d'un cerclage de ses ressources au sein de la bureaucratie de l'OTAN. Son poids institutionnel résulte de son multipositionnement dans un réseau allant au-delà du monde des fonctionnaires internationaux, car d'ordre politique et militaire. Ce poids institutionnel déborde ainsi le cadre seul du DATPoW. Ses connexions dans les forces spéciales, mentionnées dans l'extrait d'entretien, sont à cet égard significatives. L'acteur, en effet, tissait des liens avec des personnalités des forces spéciales qui y gagnèrent des positions d'autorité via la lutte militaire contre le terrorisme. Au niveau politique, le secrétaire à la Défense D. Rumsfeld avait largement misé sur les forces spéciales pour la gestion militaire de l'après-11 septembre. À tel point que les routines bureaucratiques avaient été modifiées pour que le secrétaire à la Défense puisse exercer sur elles un contrôle plus direct, en particulier dans le cadre des opérations ciblées²³. Comme précisé également plus haut, Billingslea était d'ailleurs tellement intégré aux enjeux politiques de la lutte contre le terrorisme qu'il fut impliqué de près dans la valorisation des techniques de torture en interrogatoire.

Du côté militaire, les amiraux McRaven et Olson, cités dans l'extrait d'interview, devinrent eux aussi des figures de proue du contre-terrorisme au sein des forces

²² Entretien n° 59, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, août 2015.

²³ J. SCAHILL, *Dirty Wars : Le nouvel art de la guerre*, Québec, Lux Éditeur, 2014, p. 74.

spéciales. Le premier occupa par exemple un poste de très proche conseiller en la matière auprès de Rumsfeld²⁴. Olson et McRaven se succédèrent par ailleurs à la direction de l'USSOCOM²⁵. Ainsi, les connexions de Billingslea avec la communauté des forces spéciales permirent non seulement la promotion de certains pans du programme, le largage de précision pour les forces spéciales, mais aussi l'initiative plus large d'un quartier général de forces spéciales au SHAPE de l'OTAN. L'effet de pouvoir généré auprès des instances diplomatiques par la personnification du programme s'appuya sur la réutilisation et l'import-export d'une variété de compétences professionnelles diverses, acquises dans le secteur des opérations spéciales. Elles furent accumulées aux États-Unis et redéployées à l'OTAN via le narratif contre-terroriste²⁶.

Les deux dynamiques ayant structuré les échanges entre diplomates et fonctionnaires du DATPoW (FIAS et personnification du programme) montrent le rôle décisif et spécifique opéré par la rhétorique contre-terroriste dans les effets de multipositionnement. Il s'agissait d'un discours pluriel articulant des intérêts divers, d'autonomisation orthodoxique du Secrétariat international d'un côté et de pilotage politique d'une guerre de l'autre, et dont la formulation et la provenance sont issues d'espaces de production nationaux et internationaux eux-mêmes multiples²⁷.

Au cœur de ce mode de production de la lutte contre le terrorisme réside ainsi un effet de pouvoir bien spécifique relatif à l'exercice de la sécurité : celui d'une combinaison paradoxale entre mise en permanence de la violence militaire et sa désincarnation technique. Les jeux sociopolitiques déconstruits suggèrent en effet largement que la guerre est l'horizon de fond du DATPoW. En termes d'éthos d'acteurs,

²⁴ U.S. NAVY, *Admiral William H. McRaven*, 2015, http://www.navy.mil/navydata/bios/navybio_ret.asp?bioID=401 (consulté le 6 juin 2018).

²⁵ *Ibid.* ; NAVY SEALS, *Eric T. Olson*, <https://navyseals.com/ns-overview/notable-seals/eric-t-olson> (consulté le 6 juin 2018).

²⁶ S'ajoutaient à ces compétences professionnelles un prestige personnel et une confiance en soi qui jouaient également un rôle non négligeable dans le dynamisme de l'acteur en question : « Je me souviens qu'en Norvège, il voulait absolument voir le ministre de la Défense après son rendez-vous avec le chef d'état-major. La base où on l'avait rencontré se situait en périphérie de là où était le ministère. Il a sorti au chef d'état-major : "Bon, mon général, je suis désolé de vous embêter, mais j'ai besoin d'un hélico". Et on a eu l'hélico ! [...] Il n'hésitait pas, quelqu'un ou quelque chose le faisait chier, il avançait quand même. À Paris, on avait rendez-vous à l'Élysée. Un camion poubelle bloquait la rue, il y avait un bouchon... Il est descendu et on y est allé à pied ! Les gars de l'escorte se disaient : "Mais à quoi on sert ?", lui répondait : "J'ai pas le temps, j'y vais". » Entretien n° 19, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, mai 2015.

²⁷ En 2007, Marshall Billingslea céda la place à Peter Flory comme ASG de la DI. Si le DATPoW connut une phase d'ascension particulière sous Billingslea, qui en avait fait l'un de ses principaux centres d'attention, la dynamique diplomatique-bureaucratique ne changea pas véritablement sous P. Flory, le programme étant déjà bien lancé et stabilisé dans ses routines. Si le DATPoW fit alors l'objet d'une personnalisation moindre et d'un usage plus endogène des ressources bureaucratiques, l'Afghanistan servit toujours de point d'appui au programme. NATO, *Peter C. W. Flory, Assistant Secretary General for Defence Investment*, 2009, http://www.nato.int/cps/en/SID-6358719A-6EF4276D/natolive/who_is_who_50146.htm (consulté le 18 mars 2016).

d'abord, les acteurs ne sont, certes, pas directement aux prises avec les théâtres d'opérations, mais restent des spécialistes des armements. L'un des protagonistes principaux a même été promoteur de méthodes de tortures. En termes de situation, ensuite, car c'est bien une guerre qui justifie l'existence d'un tel programme, à savoir le conflit en Afghanistan. Pourtant, l'existence du DATPoW, ou plutôt le maintien des compromis entre diplomates et fonctionnaires, réside dans un effacement rhétorique même de l'horizon guerrier, qui se matérialise dans des considérations sur des nécessités d'ordre technique (ou « tactique ») ou, plus important, relevant de la protection des contingents en opération. Derrière la prolifération des mesures de sécurité du DATPoW, défensives et/ou offensives, rendues possibles par l'effet combiné de réseaux d'acteurs hétérogènes et d'un discours sur l'inconnu du risque terroriste, se trouve un mécanisme de banalisation de la violence technomilitaire : celle-ci prolifère dans ses possibilités d'usage (forces spéciales, contre-IED, contremortiers, etc.) tout autant qu'elle s'esthétise dans des flux technologiques désincarnés. En d'autres termes, les jeux discursifs entre diplomates et fonctionnaires visant, pour se mettre d'accord, à éviter à tout prix d'inscrire le programme dans une perspective ouvertement guerrière qui affecterait le positionnement stratégique de l'OTAN dans son ensemble n'est pas qu'un simple échange rhétorique dont les effets se limitent aux discussions policées des salles de réunion du QG de l'OTAN. Ces transactions portent en elles-mêmes l'enjeu d'un « effacement de la mort »²⁸, quand bien même les mesures technomilitaires adoptées contiennent sa possibilité : la menace étant permanente et polymorphe, elle nécessite un vaste ensemble technologique défensif et/ou offensif qui, simultanément, éloigne, fait disparaître et, de ce fait, banalise la brutalité première de la violence organisée. Il serait presque de mise d'en déduire que l'esthétique de la violence sous-tendue par la gestion de risques n'est pas qu'un *effet* des échanges hétéronomes entre acteurs, mais bien une *cause* et un *moteur* : c'est parce que l'épineuse question des enjeux et conséquences de la violence réelle est évacuée que les compromis entre points de vue différenciés (concernant le programme et la conduite de la guerre en Afghanistan) peuvent être forgés. Organiser la violence de la gestion de risques, son champ technique des possibles passerait par des compromis conditionnés par son absence discursive, le fait de ne pas l'évoquer. Cette esthétique technique et banalisante de la violence trouve un écho et un prolongement tout aussi importants dans la deuxième phase de développement du DATPoW.

Crises de légitimité et restructuration des compromis entre diplomates et fonctionnaires

Conséquences non prévues de l'intervention du secrétaire général

Après avoir étudié la vie du DATPoW dans le cadre de son milieu initial, nous abordons à présent sa seconde phase d'encadrement. Elle prend forme dans le déplacement du programme au sein de la section contre-terrorisme de la Division des défis de sécurité émergents (ESCD) en 2010. Comme pour notre analyse précédente sur la DI, il s'agira d'abord d'étudier les codes et principes sur lesquels s'est construite

²⁸ C. HEATH-KELLY, *Death and Security: Memory and Mortality at the Bombsite*, Manchester, Manchester University Press, 2017, p. 32.

l'ESCD pour ensuite se pencher sur le DATPoW. Nous formulons l'argument selon lequel la genèse et l'institutionnalisation de l'ESCD s'établissent sur la base d'une hétérodoxie qui rompt avec les codes institués du travail de la bureaucratie otanienne.

Le point de départ de ce changement est lié à la pénétration d'un nouvel enjeu dans le DATPoW : l'élection d'Anders Fogh Rasmussen au poste de secrétaire général de l'OTAN. La construction d'une nouvelle institution dans le corps des fonctionnaires internationaux était liée à un compromis trouvé entre la Turquie et les autres Alliés quant aux tensions suscitées par l'élection du nouveau secrétaire général :

Il y a une petite histoire derrière la création de l'ESCD... Au sommet de 2009, on devait élire un nouveau secrétaire général. Tout le monde voulait Rasmussen, les alliés étaient dans l'ensemble d'accord. Mais les Turcs voyaient d'un très mauvais œil la présence d'un bureau du PKK au Danemark. Pour que les Turcs ne s'opposent pas de manière fondamentale au choix Rasmussen, on a alors promis en échange de créer une nouvelle division et de leur en confier la tête. Il s'agissait donc de leur fournir un poste à pourvoir. Rasmussen est arrivé secrétaire général, la division a été créée, mais un siège d'ASG s'était dégagé entre-temps à la DPP [Division des plans de défense], et les Turcs ont donc préféré le poste ASG-DPP. Cela avait beaucoup plus de poids, ils ne tenaient pas fondamentalement à la tête de cette nouvelle division. Donc la division a été créée initialement sur cette base, et c'est un Hongrois qui en a pris la tête au départ²⁹.

Au départ, la création de l'ESCD était moins liée à des enjeux d'optimisation du travail de l'OTAN sur la sécurité internationale qu'à des luttes de pouvoir et des compromis diplomatiques autour de l'attribution du poste de secrétaire général. Cet aspect est d'autant plus prégnant que l'enjeu de fond des négociations n'était pas tant la création d'une nouvelle instance que l'obtention d'influences les plus grandes possibles dans l'architecture OTAN. C'est ce que tend à montrer l'abandon par la Turquie de la tête de l'ESCD au profit de la très importante Division des plans de défense. Il s'agit de l'instance en charge du cœur de métier politico-militaire de l'OTAN, là où les négociations sont considérées comme étant les plus déterminantes sur les orientations de l'Alliance. La logique d'influence présidant à la genèse de l'ESCD et la décision de sa création ont eu pour conséquence immédiate une interrogation générale sur les fonctions futures de cette nouvelle institution. Son contenu n'allait pas de soi et n'a pas fait l'objet de concertations ou de planifications approfondies. La création de la division s'était faite « à la va-vite » selon l'un de nos enquêtés : « On s'est vraiment demandé ce qu'on pouvait bien mettre dans cette division, ce n'était pas clair au début. Tout ça s'est fait à la va-vite. Il a été trouvé le titre de "défis de sécurité émergents". Je crois qu'il existait quelque chose de similaire à l'OSCE, ça a servi un peu de modèle. »³⁰

À cette improvisation s'ajoutait le volontarisme très tôt affiché par Rasmussen de renforcer la place de l'OTAN dans la gestion des menaces non traditionnelles. Un

²⁹ Entretien n° 36, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, juin 2015.

³⁰ Entretien n° 85, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, octobre 2015.

ancien rédacteur de discours de Rasmussen devenu DASG de la Division des plans de défense nous expliquait :

Rasmussen a été un SecGen [secrétaire général] très particulier dans l'histoire de l'OTAN. Il arrivait après De Hoop Scheffer qui avait essayé le plus possible de garder ses brebis ensemble après le différent franco-américain sur l'Irak. Les années post-2003 ont été très dures ici, les relations très tendues. Rasmussen est arrivé avec une volonté de faire avancer l'Alliance, ne pas se contenter de garder tout le monde sur à peu près sur la même ligne. Il a vraiment cherché à faire aller de l'avant l'OTAN sur les nouvelles menaces, en particulier le terrorisme, surtout dans le contexte de l'augmentation des effectifs américains en Afghanistan après 2009. [...] Et puis, c'est vrai qu'à l'OTAN il n'existait pas d'institutions dédiées à la réflexion sur le terrorisme, la prolifération ou autre, ça a été une aubaine en quelque sorte et ça a plu aux Alliés. Ça faisait des années qu'on menait des opérations de stabilisation, qu'on réagissait à des désordres humanitaires, à des menaces non classiques, sans avoir d'organe spécialisé sur ces sujets. [...] Rasmussen était très entreprenant de ce point de vue, voire parfois trop, ce qui n'était d'ailleurs pas sans déplaire à certains, notamment avec cette histoire de l'ESCD³¹.

La construction de l'ESCD fut ainsi en grande partie conduite par le nouveau secrétaire général, A. F. Rasmussen. Il procéda par un mode d'action relativement improvisé, prenant pour point d'appui un usage large et évasif des nouvelles menaces qui justifiait le déplacement de fonctionnaires de divisions déjà existantes et aux fonctionnalités très différentes au sein de la nouvelle ESCD :

C'est vraiment le PO [*Private office* : le bureau du secrétaire général] et Rasmussen qui ont piloté ça, ça s'est fait de manière assez arbitraire. Il a pris des gens de la diplomatie publique, de la DI, de PASP [Political affairs and security policy division³²] et les a mis ici [...]. Pour lui, les nouvelles menaces justifiaient le fait de prendre une variété de personnes et de les mettre dans cette ESCD³³.

La marge de manœuvre obtenue par Rasmussen dans les cénacles diplomatiques, suite à son élection, quant à la conduite des changements dans le Secrétariat international lui permit d'opérer directement sur ce dernier en ponctionnant du personnel de différentes divisions. Le discours de l'inconnu sécuritaire facilita ainsi le marquage de l'empreinte du secrétaire général sur la bureaucratie de l'OTAN, montrant à nouveau la perméabilité configurationnelle assurée par la mobilisation de ce type de narratif. Sa signification générique assurait au secrétaire général une capacité à s'en saisir pour entreprendre un déplacement de personnel dans une nouvelle division. À risque multiple, personnel multiple. En effet, résultant de l'élection de Rasmussen, la création de l'ESCD constitua un tournant décisif dans la dynamique de vie du DATPoW.

³¹ Entretien n° 21, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, mai 2015.

³² La division en charge de coordonner l'action autour des grandes orientations politiques de l'OTAN, dont les partenariats.

³³ Entretien n° 85, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, octobre 2015.

La division se répartit sur un format thématique par labels sécuritaires (contre-terrorisme, cyberdéfense, prolifération des armes de destruction massive, etc.). Or, l'organisation des divisions du Secrétariat international (SI) répond en général à une priorité donnée non pas au traitement de menaces spécifiées, mais à une répartition fonctionnelle et technique de tâches politico-militaires. À la DI, par exemple, les sections se structurent le long d'enjeux d'acquisition technologique. L'originalité de l'ESCD a pour conséquence de casser la logique orthodoxique de distribution des divisions en fonction des comités où siègent les représentants permanents, eux-mêmes spécialisés sur les dossiers couverts par les sections du SI. Par exemple, la Division des plans de défense est liée au Comité des plans de défense, comme la DI est liée à la CDNA. En l'occurrence, l'ESCD n'est pas liée à un comité en particulier. L'hétérogénéité de sa composition a pour corollaire une distribution des sections dans plusieurs de ces instances. À elle seule, la section contre-terrorisme est reliée au moins formellement à deux comités, dont la CDNA³⁴.

Cette situation généra d'importantes transformations dans l'encadrement diplomatique et administratif (le Secrétariat) du DATPoW, au cœur desquelles se situait la gestion d'une crise de légitimité parmi les fonctionnaires internationaux. L'évolution du programme et les stratégies d'usage du contre-terrorisme la motivant se déroulèrent sur fond d'une double lutte, inter- et intra-institutionnelle. Elle procéda d'une rupture de la routine orthodoxique précédemment observée pour laisser place à la normalisation d'une gestion davantage hétérodoxe du programme. Ce changement généra une série de luttes inter- (entre l'ESCD et la DI) et intra-institutionnelles (au sein de l'ESCD) qui, *in fine*, aboutirent à deux dynamiques interconnectées : une transversalité augmentée du travail diplomatique et des fonctionnaires ainsi qu'un approfondissement de la logique d'aseptisation de la violence militaire contenue dans le programme.

Divorcée et garde partagée

De l'évidence de sa mise au service des politiques d'armement, le programme entre dans une phase d'incertitude quant à l'avenir de son encadrement et de ses orientations. La raison étant que l'ESCD et la section contre-terrorisme furent créées sur des bases hétérodoxes qui cassent la logique de répartition fonctionnelle des tâches et par comité. L'adéquation entre les éthos des fonctionnaires du DATPoW et les codes de son espace bureaucratique de naissance fut rompue ou, tout du moins, désobjectivée. Du côté des acteurs en charge du programme, il s'agit d'un détachement de la relation étroite qu'ils avaient forgée avec la CDNA et de laquelle ils tiraient leur légitimité via leur présence à la DI :

Au départ, on a ressenti ce déplacement comme quelque chose de forcé, notre avis ne nous avait pas été demandé, et ça allait contre toute logique. La DI, c'était l'environnement du DATPoW, ça tournait bien, on recevait l'appui des ASG [...]

³⁴ L'autre comité est celui des partenariats et de la sécurité coopérative, auquel est lié le Programme pour la science au service de la paix et de la sécurité (SPS). La section contre-terrorisme possède un membre gérant cette dimension de SPS. NATO ESCD, *The NATO Science for peace and security programme*, 2015, p. 39.

la CDNA entendait souvent parler du DATPoW. On était proche de la CDNA, on entretenait des contacts. [...] Quand on est arrivé ici [à l'ESCD], on ne savait pas ni ce qu'on allait devenir, ni ce qu'on allait pouvoir y faire, beaucoup trop de choses différentes y ont été mises³⁵.

Cette rupture a été à l'origine d'importantes frictions entre la DI et ceux, dont l'ancienne directrice de la CTTU, qui en furent déplacés pour gagner la section contre-terrorisme de l'ESCD. Le départ du programme et de ses gestionnaires fut vécu comme une importante perte pour la DI :

Ça fait du personnel qui part, ce qui n'est pas peu étant donné que l'OTAN n'embauche quasiment pas de nouveaux entrants. Ensuite, le plus important sûrement : c'est un budget qui fout le camp ! Un programme stable et actif qui bénéficie d'un budget en propre c'est pas rien dans une division. La DI a lutté pour essayer de garder le bébé³⁶.

Ces tensions montrent le statut alors paradoxal du contre-terrorisme dans le déplacement du programme. Le DATPoW fut transféré dans une section portant le nom de la cause pour laquelle il existait. Pourtant, les luttes constitutives de ce transfert bureaucratique montrent que ce rattachement n'avait rien de naturel aux yeux des acteurs en présence. Paradoxalement, cette situation constitua les conditions mêmes de l'évolution du programme et de la production de nouvelles formes de légitimité pour les acteurs diplomatiques et les fonctionnaires. Le contre-terrorisme entra moins dans une déstabilisation de ses facteurs de rentabilité que dans une phase où s'affrontaient et cohabitaient simultanément deux discours concurrents : celui de la *spécification*, tenu par la DI, prônant un contre-terrorisme technomilitaire qui ne serait jamais mieux géré qu'en son sein en raison de la nature technologique du DATPoW ; celui de l'élargissement, tenu par la section contre-terrorisme de l'ESCD, prônant une extension des fonctions du programme vers des dimensions non exclusivement matérielles, en raison précisément de l'occasion donnée par les prétentions généralistes de l'ESCD en matière de traitement des menaces.

L'existence de ces discours rendit possible la dynamique au fondement du renouveau du DATPoW et de la légitimité de ses acteurs, à savoir l'aménagement d'une transversalité d'ordre cette fois-ci interinstitutionnel. En effet, les acteurs de la section contre-terrorisme et de la DI maintinrent des relations étroites dans la gestion du DATPoW. Chacun en tirait une légitimité. Profitant de leur nouvelle localisation institutionnelle, les premiers élargirent le domaine du DATPoW en l'ouvrant à des initiatives dédiées à la production de doctrines d'usages plus que de technologies. Furent aussi mises en avant des pratiques ne tombant plus sous le coup de l'acquisition ou de l'utilisation de matériel, comme le renseignement humain. De même, les fonctionnaires de l'ESCD purent compter sur ceux de la DI pour mettre le DATPoW à l'agenda des réunions de la CDNA. La DI détient en effet le monopole de l'organisation de l'ordre du jour à ces événements. Plus largement, la section contre-

³⁵ Entretien n° 59, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, août 2015.

³⁶ Entretien n° 19, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, mai 2015.

terrorisme est dans l'impossibilité de se passer de l'importante expertise de la DI sur les questions d'armement et de ses réseaux de spécialistes. Logés dans les institutions nationales ou otaniennes, ces derniers mettent en œuvre les programmes OTAN. De leur côté, les membres de la DI sont intéressés à garder une influence dans un programme dynamique pourvu d'un budget stable. Cette situation fut ainsi favorisée par la production d'une ambiguïté mêlée de conflictualité et de coopération autour des objectifs à prêter au DATPoW. Le responsable contre-IED de la DI nous confiait ainsi le peu de crédit qu'il accorde à la présence du programme dans l'ESCD (discours de *spécification*), quand bien même il collabore étroitement avec son personnel (reconnaissance du discours d'élargissement) :

Faire une séparation contre-terrorisme dans la structure OTAN n'a pas beaucoup de sens, c'est une fausse structure. Dans l'OTAN, et à la DI aussi, on fait tout ce qui peut recouvrir du contre-terrorisme, ça peut recouvrir beaucoup de choses [...]. On a mis le programme dans l'ESCD, parce qu'on s'est dit que c'était du contre-terrorisme, que c'était « émergent » [*en faisant les gestes des guillemets avec les mains*]. [...] Le programme aurait tout aussi bien pu rester là. Pour l'instant, le programme est là-bas, il évolue, nous on collabore avec sur certains points, mais il aurait aussi pu rester à la DI, ça aurait aussi fonctionné³⁷.

Les jeux d'interdépendances entre les membres des deux divisions suggèrent que le contre-terrorisme fonctionna comme un discours permettant le remplacement d'une concentration des légitimations bureaucratiques du DATPoW au sein de la DI vers leur répartition dans deux institutions différentes et interconnectées. Les stratégies d'autonomisation du Secrétariat international rimaient désormais avec un décloisonnement institutionnel des alliances entre fonctionnaires, une transversalité renforcée de leur travail : le divorce ESCD/DI généra une forme de garde partagée du programme. La souplesse du narratif permit la sédimentation de jeux d'acteurs aux localisations institutionnelles et aux habitudes professionnelles davantage pluralisées. Cette flexibilité appuya une forme d'adaptation transformant en gains relatifs un changement institutionnel soudain, subi et initialement peu logique.

Le positionnement des acteurs diplomatiques et des fonctionnaires sur la question du maintien du label défense contre le terrorisme du DATPoW est significatif à cet égard. Voici un extrait d'entretien avec un représentant belge à la CDNA, qui nous relatait en entretien un épisode récent d'une des réunions de cette instance. Le sujet abordé était précisément le possible changement de nom du programme :

Je me souviens que j'avais abordé très explicitement l'éventualité que l'on change le nom du programme [...]. Pour moi, cette terminologie de contre-terrorisme pouvait être changée. La très large portée des initiatives et les changements de gestion du programme lui font dépasser le seul cadre de la lutte contre le terrorisme. J'ai donc proposé que l'on pense à changer de nom. La fonctionnaire qui était là pour le *briefing* me répondait alors que la CDNA et le secrétariat avait toujours travaillé avec une définition élargie de la défense contre le terrorisme. On n'inclue pas seulement le terrorisme dans le programme, mais on essaie de parer à tous types de menaces

³⁷ Entretien n° 77, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, septembre 2015.

asymétriques, ce qui nous donne une flexibilité de travail. Je me souviens de sa phrase : « Nous éprouvons quelque résistance à changer de nom, il a donné une bonne visibilité au programme depuis sa création ». Et elle avait raison. Quand on a une bonne marque, qui marche, on ne la change pas. Tout le monde a acquiescé autour de la table³⁸.

Ce court moment de dissension entre le représentant national et la fonctionnaire suscité par l'hétérogénéité du contre-terrorisme fut aussitôt refermé et résolu par une tactique de mobilisation assumée de cette même hétérogénéité. L'extension des modes d'encadrement du programme fut soutenue par un discours sur le contre-terrorisme qui se pluralise, voire se floute lui-même davantage. La même logique était à l'œuvre dans la réponse d'un fonctionnaire de la DI impliqué dans le DATPoW à notre question portant sur la conservation du nom du programme. Il invoqua de manière franche la praticité d'une catégorie de notoriété comme celle du contre-terrorisme :

Parce que c'est un super nom ! DATPoW : tout est dit ! Ça marche, c'est efficace, pas de discussion éternelle ! Quand on construit une marque qui fonctionne, on n'en change pas vous savez. 1,8 million d'euros pour faire du concret dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. En plus de ça, le programme est très flexible dans son fonctionnement, je n'ai plus qu'à être jaloux³⁹.

Le contre-terrorisme se conçoit ainsi comme un label large permettant un déplacement institutionnel qui, ne provoquant pas la mort du programme qui en porte le nom, rend possible une reconfiguration des échanges entre acteurs diplomatiques et fonctionnaires. C'est parce qu'il se nomme très largement « défense contre le terrorisme » que le DATPoW put être déplacé et, par là, que ce narratif participa à la restructuration transversale d'une partie des conditions sociales de production de ce dernier. De manière étonnante, la lutte contre le terrorisme servit aux échanges sociaux à la fois dans le cadre du maintien d'une logique orthodoxique (lorsque le programme était dans la DI) et, à l'inverse, dans le cadre du maintien d'une hétérodoxie (depuis que le programme est situé dans l'ESCD). Du point de vue politique, cette situation permit d'ailleurs à des représentations permanentes de se saisir de certaines initiatives, comme le renseignement humain pour la Roumanie ou la relance de l'initiative sur le renseignement et la surveillance par les États-Unis au tournant des années 2010.

Construction et normalisation du « pot-pourri » de l'OTAN

Les luttes interinstitutionnelles restructurant l'évolution post-2010 du DATPoW se doublèrent de conflits et de dynamiques logés au sein même de l'ESCD. La logique la plus décisive maillant ces affrontements fut le caractère hétérodoxe de la division. Elle se peupla d'individus de provenances diverses (conseillers politiques auprès du secrétaire général, responsable cybersécurité au SHAPE et au Bureau sécurité de l'OTAN, Division des opérations, Division pour les affaires politiques et la politique

³⁸ Entretien n° 27, Militaire de la représentation permanente de la Belgique auprès de l'OTAN, QG de l'OTAN, juin 2015.

³⁹ Entretien n° 77, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, septembre 2015.

de sécurité, Division des investissements de défense). Ils assuraient des tâches elles-mêmes différentes incarnées par les diverses sections de l'ESCD nouvellement créée.

La section contre-terrorisme n'échappait pas à cette règle, d'autant plus que ses membres n'ont pas tous été préalablement socialisés aux enjeux de mobilisation du contre-terrorisme. I. E. fut le premier arrivé à sa tête. Il s'agit d'un des anciens coordinateurs du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est. Entre 2004 et 2010, il fut posté au QG de l'OTAN, au sein de la partie de la Division des plans de défense chargée de la coopération avec les partenaires. H. G., une Britannique, succéda très vite à I. E., en septembre 2011. Issue d'une longue carrière au Foreign Office, travaillant sur une sorte de continuum sécuritaire criminalité financière-prolifération-terrorisme, au début des années 2000, elle intégra le Joint terrorism analysis centre (JTAC) britannique. Sous la direction du MI5, cet organisme produit notamment des études sur les niveaux de menace terroriste pesant sur la Grande-Bretagne. Cette expérience valut à H. G. de participer à la création à l'OTAN de l'Unité de renseignement sur la menace terroriste. Elle fut mise en place peu de temps après les attaques du 11 septembre et destinée à faciliter le partage de renseignements au niveau de l'Alliance et de produire des rapports au NAC sur le sujet. Ensuite, et mis à part le personnel chargé du DATPoW à la DI déplacé dans la nouvelle section, s'ajouta le professeur portugais en électrotechnique Fernando Carvalho Rodriguez. Il pilotait alors le Programme pour la science au service de la paix et de la sécurité (SPS) à la Division de la diplomatie publique. Il fut déplacé dans la section pour en gérer ce qui en devint la dimension contre-terroriste. Il fut remplacé en 2012 par U. M., docteur en physique et auparavant posté au Laboratoire Lincoln du Massachusetts Institute of Technology, spécialisé dans la recherche en technologies de défense nationale. Des acteurs d'origines différentes durent ainsi interagir pour donner corps et sens à un organe bureaucratique particulièrement pluriel qui, au premier abord et à leurs yeux, n'en avait pas.

Il n'y avait pas vraiment de logique dans le fait de réunir autant de personnes différentes dans cette division. [...] Ça a d'ailleurs été difficile ici au départ, tout le monde avait jusqu'ici l'habitude de travailler sur des choses très différentes, il n'y avait pas de cohérence au départ. L'ESCD faisait un peu « pot-pourri » pour le dire franchement, on y avait mis un peu tout. Il a fallu du temps pour s'adapter et créer un esprit d'entente. [...] On s'est retrouvé dans cette section sans unité, sans cohérence, sans vraiment savoir ce pour quoi on était là⁴⁰.

Le contre-terrorisme synthétisa et servit de cheville d'articulation entre ces réalités professionnelles très variées au sein d'une même instance bureaucratique. Ses membres, gérant à la fois un programme de coopération scientifique et de développement capacitaire, se retrouvèrent autour de l'idée minimale de la nécessité d'une telle instance et de ses objectifs très généraux, lutter contre le terrorisme. Ils divergeaient cependant dès lors qu'il s'agissait des logiques pratiques par lesquelles ces buts doivent être mis en œuvre. La pluralité professionnelle fut un temps source de conflit dans la section. Chaque type d'acteurs essayait de tirer la signification du

⁴⁰ Entretien n° 85, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, octobre 2015.

contre-terrorisme vers son domaine de compétence pour asseoir sa légitimité dans l'institution. Cet environnement constitua rapidement une fenêtre d'opportunité davantage collaborative, en particulier pour les fonctionnaires de la section en charge du DATPoW. La variété des logiques professionnelles à l'œuvre leur permit de reconstruire leur légitimité et leur autonomie autour d'un élargissement des fonctions du programme vers des enjeux non exclusivement technologiques.

Un des éléments clefs qui permit de souder la logique d'action hétérogène de la section fut d'ailleurs l'arrivée de H. G. à sa tête en septembre 2011. Similairement à Billingslea dans le contexte de la DI, elle arriva au sein de la section avec une socialisation aux stratégies d'usage pluriels du contre-terrorisme. Sa carrière le reflète, car construite sur une circulation entre plusieurs institutions de sécurité (Foreign Office, JTAC puis renseignement à l'OTAN). Comme elle nous l'expliquait elle-même,

la force du contre-terrorisme, et de la section donc, c'est justement de pouvoir faire plusieurs choses en même temps, de multiplier les initiatives. [...] Quand je fais mes *briefings*, j'évoque plusieurs formes de menaces terroristes, allant du Congrès national africain aux néo-nazis en passant par l'État islamique et Al Qaeda. Ça assure une large audience⁴¹.

Ce point de vue fait écho à celui d'une chargée du DATPoW qui nous confiait que « H. G. a fortement participé à harmoniser nos différences, [...] c'est en partie de là qu'on a pu travailler pour diversifier la portée du programme »⁴². Sous l'impulsion de H. G., la section fut réorganisée en trois parties distinctes, ce qui contribua à clarifier les fonctions de la section et à apaiser les relations professionnelles en interne :

- la partie « politique » (« *policy* »), désormais assurée par la cheffe de section (*Head of section*), H. G., chargée de coordonner les travaux de la section et d'orienter la politique générale de celle-ci, en approchant activement les représentants permanents des délégations nationales ;
- la partie « capacités » (« *capabilities* »), qui comprend le DATPoW et ses gestionnaires ;
- la partie « partenariats » (« *partnerships* »), où est logé le responsable SPS en charge de la dimension contre-terrorisme du programme.

Cette amélioration dans la coordination de la section indique une normalisation de l'hétérogénéité professionnelle sur laquelle elle était fondée. L'apaisement des tensions internes ne signifie pas une plus grande homogénéisation du système d'action qu'est la section, mais l'acceptation commune de ses membres d'une multiplicité fonctionnelle qui fait désormais office de règle. En d'autres termes, et pour reprendre la typologie de Bourdieu évoquée dans l'introduction de l'ouvrage, l'absence de *logique véritablement logique*, à savoir une diversité d'activités réunies dans une unité chargée de lutter contre le terrorisme, devenait une véritable *logique pratique* pour

⁴¹ Entretien n° 6, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, avril 2015.

⁴² Entretien n° 25, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, juin 2015.

les acteurs de la section. Le label contre-terroriste servait à la stratification dans le temps d'une lutte contre le terrorisme qui n'a plus comme cohérence que sa capacité à synthétiser et à servir de cheville d'articulation à des réalités sociales variées au sein d'une même instance bureaucratique, la section en question.

Lors de notre stage, nous avons été étonné de la capacité de la section à vivre sur une aussi forte hétérogénéité professionnelle. Lors de notre passage au QG, la section avait pour habitude de produire un résumé de ses activités hebdomadaires, le « *Counterterrorism – Weekly update* ». Divisées entre les trois ensembles qui reprennent la répartition de la section (politique, capacités, SPS), ces courtes fiches rendaient bien compte de la diversité du quotidien de la section. Sur une même synthèse hebdomadaire pouvaient apparaître :

- la participation de la cheffe de section à des conférences internationales non-OTAN (sur la « déradicalisation », les « *foreign fighters* », etc.) ou à des cours dispensés dans le cadre des structures OTAN sur les questions de « terrorisme » (École opérationnelle de l'OTAN (à Oberammergau), Centre d'excellence de défense contre le terrorisme à Ankara) ;
- les enjeux de l'organisation d'un événement industriel (salons, réunions à l'OTAN) ou militaire (exercice) dans le cadre du DATPoW ;
- les recommandations du Corps scientifique indépendant chargé d'évaluer les projets proposés dans le cadre de SPS, en matière contre-terroriste, ou le contenu de la prochaine tenue du comité en charge des « partenariats ».

Lorsque nous l'avons interrogée sur la diversité de ses tâches quotidiennes que nous avons constatée lors de notre stage, la cheffe de section nous a confié :

Tu sais, ma mission n'est pas exacte non plus et particulièrement délimitée... Là je suis rentrée de déplacement, j'ai préparé un *briefing* pour l'ASG qui part à New York aux Nations unies, j'ai trié mes mails, j'assiste à des conférences ou des cours donnés à l'OTAN, là je prépare une réunion de cette semaine pour le comité des partenariats... Ce n'est pas un job uniforme⁴³ !

Sur la porte de H. G. figure d'ailleurs une image qui suggère l'éclatement de la menace terroriste générée par la section et qui permet de l'entretenir. Il s'agit d'une tête de mort intitulée « *The new face of terror* » et composée de différents mots et noms faisant référence au terrorisme, tels Al Qaeda, Syrie, Irak, Jihad, Taliban, Afghanistan, *Foot soldier*, Al Shabab, AK-47, Yemen, Drone, Union of Islamic Courts, Al-Zawahiri, Peshawar, Westgate Shopping Centre, Niger, *Mumbai Massacre*, etc.⁴⁴ Plusieurs documents utilisés lors de présentations publiques par des membres de la section font également état de ce type de représentations. Se côtoient des matérialités de violence (train éventré lors des attaques de Madrid de 2004, explosions sur terre ou en mer, images d'engins explosifs) et des images d'individus aux motivations très

⁴³ Entretien n° 6, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, avril 2015.

⁴⁴ L'image, que nous avons pu retrouver publiquement, provient de l'hebdomadaire THE ECONOMIST, *Al-Qaeda returns* : The new face of terror, Leaders, 28 septembre 2013, <https://www.economist.com/leaders/2013/09/28/the-new-face-of-terror> (consulté le 18 janvier 2017).

différentes : des néo-nazis, l'État islamique (dont un des membres s'apprête à égorger, en 2014, le photjournaliste James Foley), Nelson Mandela et des personnalités affiliées au Congrès national africain, des manifestants pacifistes.

Le milieu plus large de l'ESCD a également été propice à l'évolution d'une gestion hétérodoxe du programme. Les ASG qui se sont succédé à la tête de la division, Gabor Iklody et Sorin Ducaru, sont deux acteurs issus de carrières diplomatiques. Le premier, ASG entre 2010 et 2013, a occupé des postes de haut niveau au sein du ministère des Affaires étrangères de Hongrie. Il a été ambassadeur auprès de la Norvège et de la Suède et secrétaire d'État aux questions multilatérales. Le second, ASG de 2013 à 2018, a été représentant permanent de la Roumanie auprès des Nations unies puis est devenu ambassadeur auprès des États-Unis jusqu'en 2006. Entre cette année et 2013, date à laquelle il a pris la tête de l'ESCD, S. Ducaru a été représentant permanent de la Roumanie auprès du NAC à l'OTAN. Le DASG de la division, Jamie Shea, est également un acteur principalement socialisé aux enjeux politiques de haut niveau tout en ayant combiné une carrière académique et de « *defense intellectual* »⁴⁵. Entre 1993 et 2000, il a été porte-parole de l'OTAN pour devenir directeur de l'information et de la presse, jusqu'en 2003, puis DASG de la Division de la diplomatie publique, jusqu'en 2005. Entre 2005 et 2010, il a été conseiller politique auprès du secrétaire général. Ces profils, qui sont les hauts responsables du DATPoW, contrastent ainsi profondément avec ceux de la DI, dont les têtes étaient d'anciens militaires (Bartoli et Froh) ou des civils socialisés de long terme aux questions d'armement, ce qui était le cas de Billingslea. D'ailleurs, le format CTTU n'est pas reproduit à l'ESCD. Toutefois, le DASG, en l'occurrence J. Shea, reste l'autorité responsable du DATPoW. Le maintien de cette gestion bureaucratique dans le cadre de l'ESCD s'accompagne d'une reformulation. Le DASG n'est plus, comme ce fut le cas dans la DI, coordinateur technologique pour le contre-terrorisme (CTC) mais coordinateur DATPoW. L'ESCD n'étant pas uniquement centrée sur des enjeux technologiques, contrairement à la DI, mais sur le traitement de différents défis de sécurité, la supervision du programme a été réorientée en mettant nommément l'accent sur la menace que celui-ci prétend combattre, le terrorisme. Ceci permet ainsi aux têtes de la division de se construire un rôle en la matière à partir de leurs éthos politiques tout en les étendant à des questions d'ordre technomilitaire⁴⁶. Lors d'un *workshop* organisé à Sofia sur l'interopérabilité civilomilitaire, J. Shea y prononça un discours où il mettait justement en avant la plus-value politique du DATPoW au sein de l'OTAN :

L'« approche multinationale » est exactement ce que l'OTAN devrait maintenant promouvoir, en ligne avec l'approche multinationale capacitaire [...] et avec le soutien du Programme de travail pour la défense contre le terrorisme (DATPoW). [...]. La Division des défis de sécurité émergents (ESCD) [...] est aussi impliquée dans ce type d'activités car notre portefeuille de responsabilités a été créé dans le cadre d'une approche transversale : contre-terrorisme, cybersécurité, sécurité

⁴⁵ J. Shea est titulaire d'un doctorat en histoire. En parallèle de ses responsabilités à l'OTAN, il a occupé des postes académiques dans plusieurs universités (Collège d'Europe, Kent University, American University, etc.).

⁴⁶ Entretien n° 79, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, septembre 2015.

énergétique, non-prolifération. [...] Pour prendre l'exemple du contre-terrorisme, nous avons sous notre responsabilité le Programme de travail pour la défense contre le terrorisme (DATPoW) qui comporte plusieurs initiatives. Laissez-moi vous donner trois exemples : le contre-IED, la défense contre les armes NRBC, la protection des ports. [...] Je peux vous affirmer que l'ESCD sera avec vous à 100 % et nous vous fournirons tout le soutien à notre disposition⁴⁷.

Alors que le contre-terrorisme du DATPoW servait à la distribution transversale de titres sociaux aux significations relativement homogènes, car essentiellement technomilitaires, au sein de la DI, ce discours reproduit cette même dynamique sous une forme, cette fois-ci, bien plus hétérogène. L'état de l'encadrement du DATPoW par les élites de la division a ainsi permis d'

ouvrir le programme. Jamie Shea n'est peut-être pas un expert en armement mais il est du coup très ouvert d'esprit, ce qui permet de diversifier le DATPoW. [...] De l'autre côté, Sorin Ducaru sait très bien comment fonctionne le NAC et les ambassadeurs, puisqu'il a été l'un d'eux, ce qui n'est pas négligeable pour donner de la visibilité aux activités de la division et du programme⁴⁸.

La forme hétérodoxe de la section et de la division constitue un moyen de faire évoluer le programme vers d'autres initiatives :

On fait ici [à l'ESCD] des choses qu'il n'aurait pas été possible de faire à la DI : on fait plus de démonstrations, du doctrinal, du concept, des TTP [techniques, tactiques et procédés]. Et puis on a introduit des initiatives non forcément matérielles ou technologiques, comme le renseignement humain et la biométrie et ça, c'est sûr que c'est lié au fait que les ASG nous laissaient le champ libre de ce point de vue là. Ce qui les intéressait c'est qu'on entende parler des menaces et moins de la technique quelque part⁴⁹.

L'intégration du programme à l'ESCD a permis le développement d'initiatives difficilement réalisables dans la DI, ancrée dans une perspective purement technique et technologique des questions sécuritaires. Deux changements sont identifiables. Une première concerne le développement de nouvelles activités, comme le HUMINT (Human intelligence – recueil de renseignement par voie humaine) et la biométrie (recueil de renseignement via les empreintes digitales). Elles nécessitent un développement doctrinal et de savoir-faire dépassant largement la seule production d'armements ou de technologies sur laquelle le DATPoW était fixé jusqu'en 2010. La deuxième évolution se rapporte à une prise en charge croissante des procédures opérationnelles et des aspects doctrinaux dans le cadre de mesures déjà existantes. Cette transformation s'observe par exemple dans la mise en place de l'exercice Route clearance à partir de 2013, dans le cadre de la partie contre-IED du programme. De très

⁴⁷ J. SHEA, « Civil-military interoperability in support of NATO emerging security challenges », *Information and Security*, 27, 2011, p. 23.

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ Entretien n° 25, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, juin 2015.

grande ampleur, Route clearance vise non seulement le test de nouvelles technologies mais aussi la formalisation de doctrines et procédures dans le contre-IED⁵⁰.

En tout état de cause, l'évolution du programme est notable, car moins technologique, mais il reste ancré dans des prérogatives demeurant techniques. Constituant une catégorie flexible, le contre-terrorisme a permis de réarticuler une économie professionnelle de la gestion de risques transversalisée dans laquelle les acteurs de la section s'accordent pour donner un sens relativement nouveau au programme, et donc à leur action dans l'ESCD. Comme nous l'expliquait A. B. lorsque nous lui posions la question de la pertinence de la présence du programme dans l'ESCD : « On n'a pas besoin de connaître le terrorisme quand on est là pour remplir les exigences des Alliés. »⁵¹ En restant sur des domaines toujours techniques via une dépendance marquée par rapport à la CDNA, et assurant par là même la pérennité de l'identité historiquement attribuée par les acteurs au programme, le DATPoW s'étend à d'autres secteurs d'activités. Ce qui permet aussi à ces deux acteurs de constituer une forme en partie renouvelée de leur crédit professionnel, désormais dépendant de l'hétérodoxie de l'ESCD. Ces dynamiques montrent ainsi l'élasticité de la production de la gestion de risques à l'OTAN : les stratégies de reconversion des fonctionnaires montrent que, plutôt que de se mettre en danger par une diversification de ses significations, ces mêmes pluralités de sens font véritablement vivre la gestion de risques.

Les reconfigurations du programme semblent, par ailleurs, confirmer nos hypothèses émises dans la précédente partie sur l'effet d'esthétique de la violence. Les échanges inter- et intra-institutionnels induits par le déplacement du DATPoW au sein de l'ESCD s'inscrivent dans une multiplication de mesures sécuritaires dont l'horizon reste celui de la violence guerrière. Adossé à une structure sociale changeante, davantage transversale sur le plan institutionnel, le discours du contre-terrorisme du programme a stimulé l'émergence de nouveaux savoirs qui, tout en se démarquant de la nature étroitement technologique des précédents, se situent dans le prolongement d'une esthétique légitimante de la violence : il s'agit toujours d'armements et la guerre en Afghanistan reste la configuration coconstitutive du DATPoW. Le programme est toujours pourvu d'une forte composante technologique qui continue à avoir pour fonction de rendre possibles les compromis d'acteurs en extrayant de celui-ci la question de la violence ou, du moins, en la catégorisant sous des formes rhétoriques euphémisées. Le DATPoW nourrit la guerre en la technicisant. Plus important, si le programme a multiplié ses tâches et qu'une partie de ses acteurs sont moins socialisés à la question des armements (les têtes de l'ESCD, par exemple), cela ne signifie pas que la violence est moins présente du programme ou qu'il est devenu moins « guerrier ». Les transformations sociologiques soulignées indiquent plutôt que le domaine d'usage de ces technologies déborde du cadre originel tel que forgé entre 2003 et 2010 et que, par conséquent, la violence est travaillée (de manière

⁵⁰ MILITARY ENGINEERING CENTRE OF EXCELLENCE, *NATO Route Clearance project 2013-2015*, 2013, <http://milengcoe.org/events/Documents/Flyer%20Route%20Clearance%20web.pdf> (consulté le 2 décembre 2017).

⁵¹ Entretien n° 79, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, septembre 2015.

aussi éthérée) non pas moins, mais autrement, dans le cadre de problématiques élargies et doctrinales. Ce type de changements sociologiques qui caractérisent la gestion de risques à l'OTAN indiquent ainsi des possibilités étendues de travail de la violence, une réticulation quasi infinie de son esthétisation technique. Comme on s'apprête à le voir dans le chapitre suivant dédié aux experts du programme, c'est ainsi que les mesures anti-IED se sont étendues à la question du ciblage létal et que l'initiative HUMINT en est venue à intégrer la question des « cultures locales » des pays sujets à interventions dans le cadre du périmètre et de l'exercice de la guerre.

CHAPITRE V

Expertiser et vendre la guerre

L'évolution du DATPoW et son passage d'une forme orthodoxe à un schéma hétérodoxe d'encadrement s'articule à un réseau d'experts dont les échanges dépassent le cadre seul du QG de l'OTAN. Ils mirent aux prises des acteurs circulant entre des agences nationales et des organes internationaux, ou appartenant plus structurellement à ces derniers.

Le présent chapitre rend compte de la manière dont ces populations aux savoir-faire techniques se sont saisies du contre-terrorisme pour asseoir leur légitimité, en se greffant dans le même temps aux intérêts des fonctionnaires internationaux et des acteurs politiques. Comme expliqué dans le premier chapitre de l'ouvrage, nous avançons l'hypothèse selon laquelle les experts, ces populations non diplomatiques, sont devenus centraux dans la vie contemporaine de l'OTAN. Ils sont « porteurs et producteurs de savoirs qui font autorité (“*authoritative knowledge*”) »¹ et qui, ainsi, y façonnent l'élaboration des politiques de gestion de risques. Ils sont les inventeurs importants de l'imagerie technique du contre-terrorisme. En cela, nous démontrerons ainsi qu'ils conditionnent et délimitent comment celui-ci est conçu par les autres acteurs des configurations et, par extension, influencent la manière dont ils bâtissent leur propre autorité. Il s'agit d'une réalité d'autant plus probante dans un contexte sécuritaire préemptif où l'(in)sécurité est comprise comme un danger radicalement inconnu qui requiert une prolifération de technologies préemptives.

Deux phases composent ces dynamiques et leur étude structurera les deux premières parties du présent chapitre : une stabilisation des composantes du programme autour de réseaux relativement fixes de spécialistes de questions techniques et d'équipements militaires (2004-2010) ; un changement partiel des règles de production des expertises (à partir de 2010). Résultant directement d'une adaptation au nouvel encadrement

¹ O. J. SENDING, *op. cit.*, p. 62 ; R. EVANS, « What is expertise? Technical knowledge and political judgment », in T.-V. BERLING et C. BUEGER (éds), *Security Expertise: Practice, Power, Responsibility*, Abingdon, Routledge, 2015, p. 19-36.

du programme, cette évolution se traduit par un rééquilibrage des rapports de force au profit d'acteurs portant d'autres formes de savoir-faire. Deux dynamiques y sont liées. Il s'agit, premièrement, de la pénétration de nouveaux types d'acteurs dans le cadre d'initiatives déjà en place ou nouvellement créées et, deuxièmement, de multipositionnements transversaux de certains experts sur plusieurs des dimensions du DATPoW. Dans une troisième partie, nous porterons le regard sur le rôle des industriels de l'armement. Nous montrerons que la gestion de risques à l'OTAN dépend d'une importation ambivalente des compétitions industrielles au sein même de son architecture institutionnelle.

Émergence et stabilisation d'une ingénierie militaire

Pour étudier la phase de stabilisation qui caractérise les réseaux d'experts du DATPoW entre 2004 et 2010, nous prendrons pour cas d'étude l'initiative du Largage de précision pour les forces spéciales (PAD for SOF). Elle fut lancée dès 2004 au sein du programme et coordonnée par les États-Unis. Le PAD for SOF concernait le largage aérien de ravitaillements divers (médicaux, alimentaires, en munitions, voire en soldats) pour les unités de forces spéciales opérant loin des bases militaires. L'optique de cette initiative était la distribution à très haute altitude de ces ravitaillements afin d'éviter à des convois terrestres ou aériens (volant à basse altitude et devant atterrir – comme les hélicoptères) de se rendre vulnérables à des attaques, comme on s'apprête à le voir, dites terroristes.

Côté américain, le pilotage du PAD for SOF était assuré par un organisme spécifique rattaché au département de la Défense, le U.S. Army Natick soldier systems center (NSSC). Placé sous la responsabilité de l'U.S. Army research development and engineering command, le NSSC fut créé au milieu du XX^e siècle². Il assure la recherche et le développement visant l'optimisation de l'action du personnel militaire en milieu opérationnel, de manière à ce que « les soldats soient les mieux équipés, vêtus, nourris et protégés »³. Les tâches de recherche et de développement du centre vont ainsi de la prise de nourriture par les soldats à leurs vêtements en passant par le déploiement et le montage d'hôpitaux sur théâtre ainsi que le largage aérien et le parachutage. Ces activités n'ont pas de liens intimes avec la lutte contre le terrorisme. En raison de son expertise sur les questions aériennes, le centre Natick devint toutefois l'organe principal à partir duquel le PAD for SOF du DATPoW fut piloté. L'individu responsable de la conduite des recherches était un spécialiste de référence en la matière, Richard Benney.

Intégrant en 1991 le NSSC en qualité d'ingénieur aérospatial, il travailla plusieurs années et de manière novatrice sur les systèmes de parachutage militaire en élaborant des modélisations par ordinateur. Il fut, par conséquent, promu directeur de l'équipe de technologies de largages du centre Natick en 1999. Il y supervisa ainsi la majorité

² Les noms et les missions du centre ont sensiblement évolué depuis sa création initiale en 1952 (le Quartermaster Research Facility). La dénomination actuelle de l'institution date de 1992.

³ THE U.S. ARMY NATICK SOLDIER RESEARCH, DEVELOPMENT & ENGINEERING CENTER, *Empowering our soldiers*, 2017, <http://www.natick.army.mil/about/command/Deputy.htm> (consulté le 7 octobre 2018).

des projets en la matière. Les travaux menés au NSSC, et notamment à l'initiative de R. Benney, témoignent du fait que le PAD for SOF du DATPoW se greffa sur des capacités américaines déjà en développement et, donc, sur des discours de justification non forcément reliés au contre-terrorisme. En effet, les opérations extérieures menées par les États-Unis après la guerre froide montrèrent le besoin pour les forces américaines d'approvisionnements militaires ou humanitaires de haute altitude. Les premières nécessités apparaissent au début des années 1990 avec les difficultés de l'Armée de l'air américaine en Bosnie à larguer de manière précise l'aide humanitaire aux populations de Sarajevo, alors soumises au siège de l'armée serbe⁴. De là, le centre Natick ne cessa de développer des technologies de largage de précision. Les travaux menés en la matière par R. Benney au cours des années 1990 et au début des années 2000 en firent une autorité montante⁵. Ceci témoigne ainsi de la structuration au sein de l'armée américaine d'un savoir-faire à la fois ultratechnique, précédant le DATPoW, et autonomisé d'un discours délimité sur une menace à laquelle prétendrait répondre un tel programme.

Ce type de technologie prit plus tard le chemin de la lutte contre le terrorisme. La multiplication des interventions militaires américaines suite aux événements du 11 septembre 2001 incita le département de la Défense à centraliser l'ensemble des projets relatifs au largage de précision sous l'égide d'un seul programme : le Joint precision airdrop system (JPADS). R. Benney prit alors la tête du JPADS en tant que directeur technique. Il coordonnait ainsi l'ensemble des initiatives sur le sujet à partir du Natick. Dans le même temps, et en raison de l'autorité qu'il représentait dans le domaine, il assura dès 2004 la direction technique du PAD for SOF du DATPoW. Il devint le président du groupe de travail *ad hoc* OTAN sur les capacités de largage de précision (Joint precision airdrop capability working group – JPACWG). D'autres ingénieurs exerçant dans les centres nationaux d'essais militaires en vol (France, Belgique, Allemagne) y collaboraient. Cette conquête institutionnelle de R. Benney, passant d'ingénieur à coordinateur d'un programme entier pour l'armée américaine et au niveau OTAN, servit ainsi la solidification de sa position en tant qu'autorité experte sur le largage de précision.

Plusieurs démonstrations furent menées de manière à tester et à harmoniser les standards d'utilisation des différents systèmes de largage nationaux. Ces événements montrent que les travaux menés dans le cadre du JPACWG vivaient dans une technicité éloignée des considérations sur la menace terroriste. Leur organisation jouait toutefois sur ce discours afin de fournir une justification globale à ces initiatives. Elles se nomment les Conférences et démonstrations en technologies de largage de

⁴ R. BENNEY, J. MCHUGH et R. WRIGHT, *Precision Airdrop System*, 18th Aerodynamic Decelerator Systems Technology Conference and Seminar, AIAA Meeting Paper, American Institute of Aeronautics and Astronautics, Munich, mai 2005, p. 1.

⁵ Voir notamment R. BENNEY et J.-W. LEONARD, *A 3-D Finite Element Structural Parachute Model*, 13th Aerodynamic Decelerator Systems Technology Conference, AIAA Meeting Paper, American Institute of Aeronautics and Astronautics, Clearwater Beach, mai 1995 ; R. BENNEY, G. BROWN, R. HAGGARD et N. ROSATO, *A new pneumatic actuator and its use in airdrop applications*, 14th Aerodynamic Decelerator Systems Technology Conference, AIAA Meeting Paper, American Institute of Aeronautics and Astronautics, Toulouse, juin 1999.

précision (Precision airdrop technology conference and demonstration – PATCAD). Elles furent organisées chaque année entre 2005 et 2009. Les scénarios servant de base aux démonstrations prenaient avant tout appui sur des situations opérationnelles relativement décontextualisées et tournées vers les techniques logistiques elles-mêmes. Pour le PATCAD de 2008, organisé dans le Sud-Ouest de la France, à Biscarosse, les scénarios consistaient en du largage de matériels suivant le parachutage d'unités de forces spéciales dans la perspective de faciliter leur insertion sur le terrain. Il s'agissait également de les aider à maintenir une position déjà acquise militairement, ou même encore de rendre possible un réapprovisionnement discret de troupes camouflées⁶.

Tout un faisceau de risques était évoqué, terroristes ou non. Des paragraphes sur le sujet se répétaient d'un document technique à un autre, et plus spécifiquement d'un document américain à un document OTAN. Un papier de présentation de l'évolution du JPADS américain rédigé par R. Benney et d'autres ingénieurs du NSSC employait les mêmes descriptifs de la menace qu'un rapport OTAN auquel il participa de manière postérieure aux côtés des principaux représentants du JPACWG. La seule différence résidait dans le fait que, dans le rapport otanien, la dimension multilatérale était plus accentuée. Les deux documents évoquaient ainsi une « prolifération de [...] MANPADS [Man-portable air-defense system] et d'autres menaces non traditionnelles présent[ant] de sérieux risques pour les pilotes et les soldats conduisant des opérations de ravitaillement ». Les dangers que présentent les IED et les lance-roquettes contre les « lignes de communications terrestres vulnérables » étaient également mentionnés⁷. La qualification de la menace faisait des allers-retours transversaux entre des discours produits dans un centre nationalement situé, le NSSC, et une institution multilatérale de l'OTAN, le JPACWG. Cela témoigne d'une ascendance de l'expertise du NSSC dans ces interdépendances professionnelles. L'imaginaire sécuritaire supporté par le Natick et R. Benney s'imposa comme référent de base à celui justifiant le PAD for SOF. Ce positionnement supposait toutefois un intérêt mineur à délimiter ce contre quoi la collaboration en matière de largage de précision faisait face. Tout en leur permettant de produire des coopérations d'où émanent des ressources à mobiliser, l'usage des flous étendait de façon transversale la pertinence du savoir-faire des ingénieurs à des contextes d'action nationaux et internationaux. En d'autres termes, toutes formes de risques étaient dicibles et opportunes à invoquer pourvu qu'elles permettent aux ingénieurs de reproduire collectivement et individuellement leur propre légitimité dans le domaine du largage de précision.

⁶ R. BENNEY, M. HENRY, Y. DE LASSAT DE PRESSIGNY, R. BECHET et J.-J. WINTGENS, *PACD2008: operational requirements fulfilled*, 20th Aerodynamic Decelerator Systems Technology Conference, AIAA Meeting Paper, American Institute of Aeronautics and Astronautics, Seattle, mai 2009, p. 6.

⁷ Document américain : R. BENNEY, J. BARBER, J. MCGRATH, J. MCHUGH, G. NOETSCHER et S. TAVAN, *The New Military Applications of Precision Airdrop Systems*, Infotech@Aerospace Conferences, AIAA Meeting Paper, American Institute of Aeronautics and Astronautics, Arlington, p. 5 ; Document OTAN : W. KRAINSKI, R. BENNEY, R. ONCKELINX, C. DELWARDE, L. MUELLER et M. VALLANCE, *NATO Precision Airdrop Initiatives and Modeling and Simulation Needs*, NATO Research and Technology Organization, RTO-MP-AVT-133, 2006, p. 4, <https://apps.dtic.mil/dtic/tr/fulltext/u2/a476394.pdf> (consulté le 17 mars 2019).

Tandis que l'initiative PAD for SOF était clôturée en 2008⁸, R. Benney devint directeur de l'Aerial delivery directorate du centre Natick. Au milieu des années 2000, il n'y était encore que chef d'équipe, et il continue encore aujourd'hui à diriger des équipes d'ingénieurs dans le cadre du JPADS. La lecture croisée de la trajectoire montante de R. Benney et des institutions nationales (NSSC) et multilatérales de l'OTAN (JPACWG) où il exerça montre que le contre-terrorisme pré-2010 du DATPoW constituait un discours dont le flou permit l'émergence d'un réseau relativement stable de professionnels. Ils naviguaient dans divers espaces, nationaux ou internationaux, de manière à y puiser un ensemble de ressources symboliques (titres) et matérielles (savoir-faire) nécessaires à la production de leur légitimité technomilitaire.

Les conclusions à tirer du DATPoW sont assez similaires dans les autres composantes du programme. L'initiative Protection des infrastructures critiques (Critical infrastructure protection – CIP) présente également un renforcement des identités expertes dont le corollaire est une définition large et peu contraignante des antagonismes justifiant les collaborations au niveau OTAN. Pour rappel, le CIP tendait à l'amélioration de la protection de sites estimés sensibles ou visés par des attaques dites terroristes.

La Belgique était à la tête de l'initiative, lancée en 2006. Pour étayer notre thèse, nous pouvons à nouveau prendre pour exemple les événements organisés dans le cadre du CIP. L'exercice de simulation sur table (*top table exercice* – TTX) de 2007 prenait ainsi appui sur un scénario imaginé. Il s'agissait de gérer les conséquences d'une décolonisation d'un pays au nom inventé, le « Naabezia »⁹. L'ancienne puissance coloniale aurait ainsi découpé de manière arbitraire ce pays en trois entités, le « Kurani », l'« Alizi » et le « Relinesi ». Les tensions y auraient pour causes des différends d'ordre « ethnique » et « territorial » autour d'une autre entité, la « Treasure Isle ». L'ONU était alors en incapacité de gérer le suivi d'un cessez-le-feu décidé suite au vote d'une résolution au Conseil de sécurité qui autorisait aussi l'envoi d'une mission d'observation sous l'égide des Nations unies (l'UNMOGIRK – United Nations military observer group in Relinesi/Kurani). L'OTAN se trouva impliquée, avec des troupes sur le terrain, dans le cadre d'une mission renforcée de maintien de la paix afin de prévenir une résurgence des violences. Les forces de l'OTAN devaient mettre en place et protéger un QG opérationnel dans la ville de « Kruville », dans le « Kurani ». Sur un plan plus technique, les participants au TTX firent face à différents scénarios imaginant des attaques de « groupes terroristes ». Ils utiliseraient huit formes de catégories d'actions : des attaques directes par armes légères (fusils d'assaut, *snipers*) ; des attaques directes par armes portées sur épaule (RPG, MANPAD) ; tirs indirects (mortiers) ; IED véhiculés de poids différents ; intrusions souterraines ; attaques NRBC ; attaques aériennes proches du sol (petits drones armés).

Comme pour l'initiative PAD for SOF, le CIP fut justifié par un discours évasif, voire inventé sur les menaces à combattre. L'existence technologique de l'initiative suivait sa propre logique, indépendamment de la référence à un antagonisme

⁸ NATO ESCD, *NATO's Defence Against Terrorism Program*, NATO HQ, 2014, p. 2.

⁹ Concernant l'exercice, le récit présenté provient de plusieurs entretiens avec des fonctionnaires et experts qui y ont participé.

spécifique, ou bien qui put trouver une réalisation concrète. La dimension imaginée des hypothèses opérationnelles qui fondent le TTX de 2007 rappelle ce que James Der Derian note sur la production désormais hypothétique, et donc hypertechnologique, des scénarios d'entraînement militaire à l'ère du tout-risque. Lors d'une observation ethnographique, l'auteur décrit :

La menace était irréaliste, mise à distance par la haute technologie et la simulation de la guerre ; et, d'un coup, en approchant un char, tout devient trop réel. [...] Détaché mais dans le même temps connecté à une dangereuse situation par une sorte de voyeurisme traumatique, je me voyais regarder le char qui allait à fond. Dans ce moment habité de terreur, j'entrais dans les limites de la simulation, où peur et amusement, amis et ennemis, tous se mélangeaient¹⁰.

L'imagination et la définition très large des risques servait de prologue ou d'arrière-fond à la production de solutions technologiques par lesquelles les experts militaires *faisaient ce qu'ils savent faire*. Les experts se réunissaient ainsi autour d'un logo, d'un nom, CIP-DATPoW. Il permettait de faire graviter dans un même système d'action des spécialistes aux savoir-faire à la fois localisés car très techniques et exportables dans des plateformes professionnelles internationales.

Les analyses tirées de la production des initiatives concernant les forces spéciales et la protection des infrastructures critiques semblent ainsi confirmer l'idée avancée dans le chapitre précédent d'une esthétique de la violence portée par la lutte préemptive contre le terrorisme à l'OTAN. La focale placée sur les experts du programme révèle à quel point les ingénieries transnationales de la gestion de risques font de l'OTAN un centre de rayonnement d'une banalisation de la violence militaire. Accolés à un réseau d'acteurs hétéronome, les multiples scénarios montés pour envisager les menaces probables pesant sur les soldats au combat nourrissent des imaginaires technologisés de violence défensifs et/ou offensifs eux-mêmes divers. Les ingénieurs des corps d'armée ne sont pas ceux qui portent directement les armes, mais pensent, conçoivent, élaborent toute une techno-architecture défensive, létale ou logistique qui entoure et rend possible la violence effective¹¹. Le largage de précision sert ainsi d'appui logistique à la vaste campagne d'opérations spéciales pilotées par les États membres de l'OTAN, au premier rang desquels les États-Unis. La protection des infrastructures se veut un soutien défensif et/ou offensif à la présence durable des forces militaires sur théâtre. La guerre n'est pas la face première de ces savoirs, mais l'horizon de fond. Par là, le réseau d'ingénierie du DATPoW s'insère dans la matrice de guerre otanienne de la gestion de risques en déployant toute une série de savoirs qui reproduisent l'institution de la guerre sans que celle-ci n'apparaisse

¹⁰ J. DER DERIAN, *op. cit.*, p. 8.

¹¹ L. KHALILI, *op. cit.* ; C. CHUA, M. DANYLUK, C. COWEN et L. KHALILI, « Turbulent Circulation: Building a Critical Engagement with Logistics », *Environment and Planning D.: Society and Space*, 36/4, 2018, p. 617-629 ; E. WEIZMAN, *Hollow Land: Israel's Architecture of Occupation*, New York, Verso, 2007 ; F. SCOTT, *Outlaw Territories: Environments of Insecurity/ Architectures of Counterinsurgency*, Cambridge, MIT Press, 2016 ; D. COWEN, *The Deadly Life of Logistics: Mapping Violence in Global Trade*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2014.

jamais vraiment dans sa violence et sa brutalité première. Dans le cadre d'une lutte préemptive contre le terrorisme où les horizons du danger se multiplient, ces ingénieries militaires transnationales constituent donc des lieux clefs et prolifiques de formation des imaginaires sécuritaires et de reproduction éthérée des possibilités de violence (comme en Afghanistan) à l'OTAN. La trajectoire post-2010 du DATPoW suivit une logique similaire, sous des formes encore bien plus hétérogènes.

D'ingénieurs et de psychologues : changements des règles de production des savoirs experts

Après 2010 et le déplacement du DATPoW au sein de l'ESCD, le réseau d'acteurs se modifie. Il s'étend à des populations autres que celles des spécialistes des questions purement matérielles d'équipement. Le contre-terrorisme alimente ainsi un changement des règles du jeu. Sans pour autant bouleverser la structure du programme, qui reste encore portée sur des routines technicisées, ce discours permet aux nouveaux entrants et aux établis de solidifier leurs légitimités réciproques en élargissant les fondements de leur production. Nous prendrons pour point d'appui empirique deux initiatives du DATPoW : la lutte contre les IED et le renseignement humain (HUMINT).

Rééquilibrage des rapports de force technomilitaires et transversalités d'experts

Avant 2010, l'initiative contre-IED du DATPoW se concentrait principalement sur les procédures de désamorçage des engins explosifs, ce qui supposait une prééminence des démineurs dans le programme¹². Suite à l'augmentation rapide des effectifs américains dans le cadre de la FIAS à la fin des années 2000, les explosions d'IED augmentent fortement. Cette recrudescence des violences incite les autorités politico-militaires de l'OTAN à adopter un plan d'action élargi de l'OTAN dans la lutte contre les IED. Elles mettent alors en avant la nécessité de pratiques allant au-delà du simple déminage¹³. Le projet Route clearance dans le DATPoW naît dans ce contexte. Il provient de la solidification de liens entre les fonctionnaires de la section contre-terrorisme de l'ESCD et une communauté d'ingénieurs civils et militaires du Centre d'excellence OTAN en ingénierie militaire (MILENG COE), situé à Ingolstadt (Allemagne), et de l'Agence d'information et de communication de l'OTAN (NATO communication and information agency – NCIA), localisée à La Haye (Pays-Bas). Entre 2010 et 2012, les deux ensembles d'acteurs travaillent de pair à la production de documents et d'exercices qui soulignent les déficiences en matière de Route clearance dans les doctrines et pratiques de l'OTAN.

Sur base des recommandations formulées par ces premiers travaux, les autorités diplomatiques adoptent le programme. Il doit se dérouler entre 2013 et 2016. Auparavant conscrit à des exercices de déminage, l'initiative contre-IED du DATPoW

¹² NATO, *NATO's Armaments Programme: Countering terrorism*, NATO HQ, Bruxelles, 2009, p. 3-5. Les pratiques de désamorçage portent alors le nom d'*Explosive ordnance disposal* (EOD).

¹³ NATO, *Improvised explosive devices*, 2018, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_72809.htm?selectedLocale=en# (consulté le 15 juin 2020).

s'étend dans ses objectifs et son réseau. Elle comprend désormais des considérations sur la protection des convois en déplacement et la protection de forces (matériel et troupes), un domaine dans lequel les ingénieurs sont, historiquement, dominants¹⁴. Le rééquilibrage des rapports de force se structure le long d'une mobilisation du contre-terrorisme dans le cadre d'un affrontement entre les démineurs et les ingénieurs. Les premiers souhaitent « circonscrire Route clearance à la neutralisation des engins explosifs de manière à conserver leur mainmise sur le contre-IED du DATPoW et les seconds l'élargir aux questions de liberté de mouvement opérationnel et de protection de contingents et de convois »¹⁵.

Le contre-terrorisme est au départ générateur de conflits et, *in fine*, d'un rééquilibrage des échanges par l'arrivée de nouveaux entrants. Il sert également à stabiliser, ou tout du moins à euphémiser ces tensions à travers un compris de nécessité. La raison étant que « les ingénieurs ne peuvent se passer du savoir-faire des démineurs, essentiel au contre-IED »¹⁶. Les usages souples de la lutte contre le terrorisme permettent de souder des professionnels auparavant peu liés les uns avec les autres : les fonctionnaires de l'ESCD, en reconversion de leur légitimité, et les scientifiques et ingénieurs spécialistes du contre-IED, qui saisissent l'opportunité de faire valoir leur savoir-faire aux côtés des démineurs.

Les possibilités d'extension des réseaux d'acteurs par le contre-terrorisme deviennent si importantes après l'ancrage du DATPoW dans l'ESCD que certains experts en viennent même à être simultanément inclus dans plusieurs des initiatives du programme. Ils jouent ainsi d'une possibilité de positionnement transversal au sein de la configuration qui y alimente les changements dans les modes de production des expertises. L'interpénétration entre l'initiative Renseignement, surveillance et reconnaissance (Intelligence, surveillance and reconnaissance – ISR) du DATPoW, relancée et élargie au tournant des années 2010 par les États-Unis, et celle du contre-IED devint, en effet, étroite. Cette interconnexion est précisément liée à l'insertion d'experts dans les deux réseaux. Des spécialistes de la collecte d'informations et des procédés de ciblage létal font valoir leur compétence dans la destruction des réseaux responsables du montage d'IED. Cette manœuvre participe à l'élargissement des objectifs de Route clearance. Mobilisant le contre-terrorisme ou un horizon de menaces indéfinies, Franco Fiore, l'un des responsables des développements technologiques en matière de capteurs de détection d'activités militaires adverses à la NCIA ainsi que John Neumayer, chef de la branche ISR à l'ACT de Norfolk se prévalent respectivement de cette double utilité (renseignement et contre-IED) :

¹⁴ La revue *Engineer* de l'école d'ingénierie américaine de Fort Leonard Wood (Missouri) en témoigne largement : J. LEIGHOW, « Route Clearance Operations », *Engineer: The Professional Bulletin of Army Engineers*, août 1995, p. 54-61 ; G. LAW, « Employing the Route Clearance Package in Afghanistan », *Engineer: The Professional Bulletin of Army Engineers*, mai-août 2010, p. 47-49.

¹⁵ Entretien n° 65, Militaire de la représentation permanente des États-Unis auprès de l'OTAN, QG de l'OTAN, août 2015.

¹⁶ Entretien n° 56, Militaire de l'état-major militaire international de l'OTAN, QG de l'OTAN, août 2015.

Dans le cadre du contre-IED et des activités de contre-terrorisme, en tant que chef et scientifique principal du groupe travaillant sur les capteurs de détection, je fourni[s] une expertise à l'OTAN [...] sur les nouvelles tendances et technologies de lutte contre les IED et le terrorisme, en matière d'attaque de réseau. [...] La NCIA conduit l'acquisition et le déploiement de capteurs de détection contre-IED et contre-terroristes pour la FIAS, ainsi que des systèmes de détection d'explosifs, des brouilleurs contre les IED contrôlés à distance, [...] des systèmes de surveillance par caméras et capteurs. Faisant partie du Programme de travail pour la défense contre le terrorisme (DATPoW), qui est sous la responsabilité de la Division des défis de sécurité émergents du QG de l'OTAN, la NCIA mène des recherches et développe des technologies et des techniques sur le contre-IED¹⁷.

Plus important encore que le simple appareil sur le sol est le fait de le mettre en échec avant qu'il ne retrouve activé sur le terrain. Et, à l'OTAN, nous appelons cela « attaquer le réseau » [« *attacking the network* »] ou « vaincre le réseau » [« *defeating the network* »] ou le « réseau de menaces » [« *threat network* »]. Le réseau dont nous parlons est un réseau d'individus, qui menace les gens. Donc, la menace finance, recrute des personnes pour transporter et poser ces bombes, le matériel pour construire les bombes, et le fabricant des bombes. Il y a un nombre important d'individus impliqués dans la production de ces engins¹⁸.

Des spécialistes en guerre électronique (*electronic warfare*) logés dans l'initiative ISR en viennent aussi à se positionner dans le contre-IED. Il s'agit d'un mode opératoire visant notamment à localiser et à intercepter les activités radioélectriques de l'adversaire. L'Américain Richard Wittstruck, président de l'organe pilote de l'initiative ISR, le Joint capability group on ISR, se prévaut ainsi d'une compétence parallèle dans le contre-IED. Raccroché parallèlement au Program executive office for intelligence, electronic warfare & sensors du département de la Défense, une agence spécialisée dans le développement des technologies de surveillance et de détection, notamment électroniques, de cibles, il explique ainsi : « Nous ne devons jamais oublier que l'engin en soi n'est pas la menace. [...]. C'est l'outil utilisé par la menace. Donc nous devons nous occuper de l'outil. Mais si nous ne nous occupons pas aussi de la menace, alors elle utilisera un autre outil. »¹⁹

Comme suggéré dans les dernières lignes du chapitre précédent, l'élargissement des savoir-faire du DATPoW se couple non pas à une mise en retrait de sa nature guerrière, mais à la capillarisation de cette dernière. La violence ne se retire pas. Elle se modifie dans son travail et son organisation. Les rééquilibrages dans les réseaux experts ainsi que les stratégies de multipositionnement adoptées tendent à élargir le spectre létal du contre-IED en ne le ceclant plus seulement à la question du déminage mais en l'étendant à la pratique du ciblage. Les modifications du visage de la menace (de la mine à désamorcer au réseau de fabrication à éliminer) issues

¹⁷ F. FIORE, cité dans NATO NCIA, *NCIA Communitor*, 2, janvier-février 2013, p. 31.

¹⁸ J. NEUMAYER, cité dans NATO, *NATO – Together Against Improvised Explosive Devices*, 2012, <https://www.youtube.com/watch?v=H8bBpINEVo8&t=11s> (consulté le 2 août 2017).

¹⁹ R. WITTSTRUCK, cité dans D. MILES, « Task force targets human network behind IEDs », *U.S. Army*, 11 mars 2011, https://www.army.mil/article/53114/task_force_targets_human_network_behind_ieds (consulté le 28 novembre 2016).

d'une reconfiguration des jeux d'acteurs ont porté avec eux une extension technicisée des possibilités d'usage de la force. L'élargissement des fonctions du contre-IED montre ainsi que la gestion de risques à l'OTAN prend notamment sa source dans la production d'une « technoguerre »²⁰ contre-terroriste. Conçue comme un « processus de haute technologie et de production capitaliste-industrielle »²¹, alimentée par des jeux sémantiques sur la protection des soldats et les nécessités dites tactiques, cette technoguerre de l'OTAN prolonge et s'étend indéfiniment sans même que sa nature ouvertement guerrière ne s'explique.

Lié à des mobilisations plurielles du contre-terrorisme, le changement des règles de fabrication des expertises du DATPoW s'est non seulement opéré sur le terrain des pratiques technomilitaires, mais également à travers l'arrivée d'acteurs issus, cette fois-ci, des sciences sociales et de la psychologie. C'est ce que reflète la mise en place de l'initiative Renseignement humain (HUMINT).

Les sciences humaines et psychologiques à la conquête de l'OTAN

L'initiative HUMINT est née d'une rencontre d'intérêts entre les fonctionnaires de l'ESCD et le Centre d'excellence HUMINT (HUMINT COE), situé à Oradea en Roumanie. Dans le cadre du DATPoW, ils se sont proposé de pallier les manquements identifiés en la matière par la Division renseignement de l'état-major militaire international de l'OTAN²². Le projet s'intitule « Aspects humains de l'environnement opérationnel » (Human aspects of the operational environment – HAOE), destiné à être mené entre 2011 et 2014. L'initiative consiste en plusieurs études à produire dans la perspective d'améliorer la compréhension politico-militaire de l'« environnement humain et social » des pays et sociétés où les forces des pays membres de l'OTAN interviennent militairement. Ponctués de *workshops*, plusieurs rapports sont rédigés puis publiés en 2013 et 2014 sous l'égide du HUMINT COE et le parrainage du DATPoW. Le plus important d'entre eux s'intitule *Human aspects of the operational environment final report* (2014)²³.

Le contre-terrorisme sert alors à une extension du DATPoW vers des enjeux qui ne relevaient plus seulement du technomilitaire (même en un sens doctrinal). Sa mobilisation contribue à orienter le programme en direction de questions relevant des sciences sociales et psychologiques. Les fonctionnaires de l'ESCD estiment ainsi que « le terrorisme ne peut être seulement combattu par des moyens techniques. Il

²⁰ J. W. GIBSON, *The Perfect War: Technowar in Vietnam*, Boston & New York, The Atlantic Monthly Press, 1986. Le concept de technoguerre de Gibson s'inscrit dans son analyse de la conduite de la guerre du Vietnam par les États-Unis, dont il notait l'obsession technologique et statistique-quantitativiste à laquelle elle se raccrochait. Nous noterons ici la valeur heuristique d'une telle perspective dans le cadre des actions militaires préemptives.

²¹ *Ibid.*, p. 26.

²² HUMINT COE, *What is the HUMINT Centre Of Excellence?*, 2016, <http://www.natohtcoe.org/what-is-humint-centre-of-excellence> (consulté le 8 juillet 2020).

²³ HUMINT COE, *Human aspects of the operational environment final report*, Oradea, 2014, <https://www.innovationhub-act.org/sites/default/files/HAOE-Final-Report.pdf> (consulté le 4 avril 2020).

doit aussi l'être par de meilleures connaissances des environnements humains »²⁴. Se met alors en place un réseau d'acteurs aux propriétés encore bien plus hétérogènes que ce que nous avons pu observer dans le cadre des autres initiatives, réunis autour d'enjeux relativement techniques. Leur coprésence est justifiée par « la complexité de la compréhension des environnements humains, qui nécessite des points de vue en provenance de milieux différents »²⁵.

Comme le montre le tableau suivant, le réseau se compose de quarante-neuf individus (allemands, américains, britanniques, italiens, néerlandais, roumains, slovaques, tchèques). Nous les avons distribués le long de quatre axes d'appartenance : les universitaires²⁶, les experts²⁷, les professionnels-experts²⁸, les professionnels (civils et militaires)²⁹.

Tableau 1. Acteurs en présence dans le projet HOAE (HUMINT) du DATPoW³⁰

Noms et catégories	Spécialités	Titres	Localisation institutionnelle
Universitaires			
AHMAD Haaris	Politique au Moyen-Orient et en Asie centrale/violence politique	Professeur	Essen University (ALL)
ALEXANDER Dean	Sécurité intérieure/ contre-terrorisme	Professeur	School of Law Enforcement and Justice Administration – Western Illinois University (USA)
BARKAWI Tarak	Sécurité internationale/ sociologie historique du militaire	<i>Senior lecturer</i>	Cambridge University – Centre of International Studies (GB)
BARRETT Justin	Psychologie/sciences cognitives et du développement (religion)	Professeur	Fuller Theological Seminary (School of Psychology)/ Thrive Center for human development (USA)

²⁴ Entretien n° 30, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, juin 2015.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ En (cours de) possession d'un doctorat, rattachés à un centre de recherche et publiant dans des revues scientifiques.

²⁷ En possession, au minimum, d'un diplôme de master, inscrits dans des organismes de recherche en lien avec les appareils de sécurité (*think tanks*) ou insérés directement dans ces derniers.

²⁸ Des individus pleinement insérés dans des institutions politiques et militaires mais renforçant leur légitimité par une expertise intellectuelle (certains sont en possession d'une thèse de doctorat et publient dans des revues scientifiques ou non).

²⁹ Caractérisés par un rattachement dominant aux institutions politiques et militaires.

³⁰ Tableau : réalisation personnelle.

DECHESNE Mark	Psychologie sociale (motivations individuelles et collectives dans le terrorisme)	Professeur associé	Leiden University – Centre for Terrorism and Counterterrorism & Centre for Regional Knowledge Development (NL)
EL GHAMARI Magdalena	Études stratégiques (interculturalisme en milieu opérationnel)	Professeur associé	National Defense University (Department of Joint Action/ University of Bialystok (Department of International Security) (POL)
HIPPLER Jochen	Violence politique/transition post-conflit (Asie centrale/ Moyen-Orient)	Professeur	Essen University (Institute for Development and Peace) (ALL)
HOLMES-EBER Paula	Culture opérationnelle (anthropologie)/réseaux sociaux au Moyen-Orient et Afrique du Nord, compétences transculturelles	Professeur	Marine Corps University (Center for Advanced Operational Culture and Learning)/University of Wisconsin-Milwaukee (USA)
ILIEȘ Alexandru	Géographie humaine et politique	Professeur	University of Oradea (Faculty of Geography, Tourism and Sport) (ROU)
JARVINEN Matthew	Psychologie clinique et du développement (religion)	<i>PhD graduate student</i>	Fuller Theological Seminary (School of Psychology) (USA)
KEYS Christina	Psychologie clinique (développement positif et bien-être dans la jeunesse)	<i>PhD graduate student</i>	Fuller Theological Seminary (School of Psychology) (USA)
KOPETZ Catalina	Psychologie sociale (poursuite d'objectif)	Professeur assistant	University of Maryland (Center for Addictions, Personality, and Emotion Research) (USA)
LAMB Robert	Sécurité internationale (assistance civile, développement du secteur privé, programmes de stabilisation dans les environnements complexes)	<i>Senior fellow</i>	Center for Strategic and International Studies (USA)
LIESMAN ROSS	Psychologie clinique (syndromes post-traumatiques militaires)	<i>PhD graduate student</i>	Fuller Theological Seminary (School of Psychology) (USA)
LOCHARD Itamara	Sécurité internationale (groupes armés non étatiques, incluant insurgés, terroristes, milices, etc.)	<i>Senior Researcher</i>	Tufts University (Fletcher School of Law & Diplomacy) (USA)

MACE Robyn R.	Protection et défense des infrastructures/fraude et <i>counterfeiting</i> /violence politique/terrorisme	<i>PhD</i>	Michigan State University (School of Criminal Justice) (USA)
MONSUTTI Alessandro	Anthropologie/sociologie (modes de solidarité et de coopération en situation de conflit et de migration forcée – Afghanistan, Pakistan)	Professeur	Graduate Institute of International and Development Studies (Global Migration Centre) (Suisse)
MOORE Gregory	Histoire (renseignement et politique étrangère aux États-Unis, contre-terrorisme)	Professeur	Notre Dame College (Center for Intelligence Studies) (USA)
MUGGAH Robert	Sécurité internationale (opérations de stabilisation, développement, reconstruction post-conflit, déplacement de populations)	<i>Researcher/Lecturer</i>	Small Arms Survey/Graduate Institute of International and Development Studies (Center for Conflict, Development and Peace) (Suisse)
SADAT Mir	Politique de sécurité nationale et <i>South Asian Studies</i>	<i>PhD</i>	National Defense Intelligence College (USA)
SEBE Sorin-Gabriel	Sociologie/science politique (démocratisation des anciens régimes non démocratiques (appareil de renseignement))/sécurité internationale	<i>Senior Lecturer</i>	University of Bucharest (Fundamenta Politica Centre) (ROU)
SPISAK Brian R.	Psychologie sociale et organisationnelle (<i>leadership in large-scale social networks</i>)	Professeur assistant	VU University Amsterdam (Department of Management and Organization Studies) (NL)
Experts			
BUCUR-MARCU Hari	Institutionnalisation de la défense et réforme du secteur de la sécurité (Europe de l'Est, Balkans, Caucase du Sud)	<i>Senior fellow</i>	Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces (Suisse)

PERTUSOT Vivien	Sécurité/politique étrangère de l'UE	Responsable de l'Institut français des relations internationales à Bruxelles (BEL)	
POPESCU Oana	Affaires étrangères/stratégie politique/démocratisation/transition et transformation de conflit	Consultante	Global Focus/Centre for Conflict Prevention and Early Warning (ROU)
ROWLAND Lee	Psychologie (communication stratégique, radicalisation, identités de groupes en période de conflits armés)	Consultant	Behavioural Dynamics Institute (GB)
SIMM Lesley	Environnements et comportements religieux/idéologiques dans le monde islamique (en soutien à des déploiements militaires)	<i>Senior fellow</i>	Defence Academy of the United Kingdom/Allied rapid reaction Corps (GB)
SCHULTE Paul	Sécurité internationale (arme nucléaire, contre-insurrection, stabilisation)	<i>Senior fellow</i>	Carnegie Endowment for International Peace (USA)/King's College (Centre for Defence Studies) (GB)
Professionnels-experts			
BERTOLOTTI Claudio	Insurrection et contre-insurrection/terrorisme suicide/ <i>cultural approach to contemporary small wars/</i> géopolitique et géostratégie	<i>Senior Researcher</i> (ancien militaire dans le contre-renseignement)	Italian Military Centre for Strategic Studies (ITA)
KIŞ Alexandru	Sécurité humaine et résilience des systèmes militaires (expériences opérationnelles dans des coalitions ONU et OTAN en Angola, Kosovo, Irak et Afghanistan)	<i>PhD in Geography/Army officer</i>	NATO HUMINT Centre of Excellence (ROU)

SHEA Jamie	Sécurité euro-atlantique (OTAN, UE)	<i>PhD Modern History/ NATO Deputy Assistant Secretary General</i>	NATO QH (ESCD) et multiples appartenances universitaires (passées et présentes)
STROE Mihaela	Communication et intelligence non verbale (programmes de développement personnel)	<i>PhD sociology/Consultante (life coach)</i>	Human Behaviour Academy (ROU)
Professionnels militaires			
BĂNICĂ Dorian	Unité de plongeurs de combat de la Marine et bataillon HUMINT/HAOE <i>Project Team and Conference administrator</i>	OR9 (sous-officier)	NATO HUMINT Centre of Excellence (Concept development and experimentation section)/Romanian Navy (ROU)
BRENNAN Michael	Neurolinguistique appliquée à la gestion des stress post-traumatiques des vétérans de guerre/communication au sein des groupements militaires	Major	British Army officer in UK Parachute Regiment/Neurolinguistic program (GB)
CLARK Benjamin	Renseignement et opérations spéciales/contre-insurrection/contre-terrorisme/ <i>Joint, combined, and interagency operations</i>	Colonel	Special Forces jusqu'en 2009 (retraite) puis consultant pour différentes institutions d'État (USA)
DINCOVICI Cristian-Iulian	Renseignement	Brigadier général	Chief of Military Intelligence Directorate (ROU)
KOEBKE Hubertus	Renseignement et conseiller en sûreté (pour le personnel déployé)	Lieutenant-colonel (ret.)/ <i>Safety Adviser</i>	United Nations Security Management Team in Botswana (BOT)/German Army (ALL)
KOVÁCS Peter	Télécommunication militaire/renseignement/ <i>HAOE Project Team</i>	Major	NATO HUMINT Centre of Excellence (Concept development and experimentation section) (RO)/Slovakian Army (SLO)

MACKAY Andrew	Influence du comportement et communication stratégique dans les campagnes en environnement complexe et dans la réforme du secteur de sécurité au sein des sociétés post-conflit/commandement des forces britanniques et OTAN dans le Helmand (Afghanistan) en 2007-2008	Major général (ret.)	British Army Infantry (GB)
MICHALEK Ludek	Renseignement/HUMINT	Lieutenant-colonel (ret.)	Army of the Czech Republic (RT)
MORALES Antonio	HUMINT	Major	US Air Force (USA)/NATO Allied Joint Force Command in Naples (IT)
SIMION Eduard	Renseignement/HUMINT/ <i>HAOE project supervisor</i>	Colonel	NATO HUMINT Centre of Excellence (Director)/Romanian Army (ROU)
Sîrmă Constantin	Infanterie/ <i>Long Range Reconnaissance and HUMINT/HAOE Project Team</i>	Major	NATO HUMINT Centre of Excellence (Concept development and experimentation section)/Romanian Army (ROU)
SURDU Răzvan	<i>Long Range Reconnaissance/Special Operations units/HAOE Project manager</i>	Colonel	NATO HUMINT Centre of Excellence (Concept development and experimentation section)/Romanian Army (ROU)
Professionnels Civils			
DA DEPPO Serge	Sciences humaines (en contexte opérationnel et organisationnel (OTAN))	<i>Project officer</i>	Institut Royal Supérieur de Défense (BE)/NATO Allied command transformation (Human Factors Branch) (USA)
DEEN Zobair David	Résolution de conflits armés/partenariats stratégiques et communication traditionnelle et interculturelle en Afghanistan	Consultant	ISAF HQ (AFGH)

HUSTON Nancy	Sciences cognitives (processus d'optimisation informatique et de maximalisation de l'efficacité humaine)	Ingénieure/ <i>Coordinator for Technology and Human Factors</i>	NATO Allied command transformation (Command & Control, Deployability, Sustainability Division) (USA)
KHARUKALE Aemal	Contre-terrorisme	<i>Country adviser and liaison officer</i>	ISAF HQ/Department of Ministry of Interior of Afghanistan (AFGH)
MUMM Ralf Joachim	Politiques de défense/opérations de stabilisation/communication stratégique	Conseiller parlementaire	Defence Committee of the Federal German Parliament (ALL)

Le réseau démontre une ascendance des populations aux identités intellectuelles plus que professionnelles. Les universitaires sont, en effet, majoritaires : vingt-deux individus contre dix-sept professionnels³¹. L'initiative HUMINT présente une extension significative du réseau du DATPoW. L'inclusion des catégories intellectuelles est relativement propre au HUMINT. Les autres secteurs du programme sont, en nette majorité, peuplés par des techniciens du militaire. Cette originalité indique, à nouveau, la perméabilité socioprofessionnelle qu'offre la lutte contre le terrorisme et la manière dont elle soutient la reconfiguration du DATPoW vers des orientations plus doctrinales que technicistes. Pourtant, même si le réseau est à dominante intellectuelle, le HAOE intègre des légitimités différentes les unes des autres. Sont habilités à parler des « environnements humains » en opération aussi bien des scientifiques que des consultants, des militaires ou des professionnels pourvus d'une aura intellectuelle.

Cette hétérogénéité intercatégorie se double d'une hétérogénéité intracatégorie. Chez les universitaires, deux sous-ensembles se distinguent : les spécialistes en sciences sociales et politiques, entendues au sens large – histoire, science politique, sociologie, anthropologie, etc. – (au nombre de quatorze), et ceux qui travaillent en psychologie/sciences cognitives (sept individus). Cette sous-division laisse elle-même apparaître une diversité dans les centres d'intérêt de chaque universitaire. Parmi les sciences humaines, certains chercheurs sont spécialistes de divers aspects des appareils de sécurité occidentaux (renseignement, politique étrangère, prolifération des armes de destruction massive). D'autres se concentrent sur certaines aires culturelles (Moyen-Orient, Afrique du Nord). Du côté des psychologues, un chercheur s'intéresse aux dimensions mentales du passage à la « violence terroriste », deux individus aux éléments psychologiques des affiliations religieuses. Quatre autres travaillent sur des dynamiques beaucoup plus générales (*leadership* notamment). Si le découpage sciences humaines/psychologie se retrouve parmi les experts, l'hétérogénéité y

³¹ Si l'on y ajoute les experts, présentant plutôt des savoir-faire intellectuels, et les professionnels-experts, présentant plutôt un crédit d'ordre professionnel, l'écart se creuse encore plus : 28 individus contre 21. D'autant plus que les professionnels-experts sont une catégorie à l'identité double. Ils tirent la légitimité de leur présence dans le HAOE d'une insertion dans les appareils de sécurité mais aussi de leurs activités plus intellectuelles.

est encore plus forte. La raison étant que, par définition, les experts fondent leurs carrières sur des prétentions davantage généralistes que les universitaires, en général spécialisés. Paul Schulte, britannique, rattaché à plusieurs centres de recherches et think tanks (dont la Carnegie endowment et le Center for defense studies de la King's College de Londres), travaille à la fois sur les armes nucléaires, la contre-insurrection et la cybersécurité. Oana Popescu, roumaine, est consultante au Centre for conflict prevention and early warning sur les questions d'affaires étrangères, de démocratisation et de transition post-conflit. Vivien Pertusot, français et à la tête de l'antenne bruxelloise de l'Institut français des relations internationales, travaille sur les dynamiques générales des politiques étrangères et de sécurité en Europe. En d'autres termes, non seulement les experts travaillent sur des sujets différents mais, au niveau individuel, ils mobilisent des savoirs relativement divers.

Le DATPoW intègre des populations jusqu'ici peu présentes en son sein, et cette greffe s'effectue par un mélange sociologique encore plus grand que dans les autres initiatives du programme. Ouvrant la voie à l'analyse des « environnements humains » en milieu opérationnel, la lutte contre le terrorisme rend possible le rassemblement dans un seul et même projet d'une cinquantaine d'individus. Les personnalités mobilisant des compétences intellectuelles travaillent sur des sujets très différents les uns des autres. Ils côtoient des professionnels aux spécialités elles-mêmes diversifiées (services de renseignement, métier parlementaire, informatique, fonctionnaire).

Si hétérogénéité il y a, elle comporte une certaine logique qui permet aux acteurs d'échanger durablement dans le cadre du projet HAOE. Un regard posé sur la constitution des panels lors du *workshop* de décembre 2012, organisé à Bucarest, est instructif. Le nom des panels et leurs résultats servent de base à l'organisation et à la rédaction du rapport final de 2014. Le nom et l'ordre des chapitres reprennent ceux des ateliers de travail. Le tableau ci-dessous est un résumé des participants au *workshop* et de la distribution des membres par panels.

Tableau 2. Répartition par panels des acteurs du HAOE (HUMINT) du DATPoW³²

Panel 1 – Main drivers of human actions	Panel 2 – Understanding human environments	Panel 5 – Perception and acceptance of a NATO operation/mission
BARRET Justin	KOEBKE Hubertus	DEEN David Zobair
ILIES Alexandru	KOVACS Peter	KOEBKE Hubertus
JARVINEN Matthew	MOORE Gregory	MORALES Antonio
KEYS Christina	MORALES Antonio	MUMM Ralf
KIS Alexandru	SEBE Gabriel	
LISMAN Ross		

³² Tableau : réalisation personnelle.

Panel 3 – The complexity of cross-cultural communication	Panel 4 – Dynamics of local situation	Panel 6 – Measurable indicators of population’s attitude towards NATO operation/mission
MUMM Ralf	ALEXANDER Dean	BUCUR-MARCU Hari
KOEBKE Hubertus	CLARK Benjamin	CLARK Benjamin
KARUKHALE Aemal	HIPPLER Jochen	DECHESNE Mark
SEBE Gabriel	LOCHARD Itamara	KOPETZ Catalina
	MICHALEK Ludek	MUMM Ralf
	POPESCU Oana	SPIVAK Brian
	SADAT Mir	
	SIMM Lesley	
Panel 7 – Transforming NATO capabilities to adapt to human environments		
BRENNAN Michael	MICHALEK Ludek	
CLARK Benjamin	MORALES Antonio	
HOLMS-EBER Paula	PERTUSOT Vivien	
HOUSTON Nancy	POPESCU Oana	
KOEBKE Hubertus	SIMM Lesley	
KOVACS Peter	SURDU Razvan	

Le panel 4, « Dynamiques des situations locales » (« Dynamics of local situations »), est constitué de quatre universitaires : Dean Alexander (Western Illinois University – sécurité intérieure/contre-terrorisme), Jochen Hippler (Université d’Essen – violence politique et transition post-conflit), Itamara Lochard (Tufts University – groupes armés non étatiques), Mir Sadat (National defense intelligence College – politique nationale de sécurité américaine et études sud-asiatiques). Il comprend également deux experts : Oana Popescu (Centre for conflict prevention and early warning – affaires étrangères, démocratisation, transition post-conflit) et Lesley Simm (UK defence Academy – attitudes/comportements religieux et idéologiques dans le monde islamique). Pour finir, le panel comporte deux professionnels : Benjamin Clark (colonel dans le renseignement et les forces spéciales américaines, spécialiste en contre-insurrection/contre-terrorisme) et Ludek Michalek (renseignement et HUMINT dans l’armée tchèque).

Le panel 6, « Indicateurs mesurables de l’attitude de la population envers les opérations/missions de l’OTAN » (« Measurable indicators of population’s attitude towards NATO operation/mission »), est constitué de trois universitaires en psychologie sociale (Mark Deschesne, de l’Université de Leiden, spécialiste des « comportements

terroristes »³³, Christian Kopetz, de l'Université du Maryland spécialiste en « poursuite d'objectifs individuels », et Brian Spisak, de l'Université d'Amsterdam, travaillant sur les questions de *leadership*). S'est également joint à l'atelier un expert, Hari Bucur-Marcu, du Geneva Center for the Democratic Control of Armed Forces et spécialiste en réforme des secteurs de la sécurité, et deux professionnels, Benjamin Clark, ancien colonel américain des forces spéciales de l'Armée de terre (corps des Rangers) puis consultant pour l'industriel de l'armement Centra Technology et Ralf Mumm, conseiller parlementaire allemand sur les questions de politique de défense et d'opérations de stabilisation.

Des individus aux savoirs et aux statuts sociaux différents se rencontrent et échangent autour d'une même thématique, tout en ayant peu de choses en commun au regard des spécialités. D'ailleurs, du point de vue de la répartition par panels, nous serions presque en droit de douter de la compétence objective de certains participants au niveau des thématiques abordées. Nous pouvons légitimement nous questionner sur l'apport d'un professeur en histoire spécialiste de la politique étrangère américaine (G. Moore), d'une consultante en affaires étrangères (O. Popescu) et d'un conseiller parlementaire sur les questions de politique de défense et d'opérations de stabilisation (R. Mumm) dans des discussions portant respectivement sur les thématiques « Comprendre les environnements humains », « Dynamiques des situations locales », « Indicateurs mesurables de l'attitude de la population envers les opérations/missions de l'OTAN ». Dans les trois cas, il apparaît qu'une connaissance des dynamiques humaines et sociopolitiques locales est au moins nécessaire. Ce qui n'est, apparemment, pas le cas des trois individus cités. En allant dans ce sens, on remarque même que plusieurs individus participent à plusieurs panels très différents dans leurs enjeux. B. Clark (pourtant colonel issu du renseignement et des forces spéciales) participe aux panels 4, 6 et 7 (« Transformer les capacités de l'OTAN pour s'adapter aux environnements humains » – « Transforming NATO capabilities to adapt to human environments »).

Le rapport final reprend les travaux dans les panels. Il fait alors état de résultats constitués de généralités, voire d'évidences politico-militaires situées dans le prolongement de ce qui est formulé depuis des années dans le cadre des opérations extérieures de contre-insurrection menées notamment en Afghanistan et en Irak. Le rapport prône la prise en compte de l'« histoire des sociétés locales », de la place qu'y occupent les « communautés » (les « tribus » dans le cas de l'Afghanistan)³⁴, l'importance de la « communication stratégique » dans les relations entre contingents et populations³⁵. Il s'agit d'éléments déjà bien en place dans les doctrines d'emploi des forces militaires américaines, françaises et britanniques servant aux opérations extérieures des dix à quinze dernières années³⁶. Rassembler des généralités déjà

³³ Il s'agit d'ailleurs d'un des rares du réseau HOAE à se prévaloir d'une véritable expertise sur les questions de contre-terrorisme.

³⁴ HUMINT COE, *Human aspects of the operational environment final report*, op. cit., p. 23.

³⁵ *Ibid.*, p. 26.

³⁶ C. OLSSON, « De la pacification coloniale aux opérations extérieures : Retour sur la généalogie “des cœurs et des esprits” dans la pensée militaire contemporaine », *Questions de Recherche/Research Questions*, CERI-Sciences Po, n° 39, avril 2012, p. 1-33 ; du côté des

bien instituées dans les appareils de sécurité sans rentrer dans trop de détails est précisément ce qui a permis de faire tenir sur le long terme un réseau d'acteurs aux provenances si différentes. Cette vertu sociopolitique de la superficialité est le support même de la création d'une vision commune *a minima* partagée et donc exprimable dans un rapport.

Le statut de la lutte contre le terrorisme est intéressant dans cette dynamique. Il constitue une cause commune d'arrière-plan générale dont peu d'acteurs du réseau se prévalent d'ailleurs dans leurs carrières propres. Ceci témoigne des effets générateurs de l'élargissement de ses modes d'énonciation et d'usages post-2010 et des rééquilibrages qu'il porte. Les mobilisations de la lutte contre le terrorisme répondent désormais de l'objectif de servir les militaires non plus par la production de techniques et de technologies, mais par la mise en place de lectures culturelles des sociétés locales. L'extension des possibilités du DATPoW est tributaire d'un brouillage mené par les acteurs sur l'arrière-fond souple du contre-terrorisme : celui des frontières science/pratiques professionnelles. La transversalité des positionnements des acteurs entre institutions de recherche ou professionnelles et le HAOE rend en effet possible une hybridation de ces légitimités. Du fait de leur passage par l'initiative HAOE de l'OTAN, les acteurs au profil davantage intellectuel peuvent désormais se prévaloir de l'utilité de leur pensée auprès des professionnels³⁷. De leur côté, les acteurs rattachés aux institutions d'État se chargent de capitaux d'ordre intellectuel, voire scientifique³⁸.

L'extension du DATPoW vers les sciences humaines et sociales pourrait ainsi se lire, au premier abord, comme un retrait de la violence militaire. La réorientation culturelle du programme suggérerait alors un recentrage sur la prise en compte de facteurs davantage sociaux que militaires dans les conflits contemporains comme en Afghanistan. Une telle lecture ne serait toutefois pas exacte. La reprise à gros traits au sein du DATPoW du discours contre-insurrectionnel en place depuis les années 2000 n'a rien d'une banale copie discursive, mais s'insère, à nouveau, dans un enjeu de reproduction et d'éloignement simultané de la violence militaire déployée au nom de la gestion de risques. En effet, l'émergence d'un discours culturalisé des conflits a pour fonction de reproduire des identités politiques différenciées nourrissant un projet militarisé d'exportation civilisationnelle au sein de structures tribales non modernes et, en même temps, importe la pratique de la guerre dans l'environnement culturel et social des sociétés visées. Dans de nombreux passages, le rapport final de l'initiative HUMINT présente ces deux dimensions. Il fait ainsi état d'un « orientalisme militaire »³⁹ où la population locale, inscrite dans des systèmes tribaux, traditionnels,

textes officiels, voir le texte américain très influent et qui ramène la contre-insurrection sur le devant de la scène politico-militaire : D. PETRAEUS et J. AMOS, *Counterinsurgency*, FM-3-24, Headquarters – Department of the Army, 2006.

³⁷ L. STAMPNITZKY, *Disciplining Terror: How Experts Invented "Terrorism"*, *op. cit.* ; J. MUELLER, *op. cit.*

³⁸ Les experts, déjà situés à la frontière de ces deux mondes, maintiennent de ce fait cette position hybride.

³⁹ T. BARKAWI et K. STANSKI (éds), *Orientalism and War*, Londres, Hurst, 2012 ; P. PORTER, *Military Orientalism*, Londres, Hurst, 2009. Ces travaux partent bien sûr de l'œuvre de référence d'E. SAÏD, *L'Orientalisme*, Paris, Seuil, 2003. L'idée centrale de Saïd est que

voire mystiques, éloignés de toute modernité, constitue une partie intégrante d'un champ de bataille contemporain lui-même caractérisé par d'incertaines menaces :

Les conflits d'aujourd'hui comportent de nouveaux types de menaces, qui sont irrégulières, singulières, insaisissables et imprécises. Les combattants adverses se mêlent et se masquent dans la population locale qui devient éventuellement partie du champ de bataille. Dans les conflits actuels, les menaces sont mêlées à la population, ce qui augmente la complexité opérationnelle, l'incertitude et complique l'identification de la menace. Pour vaincre cette menace irrégulière, il est crucial de gagner le soutien de la population [en] compre[nant] non seulement l'histoire récente de la communauté, mais aussi sa mythologie historique, ses légendes et statuts, sa langue, sa religion, ses liens tribaux, culturels et de parenté, le commerce naturel et traditionnel, la nature des loyautés, les héros folkloriques du passé et du présent⁴⁰.

En somme, la guerre devient un phénomène d'ingénierie socioculturel par les armes (*armed social work*⁴¹) charriant des imaginaires d'irréductibles séparations culturelles :

Le tournant culturel [de la guerre contre-insurrectionnelle contemporaine] témoigne d'un Orientalisme qui a habité la « guerre contre la terreur » depuis son lancement. Dans sa forme classique, l'Orientalisme construit l'Orient comme un espace exotique et bizarre, monstrueux et pathologique [...] et le transforme alors en un espace à discipliner à travers l'imposition forcée d'un ordre qui est présumé manquant. Alors que le tournant culturel est supposé adoucir ces dispositions, il reste un programme intrinsèquement disciplinaire. Finalement, le tournant culturel continue d'exacerber la différence culturelle au cœur de la « guerre contre la terreur ». Il y a peu de place pour l'imagerie d'un Arabe moderne, alors compris sous différentes figures – les visages de la « ville traditionnelle » et la « société tribale » dominant – car les musulmans ou les Arabes, opposés à la politique étrangère des États-Unis et son aventurisme militaire, sont considérés comme en dehors et opposés au moderne. Le tournant culturel reconnaît qu'il y a des pratiques et valeurs culturelles à comprendre, mais les localise dans un espace complètement séparé⁴².

Portée par une dynamique hétéronome, l'introduction d'une dimension culturelle dans le DATPoW correspond donc non pas à une dilution de sa nature militarisée et violente, mais à un déplacement de son esthétique. D'ailleurs, en appui à notre argument, l'hybridation science/pratique résultant des échanges hétéronomes entre

l'« Orient » a été créé, comme imaginaire, sur la base des besoins d'identification civilisatrice de l'Occident : « L'Orient n'est pas seulement le voisin immédiat de l'Europe, il est aussi une région où l'Europe a créé les plus vastes, les plus riches [...] de ses colonies, la source de ses civilisations et de ses langues, il est son rival culturel et il lui fournit l'une des images de l'Autre qui s'impriment le plus profondément en lui. De plus, l'Orient a permis de définir l'Europe (ou l'Occident) par contraste : son idée, son image, sa personnalité, son expérience » (p. 30).

⁴⁰ HUMINT COE, *Human aspects of the operational environment final report, op. cit.*, p. 16-23.

⁴¹ D. KILCULLEN, « Twenty-Eight Articles: Fundamentals of Company-Level Counterinsurgency », *Military Review*, octobre 2006, p. 33.

⁴² D. GREGORY, « “The rush to the intimate”: Counterinsurgency and the Cultural turn », *Radical philosophy*, 150, 2008, p. 17-18.

professionnels, experts et universitaires n'est pas sans rappeler une dynamique similaire qui s'est jouée dans l'un des programmes types ayant nourri cette culturalisation des guerres, à savoir le Human terrain system (HTS). Lancé au milieu des années 2000 par le département de la Défense des États-Unis, le HTS était censé favoriser une meilleure compréhension des sociétés locales au sein des forces armées américaines déployées en Irak et en Afghanistan, en intégrant en particulier des anthropologues et des sociologues sur le terrain, alors chargés de produire un savoir opérationnel sur l'environnement humain et culturel de ces théâtres d'intervention. Ce chevauchement entre sciences sociales et pratiques militaires participa ainsi, à l'image du discours produit dans l'initiative HUMINT du DATPoW, à cette ingénierie socioculturelle de la contre-insurrection contemporaine⁴³. Sur l'esthétique technologisée se superpose une esthétique culturalisée où la violence apparaît d'autant moins dans le programme qu'elle disparaît derrière un voile de considérations sociales, voire humanistes et altruistes, aux apparences bénignes. Derrière « l'imagination fictive d'une guerre sans antagonisme »⁴⁴ délivrée par un discours sur la communication interculturelle, la « conquête des cœurs et des esprits », et sa capacité supposée à fournir une alternative viable à une vision purement militaire des interventions internationales, réside en fait un projet de militarisation de l'environnement socioculturel des sociétés où ces mêmes interventions sont conduites⁴⁵. Le développement de l'initiative HUMINT du DATPoW n'est donc pas qu'un calque rhétorique de discours déjà en place dans les institutions militaires, mais, en leur accordant un écho transnational supplémentaire, reproduit l'effet de pouvoir d'une culturalisation esthétique mais violente des guerres en cours. L'hétéronomie particulièrement poussée au travers de laquelle une configuration comme celle du DATPoW a évolué montre ainsi les multiples dimensions possibles par lesquelles la banalisation transnationalisée de la violence militaire s'exerce à l'OTAN : l'hétéronomie de la gestion de risques va jusqu'à fusionner l'espace de la guerre et celui du socioculturel.

Économie générale de la plasticité du contre-terrorisme

La structure du réseau d'experts du DATPoW avant et après 2010 constitue le reflet de la reconfiguration du programme au QG de l'OTAN. L'analyse du type de réseau professionnel durant la première phase de vie du programme montre la correspondance qui existait entre la localisation des fonctionnaires à la DI et les profils des experts évoluant dans le DATPoW. Les initiatives PAD for SOF et sur les infrastructures critiques réunissait des savoirs ultratechniques. Leur mobilisation

⁴³ M. ZEHFUSS, « Culturally sensitive war? The Human Terrain System and the seduction of ethics », *Security Dialogue*, 43/2, 2012, p. 175-190 ; P. OWENS, *Economy of Force: Counterinsurgency and the Rise of the Social*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, p. 266 ; J. DER DERIAN, D. UDRIS et M. UDRIS, *Human Terrain: War Becomes Academic*, Bullfrog Films, 2010.

⁴⁴ C. HOLMQVIST, « War, 'strategic communication' and the violence of non-recognition », *Cambridge Review of International Affairs*, 26/4, 2013, p. 631-650.

⁴⁵ C. OLSSON, « De la pacification coloniale aux opérations extérieures : Retour sur la généalogie "des cœurs et des esprits" dans la pensée militaire contemporaine », *op. cit.*, p. 24 ; P. OWENS, *op. cit.*

reproduisait le rapport orthodoxe entre les fonctionnaires de la DI et les principes régissant la vie de la division et celle de la CDNA au niveau diplomatique. C'est ainsi dans ce circuit fonctionnaires-diplomates-ingénieries que fonctionnait l'esthétique technique de la violence militaire au fondement du programme. À l'inverse, l'analyse des changements d'équilibre des rapports de force professionnels dans la seconde phase de vie du DATPoW montre les reconfigurations en place au QG. Le déplacement du programme à l'ESCD ainsi que les dynamiques hétérodoxes que l'on y a observées se reflètent avec acuité dans les deux formes d'évolution du DATPoW après 2010. Les élargissements technomilitaires (contre-IED – Route clearance) et relatifs aux sciences humaines et psychologiques (HUMINT – HAOE) étaient le corollaire de la transformation davantage dispersée des légitimités que construisaient les membres de la section contre-terrorisme, les dirigeants de l'ESCD et ceux de la DI. Ces propos tenus par J. Shea (devenu coordinateur DATPoW) à propos de Route clearance montrent en quoi l'extension du programme soutient les buts et tâches très larges visés par l'ESCD dans ses fonctions à l'OTAN :

L'élément clef dans le traitement des IED est tout d'abord de vaincre le réseau. Oui, nous devons bloquer ces engins, oui, nous devons les détecter, oui, nous devons protéger nos soldats et leurs véhicules, mais, ultimement, ces appareils sont tellement bon marché, si simples à fabriquer et à placer dans le sol que l'on ne fera que courir après le problème à moins de défaire le réseau qui produit en premier lieu les IED⁴⁶.

La division étant, en effet, chargée d'encourager la mise en place de mesures plurielles dans la lutte contre le terrorisme, la focale est désormais placée sur des enjeux de sécurité élargis. En l'occurrence, le contre-IED ne relève plus seulement de l'engin explosif mais aussi du réseau humain qui le rend possible. La préservation de savoirs techniques et leur extension à des domaines davantage doctrinaux permet aux membres de la section contre-terrorisme, anciennement logés dans la CTTU de la DI, de préserver leurs repères et leur statut bâtis sur la base d'une gestion bureaucratique de ces formes de savoirs. Dans le même temps, ces acteurs s'ouvrent à des domaines de pratiques que l'hétérogénéité de l'ESCD permet d'accaparer. De même, la préservation de la technicité des initiatives permet aux fonctionnaires en charge du DATPoW de préserver les avantages de connexions transversales avec la DI. Certaines des nouvelles initiatives, dont l'ISR, étant en partie pilotées par cette institution. L'ensemble de ces acteurs et de ces institutions prêtent au contre-terrorisme des significations différenciées, voire éclatées et d'apparence difficilement conciliable les unes des autres. Une telle situation permet toutefois à ces interdépendances de tenir dans le temps, de faire évoluer les éthos professionnels et, ultimement, d'approfondir la banalisation de la violence militaire en élargissant le spectre d'action des ingénieries techniques et socioculturelles.

La structure du réseau des experts ayant été analysée, nous en venons à présent à la question de la place des industriels de l'armement au sein du DATPoW.

⁴⁶ J. SHEA, cité dans NATO NCIA, *NATO Route Clearance (Countering IED)*, 2013, <https://www.youtube.com/watch?v=I7IDgMuzuFY&t=279s> (consulté le 6 mars 2019).

L'OTAN, le risque et son industrie

Cette dernière section sera consacrée à l'autre ensemble d'acteurs faisant partie de la configuration du DATPoW, les entreprises privées d'armement. Celles-ci jouent un rôle à part entière dans la définition des besoins de l'Alliance, en y trouvant des relais institutionnels formels : « Pour monter des projets ou en faire évoluer d'autres, vous avez besoin de savoir de quoi sont capables les industriels, sinon c'est impossible ! Il nous faut donc ce type d'échanges. »⁴⁷ Derrière ces coopérations réside un questionnement plus ample sur l'implication du développement industriel dans les formes historiques prises par le déploiement et les imaginaires de violence. Pour traiter de cet aspect, il s'agira de comprendre la manière dont les industriels interagissent avec les acteurs publics que l'on a identifiés. Comme indiqué dans l'introduction de la présente partie, les coopérations en armements à l'OTAN sous la Guerre froide étaient marquées par le dogme de la confrontation interétatique. Sans se lancer dans l'entreprise d'une analyse historique des changements de relations OTAN-industrie, qui se situerait bien au-delà des ambitions du présent ouvrage, nous étudions comment la concurrence commerciale inhérente au marché privé de la sécurité et à ses discours sur le risque inconnu rend possible des enjeux renouvelés et hétéronomes de gestion de risques à l'OTAN. Ce questionnement a déjà fait l'objet d'un traitement dans la partie précédente consacrée à Active Endeavour. L'ampleur des collaborations dans le cadre du DATPoW et leur dimension beaucoup plus institutionnalisée nous permet d'aller plus loin. Nous montrons une compétition commerciale qui s'importe à l'intérieur même des frontières de l'OTAN avec une plus grande intensité⁴⁸. À l'ère préemptive, l'industrie, joue, en effet, un rôle important dans l'esthétisation de la violence militaire, car la compétition commerciale qui ordonne ce milieu devient d'autant plus féroce dans le contexte d'une rationalité sécuritaire poussant à la surenchère technicisée des scénarios du pire⁴⁹.

En se concentrant sur cet enjeu analytique, nous avançons ainsi l'idée selon laquelle la lutte contre le terrorisme et la prévention de risques qui la soutient conduisent moins à l'émergence d'une « symbiose État-entrepreneuriat » (« *state-corporate symbiosis* »)⁵⁰, qui, à partir d'une lecture simple mais fort répandue, supposerait une fusion des rationalités publiques et privées dans la gestion de la sécurité, qu'à la stimulation d'une hétéronomie socioprofessionnelle. Une cause commune, la lutte contre le terrorisme, et un langage technologique partagé existent effectivement et soudent des articulations et porosités public-privé à l'OTAN. La mobilisation du discours contre-terroriste sert aussi une forme de relocalisation sociologique permettant à des acteurs de se prévaloir soit d'une légitimité marchande, soit de celle de la protection du bien commun public. Les identités privées ou publiques des acteurs ne sont pas

⁴⁷ Entretien n° 61, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, août 2015.

⁴⁸ Les entreprises fournissant les données à Active Endeavour bénéficiaient en effet de relais institutionnels limités à l'intérieur de l'OTAN, ce qui n'est pas le cas dans le DATPoW où les compagnies peuvent faire valoir leurs services et leurs intérêts dans le cadre d'espaces spécialement dédiés à ces coopérations.

⁴⁹ J. DER DERIAN, *op. cit.* ; J. ALEXANDER, *op. cit.*

⁵⁰ C. O'REILLY, *op. cit.*

des attributs figés, mais des propriétés poreuses et mouvantes dont la constitution et la recomposition reposent sur des interactions et des jeux de reconnaissance bien réels⁵¹. Nous essayons de montrer que les pratiques préventives de sécurité contemporaine au sein de l'OTAN sont tributaires de ces relations.

Cette présente section s'articule en deux temps. Le premier concerne l'ambivalente neutralisation des compétitions commerciales au sein de l'OTAN. Le second se rapporte à l'importation explicite des logiques de marché dans cette OI.

L'importation implicite des compétitions commerciales à l'OTAN

Les industries de l'armement disposent d'un relais institutionnel au sein de l'OTAN, nommé le Groupe consultatif industriel OTAN (NATO Industrial advisory group – NIAG). Cet organe consultatif relié à la CDNA a été créé en 1968. L'objectif est de fournir aux autorités de l'OTAN des avis et des conseils sur les technologies d'armement existantes et leurs potentialités de développement industriel. Le mode de nomination des représentants industriels à l'OTAN est le suivant : ceux qui siègent au NIAG sont des personnalités de haut rang provenant de l'industrie de l'armement et nommées par l'État membre, le ministère de la Défense en général, duquel ils ont la nationalité⁵². L'objectif de ce processus de nomination est de neutraliser l'effet de la concurrence commerciale à l'OTAN.

Le représentant du NIAG n'est pas censé favoriser telle ou telle entreprise mais y représente l'« Industrie » du pays qui l'a nommé à cette position. Un « code moral du NIAG » existe que chaque représentant se doit de signer et de s'engager à respecter. Il stipule que les analyses et conseils rendus par cet organe consultatif doivent se faire dans l'intérêt des projets OTAN et non dans celui d'une optique de valorisation commerciale individuelle⁵³. Cette logique de représentation « hybride » (publique-privée) devient d'autant plus intéressante lorsqu'on regarde de plus près la production des « études du NIAG » (« *NIAG Studies* »). Elles consistent en des rapports de préféabilité destinés à rendre compte de l'état des technologies d'armement existantes et de leurs potentialités de développement avant la phase de réalisation effective des projets OTAN. Ces études sont menées par des sous-groupes. Ils sont en général organisés et montés spécifiquement pour la rédaction de ces rapports et

⁵¹ R. ABRAHAMSEN et M. WILLIAMS, « Security Beyond the State: Global Security Assemblages in International Politics », *International Political Sociology*, 3/1, 2009, p. 9 ; J. BERNDTSSON, « Security Professionals for Hire: Exploring the Many Faces of Private Security Expertise », *Millenium – Journal of International Studies*, 40/2, 2012, p. 303-320 ; D. BIGO, « Éditorial : Les entreprises de coercition para-privées : de nouveaux mercenaires ? », *Cultures & Conflits*, 52, 2003, p. 5-10 ; C. OLSSON, « Vrai procès et faux débats : perspectives critiques sur les argumentaires de légitimation des entreprises de coercition para-privées », *Cultures & Conflits*, 52, 2003, p. 11-48.

⁵² M. HILL, *NATO Industrial Advisory Group (NIAG)*, février 2017, slide 8, <http://soff.se/wp-content/uploads/2017/02/13-Vad-är-NIAG.pdf> (consulté le 6 mars 2018).

⁵³ *Ibid.* ; L. LAZAR, *Framework for NATO-Industry Engagement*, mars 2017, slide 21, https://diweb.hq.nato.int/indrel/Shared%20Documents/FNIE_Brochure.pdf (consulté le 6 mars 2018).

composés de techniciens en provenance d'industries possédant une expertise sur le sujet traité⁵⁴.

Ces experts des sous-groupes sont nommés, de manière collégiale, par le ministère de la Défense du pays de leur nationalité et les représentants au NIAG (des industriels). Bien que la règle de non-compétitivité soit de mise pour les sous-groupes, l'enjeu de la présence des industriels en leur sein est de taille sur un plan commercial. Certains membres de ces organes d'expertise proviennent des compagnies fournissant les systèmes d'armement des pays qu'ils sont censés représenter. De ce fait, ce n'est pas une absence de compétition au sein du NIAG qui prend place. Il s'agit plutôt d'une non-compétition ambiguë par laquelle certaines entreprises se servent du NIAG pour entretenir des positions privilégiées, voire de relatif monopole sur le marché de la sécurité dans la vente de tel ou tel système d'armement. Comme nous l'expliquait à demi-mot un interlocuteur, la logique concurrentielle est en effet plus complexe qu'il n'y paraît :

En théorie, les industriels ne sont pas censés favoriser leurs compagnies, c'est vrai. Dans les faits, c'est plus compliqué quelque part. Ils sont auprès de nous, ils ont des informations privilégiées sur l'évolution des programmes de l'Alliance. [...] Quand on leur demande une étude de faisabilité, il est clair que ceux qui sont là ont une expertise sur le sujet, et que ça leur permet aussi d'asseoir leur savoir-faire et leurs réseaux par après. Il ne faut pas être naïf, [...] mais il ne faut pas non plus s'en choquer... ce sont des industriels, c'est du gagnant-gagnant, c'est comme ça qu'on appelle ça ici, et on assume d'ailleurs ici le fait qu'à l'OTAN on essaie d'encourager une industrie de défense forte⁵⁵.

Le cas de l'initiative Défense contre les attaques de mortiers (Defence against mortar attacks – DAMA) du DATPoW est intéressant à cet égard. Peu après que les Pays-Bas ont déclaré vouloir mener un projet visant à parer les attaques de mortiers en opération, une étude de pré-faisabilité industrielle a été lancée sous l'égide du NIAG en septembre 2005. Elle s'est achevée en septembre 2006⁵⁶. Deux éléments importants sont à prendre en compte. Le premier est que le rapport fait la promotion d'une solution de type « système des systèmes ». L'étude du sous-groupe DAMA du NIAG établit qu'aucun système anti-mortiers n'a pas alors la capacité d'avoir une imagerie intégrée et complète de l'origine, la trajectoire et le point d'arrivée d'un tir de mortier. Le rapport insiste sur la nécessité d'introduire les appareils de détection anti-mortiers existants et utilisés par les armées nationales, dans un seul et même système interallié capable de fournir une image fusionnée des données de détection en provenance des diverses technologies en place⁵⁷. Cet encouragement au système des systèmes peut s'interpréter comme l'interface où se joue la négociation

⁵⁴ Sur ce point et ce qui suit : NIAG, *NIAG "Technical Studies" – The Nine Steps to Implementation*, NIAG-WP(2006)0003, NATO HQ, 24 avril 2006, p. 5.

⁵⁵ Entretien n° 61, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, août 2015.

⁵⁶ NIAG, *NATO Industrial Advisory Group (NIAG) Defense Against Mortar Attacks (DAMA) Final Report*, septembre 2006, p. 20, <https://dk.mors.si/Dokument.php?id=208&lang=slv> (consulté sur 7 mars 2020).

⁵⁷ *Ibid.*, p. 39-41.

publique-privée. Cette proposition technique permet l'interconnectivité militaire des protections anti-mortiers, ce que vise l'initiative OTAN. Elle constitue aussi un moyen pour les entreprises de solidifier leurs liens avec les autorités publiques dans le matériel qu'elles leur fournissent, en les sophistiquant ensuite de manière à les rendre davantage interopérables.

En effet, et ce sera notre deuxième point d'analyse du rapport, les systèmes de détection répertoriés comme étant les plus fonctionnels sont précisément ceux produits par les compagnies d'où viennent également les représentants dans le sous-groupe⁵⁸ :

Tableau 3. Membres participants DAMA DATPoW – Industries

Pays	Membre participant	Compagnie
BEL	G. Landal/Jean-Claude Gries	BATS
BEL	Marc Houba	ETCA-Alcatel Be
DEU	Jens Seidensticker	Oerlikon Contraves
DEU	Johannes Höggemeier	Rheinmetall Def Electr
DEU	Klaus Kappen	IABG
DEU	Klaus Eisel	EADS
DEU	Thomas Leidenberger/Gerd Rau/Michael Haeusing	Diehl BGT Defence
DNK	Soren Gert Larsen	Roshield
GBR	Neil Rampton/Alan Varco	Selex-SAS
GBR	Peter Page/Rick Atkinson	HVR Consulting Services
ITA	Andrea Adomi	Ota Melara
ITA	Enrico Vadora	Selex-SI
ITA	Obaldo DiFelice/Mauro Ferri	Oerlikon Contraves
NLD	Willem Karthaus	TNO
NLD	Rob Ten Eikelder/Huub Langeraar/Siddi Wouters	Thales
NO	Bard Frostad	Ericsson NO
USA	Cory E. Davis	MadahCom
USA	Jeff Winters/Jim Turecek	Raytheon

Une similitude s'observe également entre la nationalité du représentant des compagnies et celle des armées utilisant les systèmes développés par ces sociétés et présentés dans le rapport. Ainsi, le représentant de Thales est néerlandais, ce qui explique la mise en avant du système radar SQUIRE, utilisé notamment par l'armée des Pays-Bas. De même, le représentant Raytheon est américain, ce qui éclaire aussi la valorisation des systèmes Raytheon et Thales-Raytheon (Land-based Phalanx weapon system, AN/TPQ-37 Firefinder weapon locating system, AN/MPQ-64 Sentinel CM) largement utilisés par les forces américaines. *Idem* pour la firme Ericsson : l'industriel du sous-groupe est norvégien, et les systèmes répertoriés sont majoritairement

⁵⁸ Document du haut : *ibid.*, p. 186 ; document du bas : réalisation personnelle sur la base des données présentes dans le rapport.

Tableau 4. Équipement valorisé dans l'étude DAMA-NIAG du DATPoW

Industries	Systèmes développés et avancés dans l'étude NIAG
Thales	
	SLAA
	SMAD
	Flycatcher Mk2
	Squire
	Cymbeline
	Ground Alterter 10
	Miniature Intrusion Sensor
	Classic 2000
Raytheon	
	Land-based Phalanx Weapon Located System
Thales-Raytheon Systems	
	AN/TPQ-37 Firefinder Weapon Locating System
	AN/MPQ-64 Sentinel CM
SELEX	
	HALO (The Hostile Artillery LOcating)
Oerlikon Contravers	
	Skyshield 35 Air Defense System
	Skyshield Fire-Control Unit
Ericsson	
	Giraffe
	ZOOPAK
	Arthur
	Type 704
OTA Melara	
	Seudo Active Protection System
Diehl BGT Defence	
	Active Protection System AWiSS

employés par l'armée norvégienne, surtout Girraffe et Arthur⁵⁹. Les alignements entre nationalités des représentants et celles des armées utilisant les équipements promus dans l'étude du NIAG confirment la double logique présidant à l'intégration des acteurs privés au DATPoW. Elle se traduit par un renforcement d'une position privilégiée du côté des compagnies d'armement et d'une volonté d'interopérabilité entre systèmes déjà utilisés au niveau des acteurs publics. En d'autres termes, les liens de nationalité entre les acteurs publics et privés sont projetés au niveau international dans le cadre de la sélection des seconds par les premiers pour une initiative OTAN. Cette connivence génère une transnationalisation d'une idéologie technomilitaire et aseptisée de règlement des insécurités, qui prend forme dans la coopération, au sein

⁵⁹ Il en va de même pour la compagnie Oerlikon Contraves : le représentant de la société est allemand et les systèmes répertoriés sont utilisés par l'armée allemande.

du NIAG, entre différentes compagnies d'armement au nom de la production d'un outil de type système des systèmes.

Le lien existant dans le rapport entre la promotion d'un système des systèmes, les types d'équipements présentés et la nationalité des acteurs privés en charge de la rédaction de l'étude trouve un écho dans un événement ultérieur organisé à Fort Sill (Oklahoma) en avril 2006 par le Depth & simultaneous attack battle lab (DSABL). Il s'agit d'un des laboratoires de combat de l'armée américaine en charge de mener des expériences, via des simulations, sur des situations opérationnelles spécifiques – en l'occurrence la protection contre les mortiers⁶⁰.

Les membres du sous-groupe DAMA du NIAG sont invités à déterminer les premiers besoins de modification et de connexion entre les systèmes de détection existants au côté d'experts des agences d'État. Les conclusions de l'événement appellent à une intégration des plateformes anti-mortiers déjà utilisées par les États membres de l'initiative. Le système des systèmes fonctionne ainsi comme une pratique qui neutralisait de manière ambivalente la compétition commerciale dans le cadre des collaborations OTAN. Il est une pratique intégratrice qui permet aux compagnies de travailler ensemble. L'objectif étant moins la mise en avant d'un système de détection anti-mortiers que de capitaliser sur l'apport de chacun d'entre eux dans une même architecture technologique. Cet équilibre renforce ainsi, sur un plan individuel, le lien des compagnies privées avec leurs commanditaires et, de fait, leur position sur le marché de la sécurité. En d'autres termes, le multipositionnement des compagnies privées sur le marché de la sécurité et au sein du NIAG se double d'une transversalité à travers laquelle elles importent à l'OTAN leurs liens contractuels avec les armées nationales. Ce seront d'ailleurs les mêmes compagnies qui seront invitées à participer à la Démonstration de faisabilité (Proof of concept demonstration) de mars 2007 (Todendorf, Allemagne) durant laquelle sera testé le principe d'interconnectivité des systèmes anti-mortiers en présence⁶¹. Les experts industriels sont alors chargés de communiquer avec les experts civils et militaires sur le fonctionnement des plateformes et de noter les changements à effectuer sur le matériel dans la perspective de leur connectivité réciproque.

Comme pour les fonctionnaires et les professionnels civils/militaires, le contre-terrorisme constitue une essentialisation permettant de proposer des solutions techno-industrielles qui couvrent tout le spectre de la lutte anti-mortiers, de la détection à la contre-attaque. Le label anti-terroriste est en effet utilisé de manière éparse et peu précise dans le rapport. Celui-ci fait part des multiples utilisations possibles des systèmes anti-mortiers (en l'occurrence les Mass notification systems – des « systèmes d'alerte » (« *warning* ») visant à avertir les contingents de l'arrivée d'un projectile) :

Il existe beaucoup de systèmes de notification de masse idéaux pour la sécurité intérieure, les attaques terroristes, les désastres industriels et naturels, la notification

⁶⁰ Entretien n° 25, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, juin 2015.

⁶¹ OTAN, *Allemagne – Essai d'une nouvelle technologie de lutte contre le terrorisme*, 2007, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_7628.htm?selectedLocale=fr (consulté le 2 avril 2020).

d'urgence [...]. Les systèmes de sécurité comme les systèmes de détection d'armes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (NRBC) peuvent aussi s'intégrer à ces systèmes⁶².

L'usage évasif du contre-terrorisme joue un rôle non négligeable dans la coopération visée par la pratique du système de systèmes. L'intention étant de parer toujours mieux à d'éventuelles attaques dites terroristes, cela justifie la mise en place d'une architecture intégrée où chaque industrie y trouve sa place, tout en faisant sa propre promotion. Toujours à propos des systèmes d'alerte, le contre-terrorisme est mobilisé pour mettre en avant une capacité spécifique, sans pour autant qu'un lien consubstantiel entre les deux ne soit clairement visible :

Les systèmes d'alerte devraient employer une technologie sans fil sécurisée, ce qui est *de facto* standard pour les systèmes d'anti-terrorisme/de protection de forces utilisés par les armées de l'OTAN. Les systèmes d'alerte devraient être : Construits pour survivre et opérer avec succès dans des environnements sujets à de sévères contre-mesures électroniques⁶³.

Cette structure sociale hétéronome des systèmes de systèmes n'est pas sans conséquence dans la production d'une esthétique de la violence. Les systèmes de systèmes sont irrigués d'une violence défensive et/ou offensive, qui se dilue à l'intérieur même de ces ensembles technologiques très complexes, intégrés, en « synergie » et souvent expérimentés sous forme de simulations virtuelles ou de scénarios imaginés⁶⁴. L'OTAN constitue ainsi une courroie de transmission transnationale de ce que James Der Derian voit comme une « virtualisation esthétique » de la guerre, générée par des transactions avec l'influent milieu de l'industrie du risque.

L'importation explicite des compétitions commerciales à l'OTAN

De manière plus générale, et au-delà du NIAG, les entreprises d'armement sont en relation relativement continue avec les professionnels civils/militaires, et notamment à l'occasion de démonstrations et d'entraînements. Leur positionnement simultané sur le marché de la sécurité et au sein du programme dépasse le NIAG. L'appartenance aux sous-groupes ne rend pas exclusive la participation industrielle au DATPoW. Les études de faisabilité sont effectivement un point de cristallisation fort pour les entreprises dans leurs politiques de rapprochement avec les autorités publiques. Les initiatives du DATPoW sont néanmoins ouvertes à beaucoup d'autres compagnies. Par exemple, dans le cadre de l'initiative sur la protection des infrastructures critiques (CIP), le groupe d'étude compte des représentants d'une vingtaine d'entreprises différentes et dont la plupart n'ont pas de liens privilégiés avec les autorités nationales intéressées au projet. L'exercice Belcoast 2009 compte « la

⁶² NIAG, *op. cit.*, septembre 2006, p. 30.

⁶³ *Ibid.*, p. 126.

⁶⁴ J. DER DERIAN, *op. cit.*, p. 84-92. Dans ce passage, l'auteur analyse en finesse les effets virtualisants et esthétisants de la synergie propre aux systèmes de systèmes, ainsi que le rôle qu'y occupent les industriels.

présence d'une soixantaine de compagnies »⁶⁵. Le nombre d'entreprises impliquées est parfois si conséquent qu'il dépasse celui des représentants provenant d'institutions publiques. Ainsi, l'édition 2010 des *Demonstrations and trials* de l'initiative Explosive ordnance disposal (du déminage) comprend environ 48 représentants de compagnies privées contre, notamment, 30 individus travaillant dans les forces armées⁶⁶. Les industriels (dont Allen Vanguard, A-T Solutions, EADS, QinetiQ, Lockheed Martin, DynITEC GmbH) font ainsi la démonstration des technologies développées et présentent des PowerPoint dans lesquels sont souvent rappelées la notoriété de la compagnie ainsi que l'efficacité éprouvée du matériel. Les compagnies font valoir au passage l'avantage de ces appareils dans la lutte contre le terrorisme, utilisés en l'occurrence pour désigner la lutte contre les IED.

Par conséquent, la lutte contre le terrorisme nourrit une concurrence commerciale bien plus explicite dès lors que les entreprises sont invitées de manière ponctuelle à faire la démonstration de leurs capacités industrielles. L'initiative sur les capacités « non létales » du DATPoW est un cas extrême en la matière. La Démonstration nord-américaine de technologie (North-American technology demonstration) organisée en 2011 à Ottawa (Canada) et parrainée par le programme constitue à ce jour l'une des plus grandes manifestations en termes d'armes non létales. L'événement prend la forme d'une foire d'armes où un très grand nombre d'industriels est réuni. Environ 187 sociétés sont représentées. Les militaires et les experts civils circulent au milieu des ateliers de présentation et de démonstration organisés par les compagnies privées⁶⁷. À nouveau, la lutte contre le terrorisme sert d'arrière-plan lointain au déploiement des échanges entre industries, professionnels et fonctionnaires du QG de l'OTAN. Chacun y joue son propre jeu. Des représentants des sociétés commerciales décrivent les technologies qu'elles cherchent à vendre auprès des professionnels d'État en se positionnant ainsi dans le cadre d'une concurrence marchande. Ces derniers et les fonctionnaires du QG de l'OTAN s'approprient l'événement en fonction d'enjeux qui sont aussi les leurs. Ainsi, un militaire voit dans les armes non létales, et plus particulièrement dans l'Active denial system (un outil émettant des ondes destiné à disperser les foules) un moyen pour les troupes de mieux se protéger en identifiant à l'avance la dangerosité d'une situation :

Aujourd'hui, comment combattons-nous dans les guerres ? Nous avons des soldats avec des lasers à diode électroluminescente [« led »] qui ont pour consigne de neutraliser des individus quand ils deviennent dangereux. Ce que cela nous permet de faire, bien au-delà des stands de tir, c'est de nous permettre de distinguer ceux qui causent du mal de ceux qui ne sont pas une menace. Cela nous donne ce type de capacité de pouvoir voir qui est dangereux et qui ne l'est pas⁶⁸.

⁶⁵ Entretien n° 61, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, août 2015.

⁶⁶ NATO, *EOD Demonstrations & Trials 2010*, 2010, <https://www.profesionalnaarmada.sk/data/files/2021.pdf> (consulté le 3 avril 2020).

⁶⁷ NATO, *Saving lives with non-lethal weapons*, novembre 2011, <https://www.youtube.com/watch?v=9U1dmqw1114&t=50s> (consulté le 12 août 2017).

⁶⁸ MARINES, *2011 North American Technology Demonstration*, novembre 2011, <https://www.youtube.com/watch?v=Whop5GXSIIA> (consulté le 12 août 2017).

De son côté, Gabor Iklody, ASG de l'ESCD, trouve dans la lutte contre le terrorisme le moyen de rattacher cet événement au DATPoW et au rôle de l'OTAN plus en général dans le combat contre cette insécurité. Il légitime de ce fait les activités de la division, quand bien même le lien qui est fait entre la nécessité de réponses non militaires au terrorisme et la nature particulièrement technomatérielle de l'événement apparaît comme quasi contradictoire :

Ces technologies essaient d'incapaciter temporairement les adversaires sans causer de dommages permanents. [...] Le développement des capacités non létales est une partie très importante de la réponse de l'OTAN aux différents champs de bataille [...] et de ses efforts dans le contre-terrorisme. À travers cela, l'OTAN peut atteindre ses objectifs d'une façon qui épargne la vie humaine et la propriété. [...] Pour résoudre le problème du terrorisme, le besoin évident est de trouver des réponses non militaires. Nous avons besoin de trouver des réponses qui peuvent prévenir le terrorisme plutôt que de traiter les conséquences du terrorisme. Je pense que toutes ces technologies nous permettent d'atteindre cet objectif⁶⁹.

Ces propos font écho à la situation d'observation de test d'armes non létales dont nous faisons part en introduction. La bureaucrate de la section contre-terrorisme se réjouit de voir aboutir le programme. Les opérateurs militaires visent les « *bad guys* » au Taser en ajustant leurs tirs et en discutant des diverses situations opérationnelles. Les sociétés commerciales expliquent le mode de fonctionnement technique de leurs appareils en vantant leurs mérites et capacités. En dépit du fait que les acteurs privés ne s'expriment pas *au nom de l'OTAN*, les relais qu'ils possèdent au sein de l'organisation font d'eux des institutions participant à la production de sa gestion de risques. Plutôt que d'être le stimulateur d'une homogénéisation unilatérale et uniforme des rationalités pratiques publiques/privées, la lutte contre le terrorisme est un discours par lequel s'exercent des jeux sociaux fluides.

L'intégration des capacités de production industrielle comme enjeu au sein du DATPoW fait des compagnies des acteurs à part entière dans la production d'un discours technologique désindexé de la définition d'une menace. La crédibilité dont bénéficient les acteurs privés auprès des acteurs publics provient d'une reproduction/importation de dynamiques de concurrence commerciale au sein de l'OTAN. Elles sont larvées dans certains cas (dans le cadre NIAG) ou plus franches dans d'autres (participations ponctuelles à des événements OTAN). La compétition commerciale propre au marché de la sécurité et la sophistication/inflation technologique qui en découle existent précisément parce que des imaginaires publics de protection d'infrastructures ou de troupes sont corollairement produits par les acteurs des institutions d'État. L'OTAN, et plus spécifiquement le DATPoW, contribue de manière directe et s'appuie sur la croissance contemporaine du marché du risque et sa violence édulcorée. Les armes non létales constituent, aux côtés de l'initiative sur le renseignement humain et son esthétisation culturelle de la violence, le paroxysme de cette disparation apparente de la brutalité militaire. « Non létales » ne signifie pas non violent, mais déploiement d'une force qui, sous des apparences plus humaines,

⁶⁹ NATO, *Saving lives with non-lethal weapons*, novembre 2011, <https://www.youtube.com/watch?v=9U1dmqw1114&t=50s> (consulté le 12 août 2017).

contraint, soumet, blesse, voire mutilé et, parfois, tue, d'autant plus lorsque ces armes sont utilisées par le personnel militaire⁷⁰. La structure concurrentielle du marché du risque est d'ailleurs un puissant catalyseur de cette multiplication technologique qui joue sur la frontière floue du (non) légal⁷¹. Bien plus, dans le domaine militaire, la grammaire autour du caractère non légal des armes concernées se révèle plus flexible qu'il n'y paraît : en fonction des contextes, on parle de « létalité réduite » ou de « létalité optionnelle »⁷². Comme l'explique ainsi Sinisa Malesevic, les armes non létales incarnent cette économie contemporaine de la violence militaire, qui n'est plus fondée sur la destruction totale de l'adversaire, comme cela a pu être le cas au XX^e siècle, mais sur une conception davantage chirurgicale, relevant du contrôle, d'une force dite contrôlée mais brutale et proliférante :

Avec la croissance cumulative et continue du pouvoir idéologique et organisationnel, la fin du XX^e et le début du XXI^e siècle ont vu s'inventer des formes de violence extrêmes plus sélectives et cliniques. [...] Ce type de machines organisationnelles coercitives tuent sans doute moins, mais déportent, blessent, privent, font agoniser et ultimement contrôlent plus de gens. Le développement scientifique et technologique comme celui des armes non létales serait bien plus efficace car il peut contrôler des individus sans forcément les tuer. [...] Ce type d'avancées technologiques change la nature de la violence organisée. En ce sens, les conflits futurs seront davantage centrés sur la détérioration des capacités cognitives et émotionnelles des populations ennemies que sur une tentative de les enfermer des tueries de masse inefficaces. Cependant, cela ne changera pas la logique finale de la violence : au contraire, ces évolutions posent les fondations de systèmes de contrôle coercitifs plus efficaces car plus économiques. [...] Dans ce contexte, les conséquences de long terme de la violence organisée peuvent être moins visibles mais ultimement plus dévastatrices. [...] L'invisibilité [...] de la violence corporelle ne signifie pas que la violence en soi disparaît. Au contraire, en déplaçant les formes physiques de violence aux marges [...], on crée un espace considérable pour la prolifération du pouvoir coercitif⁷³.

Dans l'épisode d'entraînement que nous avons observé, il n'était ainsi pas étonnant de constater que les soldats s'exerçaient, de manière amusée, à viser, avec les Taser, la tête des mannequins cibles, quand bien même l'instructeur précisait que ces armes pouvaient être mortelles si elles étaient utilisées contre la partie haute du corps. Un des militaires y allait de son propre mot, toujours en humorisant, le Taser à la main : « Cette cartouche-là, je lui mets dans le cul ! » Il n'était pas non plus étonnant de voir la quasi-totalité des présents aux exercices filmer, parfois en

⁷⁰ P. ROCHER, *Gazer, mutiler, soumettre : Politique de l'arme non létale*, Paris, La Fabrique, 2020 ; S. ANAÏS, « Ethical interventions: Non-lethal weapons and the governance of insecurity », *Security Dialogue*, 42/6, 2011, p. 537-552.

⁷¹ P. ROCHER, *op. cit.*

⁷² J. B. ALEXANDER, « Optional lethality: evolving attitudes toward nonlethal weaponry », *Harvard International Review*, 23/2, 2001, p. 64-69 ; G.-H. BRICET DES VALLONS, « L'arme non létale dans la stratégie militaire des États-Unis : imaginaire stratégique et genèse de l'armement », *Cultures & Conflits*, 67, 2007, p. 69.

⁷³ S. MALESEVIC, *The Rise of Organized Brutality: A Historical Sociology of Violence*, *op. cit.*, p. 311-312.

riant, avec leur téléphone portable, l'électrocution de deux soldats (ayant tout de même perdu connaissance) qui s'étaient portés volontaires pour un essai sur corps des Taser. Il n'était pas non plus étonnant de voir le rire général suscité par le fait que le représentant de LRAD Corporation fabricant les canons à son (aussi connu sur l'expression encore moins bénigne de « Dispositif de harcèlement acoustique ») diffusa une musique folklorique sur l'appareil pour en montrer la puissance de portée. De son côté, l'un des fonctionnaires en présence rétorquait en souriant : « Je devrais m'en servir comme réveil le matin, ce serait efficace ! » On constate ainsi, dans les plus simples rituels et sous forme d'humour noir⁷⁴, l'invisibilisation transnationale au travers de l'OTAN de cette coercition propre au cortège dit non létal de la gestion de risques : on riait d'électrocutions aux conséquences possiblement graves comme on riait de sons qui peuvent générer la surdité. La violence (non) létale s'effaçait et se normalisait derrière les rires. Plus largement d'ailleurs, l'initiative sur les armes non létales du DATPoW s'appuie sur des textes OTAN existants sur le sujet et où la létalité possible de ce type de matériel est clairement envisagée :

Les armes non létales n'offrent pas nécessairement une probabilité nulle de provoquer des pertes en vies humaines ou des lésions permanentes. Si la prévention totale de ces effets n'est ni garantie ni à prévoir, les armes non létales doivent néanmoins permettre de les réduire sensiblement par rapport à ceux des armes létales classiques utilisées dans les mêmes circonstances⁷⁵.

L'OTAN, en stimulant les usages militaires de telles armes (aussi destinées aux forces de police), se fait caisse de résonance transnationale de ce phénomène, les industries y trouvant un moyen supplémentaire de faire valoir leur apport dans cette fabrication d'une matrice de guerre où la violence militaire des armes ne suit plus les contours de la létalité *stricto sensu* mais d'une brutalité aux frontières meurtrières floutées. Le développement d'initiatives aussi diverses que du largage de précision, du contre-mortier, de la protection d'infrastructure, de la lutte contre les IED, des armes non létales stimulait la concurrence d'un marché privé de la sécurité qui n'a eu de cesse d'accroître, sur la base précisément d'une idéologie de la gestion préventive des risques, le spectre de production industrielle des solutions technologiques aux insécurités.

Autosuffisance technostratégique et mascarade mortuaire

La présente partie a montré que la lutte contre le terrorisme sert à la mobilisation de réseaux d'acteurs dont les intérêts, les parcours et les identités ne sont pas exclusivement reliés à des situations opérationnelles concrètes. Tout en se greffant néanmoins sur ces dernières, dans le cas présent sur l'intervention en Afghanistan, les professionnels gravitant au sein du DATPoW jouent de ressources bureaucratiques

⁷⁴ On renvoie ici à nouveau au texte canonique de Carol COHN (*op. cit.*) et l'ouvrage de GUSTERSON (*Nuclear Rites*), qui montrent bien l'impact aseptisant et normalisant sur la violence joué par la pratique de l'humour noir. Chez GUSTERSON, voir en particulier le passage p. 115-118.

⁷⁵ OTAN, *Politique de l'OTAN sur les armes non létales*, III-8, 1998, https://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_27417.htm?selectedLocale=fr (consulté le 27 mars 2018).

ou politiques (des fonctionnaires du QG de l'OTAN, diplomates), expertes (civils et militaires des agences d'État et otaniennes) ou commerciales (les industriels de l'armement). En effet, les usages élastiques de la lutte contre le terrorisme, supposés par le principe préventif de la gestion de risques, ont rendu possible la mise en réseau hétéronome d'un nombre conséquent de professionnels de l'armement aux légitimités et aux identités différentes. La gestion de risques à l'OTAN passe par la capacité de l'organisation à s'instituer en plateforme de circulation de savoirs techniques crédibilisant et capitalisant sur l'idée d'une gestion possiblement technologique d'un risque inconnu et multiforme. À la production d'un *armement* motivé par les besoins d'un conflit interétatique sous la bipolarité et la prééminence nucléaro-conventionnelle des États-Unis succède une production de *technologies d'armement et de sécurité* qui, amarrée à des jeux d'influence d'États beaucoup plus hétérogènes (car, comme pour Active Endeavour, non soumis à une hégémonie américaine mais à des alliances diplomatico-militaires différenciées fondées sur des besoins techniques/tactiques particuliers, en particulier pour les contingents nationaux en Afghanistan)⁷⁶, retravaillent les cadres létaux de la violence militaire. La violence, même problématisée au travers du matériel militaire, ne signifie plus seulement tuer ou détruire. À côté de cette fonction, la violence militaire à l'OTAN sert désormais aussi à contrôler, protéger, blesser et, même, à favoriser des ingénieries socioculturelles dans les sociétés des pays faisant l'objet d'interventions internationales.

Ce constat nous amène aux conclusions à tirer de notre second axe de travail, portant sur les effets sur l'OTAN de la production d'antagonismes en dehors de situations opérationnelles. D'abord, l'absence d'enjeux palpables d'inimitié résultant de la combinaison entre l'identité des acteurs, éloignés des champs de bataille, et la production d'une idéologie d'un risque hypothétique et hypertechnologisé dans sa gestion n'empêche en rien la fabrication d'imaginaires de violence. Bien au contraire, ce mélange participe précisément d'une extension à l'infini du façonnement de ces derniers au sein de l'OTAN. La fonction première des ingénieurs, bureaucrates, industriels est de prévenir les formes de menaces à venir pour protéger les soldats ou leur permettre de mieux combattre. Il en résulte que les dangers deviennent infinis dans leurs potentialités. En somme, pour que l'OTAN participe à la lutte contre le terrorisme, et plus précisément à la production des imaginaires de violence possibles qui l'accompagnent, nul besoin qu'elle affronte directement un ennemi. Comme montré par Gusterson, Cohn ou Der Derian, l'ordinaire technobureaucratique est pourvu d'une capacité banalisante de sa propre violence, en l'occurrence au nom d'un risque à prévenir, quand bien même le DATPoW a participé à l'entretien des violences militaires en Afghanistan en proposant des solutions purement technologiques de protection de troupes et d'infrastructures ou de ciblage. En capturant et en se faisant ainsi

⁷⁶ Rappelons, par exemple, la structure financière du programme, fondée sur le principe du « *lead nation* », au sein de laquelle les États membres choisissent sur base volontaire de développer une expertise d'intérêt. Dans ce contexte, ne serait-ce que financier, il paraît clair que la répartition du pouvoir s'effectue davantage le long d'une « production de rôles » (« *role-making* », pour reprendre la typologie de Pouliot évoquée dans le premier chapitre) menée par des États membres sur des domaines technologiques spécifiques et différenciés qu'une ascendance étatique claire qu'auraient les États-Unis.

la plateforme de circulation de discours de violence aussi multiples et hypothétiques, l'OTAN constitue un important catalyseur qui dissémine et banalise, telle une matrice de guerre, ces imaginaires belligènes dans de multiples univers professionnels. Par-là, il conviendrait, fondamentalement, de caractériser l'effet de pouvoir esthétisant de la gestion de risques par la « mascarade mortuaire »⁷⁷ (« *mortality masquerade* ») propre à la modernité et sa sécurité. Une mascarade car, tout en fournissant des bases sociales durables et institutionnalisées au déploiement d'outils de violence toujours plus sophistiqués et potentiellement destructeurs, cette modernité éloigne, édulcore dans le même temps la possibilité de la mort en la mettant à distance, par des moyens et discours technocentrés, notamment de ses décideurs et de ses opérateurs⁷⁸. L'OTAN, sa gestion hétéronome de risques et son cortège de discours sur des menaces plurielles pousse précisément à l'extrême et actualise cette mascarade légitimante en faisant proliférer des technologies guerrières et des ingénieries technoculturelles : « Le futur imaginé est le terrain de la mascarade de la sécurité où la mort peut être conquise et apprivoisée. »⁷⁹

La lutte préemptive contre le terrorisme stimule donc une tendance au sein de cette OI à problématiser de manière hypertechnologique les insécurités qu'elle prétend défendre, à en faire des réalités banalisées et éthérées techniquement. Au bout du compte, le DATPoW suscite la production d'une sécurité autoperpétuée à l'OTAN. L'événement technique et matériel de l'explosion, et sa peur surtout, incite, appelle, attire, incite la prolifération de contre-mesures. Les impératifs fixés par le programme étant cadencés par le fait technologique, le risque, le danger à parer apparaît là où le problème technologique s'envisage.

Après la surveillance d'une menace imaginée et la production d'armements et de doctrines d'emploi des forces armées, nous en venons à présent à l'articulation de la gestion de risques à l'OTAN au travers de l'ultime composante de notre triptyque de pouvoir : les affres de la violence organisée.

⁷⁷ C. HEATH-KELLY, *op. cit.*, p. 33.

⁷⁸ S. MALESEVIC, « Organised violence and modernity », in *The Sociology of War and Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 118-145.

⁷⁹ C. HEATH-KELLY, *op. cit.*, p. 33. Sur l'OTAN en particulier, et la disparition de la mort dans la conduite des opérations, nous nous permettrons aussi de renvoyer à notre analyse précédente sur les bombardements en Libye : J. POMARÈDE, « L'(in)sécurisation par les technologies militaires et la mise en sens de la violence : Le cas de l'opération militaire de l'OTAN au-dessus de la Libye (2011) », *op. cit.*

TROISIÈME PARTIE

Conduire la guerre

À l'automne 2001, dans le cadre de l'opération Enduring Freedom (OEF), les forces militaires des États-Unis et de leurs alliés envahissent l'Afghanistan en réponse aux attaques du 11 septembre. Elles renversent le gouvernement taliban, alors accusé d'avoir abrité les auteurs de ces attentats, des membres du réseau Al Qaeda. Suite à cette invasion éclair, les armées occidentales se déploient durablement en Afghanistan, dans le cadre de la coalition OEF menée par les États-Unis et de la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS)¹, pilotée par l'OTAN à partir de 2003. Le but politique est l'implantation d'un gouvernement central accepté par la population locale et en capacité d'assurer la sécurité sur l'ensemble du territoire de manière à ce « que l'Afghanistan ne redevienne plus jamais un sanctuaire pour les terroristes »². Cet objectif inclut un volet militaire conséquent en charge de neutraliser l'opposition armée. Officiellement, les actions militaires prennent deux formes.

La première dimension militaire est incarnée par la FIAS. Elle est censée combattre et défaire le projet politique national de retour au pouvoir de l'insurrection talibane et dont le succès serait synonyme de danger d'une nouvelle « sanctuarisation terroriste » de l'Afghanistan. Se prévalant des labels de l'approche globale (*comprehensive approach* – CA) puis de la contre-insurrection et durant jusqu'en 2014, la FIAS est chargée de l'action conventionnelle. Elle concerne le contrôle et la sécurisation militaire des différentes provinces afghanes³. Le « verrouillage territorial » étant censé favoriser l'ancrage local des autorités publiques et des projets de reconstruction.

¹ En langue anglaise, la mission est dénommée International Security and Assistance Force (ISAF).

² OTAN, *La mission de la FIAS en Afghanistan (2001-2014)*, 2015, http://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_69366.htm (consulté le 7 mai 2019). Cet argument de la désanctuarisation revient systématiquement dans les déclarations estampillées OTAN (sommets, déclarations communes, etc.).

³ *Ibid.*

La seconde composante de l'effort militaire est qualifiée de contre-terroriste. Elle est incarnée par la coalition Enduring Freedom (2001-2015), alors tournée vers l'action létale et l'élimination de groupes ennemis, en particulier via l'utilisation des forces spéciales. L'objectif étant alors moins d'assurer une présence militaire permanente de verrouillage territorial que le ciblage ponctuel et systématique de groupes, comme Al Qaeda, estimés irréconciliables (ou « terroristes »). Ils sont considérés comme porteurs d'un projet messianique non plus politiquement rationnel, comme l'opposition talibane, mais mondial et moral de déstabilisation et de destruction des valeurs occidentales⁴. Les contingents des missions FIAS et OEF s'enfoncent alors dans une longue campagne, à tel point que le conflit est surnommé « la guerre la plus longue » (« *the longest war* ») de l'histoire militaire américaine⁵. Les opérations n'aboutissent pas aux objectifs de stabilisation escomptés, malgré une présence militaire étrangère atteignant un pic de plus de 130 000 hommes, pour la FIAS seule, entre 2009 et 2012.

Au premier abord, l'ampleur prise par les opérations en Afghanistan au sein de l'OTAN a de quoi surprendre. En premier lieu, le choix des États-Unis d'écarter l'OTAN de la phase d'invasion de l'Afghanistan a généré un doute généralisé sur l'utilité de l'Alliance, d'autant plus que l'article 5 avait été déclenché en réaction aux attaques du 11 septembre 2001⁶. Ensuite, les commentateurs voyaient dans les nombreuses tensions diplomatiques maillant la FIAS et la difficulté de la mission à repousser l'insurrection la preuve que l'OTAN est une organisation peu capable de relever les défis sécuritaires contemporains. Tandis que beaucoup concevaient l'Afghanistan comme le signe supplémentaire des difficultés post-bipolaires de l'OTAN, celle-ci était à la tête de ce qui allait progressivement devenir, numériquement, la deuxième plus grande opération militaire conduite depuis la fin de la Guerre froide, après le théâtre irakien.

Pour mieux comprendre comment une guerre comme celle de l'Afghanistan a davantage servi à faire durer l'OTAN qu'à la mettre en danger, il faut inverser ce raisonnement qui fait à nouveau de la gestion de risques une pathologie de l'Alliance. Pour ce faire, revenons à la problématique des évolutions contemporaines de la

⁴ C. OLSSON, « La contre-insurrection otanienne en Afghanistan : Ruptures et continuités à l'ère Obama », *Politique américaine*, 13, 2009, p. 66-67. En 2015, OEF s'achève et laisse la place à une autre opération militaire conduite par les États-Unis aux objectifs similaires à ceux de Resolute Support (qui succède à la FIAS en 2014 et toujours conduite par l'OTAN) : opération Freedom Sentinel.

⁵ A. O'CONNELL (éd.), *Our Latest Longest War: Losing Hearts and Minds in Afghanistan*, Chicago, Chicago University Press, 2017 ; S. RICE, « Tell the Truth About Our Longest War », *The New York Times*, 19 mars 2018, <https://www.nytimes.com/2018/03/14/opinion/afghanistan-longest-war.html> (consulté le 18 mars 2020).

⁶ E. POND, *Friendly Fire: the Near Death of the Transatlantic Alliance*, Washington D.C., Brookings, 2003 ; M. GORDON, « NATO Chief Says Alliance Needs Role in Afghanistan », *The New York Times*, 21 février 2003, <http://www.nytimes.com/2003/02/21/world/threats-responses-afghan-security-nato-chief-says-alliance-needs-role.html> (consulté le 19 mars 2020) ; T. BIRD, « "Perennial Dilemmas": NATO's Post-9/11 Afghanistan "Crisis" », in E. HALLAMS, L. RATTI et B. ZYLA (éds), *NATO Beyond 9/11: The Transformation of the Atlantic Alliance*, New York, Palgrave Macmillan, 2013, p. 118-139.

violence organisée. Le conflit en Afghanistan constitue un exemple significatif de la multiplication et de l'extension mondialisée des opérations militaires occidentales au nom de la lutte contre le terrorisme après le 11 septembre 2001. La particularité de ces guerres est leur prolongement sur des durées très longues, voire indéterminées. L'étroit lien de dépendance que construisent les autorités publiques entre la sécurité nationale et la stabilisation de zones lointaines d'où les « terroristes » fomenteraient leurs attaques a fait basculer la logique de déploiement de la force dans une forme d'interventionnisme permanent. Celui-ci prend forme dans une gestion, prévention militarisée des risques et pratiquée dans de multiples zones géographiques, généralement identifiées comme faisant partie d'un « Sud instable »⁷. Ainsi, aussi discutables que puissent être les résultats de ces campagnes militaires, leur multiplication montre qu'un tel usage de la force est davantage à considérer comme une norme contemporaine que comme une pure pathologie. L'Afghanistan constitue ainsi un point d'entrée opérant pour comprendre comment l'OTAN a glissé vers ce schéma de la gestion de risques, qui s'articulait alors autour du vague objectif de « désanctuariser » l'Afghanistan.

Les échanges diplomatico-militaires ont été structurés le long de luttes et d'ententes autour de la définition/imposition de trois orientations opérationnelles : l'approche globale (CA), la contre-insurrection et le contre-terrorisme. La logique des jeux de pouvoir était de situer l'OTAN sur le continuum « sécurité militaire-développement »⁸. Étant admis que la désanctuarisation de l'Afghanistan supposait non seulement des opérations militaires mais aussi un développement du pays, les tensions autour de ces trois catégories visaient à définir le rôle et la place de la coercition dans ce projet de stabilisation. Nous verrons que les usages de ces catégories servaient à la fabrication de compromis qui permettaient à des acteurs diplomatiques et militaires en situation d'interdépendance de rendre possible un accord minimal sur les orientations de la FIAS⁹. Ces accords recouvraient un ensemble de significations et d'intérêts éclatés et dont la conséquence a été l'entretien et la rationalisation d'un « horizon d'attente »¹⁰ à partir duquel se

⁷ D. GREGORY, « The Everywhere War », *op. cit.* ; C. WASINSKI, « Le monde est notre théâtre d'opération : interventions militaires et régimes technostratégiques depuis la fin de la Guerre froide », *Questions de recherche/Research questions*, CERI-Sciences Po, 43, 2013, p. 1-27 ; M.-V. RASMUSSEN, *The Risk Society at War: Terror, Technology and Strategy in the Twenty First Century*, *op. cit.* La métaphore de la « tonte » (« *mowing the grass* ») s'est même ancrée dans le langage politico-militaire, pour désigner les effets temporaires de l'usage permanent de la violence contre-terroriste employée.

⁸ M. DUFFIELD, *Global Governance and the New Wars: The Merging of Development and Security*, New York, Zed Books, 2005.

⁹ Le découpage présentement adopté, qui prend essentiellement appui sur l'étude des débuts au NAC et dans le très haut commandement de la FIAS, relève bien entendu d'un choix méthodologique. Les opérations en Afghanistan sont d'une forte complexité dans leur conduite et impliquent une variété d'acteurs autres que ceux étudiés. Notre découpage entend éclairer les enjeux de notre problématique et ne prétend aucunement réduire la guerre en Afghanistan à ce qui sera abordé. Les dynamiques diplomatico-militaires prises en compte génèrent de véritables effets dans le cadre de celle-ci et les analyser permet précisément d'y voir plus clair.

¹⁰ R. KOSELLECK, *Futures Past: On the Semantics of Historical Time*, New York, Columbia University Press, 2004, p. 255.

caractérisait le succès des opérations en Afghanistan. Au cœur de ce processus résidait une américanisation progressive de la FIAS. Insistant auprès des autres États membres sur la nécessité d'un effort armé commun renforcé en Afghanistan, la diplomatie des États-Unis s'articulait à une chaîne de commandement dans la FIAS qui s'américanisait de manière croissante. Le personnel militaire (commandants de la FIAS (COMISAF), COMISAF adjoints et commandants régionaux) largement soumis aux orientations de Washington mettait lui-même l'accent sur la primauté des victoires d'ordre militaire. Ainsi, les flous relatifs aux catégories mobilisées se caractérisaient par des compromis dont l'enjeu était de ménager en surface les réticences et exigences opérationnelles de certains États membres tout en laissant aux États-Unis une marge de manœuvre conséquente dans le pilotage de la mission.

L'hétéronomie de la configuration de la FIAS était ainsi solidaire de l'exercice d'une violence préemptive qui fonctionnait à la probabilité de ses bénéfices potentiels. En Afghanistan, l'OTAN s'est trouvée plongée dans un paradoxe (dys)fonctionnel qui a été la base même de son expérience d'une violence visant la gestion de risques. Le flou diplomatico-militaire entretenu autour de la lutte contre le terrorisme n'avait rien de pathologique. Il constituait plutôt la logique par laquelle s'articulait une rationalisation probabiliste de l'usage de la force. L'incertitude de la violence, de son horizon d'efficacité et de sa fin est un moteur clef de la raison d'être de l'OTAN et doit s'étudier comme telle pour comprendre comment la sécurité contemporaine s'y forge, s'ordonne par le biais de jeux d'acteurs qui donnent un sens logique à cette même violence¹¹. Par les multiples usages qui ont été faits de la lutte contre le terrorisme par les acteurs qui peuplaient la FIAS, l'OTAN a été un espace de production d'une conviction partagée entre des acteurs diplomatiques et militaires selon laquelle la répétition de succès militaires ponctuels et relativement indépendants les uns des autres pourrait, à terme, aboutir à désanctuariser l'Afghanistan. Ainsi, et contrairement aux arguments sur les effets dysfonctionnels de telles campagnes sur la vie de l'OTAN ou leur problématisation à travers le seul phénomène du « partage du fardeau », nous prenons la position selon laquelle la production probabiliste de la violence de la gestion de risques, en l'occurrence véritablement physique et de haute intensité, est l'un des terrains cruciaux sur lesquels s'est bâtie la mise en forme de l'utilité post-bipolaire de l'OTAN. L'Afghanistan constitue, en quelque sorte, la partie extrême du spectre de la matrice de guerre qui anime aujourd'hui l'OTAN : une guerre qui, probabiliste dans sa conduite concrète, recourt à une violence organisée sans fin définie.

La présente partie se structure en deux temps. Le chapitre VI porte sur l'émergence et la structuration d'une stratégie commune au sein de l'OTAN entre 2005 et 2009, alors qualifiée d'approche globale. Nous montrerons comment l'articulation entre les enceintes diplomatiques de l'OTAN et le haut commandement militaire en

¹¹ T. BARKAWI et S. BRIGHTON, « Powers of War: Fighting, Knowledge and Critique », *International Political Sociology*, 5/2, 2011, p. 126-143 ; C. CROSER, *The New Spatiality of Security: Operational Uncertainty and the US Military in Iraq*, Londres, Routledge, 2007 ; J. POMARÈDE, « Archipelagos of death: the assemblage of population-centric war in Afghanistan », *Defence Studies: Journal of Military and Strategic Studies*, 20/3, 2020, p. 202-223.

Afghanistan a stabilisé un compromis polysémique autour de la CA. Celui-ci a eu pour conséquence l'absence de délimitation sur les objectifs de l'usage de la force. Nous qualifions ainsi la CA de « flou militarisé ». Le chapitre VII traite de l'adoption de la contre-insurrection comme principe d'encadrement de la FIAS à partir de 2009. L'adoption de la contre-insurrection s'est appuyée sur un renfort de troupes américaines et elle a été officiellement adoptée pour clarifier les objectifs finaux de la stratégie de l'OTAN en Afghanistan. Le choix de la contre-insurrection a toutefois été le fruit d'une forte inertie des tensions diplomatico-militaires en place sous la CA, ce qui a eu pour conséquence le renforcement d'une dynamique de violence autoréférentielle.

CHAPITRE VI

L'invention d'une stratégie alliée en Afghanistan

Dans ce chapitre, il est question de comprendre l'émergence et la structuration d'une stratégie commune au sein de l'OTAN en Afghanistan. Officiellement encadrée par l'approche globale (CA) entre 2005 et 2009, la FIAS a pourtant été marquée par d'importantes tensions diplomatiques et militaires. Elles ont abouti à des compromis dont la dimension évasive ouvraient la voie à l'institutionnalisation d'une violence libérée d'objectifs concrets, si ce n'est la lointaine désanctuarisation terroriste de l'Afghanistan.

La première partie porte sur les débats diplomatiques au NAC. Nous montrons que les jeux de pouvoir les entourant ont abouti à un accord minime et circonscrit autour de la nécessité de l'usage de la force. La seconde partie est consacrée à l'articulation de ces tensions avec le haut commandement militaire de la FIAS. Son américanisation progressive s'est déroulée sur fond d'une violence faiblement encadrée dans ses objectifs car justifiée de manière flottante comme étant synonyme d'approche globale, de contre-insurrection ou de contre-terrorisme.

Les tribulations diplomatiques de l'approche globale

Situer l'OTAN dans le continuum sécurité militaire-développement

L'approche globale fait son apparition au sein de l'OTAN entre 2004 et 2005, dans une série de séminaires et de documents communs. Les principaux États membres s'accordent alors sur le fait que le théâtre afghan est le symbole des conflits contemporains où la lutte contre des insécurités comme celle du terrorisme international ne peut se gagner que par la force militaire seule¹. La FIAS doit reposer sur une articulation entre sécurité militaire et développement. Dans le principe, la CA

¹ B. SMITH-WINDSOR, « Hasten Slowly: NATO's Effects Based and Comprehensive Approach to Operation », *Research Paper*, NATO Defense College, 38, 2008 ; C. WASINSKI, « Produire de la capacité de gestion de crise internationale : Le cas de l'OTAN au cours des années 2000 », *Cultures & Conflicts*, 75, 2009, p. 15-31 ; P.-V. JACOBSEN, *NATO's Comprehensive*

s'impose comme une « approche intégrée », visant la coordination entre les efforts militaires et les besoins de reconstruction d'ordre civil. Le contenu même de cette articulation à laquelle prétend la CA est toutefois loin de faire consensus sur le plan diplomatique.

Plusieurs points de tension sont à relever, dont l'intégration de tâches civiles au sein des activités militaires. Elle cristallise des désaccords qui amarrent l'action de l'OTAN à une violence détachée d'objectifs concrets. Certains États membres, en tête desquels se situe la France, souhaitent préserver l'action de l'OTAN dans un rôle strictement militaire de sécurisation des provinces afghanes. Cette action appuierait de manière plus ou moins directe des initiatives civiles de reconstruction, censées être coordonnées par la mission de l'ONU (Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan – UNAMA) et les agences de développement (la Banque mondiale, l'Agence des États-Unis pour le développement international)². Cette opposition s'explique notamment par le différend franco-américain à propos du déclenchement de la guerre en Irak, contre laquelle le gouvernement de Jacques Chirac a exprimé un important désaccord. La France souhaite contrebalancer l'influence transatlantique dans la gestion de la sécurité internationale en promouvant le rôle d'autres acteurs comme l'UE ou l'ONU dans les initiatives civiles, de manière à prévenir une forme de civilianisation de l'Alliance. Lors du sommet de Riga de novembre 2006, l'adoption au niveau NAC d'un des premiers documents politiques définissant la place de l'OTAN dans la CA, la Directive politique globale (Comprehensive political guidance)³, va se jouer. En octobre de la même année, Michelle Alliot-Marie, alors ministre de la Défense française, explique ainsi que la lutte contre le terrorisme de l'OTAN en Afghanistan exige une stratégie globale au sein de laquelle l'Alliance occupera un rôle strictement militaire, sous peine de diluer son identité institutionnelle première :

Le terrorisme se répand d'une manière troublante. [...] La France, un membre fondateur de l'Alliance et un contributeur majeur aux troupes de l'OTAN, s'assurera que le sommet de l'OTAN de Riga ce novembre renforce la solidité de l'Alliance dans un monde qui est devenu incertain, si ce n'est dangereux. Les chefs d'État et de gouvernement saisiront l'opportunité présentée à cette réunion de faire le point sur les opérations dans lesquelles l'OTAN est engagée, en particulier en Afghanistan [...]. Je soutiens la coopération [...] entre les missions militaires et de reconstruction dans le cadre d'une approche globale comme en Afghanistan, où il est clair qu'une approche exclusivement militaire est insuffisante. [...] Mais les missions de reconstruction doivent nécessairement tomber sous l'autorité d'organisations compétentes, comme les Nations unies ou l'Union européenne. Transformer l'OTAN en une organisation dont la mission est de reconstruire la démocratie et l'économie d'une nation ne correspond ni à son mandat légitime ni à ses moyens. Nous devons faire très attention

Approach to Crisis Response Operations: A work in Slow Progress, Danish Institute for International Studies Report, 15, octobre 2008.

² S. RYNNING, « NATO's Riga Summit: Next stop, big thinking », *OpenDemocracy*, 5 décembre 2006, https://www.opendemocracy.net/globalization-institutions_government/nato_riga_4154.jsp.

³ G. AYBET et R. MOORE, *NATO in Search of a Vision*, Washington D.C., Georgetown University Press, 2010, p. 79.

de ne pas diluer l'Alliance dans des missions pauvrement définies dans lesquelles elle perdrait son âme et son efficacité. L'OTAN se plaint déjà qu'elle n'a pas les ressources suffisantes pour conduire ses missions militaires. Ce serait irresponsable de la pousser dans des missions qui excèdent ses moyens⁴.

Cette ligne diplomatique pèse d'un poids significatif lors de l'adoption de la Directive politique globale au sommet de Riga. La Directive politique globale précise que l'OTAN doit inclure de « nouveaux types d'opérations » face à des menaces comme celle du terrorisme. Toutefois, l'OTAN est envisagée comme une alliance politico-militaire relativement classique. Son activité principale reste la planification, la projection hors zone et « agile » de forces, la capacité à agir sur l'ensemble du spectre opérationnel et l'intégration des structures de commandement⁵. Deux textes adoptés plus tard, lors du sommet de Bucarest de 2008, pérennisent cette vision de l'OTAN : la Vision stratégique de la FIAS et le Comprehensive strategic political-military plan (CSPMP – classifié). Ces documents formalisent de manière plus poussée la CA dans le cadre de la mission de l'OTAN en Afghanistan. Leur adoption est facilitée par l'arrivée à la tête de l'État en France du président Nicolas Sarkozy, qui tient une ligne plus atlantiste que son prédécesseur⁶. Ce dernier décide d'impliquer davantage la France dans l'effort politique et militaire de l'OTAN en Afghanistan, toujours au nom de la lutte contre le terrorisme⁷.

L'adoption de la Vision stratégique de la FIAS en 2008 par les autorités diplomatiques de l'OTAN ne modifie pas vraiment la donne. La lutte contre le terrorisme de l'Alliance en Afghanistan tient à son rôle de contributeur militaire à la CA. Le texte affirme l'importance de la mission des Nations unies, l'UNAMA, dans la mise en œuvre d'une telle approche⁸. En d'autres termes, la CA s'institue à l'OTAN sur la base d'un flou diplomatique où une place essentielle est faite à l'usage de la force militaire. En effet, la France incarne un pôle diplomatique qui n'est pas partagé, par exemple, par l'Allemagne, les États-Unis ou la Grande-Bretagne. Ils envisagent, à des degrés divers et avec plus de souplesse, un investissement civil en Afghanistan pour l'OTAN quand bien même, du fait de la présence de leurs contingents dans les zones les plus violentes du pays (Sud et Est) depuis le début du conflit, ces deux derniers États membres reconnaissent aussi l'emploi de la force comme consubstantielle à

⁴ M. ALLIOT-MARIE, « Don't diminish NATO's effectiveness », *The Washington Times*, 20 octobre 2006, <http://www.rpfrance-otan.org/Don-t-diminish-NATO-s> (consulté le 27 octobre 2016).

⁵ NATO, *Comprehensive Political Guidance*, Riga, 29 novembre 2006, http://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_56425.htm (consulté le 7 juillet 2017).

⁶ S. RYNNING, *NATO in Afghanistan: The Liberal Disconnect*, op. cit., p. 150.

⁷ N. SARKOZY, cité dans J.-C. NOTIN, *La guerre de l'ombre des Français en Afghanistan (1979-2011)*, Paris, Fayard, 2011, p. 793. Sarkozy décida notamment de l'envoi de troupes françaises en Kapisa, dans l'Est de l'Afghanistan, une région particulièrement violente où opéraient de manière dominante les forces américaines.

⁸ NATO, *ISAF's Strategic Vision*, Bucharest Summit, 3 avril 2008, http://www.nato.int/cps/en/natolive/official_texts_8444.htm (consulté le 7 juillet 2017).

l'application de la CA⁹. Les actions civiles dans les provinces afghanes sont en fait comprises et construites, en particulier du côté des forces américaines et de leur accent mis sur les « projets à impacts rapides » (« *quick impact projects* »), comme permettant aux militaires de tenir la zone environnante. Il s'agit de construire un « climat de confiance » pour que ces derniers puissent agir contre les forces opposantes¹⁰.

Les affrontements diplomatiques qui sous-tendent la définition de la CA à l'OTAN génèrent ainsi un flou interprétatif par lequel un éventail des possibles s'ouvre en termes d'articulation du lien sécurité militaire-développement en Afghanistan.

La militarisation issue de ce flou permet, surtout aux États-Unis, de faire valoir leur ligne diplomatique. Souhaitant, comme on le verra plus bas, restreindre leur présence en Afghanistan à des actions agressives et limitées en troupes, ce flou met en avant la composante militaire de la FIAS, à travers les « projets à impact rapide » qui sont une lecture minimaliste de l'articulation sécurité-développement car donnant priorité à l'action armée.

Au cœur de ce flou se situe un solide accord sur la nécessité de l'usage de la force. Comme nous l'explique un interlocuteur en ironisant à propos de la Vision stratégique de la FIAS :

La vision stratégique de la FIAS était une vision, ça oui... mais pas une vision politique, c'était quasiment une vision de l'esprit... La réalité était que, même en 2008, les Alliés n'avaient pas une perspective claire de ce qu'ils demandaient à la mission de l'OTAN, cette « approche globale » [*l'interlocuteur faisant alors le geste des guillemets avec ses mains*]. On voulait lutter contre le terrorisme, ça oui, l'OTAN devait rester dans un rôle plutôt militaire, oui encore, mais au-delà de ça, il faut admettre que ce n'était pas clair¹¹.

Le CSPMP est d'autant plus intéressant sur le plan de l'ambiguïté qui entoure la CA. Il détaille plusieurs grands piliers politiques et opérationnels par lesquels la CA peut être mieux implantée au sein de l'OTAN¹². La mésentente diplomatique sur ce que recouvre réellement le CSPMP est néanmoins la condition d'existence de la présence de la CA dans les instances diplomatiques de l'OTAN. Le CSPMP constitue une mosaïque de mesures aux délimitations poreuses. Ainsi que nous le confiait l'un de nos interviewés ayant été directement impliqué dans la préparation du CSPMP,

⁹ P.-V. JACOBSEN, *PRTs in Afghanistan: Successful but not Sufficient*, Danish Institute for International Studies, 6, 2005, p. 17-28.

¹⁰ C. OLSSON, *Conquérir « les cœurs et les esprits » ? Usages et enjeux de légitimation locale de la force dans les missions de pacification extérieures (Bosnie, Kosovo, Afghanistan, Irak ; 1996-2006)*, op. cit., p. 390-395. Les « projets à impacts rapides » relevaient de la construction ou de l'« amélioration » de certaines infrastructures (routes, ponts), la distribution de certains vivres et la fourniture de soins médicaux aux populations locales.

¹¹ Entretien n° 67, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, août 2015.

¹² Le CSPMP est classifié, mais des informations sont néanmoins connues. Un bon aperçu de son contenu est fourni dans H. LARSEN, *NATO in Afghanistan: Democratization Warfare, National Narratives, and Budgetary Austerity*, Discussion Paper, 2013-10, Cambridge, Belfer Center for Science and International Affairs, décembre, 2013, p. 8-9.

la logique de vie de la FIAS et son cadrage politique réside précisément dans le fait qu'ils ne peuvent que vivre sur le principe d'un polysémique compromis :

Après toutes ces années, je crois que c'est très compliqué de juger ou de condamner cette mission. La force de la FIAS faisait aussi sa faiblesse. Tout le monde y mettait ce qu'il voulait, c'était une opération fourre-tout. Certains voulaient faire de l'antidrogue, d'autres du contre-terrorisme, d'autres de l'humanitaire, d'autres de la formation, d'autres de l'approche globale, de la contre-insurrection. Donc c'était à la fois inclusif, car tout le monde y trouvait son compte, mais aussi très grand, ce qui faisait sa faiblesse. [...] Avec un peu de recul, je dirais que le CSPMP était un moment assez paradoxal de la FIAS. Les Alliés n'étaient jamais allés aussi loin dans la formalisation des lignes directrices de l'approche globale [...] mais, en même temps, personne ne s'entendait vraiment sur son contenu... Il y avait des considérations sur le développement, les opérations de sécurité, bref, on a formalisé des choses qui étaient déjà présentes auparavant mais qui n'étaient pas vraiment plus précises dans ce qu'elles impliquaient. C'était frustrant, surtout pour moi qui m'étais investi dans le CSPMP de manière significative pour faire avancer la FIAS vers une stratégie plus cohérente¹³.

En 2009, peu avant le remplacement de la CA par la contre-insurrection comme principe d'encadrement commun des opérations et le renforcement de l'effort militaire, les ambassadeurs du NAC admettent encore le manque de clarté du CSPMP. Ils demandent la mise en place d'« indicateurs » (« *metrics* ») communs plus précis sur la poursuite des « effets stratégiques désirés » (« *desired strategic outcomes* ») de la force¹⁴. À côté des négociations autour de l'axe sécurité/développement et l'ascendance américaine de fond que sous-tend la militarisation de cette articulation, le flou militarisé qui caractérise la CA s'institue aussi durablement dans les discussions attendant à la séparation entre les labels de l'approche globale et du contre-terrorisme.

Distribuer les missions de combat : les porosités approche globale/contre-terrorisme

Les ambiguïtés diplomatiques structurant la CA et leur impact sur la militarisation de cette approche sont renforcés par les houleux débats autour de l'allocation des troupes. L'extension progressive de la mission de l'OTAN à tout le pays suscite des demandes accrues en hommes, en particulier lors des deux dernières phases d'élargissement au Sud et à l'Est (2004-2006). Elles sont marquées par une forte augmentation des combats. Une ligne de fracture politique se solidifie au sein de l'OTAN. D'un côté se situent les pays engagés dans d'intenses combats dans ces zones (États-Unis, Canada, Pays-Bas et Grande-Bretagne). De l'autre, des États membres circonscrivent l'activité de leurs armées aux espaces moins conflictuels du Nord et de Kabul (Italie, Norvège, Allemagne, France notamment) et posent également les restrictions (« *caveats* ») les plus limitatives à leurs contingents sur

¹³ Entretien n° 22, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, mai 2015.

¹⁴ NATO, *North Atlantic Council Meeting: NATO's SYG [Secretary General] Gets Strategic on Afghanistan*, Cable 09USNATO375_a, 3 septembre 2009, https://wikileaks.org/plusd/cables/09USNATO375_a.html (consulté le 8 février 2018).

le plan des conditions d'engagement au combat. Pour les autorités américaines, et en particulier pour le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, la présence des États-Unis en Afghanistan soit être aussi temporaire et minimale que possible. Il faut concentrer l'attention politico-militaire sur l'Irak¹⁵ et éviter un enlèvement en Afghanistan similaire à celui des Soviétiques dans les années 1980¹⁶. D'où le fait que les États-Unis comptent sur l'investissement des autres contributeurs. Cette position diplomatique suscite une tension significative au NAC. Les débats sur l'allocation des troupes sont liés, nous explique un diplomate français,

au fait que la mission en Afghanistan était vue comme une responsabilité avant tout américaine. C'était gênant d'un double point de vue : Bush et Rumsfeld voulaient non seulement une présence limitée et des contingents d'autres nationalités dans une guerre qui a été lancée à leur initiative en Afghanistan, mais en plus pour se dégager de la marge de manœuvre pour une guerre illégale en Irak ! C'était le comble¹⁷.

Dès lors, l'importance politique prêtée à l'Afghanistan par les autres États membres de l'OTAN ne peut qu'être non seulement relative, mais surtout variable :

La FIAS est une opération où l'OTAN s'est trouvée plongée malgré elle. On a hérité de ce truc-là du fait de l'intervention américaine de 2001. À la base, les Américains ne voulaient pas s'investir dans la reconstruction du pays. Or, empêcher que l'Afghanistan ne redeviennent un sanctuaire terroriste faisait clairement partie des prérogatives fixées par le gouvernement américain. On a donc hérité des discours américains. À la base, on devait en fait faire simplement de la stabilisation, mais au fur et à mesure que l'OTAN s'étendait et que les combats se faisaient plus forts, le degré d'implication politique a alors vraiment joué, surtout au niveau de la mise à disposition des contingents nationaux¹⁸.

Cette tension donne lieu à des discussions permanentes sur l'inégalité de la répartition des missions de combat. À partir de 2006, les diplomates des pays engagés dans le Sud de l'Afghanistan vont jusqu'à s'instituer en groupe informel à l'OTAN, y compris les représentants permanents, en se réunissant régulièrement entre eux et séparément des pays aux contingents déployés dans les zones moins violentes¹⁹. Le débat autour de la contribution aux missions de combat est d'autant plus structurant dans le cadrage diplomatique de la FIAS qu'il tend à mettre en avant les modalités matérielles et techniques de déploiement de l'effort militaire. La CA est encadrée dans des échanges diplomatiques qui mettent moins l'accent sur la résolution non militaire du conflit que sur l'importance à accorder au nombre de soldats présents sur le terrain et à la nécessité de l'emploi de la violence militaire pour rétablir une situation de sécurité en Afghanistan. Cette ligne de fracture sur la division internationale des

¹⁵ S. JONES, *In the Graveyard of Empires: America's War in Afghanistan*, New York, Norton & Company Inc., 2009, p. 112.

¹⁶ *Ibid.*, p. 117.

¹⁷ Entretien n° 11, Diplomate de la représentation permanente de la France auprès de l'OTAN, QG de l'OTAN, mai 2015.

¹⁸ Entretien n° 14, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, avril 2015.

¹⁹ S. RYNNING, *NATO in Afghanistan: The Liberal Disconnect*, op. cit., p. 125-127.

combats encourage le déplacement du débat sur la CA et la FIAS vers la question des ressources militaires, et donc vers une militarisation de son interprétation diplomatique. Cet extrait d'une déclaration de la secrétaire d'État Condoleezza Rice, lors de la réunion ministérielle OTAN de janvier 2007, reflète toute l'ambiguïté de la CA produite par la ligne de tension autour de l'allocation des ressources militaires en Afghanistan :

Dans notre approche globale, tous les éléments – politiques, militaires, économiques – doivent être liés ensemble dans un tout intégré. La force militaire est nécessaire pour la sécurité car, sans sécurité, il ne peut y avoir ni démocratie, ni développement, ni aide humanitaire. [...]

Mais si nous voulons gagner en Afghanistan, alors nous devons éliminer tous les obstacles à la victoire. Nous devons lever les restrictions [« *caveats* »] qui limitent nos déploiements de force, et nous devons le faire dès maintenant. Pas d'excuses, et pas de délais. [...] Aujourd'hui, beaucoup autour de cette table font plus que de remplir équitablement leur part. Ils sont déployés dans les zones les plus dangereuses du Sud de l'Afghanistan. Ils supportent les plus lourds combats, et ils portent les coûts les plus grands. Ceci est profondément injuste. Contribuer au niveau nécessaire de forces pour cette mission, partager équitablement ce fardeau parmi tous les Alliés, retirer toutes les restrictions [« *caveats* »] nationales – tout cela constitue le cœur de ce que signifie être une Alliance. Laissez-moi être claire : il n'y a qu'un seul objectif que l'on peut accepter en Afghanistan, et c'est la victoire – la victoire définie comme démocratie, développement, de manière tout aussi importante que la défaite militaire des combattants talibans²⁰.

Tout en reconnaissant la nécessité de la dimension holistique de la CA, Rice relève l'importance primordiale de l'emploi de la force armée pour remporter la victoire. Bien plus, il n'est pas exclusivement présenté comme un appui à des objectifs développementalistes. L'usage de la violence est considéré comme une nécessité « tout aussi importante » (« *just as important as* ») que ces derniers, puisqu'il permet de battre, ou du moins d'affaiblir les Talibans.

Un des points institutionnels clefs de crispation autour de l'allocation des troupes est la coordination entre OEF et la FIAS. Plusieurs États membres, dont l'Allemagne et la France en particulier, expriment leur refus de voir l'Alliance s'impliquer dans les missions dites contre-terroristes. L'opposition du gouvernement français à l'invasion de l'Irak en 2003 le conduit à s'opposer à une institutionnalisation de la guerre contre le terrorisme dans l'espace otanien, et en particulier dans le dossier afghan. Il est alors officiellement acté de garder le mandat et le commandement de l'OTAN en Afghanistan séparé des objectifs contre-terroristes d'OEF²¹. Si l'extension de la FIAS à tout le pays voit passer les troupes conventionnelles américaines d'OEF sous bannière OTAN, la dimension forces spéciales d'Enduring Freedom doit lui rester propre. La FIAS est alors vaguement qualifiée par les autorités françaises de « force

²⁰ S. RICE, *Secretary Rice's NATO interventions and fact sheet from informal ministerial*, Cable 07USNATO52_a, 26 janvier 2007, <http://wikileaks.cabledrum.net/cable/2007/01/07USNATO52.html> (consulté le 8 février 2018).

²¹ NATO INTERNATIONAL MILITARY STAFF, *SACEUR OPLAN 10302 – ISAF (REVISE 1)*, IMSM-0912-2005, 8 décembre 2005, p. 1.

de stabilisation », par opposition à OEF, entendue du côté français comme une mission létale l'élimination de « groupes terroristes »²². De manière ambivalente, l'OTAN doit assurer le gros du volet militaire de la lutte contre le terrorisme en Afghanistan sans pour autant faire de contre-terrorisme.

Si les deux missions sont officiellement séparées, la question de leur collaboration dynamise néanmoins le cadrage diplomatique dans le sens d'une porosité entre leurs labélisations, contre-terrorisme et approche globale. Les combats augmentant avec l'extension de la FIAS au Sud et à l'Est, l'administration américaine propose une fusion des deux missions sous le commandement de l'Alliance. Le but parallèle est de pouvoir davantage concentrer de ressources en Irak où la guerre devient de plus en plus coûteuse sur le plan humain et matériel²³. La diplomatie américaine use d'une stratégie de multipositionnement consistant à jouer de sa suprématie au sein d'OEF pour orienter le sens des débats à l'OTAN. Les oppositions diplomatiques à ce projet de fusion ne lui permettent pas d'aboutir. Les résistances allemandes et françaises quant à l'implication de l'OTAN dans du contre-terrorisme se couplent à la crainte selon laquelle une fois la fusion opérée, les États-Unis se retireront complètement de l'Afghanistan en laissant toute la charge des opérations aux autres contributeurs de la FIAS²⁴.

Un premier compromis est trouvé peu après la rencontre informelle des ministres de la Défense de l'OTAN, à Nice, en février 2005. Le terme reflétant le compromis politique autour de la coordination entre OEF et FIAS est celui de « synergie ». Il sous-tend alors la possibilité de discussions ultérieures sur une unité de commandement, tout en écartant une fusion complète des deux missions sous bannière OTAN²⁵. Un compromis institutionnel est trouvé en 2006. Le commandant de la FIAS (*ISAF Commander* – COMISAF) est désormais entouré de trois adjoints (*Deputies*) : un pour la « stabilisation », un pour les « opérations aériennes » et un dernier pour la « sécurité » (supervision des missions de combat). Il est décidé que ce dernier sera un officier américain intégré simultanément dans la chaîne de commandement d'OEF et de la FIAS²⁶. Un deuxième arrangement encore plus institutionnalisé est trouvé en 2008. En raison du durcissement des combats en Afghanistan, il est finalement décidé que le COMISAF lui-même (dont la nomination sera monopolisée par les États-Unis)

²² Le terme « stabilisation » était très souvent repris dans les discours des autorités françaises. Voir par exemple P. DOUSTE-BLAZY, *Réunion ministérielle de l'OTAN : Conférence de presse du ministre des Affaires étrangères*, Bruxelles, 26 janvier 2007, http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/exl-php/cadecgp.php?CMD=CHERCHE&QUERY=1&MODELE=vues/mae_internet_recherche_avancee/home.html&VUE=mae_internet_recherche_avancee&NOM=cadic_anonyme&FROM_LOGIN=1 (consulté le 8 février 2018).

²³ S. RYNNING, *NATO in Afghanistan: The Liberal Disconnect*, op. cit., p. 95-97.

²⁴ R. SYNOVITZ, « Afghanistan: France Wants to Keep Separate Commands for ISAF and Combat Forces », in *RadioFreeEurope*, 4 octobre 2005, <http://www.rferl.org/a/1061875.html> (consulté le 8 février 2018).

²⁵ J. DE HOOP SCHEFFER, *Press conference by NATO Secretary General, Jaap de Hoop Scheffer following the informal meeting of Defence Ministers*, Nice, 10 février 2005, <http://www.nato.int/docu/speech/2005/s050210e.htm> (consulté le 8 février 2018).

²⁶ S. RYNNING, *NATO in Afghanistan: The Liberal Disconnect*, op. cit., p. 106.

aura en charge la chaîne de commandement à la fois d'OEF et de la FIAS (on parle alors de « double casquette » – « *double hat* »)²⁷.

Ces accords permettent aux États-Unis de se garantir une contribution militaire minimale des autres membres de l'OTAN en s'investissant dans les missions de combat, dans le cadre de la FIAS ou à travers un support de celle-ci via OEF. De leur côté, les partisans d'une démarcation OEF/FIAS obtiennent une séparation officielle des mandats, la garantie d'une présence américaine durable ainsi qu'une implication militaire importante des États-Unis dans les actions armées. Ces arrangements autour d'une synergie entre les deux missions rendent possible un compromis sur la collaboration entre OEF/FIAS, qui alimente néanmoins le flou militarisé de la CA. L'argument officiel est « qu'une même personne ayant les yeux sur deux opérations en même temps permet de les maintenir séparées et plus complémentaires »²⁸. L'unité de commandement encouragerait une différenciation et une complémentarité opérationnelle.

Néanmoins, dès lors que se formalise une coopération OEF/FIAS, il s'agit non plus d'en marquer les différences, mais d'accepter certains chevauchements qui ont précisément trait au déploiement de la violence armée. Assumer une telle coopération va de pair avec le fait d'assumer qu'une opération a des effets sur l'autre. De là, il s'agit de juger ces mêmes effets en grande partie à l'aune de l'avantage respectif des deux missions et non pas seulement en fonction de leurs seules différences ou dysfonctionnements. Ainsi, introduire une synergie entre une mission dite contre-terroriste et une mission fondée sur une approche globale conduit à admettre que cette dernière doit être, ou tout du moins est, pénétrée par la première, sur le plan des objectifs et des effets relatifs à l'emploi de la force sur le terrain. Ce faisant, la CA en vient à être liée dans son application à la dimension étroitement militaire du conflit, telle que promue dans le cadre d'OEF. Comme nous le résume un diplomate américain en charge depuis plusieurs années des opérations en Afghanistan à l'OTAN, la coopération entre les deux missions génère un flou au cœur duquel se situe l'absence de délimitation politique de l'usage la force :

Le lien entre OEF et la FIAS est une histoire compliquée. Officiellement, les deux missions étaient séparées. Ça, c'était très clair du côté de la plupart des Européens, mais beaucoup moins du côté américain, pour des raisons à la fois matérielles, l'administration Bush de l'époque voulant déléguer plus à l'OTAN pour mieux gérer en Irak, et aussi pratiques, les militaires américains ayant une culture plus axée sur le combat. Dans les faits, et d'après moi, la coopération de plus en plus étroite entre les deux missions a introduit une ambiguïté : là c'est du contre-terrorisme, là c'est de la contre-insurrection... Bon c'est flou, c'est politique, le tout étant que la question

²⁷ G.-W. BUSH, « Statement on Senate Confirmation of General David D. McKiernan as Commander of United States Armed Forces in Afghanistan », 2 octobre 2008, <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=84506> (consulté le 8 février 2018) ; D. AUERSWALD et S. SAIDEMAN, *NATO in Afghanistan: Fighting Together, Fighting Alone*, Oxford, Princeton University Press, 2014, p. 99.

²⁸ Entretien n° 13, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, avril 2015.

qui se posait était celle des actions militaires, des combats. Mettre en lien les deux opérations passait aussi par accepter le fait que la mission allait s'américaniser²⁹.

Ce rapprochement OEF/FIAS renvoie dès lors à la fragilité du compromis autour du terme de synergie. Les ambassadeurs au NAC reconnaissent eux-mêmes cette notion comme peu claire et problématique pour la mission de la FIAS au regard notamment des dommages collatéraux générés par les raids de forces spéciales d'OEF³⁰. En effet, en deçà des accords relatifs aux arrangements institutionnels autour du COMISAF réside la mésentente diplomatique autour du terme de synergie. En ce sens, c'est la pénétration des logiques d'éliminations militaires systématiques d'OEF dans la FIAS qui est en jeu. De leur côté, les autorités nationales les plus opposées à la fusion des deux missions préfèrent évoquer la dimension non nécessairement létale de la coopération qui les lie. Michèle Alliot-Marie parle par exemple de l'échange de moyens de transport³¹. Pour autant, la position diplomatique française sur le contre-terrorisme est loin d'être pourvue d'une signification claire et homogène. La discussion avec une diplomate de la représentation française au QG de l'OTAN en charge du dossier afghan prend ainsi cette tournure ambiguë :

ENQ – Le seul véritable moment où l'OTAN a été engagée dans la lutte contre le terrorisme, c'est en Afghanistan. Là on a vraiment été chercher les terroristes.

JP – Mais l'OTAN n'était normalement pas en charge des opérations contre-terroristes...

[...]

ENQ – Bah écoutez, oui c'est vrai, officiellement on n'en faisait pas, mais bon, que voulez-vous, tout dépend un peu de la manière dont on regarde les choses. C'est quoi un terroriste, c'est quoi un insurgé, ça dépend un peu... Et puis après tout c'est plutôt à vous de nous donner la réponse.

JP – Ça dépend de quoi ?

ENQ – Bah, du mandat, du format des opérations, des intentions de l'ennemi, de ses modes opératoires, de l'évolution des opérations sur le terrain³².

Les ambivalences nécessaires à la préservation des équilibres diplomatiques dans la démarcation CA/contre-terrorisme se jouent également sur le terrain de la qualification des attaques adverses. Certains, comme les États-Unis, poussent à l'utilisation du label terroriste pour les nommer et rendre plus perméable la limite OEF/FIAS. D'autres, comme la France, s'y opposent pour précisément garder cette frontière tangible. La solution trouvée est alors de qualifier l'insurrection de « forces militaires opposantes » (« *opposing military forces* » – OMF). Cette notion permet

²⁹ Entretien n° 35, Diplomate de la représentation permanente des États-Unis auprès de l'OTAN, QG de l'OTAN, juin 2015.

³⁰ U.S. MISSION TO NATO, *Spain raises OEF-ISAF coordination with NATO Permreps*, Cable 07USNATO302_a, 14 mai 2007, https://wikileaks.org/plusd/cables/07USNATO302_a.html (consulté le 25 octobre 2017).

³¹ M. ALLIOT-MARIE, *Entretien de Michèle Alliot-Marie dans « Le Monde »*, 11 février 2005, <http://discours.vie-publique.fr/notices/053000480.html> (consulté le 25 octobre 2017).

³² Entretien n° 11, Diplomate de la représentation permanente de la France auprès de l'OTAN, QG de l'OTAN, mai 2015.

d'envisager les rapports d'inimitié d'une manière tellement large que cela rend précisément possible un compromis de façade sur la démarcation FIAS/OEF :

Pour désigner l'opposition armée en Afghanistan, on utilisait le terme de forces militaires opposantes. C'était passe-partout et fourre-tout. On mettait n'importe quoi là-dedans. La FIAS était une opération très compliquée à gérer, entre ceux qui veulent se battre et ceux qui ne voulaient pas. Du coup, tout y était mis : les terroristes, les criminels, les Talibans, etc. [...] On faisait très attention ici [au QG] à ne pas décrire les attaques comme des attaques terroristes. Certes, des tactiques employées pouvaient être qualifiées de terroristes. Mais on les décrivait souvent plutôt comme des « attaques armées » (« *armed attacks* ») [...] dans les communiqués publics et même dans nos notes internes. La raison était simple : certains pays membres ne voulaient pas voir l'OTAN s'engager dans du contre-terrorisme. Certains étaient allergiques à certains termes, comme la France ou l'Allemagne, d'autres moins. [...] Au NAC d'ailleurs, on n'avait pas de discussions sur le fait de savoir si ça relevait ou non du terrorisme. Idem dans les rapports du secrétaire général à celui des Nations unies : on faisait attention de ne pas trop parler de terrorisme [...]. Ce qui est vague a aussi ses avantages politiques vous savez³³.

Les positionnements des acteurs diplomatiques autour de la lutte contre le terrorisme en Afghanistan procèdent d'un aménagement relativement poreux des frontières organisationnelles séparant la FIAS d'OEF, ce qui valide l'existence d'un contre-terrorisme différencié de manière ambiguë d'une approche globale. Une telle perméabilité configurationnelle est rendue possible par une stratégie diplomatique américaine de multipositionnement. Elle consiste à faire voyager les jeux sémantiques du contre-terrorisme et leurs implications militaires entre deux univers, celui d'OEF et celui de la FIAS. Cette dynamique d'échanges autour du soutien mutuel des deux missions contribue à déplacer la signification diplomatique de la CA vers le flou militarisé d'une régulation technique des moyens de la force armée. D'autant plus que la catégorie OMF fait bien plus référence aux modes d'action matériels de l'insurrection (attaques-suicide, pose d'IED) qu'à l'identité politique même de sa composition³⁴. De surcroît, les OMF ne sont parfois pas qualifiées directement de « terroristes », mais d'utilisatrices de « méthodes terroristes »³⁵ (en particulier concernant la pose d'IED), ce qui permet d'affirmer la légitimité du projet d'intervention de l'OTAN dans la lutte contre le terrorisme tout en préservant une frontière dès lors pour le moins superficielle entre les deux univers d'inimitié morale et politique que sont supposément incarnées

³³ Entretien n° 53, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, août 2015.

³⁴ On renverra, notamment, à quelques lettres du secrétaire général de l'OTAN adressées à celui de l'ONU, qui portait sur l'évolution de la mission en Afghanistan (notons que ces sources sont également citées dans l'extrait d'entretien rapporté plus haut) : UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL, *Letter dated 23 May 2006 from the Secretary-General to the President of the Security Council*, S/2006/318, 23 mai 2006 ; *Letter dated 18 May 2006 from the Secretary-General to the President of the Security Council*, S/2006/318, 18 mai 2006 ; *Letter dated 9 September 2008 from the Secretary-General to the President of the Security Council*, S/2008/597, 9 septembre 2008.

³⁵ *Ibid.*, p. 4.

les logiques d'éliminations systématiques d'OEF et de verrouillage territorial de la FIAS. Réduire le camp opposé à une « insurrection de choses »³⁶ plutôt que de la penser dans sa complexité politique appuie un compromis à la fois facilité car évacuant l'épineuse question d'un accord autour de l'identité politique de l'adversaire, mais polysémique dans sa signification. En cela, la construction d'un compromis autour de la distribution de l'emploi de la violence relève d'un accord superficiel et hétéronome, mais justement partagé, selon lequel un accord doit être trouvé. Ceci ouvre à nouveau la CA à un flou militarisé, libéré d'objectifs concrets. Cette tendance est d'autant plus palpable dès lors que l'on se plonge dans sa réalisation au niveau du personnel militaire.

« Nettoyer » : l'articulation militaire des consignes diplomatiques

Cette seconde partie est consacrée à l'articulation militaire de l'encadrement diplomatique. Elle prend pour point d'appui empirique les méthodes des commandants de la FIAS (COMISAF) entre 2006 et 2011³⁷ ainsi que celles de leurs collaborateurs proches (COMISAF adjoints et commandants des commandements régionaux (*RC Commanders*)³⁸). Le point commun aux militaires étudiés est qu'ils envisageaient la FIAS comme partie prenante à une véritable campagne militaire, une « guerre », entendue dans sa forme contre-insurrectionnelle et/ou contre-terroriste. Conformément à cette perception commune et en fonction des répertoires qui leur sont propres ils ont orienté les opérations de l'OTAN dans le sens d'une confrontation guerrière. L'issue devait être la défaite essentiellement militaire de l'insurrection. Comme nous le résumait un interlocuteur, l'approche globale n'était pas un concept qui parlait à ces acteurs, contrairement à la contre-insurrection ou au contre-terrorisme. Ces termes résonnaient davantage avec le cœur de métier de l'usage de la force :

Quand vous demandiez aux COMISAF de faire de l'approche globale, ils comprenaient contre-insurrection ou contre-terrorisme. L'approche globale n'est pas quelque chose de très acquis militairement. C'était une notion d'usage avant tout politique. La contre-insurrection par contre parlait aux militaires, c'est assez logique, ils étaient

³⁶ J. GROVE, « An Insurgency of Things: Foray into the World of Improvised Explosive Devices », *International Political Sociology*, 10/4, 2016, p. 332-351.

³⁷ Certes, la mission de l'OTAN en Afghanistan débute officiellement en 2003 pour se terminer en 2014. La raison de cette délimitation temporelle (2006-2011) est liée à deux raisons. La première est que 2006 est l'année où l'OTAN finit son extension à l'ensemble du territoire afghan. Ensuite, l'année 2006 marque le début des grandes phases de combat, ce qui était peu le cas auparavant pour les forces de l'OTAN en raison du fait que la structure interalliée n'était présente que dans les zones « plus calmes » (Kabul, Nord et Ouest). L'année 2011 signifie le début du retrait des troupes d'Afghanistan et, donc, du désengagement des forces alliées. De fait, la tranche 2006-2011 est une période idéale pour comprendre l'encadrement militaire-stratégique de la FIAS, en tant qu'elle constitue le créneau temporel où l'OTAN est au « maximum » de son effort en Afghanistan et où les responsables militaires sont particulièrement sollicités pour mener les opérations.

³⁸ La FIAS était basée sur la division territoriale de l'Afghanistan en commandements régionaux : RC-Capitale (Kabul), RC-East, RC-West, RC-South, RC-North.

là pour conduire une campagne. Approche globale, ça ne signifiait pas énormément pour eux³⁹.

La contre-insurrection est, en effet, une doctrine militaire en soi. Elle est fondée sur l'axiome selon lequel l'usage de la violence doit aller de pair avec la persuasion des populations locales du projet de la force occupante. Depuis son apparition et son développement durant les guerres de (dé)colonisation (Algérie, Indochine, Malaisie, Vietnam), la « conquête des cœurs et des esprits » est liée à l'activité guerrière de manière étroite, et donc, par extension, à des modes institutionnalisés et reconnus d'emploi de la force⁴⁰. Cette trajectoire historique contraste avec l'approche globale, qui relève avant tout d'un concept visant à trouver un consensus d'ordre diplomatique sur les objectifs d'une intervention multilatérale.

La logique contre-insurrectionnelle dans laquelle se situe le haut commandement de la FIAS était renforcée par l'américanisation progressive de la chaîne de commandement. Elle se traduisait par un personnel militaire dont les pratiques agressives portaient la priorité donnée par la diplomatie des États-Unis aux victoires armées. L'enjeu est donc de montrer comment les pratiques d'encadrement et les stratégies corollaires de multipositionnement des COMISAF, des COMISAF adjoints et des commandants régionaux ont reflété la militarisation diplomatique de la FIAS en la reproduisant de manière plus ou moins radicale.

Structuration du cycle de violence

En mai 2006, le général David Richards prend la tête de la FIAS. Cette nomination est le résultat initial d'une stratégie d'influence de la Grande-Bretagne dans la conduite des opérations. Déployés dès 2006 dans la province du Helmand,

là où les combats ont commencé à reprendre durement, les Britanniques ont logiquement obtenu le commandement des opérations de la FIAS dans cette période délicate de manière à pouvoir imposer le rythme contre-insurrectionnel. Ils voulaient montrer que l'armée britannique était une référence en la matière. C'était une compensation logique, et cela permettait aux États-Unis d'impliquer directement les autres contributeurs⁴¹.

En effet, Richards se situe dans une trajectoire professionnelle marquée par une socialisation de long terme à l'univers contre-insurrectionnel. Ayant fait sa carrière dans les corps d'artillerie de l'armée britannique, la première expérience militaire structurante de Richards est celle du conflit en Irlande du Nord (1969-2007). Il y prend part pour lutter contre l'Armée républicaine irlandaise. Richards y connaît sa première familiarisation avec les pratiques de contre-insurrection utilisées par l'armée britannique pour venir à bout de la guerre (les « troubles ») en Irlande du

³⁹ Entretien n° 33, Militaire de l'état-major militaire international de l'OTAN, QG de l'OTAN, juin 2015.

⁴⁰ C. WASINSKI, « La volonté de réprimer : Généalogie transnationale de la contre-insurrection », *Cultures & Conflits*, 79-80, 2010, p. 161-180 ; C. OLSSON, « Guerre totale et/ou force minimale ? Histoire et paradoxes “des cœurs et des esprits” », *op. cit.* ; P. OWENS, *op. cit.*

⁴¹ Entretien n° 67, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, août 2015.

Nord⁴². Dans les années 1990 puis 2000, Richards poursuit sa carrière dans ce qu'il considère (selon l'expression consacrée) comme des « petites guerres » (« *small wars* »)⁴³. Il commande des unités dans l'Est-Timor en 1999 dans le cadre de la mission International forces East Timor (INTERFET), chargée de sécuriser la région et de faciliter la conduite de la mission ONU (UNAMSIL) devant assurer le suivi du referendum portant sur l'indépendance du Timor. En 2000, Richards est déployé dans le cadre de la guerre civile en Sierra Leone. Il pilote l'opération Palliser, qui organise à Freetown la protection du personnel de la mission de l'UNAMSIL contre les actions du Front révolutionnaire uni (RUF) ainsi que leur extraction de la capitale. Il participe également à la bataille de Lungi Lol, opposant des parachutistes de l'armée britannique aux forces du RUF.

La trajectoire de David Richards se caractérise donc par des expériences de commandement relevant de la constellation contre-insurrectionnelle. En Irlande du Nord comme au Timor et en Sierra Leone, il s'est agi d'assumer la nécessité de l'usage de la force dans des conflits se déroulant au sein même de la population. La logique de l'intervention était moins d'annihiler un ennemi que de neutraliser, ou du moins minimiser, son influence et sa menace sur le milieu humain où il agissait.

De ce fait, la nomination de Richards comme COMISAF en 2006 prolonge cette logique. L'officier britannique actualise ses savoir-faire accumulés sur le long terme dans le cadre de cette opération multilatérale en l'adaptant à la morphologie du compromis diplomatique à l'OTAN. Richards conçoit l'intervention en Afghanistan et sa dynamique comme une guerre à part entière. Ce point de vue contraste avec le compromis diplomatique otanien, au cœur duquel, on l'a vu, réside l'impossibilité d'assimiler l'Afghanistan à une guerre en tant que telle. Bien plus, Richards pense la FIAS comme de la contre-insurrection. Les acteurs diplomatiques commencent à peine en 2006 à adopter les premiers documents envisageant l'approche globale pour encadrer la FIAS (la Directive politique globale de novembre). De fait, la représentation que se fait Richards de la mission de l'OTAN est en décalage partiel avec l'état du compromis au niveau diplomatique : « De nombreuses attaques effectives, beaucoup de pertes, et peu d'éléments positifs. Nous sommes en guerre, peu importe ce que nos réticents politiciens aiment à penser, et ils devraient commencer à nous donner les outils, les règles et les ressources requises pour la gagner. »⁴⁴

L'alignement des pratiques de Richards sur les consignes diplomatiques liées à l'approche globale s'effectue d'abord par la création des « Zones de développement afghanes » (« Afghan development zones » – ADZ). Face à une recrudescence de la violence dans le Sud de l'Afghanistan, Richards propose de favoriser la sécurisation militaire de zones géographiques spécifiques et limitées. Le but est d'y favoriser le développement et l'ancrage local du gouvernement de Kabul⁴⁵. Cela procéderait ensuite d'un effet « tache d'huile », par lequel les bienfaits de la fixation d'un espace s'étendraient à d'autres zones. L'expérience est surtout menée dans le Helmand où

⁴² D. RICHARDS, *Taking Command*, Londres, Headline Publishing Group, 2014, p. 85-86.

⁴³ *Ibid.*, p. 96.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 217.

⁴⁵ D. RICHARDS, « A firm foundation », *NATO Review*, printemps 2007, <http://www.nato.int/docu/review/2007/issue1/english/art1.html> (consulté le 8 juillet 2016).

étaient sont précisément massées les troupes britanniques. Pour autant, le projet ADZ est davantage, selon Richards, une tentative de contrôle à court terme d'espaces spécifiques qu'une stratégie de reconstruction de longue haleine. Pour le COMISAF, les ADZ sont un instrument à portée limitée destiné à compenser l'impossibilité d'une force stabilisatrice pouvant couvrir tout le territoire afghan. Les ADZ se conçoivent comme une action psychologique par laquelle la concentration de la puissance de feu (*firepower*) dans des espaces restreints est censée dissuader l'insurrection de s'y implanter⁴⁶. En cela, les ADZ relèvent d'une gestion militaire de l'(in)stabilité plutôt que d'une entreprise visant à favoriser la reconstruction. La délimitation géographique propre à la logique de cette mesure contient les opérations dans une dynamique de « nettoyage » (« *shaping* ») purement militaire qui n'aboutit jamais vraiment à une fixation ou au développement de l'espace couvert par les ADZ. Bien plus, les ADZ constituent des cibles pour l'insurrection et encouragent, de ce point de vue, une recrudescence des violences dans le Sud. Peu après leur arrivée à Musa Qala (Helmand), les troupes aéroportées britanniques de la 16^e Brigade d'assaut sont assiégées par les Talibans à partir de la mi-juillet 2006⁴⁷. Après d'intenses combats et l'impossibilité pour les contingents de l'OTAN de tenir la zone, Richards conclut un accord avec les autorités de la localité. Il est décidé que les troupes britanniques se retireront de la ville, en échange de quoi les représentants locaux s'engageront à empêcher les Talibans d'entrer dans la ville⁴⁸.

La conduite de l'opération Medusa par Richards durant la première quinzaine de septembre 2006 suit la même logique court-termiste que la mise en place des ADZ. Les troupes canadiennes présentes dans le Panjwai (province de Kandahar) ne parviennent pas à tenir la zone en raison des attaques de l'opposition. Richards entreprend une opération d'ampleur dans la zone afin de faire durablement baisser la présence de l'insurrection, d'autant plus que la prise de la ville de Kandahar par les Talibans est de plus en plus crainte⁴⁹. S'appuyant sur des troupes canadiennes (1^{er} bataillon du Régiment royal canadien) et américaines (101^e Division aéroportée et 1^{er} bataillon du 3^e Groupe de forces spéciales), Medusa constitue la première offensive d'envergure dans le cadre de la FIAS⁵⁰. Sur le plan tactique, l'opération a l'effet escompté.

⁴⁶ D. RICHARDS, *Taking Command, op. cit.*, p. 207.

⁴⁷ A. LOYD, « Bungs and bungling in Musa Qala: British dreams of building utopia crumble », *The Times*, 15 juillet 2008, <http://www.thetimes.co.uk/tto/news/world/asia/article2608880.ece> (consulté le 8 juillet 2016).

⁴⁸ S. GALL, *War Against the Taliban: Why It All Went Wrong in Afghanistan*, Londres, Bloomsbury, 2013, p. 241.

⁴⁹ S. KAY et S. KHAN, « NATO and Counter-insurgency: Strategic Liability or Tactical Asset? », *Contemporary Security Policy*, 28/1, 2007, p. 172-173.

⁵⁰ A.-E. SALLOUM et M. BUTLER, « U.S. Army unit receives Commander-in-Chief Unit Commendation for Operation MEDUSA », *National Defence and the Canadian Armed Forces*, News Product, 29 mai 2012, <http://www.forces.gc.ca/en/news/article.page?doc=u-s-army-unit-receives-commander-in-chief-unit-commendation-for-operation-medusa/huuxn38q> ; B. ROGGIO, « NATO led forces kill 200 Taliban in Operation Medusa », *Long War Journal*, 3 septembre 2006, https://www.longwarjournal.org/archives/2006/09/nato_led_forces_kill.php (consultés le 16 juin 2017) ; A. KING, *The Combat Soldier: Infantry Tactics and Cohesion in the Twentieth and the Twenty-First Centuries*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 297. Le

Les contingents de l'OTAN font subir d'importantes pertes aux forces adverses et l'offensive réduit pour un temps leurs activités armées dans le Panjwai⁵¹. Néanmoins, les effets sont ponctuels, du fait de l'aspect géographiquement et temporellement limité de Medusa. Aucun suivi en termes de verrouillage militaire ou de reconstruction n'est assuré, si bien que l'insurrection se réimplante rapidement⁵². Dans la deuxième moitié de décembre 2006, une autre opération de nettoyage de l'OTAN (Falcon's Summit) est lancée après Medusa, pour tenter de réduire à nouveau la présence insurgée dans la région⁵³.

Richards s'active à déployer une justification du faible apport stratégique de ces opérations par un argument qui sera repris par les COMISAF suivants : le manque de troupes. Réagissant à partir de son éthos militaire, Richards explique que l'impossibilité du contrôle des zones et du suivi des offensives est liée au manque d'effectif militaire⁵⁴. De fait, un des points de discussion/tension permanents entre les COMISAF et le NAC est le niveau de troupes attribué à la FIAS. Richards lance ainsi une ligne justificative qui prend la forme d'un syllogisme de longue durée parmi les COMISAF et qui participe de manière décisive à produire l'horizon d'attente militaire qui nous intéresse. Ce syllogisme pourrait être synthétisé de la manière suivante : « La reconstruction de l'Afghanistan doit passer par une sécurisation militaire. Or, il n'y a pas assez de troupes pour sécuriser le territoire. Donc, on ne peut que mener/répéter des actions limitées géographiquement et de court terme pour, un jour, parvenir à une désanctuarisation du pays. »

Cette ligne argumentative structure les échanges diplomatico-militaires en soumettant les conditions de succès de l'approche globale à une vision partagée d'un succès envisagé mais constamment remis au lendemain. Que ce soit pour les ADZ ou Medusa, ces mesures reproduisent la militarisation de l'approche globale propre au consensus diplomatique otanien⁵⁵. Les actions armées dans le Sud de l'Afghanistan

3^e Groupe de forces spéciales dépendait du commandement OEF, un élément de précision à ce sujet sera donné plus bas, consacré à Benjamin Freakley et à l'articulation FIAS-OEF.

⁵¹ D. RICHARDS, *Taking Command*, *op. cit.*, p. 261 ; MEDUSA UNIT – 1st C.A.V., *Operation Medusa*, <http://medusaunit.com/history/operation-medusa> (consulté le 16 juin 2017).

⁵² D. RICHARDS, « RUSI Interview with General David Richards », *The RUSI Journal*, 152/2, 2007, p. 28.

⁵³ B. HUTCHINSON, « Operation Falcon's Summit aims to oust Taliban », *The Long Road*, 16 décembre 2006, <http://afghanistan.nationalpost.com/operation-falcons-summit-aims-to-oust-taliban> (consulté le 4 juillet 2017).

⁵⁴ D. RICHARDS, « Full interview: General David Richards Richard Norton-Taylor's interview with the Nato commander in Afghanistan, General David Richards », *The Guardian*, 22 janvier 2007, <https://www.theguardian.com/world/2007/jan/22/afghanistan.afghanistantimeline1> (consulté le 4 juillet 2017).

⁵⁵ Sur ce point d'ailleurs, et comme on le verra par la suite, les acteurs diplomatiques ne feront que se « réjouir » du succès de ces opérations aux effets ponctuels. Sur Medusa : J. APPATHURAI, *Press Briefing by NATO Spokesman James Appathurai*, 13 septembre 2006, http://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_22455.htm?selectedLocale=en (consulté le 2 décembre 2018).

sont limitées à des options coercitives aux effets de court terme et en font des objectifs de stabilisation et de reconstruction des horizons eux-mêmes lointains de réussite :

Richards savait y faire. Il savait bien que la guerre en Afghanistan ne pouvait se résoudre qu'avec l'usage de la force. [...] Sa relation avec le NAC se passait plutôt bien, il ménageait les poids de vue entre ceux qui étaient partisans de la méthode forte comme les États-Unis et ceux qui voyaient la nécessité d'une bonne articulation avec les projets de reconstruction des ONG et des agences d'État⁵⁶.

Enfin, sur le plan de l'articulation avec la mission contre-terroriste OEF, David Richards voit s'implanter la première mesure institutionnelle décrite plus haut de « synergie » entre les deux missions. Pour rappel, le COMISAF adjoint (*Deputy*) chargé de la sécurité (missions de combat) est un officier américain intégré simultanément dans la chaîne de commandement d'OEF et de la FIAS. Ce COMISAF adjoint à la sécurité (*ISAF Deputy Commander for Security*) est subordonné au COMISAF. Il élabore des propositions opérationnelles à ce dernier, censées rendre les deux missions complémentaires afin d'éviter des chevauchements. Comme nous l'expliquons plus haut, les termes de cette synergie sont d'autant plus évasifs au niveau diplomatique qu'ils impliquent une pénétration significative au sein de la FIAS de la nécessité de l'emploi de la force. La réalité militaire de cette mesure ne fait qu'amplifier ce chevauchement. Les COMISAF adjoints jouent d'un positionnement simultané dans les deux missions pour orienter la FIAS dans le sens d'une priorité donnée aux victoires militaires.

La personnalité qui assiste Richards pour gérer cette articulation est le général Benjamin Freakley, le commandant des forces armées américaines en Afghanistan entre 2006 et 2007. Passé par la phase d'invasion de l'Irak en 2003 aux côtés de Petraeus, Freakley est ensuite en charge à partir de février 2006 de la Combined joint task force (CJTF) 76. Celle-ci a une histoire spécifique. Avant d'être baptisée ainsi, elle est appelée la CJTF 180. Il s'agit d'un groupement militaire mis en place par les États-Unis en mai 2002 à Bagram (suite à la phase d'invasion initiale) dans le cadre d'OEF pour mener les opérations de combat essentiellement dans l'Est de l'Afghanistan, la zone la plus violente à ce moment de l'intervention. L'intention létale de la CJTF 180 est claire : « L'objectif principal de ces opérations de combat est d'interdire l'apparition d'un sanctuaire d'opérateurs terroristes et d'éliminer [...] les Talibans, Al Qaeda le Hizb-e Islami Gulbuddin (HIG) et les Forces anti-coalition. »⁵⁷

Jusqu'en avril 2004, les contingents des unités conventionnelles du 18^e Corps aéroporté, de la 82^e Division aéroportée et de la 10^e Division de montagne prennent successivement la responsabilité de la CJTF 180⁵⁸. Les généraux respectivement

⁵⁶ Entretien n° 66, Diplomate de la représentation permanente des États-Unis auprès de l'OTAN, QG de l'OTAN, août 2015 ; voir aussi S. RYNNING, *NATO in Afghanistan: The Liberal Disconnect*, op. cit., p. 121-123.

⁵⁷ R. HERNDON, J. CREIGHTON et L. BELLO, « Effects-Based Operations in Afghanistan: The CJTF-180 Method of Orchestrating Effects to Achieve Objectives », *Field Artillery*, janvier-février 2004, p. 27.

⁵⁸ C. KOONTZ, *Enduring Voices: Oral Histories of the U.S. Army Experience (2003-2005)*, Washington D.C., Center of Military History, U.S. Army, 2008, p. 1-11.

à leur tête s'ancrent dans une trajectoire et une reproduction de savoir-faire avant tout axés sur le dogme du combat, tout comme les unités elles-mêmes. Le contre-terrorisme d'OEF se fait ainsi un des lieux institutionnels où se joue l'actualisation des éthos militaires conventionnels au sein d'une guerre dite irrégulière. Dan McNeill, sur lequel on s'attardera plus après, est vétéran du Vietnam et de la Guerre du Golfe de 1991⁵⁹. John Vines est un ancien du 75^e Régiment de Rangers (forces spéciales) et encadre des actions de combats aéroportées de la 82^e Division aéroportée lors de l'invasion du Panama (Just Cause) en 1989 et de l'opération Bouclier du désert en Irak (1990-1991)⁶⁰. Lloyd Austin III supervise l'action des éléments mécanisés de la 3^e Division d'infanterie lors l'invasion de l'Irak en mars 2003⁶¹. En avril 2004, la CJTF 180 est transformée par le général David Barno, anciennement parachuté avec le 75^e Régiment de Rangers dans Just Cause, et sa 25^e Division d'infanterie en CJTF 76⁶². Il est accompagné dans cette tâche par le général Eric Olson, un Navy SEAL Team Six. Ce corps militaire est relié au Joint special operations command (JSOC), une structure principalement dédiée aux éliminations ciblées. Comme l'explique Barno, l'essentiel des tâches assumées demeurent les combats :

Les dynamiques internes du pays étaient très difficiles, et ce fut l'environnement dans lequel nous conduisions les opérations militaires. Nos opérations militaires étaient ma préoccupation centrale, presque exclusivement centrées sur du contre-terrorisme : traquer et chasser les restes des Talibans et d'Al Qaeda et [...] et du Hezb-islami-Gulbuddin, ou HIG, dans les montagnes⁶³.

⁵⁹ P. PIERPAOLI, « Dan K. McNeill », in S. TUCKER (éd.), *The Encyclopedia of Middle East Wars: The United States in the Persian Gulf, Afghanistan, and Iraq Conflicts*, vol. 1, Santa Barbara, ABC-CLIO, 2010, p. 785.

⁶⁰ U.S. CONGRESS AND SENATE, « Honoring Lieutenant General John R. Vines », in *Congressional Record: Proceedings and Debates of the 109th Congress Second Session*, vol. 152, pt. 17, 9 novembre 2006-6 décembre 2006, p. 22415 ; S. MROZEK, « John R. Vines », in *82nd Airborne Division*, Dallas, Turner Publishing Company, 1997, p. 194 ; K. MURPHY, « U.S. Forces Find Enemy Tougher Than Expected », *The New York Times*, 3 février 1991. http://articles.latimes.com/1991-02-03/news/mn-936_1_air-force (consulté le 13 février 2017) ; R. LOWRY, *The Gulf War Chronicles: A Military History of the First War with Iraq*, Lincoln, iUniverse, 2003, p. 263.

⁶¹ C. WHITLOCK, « Lt. Gen. Lloyd Austin to face different mission when he returns to Iraq as U.S. commander », *The Washington Post*, 21 juillet 2010, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2010/07/20/AR2010072005596.html> ; A. CARTER, *Secretary of Defense Speech: Remarks at CENTCOM Change of Command*, Tampa, 30 mars 2016, <https://www.defense.gov/News/Speeches/Speech-View/Article/708892/remarks-at-centcom-change-of-command> (consultés le 17 juin 2017).

⁶² U.S. DEPARTMENT OF DEFENSE, *LTG (Ret) David W. Barno*, Reserve Forces Policy Board, 2016, <http://rfpb.defense.gov/Board-Biographies/barno> ; C. STUMP, *New CJTF 76 Commander Promises Continued Success*, DoD News, 24 mars 2005, <http://archive.defense.gov/news/newsarticle.aspx?id=31111> (consultés le 17 juin 2017) ; D. WRIGHT (éd.), *A Different Kind of War: The United States Army in Operation Enduring Freedom (OEF) (October 2001-Septembre 2005)*, Fort Leavenworth, U.S. Army Combined Arms Center, Combat Studies Institute Press, 2010, p. 277-278.

⁶³ D. BARNO et C. KOONTZ, *op. cit.*, p. 18 ; voir aussi D. BARNO, « Fighting the “Other War”: Counterinsurgency Strategy in Afghanistan, 2003-2005 », *Military Review*, septembre-octobre 2007, p. 32-44.

Benjamin Freakley dirige la CJTF 76 à partir du mois de février 2006 avec la 10^e Division de montagne. Il hérite ainsi d'une institution principalement axée, depuis 2002, sur la conduite de missions de combat⁶⁴. La synergie OEF/FIAS que doit incarner Freakley en tant que COMISAF adjoint à la sécurité est donc la suivante : la FIAS devant finir d'étendre son commandement à l'Est de l'Afghanistan fin 2006 en intégrant les activités qui y sont menées par les unités conventionnelles, Freakley est chargé de veiller à faire de la CJTF 76 un organe capable d'opérer de manière complémentaire et simultanée sous bannière OEF mais aussi FIAS (le temps de la transition). Freakley assure le commandement est de cette dernière via le Commandement régional Est (Regional command East – RC-East), dont Freakley est aussi responsable⁶⁵.

Pour autant, la distinction que fait Freakley entre les deux missions est très mince, pour ne pas dire inexistante. Cela tient au fait que cet officier, en plus d'être récemment passé par les opérations conventionnelles d'invasion de l'Irak de 2003, a hérité d'une institution, la CJTF 180 puis 76, engagée dans des missions de combat depuis 2002. En janvier 2007, Freakley détaille ses avancées opérationnelles en mettant l'accent sur leur versant létal. Notons également que la différence entre les Talibans et les terroristes n'est pas faite, ce qui reflète bien le mélange des genres opéré par l'officier dans son double rôle FIAS/OEF :

Avec la 10^e Division de montagne, organe pilote de la CJTF 76, nous avons mené quatre offensives majeures, qui ont battu les Talibans et les terroristes [...]. Nous avons également recommandé une réserve tactique pour le Commandant de la FIAS, lui donnant ainsi la flexibilité pour répondre à toute menace et de mener des offensives pour frapper rapidement et décisivement les activités terroristes talibanes. [...] L'ennemi étant devenu davantage désespéré au vu de nos gains en matière de reconstruction et de sécurité, nous les avons vus se tourner vers l'usage désespéré d'engins explosifs improvisés. [...] Nous avons capturé ou tué environ 250 opérateurs d'IED, 50 d'entre eux étant des chefs de cellules de production d'IED.

Durant la dernière année, je dirai que ce sont les forces américaines et celles de la FIAS qui ont été sur l'offensive. Depuis 2001, nous ne sommes jamais autant allés dans les vallées et les endroits reculés. [...] Et nous sommes constamment sur l'offensive, allant dans les zones reculées, trouvant l'ennemi⁶⁶.

De manière agacée, David Richards note lui-même la reproduction par Freakley de pratiques trop militarisées, acquises dans OEF et redéployées dans le cadre FIAS :

[T]out, à propos de lui [Benjamin Freakley], suggère du ressentiment et une concentration absolue sur les solutions létales. Il ne paraît pas comprendre que nous n'allons pas faire les choses de la même manière que les États-Unis les ont faites. Même si l'on pourrait, [...], je ne le voudrais pas. Là se trouve la source de son ressentiment.

⁶⁴ B. FREAKLEY, « Ben Freakley », *Arizona State University*, <https://sustainability.asu.edu/person/ben-freakley> (consulté le 3 mars 2018).

⁶⁵ Ce n'est qu'au milieu de l'année 2007 que la CJTF 76 (devenant alors la CJTF 82) sera véritablement au service de la FIAS.

⁶⁶ B. FREAKLEY, *Security Operations in Afghanistan*, Combined Joint Task Force 76, Washington D.C., Pentagone, 26 janvier 2007, <https://www.c-span.org/video/?196390-1/operations-afghanistan> (consulté le 14 décembre 2016).

Cela se combine à sa croyance selon laquelle nous évaluons mal la force de l'ennemi, ce qui n'est pas non plus pertinent. Il pense que nous pouvons principalement vaincre les Talibans en tuant toujours plus leurs membres. Je ne partage pas cette vision, la voyant comme une des armes dans notre arsenal, aux côtés d'un développement et d'une reconstruction rapides, d'un programme politique établi⁶⁷.

Sur le plan du discours militaire, l'articulation OEF/FIAS procède d'un chevauchement qui varie au gré des pratiques et positionnements d'acteurs. S'appuyant de différentes manières sur la lutte contre le terrorisme, ils profitent de la porosité organisationnelle qu'ils maintiennent entre les deux missions. Alors que le COMISAF Richards envisage les deux missions séparément, son adjoint les lie en encastrant la synergie dans son propre répertoire de pratiques. Pour autant, la reconnaissance partagée en la nécessité de l'emploi de la force sert de socle d'entente minimal entre les deux officiers sur la question de la synergie FIAS/OEF. Richards n'est pas entièrement d'accord avec les pratiques de Freakley. La FIAS est « plus » que l'action armée. Il reconnaît toutefois la nécessité de ce genre de mesures (« une des armes dans notre arsenal » – « *just one weapon in the armoury* ») dans le cadre d'une approche holistique, faisant une place aux possibilités de reconstruction et de développement. Ce compromis trouve une matérialisation dans le cadre de l'opération FIAS, Medusa, analysée plus avant. Durant les dernières phases de combat, en septembre 2006, des membres de l'insurrection se sont retranchés autour d'une école au Sud-Est du village de Pashmul, surnommé Objective Rugby. Craignant que les opposants ne s'enfuient, Freakley fait pression sur Richards, en obtenant gain de cause, pour qu'il ordonne au plus vite aux contingents de les attaquer et de les anihiler⁶⁸.

De fait, le dosage de la force constitue la base du discours militaire sur la synergie OEF/FIAS. La séparation des deux missions est alors illusoire, le multipositionnement militaire américain OEF/FIAS s'alignant sur son pendant diplomatique. Leur connexion induit la stratification d'une logique autoréférentielle de la violence de la lutte contre le terrorisme à l'OTAN. Cela s'effectue par le fait que l'usage de la force, et non ses objectifs, est le principe même de gestion des deux opérations. De même, la logique d'usage des forces spéciales est importée dans la FIAS via des acteurs qui gravitent entre ces deux mondes. En bref, le contre-terrorisme sert principalement à justifier l'action des forces spéciales dans le cadre d'une logique de nettoyage similaire à celle assurée par les troupes conventionnelles de la FIAS⁶⁹.

⁶⁷ D. RICHARDS, *Taking Command*, op. cit., p. 227.

⁶⁸ B. HORN, *From Cold War to New Millennium: The History of The Royal Canadian Regiment (1953-2008)*, Toronto, Dundurn, 2008, p. 299.

⁶⁹ Les hommes du 3^e Groupe de forces spéciales opérant aux côtés des Canadiens durant Medusa n'étaient pas sous commandement FIAS, mais sous l'égide d'une structure d'OEF, la Combined joint special operations task force (CJSOTF), sur laquelle on reviendra plus bas, et précisément logée dans la CJTF76 dont Freakley avait la charge. Les bérets verts ont non seulement participé aux grosses phases de combat de Medusa, mais ont également « nettoyé » l'autoroute n° 1 en amont de la mission de manière à permettre aux contingents de préserver leur « liberté de mouvement » durant l'opération (F. PUSHIES, *Deadly Blue: Battle Stories of the U.S. Air Force Special Operations Command*, New York, AMACOM, 2009, p. 137). Ceci jette

La mise en place militaire de l'accord diplomatique sur la synergie FIAS/OEF prend une forme qui durcit la nature militarisée du compromis politique. Elle assure aux États-Unis une mainmise grandissante sur la conduite des opérations. L'ambivalente porosité opérationnelle FIAS/OEF permet néanmoins la construction d'un discours *a minima* commun entre les acteurs diplomatiques et militaires sur l'orientation de la lutte contre le terrorisme inhérente à la FIAS. D'un côté, les acteurs diplomatiques s'accordent sur la nécessité d'une collaboration entre les deux missions, sans pour autant s'entendre exactement sur les termes de cette synergie. De l'autre, les officiers, ici le COMISAF et son adjoint, se réapproprient ce flou en accentuant le penchant militarisé d'une telle décision politique, par une importation de la rhétorique contre-terroriste dans le cadre de la FIAS. Cette dynamique ne fait que s'accroître et se sédimenter sous l'ère du prochain COMISAF : Dan McNeill.

Attrition

Le général américain Dan McNeill prend la place de David Richards en février 2007. La nomination de McNeill au poste de COMISAF marque l'avènement d'une systématique à venir dans l'attribution du poste à des Américains. Contrôlant déjà l'articulation OEF-FIAS, les États-Unis renforcent encore plus leur influence dans la mission de l'OTAN en monopolisant désormais le choix du COMISAF. La FIAS s'étendant en effet à tout le pays à partir de 2006, l'ensemble des troupes conventionnelles américaines présentes sur le territoire et auparavant opérant sous OEF passe sous commandement OTAN. Ce transfert ayant pour conséquence de gonfler fortement la présence des États-Unis dans la FIAS en rendant les contingents américains majoritaires, c'est désormais du côté américain que se choisissent les COMISAF⁷⁰.

La trajectoire de McNeill est marquée par une implication dans des conflits où il s'agit moins de jauger l'usage de la force au milieu d'un environnement humain que de viser la destruction pure des capacités de l'ennemi⁷¹. Né en 1946, le général américain est un vétéran de la guerre du Vietnam, où il a commandé des unités d'infanterie aéroportées. Il a ensuite participé à l'invasion du Panama en 1989 puis à la Guerre du Golfe de 1991. Une décennie plus tard, il a été déployé dans le cadre d'OEF en tant que commandant des forces américaines en Afghanistan entre mai 2002 et mars 2003. Il a été à la tête de la Combined joint task force 180 où il a commandé le 18^e Corps aéroporté, à partir de la base de Bagram. Il était chargé des missions contre-terroristes contre les réseaux Al Qaeda et talibans. Le nom de McNeill a alors été assimilé au bombardement d'un mariage à Deh Rawood (Uruzgan) qui a causé plusieurs décès civils. Il est par ailleurs soupçonné d'avoir cautionné des maltraitements et des pratiques de torture contre des détenus à Bagram. McNeill arrive à la tête de la FIAS avec un

à nouveau un flou quant à la différence des modes d'usage de la force dans OEF et la FIAS, les deux en l'occurrence ayant agi de concert.

⁷⁰ Le mode de désignation des commandants des forces américaines en opération est le suivant : Le secrétaire à la Défense fait une recommandation au président. Ce dernier l'approuve et le général choisi fait l'objet d'une audition par le Congrès à l'issue de laquelle l'officier entre effectivement en fonction.

⁷¹ Sur ce qui suit, voir notamment P. PIERPAOLI, « Dan K. McNeill », *op. cit.*, p. 785.

profil plus enclin à accorder de la valeur à la force militaire seule dans le pilotage de la guerre en Afghanistan que Richards. Alors que ce dernier se disait socialisé à l'univers contre-insurrectionnel par son passage par l'Irlande du Nord et les « petites guerres », McNeill a constitué sa carrière sur la base d'une familiarisation à des pratiques conventionnelles visant avant tout la destruction militaire. C'est ce qui explique d'ailleurs le surnom donné à McNeill : « *Bomber McNeill* ». McNeill est nommé COMISAF en février 2007 sur recommandation l'année précédente du secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld. Sur le plan diplomatique, cette nomination correspond à une volonté de l'administration américaine de poursuivre autant que possible la voie agressive de l'empreinte légère au sein de l'OTAN alors que l'ensemble des troupes américaines est passé en 2006 sous drapeau transatlantique⁷². Cette nomination suscite d'ailleurs l'étonnement de plusieurs gouvernements alliés du point de vue de l'écart qui existe entre le profil McNeill et le compromis général autour de la nécessité du binôme sécurité-développement⁷³. Le choix de McNeill sanctionne la reconnaissance, au moins américaine, prêtée aux compétences du général pour conduire la FIAS⁷⁴. Comme on s'apprête à le voir, McNeill ne vivra donc pas la FIAS comme une rupture par rapport à son propre éthos. Il s'agit plutôt de la poursuite logique d'une carrière militaire historiquement centrée sur l'organisation d'une violence de guerre tournée vers la décapitation militaire de l'ennemi. En bref, l'approche globale constitue, pour McNeill, le synonyme d'une guerre sous une forme contre-insurrectionnelle. Dans une interview accordée au *Der Spiegel*, l'officier américain déclare :

La plupart des gens utilisant l'expression globale ne savent pas de quoi ils parlent. L'approche globale inclut une forte composante militaire – d'abord battre l'insurrection et ensuite aider à reconstruire le pays. Les forces américaines ont montré à quoi cela ressemble. Elles attaquent les militants dans une vallée et construisent ensuite une route. Ceux qui parlent de l'approche globale ne devraient pas oublier l'élément du combat⁷⁵.

Une des premières initiatives de McNeill en Afghanistan est de revenir sur l'accord de Musa Qala institué par son prédécesseur. Selon lui, cette entente constitue une concession indirecte faite à l'insurrection⁷⁶. La dynamique engendrée par la réaction de McNeill à l'accord démontre à nouveau l'existence d'une gestion militaire de l'(in)stabilité en Afghanistan.

Le nouveau COMISAF décide de reprendre la ville. Durant la première moitié de 2007, McNeill choisit l'option de frappes aériennes ciblées sur des responsables talibans

⁷² D. AUERSWALD et S. SAIDEMAN, *op. cit.*, p. 98.

⁷³ S. RYNNING, *NATO in Afghanistan: The Liberal Disconnect*, *op. cit.*, p. 143.

⁷⁴ D. AUERSWALD et S. SAIDEMAN, *op. cit.*, p. 98.

⁷⁵ D. MCNEILL, « Interview with Top ISAF Commander McNeill "More than Promises" Needed in Afghanistan », *Der Spiegel*, 31 mars 2008, <http://www.spiegel.de/international/world/interview-with-top-isaf-commander-mcneill-more-than-promises-needed-in-afghanistan-a-544385.html> (consulté le 7 novembre 2018).

⁷⁶ S. RYNNING, *NATO in Afghanistan: The Liberal Disconnect*, *op. cit.*, p. 142 ; C. GALL, « American Takes Over Command of NATO Force in Afghanistan », *The New York Times*, 5 février 2007, <http://www.nytimes.com/2007/02/05/world/asia/05afghan.html> (consulté le 7 novembre 2018).

autour de la ville⁷⁷. Les forces de l'insurrection réagissent à ces bombardements et entrent plus massivement dans la localité pour s'y établir durablement durant l'année 2007. Les frappes ciblées ont peu d'effet sur la présence insurgée dans la ville, si ce n'est des représailles sur les habitants. L'insurrection se sert alors de Musa Qala comme base pour mener des embuscades contre les contingents de la FIAS et stimuler la circulation du trafic d'opium dans le Nord de l'Helmand⁷⁸.

Au regard de cette situation qui se détériore, McNeill propose une offensive plus forte : l'opération Snakebite. Lancée à la mi-octobre 2007, l'attaque de la ville dure un peu moins de trois mois pour s'arrêter début décembre. S'appuyant sur des contingents britanniques et américains (2000 hommes en tout – principalement des Royal Marines britanniques et de la 82^e Division aéroportée américaine), l'offensive déloge l'insurrection de la ville. Pourtant, peu de temps après, la zone de contrôle de la localité assurée par les forces de la FIAS se réduit au centre de la localité. Le pourtour du district est rapidement réoccupé par l'opposition, dont Woqab où une partie des contingents se sont installés dans une base avancée de patrouilles. Des attaques (embuscades, poses d'IED) dans le centre contre la coalition et les forces de sécurité afghanes sont organisées et perpétrées à partir de ces zones excentrées⁷⁹. Un militaire américain en poste au QG de la FIAS au milieu des années 2000 évoque en ces termes la période McNeill, et plus spécifiquement les choix faits concernant Musa Qala :

McNeill n'était vraiment pas la meilleure option pour le commandement des opérations. [...] Il était beaucoup trop lié aux actions militaires américaines du début des années 2000 et avait une conception létale de la campagne. [...] Musa Qala en est l'exemple. Le choix du *deal* de Richards était certes discutable, mais remettre de l'huile sur le feu en procédant militairement de la sorte n'était pas non plus une solution viable. Sans dire que ça s'est ensuite empiré, ça n'a rien arrangé⁸⁰.

Les options choisies par McNeill pour la province de Kandahar vont dans le même sens. Sur la seule première moitié de 2007, pas moins de trois opérations sont menées pour tenter de dégager la présence insurgée de la région, et plus particulièrement, à nouveau, autour de Kandahar : Kryptonite, Achilles et Pickaxe-Handle, principalement conduites avec les Royal Marines et la 82^e Division aéroportée des États-Unis. Lancées les unes après les autres par des troupes américaines et britanniques, elles ne

⁷⁷ A. SUHRKE, *When More is Less: The International Project in Afghanistan*, Londres, Hurst & Company, 2011, p. 111 ; J. BURKE, « Taliban town seizure throws Afghan policy into disarray », *The Guardian*, 4 février 2007, <https://www.theguardian.com/world/2007/feb/04/afghanistan.jasonburke> ; « Raid ciblé de l'OTAN contre un chef taliban au Sud de l'Afghanistan », *Le Monde*, 4 février 2007, http://www.lemonde.fr/asia-pacifique/article/2007/02/04/raid-cible-de-l-otan-contre-un-chef-taliban-au-sud-de-l-afghanistan_863468_3216.html (consultés le 7 novembre 2018).

⁷⁸ J. DRESSLER, *Securing Helmand: Understanding and Responding to the Enemy*, Washington D.C., Institute for the Study of War, 2009, p. 30.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 30-31 ; S. GREY, *Snakebite: The Explosive True Story of an Afghan Desert Siege*, New York, Penguin Books, 2009, p. 507-549.

⁸⁰ Entretien n° 47, Militaire de l'état-major militaire international de l'OTAN, QG de l'OTAN, juillet 2015.

font qu'entretenir la gestion militaire de l'(in)stabilité ouverte par Medusa en 2006. Voyant la majorité des forces OTAN massées dans la zone sud-ouest et nord-ouest de Kandahar (Panjwai par Medusa et vallée du Ghorak par Achilles), l'insurrection déplace en effet son activité entre 2007 et 2008 par une campagne axée sur le Nord de Kandahar, dans le Khakrez et l'Arghandab. Les opérations ultérieures menées jusqu'en février 2008 ne parviendront pas à réduire l'influence de l'insurrection⁸¹.

Sur le plan de la coordination entre OEF et la FIAS, Benjamin Freakley est remplacé par le général David Rodriguez en février 2007. Avec la 82^e Division aéroportée, celui-ci prend de manière simultanée la tête de la CJTF 76, qui devient alors la CJTF 82, et le commandement régional est (RC-East) de la FIAS⁸². En soi, Rodriguez n'est pas COMISAF adjoint à la sécurité. Après Freakley, la responsabilité CJTF/RC-East (OTAN) et COMISAF adjoint à la sécurité est découpée, si bien que l'officier responsable de la CJTF/RC-East rapporte à ce dernier⁸³. Dans les faits, et comme nous le révélait l'un de nos interlocuteurs, la dimension décisive de l'articulation OEF/FIAS se joue au niveau du CJTF/RC-East. D'autant plus que le remplaçant de Freakley au poste de COMISAF adjoint à la sécurité est un Américain, le général Bernard Champoux. À nouveau, il s'agit d'un officier ayant servi les procédés d'élimination systématique au sein de la CJTF 76 entre octobre 2003 et juin 2005 comme commandant adjoint (*Deputy commander*)⁸⁴ :

L'apparition du format *Deputy COMISAF* n'a pas eu un impact vraiment décisif sur la différence d'articulation entre OEF et la FIAS. Ça a été une mesure diplomatique qui a eu pour effet de confirmer l'américanisation progressive de la mission en Afghanistan. [...] En fait, l'essentiel se jouait au niveau du commandement est, c'est là qu'était la dynamique de conduite des forces américaines opérant sous les deux missions. Au plus, le *Deputy* faisait le lien avec le QG de Kabul et le COMISAF [...]. D'autant plus que, à l'époque, Rodriguez et Champoux étaient là pour une chose : détruire la présence insurgée. L'un avait déjà fait l'Irak, au moment où ça chauffait beaucoup avec Casey, et l'autre faisait déjà du *targeting* sous OEF. [...] Et puis, de toute façon, la région était beaucoup trop instable pour qu'on puisse faire une distinction vraiment nette entre les logiques opérationnelles d'OEF et de l'OTAN. [...] La FIAS était principalement composée des troupes conventionnelles, et Enduring Freedom de forces spéciales, c'est vrai. D'un autre côté, les opérations ciblées visaient la partie irréductible de l'insurrection, ceux avec qui on ne pouvait pas et qui ne voulaient pas se mettre autour de la table. Et ça, dans les deux missions [FIAS et OEF], on en avait besoin⁸⁵.

⁸¹ C. FORSBERG, *The Taliban's Campaign for Kandahar*, Afghanistan Report 3, Washington D.C., Institute for the Study of War, 2009, p. 36-40.

⁸² ISAF, *Commander, ISAF Joint Command Lieutenant General David M. Rodriguez (USA)*, 12 novembre 2009, <http://www.nato.int/isaf/structure/bio/ijc/rodriguez.html> (consulté le 26 juin 2016).

⁸³ S. RYNNING, *NATO in Afghanistan: The Liberal Disconnect*, op. cit., p. 251.

⁸⁴ C. KOONTZ, op. cit., p. 267 ; ISAF, *Video Tele Conference: Major General Champoux, Deputy Commander Security, ISAF*, 13 décembre 2007, <http://www.nato.int/isaf/docu/speech/2007/sp071213a.html> (consulté le 26 juin 2016).

⁸⁵ Entretien n° 66, Diplomate de la représentation permanente des États-Unis auprès de l'OTAN, QG de l'OTAN, août 2015.

Rodriguez est effectivement passé par l'Irak à deux reprises⁸⁶. Une première fois lors de la phase d'invasion, à la tête des éléments mécanisés de la 4^e Division d'infanterie. Une seconde fois entre avril 2005 et février 2006, d'abord comme responsable de la Division multinationale Nord-Ouest puis comme assistant spécial auprès du commandant du Corps multinational, alors George Casey. L'expérience guerrière récente de Rodriguez est donc bien spécifique. D'une part, elle recoupe une familiarisation à l'utilisation conventionnelle de la force, avec sa participation aux opérations d'invasion de l'Irak. D'autre part, elle témoigne d'une socialisation à des formes asymétriques de violence. Entre 2004 et 2006, la campagne en Irak a précédé la phase de stabilisation amorcée par le virage contre-insurrectionnel. Il s'agissait de la période de reconquête des grands centres urbains contre l'insurrection grandissante. Les forces américaines avaient alors recours à des pratiques très coercitives, souvent qualifiées de contre-terroristes, et éloignées de la rhétorique tenue alors « des cœurs et des esprits »⁸⁷. À la tête de la 82^e Division aéroportée à l'Est de l'Afghanistan, Rodriguez reproduit cette matrice d'action en fondant son approche sur des opérations de nettoyage dans la zone. Il les justifie sur la base d'un mélange entre contre-insurrection et contre-terrorisme :

Un tiers des forces de la Combined joint task force 82 sont concentrés sur cette mission contre-terroriste. Nous continuons à maintenir la pression sur les réseaux terroristes en Afghanistan. Et ces terroristes sont mélangés parmi les insurgés, ceci continue donc à constituer un défi. Mais nous continuons à exercer la pression dans le combat contre-insurrectionnel et contre-terroriste⁸⁸.

La porosité entre pratiques identifiées comme contre-terroristes et contre-insurrectionnelles présentes dans le discours de Rodriguez s'explique également par une autre dynamique de commandement : la présence de la structure de coordination de l'essentiel des opérations spéciales d'OEF, la Combined joint special operation task force (CJSOTF) dans la CJTF 82. Pilotée par les contingents des Groupes de forces spéciales de l'US Army, la CJSOTF est logée à Bagram dans la CJTF (depuis 2002), tombant de ce fait sous la responsabilité du général commandant cette dernière (McNeill à l'époque)⁸⁹. Depuis sa création, la CJSOTF est en charge des opérations ciblées contre les « cibles de haute, moyenne et basse valeur ». Elle organise des

⁸⁶ Sur ce qui suite, voir ISAF, *Commander, ISAF Joint Command Lieutenant General David M. Rodriguez (USA)*, 12 novembre 2009, <http://www.nato.int/isaf/structure/bio/ij/s/rodriguez.html> (consulté le 26 juin 2016).

⁸⁷ C. OLSSON, « Irak, Surge, Stabilisation, retrait ? Les enjeux de la transition progressive de la "contre-insurrection" US au "retrait" », in G. DORRONSORO, C. OLSSON et R. POUYÉ, *Insurrections et contre-insurrections : éléments d'analyse sociologique à partir des terrains irakien et afghan*, Paris, Études de l'IRSEM, n° 20, 2012, p. 86-96.

⁸⁸ D. RODRIGUEZ, *Operations in Afghanistan, Bagram (CJTF 82)*, Washington D.C., Pentagone, 26 février 2008, <https://www.c-span.org/video/?204185-1/operations-afghanistan> (consulté le 9 avril 2020) ; U.S. ARMY COMBAT STUDIES INSTITUTE, *Wanat: Combat Action in Afghanistan, 2008*, Fort Leavenworth, U.S. Army Combined Arms Center, Combat Studies Institute Press, 2010, p. 12-14.

⁸⁹ R. RHYNE, *Special Forces Command and Control in Afghanistan*, A thesis presented to the Faculty of the U.S. Army Command and General Staff College in partial fulfillment of

patrouilles et supporte les opérations OEF/FIAS, même si l'institution n'opère jamais sous commandement direct FIAS, contrairement aux forces conventionnelles de la CJTF. La structure procède également, y compris à partir des années Freakley, à des opérations de détention à Bagram et impliquant un certain nombre de morts⁹⁰. En d'autres termes, Rodriguez se trouve dans une situation de commandement complexe. Alimentée par la production d'une forme renouvelée de multipositionnement militaire OEF-FIAS qui prend appui sur l'importance institutionnelle acquise par la tête de la CJTF/RC-East, cette porosité favorise une rationalité militaire de « nettoyage » : Rodriguez est, tout comme Freakley avant lui, responsable de la RC-East OTAN, de la CJTF 82 et de sa composante forces spéciales (la CJSTOF). Rodriguez avouera lui-même que l'Est de l'Afghanistan est très difficilement tenable, considérant cette région comme un « terrain rude, très rude »⁹¹. Le multipositionnement diplomatique des États-Unis dans les réseaux OEF/FIAS s'adosse donc à un multipositionnement militaire du même type. La distinction concrète entre contre-terrorisme et contre-insurrection est d'autant plus faible que les forces spéciales d'OEF et les troupes conventionnelles de la FIAS opèrent de concert dans le cadre de missions communes. Elles sont aussi engagées dans des actions similaires, comme des patrouilles, l'élimination ou la capture de personnalités spécifiques, les raids sur les camps ennemis⁹².

the requirements for the degree Master of Military Art and Science, Fort Leavenworth, 2004, p. 43-45.

⁹⁰ A. BOGART, *One Valley at a time*, Hurlburt Field, Joint Special Operations University, 2006, p. 53-69 ; L. NEVILLE, *Special Operation Forces in Afghanistan*, Oxford, Osprey Publishing, 2008, p. 42-45 ; C. PLUMMER, « Interview of Major Christopher Plummer », in M. BROOKS (éd.), *Eyewitness to War Oral History Series: U.S. Army Advisors in Afghanistan*, vol. 3, US Army Combat Arms Center, Fort Leavenworth, Combat Studies Institute Press, 2010, p. 302 ; CJSTOF-A, *DET OPNS FOB Surobi*, 8 juin 2006, <https://wardiaries.wikileaks.org/id/AD19CBE1-A586-4539-B826-FD0A26CC0B78> ; CJTF 82, *Task Force Guardian*, *1x detainee released from the BTIF*, 22 mars 2008, <https://wardiaries.wikileaks.org/id/BC6AEC78-404B-4048-B809-1976DE88339A> ; CJTF 82, *TF Guardian*, *Detainee transfer to the Bagram Theater Internment Facility*, 8 octobre 2007, <https://wikileaks.org/afg/event/2007/10/AFG20071008n1113.html> (consultés le 9 avril 2020).

⁹¹ D. RODRIGUEZ, *Operations in Afghanistan*, Bagram (CJTF 82), Washington D.C., Pentagone, 23 janvier 2008, <https://www.c-span.org/video/?204185-1/operations-afghanistan> (consulté le 9 avril 2020).

⁹² Les mémoires de militaires déployés en Afghanistan reflètent cette superposition des types d'actions armées. Voir notamment D. BEATTIE, *An Ordinary Soldier. Afghanistan: A Ferocious Enemy. A Bloody Conflict. One Man's Impossible Mission*, Londres, Simon & Schuster, 2008 ; D. BEATTIE, *Task Force Helmand. Life, Death and Combat on the Afghan Front line*, Londres, Simon & Schuster, 2009 ; M. GOLEMBSKY, *Dagger 22. U.S. Marine Corps Special Operations in Bala Murghab, Afghanistan*, New York, St. Martin's Press, 2016 ; C. HARRISSON, *The Longest Kill. The Story of Maverick 41, One of the World's Greatest Snipers*, Londres, Sidwick & Jackson, 2015 ; G. MCGARRY, *A Night in the Pech Valley. A Memoir of a member of the 75th Ranger Regiment in the Global War on Terrorism*, New York, LTRC Publishing, 2016 ; B. TUPPER, *Greetings From Afghanistan, Send More Ammo: Dispatches from Taliban Country*, New York, Penguin Group, 2011. À cet égard, et si nous n'évoquons pas en profondeur cette question, il se trouve que les forces d'OEF se prévalurent aussi en partie d'une réorientation contre-insurrectionnelle depuis le début des années 2000, non plus destinée uniquement à cibler

Deux dynamiques sont à retenir du cadrage militaire de la FIAS durant la période McNeill. Les méthodes de McNeill montrent d'abord l'instabilité du discours militaire sur la FIAS. En s'opposant aux accords de Musa Qala et en ne poursuivant pas le projet ADZ mis en place par Richards pour se concentrer sur des missions de combat court-termistes, McNeill est le reflet des luttes en place dans le cadrage militaire de la FIAS. Pour ce COMISAF, les forces de l'OTAN sont prises dans une guerre, comprise dans un sens où l'usage de la force prend une importance plus grande que pour son prédécesseur dans l'articulation de l'axe sécurité-développement. De fait, la réappropriation du compromis diplomatique sur la CA s'effectue dans le cadre d'une polarisation encore plus militarisée sous McNeill. Parallèlement à cela, McNeill est aussi le reflet d'un compromis minimal dans le chef des acteurs militaires à la tête du commandement de la mission de l'OTAN : la nécessité du recours à la force, en particulier dans le Sud de l'Afghanistan. En témoigne aussi la dimension décisive prise par la CJTF-82, au détriment du poste de COMISAF adjoint à la sécurité, et les méthodes de David Rodriguez dans la coordination entre OEF et la FIAS. Ce dernier et McNeill ne font que perpétuer la gestion militaire de l'(in)stabilité déjà en place sous Richards. C'est d'autant plus le cas que la perception même de l'insurrection chez les officiers d'OEF/FIAS est particulièrement technicisée. Cet échange entre un journaliste et David Rodriguez, alors commandant CJTF 82/RC East, sur l'identité de l'ennemi est instructif. Pour désigner ce dernier, le général américain mobilise toute une série d'abréviations dont il est incapable de donner les noms complets lorsque des précisions lui sont demandées (à noter les moments d'hésitation témoignant aussi du fait que les noms des groupes opposants lui sont instinctivement inconnus) :

JOURNALISTE – Pouvez-vous être plus spécifique à propos des autres groupes ? Y a-t-il d'autres groupes étrangers que vous catégoriseriez comme terroristes à côté d'Al Qaeda ?

DR – Le LET, le TNSM et le... ce sont les plus importants. Il y en a aussi un nouveau appelé le TTIP. Et, à nouveau, ils font mutuellement fertiliser leurs tactiques, techniques et procédures [...]. Ils se ressourcez principalement auprès d'Al Qaeda, qui reste le joueur central dans l'équation terroriste.

JOURNALISTE – Pourriez-vous nous aider à comprendre ce à quoi le TTIP et les autres abréviations font référence ?

DR – C'est un... non, je vous les donnerai plus tard, mais c'est... Je ne parviens pas à me rappeler le nom exact de celui-ci. C'est le Tariq... non, je ne connais pas leur nom exact, Bob. Mais je vous les donnerai⁹³.

des groupes spécifiques, mais à favoriser le verrouillage territorial (D. BARNO, « Fighting the "Other War": Counterinsurgency Strategy in Afghanistan, 2003-2005 », *op. cit.* ; voir aussi l'interview de David Barno par P. HUGHES, « Planning and Directing a Campaign: General Barno in Afghanistan », in C. KOONTZ (éd.), *Enduring Voices: Oral Histories of the U.S. Army Experience (2003-2005)*, Washington D.C., Center of Military History, U.S. Army, 2008, p. 13-93.) À nouveau, les usages flous de ces catégories renseignent sur le faible encadrement de l'usage de la force.

⁹³ D. RODRIGUEZ, *Operations in Afghanistan, Bagram (CJTF 82)*, *op. cit.*, 26 février 2008, <https://www.c-span.org/video/?204185-1/operations-afghanistan> (consulté le 9 avril 2020).

Cette conception de l'inimitié insurrectionnelle alimente une vision technique du conflit et qui fait d'ailleurs largement écho à la catégorie des OMF mobilisée du côté diplomatique⁹⁴. Techniciser autant l'ennemi revient ainsi à solidifier une logique de nettoyage de la présence physique de l'insurrection et, par-là, à gérer un cycle d'instabilité durable.

Deuxièmement, McNeill maintient tout de même l'idée selon laquelle ses pratiques sont au service d'une reconstruction de l'Afghanistan : « La population afghane devrait jouir de l'autodétermination, d'une éducation, de la santé et de la réalisation pacifique de ses espoirs et de ses rêves. »⁹⁵ L'articulation entre les deux dimensions en apparence opposées de la primauté de la force et de l'horizon de la reconstruction réside en fait dans la manière dont il justifie ses actions auprès des acteurs diplomatiques, à savoir le faible niveau des troupes⁹⁶. McNeill s'appuie simultanément sur les positions d'autres acteurs militaires au sein de l'OTAN (le SACEUR – Supreme allied commander Europe –, chef du SHAPE, et le président du Comité militaire) et acteurs politiques (les ministres de la Défense, en particulier celui des États-Unis) en faveur d'une augmentation du nombre d'hommes. Il explique ainsi que la campagne de contre-insurrection ne pourra pas aboutir au succès escompté tant que les autres pays membres de l'OTAN et de la FIAS ne feront pas monter les effectifs. L'officier y va même de la comparaison avec les opérations en Irak pour souligner le besoin en troupes et les conséquences de leur faible nombre sur la mission en Afghanistan :

Depuis que je suis arrivé à ce poste, je pense que la rhétorique a été relativement stable, de la part du SACEUR et même de Ray Henault, le général canadien qui préside le Comité militaire, que l'OTAN n'a pas atteint le niveau de force requis. [...] Ce discours a aussi été rejoint par un certain nombre de ministres de la Défense et même par le secrétaire américain à la Défense. [...] L'Afghanistan, une immense masse terrestre, est approximativement grand comme une fois et demi l'Irak [...]. La population est estimée comme étant environ supérieure de 3 millions d'habitants à celle de l'Irak. Nous avons néanmoins opéré dans un environnement contre-insurrectionnel

⁹⁴ Cette vision techniciste de l'insurrection était également répandue chez les autres officiers du même rang. Pour Richard et McNeill par exemple, voir D. RICHARDS, *Taking Command*, op. cit., p. 249 ; T. COGHLAN, « Iran arming Taliban with roadside bombs », *The Telegraph*, 4 octobre 2007. Cette perception est plus généralement partagée chez les militaires au sol. Voir D. BEATTIE, *Task Force Helmand. Life, Death and Combat on the Afghan Front line*, op. cit., p. 166 ; S. TOOTAL, *Danger Close: The True Story of Helmand from the Leader of 3 Para*, Londres, John Murray, 2009, p. 41 ; G. LEE, *Fighting Season : Tales of a British Officer in Afghanistan*, Londres, Dutchworth Overlook, 2012, p. 93-94 ; S. RAYMENT, *Bomb Hunters: In Afghanistan with Britain's Elite Bomb Disposal Unit*, Londres, HarperCollins, 2011 ; E. TOY, *Pressure Plate. A Perspective on Counter IED Operations in Southern Afghanistan (2008-2009)*, Bloomington, Xlibris, 2011 ; E. MACY, *Hellfire*, Londres, HarperCollins, 2009.

⁹⁵ D. MCNEILL, cité dans C. GALL, « American Takes Over Command of NATO Force in Afghanistan », op. cit.

⁹⁶ D. BLAIR, « General criticises Afghanistan troop restrictions », *The Telegraph*, 3 mars 2008, <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/1580572/General-criticises-Afghanistan-troop-restrictions.html> (consulté le 9 avril 2020).

avec seulement une fraction de la force que la coalition a en sa possession en Irak. Il n'y a donc pas l'ombre d'un doute, c'est une force sous-dotée⁹⁷.

McNeill reproduit le syllogisme employé par Richards, construit autour du triptyque probabiliste *nombre d'hommes / sécurité / reconstruction*. Cela génère à la fois la possibilité pour McNeill de conduire la FIAS à partir de ses savoir-faire accumulés sur le long terme (détruire les capacités ennemies) et de les justifier auprès du NAC en faisant valoir l'hypothétique objectif de la reconstruction de l'Afghanistan, censée empêcher les « terroristes extrémistes » d'y « prendre résidence »⁹⁸. Cette dynamique explique en partie l'ambivalence des réactions des acteurs diplomatiques à l'OTAN par rapport aux actions de McNeill. Alors que les représentants permanents du NAC s'agacent d'entendre McNeill qualifier l'opération Achilles comme « l'offensive du printemps » 2007⁹⁹, ils se réjouissent de ses succès ponctuels, comme celui de la reprise de Musa Qala¹⁰⁰. L'extrait d'échange suivant avec un ancien porte-parole de l'OTAN ayant connu la période McNeill est intéressant du point de vue de l'attitude ambivalente plus large du corps diplomatique otanien vis-à-vis de ce dernier :

ENQ – Quand il venait ici [au QG] faire ces rapports, c'était assez bizarre. Il parlait à la fois de l'approche globale, de la contre-insurrection, de la nécessité d'avoir une approche intégrée... Il demandait des hommes en plus pour ça, alors que tous ceux autour de la table au NAC savaient que ce qu'il faisait sur le terrain était très éloigné de ces prétentions [...].

JP – Mais personne ne s'opposait franchement dans l'assemblée ?

ENQ – Pas vraiment, non... des questions étaient posées mais sans opposition franche... La campagne était ce qu'elle était, on voyait qu'on avait de plus en plus de mal à assurer la stabilité dans le pays, il ne pouvait pas lui être reproché non plus de mettre en avant l'aspect militaire des opérations alors que certaines zones n'étaient pas tenues¹⁰¹.

La construction d'une entente minimale sur l'orientation désanctuarisante de la FIAS entre les acteurs diplomatiques et militaires au sein de l'OTAN génère à nouveau une violence (dys)fonctionnelle de long terme. Américanisant de plus en plus systématiquement la chaîne de commandement en jouant sur des flous sémantiques et des porosités institutionnelles qui permettent de maintenir un compromis de façade au NAC, les États-Unis imposent progressivement une orientation opérationnelle donnant la primauté aux victoires militaires seules. Ceci ne manque d'ailleurs pas de

⁹⁷ D. MCNEILL, *Operations in Afghanistan*, Washington D.C., Pentagone, 6 février 2008, <https://www.c-span.org/video/?203932-1/operations-afghanistan> (consulté le 7 octobre 2016).

⁹⁸ D. MCNEILL, *Operations in Afghanistan*, Washington D.C., Pentagone, 13 juin 2008, <https://www.c-span.org/video/?205968-1/operations-afghanistan> (consulté le 7 octobre 2016).

⁹⁹ DER SPIEGEL STAFF, « NATO Irritated by New American ISAF Commander », *Der Spiegel*, 19 mars 2007, <http://www.spiegel.de/international/world/afghanistan-mission-nato-irritated-by-new-american-isaf-commander-a-472454.html> (consulté le 7 octobre 2016).

¹⁰⁰ J. DE HOOP SCHEFFER, *Speech by NATO Secretary General, Jaap de Hoop Scheffer at the annual press reception on the occasion of the New Year*, 10 janvier 2008, http://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_7374.htm?selectedLocale=en. (consulté le 7 octobre 2016).

¹⁰¹ Entretien n° 84, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, octobre 2015.

concentrer les échanges à l'OTAN autour de l'enjeu de l'attribution supplémentaire de troupes. La récurrence des tensions autour de cette question est un point durable de convergence des échanges diplomatico-militaires. Ils se stabilisent au profit d'une connivence minimale autour de la nécessité des opérations de nettoyage et de leurs hypothétiques bienfaits stabilisateurs. Paradoxalement, se disputer autour du manque de moyens constitue une forme d'accord trouvant son assise dans l'importance de répéter les actions militaires aux effets de court terme. Elles constituent précisément un moyen permettant de pallier ce même manque de moyens. Bien plus, la gestion militaire de l'(in)stabilité apparaît comme le lieu de possibilité des réinventions permanentes d'un compromis diplomatique otanien superficiel. Au gré des missions de nettoyage, il met tantôt l'accent sur l'importance des opérations de combat, tantôt sur celle des efforts de reconstruction et la solidification d'un État afghan autonome.

Les impasses auxquelles mènent les choix militaires sous l'ère Richards et McNeill ouvrent la voie à une période de transition dans les modes d'encadrement de la FIAS. Le changement de cap qui s'amorce au sein de la politique étrangère américaine avec l'arrivée d'Obama au pouvoir et la volonté de trouver une voie de sortie rapide du conflit précipite l'OTAN dans une escalade de la violence armée en Afghanistan. L'horizon d'attente cède alors la place à l'horizon d'impatience.

CHAPITRE VII

Les horizons d'impatience de la violence préemptive

À l'issue de négociations internes à l'administration Obama, le président américain annonce, le 1^{er} décembre 2009, l'envoi de 30 000 soldats supplémentaires en Afghanistan, en plus des 17 000 hommes déjà envoyés en renfort en mars de la même année. La présence américaine sous bannière FIAS passe de 23 220 en janvier 2009 à plus de 90 000 soldats en novembre 2010. Ce chiffre marque le pic maximal de l'implication des États-Unis en Afghanistan, et ce, jusqu'en mai 2012. Entre mi-2010 et mi-2012, la FIAS constitue une force de plus de 130 000 hommes, à savoir le deuxième effectif militaire en intervention le plus important après la Guerre froide, le premier étant Iraqi Freedom. Le contingent américain constitue à lui seul plus du double de la somme de toutes les autres contributions nationales dans la FIAS (40 000 environ). Cette stratégie américaine d'un envoi massif de troupes sous drapeau OTAN est nommée le « Surge ». Celui-ci est le prix à payer et le biais par lequel les États-Unis font pencher la balance sur le dossier FIAS à l'OTAN en leur faveur à partir de la deuxième moitié de l'année 2009. Plus spécifiquement, le Surge permet à la diplomatie américaine de faire passer auprès de ses Alliés à l'OTAN l'adoption officielle de la contre-insurrection en tant que concept d'encadrement des opérations en Afghanistan¹. La décision otanienne d'inscrire la FIAS dans une stratégie de contre-insurrection est importante pour notre propos. Les logiques politiques présidant à ce compromis posent la question de l'évolution des formes prises par l'encadrement politique de la violence au sein de l'OTAN et de la FIAS. C'est à ce point que le présent chapitre porte attention.

¹ Cette adoption a lieu à la rencontre OTAN, en format ministres de la Défense, de Bratislava d'octobre 2009. A.-F. RASMUSSEN, *Press Conference by NATO Secretary General Anders Fogh Rasmussen following the meeting of the North Atlantic Council in Defence Ministers session in Bratislava*, Bratislava, 23 octobre 2009, http://www.nato.int/cps/en/natolive/opinions_58469.htm (consulté le 2 février 2017).

Tout d'abord, nous analysons l'émergence progressive de la contre-insurrection (et parallèlement à l'approche globale) au sein des scénarios diplomatiques de l'OTAN et l'effet reproductif qu'elle eut sur la conception militarisante des opérations. Nous nous concentrons ensuite sur l'articulation militaire des débats politiques. Nous pointons du doigt l'augmentation de l'usage de la force et le maintien de la rhétorique probabiliste à la source du choix des officiers américains à la tête de la FIAS.

L'adoption de la contre-insurrection : libérer la violence de guerre

« Par contre-insurrection, entendez approche globale »

La contre-insurrection ne fait pas son entrée à l'OTAN en 2009. Des arguments en faveur de l'adoption de cette doctrine pour encadrer la FIAS émergent à partir de 2007, plus spécifiquement via la diplomatie américaine. L'arrivée de Robert Gates au département de la Défense en 2006 provoque une réorientation pro-otanienne plus forte que sous l'ère Rumsfeld. Comme on l'a vu plus haut, si ce dernier pousse déjà à partir de 2004-2005 à un investissement américain plus grand dans la FIAS, cela relève d'une manœuvre visant à encourager la participation des Alliés afin de réinvestir au plus tôt en Irak. Pour Gates, à l'inverse, une victoire en Afghanistan doit passer par une stratégie de long terme². Si l'idée de l'« empreinte légère » pèse encore d'un poids important jusqu'au terme de l'administration Bush (2008), le départ de Rumsfeld et l'arrivée de Gates favorisent une réorientation de la diplomatie américaine vers la promotion d'une présence à plus long terme des forces des États-Unis en Afghanistan par le biais de l'OTAN et de la FIAS. Dès 2007, la diplomatie américaine entend faire intégrer la nécessité d'un cadrage des opérations en Afghanistan par le biais de la contre-insurrection. Pour le gouvernement américain, l'enjeu de l'adoption de cette doctrine comme principe d'encadrement de la FIAS est donc de faire reconnaître aux alliés de l'OTAN l'existence d'un conflit d'ampleur en Afghanistan nécessitant un effort collectif plus important que ce que laisse supposer le concept plus vague d'approche globale³.

Gates doit convaincre les Alliés de plonger l'OTAN dans une guerre contre-insurrectionnelle sans pouvoir proposer de compensations estimées suffisantes par les autorités des autres États intervenants de l'Alliance. Les arguments d'alors construits sur l'inégalité de la répartition des combats ou encore sur le fait que la désanctuarisation de l'Afghanistan relève de la « sécurité de tous » ne constituent pas une monnaie d'échange suffisante pour débloquer les résistances des Alliés les plus réticents⁴.

N'y parvenant pas avant 2009, l'approche globale est la notion acceptable à l'OTAN pour désigner ce que les États-Unis souhaitent à terme désigner collectivement comme de la contre-insurrection. Lors d'une conférence organisée au Marshall center de Munich en mars 2007, qui réunit des personnalités politiques et militaires des

² R. GATES, *Media Availability with Secretary of Defense Robert M. Gates following the NATO Summit Enroute to Oman*, 4 avril 2008, <http://archive.defense.gov/Transcripts/Transcript.aspx?TranscriptID=4187> (consulté le 2 février 2017).

³ R. GATES, *Duty: Memoirs of a Secretary at War*, Londres, W.H. Allen, 2014, p. 203.

⁴ *Ibid.*, p. 203-205.

principaux pays contributeurs de la FIAS, le sous-secrétaire américain à la Défense, Eric Edelman, explique ainsi qu'approche globale et contre-insurrection sont interchangeables, tout en explicitant aussi que la seconde est préférable à la première :

Certains peuvent penser que la contre-insurrection est un effort militaire brutal qui vise exclusivement la capture et l'élimination de cibles de haute valeur [« *high value targets* »], mais je crois qu'une rapide lecture du manuel [de contre-insurrection], qui est lié au site Internet de la conférence, est suffisant pour établir qu'elle épouse une approche compréhensive [...]. Pour ceux qui pensent qu'une approche globale est nécessaire, nous sommes on ne peut plus d'accord. Donc, s'il s'avère que je glisse dans le cours de mes remarques en disant « contre-insurrection », je vous prie de prétendre avoir entendu « approche globale »⁵.

La déclaration est intéressante, pour au moins deux raisons. Premièrement, la contre-insurrection reste cloisonnée dans une perspective militarisante. Son efficacité plus grande par rapport à la CA viendrait du fait que sa propension à la violence serait non seulement plus grande, mais aussi plus intégrée que dans la CA. La seconde raison relève de la relative incohérence du propos qui se traduit dans la militarisation de la mission qu'induit la position américaine : Edelman promeut la contre-insurrection en mettant moins l'accent sur le résultat politique recherché que sur la nécessité de l'usage de la force. La dimension globale sert ici, par un jeu d'euphémisation, à légitimer l'utilisation accentuée de la violence.

Les résistances que nous avons relevées auparavant de la part de plusieurs États membres quant au rapprochement de l'OTAN vers une mission plus explicitement guerrière ne permettent pas le remplacement immédiat de la CA par la contre-insurrection. Néanmoins, l'approche globale constitue la fenêtre d'opportunité par laquelle la diplomatie américaine souhaite infuser progressivement l'idée du bien-fondé de la doctrine contre-insurrectionnelle comme principe d'encadrement de la FIAS. C'est notamment l'une des principales logiques qui a présidé à l'adoption du CSPMP, déjà évoqué. Par ce document, la diplomatie américaine entend faire la promotion indirecte de la contre-insurrection. Ces propos de l'ambassadrice Victoria Nuland auprès du NAC (2005-2008) sont instructifs à cet égard :

Nous offrons les idées suivantes pour tirer profit du CSPMP de manière à améliorer la position de l'OTAN en Afghanistan. Nous devrions user de certaines définitions données des actions [...] pour pousser aux changements que voulons depuis longtemps dans la mission de la FIAS, alors que maintenir une dose saine de réalisme dans l'atteinte d'un consensus sera une pénible corvée [« *a tough slog* »].

FAIRE AVANCER LA CONTRE-INSURRECTION (COIN) À L'OTAN

[...] En négociant le CSPMP en mars, un certain nombre d'Alliés ont montré une continuelle allergie à user du terme de « contre-insurrection » dans les documents de l'OTAN et/ou une mauvaise compréhension du concept. La France et l'Espagne ont

⁵ E. EDELMAN, *A Comprehensive Approach to Modern Insurgency: Afghanistan and Beyond*, Ambassador Eric Edelman, Undersecretary of Defense for Policy, Munich, Marshall Center, 27 mars 2007.

tenu une ligne très ferme contre toute forme de mention, alors que l'Allemagne s'est montrée, de manière surprenante, davantage apte à reconnaître que les éléments du travail de la FIAS en Afghanistan incluent en effet de la contre-insurrection. En fin de compte, la solution consensuelle [« *the consensus solution* »] fut un accord autour de l'« établissement de mécanismes dans la FIAS pour échanger les bonnes pratiques [« *best practices* »] et les enseignements tirés [« *lessons learned* »], avec une attention particulière portée à... l'expérience contre-insurrectionnelle des nations ».

[...] Nous devrions user de cette ouverture limitée pour renforcer la compréhension de la COIN par les Alliés, ainsi que pour démystifier le terme et le concept à l'OTAN. Une meilleure compréhension et un accord sur une série de tâches utiles pour l'OTAN pourrait nous aider à pousser ultérieurement pour une politique alliée agréée sur la COIN, même sous un nom plus acceptable pour les Européens [« *more Euro-palatable name* »]. (Note : « Approche globale sonne mieux dans les oreilles européennes »)⁶.

Cet extrait de câble montre l'absence d'accord sur ce que ce peut recouvrir l'encadrement de la FIAS à l'OTAN. Les uns y mettent de la contre-insurrection, d'autres de l'approche globale. Le but de la diplomatie américaine étant de faire adopter la première ou de trouver un concept proche de celle-ci susceptible de susciter l'adhésion des Européens (« un nom plus acceptable pour les Européens » – « *a different, more Euro-palatable name* »). La parenthèse de fin (« Note : Approche globale sonne mieux dans les oreilles européennes ») témoigne du fait que la distinction entre CA et contre-insurrection relève d'une négociation visant à préserver des positions diplomatiques (ou de terminologie) acquises mais sans signification précise (en termes d'encadrement de la force) en arrière-fond, autre que l'objectif visant à supprimer le « terrorisme global »⁷ de l'Afghanistan.

Il faudra attendre l'arrivée de Barack Obama à la présidence des États-Unis pour voir l'OTAN faire sien le concept de contre-insurrection. La prise de fonction du nouveau locataire de la Maison-Blanche en janvier 2009 donne à Gates les moyens de promouvoir pleinement la contre-insurrection à l'OTAN. Le nouveau président fait de l'Afghanistan, et non plus de l'Irak, la première priorité politico-militaire des États-Unis. En décidant l'envoi de plus de 50 000 hommes supplémentaires sous bannière FIAS entre 2009 et 2010, Obama donne la possibilité à la diplomatie américaine d'avancer un argument de poids pour l'adoption multilatérale de la contre-insurrection :

La contre-insurrection a été acceptée ici parce que les Américains se sont proposé d'investir et de s'investir beaucoup plus massivement dans la FIAS. Les Alliés ont donc accepté parce que c'était « gratuit ». C'était du « *get it for free* » : les Alliés ont accepté d'adopter la contre-insurrection parce que les États-Unis prenaient en charge le gros de l'effort en Afghanistan. Parallèlement, si les États-Unis investissaient plus dans la FIAS, il fallait que cela devienne une mission plus collective et à responsabilité collective, d'où l'adoption de la contre-insurrection, plus contraignante dans le fond.

⁶ V. NULAND, *ISAF Comprehensive Strategic Pol-Mil Plan (CSPMP) Mileposts for 2008*, Câble n°08USNATO212_a, 18 juin 2008, https://wikileaks.org/plusd/cables/08USNATO212_a.html (consulté le 9 août 2019).

⁷ *Ibid.*

La mission devenait donc premièrement américaine, mais avec une responsabilité plus partagée. C'est pour cette raison que la COIN a été adoptée⁸.

Le compromis diplomatique autour de la CA relève alors d'une artificialité d'autant plus grande. Avant même que la contre-insurrection ne fasse son entrée officielle en 2009 dans l'enceinte otanienne, l'intention d'ancrer la FIAS dans une doctrine où l'emploi de la coercition est historiquement instituée et établie est déjà présente. Bien plus, du côté des États-Unis, la CA signifie contre-insurrection, dans la mesure où la trajectoire de la première relève à partir de 2007 d'une stratégie diplomatique américaine pour imposer progressivement la seconde⁹. À la lumière de ce que l'on évoquait plus haut sur l'approche globale, les limites politiques relatives à sa dimension coercitive apparaissent comme encore plus fragiles, ce qui contribue à cloisonner le déploiement de la violence dans la logique de son seul usage. La composante militaire de la CA est d'autant moins délimitée dans ses buts et objectifs que son principal pourvoyeur, les États-Unis, se pensent en effet dans l'application d'une doctrine guerrière où la force soit être utilisée de manière proactive.

Cet état de fait n'en est que plus marquant au regard du deuxième point à soulever quant à l'entrée de la contre-insurrection à l'OTAN. Il s'agit de la nature des négociations qui ont abouti, à Washington, à l'accord autour du Surge annoncé le 1^{er} décembre 2009.

Contre-insurrection/contre-terrorisme : l'impact du Surge des États-Unis sur le compromis diplomatique à l'OTAN

L'adoption du Surge a résulté de la concurrence entre deux camps. Le premier, porté essentiellement par Gates, la secrétaire d'État Hillary Clinton et le général Stanley McChrystal, futur commandant de la FIAS, soutient auprès du président Obama l'idée d'une approche « contre-insurrectionnelle pleinement dotée » (« *fully resourced counterinsurgency* ») appuyée par l'envoi de 40 000 soldats supplémentaires¹⁰. Le second camp est composé du vice-président Joe Biden, de Douglas Lute et de James Jones, membres du Conseil national de sécurité, et de Karl Eikenberry, ambassadeur des États-Unis auprès de l'Afghanistan. Ces personnalités s'opposent au format Surge/contre-insurrection. Ils proposent une stratégie plus flexible et ouvertement létale « *counter-terrorism plus* ». Elle consiste en l'envoi de 5 000 à 10 000 hommes maximum dont l'objectif serait la destruction des « réseaux terroristes », principalement Al Qaeda – véritable menace pour la « sécurité nationale américaine » selon eux –, en Afghanistan, à l'aide d'opérations ciblées et de drones¹¹.

⁸ Entretien n° 13, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, avril 2015.

⁹ Avant 2009, les Britanniques se pensaient également engagés dans de la contre-insurrection en Afghanistan. Voir notamment les échanges au parlement britannique dès 2006 : HOUSE OF COMMONS – DEFENCE COMMITTEE, *Thirteenth Report of Session 2006–07. Report, together with formal minutes, oral and written evidence*, 18 juillet 2007.

¹⁰ K. MARSH, « Obama's Surge: A Bureaucratic Politics Analysis of the Decision to Order a Troop Surge in the Afghanistan War », *Foreign Policy Analysis*, 10/3, 2014, p. 271-274.

¹¹ *Ibid.*, p. 274 ; B. WOODWARD, *Obama's Wars: The Inside Story*, Londres, Simon & Schuster, 2010, p. 159-160.

Entre mi-2008 et fin 2009, ces deux camps s'affrontent pour convaincre le président Obama de leurs propositions respectives. Finalement, le compromis trouvé est un mélange des deux : un Surge non pas de 40 000 soldats, mais de 30 000 hommes envoyés pour une mission contre-insurrectionnelle destinée à favoriser une stratégie de sortie matérialisée par un début de retrait des troupes dans les 18 mois. La longueur de l'intervention et ses résultats discutables, en particulier dans les provinces de Kandahar et du Helmand où le niveau de violence grandit alors que les opérations américaines, britanniques et canadiennes se succèdent depuis 2001, fait peser d'un poids significatif la nécessité de mettre en place une stratégie de sortie des contingents¹². Si Obama donne raison aux tenants de l'option contre-insurrectionnelle, il inclut également l'option « *counter-terrorism plus* » en limitant l'application de la contre-insurrection à une durée très limitée et à la priorité de défaire les réseaux talibans et d'Al Qaeda¹³. Dans les mots mêmes de Gates, la décision d'Obama relève plus d'un compromis entre les deux solutions que d'une décision tranchée sur l'adoption d'une stratégie de contre-insurrection :

Après réflexion, je pense que nous tous, au plus haut niveau de l'exécutif, n'avons pas servi le président au mieux dans ce processus. [...] Je crois, par exemple, que ma vision d'une contre-insurrection géographiquement limitée, combinée à des attaques contre-terroristes agressives et destructrices de forces spéciales sur des chefs talibans ainsi qu'à une concentration sur l'entraînement des Forces de sécurité afghanes, était en fait assez proche de ce que Biden proposait. La différence entre sa recommandation d'accroître le niveau de troupes et la mienne était la différence d'un nombre total d'hommes qui variait de 83 000-85 000 à 98 000 soldats. Son chiffre était largement au-dessus de ce qui était requis pour du contre-terrorisme, et le mien était beaucoup trop bas pour assurer une stratégie de contre-insurrection dotée des moyens nécessaires [« *a fully resourced counterinsurgency strategy* »]¹⁴.

Ce qui apparaît comme le compromis autour d'un « entre-deux » peut, à l'inverse, être interprété comme une tension irréductible dans les termes du Surge. L'accent est avant tout mis sur l'injection de contingents militaires envoyés pour du combat. Même si ce renfort est destiné à être accompagné d'un véritable effort d'intégration des enjeux civils de reconstruction, il paraît peu probable que l'Afghanistan puisse être stabilisé dans les 18 mois alors que les forces intervenantes y sont depuis 2001 et que le niveau de violence dans le pays augmente depuis le milieu des années 2000.

De fait, la contre-insurrection, telle que conçue dans l'administration américaine au tournant de l'année 2008-2009, n'a, en soi, qu'un lien lointain avec une contre-

¹² Cette dimension est centrale dans le discours d'Obama du 1^{er} décembre 2009 où il annonce le Surge. B. OBAMA, *Remarks by the President in Address to the Nation on the Way Forward in Afghanistan and Pakistan*, West Point, 1^{er} décembre 2009, <https://obamawhitehouse.archives.gov/blog/2009/12/01/new-way-forward-presidents-address> (consulté le 19 novembre 2016).

¹³ B. WOODWARD, *op. cit.*, p. 284 ; F. KAPLAN, « Counterinsurgenterrorism: Obama's new policy for Afghanistan tries to steer a middle course », *Slate*, 27 mars 2009, http://www.slate.com/articles/news_and_politics/war_stories/2009/03/counterinsurgenterrorism.html (consulté le 19 novembre 2016).

¹⁴ R. GATES, *Duty: Memoirs of a Secretary at War*, *op. cit.*, p. 384.

insurrection centrée sur le « bien de la population » afghane dans le futur des opérations. Le discours du 1^{er} décembre 2009, au cours duquel le président américain annonce publiquement le Surge, comporte une tonalité guerrière particulière. Il parle ainsi de la poursuite d'une « stratégie militaire qui brisera l'élan et le moment force des Talibans » visant à transférer le plus rapidement possible l'essentiel de la responsabilité des missions de sécurité aux autorités afghanes¹⁵. La formule élaborée par Obama et son entourage met essentiellement l'accent sur le versant militarisé de la contre-insurrection, identifié dans les négociations comme du contre-terrorisme. En cela, l'adoption de la contre-insurrection par l'OTAN fin 2009 suite à l'annonce du Surge annonce bien plus l'arrivée d'une campagne militaire axée sur l'emploi de la violence justifiée par la lutte contre le terrorisme et destinée à une stratégie de sortie américaine qu'à une approche visant l'effort civilomilitaire, la reconstruction du pays et la promotion d'une alternative politique au niveau local.

En clair, l'injection massive de plus de 50 000 soldats américains entre 2009 et 2010 ainsi que les objectifs qui leur sont assignés transforment la distinction diplomatique entre la FIAS et le contre-terrorisme en une façade institutionnelle pourtant nécessaire à la pérennité d'un compromis multilatéral. Officiellement, l'adoption de la contre-insurrection permet en effet à l'OTAN d'assumer une véritable stratégie intégrée de reconstruction du pays, qui s'appuierait sur les ressources supplémentaires fournies par le Surge américain¹⁶. De la sorte, la logique contre-insurrectionnelle est censée solidifier la séparation entre la FIAS et le contre-terrorisme (diplomatiquement compris comme chargé des actions d'élimination).

L'approche contre-insurrectionnelle est, en effet, acceptée comme mode d'encadrement de la FIAS. Il faut toutefois noter que la notion de contre-insurrection ne se retrouve pas systématiquement dans les publications officielles de l'OTAN après 2009. La raison relève à nouveau des réticences de certains États membres à voir la FIAS s'associer à une mission à la tonalité plus guerrière :

JP – La contre-insurrection est adoptée en 2009, mais, pour autant, est-ce que cela a complètement effacé les réticences précédentes quant à l'adoption de cette doctrine pour encadrer la FIAS ?

ENQ – Non, évidemment. Comme vous le savez sûrement, la contre-insurrection a été adoptée en grande partie parce que les Américains y ont mis les moyens. Au-delà de ça, et même s'il y a bien sûr eu des inflexions, des pays comme la France ou même l'Allemagne avaient du mal à accepter que l'on parle de contre-insurrection. L'approche compréhensive faisait encore sens à leurs yeux, et même aux yeux de beaucoup d'autres d'ailleurs parce qu'en définitive, la contre-insurrection est de l'approche globale¹⁷.

¹⁵ B. OBAMA, *op. cit.*

¹⁶ S. RYNNING, *NATO in Afghanistan: The Liberal Disconnect, op. cit.*, p. 157-158.

¹⁷ Entretien n° 51, Diplomate de la représentation permanente des États-Unis auprès de l'OTAN, QG de l'OTAN, août 2015.

L'existence d'une insurrection est désormais admise¹⁸. Néanmoins, comme le reflète également cet extrait rapporté d'un entretien avec un diplomate américain, les déclarations multilatérales au sommet de Lisbonne organisé fin 2010 font valoir publiquement que la stratégie de l'OTAN en Afghanistan relève de l'approche globale, et ce, alors même que le Surge « contre-insurrection/contre-terrorisme » américain est largement en place¹⁹. Pendant ce temps, et comme on le verra plus bas au niveau des acteurs militaires, McChrystal et Petraeus, les deux COMISAF américains responsables du Surge entre 2009 et 2011, prennent des décisions opérationnelles impliquant d'une violence militaire importante.

D'ailleurs, la perception même de ce qui est désormais qualifié d'insurrection au NAC est loin d'être claire. Dans certains discours des représentants diplomatiques des pays contributeurs de la FIAS se retrouve l'idée d'un ennemi politique mais amoral et irréconciliable, car soutenant des groupes « terroristes ». Cette figure brouille les frontières entre inimitié terroriste et inimitié insurrectionnelle. Cette conception est une composante essentielle dans la définition du Surge américain de 2009 et en fournit précisément l'une des justifications. Comme l'explique Obama dans son discours du 1^{er} décembre dans lequel il annonce le renfort en troupes :

Durant les dernières années, les Talibans ont maintenu une cause commune avec Al Qaeda, ceux-ci cherchant tous deux à renverser le gouvernement afghan. Progressivement, les Talibans ont commencé à contrôler des portions supplémentaires de territoires en Afghanistan, tandis qu'ils se sont engagés dans des attaques honteuses et dévastatrices de terrorisme²⁰.

Le rattachement de l'insurrection, essentiellement talibane, au terrorisme est solidaire d'une forme d'immoralité prêtée à ses objectifs politiques. Les insurgés sont systématiquement rattachés au soutien qu'ils ont accordé aux terroristes pour les attentats du 11 septembre 2001. Le projet des Talibans est dépeint sous la forme d'objectifs que l'on pourrait qualifier d'« amoralement politiques ». L'insurrection reste considérée comme fondée sur un projet *politique* national et identifiable,

¹⁸ À partir de la fin 2009, le terme d'OMF céda ainsi entièrement la place dans les lettres du Secrétaire général de l'OTAN au Conseil de sécurité de l'ONU à celui d'insurgés.

¹⁹ NATO, *Declaration by the Heads of State and Government of the Nations contributing to the UN-mandated, NATO-led International Security Assistance Force (ISAF) in Afghanistan*, Lisbonne, 20 novembre 2010, § 3, disponible sur http://www.nato.int/cps/en/natolive/news_68722.htm (consulté le 19 novembre 2016). Notons également que, lors de la réunion de Bratislava, qui sanctionne officiellement l'adoption de la contre-insurrection à l'OTAN, les termes de la déclaration sont flous à cet égard. Dans les déclarations publiées à l'issue du sommet, la contre-insurrection n'apparaît pas formellement. C'est le secrétaire général Anders Fogh Rasmussen qui, lors de la conférence de presse, explique : « J'essaie toujours de m'exprimer dans un langage très clair et exact, et ce que dis maintenant reflète le soutien qui ressort de la réunion pour la stratégie de contre-insurrection. Cela signifie que les ministres sont d'accord sur le fait que les problèmes en Afghanistan ne vont seulement pas se résoudre en chassant et en tuant individuellement des terroristes. » A.-F. RASMUSSEN, *Press Conference by NATO Secretary General Anders Fogh Rasmussen following the meeting of the North Atlantic Council in Defence Ministers session in Bratislava*, *op. cit.*

²⁰ B. OBAMA, *op. cit.*

différent du messianisme des « terroristes »²¹, mais *amoral* car lié à la possibilité qu'elle laisserait à ces derniers d'organiser des attaques à partir de son territoire contre les pays intervenants. Gates évoque même l'existence d'un « syndicat d'opérateurs terroristes », dont l'objectif serait la « déstabilisation » de toute l'aire « indo-asiatique » (Afghanistan, Pakistan, Inde). Les Talibans d'Afghanistan, les Tehrik-e-Taliban Pakistan et Al Qaeda formeraient un « réseau transnational » dont l'objectif commun serait de provoquer un conflit d'ampleur entre l'Inde et le Pakistan pour déstabiliser l'ensemble de la région²².

Dans le cas américain, la figure de l'*amoralement politique* sert à justifier la stratégie du Surge : un afflux de troupes visant essentiellement l'effort armé pour sortir rapidement de l'Afghanistan²³. Sans les confondre complètement, le brouillage dressé entre l'insurrection et l'inimitié terroriste stimule cependant une augmentation de la violence militaire tout en préservant les sensibilités des gouvernements alliés qui ne souhaitent pas voir le compromis OTAN pivoter vers un narratif contre-terroriste. Cette manœuvre ne met ainsi guère en péril la raison d'être plus profonde de la FIAS qu'est la désanctuarisation de l'Afghanistan. Ces distinctions, aussi utiles soient-elles diplomatiquement, servent des objectifs de libération de la force :

JP – En 2009, le Surge est lancé. On voit parallèlement à ça que l'administration Obama rapproche les Talibans des terroristes pour justifier ce renforcement militaire. Est-ce qu'il n'y a pas eu un « effet d'opportunité » qui a consisté à les lier les deux groupes pour enfoncer le clou en Afghanistan ?

ENQ – Oui, je crois qu'une partie de la réponse au Surge est à chercher de ce côté-là. L'erreur que l'on a faite en Afghanistan a été d'assimiler trop étroitement les terroristes aux Talibans. Tout n'était vu que par ça, la lutte contre le terrorisme, ça pollue tout,

²¹ D'autant plus que, au tournant des années 2010, l'objectif prêté à l'intervention devenait aussi de pouvoir laisser la possibilité à la frange modérée des Talibans de se convertir en soutien au gouvernement de Kabul.

²² R. GATES, *Press Conference with Secretary Gates from India*, New Delhi, 20 janvier 2010, <http://archive.defense.gov/transcripts/transcript.aspx?transcriptid=4540> (consulté le 4 janvier 2020). Ce type de discours sert plus largement à justifier la stratégie « AfPak » qui justifie aussi le Surge de 2009. Le principe de l'« AfPak » est de considérer l'espace frontalier entre l'Afghanistan et le Pakistan comme un même et unique théâtre d'opération, l'objectif étant (principalement à l'aide de drones et des forces d'OEF) de frapper l'insurrection de l'autre côté de la frontière pour la priver de son « sanctuaire pakistanais ».

²³ Sur ce point, la Grande-Bretagne tenait la même position que celle de l'administration Obama. L'inimitié « terroriste » était convoquée pour justifier le soutien britannique au Surge. Voir les propos que le journaliste du *New York Times* Roger Cohen rapportait de sa discussion avec le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères (2007-2010), David Miliband : « Lorsque je lui demandais si la mission nécessitait plus de troupes, Miliband répondit : “Je pense que ce que l'on peut voir de la stratégie du Premier ministre est que l'on croit en une contre-insurrection sérieuse”. Il continua : “Les Talibans ont montré ce qu'il signifie de fournir un espace sûr à Al Qaeda”. Décrivant les combats contre les Talibans et Al Qaeda comme “distincts mais reliés”, Miliband expliqua que les “*badlands* de l'Afghanistan et du Pakistan sont des incubateurs de choix pour le terrorisme international” ». R. COHEN, « Britain Resolves, U.S. Wavers », *The New York Times*, 26 octobre 2009, <http://www.nytimes.com/2009/10/27/opinion/27iht-edcohen.html> (consulté le 16 juillet 2018).

cette idée de sanctuaire. Initialement, ils constituaient un gouvernement qui supportait des terroristes, et on les a transformés en insurrection après notre arrivée mais sans vraiment les considérer comme des éléments séparés des terroristes. Cette stratégie n'a pas été la bonne. Les Talibans étaient une force nationale, ils avaient un objectif national, un agenda afghan, mais on a éliminé toutes leurs têtes pour n'encourager que trop tard des négociations entre eux et le nouveau gouvernement afghan pour une conciliation nationale. [...]. On ne s'est pas posé les bonnes questions en Afghanistan et on en a tiré des mauvaises réponses, parce qu'on ne connaissait précisément pas notre ennemi et qu'on était incapable de le faire : qui étaient les Talibans ? Qui étaient les terroristes ? Quels liens avaient-ils et quels étaient leurs objectifs ? Je crois que ce sont des éléments auxquels on devrait plus réfléchir à l'avenir lorsque l'on s'engage dans une guerre. Qui est ton ennemi ? En définitive, on ne savait même pas pourquoi on était là²⁴.

Ainsi, le compromis autour de la contre-insurrection à l'OTAN relève d'une sorte de bricolage sémantique qui masque les désaccords autour de la morphologie de la FIAS. L'adoption de cette doctrine par l'OTAN, ou plutôt la décision d'en importer ses antécédents historiques coercitifs par sa réadaptation flexibilisée, consacre la libération de la violence de guerre et diminue encore plus le seuil de distinction entre la FIAS et le contre-terrorisme. À la fin des années 2000, la FIAS n'est plus contenue dans le flou militarisé de l'approche globale. Le passage d'une stratégie à une autre, de la CA à la contre-insurrection, indique le renforcement d'une dynamique d'autoperpétuation de la violence militaire. D'autant plus que, au tournant des années 2010, le principal pourvoyeur de troupes, les États-Unis, envisage son rôle militaire au sein de la FIAS sous un angle particulièrement coercitif (mélange flou de contre-insurrection et de contre-terrorisme) car destiné à détruire les éléments talibans et d'Al Qaeda, deux entités alors élevées au même niveau d'inimité. Ce mélange des discours dans la définition des termes de la FIAS apparaît comme d'autant plus prégnant dès lors que l'on pose un regard plus attentif sur les modes de production militaires justifiant l'adoption et l'application de la contre-insurrection.

Professionalisme radical et augmentation de la violence militaire

« McKiernan the Kinetic » ? Le tournant diplomatico-militaire de la FIAS

L'arrivée de David McKiernan et le déroulement de sa phase de commandement entre juin 2008 et juin 2009 est le reflet d'une reconfiguration des conceptions de l'opération de l'OTAN en Afghanistan et de ses ambivalences dans la séparation entre la FIAS et le contre-terrorisme. Comme nous l'avons montré dans la précédente partie, la diplomatie américaine, sous l'impulsion de Gates, s'est efforcée, entre 2008 et 2009, de faire adopter une approche mélangeant contre-insurrection et contre-terrorisme. À son arrivée au département de la Défense, Gates a remplacé McNeill, nommé sous l'impulsion de Rumsfeld. Il a choisi un officier au profil militaire moins radical dans sa conception de la campagne en Afghanistan.

McKiernan constitue une sorte d'entre-deux entre Richards et McNeill. McKiernan est un militaire ayant bâti sa carrière sur l'expérience de savoirs guerriers

²⁴ Entretien n° 83, Diplomate de la représentation permanente des États-Unis auprès de l'OTAN, QG de l'OTAN, septembre 2015.

relativement conventionnels, au sens classique du terme, et éloignés de la sphère contre-insurrectionnelle²⁵. Après avoir été déployé dans le cadre de la Guerre du Golfe de 1990-1991, il prend part à la phase d'invasion de l'Irak en 2003 où il est chargé de coordonner la composante terrestre de l'attaque. Après l'Irak, McKiernan devient commandant de la 7^e armée (United States Army – Europe), une entité militaire héritée de la fin de la Seconde Guerre mondiale et de la Guerre froide. Sous la bipolarité, la 7^e armée regroupe les forces américaines prépositionnées sur le sol européen et censées parer aux premières vagues d'assaut soviétiques.

En soi, McKiernan est un militaire dans un sens assez classique, familiarisé avec l'idée de la primauté de la puissance de feu et de la vitesse de mouvement (il a pris part à Rolling Thunder durant Iraqi Freedom). Il n'a cependant pas de lien direct avec le renouveau contre-insurrectionnel et contre-terroriste des années 2000 et encore moins avec l'Afghanistan. Gates compte toutefois sur l'expérience européenne de McKiernan à la tête de la 7^e armée pour entretenir de meilleurs rapports avec le NAC que son prédécesseur et convaincre les Européens de s'investir davantage dans la FIAS²⁶. À son arrivée à la tête des forces de l'OTAN, McKiernan doit ainsi composer avec l'émergence d'une troisième variable. Comme les précédents COMISAF, il doit adapter son répertoire à un compromis diplomatique vague, d'autant plus qu'il n'a jamais fait face à un conflit comme celui de l'Afghanistan. Il doit, en plus, intégrer la tentative de la part de la diplomatie américaine de réorienter la FIAS dans un entre-deux contre-insurrection/contre-terrorisme.

De fait, l'appréhension par McKiernan de la FIAS comme de la contre-insurrection est le résultat du croisement de ces trois dynamiques à partir de la mi-2008. Tout en lui permettant d'encadrer la mission à partir de ses propres catégories d'entendement (le déploiement de la violence armée), ce mode d'interprétation synthétise le flou de l'approche globale et le mélange des discours opéré de plus en plus par la diplomatie américaine dans l'enceinte OTAN. Cette élasticité encore plus grande dans l'appropriation de l'approche globale parmi le haut commandement accentue la militarisation politique de la mission OTAN.

McKiernan se pense effectivement dans une véritable guerre : « Le fait est que nous sommes en guerre en Afghanistan. Ce n'est pas du maintien de la paix. Ce n'est pas une opération de stabilité. Ce n'est pas de l'assistance humanitaire. C'est la guerre. »²⁷ L'objectif de celle-ci étant, à nouveau, de refuser « la pérennité de zones sanctuarisées d'où les organisations terroristes globales peuvent opérer »²⁸. Il choisit de porter son effort dans le Helmand. La montée en force de l'insurrection au Nord

²⁵ Pour ce qui suit, voir notamment NATO, *Commander ISAF: David McKiernan*, 10 juin 2008, <http://www.nato.int/isaf/structure/bio/comisaf/mckiernan.html> (consulté le 4 octobre 2017).

²⁶ S. RYNNING, *NATO in Afghanistan: The Liberal Disconnect*, op. cit., p. 163.

²⁷ D. MCKIERNAN, cité dans S. BOWMAN, *War in Afghanistan: Strategy, Military Operations, and Issues for Congress*, Washington D.C., Congressional Research Service, 2009, p. 14.

²⁸ D. MCKIERNAN, *Situation in Afghanistan*, Washington D.C., Pentagone, 1^{er} octobre 2008, <https://www.c-span.org/video/?281532-1/situation-afghanistan> (consulté le 22 octobre 2019).

de la ville de Kandahar (Khakrez et l'Arghandab – comme souligné dans le chapitre précédent) fait peu l'objet de son attention. Il préfère aller combattre l'ennemi là où il semblait se manifester le plus visiblement au moment où le COMISAF commandait : le Helmand. McKiernan y préfère une concentration de force. Dès lors, les Canadiens sont quasiment seuls à devoir gérer à partir de la deuxième moitié 2008 l'Ouest de Kandahar (Panjwai, Ghorak), en plus de son Nord où l'insurrection devient de plus en plus active²⁹.

Entre mi-2008 et mi-2009, les opérations menées par les militaires canadiens se limitent donc à des répliques coercitives de court terme ou à la localisation et la destruction de cellules de fabrication d'IED, sans perspective de contrôler le territoire et d'en favoriser la reconstruction³⁰. La situation dans le Nord est tellement intenable que l'insurrection attaque, en juin 2008, la prison de Sarposa et réussit à en faire évader la plupart des 1 000 détenus³¹. Des troupes des Marines sont alors envoyées en renfort des Britanniques pour les aider à tenir le Nord de l'Helmand, qui reste à ce moment-là incontrôlé depuis 2006³². Plusieurs opérations américano-britanniques (Asada Wosa – autour de Garmcir – entre avril et septembre 2008 – Eastern Revolve I & II – autour de Now Zad, à l'Ouest de Musa Qala – respectivement en avril et août 2009) sont lancées dans la zone pour faire reculer l'insurrection, mais sans effet de long terme. Celle-ci se réimplante peu après la fin des phases de nettoyage³³. De même, l'opération Eagle Summit (deuxième moitié 2008 et principalement conduite par la 16^e Brigade d'assaut aéroportée britannique), destinée à installer une turbine d'électricité supplémentaire près du barrage hydro-électrique de Kajaki afin de permettre à la région environnante de bénéficier de cette ressource d'énergie, est un échec. Si la turbine a été livrée, l'opération nécessite de lourds combats pour dégager l'accès aux routes en vue du transport du matériel. La turbine n'est d'ailleurs toujours pas installée en raison des attaques de l'insurrection autour du site du barrage³⁴.

²⁹ C. FORSBURG, *op. cit.*, p. 31.

³⁰ *Ibid.*, p. 49.

³¹ D. WALSH, « Afghan militants attack Kandahar prison and free inmates », *The Guardian*, 13 juin 2008, <https://www.theguardian.com/world/2008/jun/13/afghanistan> (consulté le 22 octobre 2019).

³² DEFENCE NEWS, *British troops help US Marines tackle the Taliban in Garmsir*, 7 mai 2008, <https://web.archive.org/web/20080509101437/http://www.mod.uk:80/DefenceInternet/DefenceNews/MilitaryOperations/BritishTroopsHelpUsMarinesTackleTheTalibanInGarmsir.htm> ; A. MULRINE, « U.S. Marines Take On the Taliban in Afghanistan », *U.S. News*, 24 juillet 2008, <https://www.usnews.com/news/iraq/articles/2008/07/24/us-marines-take-on-the-taliban-in-afghanistan> ; D. MCELROY, « US Marines in mass assault on Taliban town », *The Telegraph*, 12 août 2009, <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/afghanistan/6015785/US-Marines-in-mass-assault-on-Taliban-town.html> ; T. COGLAN, « Marines launch attack on Taliban in Helmand », *The Telegraph*, 29 avril 2008, <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/1907217/Marines-launch-attack-on-Taliban-in-Helmand.html> (consultés le 19 janvier 2020).

³³ J. DRESSLER, *Securing Helmand : Understanding and Responding to the Enemy*, *op. cit.*, p. 41-42.

³⁴ F. LEDWIDGE, *Losing Small Wars: British Military Failure in Iraq and Afghanistan*, New Haven, Yale University Press, 2011, p. 91-92 ; S. KILEY, *Desperate Glory: At War in*

Conformément au souhait de l'administration américaine de pousser la FIAS vers un brouillage des catégories contre-insurrection/contre-terrorisme, McKiernan obtient auprès du département de la Défense le double commandement FIAS/OEF. L'officier américain pilote désormais à la fois les forces de l'OTAN et une large partie des forces spéciales d'OEF (« double casquette » – « *double hat* »)³⁵. Alors que cet arrangement est officiellement pris pour rendre plus complémentaires les deux opérations, la réalité opérationnelle est plus complexe et renforce le chevauchement entre la FIAS et le contre-terrorisme d'OEF. Le renforcement du multipositionnement diplomatique américain entre la FIAS et OEF trouve là son pendant militaire. Comme on l'a vu, la solution des COMISAF adjoints sous Richards puis sous McNeill procède déjà d'une importation par Freakley puis par Rodriguez de la dynamique de violence d'OEF dans la FIAS. Comme nous l'explique un militaire américain passé par le Commandement central des États-Unis (CENTOM) au moment où McKiernan pilote la FIAS, la porosité des frontières entre les deux missions s'accroît sous McKiernan. Désormais autorité supérieure de la CJTF 82 (et donc sa composante force spéciale – la CJSOTF), ce dernier utilise les Groupes de forces spéciales de l'US Army au sein d'OEF pour lancer des attaques dans les régions à combats de l'Est de l'Afghanistan :

McKiernan était un classique. Officiellement, la centralisation des deux commandements aux mains d'un seul homme signifiait que les deux missions seraient plus complémentaires et donc plus distinctes dans leur logique de fonctionnement. En réalité, McKiernan ne faisait pas beaucoup de différence. Les chaînes de commandement étaient séparées certes, la FIAS et OEF n'opéraient toujours pas sous une chaîne unifiée. Mais à nouveau, McKiernan, c'est un classique. Pour lui, il fallait combattre les Talibans, l'insurrection, qu'importe que cela se fasse dans la FIAS ou par OEF au final. Ce double commandement lui a permis, avec plus de troupes et de force de frappe, d'opérer avec les forces spéciales et une partie des forces conventionnelles, surtout à l'Est de l'Afghanistan pour attaquer directement l'insurrection³⁶.

De surcroît, si McKiernan est désormais à la tête des deux opérations, l'Est de l'Afghanistan reste sous commandement américain. Rodriguez cède la place au général Jeffrey Schloesser, qui prend la direction du RC-East et de la CJTF 82 à partir d'avril 2008 avec la 101^e Division aéroportée. La structure est alors rebaptisée CJTF 101³⁷. La carrière de cet officier est marquée par le contre-terrorisme militaire. En

Helmand with Britain's 16 Air Assault Brigade, Londres, Bloomsbury, 2009, p. 181-243 ; N. ARJOMAND, *Eagle's Summit Revisited: Decision-Making in the Kajaki Dam Refurbishment Project*, Afghanistan Analysts Network, 2013.

³⁵ Une large partie des forces spéciales d'OEF, car une fraction de celles-ci (en charges des « opérations ultrasecrètes » – les « *black ops* »), comme on le verra plus loin, sont placées sous un commandement parallèle relevant non pas du CENTCOM, mais du Commandement des États-Unis pour les opérations spéciales (United States special operations command – USSOCOM).

³⁶ Entretien n° 65, Militaire de la représentation permanente des États-Unis auprès de l'OTAN, QG de l'OTAN, août 2015.

³⁷ ISAF, *101st Airborne assumes authority of RC-East from 82nd Airborne*, 11 avril 2008, <http://www.nato.int/isaf/docu/pressreleases/2008/04-april/pr080411-136.html> (consulté le 11 janvier 2016).

octobre 2001, il devient le premier chef de la Cellule de planification stratégique de la guerre contre le terrorisme (War on terrorism strategic planning cell) du CENTCOM³⁸. Schloesser est en charge de produire la vision de long terme du CENTCOM pour la campagne américaine contre le terrorisme, ce qui signifie principalement la légitimation d'ordre militaire des actions ciblées³⁹. Comme le montre la suite de la conversation de l'extrait cité ci-dessus, la prise en charge des forces militaires à l'Est, opérant à la fois sous commandement FIAS et OEF, par le général Jeffrey Schloesser ne fait à nouveau que superposer les logiques d'action des deux missions :

JP – Je suppose de plus qu'il [McKiernan] bénéficiait de l'expérience accumulée à l'Est avec la task force 82 ?

ENQ – Oui, en partie, effectivement, la zone à l'Est a été très militarisée, et ça, dès le départ. En l'occurrence, c'est Schloesser qui avait pris le relais. McKiernan avait le double commandement, mais Schloesser imposait un rythme opérationnel soutenu à la tête de la task force et du commandement OTAN Est⁴⁰.

La double réappropriation par McKiernan du consensus à l'OTAN sur l'approche globale et la démarche contre-insurrection/contre-terrorisme telle que pensée dans l'administration américaine perpétue la logique autoréférentielle de la violence inhérente au cadrage militaire de la FIAS. La mission s'ancre principalement dans une logique de nettoyage. Cette dynamique est rendue possible à la fois par le biais d'une focale placée sur le Helmand et par une similitude au niveau de la logique d'utilisation des forces de la FIAS et d'OEF (frapper l'insurrection). La nuance par rapport à son prédécesseur, Dan McNeill, est que McKiernan monte un plan d'opération à portée holistique, OP TOLO⁴¹. Ce dernier est censé opérationnaliser le CSPMP diplomatique adopté en avril 2008. Il reste néanmoins de l'ordre de la rhétorique⁴². Cela n'infléchit que très peu la priorité donnée par McKiernan à la puissance de feu. Comme nous le résumait un interlocuteur : « McKiernan aimait se faire appeler *McKiernan The*

³⁸ ISAF, *ISAF Regional Commander East, Major General MG Jeffrey J. Schloesser (USA)*, 11 avril 2008, http://www.nato.int/isaf/structure/bio/rc_e/schloesser.html (consulté le 11 janvier 2016).

³⁹ E. SCHMITT et T. SHANKER, *Counterstrike: The Untold Story of America's Secret Campaign Against Al Qaeda*, New York, Times Books, 2011.

⁴⁰ Entretien n° 65, Militaire de la représentation permanente des États-Unis auprès de l'OTAN, QG de l'OTAN, août 2015. La CJTF américaine continuera encore après McKiernan sur cette logique. Le chapitre abordant à présent une phase des opérations où le commandement OEF-FIAS est unifié, nous n'évoquerons plus la question de la CJTF pour précisément donner priorité à la double casquette sous McCrystal et Petraeus.

⁴¹ S. RYNNING, *NATO in Afghanistan: The Liberal Disconnect*, op. cit., p. 161-162 ; ISAF HQ PAO MEDIA PLAN, « Rebuilding a nation: BG Levent Colak leads talks on Operation TOLO, a plan to help shape the future of Afghanistan's security and reconstruction », *ISAF Mirror: Official Magazine of ISAF*, 52, 2008, p. 20.

⁴² U.S. ARMY COMBAT STUDIES INSTITUTE, *Wanat: Combat Action in Afghanistan, 2008*, US Army Combined Arms Center, Fort Leavenworth, Combat Studies Institute Press, 2010, p. 14-15 ; J. SCHLOESSER, *Operations in Afghanistan, Bagram (CJTF 101/RC-EAST)*, Washington D.C., Pentagone, 5 septembre 2008, <https://www.c-span.org/video/?280919-1/operations-afghanistan> (consulté le 18 août 2016).

Kinetic. Pour lui, ce qui comptait, c'était de détruire militairement les Talibans et Al Qaeda. »⁴³

Comme ses deux prédécesseurs, McKiernan justifie auprès des acteurs diplomatiques le court-termisme de ses options stratégiques, et l'impossibilité de mettre en place OP TOLO, par un manque de troupes. Il reproduit de ce fait le syllogisme militaire *nombre d'hommes/sécurité/reconstruction*. À ceci près que McKiernan obtient gain de cause. En mars 2009, Obama annonce l'envoi supplémentaire de 21 000 soldats⁴⁴.

Paradoxalement, cette décision est celle qui causera la perte de McKiernan. La fin 2008 et l'année 2009 est une période charnière au sein de la politique étrangère américaine. Durant cette période, il s'opère la synthèse de la contre-insurrection et du contre-terrorisme comme mode d'encadrement de la mission en Afghanistan. Or, le COMISAF est de plus en plus perçu au sein du département de la Défense comme trop conventionnel, porté sur l'effort militaire seul. À tel point que des membres de l'administration américaine émettent des doutes sur la capacité de McKiernan à faire bon usage du supplément de troupes qui lui a été accordé⁴⁵.

Sur cette base, Gates décide du renvoi de McKiernan en juin 2009. La logique présidant à la destitution de ce COMISAF est intéressante. Alors que l'administration américaine choisit de placer une large partie du commandement des forces contre-terroristes d'OEF sous la direction de McKiernan, ce dernier se fait l'avocat objectif de la contre-insurrection, via OP TOLO notamment. Les raisons pour lesquelles McKiernan est renvoyé sont donc peu cohérentes. Il semble incarner lui-même cette synthèse contre-insurrection/contre-terrorisme qui s'élabore courant 2008-2009 au sein de l'exécutif américain. En fait, la destitution de McKiernan est liée à une logique qui relève quasiment de la communication publique. Ce dernier est jugé comme n'embrassant pas assez explicitement le mélange des deux modalités militaires. Comme l'explique Gates lui-même :

En juin 2008, sur ma recommandation auprès du président, le général Dave McKiernan devint le commandant de la FIAS en Afghanistan [...]. Cependant, à la mi-automne, j'exprimais ouvertement aux membres rapprochés de mon équipe mes doutes quant à la possible erreur que j'avais faite. Aujourd'hui encore, il est difficile pour moi de désigner ce qui me préoccupait exactement, mais mon inquiétude n'a fait que grandir durant l'hiver. C'était peut-être le fait d'avoir vu, durant deux ans, des généraux comme Petraeus, McChrystal [...] et d'autres innover en mélangeant opérations contre-terroristes et contre-insurrectionnelles et en observant leur flexibilité à embrasser de nouvelles idées, leur volonté d'expérimenter [...]. McKiernan était un très bon soldat, mais semblait manquer de la flexibilité et de la compréhension du champ de bataille requises pour une situation aussi complexe que celle en l'Afghanistan⁴⁶.

⁴³ Entretien n° 53, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, août 2015.

⁴⁴ McKiernan réclamait initialement 30 000 hommes.

⁴⁵ D. BOLGER, *Why we Lost: A General's Inside Account of the Iraq and Afghanistan Wars*, New York, Mariner Books, 2014, p. 299.

⁴⁶ R. GATES, *Duty: Memoirs of a Secretary at War*, op. cit., p. 344. Cette logique de communication derrière le renvoi de McKiernan est également mise en avant dans M. HASTINGS,

Pour l'implantation de la contre-insurrection et la gestion des 21 000 soldats supplémentaires, Gates choisit un officier qui, tout en se faisant l'ardent défenseur de l'application de cette approche en Afghanistan, passe ses dernières années de service à pratiquer la « chasse aux terroristes » en Irak par le biais des forces spéciales du Joint special operations command (JSOC) : Stanley McChrystal. C'est là que le chevauchement contre-insurrection/contre-terrorisme atteint un point d'institutionnalisation décisif. Tout au plus, Gates cherche un « publicitaire » militaire, une des « nouvelles stars » américaines de la contre-insurrection (les *COINdinistas*). Tout en brandissant la conquête des cœurs et des esprits comme une apparente nouvelle approche permettant de remédier aux échecs patents de la coalition, McChrystal agit principalement sur la base de son expérience dans les missions contre-terroristes. L'optique étant alors d'assurer une sortie américaine du conflit afghan via une recrudescence de l'usage de la force. Le renvoi de McKiernan, l'arrivée de McChrystal et les objectifs, décrits dans le chapitre précédent, fixés au Surge transforment dès lors une gestion militaire de l'(in)stabilité en politique d'État assumée.

L'entente diplomatique multilatérale se félicite de l'adoption d'une stratégie contre-insurrectionnelle officiellement plus claire et intégrée. Dans le même temps, la mission de l'OTAN passe nettement sous emprise américaine. Les futurs COMISAF doivent suivre de manière plus directe les objectifs coercitifs fixés par l'administration américaine au Surge contre-insurrection/contre-terrorisme de 2009 (priorité donnée au combat contre les Talibans et Al Qaeda, début de retrait des troupes sous 18 mois). Le compromis diplomatico-militaire autour de l'orientation de la FIAS relève d'une superficialité déjà forte sous McKiernan, qui se doit d'incarner l'entre-deux contre-insurrection/contre-terrorisme tel qu'élaboré par l'administration américaine, via notamment la prise en charge des contingents d'OEF. La logique de sa destitution et de son remplacement par McChrystal procède de l'institutionnalisation sans précédent à venir des confusions préemptives entourant la lutte de l'OTAN contre le terrorisme en Afghanistan.

Augmenter la violence militaire : COINdinistas et horizons d'impatience dans la FIAS

Les effets multilatéraux de l'ambivalente conversion contre-insurrectionnelle de McChrystal

Pour beaucoup d'observateurs, et à juste titre, le choix McChrystal pour diriger la campagne contre-insurrectionnelle de la FIAS est incompréhensible⁴⁷. La prise en compte du bien-être de la population, « des cœurs et des esprits », dans la conduite de la guerre, est un élément quasi inexistant dans la carrière de cet officier. Bien au

The Operators: The Wild and Terrifying Inside Story of America's War in Afghanistan, New York, Blue Rider Press, 2012, p. 38-39.

⁴⁷ Sur cet effet de surprise, voir F. KAPLAN, *The Insurgents: David Patreus and the Plot to Change the American Way of War*, New York, Simon & Schuter, 2013, p. 303-304 ; S. TISDALL, « The curious sacking of Gen McKiernan », *The Guardian*, 12 mai 2009, <https://www.theguardian.com/commentisfree/cifamerica/2009/may/12/david-mckiernan-afghanistan> (consulté le 7 mai 2019).

contraire, McChrystal est principalement connu pour avoir commandé le JSOC entre 2003 et 2008. À la tête de cette structure, McChrystal pilotait une gigantesque « chasse aux terroristes » en coordonnant l'action de différents corps de forces spéciales. Le général américain était plus spécifiquement en charge de la Task force 714. Opérant en Irak et occasionnellement en Afghanistan, la TF 714 était une unité contre-terroriste exclusivement chargée de l'élimination de cibles réputées importantes (« *high value targets* ») et rattachées à l'insurrection issue du parti Baath et d'Al Qaeda en Irak⁴⁸. L'essentiel de la carrière de McChrystal s'est donc bâti sur un contre-terrorisme militaire, entendu dans son cas comme l'exercice d'une violence particulièrement unilatérale. À cet égard, la seconde partie de ses mémoires, consacrée à son expérience au sein du JSOC et de la TF 714, abonde de remarques sur l'efficacité létale et l'« agressivité » des « raids nocturnes » (« *night raids* ») ou des éliminations ciblées (« *targeting* »)⁴⁹. Un de ses « succès » les plus connus est l'élimination d'Abu Musab al-Zarqawi en 2006, alors leader d'AQI.

Néanmoins, la nomination de McChrystal au poste de COMISAF procède d'une certaine logique. Ce phénomène relève d'une adéquation entre l'éthos du général américain et les attentes renouvelées de l'administration américaine quant à l'emprise qu'elle construit sur l'orientation de la FIAS à la fin des années 2000. Comme nous l'expliquions ci-dessus, la logique du Surge n'a, dans le fond, que très peu de lien avec la conduite d'une campagne contre-insurrectionnelle visant à solidifier l'alignement de l'action militaire sur les objectifs de reconstruction de l'Afghanistan : injecter 30 000 hommes en leur donnant pour priorité de combattre militairement Al Qaeda et l'insurrection ; programmer le retrait des troupes sous 18 mois pour transférer la responsabilité de la sécurité du territoire aux autorités afghanes alors que le niveau de violence dans le Sud et l'Est n'a jamais été aussi important et que l'insurrection se fait plus grande dans le Nord du pays⁵⁰. Les objectifs en eux-mêmes sont intenables. C'est pourquoi nous parlerons de McChrystal, au même titre que Petraeus, comme d'un « publicitaire » de la contre-insurrection. Tout en se convertissant à la grammaire contre-insurrectionnelle lors des négociations courant 2008-2009 au sein de l'exécutif américain, il incarne une violence de guerre libérée. Avec un surplus de troupes, celle-ci permettrait d'infliger des dégâts suffisamment élevés à l'insurrection pour rendre possible une sortie acceptable des États-Unis du conflit en Afghanistan⁵¹. Quand bien

⁴⁸ S. MCCHRISTAL, *My Share of the Task: A Memoir*, New York, Penguin Press, 2014, p. 92-93.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 101, p. 140, p. 160-161, p. 186.

⁵⁰ G. DORRONSORO, *Afghanistan at the Breaking Point*, Washington D.C., Carnegie Endowment for International Peace, 2010 ; G. DORRONSORO, *The Taliban's Winning Strategy in Afghanistan*, Washington D.C., Carnegie Endowment for International Peace, 2009, p. 28-29 ; C. GALL, « Taliban Open Northern Front in Afghanistan », *The New York Times*, 26 novembre 2009, <http://www.nytimes.com/2009/11/27/world/asia/27kunduz.html?pagewanted=all> (consulté le 7 mai 2019).

⁵¹ Plusieurs analystes ont pointé du doigt la logique de « clique » à la source du choix de McChrystal. Il a en effet été souligné que ce dernier est un personnage carriériste qui a notamment bénéficié de l'appui de David Petraeus, alors pourvu d'une aura de prestige suite à la « réussite » de la contre-insurrection en Irak (voir notamment l'ouvrage de Michael

même l'adoption de la contre-insurrection est censée sortir l'usage de la force de sa logique propre de déploiement, elle sanctionne, paradoxalement, l'entrée de la mission en Afghanistan dans une dynamique qui va solidifier cette trajectoire. Le choix de McChrystal annonce ainsi la transformation de la violence militaire de la FIAS d'un horizon d'attente à ce qui pourrait dès lors être appelé un *horizon d'impatience*. Les responsabilités militaires de plus en plus importantes prises par les *COINdinistas*, ces « adorateurs » de la contre-insurrection comme McChrystal et Petraeus, s'appuient avant tout sur leur célébrité plus large dans l'espace public américain acquise en tant que *defense intellectuals*⁵². Autrement dit, l'arrivée de McChrystal et Petraeus à la tête des opérations en Afghanistan n'a rien de l'avènement d'une stratégie intégrée. Pour les autorités politiques américaines, il s'agit principalement d'user de leur notoriété et du « renouveau » qu'ils inspirent pour

légitimer l'extension de la guerre pilotée par les États-Unis en [...] Afghanistan. Leur [aux *COINdinistas*] ascension publique fournit un espace médiatique à ces critiques des guerres menées pour entretenir, si ce n'est soutenir, les arguments pour un changement de stratégie vers une approche contre-insurrectionnelle. Et c'est la reformulation de la mission en termes « populo-centrés » qui a fourni une puissante justification pour l'extension de ces missions sur plusieurs années⁵³.

Pour ne rappeler que les mots de Robert Gates cités plus haut : « C'était peut-être le fait d'avoir vu, durant deux ans, des généraux comme Petraeus, McChrystal, [...] et d'autres, *innover* en mélangeant opérations contre-terroristes et contre-insurrectionnelles, et en observant leur flexibilité à *embrasser de nouvelles idées*, leur volonté d'*expérimenter*. »⁵⁴ L'OTAN devient donc la courroie de transmission internationalisée d'une innovation politico-militaire starifiée et toute relative, soumise à une stratégie de sortie d'Afghanistan portée par les États-Unis. C'est toute la logique présidant à la nomination de McChrystal à la tête des forces de la FIAS : faire sens de la mission de l'OTAN en Afghanistan en soumettant la contre-insurrection (et son apparente nouveauté portée par de populaires *defense intellectuals*) au contre-terrorisme et ses usages augmentés de la force, tout en maintenant l'hypothèse, faisant l'objet d'un compromis au niveau multilatéral, d'une désanctuarisation à venir.

De fait, McChrystal ne devient pas COMISAF par un mouvement de rupture par rapport à son propre éthos, à travers lequel ce personnage se serait converti à la

Hastings cité plus haut). Néanmoins, à notre sens, l'option McChrystal résulte d'une logique plus profonde attenant aussi aux orientations politico-militaires plus larges de l'administration Obama.

⁵² Aux côtés d'autres personnalités (comme John Nagl, David Kilcullen et Montgomery McFate), ils bénéficient d'une reconnaissance à la fois intellectuelle (la plupart détiennent des diplômes universitaires de haut niveau – jusqu'au doctorat) et médiatique, ce qui sert quasiment d'extension aux pratiques de « communication stratégique » dans le cadre des guerres en Irak et en Afghanistan. C. BELL, « Celebrity power and powers of war: the rise of the COINdinistas in American popular media », *Critical Military Studies*, 4/3, 2017, p. 244-263.

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ R. GATES, *Duty: Memoirs of a Secretary at War*, *op. cit.*, p. 344. Le surlignage est de notre fait pour montrer la présence chez Gates de cet apparent « renouveau » qu'étaient censées incarner les personnalités montantes de la contre-insurrection.

conquête des cœurs et des esprits et aurait, par-là, convaincu l'exécutif américain de lui confier les rênes de la FIAS. Il s'agit d'une convergence d'attente. L'administration Obama souhaite un rapide retrait des troupes par un transfert des compétences sécuritaires aux autorités afghanes. Elle fait dès lors appel à un acteur qui possède un savoir-faire dans la destruction des réseaux ennemis dans un conflit asymétrique. Cette ligne d'action permet l'obtention de résultats militaires rapides et concrètement calculables. Du côté de McChrystal, il s'agit donc d'une captation conservatrice d'un ensemble de pratiques et d'une rhétorique, la contre-insurrection, qu'il adaptera à son propre éthos, la logique d'éliminations systématiques reliée au contre-terrorisme.

Est qualifié de nouveau un encadrement militaire qui, dans les faits, est destiné à reproduire ce qui est en place depuis 2006, à savoir des opérations de nettoyage au service d'une rhétorique de désanctuarisation probable de l'Afghanistan : « Je crois que la perte de stabilité en Afghanistan comporte un risque très important que les terroristes transnationaux comme Al Qaeda pourront à nouveau opérer à partir de l'Afghanistan. »⁵⁵ La gestion militaire de l'(in)stabilité s'institutionnalise en politique d'État, ce qui, comme on s'appête à le voir, ne fait qu'alimenter une escalade dans l'usage de la force.

En soi, McChrystal se fait le fervent défenseur « des cœurs et des esprits ». Pour rendre compte de l'ampleur de cet argumentaire, il suffit de prêter attention aux trois principaux documents dont il est l'auteur et qui formalisent au sein de l'OTAN l'adoption de la contre-insurrection. Dans son Évaluation initiale de COMISAF (*COMISAF's initial assessment*), qui résume ce qui a été accompli par la FIAS jusqu'à l'arrivée de McChrystal à sa tête, ce dernier dresse un sévère bilan. Il explique que la mission est au bord de l'échec, en raison notamment d'une importance trop grande accordée aux victoires militaires seules et aux « succès tactiques »⁵⁶. Pour McChrystal, le changement de cap est impératif. Il souhaite faire de la population le véritable « centre de gravité » de toute action engagée. L'usage de la force doit être mieux contrôlé par la mise en place de règles d'engagement plus restrictives de manière à réduire les pertes civiles, au risque de s'aliéner les « populations locales ». La violence ne doit aussi plus être considérée que comme un outil de moindre importance dans une lutte essentiellement politique⁵⁷. Le principe de la mission ne réside plus dans l'élimination des éléments de l'insurrection. Il est contenu dans le fait de convaincre la population du bien-fondé du projet intervenant, à savoir, à nouveau, d'éloigner

⁵⁵ S. MCCHRYSTAL, *Gen. McChrystal's Speech on Afghanistan*, Londres, International Institute for Strategic Studies, 1^{er} octobre 2009, https://www.realclearpolitics.com/articles/2009/10/01/gen_mcchrystals_address_on_afghanistan_98537.html (consulté le 10 mai 2019).

⁵⁶ S. MCCHRYSTAL, *COMISAF's Initial Assessment*, Kabul, ISAF HQ, 30 août 2009, p. 1/1-1/4.

⁵⁷ S. MCCHRYSTAL, *Tactical Directive*, Kabul, ISAF HQ, 6 juillet 2009, p. 1-2. Dans cette directive tactique, McChrystal pose aussi des restrictions sur l'emploi de la force, et notamment à l'usage des appuis aériens rapprochés.

l’Afghanistan des activités « terroristes »⁵⁸. Pour McChrystal, 95 % de l’effort de sécurité militaire doit être dédié à la population, ses besoins. 5 % uniquement doit être consacré au combat contre les insurgés⁵⁹. Dans sa Directive contre-insurrectionnelle (*ISAF’s Commander’s Counterinsurgency Guidance*), il va jusqu’à recommander aux soldats de se faire les véritables « experts » des dynamiques « sociales », « humaines », voire « sentimentales », traversant leur zone opérationnelle :

Utilisez vos relations avec les gens [...] pour devenir un expert des situations locales. Connaissez le voisinage. Tâchez d’apprendre qui est le fermier qui a le plus de succès et pourquoi, qui se sent exclu et pourquoi, et quelles sont les familles les plus puissantes et à qui elles sont unies par le mariage. Soyez une force positive dans la communauté, protégez les gens du mal qui peut leur être fait, et apportez la sûreté et la sécurité à la population de manière à ce qu’elle puisse travailler et que les familles soient élevées en paix⁶⁰.

Pourtant, les choix stratégiques de McChrystal reproduisent ceux de ses prédécesseurs, à ceci près que les conséquences sur le terrain en sont d’autant plus importantes en termes d’escalade de la violence. Comme les COMISAF précédents, McChrystal choisit le Sud comme point de concentration militaire. Il opte pour l’option qu’il qualifie de « *government in a box* » pour décrire son approche dans le Helmand⁶¹. Pour lui, il faut arrêter l’initiative prise par l’insurrection dans le Sud et y créer une zone de gouvernement qui, par effet « tache d’huile », s’étendra à d’autres espaces. En soi, rien ne distingue vraiment cette option de celle des ADZ de Richards. La différence réside dans le nombre de troupes à disposition de McChrystal et de l’ampleur de l’offensive qu’il décide de mener dans le Sud. En bref, l’objectif de McChrystal est de sécuriser les environs de Lashkar Gah, capitale du Helmand, dans le centre de la province.

S’appuyant sur les nouveaux contingents fournis par l’administration américaine, le nouveau COMISAF lance l’opération Strike of the Sword entre juillet et août 2009 autour de Garmisr, destinée à sécuriser le Sud de Lashkar Gah⁶². Avec 4 000 Marines, Strike of the Sword est la plus grande offensive menée par ce corps militaire depuis la bataille de Fallujah, en Irak, en 2004⁶³. Durant les premiers jours de combat, la phase

⁵⁸ S. MCCHRISTAL, *ISAF’s Commander’s Counterinsurgency Guidance*, Kabul, ISAF HQ, 2009, p. 1.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 5.

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ D. FILKINS, « Afghan Offensive Is New War Model », *The New York Times*, 12 février 2010, <http://www.nytimes.com/2010/02/13/world/asia/13kabul.html?mcubz=3> (consulté le 19 juillet 2019).

⁶² B. FARMER et D. NELSON, « US marines lead major crack down against Taliban in Afghanistan », *The Telegraph*, 2 juillet 2009, <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/afghanistan/5718506/US-marines-lead-major-crack-down-against-Taliban-in-Afghanistan.html> ; M. TRAN, « US launches Helmand offensive against Taliban », *The Guardian*, 2 juillet 2009, <https://www.theguardian.com/world/2009/jul/02/afghanistan-usa> (consultés le 19 juillet 2019).

⁶³ B. KATES, « Obama Launches First Major Offensive in Afghanistan », *New York Daily News*, 2 juillet 2009, <https://www.usnews.com/news/articles/2009/07/02/obama-launches->

d'offensive des troupes de l'OTAN rencontre des résistances. L'insurrection opte très vite pour un évitement des combats afin d'opérer contre les forces de la coalition qui se dispersent en patrouille le long de la rivière Helmand⁶⁴.

En 2010, McChrystal organise dans le Helmand l'attaque la plus grande jamais menée jusqu'ici dans le cadre de la FIAS, en s'appuyant sur le Surge de décembre 2009 : l'opération Moshtarak. Mobilisant plus de 15 000 hommes (Américains (Marines, 82^e Division aéroportée) et Britanniques (11^e Brigade d'infanterie) essentiellement) et démarrant en février 2010, cette opération est censée réduire la présence de l'insurrection dans le centre de l'Helmand, autour de Lashkar Gah, à nouveau. La ville principalement visée se situe à l'Ouest de Lashkar Gah : Marjah. L'opération constitue rapidement un échec. Les Américains pénètrent dans la ville et y maintiennent une présence durable. Les insurgés choisissent alors d'éviter des affrontements directs en maintenant une forte pression sur la localité. Ils recourent aux infiltrations nocturnes, à la pose d'IED et à l'élimination de personnalités locales spécifiques⁶⁵. De fait, les troupes américaines ne peuvent se maintenir dans la ville que par des opérations répétées de nettoyage⁶⁶, sans pouvoir favoriser un plan de reconstruction à long terme. Le nombre conséquent de forces présentes dans la zone et l'ampleur de l'offensive combinés aux actions de l'insurrection rendent la situation particulièrement violente. McChrystal lui-même parle de l'opération sur Marjah comme d'un « ulcère hémorragique » (« *bleeding ulcer* »)⁶⁷. Pour Gilles Dorronsoro, la seconde moitié de l'année 2009 et l'année 2010 montrent qu'il sera désormais impossible pour les troupes de l'OTAN d'instaurer une stabilité dans les zones les plus conflictuelles, Sud et Est. De même, la concentration de l'effort militaire dans ces espaces laisse le champ libre à une insurrection qui se montre de plus en plus violente dans des espaces jusqu'ici réputés plus calmes, comme dans la zone nord-est de Kunduz et Baghlan⁶⁸. Entre février 2009 et mai 2010, le nombre mensuel d'explosions d'IED passe de 291 à plus de 1128⁶⁹.

major-offensive-in-afghanistan?offset=20 (consulté le 19 juillet 2019).

⁶⁴ J. DRESSLER, *Securing Helmand : Understanding and Responding to the Enemy*, *op. cit.*, p. 40.

⁶⁵ J. DRESSLER, *Counterinsurgency in Helmand : Progress and Remaining Challenges*, Washington D.C., Institute for the Study of War, 2011, p. 17.

⁶⁶ B. VAN HESS, « The Fight for Marjah: Recent Counterinsurgency Operations in Southern Afghanistan », *Small War Journal*, 2010, p. 1-31.

⁶⁷ D. NISSENBAUM, « McChrystal calls Marjah a “bleeding ulcer” in Afghan campaign », *McClatchy Newspapers*, 24 mai 2010, <http://www.mcclatchydc.com/news/nation-world/world/article24583621.html> (consulté le 19 juillet 2019).

⁶⁸ G. DORRONSORO, *The Taliban's Winning Strategy in Afghanistan*, *op. cit.* ; G. DORRONSORO, *Afghanistan at the Breaking Point*, *op. cit.* ; C. GALL, « Taliban Open Northern Front in Afghanistan », *op. cit.* ; A. GIUSTOZZI et C. REUTER, *The Northern Front: The Afghan Insurgency Spreading Beyond the Pashtuns*, Afghanistan Analysts Network, AAN Briefing Paper, n° 3, 2010. Après Moshtarak, l'insurrection intensifie son activité dans le Nord de l'Helmand : J. DRESSLER, *Will the Marines Push into Northern Helmand?*, Washington D.C., Institute for the Study of War, 2010, p. 1.

⁶⁹ A. CORDESMAN, M. ALLISON et J. LEMIEUX, *IED Metrics for Afghanistan January 2004 – September 2010*, Washington, Center for Strategic and International Studies (CSIS), 2010.

Alors que McKiernan obtient le double commandement FIAS/OEF, Gates donne à McChrystal en mars 2010 le commandement de l'ensemble des forces spéciales américaines opérant en Afghanistan. Avant cela, et sur le plan des structures de commandement, toutes les unités spéciales agissant sous OEF ne rapportent pas au commandant des forces américaines en Afghanistan. Une partie d'entre elles, chargée des « opérations ultrasecrètes » (les « *black ops* »), sont placées sous un commandement parallèle. Celui-ci ne dépend pas du CENTCOM, ce qui est le cas pour la CJSOTF, mais de l'USSOCOM. En d'autres termes, McChrystal dispose à la fois de l'ensemble des forces spéciales d'OEF et des troupes conventionnelles de la FIAS pour piloter sa campagne contre-insurrectionnelle⁷⁰.

Une telle concentration de la capacité de commandement a un impact important sur la construction du sens militaire des opérations en Afghanistan. En effet, McChrystal utilise très activement les forces spéciales pour des éliminations ciblées. Il les emploie aussi dans une logique relativement similaire à celle des troupes FIAS. La concentration de la capacité de commandement aux mains de cet officier fluidifie encore davantage les frontières organisationnelles FIAS/OEF. Comme nous l'expliquait un diplomate américain longtemps en charge du dossier afghan au QG de l'OTAN :

JP – McChrystal a officiellement importé la contre-insurrection à l'OTAN, mais, parallèlement à ça, on sait maintenant qu'il faisait beaucoup usage des forces spéciales. Est-ce qu'il n'y a pas une contradiction dans les termes ?

ENQ – Oh... McChrystal est un épisode compliqué de la FIAS. Comment dire... Bon... officiellement, il menait sa contre-insurrection. Mais, déjà, en réalité, personne n'a vraiment compris sa nomination au poste de COMISAF. Avant cela, il a passé son temps à envoyer des gars dans les caves pour éliminer des terroristes. Ensuite, en Afghanistan, il faut bien le dire : les forces spéciales ont été très utilisées par lui. On n'a jamais eu autant de « *night raids* » en Afghanistan que sous son commandement. Certes, il tenait ses discours sur la contre-insurrection, l'approche populo-centrée, mais dans les faits, c'est un officier qui provenait des forces spéciales, et il agissait en tant que tel, d'autant plus qu'il bénéficiait de ce double commandement OEF-FIAS.

JP – Est-ce qu'il n'y pas un « effet de période » qui a aussi joué ? McChrystal arrive au moment où la contre-insurrection est adoptée, mais aussi au moment où l'administration Obama souhaite le retrait rapide des troupes...

ENQ – Vous êtes en partie dans le vrai. D'un côté il a permis certaines choses, comme la réduction des pertes civiles, il a aussi favorisé la présence plus durable de certaines troupes dans les zones du Sud. D'un autre côté, c'est vrai, McChrystal devait fournir des résultats rapidement et, en cela, la forte utilisation qu'il faisait des forces spéciales ou même les grosses opérations qu'il a menées dans le Sud servaient à porter un coup décisif à l'insurrection⁷¹.

⁷⁰ Petraeus admettra qu'il n'avait pas atteint lui-même une telle capacité de commandement lorsqu'il était en charge des opérations en Irak. P. JORDAN, « U.S. commander in Afghanistan gets more authority », *Reuters*, 4 mars 2010, <http://www.reuters.com/article/us-afghanistan-usa-mechrystal-idUSTRE6234PU20100304> (consulté le 17 octobre 2018).

⁷¹ Entretien n° 35, Diplomate de la représentation permanente des États-Unis auprès de l'OTAN, QG de l'OTAN, juin 2015.

Un des éléments les plus démonstratifs de cette similitude dans l'utilisation des forces FIAS/OEF par McChrystal est la Joint prioritized effects list (JPEL). Ce document répertorie les cibles prioritaires à capturer ou à tuer en Afghanistan⁷². Une partie de la liste est révélée publiquement et montre que des organes rattachés à la fois à l'OTAN et à OEF sont impliqués dans de telles missions. Ainsi, sur cette même liste, se côtoient à la fois les structures conventionnelles de la FIAS (Task force Bastogne – pilotée par la 101^e Division aéroportée dans la zone frontalière au Pakistan)⁷³ et des forces aux actions historiquement dédiées à l'élimination d'individus spécifiques (la Task force 373 – une structure chargée de la partie « *black ops* » d'OEF et responsable de multiples dommages collatéraux, dont des femmes et des enfants⁷⁴).

Les éléments que nous avons soulignés à propos de la période McChrystal sont importants pour notre propos, et ce, de deux points de vue principaux. Premièrement, la période McChrystal alimente une violence organisée qui ne répond qu'à elle-même. La contre-insurrection est explicitement invoquée comme approche soumettant le déploiement de la force aux objectifs de développement, de « bien-être » de la population, de manière à rompre avec les erreurs du passé. Les pratiques mises en place par McChrystal ne font que radicaliser, par des nettoyages de plus grande ampleur et l'emploi croissant des forces spéciales, la violence autoperpétuelle générée par le cadrage militaire de la FIAS depuis 2006. En cela, la séparation entre contre-insurrection et contre-terrorisme ne devient plus qu'un élément superficiel de distinction, les logiques de contre-terrorisme ayant été importées par McChrystal au sein de la FIAS. L'adoption de la contre-insurrection à l'OTAN et les mesures organisationnelles prises à cet égard, comme la concentration du commandement, sont censées différencier encore plus les deux approches. Elles ne se sont, en pratique,

⁷² Pour un aperçu de la liste, voir DER SPIEGEL, *Joint Prioritized Effects List*, 2010, <http://www.spiegel.de/media/media-35508.pdf> (consulté le 14 janvier 2020).

⁷³ TASK FORCE BASTOGNE, *Security forces begin operations in the Pech River Valley*, 15 octobre 2010, <https://www.dvidshub.net/news/58223/security-forces-begin-operations-pech-river-valley> (consulté le 14 janvier 2020).

⁷⁴ M. GEBAUER, J. GOETZ, H. HOYNG, S. KOELBL, M. ROSENBACH et G.-P. SCHMITZ, « Task Force 373 and Targeted Assassinations: US Elite Unit Could Create Political Fallout for Berlin », *Der Spiegel*, 26 juillet 2010, <http://www.spiegel.de/international/germany/task-force-373-and-targeted-assassinations-us-elite-unit-could-create-political-fallout-for-berlin-a-708407.html> ; M. GEBAUER, « The Truth about Task Force 373: War Logs Cast Light on Dirty Side of Afghanistan Conflict », *Der Spiegel*, 26 juillet 2010, <http://www.spiegel.de/international/world/the-truth-about-task-force-373-war-logs-cast-light-on-dirty-side-of-afghanistan-conflict-a-708559.html> ; N. DAVIES, « Afghanistan war logs: Task Force 373 – special forces hunting top Taliban », *The Guardian*, 25 juillet 2010, <https://www.theguardian.com/world/2010/jul/25/task-force-373-secret-afghanistan-taliban> (consultés le 14 janvier 2020). On assimile aussi à McChrystal le sordide et triste épisode du raid de Gardez de février 2010. Au cours de l'opération, décidée par McChrystal, des femmes enceintes ont été abattues. Pour ne pas être jugés coupables, les soldats ayant commis cette bavure sont allés jusqu'à retirer au couteau les balles restées dans le corps des femmes tuées. Pour un récit plus précis de cette affaire, voir J. SCAHILL, « Pentagon : Special Ops Killing of Pregnant Women Was “Appropriate” use of force », *The Intercept*, 1^{er} juin 2016, <https://theintercept.com/2016/06/01/pentagon-special-ops-killing-of-pregnant-afghan-women-was-appropriate-use-of-force> (consulté le 14 janvier 2020).

jamais autant chevauchées, ce qui montre l'ancrage profond du multipositionnement diplomatico-militaire OEF/FIAS des États-Unis au sein de la mission de l'OTAN. Pour autant, jamais McChrystal ne rattache explicitement ses pratiques à du contre-terrorisme. L'utilisation des forces spéciales devient pour lui un élément à part entière de sa campagne contre-insurrectionnelle :

Une des composantes clés de notre stratégie [...] en Afghanistan était d'utiliser les forces spéciales [...] dans des raids, fondés sur le renseignement [« *intelligence-driven raids* »], contre des chefs talibans identifiés. Du fait de mon expérience en Irak, j'en suis venu à penser que le fonctionnement de la contre-insurrection en Afghanistan dépendait de l'orchestration d'une campagne agressive et attentive d'opérations de frappes ciblées [« *precision strike operations* »], ce qui était essentiel pour détériorer la force des insurgés et saper leur influence⁷⁵.

De fait, le contre-terrorisme ne sert qu'à stimuler et justifier une violence pour des buts dits contre-insurrectionnels. La violence qui est contre-terroriste en Irak devient contre-insurrectionnelle en Afghanistan. Cette transformation procède d'un véritable effet de « magie sociale », à savoir la reconnaissance collective et multilatérale d'une transformation qui n'en est pas vraiment une, ou plutôt une méconnaissance organisée des origines d'une violence unilatérale qui, tout en continuant à être ce qu'elle est, se voit interprétée comme étant de nature différente⁷⁶. Cette logique révèle toute la porosité désormais fortement instituée de deux discours dont la distinction est illusion mais joue un rôle d'argumentaire de surface non négligeable. Faire d'une telle violence une nécessité pour la contre-insurrection reproduit cet horizon d'attente d'une gestion militaire de l'(in)stabilité où la force est l'ingrédient indispensable d'une stabilisation à venir.

Ensuite, la conduite des opérations par McChrystal reflète l'impact de l'emprise diplomatique des États-Unis sur la FIAS. Le nouveau COMISAF doit répondre aux objectifs contre-insurrection/contre-terrorisme du Surge américain de 2009 par un emploi massif de la force armée. Dans le même temps, il stabilise au niveau multilatéral un compromis autour de la dimension intégrée de la contre-insurrection : « Grâce à McChrystal, on avait enfin une véritable stratégie globale. »⁷⁷ Pour autant, McChrystal ne peut plus justifier, comme l'ont fait les précédents COMISAF, la faible rentabilité de ses choix stratégiques, notamment dans le Sud, par le manque de ressources. Les États-Unis accordent en effet le surplus conséquent de soldats tant attendu et censé résoudre l'équation *nombre d'hommes/sécurité/reconstruction*. Face à son échec, McChrystal choisit une tonalité encore plus futuriste : la « véritable contre-insurrection » prend du temps⁷⁸.

⁷⁵ S. McCHRISTAL, *My Share of the Task: A Memoir*, op. cit., p. 366.

⁷⁶ P. BOURDIEU, « Les rites comme acte d'institution », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 43, 1982, p. 58-63 ; A. DEWERP, « La "stratégie chez Bourdieu" », *Enquête*, 3, 1996, p. 196-197.

⁷⁷ Entretien n° 68, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, août 2015.

⁷⁸ D. FILKINS, « Stanley McChrystal's Long War », *The New York Times*, 14 octobre 2009, <http://www.nytimes.com/2009/10/18/magazine/18Afghanistan-t.html> (consulté le 8 mai 2018).

Les précédents COMISAF annonçaient l'horizon d'une victoire proche dès lors qu'un renfort arriverait. Obtenant ce renfort, et constatant sa maigre plus-value, McChrystal futurise un horizon déjà incertain. Débutant son mandat en Afghanistan pour gérer un *horizon d'impatience*, il le quitte finalement en disant avoir, comme les COMISAF précédents cette fois-ci, géré un *horizon d'attente*. En d'autres termes, l'accord diplomatico-militaire autour de l'orientation de la FIAS est d'autant plus superficiel que l'adoption d'une approche visant à intégrer la force à des objectifs plus nets s'appuie au final sur une violence de nettoyage beaucoup plus massive. Celle-ci résulte du Surge, de l'intégration de l'entièreté des forces spéciales américaines sous le commandement de McChrystal et de la similarité parfois observable dans l'emploi des forces d'OEF et de la FIAS. Officiellement, la mise en place de la contre-insurrection à l'OTAN est censée solidifier la dimension politique de la FIAS en faisant de sa violence un support davantage intégré aux objectifs de reconstruction. En deçà de cette ligne officielle, l'adoption multilatérale de la contre-insurrection et sa réappropriation par les instances militaires ne font qu'instituer l'effondrement des barrières avec ce qui relèverait du contre-terrorisme. Comme nous l'expliquait un interlocuteur, la perception de McChrystal par le corps diplomatique à l'OTAN, notamment à propos de Moshtarak, s'associe à une forme de résignation généralisée. Elle s'appuie à la fois sur l'aggravation de la situation en Afghanistan et sur l'emprise américaine très nette sur la mission à la fin des années 2000 :

ENQ – Quand McChrystal est arrivé à la tête de la FIAS, il y avait eu comme une sorte de nouvel élan au NAC, moins parce qu'il s'agissait de McChrystal lui-même, qui apparaissait pour beaucoup de *PermReps* [les représentants permanents (ou ambassadeurs) des États membres auprès du QG de l'OTAN] comme un choix curieux vu son passé, mais parce qu'il incarnait enfin l'injection dans la FIAS d'effectifs nécessaires à la mission. Avant cela, ce n'était pas tenable. [...] Très vite... comment dire... cet élan est retombé. On voyait bien que l'objectif premier des États-Unis était la sortie du pays, ce qui poussait à des actions militaires très dures. [...]

JP – Et Moshtarak ? Comment cela a été reçu ?

ENQ – J'y venais justement. Moshtarak a été reçu de manière curieuse ici. Politiquement et militairement, les Britanniques se sont liés à l'opération, mais sans conviction, ils étaient dans le Helmand depuis longtemps et voyaient bien que ça ne marchait pas. Je me souviens que le Permrep britannique avait été très réservé sur Moshtarak. [...]

JP – [*En coupant*] Mais pourquoi ne pas s'être opposé à l'opération dans ce cas ?

ENQ – [*L'air étonné*] S'opposer ? À quoi ? Aux États-Unis ? Ce n'était pas envisageable à ce moment-là, le Surge avait été lancé, la dynamique devenait américaine et les Alliés devaient de leur côté faire un effort politique et militaire pour appuyer le choix américain.

JP – Alors qu'on savait bien que ça n'allait conduire qu'à des résultats limités ?

ENQ – [*En s'agaçant*] Mais, vous savez, une campagne militaire est ce qu'elle est, la FIAS était ce qu'elle était [« *ISAF was what it was* »]. Ce qui comptait à ce moment-là, c'était de soutenir les États-Unis et de s'assurer que l'insurrection cesse de prendre du terrain⁷⁹.

⁷⁹ Entretien n° 84, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, octobre 2015.

« La FIAS était ce qu'elle était ». Cette formule significative montre bien l'état des rapports diplomatico-militaires à l'OTAN à l'entrée des années 2010, à savoir un de compromis fixé sur le pari du succès d'une pression militaire suffisamment forte pour faire baisser temporairement l'activité adverse. En l'occurrence, la lutte contre le terrorisme et son optique désanctuarisante est devenu un leitmotiv ronronnant vidé de sens concret. La suite de l'entretien dont un extrait vient d'être rapporté se poursuit en ces termes :

JP – Mais on pensait toujours au NAC que la désanctuarisation de l'Afghanistan était possible ? C'était encore la rhétorique officielle...

ENQ – Sans dire que ce n'était plus le cas, je dirais que j'ai des doutes. Comme je vous le disais, un certain réalisme s'était emparé du NAC. Sans vouloir faire de jeu de mots, l'optique était plus d'éliminer les terroristes que de les empêcher sur le long terme de les voir s'implanter à nouveau en Afghanistan. L'objectif commun restait inchangé, certes, mais, euh... disons qu'il... qu'il servait de voie à suivre, ce vers quoi il fallait un maximum tendre dans la situation qui était celle de la campagne à ce moment-là⁸⁰.

L'horizon d'impatience que représente au départ McChrystal ne disparaît pas pour autant. Son successeur, David Petraeus, en fait précisément son credo, en faisant tomber les dernières barrières qui pouvaient subsister dans la limitation de l'usage de la force en Afghanistan.

Petraeus aux commandes : stratégie de sortie et professionnalisme radical de la contre-insurrection

Pour des raisons liées à la publication d'un article dans lequel le journaliste Michael Hastings détaille les dénigrements exprimés par McChrystal quant à différentes personnalités de l'exécutif américain⁸¹, ce dernier décide de démissionner du poste de COMISAF. Son remplaçant est David Petraeus. Sa nomination est moins surprenante que celle de son prédécesseur. Petraeus est, en effet, souvent présenté comme l'un des pères de la réinterprétation contemporaine de la contre-insurrection. Il a non seulement rédigé le célèbre *Field manual 3-24* contre-insurrectionnel mais est perçu, en particulier aux États-Unis, comme le héros de la guerre d'Irak. En prenant la tête d'Iraqi Freedom après le Surge de 2007, il pousse à l'adoption plus stricte des principes contre-insurrectionnels en Irak. Petraeus est alors vu comme l'homme qui a permis de stabiliser pour quelque temps le pays en faisant baisser le niveau de violence⁸². Son arrivée au poste de COMISAF relève d'une logique en quelque sorte *plus logique* que celle ayant présidé au choix McChrystal.

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ M. HASTINGS, « The Runaway General », *Rolling Stone*, 8-22 juillet 2010, p. 91-121.

⁸² G. GENTILE, « Les mythes de la contre-insurrection et leurs dangers : Une vision critique de l'U.S. Army », *Sécurité globale*, 10, 2009, p. 25-26. Pour une analyse critique et plus en profondeur des implications du Surge irakien tel que piloté par Petraeus, voir C. OLSSON, « Irak, Surge, Stabilisation, retrait ? Les enjeux de la transition progressive de la "contre-insurrection" US au "retrait" », *op. cit.*, p. 96-105.

Néanmoins, la nomination de Petraeus à la tête des opérations en Afghanistan ne fait que renforcer le déplacement de la contre-insurrection sur le terrain de l'artificialité publicitaire et l'horizon d'impatience qu'il traduit du côté américain. Après McChrystal, la situation en Afghanistan n'est toujours pas stabilisée. En parallèle, l'administration américaine souhaite un début de retrait des troupes fin 2011. De fait, la tension entre les termes de la doctrine contre-insurrectionnelle et la dynamique de désengagement concret qui s'amorce devient de plus en plus forte. Dès lors, la nomination de Petraeus était moins liée à la perspective de voir un expert de la contre-insurrection engager une ambitieuse campagne en ce sens que d'en exiger des résultats rapides. Petraeus est appelé pour gérer et hâter une stratégie de sortie visant à transférer au plus tôt la responsabilité des opérations de sécurité aux autorités centrales afghanes⁸³. En d'autres termes, Petraeus n'est pas sollicité pour sa connaissance de la complexité de la contre-insurrection, mais pour sa connaissance de l'emploi d'une violence efficace dans la contre-insurrection : une violence qui produit des résultats militairement forts sur l'ennemi et aptes à être quantitativement comptabilisés.

La dynamique qui s'engage au niveau militaire en Afghanistan sous l'ère Petraeus est celle d'un réductionnisme militariste particulièrement destructeur. Il prend sa source dans une logique sociologique bien réelle : le resserrement des savoir-faire de Petraeus autour d'un professionnalisme radical, l'emploi de la force, suscité par leur alignement sur les objectifs de plus en plus intenable fixés par l'administration américaine au Surge de 2009.

Dès son arrivée au poste de COMISAF, Petraeus émet une série de directives opérationnelles, à l'opposé de celles préconisées par McChrystal, qui insistaient, officiellement du moins, sur une modération dans l'usage de la force. Pour Petraeus, le premier objectif est de détruire l'ennemi, comme expliqué dans sa Directive contre-insurrectionnelle du COMISAF (*COMISAF's Counterinsurgency guidance*) d'août 2010 :

Poursuivez l'ennemi sans relâche. Ensemble avec nos partenaires afghans, enfoncez vos dents dans les insurgés [« *get our teeth into the insurgents* »] et ne les laissez pas s'échapper. Quand les extrémistes se battent, faites-leur payer [« *make them pay* »]. Cherchez ceux qui menacent la population. Ne les laissez pas intimider les innocents. Ciblez tout le réseau, et non pas seulement les individus⁸⁴.

L'opération la plus importante menée par Petraeus est Dragon Strike, fin 2010, à l'Ouest de la ville de Kandahar. La violence de l'opération est élevée. Plutôt que de procéder par vagues d'assaut sur des zones au nombre limité, Petraeus procède par attaques dispersées et simultanées dans différents endroits du district de Zhari (principal espace de communication entre le Panjwai et l'Arghandab) pour obliger l'ennemi à combattre sur plusieurs fronts. Ce procédé cause des dommages civils conséquents en raison de la dimension dispersée des actions militaires et de l'important

⁸³ R. GATES, *op. cit.*, p. 564-565.

⁸⁴ D. PETRAEUS, *COMISAF's Counterinsurgency guidance*, Kabul, ISAF/USF-A HQ, 1^{er} août 2010, p. 1.

volume de feu utilisé par l'armée américaine (la 101^e Division aéroportée)⁸⁵. De nombreuses maisons sont détruites, des personnes déplacées. L'assouplissement des règles d'engagement parmi les troupes de l'OTAN a pour conséquence de généraliser une forme de pratique consistant à raser les villages et les habitations, où peuvent se trouver un nombre significatif d'insurgés ou de fabriques d'IED⁸⁶. La pratique devient tellement systématique que certains parlent de « *village razing* ». Le village de Tarok Kolache est, par exemple, complètement rasé. Près de 25 tonnes d'explosifs sont déversées sur la seule localité (roquettes, bombes aériennes, mortiers)⁸⁷. Tarok Kolache est ensuite reconstruit par l'armée américaine durant l'année 2011. Toutefois, le village est en fait rebâti non pas en fonction des besoins des populations habitantes, mais pour optimiser le suivi de la surveillance et de la présence militaire étrangère. La reconstruction du village est précisément destinée à préserver la localité dans l'espace opérationnel de la guerre, ce qui témoigne ainsi de l'institutionnalisation d'une « *environnementalité violente* »⁸⁸ au travers de laquelle le milieu social et humain est physiquement modifié pour les besoins militaires.

L'utilisation de la force aérienne suit une courbe d'augmentation effrénée. Sur les quatre premiers mois du commandement de Petraeus (août-novembre), le nombre de bombes larguées s'élève à plus de 3 064 unités. À titre de comparaison, ces trois mois concentrent à eux seuls l'équivalent du nombre total de bombes larguées sur les 12 mois, soit un an, précédant la prise de commandement par Petraeus⁸⁹. Le nombre de raids nocturnes et d'éliminations ciblées visant des chefs talibans spécifiques via les forces spéciales triple⁹⁰, Petraeus faisant aussi principalement appel au JSOC pour la partie « *black ops* » d'OEF. Plus de 12 000 insurgés seraient tués sur la seule

⁸⁵ J. FOUST, « How Short-Term Thinking is Causing Long-Term Failure in Afghanistan », *The Atlantic*, 24 janvier 2011, <http://www.theatlantic.com/international/archive/2011/01/how-short-term-thinking-is-causing-long-term-failure-in-afghanistan/70048> ; T. SHAH et R. NORDLAND, « NATO Is Razing Booby-Trapped Afghan Homes », *The New York Times*, 16 novembre 2010, <http://www.nytimes.com/2010/11/17/world/asia/17afghan.html> (consultés le 27 mai 2018).

⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁷ L. BAZLAY, « The Afghan village that's been wiped from the map – with 25 tons of coalition bombs », *Daily Mail Online*, 21 janvier 2011, <http://www.dailymail.co.uk/news/article-1348915/Tarok-Kolache-Afghan-village-wiped-map-25-tons-coalition-bombs.html> (consulté le 27 mai 2018).

⁸⁸ B. ANDERSON, « Population and Affective Perception: Biopolitics and Anticipatory Action in US Counterinsurgency Doctrine », *Antipode*, 43/2, 2011, p. 224 ; O. BELCHER, « Anatomy of a village razing: Counterinsurgency, violence, and securing the intimate in Afghanistan », *Political Geography*, 62, 2018, p. 94-105.

⁸⁹ Pour la comparaison de ces chiffres, voir USAFCENT PUBLIC AFFAIRS DIRECTORATE, *Combined Forces Air Component Commander: 2007-2010 Airpower Statistics*, 30 novembre 2010.

⁹⁰ M. HASTINGS, *The Operators: The Wild and Terrifying Inside Story of America's War in Afghanistan*, op. cit., p. 356 ; F. KAPLAN, *The Insurgents: David Patreus and the Plot to Change the American Way of War*, op. cit., p. 344.

année 2010⁹¹. Petraeus introduit l'utilisation systématique des chars dans les phases de bataille⁹².

Ces éléments de démonstration permettent de mettre en avant deux dimensions importantes. Petraeus ne fait que pérenniser et stratifier une gestion militaire de l'(in)stabilité. Après le départ de cet officier, le Sud de l'Afghanistan reste une zone encore très violente⁹³. L'insurrection, et en particulier à Kandahar, choisit une posture défensive d'évitement des combats face aux méthodes particulièrement musclées de Petraeus. Dans le même temps, elle politise sa présence au niveau local en comblant certains manquements du gouvernement de Kabul en termes de gouvernance. Le retrait des troupes alliées étant imminent, l'insurrection a alors tout intérêt à attendre la réduction des contingents pour agir de manière plus visible, ce qui est précisément le cas après le début de la diminution des effectifs de la coalition fin 2012.

Les périodes McChrystal/Petraeus ne font que solidifier l'absence d'un accord militaire stable depuis 2006 sur les orientations en Afghanistan. La validation officielle de la contre-insurrection comme approche intégrée en Afghanistan réduit le cadrage militaire à un dénominateur minime : celui d'un emploi de la force autoréférentiel et ses potentiels effets stabilisateurs. En dépit de l'intensification des actions militaires dans le cadre du Surge, Petraeus avoue lui-même, en demi-teinte et sur le ton de l'ironie, l'aspect quasiment inatteignable d'une stabilisation de l'Afghanistan : « On ne va pas transformer l'Afghanistan en la Suisse. [...] Nos aspirations doivent être réalistes. »⁹⁴

L'ère Petraeus, encore plus que sous McChrystal, marque l'avènement d'un accord militaire sur la FIAS d'autant plus superficiel que la frontière entre contre-insurrection et contre-terrorisme n'a plus vraiment de sens après 2010. Petraeus lui-même, parlant à partir de sa propre expérience en Irak, reconnaît que la situation en Afghanistan nécessite des actions contre-terroristes pour venir à bout de l'insurrection⁹⁵. Ainsi, et contrairement à McChrystal, son expérience contre-insurrectionnelle en Irak est relue par un prisme contre-terroriste, qui lui permet de justifier l'usage augmenté de la force qu'il encourage en Afghanistan. La biographe de Petraeus, Paul Broadwell, note ainsi le transfert contre-insurrection-contre-terrorisme auquel il procède en passant de l'Irak à l'Afghanistan :

L'usage des mesures létales par Petraeus [...] en Afghanistan venait directement d'Irak, où il attaquait sans relâche Al Qaeda et d'autres groupes extrémistes dans des raids nocturnes durant le Surge, tandis que ses forces conduisaient de larges

⁹¹ S. RYNNING, *NATO in Afghanistan: The Liberal Disconnect*, op. cit., p. 189.

⁹² M. HASTINGS, *The Operators: The Wild and Terrifying Inside Story of America's War in Afghanistan*, op. cit., p. 356.

⁹³ Pour ce qui suit à propos de l'instabilité en Afghanistan, voir G. DORRONSORO, *Waiting for the Taliban in Afghanistan*, Washington D.C., Carnegie Endowment for International Peace, 2012, p. 1-28.

⁹⁴ D. PETRAEUS, cité dans DER SPIEGEL, « Interview with ISAF Commander Petraeus We're Not "Going to Turn Afghanistan into Switzerland" », *Der Spiegel*, 19 septembre 2010, <http://www.spiegel.de/international/world/interview-with-isaf-commander-petraeus-we-re-not-going-to-turn-afghanistan-into-switzerland-a-718285.html> (consulté le 17 novembre 2016).

⁹⁵ *Ibid.*

opérations pour déloger AQ de ses refuges. Mais en Afghanistan, [...] la focale que plaçait Petraeus sur la « protection des populations » n'impliquait pas une réticence dans l'usage de la force ; comme il le dirait, il se positionne simplement contre l'utilisation contre-productive de la force. En effet, il a toujours affirmé que ses tactiques de contre-insurrection incluent des opérations contre-terroristes agressives [« *ironfisted* »] menées par des forces contre-terroristes. La Directive contre-insurrectionnelle [« *Counterinsurgency guidance* »] qu'il délivra le 1^{er} août [celle dont on a cité un extrait plus haut] était très claire sur le fait que tuer l'ennemi était une véritable composante du plan⁹⁶.

Ensuite, le déploiement d'une telle intensité de violence et la mobilisation plus explicite de la rhétorique contre-terroriste par Petraeus pourraient induire la rupture avec les acteurs diplomatiques. En fait, tout se joue dans l'importation de ses savoirs mis en place en Irak et, plus spécifiquement, dans l'ambiguïté du plan choisi par le COMISAF pour définir son approche en Afghanistan. Le plan s'intitule « Anaconda strategy vs Insurgents ».

D'un côté, le nom Anaconda fait directement référence à l'opération menée par les forces d'OEF en mars 2002 dans l'Est de l'Afghanistan. L'objectif était alors de lancer une attaque très agressive contre les éléments talibans et d'Al Qaeda retranchés dans l'Est du pays après leur défaite de 2001. D'un autre côté, le contenu même du plan était probablement plus ambitieux encore que l'approche centrée sur la population de McChrystal⁹⁷. Il y est question d'une perspective infrastructurelle, qui viserait à étreindre (métaphore du serpent – l'anaconda) l'insurrection par une reconstruction massive et à grande échelle de l'Afghanistan. Une telle approche est en fait directement inspirée du contexte irakien. La présence d'un État plus solide politiquement et institutionnellement qu'en Afghanistan favorise l'adoption d'une perspective centrée sur des réformes d'ampleur.

De fait, Petraeus place la FIAS entre deux discours : celui, agressif, légal de l'opération Anaconda d'OEF en 2002, et celui de sa contre-insurrection en Irak, aux apparences encore plus ambitieuses du fait de sa projection initiale dans un État bureaucraté. En bref, convoquer ces discours rend possible le maintien d'un compromis diplomatico-militaire minimal mais polysémique sur l'orientation de l'Afghanistan. Les actions engagées par Petraeus sont coercitives et court-termistes (car focalisées sur l'affaiblissement temporaire de l'insurrection) mais visent à servir un plan contre-insurrectionnel relevant d'un imaginaire de reconstruction inachevable. Les troupes commencent à se retirer fin 2011 et l'approche est héritée d'une réalité bien éloignée du terrain afghan.

⁹⁶ P. BROADWELL, *All in: The Education of General David Petraeus*, New York, The Penguin Press, 2012, p. 138. Sur ce point, voir aussi les déclarations de Petraeus dans R. CHANDRASEKARAN et J. PARTLOW, « Gen. Petraeus says progress is faster than expected in Afghanistan operation », *The Washington Post*, 23 octobre 2010, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2010/10/22/AR2010102204609.html?noredirect=on> (consulté le 17 novembre 2016).

⁹⁷ D. BOLGER, *op. cit.*, p. 366-367.

La mystification de la désanctuarisation⁹⁸ de l'Afghanistan par un plan contre-insurrectionnel importé d'Irak est justifiée/appuyée par une violence militaire augmentée, bien réelle, aux effets temporaires et, surtout, inspirée par le contre-terrorisme. La réappropriation par Petraeus des consignes de Washington sur les objectifs du Surge relègue la contre-insurrection à une publicité. Cette dernière maintient la FIAS dans un compromis diplomatico-militaire qui, au bout du compte, n'a de logique que sa capacité à être communément dit, répété et réaffirmé par les acteurs diplomatiques et les militaires. Alors que McChrystal et Petraeus organisent une violence militaire dont la masse et l'intensité ne seront jamais aussi importantes en Afghanistan, les sensibilités diplomatiques à l'OTAN en sont encore entre 2009 et 2011 à parler de la FIAS comme de l'approche globale.

Arène nécropolitique

La gestion de risques à l'OTAN s'articule non seulement à un usage important et durable de la violence organisée et recouvre une série de paradoxes qui trouvent leur résolution dans les jeux de compromis diplomatico-militaires. Les absences d'accords autour du recours à la force dans la FIAS sont souvent interprétés comme une pathologie de l'OTAN dans sa pratique de la gestion de risques. Pourtant, ils sont précisément les catalyseurs de la production d'un rôle pour l'OTAN dans la lutte armée contre le terrorisme.

Au travers de cette dernière, et les labels s'y rattachant (approche globale, contre-insurrection, contre-terrorisme), les acteurs diplomatiques et militaires s'aménagent des marges de manœuvre dans les négociations sur le devenir de la FIAS. La clef de résolution et de fonctionnement de cette hétéronomie en apparence dysfonctionnelle étant la conception de la violence organisée sous la forme d'un horizon d'attente, dont les bénéfices seraient à retirer dans un futur proche ou lointain.

Bien plus, et tout comme pour le DATPoW ou Active Endeavour, l'hétéronomie de la FIAS n'est pas seulement un catalyseur de la violence préemptive à l'OTAN. Sur fond d'une américanisation progressive de la mission, les flous sémantiques servent même à en intensifier le volume. Le point culminant se situant après 2009, où se joue alors une augmentation du niveau de force justifié par une pénétration plus grande dans l'OTAN des liaisons entre contre-insurrection et contre-terrorisme. En d'autres termes, plus l'approche intégrée visant la désanctuarisation du pays est avancée au sein de la FIAS, plus ce narratif est soumis à une priorité américaine donnée aux actions létales. Cette tension est perpétuellement résolue, aux yeux des acteurs diplomatico-militaires, par un probabilisme stabilisateur en réalité intenable. Cette dynamique montre à nouveau à quel point la complexité des hiérarchies interétatiques à l'OTAN est importante à saisir. Certes, il convient d'admettre une ascendance américaine claire dans le cas de la FIAS, contrairement à Active Endeavour ou au DATPoW. Pour autant, il faut noter que cette ascendance s'est construite sur la base de compromis importants, issus de la confrontation entre résistances diplomatiques fortes. Si bien

⁹⁸ D. PETRAEUS, « US Operations in Afghanistan », Washington D.C., US Senate, 15 mars 2011, <https://www.c-span.org/video/?298502-2/us-operations-afghanistan-part-2> (consulté le 17 novembre 2016).

que les opérations en Afghanistan, en particulier les flous qui les entourent, n'auraient pas pris la forme hautement probabiliste qu'elles ont si ces divergences diplomatico-militaires, des tentatives d'y trouver des solutions, n'avaient pas existé. C'est à partir de ces hiérarchies au montage complexe, hétéronome et transnational, et non d'une hégémonie américaine sans nuance, que le niveau de violence atteint en Afghanistan et organisé notamment à l'OTAN s'est forgé.

Cette conclusion sur l'importance de l'analyse transnationale dans la compréhension des jeux interétatiques en appelle une autre : l'OTAN de la gestion de risques fonctionne ainsi à la mise en ordre d'une « nécropolitique »⁹⁹ probabiliste dont le permis souverain de tuer, à haute intensité et de manière durable, s'étend désormais bien au-delà des seules frontières euro-atlantiques et s'exerce au niveau transnational de l'action multilatérale. L'Afghanistan est le marquage extrême du spectre violent de la matrice de guerre otanienne contemporaine : à côté de la surveillance maritime militarisée et des technologies létales ou de contrôle se situe le déploiement de la force guerrière physique, reproduisant ainsi, sous d'autres contours, cette violence conventionnelle interétatique qui constituait l'horizon premier de la bipolarité. À la nécropolitique nucléaro-conventionnelle apocalyptique comme scénario possible mais non advenu de la Guerre froide succède une nécropolitique concrète et globalisée, multipliant des « archipels de la mort »¹⁰⁰ dispersés, émergeant sous le coup des tentatives de verrouillage territorial ou d'éliminations ciblées.

La période qui suit celle que nous avons étudiée (jusque fin 2011) semble se prolonger du point de vue des dynamiques politico-militaires otaniennes. Entre 2012 et fin 2014, où a pris officiellement fin la FIAS, les opérations ont continué tout en diminuant progressivement dans l'ampleur de leur réalisation, en raison du retrait progressif des troupes occidentales¹⁰¹. D'août 2012 à novembre 2014, le nombre d'hommes déployés dans la FIAS est passé d'environ 130 000 à 28 360, dont 18 180 Américains¹⁰². Si les combats ont perduré en impliquant principalement les contingents des États-Unis, la mission de l'OTAN s'est tournée alors progressivement vers un format de soutien aux forces de sécurité afghanes.

Le pays n'étant toujours pas stabilisé en 2014, l'OTAN a rallongé sa présence en lançant l'année suivante la mission Resolute Support (RS), « dans le but de poursuivre les activités de formation, de conseil et d'assistance au profit des forces et des institutions de sécurité afghanes »¹⁰³. Dans le même temps et la même perspective, les Américains ont mis fin à OEF pour la transformer en opération Freedom's Sentinel (OFS). La mission a également été chargée d'assister les forces de sécurité afghanes, notamment par des appuis aériens, mais aussi de piloter des actions agressives et

⁹⁹ A. MBEMBE, « Nécropolitique », *Raisons politiques*, 21, 2006, p. 29-60.

¹⁰⁰ J. POMARÈDE, « Archipelagos of death: the assemblage of population-centric war in Afghanistan », *op. cit.*

¹⁰¹ L. McNALLY et P. BUCALA, *The Taliban Resurgent: Threats to Afghanistan's Security*, Washington D.C., Institute for the Study of War, 2015 ; U.S. DEPARTMENT OF DEFENSE, *Report on Progress Toward Security and Stability in Afghanistan*, Washington D.C., avril 2014.

¹⁰² NATO, *ISAF Key Facts and Figures*, 7 novembre 2014.

¹⁰³ OTAN, *Mission Resolute Support en Afghanistan*, 2016, https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_113694.htm?selectedLocale=fr (consulté le 18 octobre 2019).

ciblées de contre-terrorisme contre des éléments talibans et d'Al Qaeda¹⁰⁴. À nouveau, la présence occidentale a encouragé une dynamique de violence qui n'a guère cessé. Un militaire danois en charge du suivi de RS au QG de l'OTAN nous confiait ainsi :

La vérité, c'est qu'on n'y arrive pas et qu'on n'y arrivera pas. Quand on est tous autour de la table, on se dit qu'il faudrait plus d'hommes ici, plus de moyens là, mais, dans le fond, on le sait tous, Resolute Support, même si on ne l'appelle pas comme ça, est une stratégie de sortie supplémentaire¹⁰⁵.

Alors que bon nombre d'analystes et d'acteurs militaires appellent à une présence étrangère continue ou augmentée¹⁰⁶, l'insurrection reprend du terrain et la fragilité des institutions afghanes est telle que l'État islamique s'est implanté dans le pays. Cette évolution a poussé les États-Unis à orienter les raids de forces spéciales également contre des membres de ce groupe¹⁰⁷. Face à cette situation, le général John Nicholson, à la tête de RS et d'OFS, a qualifié en février 2017 la situation d'« impasse »¹⁰⁸, les forces nationales afghanes étant en incapacité de juguler au minimum les actions adverses sans l'aide militaire étrangère¹⁰⁹. Désormais de moindre ampleur, les actions armées continuent cependant. Les décisions de l'administration Trump les font perdurer. Au bout de 16 ans de conflit, le nouvellement élu président des États-Unis a validé, le 13 avril 2017, le largage dans l'Est de l'Afghanistan d'une « bombe à effet de souffle d'artillerie lourde » (GBU-43/B – « *Massive ordnance air blast bomb* » – MOAB), aussi appelée « Mère de toutes les bombes » (seuil maximal avant le palier nucléaire). L'objectif était de détruire les réseaux de tunnels de l'État

¹⁰⁴ J. CAMPBELL, *Operation Freedom's Sentinel and our continued security investment in Afghanistan*, U.S. Army, 1^{er} octobre 2015, https://www.army.mil/article/156517/operation_freedoms_sentinel_and_our_continued_security_investment_in_afghanistan.

¹⁰⁵ Entretien n° 42, Militaire de la représentation permanente du Danemark auprès de l'OTAN, QG de l'OTAN, juillet 2015.

¹⁰⁶ K. KAGAN et F. KAGAN, « Why U.S. troops must stay in Afghanistan », *The Washington Post*, 23 novembre 2012, https://www.washingtonpost.com/opinions/why-us-troops-must-stay-in-afghanistan/2012/11/23/e452bb92-3287-11e2-9cfa-e41bac906cc9_story.html?utm_term=.e92bb71532fe ; S. MCCHRISTAL et K. SADAT, « Staying the Course in Afghanistan: How to Fight the Longest War », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2017, <https://www.foreignaffairs.com/articles/asia/2017-10-16/staying-course-afghanistan> (consultés le 18 octobre 2019).

¹⁰⁷ C. FORREST et R. DEKOLD, *Warning Update: The Expansion of ISIS in Northwestern Afghanistan*, Washington D.C., Institute for the Study of War, 22 février 2017, <http://www.understandingwar.org/backgrounder/warning-update-expansion-isis-northwestern-afghanistan> ; J. MCKENZIE, « Isis commander in Afghanistan killed by special forces, US and Afghan officials say », *The Independent*, 7 mai 2017, <http://www.independent.co.uk/news/world/asia/isis-commander-afghanistan-abdul-hasib-killed-special-forces-a7723376.html> (consultés le 18 octobre 2019) ; LEAD INSPECTOR GENERAL FOR OVERSEAS CONTINGENCY OPERATIONS, *Operation Freedom's Sentinel*, Report to the United States Congress, 1^{er} janvier 2017-31 mars 2017, p. 2-3.

¹⁰⁸ J. NICHOLSON, cité dans *ibid.*, p. 2.

¹⁰⁹ G. DORRONSORO, *Comment perdre une guerre ? Le cas de l'OTAN en Afghanistan*, Université libre de Bruxelles, Chaire Remacle sur l'étude de la paix, Conférence inaugurale, 23 février 2017, <https://www.youtube.com/watch?v=qMYE0PIg8xM> (consulté le 18 octobre 2019).

islamique récemment implanté dans cette zone du pays. Plus tard, à l'été 2017, il a décidé de l'envoi d'environ 4 000 soldats supplémentaires. Sa définition du succès en Afghanistan était alors très proche de ce qu'Obama avait en tête au moment du Surge de 2009, l'État islamique s'étant, entre-temps, ajouté à l'équation :

À partir de maintenant, la victoire aura une définition claire : attaquer nos ennemis, anéantir l'État islamique et Al Qaeda, empêcher les Talibans de prendre le contrôle du pays, et arrêter les attaques de terreur de masse contre les Américains avant qu'elles n'émergent¹¹⁰.

La production d'un rôle pour l'OTAN dans la lutte contre le terrorisme est tributaire de ces dynamiques (dys)fonctionnelles de violence. Resolute Support en est le prolongement et assure la structuration continue des possibilités de violence à l'OTAN, de sa nécropolitique globalisée.

¹¹⁰ D. TRUMP, cité dans P. ABBY et D. NAKAMURA, « Trump announces new strategy for Afghanistan that calls for a troop increase », *The Washington Post*, 21 août 2017, https://www.washingtonpost.com/politics/trump-expected-to-announce-small-troop-increase-in-afghanistan-in-prime-time-address/2017/08/21/eb3a513e-868a-11e7-a94f-3139abce39f5_story.html?utm_term=.772516ec97ac (consulté le 18 juillet 2019).

Conclusions générales

Le présent ouvrage a posé la question du maintien de l'OTAN après la Guerre froide, et plus spécifiquement des modes de production de la gestion de risques en prenant pour cas d'étude la lutte contre le terrorisme post-2001. En adoptant une démarche de sociologie politique, nous avons émis l'hypothèse selon laquelle la raison d'être contemporaine de l'OTAN réside dans un changement de sa structure sociale. À une doxa qui intégrait les luttes diplomatico-militaires autour de l'enjeu délimité de la confrontation interétatique sous la bipolarité a succédé une doxa de la gestion de risques qui segmente la production de l'(in)sécurité le long de configurations sociales différenciées. L'ouvrage a ainsi consisté à montrer que l'hétéronomie sociopolitique constituerait le moteur central de la vie contemporaine de l'OTAN, de son évolution. En cela, la lutte contre le terrorisme à l'OTAN consiste en des ensembles de pratiques hétérogènes fondées sur des mises en sens collectives approximatives, parfois disputées et dépendantes des stratégies de légitimation d'acteurs. Notre regard s'est porté sur trois configurations, à savoir l'intervention de l'OTAN en Afghanistan, l'opération Active Endeavour en Méditerranée et le DATPoW.

La contemporanéité d'une « relique » : le déplacement des espaces de production de la sécurité internationale

Notre première conclusion a trait à la question de ce qu'est l'OTAN. Le débat dominant sur l'Alliance euro-atlantique reste marqué par un rationalisme duquel nous avons cherché à nous démarquer. Ce rationalisme réduit l'OTAN à des enjeux de survie institutionnelle, d'adaptation mécanique. Il fait de cette organisation un instrument quasi dysfonctionnel au service de politiques de puissance qui s'aménagent de manière imparfaite ou un acteur autonome et homogène.

Pour mieux comprendre l'évolution de l'OTAN, nous avons cherché à en ouvrir la boîte noire, pour pénétrer ce qui se passe *dans* cette organisation au niveau des problématisations sécuritaires qui s'y forment. L'OTAN n'apparaît dès lors plus comme un simple instrument ou un acteur à part entière. Elle est un contexte d'action,

un espace pluriel, d'acteurs, de pratiques, de discours et de politiques de sécurité. Ce déplacement du regard montre que la raison d'être de l'OTAN relève beaucoup moins d'un décisionnisme politique d'État que de la rationalisation collective et professionnelle de pratiques de sécurité multiples. L'OTAN se conçoit comme une arène internationalisée où de multiples professionnels de la sécurité échangent de manière à produire des réalités opérationnelles, programmatiques, techniques et politico-militaires. Peu intégrés et solides dans leur structuration sociopolitique, ces ensembles produisent toutefois des effets très forts sur le plan des circulations professionnelles et des pratiques de gestion de risques. De ce fait, notre analyse a essayé de révéler qu'il n'y a pas « une OTAN », ou *une rationalité otanienne* bien identifiable et homogène. Il existe *des processus d'otanisation* multiples. Donnant naissance à des configurations internationalisées, ils fondent des réalités, régularités sécuritaires institutionnalisées, analysables sur le long terme mais demeurent irréductiblement hétérogènes.

L'analyse des formes d'activation de la lutte contre le terrorisme a été le fondement d'une entreprise théorique posant avant tout le regard sur la fluidité des jeux d'acteurs et de discours à l'international. Les configurations analysées ne sont pas figées, en inertie, ni complètement imprévisibles, fragiles et éclatées. La contingence de leur dynamique montre qu'elles sont les deux à la fois, d'où notre travail autour des forces centripètes et centrifuges de la lutte contre le terrorisme. Les usages souples de ce discours sont une dynamique à la fois intégratrice qui soude des ensembles sociaux durables, pourvus d'une certaine logique aux yeux des acteurs (mouvement centripète). Ils constituent aussi une force fluidificatrice qui, favorisant des légitimations individuelles et différenciées, ne cesse de redéfinir les contours des réseaux d'acteurs et des formes prises par les pratiques de sécurité (mouvement centrifuge). Ces coopérations professionnelles peuvent s'étendre proportionnellement à l'opportunité qu'elles constituent pour les acteurs d'asseoir leur légitimité propre dans des domaines d'actions, des savoir-faire spécifiques. De là se lit une certaine forme d'imprévisibilité et d'innovation dans la trajectoire sociopolitique de la gestion de risques à l'OTAN.

Comment aurait-on pu croire, au départ, qu'une présence militaire limitée à Kabul deviendrait une force mobilisant plus d'une centaine de milliers d'hommes ? Comment aurait-on pu s'attendre à ce qu'une opération de veille navale dans l'Est de la Méditerranée devienne, d'une part, une plateforme de coagulation entre des acteurs publics et privés pour la production d'une quantité importante de données sur le trafic maritime en Méditerranée et, d'autre part, une matrice d'action qui servirait au contrôle des migrations une quinzaine d'années plus tard ? Comment aurait-on pu prévoir, au démarrage du DATPoW, que le programme intégrerait une initiative sur le renseignement humain, impliquant des coopérations entre des professionnels de l'armement et des spécialistes de la psychologie collective ? En quelque sorte, l'inattendu des formes prises par les configurations de la gestion de risques à l'OTAN est le miroir de la prévisibilité et de l'attendu du caractère extensible de ses possibles.

L'imagerie entretenue dans la littérature académique d'une OTAN dans un environnement post-bipolaire qui ne lui serait pas naturel résiste peu à un examen sociologique approfondi. Il montre précisément que bon nombre d'acteurs s'y

retrouvent dans les réalités euro-atlantiques qu'ils forgent. Si certains d'entre eux font effectivement part du fait que l'instabilité post-bipolaire rend les négociations moins aisées à l'OTAN, rien n'indique dans l'analyse de nos trois configurations que ce discours est un blocage majeur, au contraire. Beaucoup d'acteurs et d'institutions peuplant l'Alliance jouent leur propre utilité, savoir-faire et légitimité sur la base de ce discours. L'hétéronomie configurationnelle constitue le lieu même des opportunités que les acteurs saisissent à l'OTAN. Tout en étant source de contraintes et d'attentes collectives qui balisent l'action des acteurs dans leurs interactions communes, cette hétéronomie leur laisse une marge de manœuvre significative dans la production différenciée des points de vue. L'internationalisation de la lutte contre le terrorisme, de ses bricolages, de ses flous, a profité à l'OTAN, par le biais des acteurs qui y transitent. Bien souvent, l'OTAN est perçue comme une relique, vivant péniblement dans une nostalgie des politiques de puissance qui caractérisait la bipolarité. À cet égard, il faudrait, au terme de notre analyse, conclure à l'inutilité sans appel de la thèse de l'« OTAN en crise » qui habite la littérature dominante. Cette « crisologie »¹ ne nous apprend non seulement pas grand-chose de l'existence contemporaine de l'OTAN puisqu'elle est résumée à ses pathologies plus qu'elle n'est analysée dans ce qui la fait vivre et, de surcroît, joue une fonction sociale légitimante car elle ne fait que réaffirmer ce que l'OTAN dit déjà d'elle-même, à savoir qu'il vaut toujours mieux s'adapter à l'« instabilité internationale ». À nouveau, le flou, le manque de clarté dans la production du consensus à l'OTAN n'est pas un frein à sa pérennité, mais plutôt la condition hétéronome même de son évolution. En poussant la réflexion encore plus loin, on serait même tenté d'opposer un effet de miroir aux approches rationalistes, en affirmant que la gestion de crises constitue une rente bien plus efficace pour l'OTAN que ne l'était la Guerre froide. Pour l'OTAN, le problème qu'a constitué la fin de la bipolarité n'était pas tant la disparition de l'ennemi fondateur. Le vrai problème résidait dans le constat de la fragilité de la ressource sur laquelle l'Alliance était bâtie, à savoir un visage unique de la menace et un horizon sécuritaire réduit : l'URSS et l'affrontement interétatique. La disparition de cette possibilité qui structurait à elle seule l'Alliance a suffi à générer une importante crise de légitimité et des transformations subséquentes. À l'inverse, la gestion de risques offre une perspective quasi illimitée de production des imaginaires de menaces, ce qui démultiplie les terrains d'actions légitimes de cette organisation politico-militaire. L'OTAN l'a encore prouvé tout récemment, en se trouvant elle aussi mobilisée pour lutter contre la pandémie de coronavirus (Covid-19). Avec la gestion de risques, l'OTAN se trouve assurée de ne pas rester à côté, ou être privée, des problématiques sécuritaires dominantes. À nouveau, la gestion de crises multilatérale n'est pas une dysfonction, mais une doxa prolifique reposant sur un principe régulé d'hétéronomie.

Ces résultats de recherche semblent ainsi confirmer la plus-value d'une approche transnationale. Pendant très longtemps, et sans doute encore aujourd'hui, la discipline des RI s'est fondée sur une opposition frontale entre les conceptions internationales, portées par les trois paradigmes principalement discutés dans le présent ouvrage,

¹ A. MÉGIE et A. VAUCHEZ, « Introduction : crise, crises et crisologie européenne », *Politique européenne*, 44, p. 8-22.

et les approches transnationales, développés plus récemment, y compris dans le constructivisme critique. Notre propos se conçoit comme une modeste invitation à faire dialoguer ces deux conceptions plutôt qu'à les opposer. Comme expliqué à plusieurs reprises, il y a beaucoup à gagner à aborder la question des hiérarchies interétatiques, ou les « politiques de puissance », pour reprendre un terme cher aux RI, par le biais des réseaux d'acteurs transnationaux. Les résultats présentés dans cet ouvrage sur le flou générateur habitant les politiques sécuritaires préemptives ou encore sur la complexité avec laquelle la place, dominante ou relative, des États-Unis se forge à l'OTAN n'auraient sans doute guère été possibles à formuler sans le parti pris d'une immersion dans la complexité des jeux professionnels en place. Ainsi, l'approche transnationale permet à la fois de rendre compte de la nuance avec laquelle s'exerce le pouvoir d'État au niveau multilatéral, mais aussi de mieux cerner comment un État tire lui-même son influence de réseaux résolument transnationaux. Dans le cadre du DATPoW, par exemple, c'est ainsi que des pays comme la Roumanie, les Pays-Bas ou même les États-Unis tiraient leur fabrication d'un rôle dans les technologies d'armement et de sécurité en étant à l'initiative de la création de réseaux d'acteurs hétérogènes autour d'enjeux comme le renseignement humain, la lutte contre le tir de mortiers ou le largage de précision pour les forces spéciales. Même dans les moments d'ascendance diplomatique significatifs, comme en Afghanistan où les États-Unis dominaient sans équivoque la conduite de la campagne, ces jeux transnationaux sont importants à analyser. Cette ascendance s'est construite par le biais de dures négociations, de compromis (sur les termes sémantiques de la mission ou la provision en troupes) mettant aux prises des acteurs diplomatiques mais aussi militaires opérant sur le terrain. Ainsi, on conclura que l'OTAN constitue davantage une construction transnationale qu'internationale *stricto sensu*.

Cette conclusion en appelle alors immédiatement une autre, qui porte sur les possibles renversements des ordres symboliques qui ordonnent l'OTAN depuis la fin de la bipolarité, et que la grille de lecture transnationale permet de penser. L'OTAN de la Guerre froide fonctionnait sur une domination de la stratégie nucléaire et de la guerre conventionnelle. La rupture épistémique post-bipolaire et son approfondissement après 2001 via l'avènement du gouvernement par le scénario du pire et de politiques préventives du risque semble avoir fragmenté les modes de production de la sécurité à l'OTAN. Ces derniers se seraient alors distribués en sous-espaces perméables, fluides, plus ou moins durables, matérialisés par la profusion d'initiatives préventives (interventions militaires plus ou moins ponctuelles, programmes de recherche, d'armement, partenariats public-privés, etc.). Didier Bigo propose de lire la redéfinition de la sécurité après la Guerre froide comme l'affrontement entre deux camps. D'une part, les « Modernes », les tenants de la technologisation de la sécurité, du gouvernement par le risque et de la fragilisation du lien entre missions policières et militaires rendue possible par l'idée d'une sécurité désormais globale. D'autre part, les « Anciens », partisans d'une séparation de ces dernières, d'une vision judiciairisée ou au contraire guerrière du règlement de la violence et méfiants

vis-à-vis des conceptions trop préventives de l'action de sécurité². L'OI souvent présentée comme la relique de l'ordre ancien de la bipolarité semble avoir évolué vers une fluidification des distinctions anciennes/modernes. Les configurations transnationales étudiées montrent précisément que l'OTAN se positionne désormais sur ces deux dimensions. Plus qu'une anecdote, l'article 5, symbole d'un vestige, a servi à l'activation puis à la justification d'une mission de surveillance de long terme et particulièrement préventive dans son fonctionnement. La lutte contre le terrorisme a contribué à enchâsser l'OTAN dans un continuum allant de l'exercice de la violence militaire physique à la régulation policière en passant par la production d'armements combinant, elle-même, protection de troupes et logiques destructrices de ciblage.

Les conceptions modernes et anciennes de la sécurité à l'OTAN semblent relever dès lors moins du clivage que de la coexistence. Bien plus, elles apparaissent mutuellement nécessaires. Le basculement de l'une vers l'autre constitue le gage des flexibilités, des opportunités et des adaptations contextuelles dont profitent les acteurs et sur lesquelles ils greffent leurs savoir-faire. L'OTAN ne produit pas des Modernes et des Anciens, mais des acteurs en capacité de jouer sur les deux tableaux. En retour, ces jeux fluides font de cette organisation une entité en capacité de situer, en fonction des contextes, son action sur les deux axes. À nouveau, l'analyse transnationale permet la capture de ces reconfigurations, puisqu'elle met au jour l'importante variété d'acteurs impliqués dans la production des imageries flexibles des risques internationaux. Ce passage du clivage entre visions anciennes et modernes à leur coexistence semble générer une déflagration, segmentation, organisée et permanente des espaces producteurs de la sécurité à l'OTAN. Ils ne se répartissent plus le long d'une doxa identifiée, la menace délimitée, mais dans des configurations différenciées générant leur propre orientation sécuritaire.

Si l'ennemi n'est plus officiellement déclaré, même dans le cadre d'une invocation de l'article 5, sa mise en forme trouve une concrétisation dans des mécaniques de montage complexes et disputées où les acteurs gravitant à l'OTAN parviennent à identifier ce contre quoi ou qui ils collaborent et pensent la violence. L'inimitié n'a pas disparu, elle a muté dans ses réalisations, la mise en forme de l'ennemi et la possibilité de sa destruction cédant la place à la production d'une architecture d'inimitié aux identités fluides et au traitement allant du contrôle à l'élimination physique. Les (dés)accords sur l'ennemi sont la condition de vie de sa mise en forme sociale et politique. Si nouvelle doxa il y a à l'OTAN, c'est alors paradoxalement celle qui disperse et fait proliférer plus qu'elle n'intègre. Même le retour de la menace russe sur le devant de la scène otanienne suite à l'annexion de la Crimée en 2014 fait l'objet d'un traitement bien différent que celui qui était envisagé sous la Guerre froide et semble s'encadrer dans cette appréhension mixte ancienne/moderne de la sécurité internationale. La Russie n'est pas vue comme la résurgence de l'Ennemi, mais comme l'expression d'une menace ou guerre dite « hybride » (« *hybrid warfare* »). La confrontation aux frontières est de l'Alliance se conçoit comme un affrontement non

² D. BIGO, « La mondialisation de l'(in)sécurité ? Réflexions sur le champ des professionnels de la gestion des inquiétudes et analytique de la transnationalisation des processus d'(in)sécurisation », *op. cit.*

déclaré, relativement peu conventionnel et potentiellement peu prévisible dans ses manifestations, mais pouvant toujours dégénérer en guerre majeure³. Ainsi, et c'est là une piste suggérée plutôt qu'une conclusion à part entière, même la matrice historique du face-à-face entre grandes puissances, toujours présente à l'OTAN, semble être impactée par la doxa renouvelée de la gestion de risques et sa radicale incertitude sécuritaire.

Organisation de la violence et imaginations sécuritaires

L'ouvrage aura permis de montrer que la gestion de risques à l'OTAN n'a rien d'une mécanique huilée. Elle se construit dans des ateliers où les logiques de montage ne sont guère planifiées mais s'élaborent dans l'expérience même du montage, dans le coup par coup du quotidien professionnel. Les discours comme celui de la lutte contre le terrorisme n'apparaissent dès lors non pas comme l'*alpha* et l'*omega* de la gestion de risques, mais plutôt comme une raison d'être parmi tant d'autres permettant aux acteurs gravitant à l'OTAN de collaborer en y faisant valoir leur propre compétence.

Les changements bien réels et aux implications importantes que l'OTAN a entamés ces vingt dernières années au nom du gouvernement par le risque, dans l'évolution du pouvoir aussi bien de tuer que de surveiller ou d'armer, se logent dans des bricolages et des approximations. Les discours, les techniques, les technologies contenues dans les ramifications des savoir-faire préventifs puisent leur énergie première dans le substrat fertile mais accidenté et moins facilement pénétrable des enjeux de légitimations professionnelles.

L'hypothèse sociologique se doit d'être alors clarifiée et complétée en considérant l'ontopolitique de l'écologie professionnelle otanienne : la (re)production de l'exercice de formes de pouvoir internationalisées au nom de la sécurité. Un des objectifs de notre démonstration a été de se décrocher d'une sociologie libérale de l'OTAN, telle que l'incarne notamment le constructivisme *mainstream*. Elle consiste à réduire l'OTAN à des formes de collaborations, sans évoquer la sécurité elle-même ou bien encore la contingence parfois triviale des échanges qui la produisent.

Dire que l'Alliance est un espace itératif ne suffit pas. Beaucoup d'attention a été portée à la *politique* au sein de l'OTAN et non *au politique*. Nous avons tâché de montrer que tout une partie, pourtant centrale, de la vie de l'OTAN est ignorée du fait d'une mise à l'écart *du politique*. L'essentiel serait quasiment ignoré. Pour cerner en profondeur la raison d'être contemporaine de l'OTAN, il faut prendre en compte non seulement les modes concrets de production de ces collaborations, mais également les effets de pouvoir et de violence qu'ils génèrent à l'international. Comme le suggérait notre hypothèse de travail, la structure sociale qui organise le pouvoir à l'OTAN a changé, mais non son identité institutionnelle profonde, la désignation des menaces et la négociation de la violence. Certes, cette identité change après la bipolarité, car les modalités de production de la violence ont muté sous le coup des transformations dans la structure sociale de l'OTAN. Là était tout notre argument : le passage du couple *différenciation sociale:horizon de la guerre* à celui *hétéronomie:matrice de*

³ G. LASCONJARIAS et J. LARSEN (éds), *NATO's Response to Hybrid Threats*, Rome, NATO Defense College, 2015.

guerre. Toutefois, l'enjeu même *du politique* de la sécurité reste inchangé. Nous en avons déduit, par conséquent, qu'une sociologie politique de l'OTAN était indissociablement liée à une sociologie politique de sa violence. Le tableau que l'on a dressé de l'OTAN est alors tout autre. Le dissensus et les compromis sont essentiels. Les bricolages apparaissent comme de véritables normes de comportement, des faits sociaux génératifs et générateurs que les acteurs ne cherchent pas à corriger, mais à utiliser. Le baroque légal, surveillant et armé de la sécurité est le pendant direct de la coopération transatlantique. Notre travail met au jour un paradoxe selon lequel les acteurs d'une OI comme l'OTAN peuvent la plonger dans la violence la plus dure des politiques de sécurité en ayant comme fondement de leur consensus la logique de ne précisément pas consentir, de s'accorder sur la production de désaccords, le façonnement de compromis. Ainsi, tout comme cet ouvrage invite à un rapprochement entre conceptions transnationales et internationales, il appelle aussi à un dialogue, qui pourrait sans doute être approfondi, entre la sociologie politique des espaces sociaux et des acteurs d'un côté, et celle de la guerre, de la violence, de la surveillance, des technologies et des armements de l'autre. Un tel rapprochement permettrait ainsi, sans doute, d'obtenir une vue plus ample des transformations à la fois sociales *et* sécuritaires des organisations concernées.

De ce point de vue, la raison d'être de l'OTAN est, certes, le fait de capitalisations professionnelles. Elles s'exercent plus fondamentalement sur la base de validations bricolées et approximativement fixées du pouvoir de tuer, de surveiller et d'armer à l'international. L'OTAN, et son existence même, n'a rien d'un bénin forum de discussions diplomatiques ou d'organisations d'exercices militaires multilatéraux. L'OTAN est un espace de niveau transnational où se négocie, se partage et se stratifie un phénomène d'habitude interprété comme relevant du domaine réservé de l'État, à savoir l'exercice de la violence. La question de la violence a été longtemps séparée de celle de l'OTAN, tout autant que la violence fait, en effet, l'objet d'un souverainisme théorique et méthodologique la considérant comme inscrite dans des cadres étroitement nationaux. Notre analyse suggère ainsi que, non seulement l'OTAN est intrinsèquement liée à la violence, mais aussi, plus largement, que des espaces transnationaux d'organisation de la violence d'État existent et produisent des effets. Si bien que les formes de violence, et c'est à nouveau là davantage une piste d'ouverture qu'une conclusion ferme, devraient aussi s'étudier, à l'image d'autres objets sociopolitiques aux apparences moins mystifiées, sous la forme de circulations transnationales⁴. L'OTAN a cristallisé l'usage répété d'une violence aérienne et terrestre en Afghanistan. Elle a concentré l'institutionnalisation policière d'une possibilité d'user de la force dans le cadre d'une surveillance maritime permanente, en dehors de tout contexte de guerre, contre des navires civils et l'exercice d'un pouvoir de contrainte sur les populations migrantes en Méditerranée. Elle a été le vecteur de la diffusion banalisante de discours techniques de violence parmi les professionnels

⁴ À l'exception près de chercheurs comme Tarak Barkawi et Laleh Khalili qui se livrent à une exploration transnationale de la violence militaire : T. BARKAWI, *Globalization and War*, Lahnam, Rowman & Littlefield, 2005 ; T. BARKAWI, *Soldiers of Empire: Indian and British Soldiers in World War II*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017 ; L. KHALILI, *Sinews of War of Trade: Shipping and Capitalism in the Arabian peninsula*, Londres, Verso, 2020.

de l'armement adossée à la production de technologies militaires plus ou moins létales. La gestion de risques à l'OTAN passe donc par la (re)production d'un lien historique intime qu'entretient l'Alliance avec la violence sécuritaire, qu'elle soit physique, envisagée ou bien même estimée comme souhaitable et désirable. De la puissance destructrice guerrière du Surge au sein de la FIAS au tournant des années 2010 aux probabilités les plus imaginées des usages de la force contre des marines marchandes en Méditerranée en passant par des technologies de surveillance et de ciblage du DATPoW, la violence, même militaire, ne se contente pas de l'espace de la guerre. Elle se dilue et pénètre de multiples espaces de mises en forme de la sécurité et de ses effets de pouvoir. L'OTAN ne s'aligne plus sur la possibilité de la guerre, mais sur une matrice de guerre dont la violence potentielle ou physique irrigue ses politiques internationales. C'est l'un de nos principaux arguments. La matrice de guerre est le pendant sécuritaire de l'hétéronomie sociale de l'OTAN : la policarisation militarisée de l'espace méditerranéen, le développement d'ingénieries techniques et socioculturelles, la conduite d'une guerre sans fin en Afghanistan. Ces configurations constituent, à notre sens, la preuve de l'existence d'une matrice de guerre à l'OTAN. Elles montrent que la violence subit un traitement hautement différencié en fonction des configurations où elle se négocie, à la fois en termes de visages de l'ennemi (le bateau suspect, l'immigré, l'insurgé ou le terroriste prenant la forme d'un IED, d'un mortier, etc.) et, de manière corollaire, en termes de mise à exécution. Dans ce dernier aspect, la violence militaire prend, au moins, trois aspects. La première est celle d'une *possibilité imaginée*, comme dans Active Endeavour et la probabilité constamment réaffirmée d'un usage de la force contre des navires civils, au cas où ils se montreraient menaçants. La seconde est celle d'une *violence coercitive* relevant du contrôle militarisé, comme le contrôle migratoire de l'OTAN en Méditerranée ou les ingénieries socioculturelles et non létales du DATPoW, visant respectivement la maîtrise de l'environnement humain en intervention et l'exercice d'une violence en deçà, officiellement, du seuil de mortalité. La troisième est celle de la *brutalité organisée*, telle qu'elle s'est présentée en Afghanistan, sous la forme d'une nécropolitique sans fin, ou telle qu'elle se présente aussi, sous des aspects plus éthérés, dans le cadre du DATPoW et de ses multiples mesures défensives et/ou offensives. Ces trois variations de violence (imaginée, coercitive, brutale-organisée) pourraient ainsi se définir comme les trois parties du spectre composant la matrice de guerre contemporaine de l'OTAN. Des imaginaires d'inimitié différents pour des traitements de violence différents, une rationalité sécuritaire qui, portée par une structure hétéronome, marque un changement profond par rapport à l'organisation de la violence à l'OTAN sous la bipolarité, amarrée à la perspective limitée de la guerre industrielle d'ampleur et interétatique. L'ennemi existe donc bel et bien à l'OTAN qui, monté sous une forme davantage architecturale, produit des politiques de sécurité.

L'évolution l'OTAN vers la gestion de risques est alors marquée par un important paradoxe. Elle n'a de sens que par les bricolages par lesquels ces échanges visent à rendre intelligible l'environnement sécuritaire. Les 130 000 hommes de la FIAS, la quantité immense de données générées par OAE et la multiplicité technologique du DATPoW ont reposé sur une lecture relativement étroite et technique des menaces que ces configurations prétendaient combattre. De là, l'OTAN apparaît presque comme

un Don Quichotte qui se bat contre ses moulins à vent, ses ennemis imaginaires. Plus qu'une conception étroitement matérielle et approximative de la sécurité, c'est bien sa mise en fiction dont il s'agit. L'OTAN est une machinerie sociopolitique où s'élaborent des scénarios de menaces qui varient au gré des opportunités ou des réflexes de désignation.

Active Endeavour en est probablement le cas le plus extrême : quinze ans de sophistication opérationnelle rendue possible sans jamais qu'un « terroriste » ne soit arrêté. La FIAS n'est pas plus épargnée par ce phénomène. Les explosions d'IED existaient effectivement, mais c'est l'insurrection même, dans les représentations collectives otaniennes, qui était des engins explosifs improvisés. Conditionnée par le gouvernement de futurs possibles, la gestion de risques à l'OTAN est un processus d'imagination. Loin d'être propre au roman, le fait imaginatif est partagé par les militaires, diplomates, bureaucrates, experts. Ceux qui, justement, prétendent inscrire leur compétence dans cette instance de gouvernement si sérieuse qu'est la sécurité. La modernité n'est en rien un frein à la nature générative de l'imagination dans le monde social, bien au contraire. Les artefacts propres à la rationalisation moderne, dont la sécurité est une composante, notamment technologique, sont des faits de croyance. Leur moteur provient notamment de l'imagination collective et plus spécifiquement de la volonté de prévoir, de planifier, de codifier, de mathématiser, de quantifier la menace censée se présenter et être défaire⁵. Castoriadis qualifie ainsi ce retournement de la vérité moderne sur elle-même de véritable syllogisme :

Le monde moderne se présente, superficiellement, comme celui qui a poussé, qui tend à pousser la rationalisation à sa limite et qui, de ce fait, se permet de mépriser [...] les bizarres coutumes, inventions et représentations imaginaires des sociétés précédentes. Mais paradoxalement, en dépit ou plutôt en raison de cette « rationalisation » extrême, la vie du monde moderne relève autant de l'imaginaire qui n'importe laquelle des cultures archaïques ou historiques. Ce qui se donne comme rationalité de la société moderne, c'est simplement la forme, les connexions extérieurement nécessaires, la domination perpétuelle du syllogisme. Mais dans ces syllogismes de la vie moderne, les prémisses empruntent leur contenu à l'imaginaire, à la prévalence du syllogisme comme tel, l'obsession de la « rationalité » détachée du reste, constitue un imaginaire détaché du reste⁶.

Par-delà leurs nombreuses différences et les dynamiques contingentes qu'elles partagent, les configurations que nous avons étudiées ont pour trait commun de pousser très loin ce syllogisme caractérisant les véridictions modernes. L'approfondissement de leur logique sécuritaire (augmentation de la violence en Afghanistan, sophistication de la surveillance en Méditerranée, extension des faisceaux technologiques dans le DATPoW) est le résultat d'une croyance autoréférentielle selon laquelle la lutte contre le terrorisme est une cause *tellement valable et exploitable* qu'elle autorise et rend

⁵ M. DE GOEDE et S. RANDALLS, « Precaution, preemption: arts and technologies of the actionable future », *Environment and Planning D: Society and Space*, 27/5, 2009, p. 859-878 ; M. SALTER, *op. cit.* ; C. ARADAU et R. VAN MUNSTER, « Imagining catastrophe », in *Politics of Catastrophe: Genealogies of the Unknown, op. cit.*, p. 68-84.

⁶ C. CASTORIADIS, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1999, p. 218-219.

crédible les emballements, les montées aux extrêmes des rationalités sécuritaires de violence physique, de surveillance, d'armement. La fluidité et la dimension parfois quasi anecdotique avec lesquelles la lutte contre le terrorisme est utilisée à l'OTAN y cristallisent une forme d'« aliénation » durable, à savoir « l'autonomisation et la dominance du moment imaginaire dans l'institution »⁷.

La gestion de risques à l'OTAN est assimilable à un syllogisme collectivement organisé, puisant sa force de sa propre logique de mobilisation. Dans les configurations analysées, rien ne semblait plus vrai aux yeux des acteurs que le pouvoir de véridiction de leurs artefacts technopolitiques de violence. C'est en cela que les conditions de connaissance de la menace terroriste sont ainsi soumises à l'inflation technostratégique. Par elle, les acteurs (re)construisent, pérennisent leurs légitimités professionnelles. Au nom de l'OTAN, ils contribuent ainsi à valider des formes managériales d'exercice de pouvoir à l'international, à savoir des modes de traitement des insécurités qui jugulent, canalisent, gèrent, voire créent les insécurités plutôt qu'ils ne les règlent.

L'impact des déclarations récentes du président américain Donald Trump semble ne rien changer à cette dynamique, bien au contraire. Dans son discours du 25 mai 2017 à l'occasion du sommet de l'OTAN à Bruxelles, Trump appelait à un approfondissement de la lutte contre le terrorisme dans l'Alliance⁸. Son « futur en dépendrait », selon lui. Suite à ces propos, l'OTAN lance plusieurs nouvelles initiatives, dont un Plan d'action qui, selon nos informations, « comprendrait une trentaine de mesures différentes, le DATPoW ne constituant par exemple qu'une partie de celles-ci »⁹ : entraînement des forces alliées et partenaires, relations avec les Nations unies et l'Union africaine, pratiques en milieu opérationnel, etc. Comme nous l'expliquait un individu impliqué dans le Plan d'action :

C'est un truc à 50 000 mesures. Alors voilà ce qu'on fait, toutes les semaines, on met des « *lights* » à côté des mesures en cours pour évaluer leur niveau d'avancement. Un coup c'est vert, un coup c'est jaune, un coup c'est rouge. On produit des *position papers*, on fait *meetings* sur *meetings*, et puis voilà... C'est difficile de voir le bout du truc¹⁰.

Ne serait-ce que sur le plan du QG de l'OTAN, le Plan d'action implique à peu près toutes les divisions de l'Alliance, y compris bien sûr certains fonctionnaires de la section contre-terrorisme de l'ESCD qui y « voi[ent] un moyen de donner un autre souffle à la section », selon l'un de nos interlocuteurs. D'ailleurs, la section « a quasiment doublé de volume » avec l'apparition de Plan d'action. L'hétérogénéité de l'institution s'est accrue. Elle accueille notamment désormais un ancien du contre-IED de la DI et un ex-responsable de la partie NRBC du Programme pour la science au service de la paix et de la sécurité. S'ajoute au Plan d'action la création d'une

⁷ *Ibid.*, p. 184.

⁸ R. JOZWIAK, « Trump Presses NATO On Spending, Terrorism, Immigration, Russia Threat », *Radio Free Europe*, 25 mai 2017, <https://www.rferl.org/a/nato-joins-anti-is-coalition-stoltenberg/28508133.html> (consulté le 16 avril 2020).

⁹ Entretien n° 96, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, avril 2018.

¹⁰ *Ibid.*

cellule de renseignement dédiée à la lutte contre le terrorisme et la participation de l'OTAN à la coalition anti-État islamique, au niveau de la surveillance de l'espace aérien via le déploiement d'AWACS¹¹.

À nouveau, toute forme d'action sécuritaire semble pouvoir s'y greffer du moment que les acteurs qui les portent sont en capacité de procéder à ces greffes. De surcroît, le Plan d'action est géré par un coordinateur du contre-terrorisme. Il s'agit d'un poste créé par la volonté de l'administration Trump, désormais chargé de la supervision générale des actions de l'OTAN dans la lutte contre le terrorisme. L'individu nommé à cette responsabilité est bien sûr une Américaine, Rose Gottemoeller. Entre octobre 2016 et octobre 2019, elle a assuré le poste de secrétaire générale adjointe de l'OTAN (*NATO Deputy Secretary General*), à savoir le « bras droit » direct du secrétaire général, Jens Stoltenberg.

Secrétaire général adjoint de l'OTAN est une responsabilité particulièrement générale et englobante, très proche de celle de secrétaire général. Cette fonction consiste à assurer la visibilité publique de l'OTAN, à mettre en scène/assurer sa cohérence interne et à assister aux rencontres politiques de haut niveau. Le pilotage d'un Plan d'action de plus d'une trentaine de mesures sous une personnalité assurant, certes, une très haute fonction au sein de l'OTAN (permettant de donner de la visibilité en interne au dossier et marquant le bon vouloir des Alliés sur le sujet par rapport aux États-Unis) mais dont le quotidien est structuré par une vue très large et générale des dossiers de l'Alliance reproduit les jeux hétéronomes d'acteurs que nous avons observés dans notre démonstration. Il suffit de surcroît de poser un bref regard sur la trajectoire passée de Gottemoeller. Celle-ci a bâti sa carrière sur un secteur sécuritaire qui a tout et rien à avoir avec la lutte contre le terrorisme : la contre-prolifération et le contrôle des armements¹². Faire moins ou plus de lutte contre le terrorisme, comme l'appelaient récemment le président des États-Unis, Donald Trump, et le président français, Emmanuel Macron, dans le cadre de l'OTAN, y accorder plus ou moins de budget est un débat rituel, long et coûteux, qui entretient des hétéronomies de violence devenues de véritables normes institutionnelles.

¹¹ NATO, *Countering terrorism*, 2017, https://www.nato.int/cps/ua/natohq/topics_77646.htm ; SHAPE, *NATO AWACS Support to the Counter ISIL Coalition*, 2017, <https://shape.nato.int/news-archive/2017/nato-awacs-support-to-the-counter-isil-coalition> (consultés le 19 avril 2019).

¹² NATO, *Rose Gottemoeller: NATO Deputy Secretary General*, 2016, https://www.nato.int/cps/en/natohq/who_is_who_135934.htm (consulté le 12 février 2020).

Bibliographie

- ABBY, P. et NAKAMURA, D., « Trump announces new strategy for Afghanistan that calls for a troop increase », *The Washington Post*, 21 août 2017, https://www.washingtonpost.com/politics/trump-expected-to-announce-small-troop-increase-in-afghanistan-in-prime-time-address/2017/08/21/eb3a513e-868a-11e7-a94f-3139abce39f5_story.html?utm_term=.772516ec97ac.
- ABRAHAMSEN, R. et WILLIAMS, M., « Security Beyond the State: Global Security Assemblages in International Politics », *International Political Sociology*, 3/1, 2009, p. 1-17.
- ADLER, E. et BARNETT, M., *Security communities*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- ADLER, E. et POULIOT, V., « International Practices », *International Theory*, 3/1, 2011, p. 1-36.
- ADLER, E., « The Spread of Security Communities The Spread of Security Communities: Communities of Practice, Self-Restraint, and NATO's Post Cold War Transformation », *European Journal of International Relations*, 14/2, 2008, p. 195-230.
- ALEXANDER, J., *Promoting Security Imaginaries: An Analysis of the Market for Everyday Security Solutions*. A thesis submitted to the University of Manchester for the degree of Doctor of Philosophy in the Faculty of Humanities, University of Manchester, School of Social Sciences, 2014.
- ALEXANDER, J. B., « Optional lethality: evolving attitudes toward nonlethal weaponry », *Harvard International Review*, 23/2, 2001, p. 64-69.
- ALLIED COMMAND OPERATIONS, *NATO and Georgia Sign Agreement on Operation Active Endeavour*, 28 avril 2010, <http://www.atlanticcouncil.org/blogs/natosource/nato-and-georgia-sign-agreement-on-operation-active-endeavour>.
- ALLIED COMMAND TRANSFORMATION, *Multiple Futures Project: Navigating towards 2020*, Final Report, avril 2009.

- ALLIED MARITIME COMMAND, *OAE Contribution to Maritime Awareness in Mediterranean Sea*, 2016.
- ALLIOT-MARIE, M., « Don't diminish NATO's effectiveness », *Washington Times*, 20 octobre 2006, <http://www.rpfrance-otan.org/Don-t-diminish-NATO-s>.
- ALLIOT-MARIE, M., *Entretien de Michèle Alliot-Marie dans « Le Monde »*, 11 février 2005, <http://discours.vie-publique.fr/notices/053000480.html>.
- AMBROSETTI, D. et BUCHET DE NEULLY, Y., « Les organisations internationales au cœur des crises : Configurations empiriques et jeux d'acteurs », *Cultures & Conflits*, 75, 2009, p. 7-14.
- AMBROSETTI, D., *Normes et rivalités diplomatiques à l'ONU : Le Conseil de sécurité en audience*, Bruxelles, Peter Lang, 2009.
- AMOORE, L. « Algorithmic War: Everyday Geographies of the War on Terror », *Antipode*, 41/1, 2009, p. 49-69.
- AMOORE, L., *The Politics of Possibility: Risk and Security Beyond Probability*, Londres, Duke University Press, 2013.
- ANAÏS, S., « Ethical interventions: Non-lethal weapons and the governance of insecurity », *Security Dialogue*, 42/6, 2011, p. 537-552.
- ANDERSON, B., « Population and Affective Perception: Biopolitics and Anticipatory Action in US Counterinsurgency Doctrine », *Antipode*, 43/2, 2011, p. 205-236.
- APPATHURAI, J., *Press Briefing by NATO Spokesman James Appathurai*, 13 septembre 2006, http://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_22455.htm?selectedLocale=en.
- ARADAU, C. et VAN MUNSTER, R., « Governing Terrorism Through Risk: Taking Precautions, (un)Knowing the Future », *European Journal of International Relations*, 13/1, 2007, p. 89-115.
- ARADAU, C. et VAN MUNSTER, R., « The Time/Space of Preparedness: Anticipating the "Next Terrorist Attack" », *Space and Culture*, 15/2, 2012, p. 98-109.
- ARADAU, C. et VAN MUNSTER, R., *Politics of Catastrophe: Genealogies of the Unknown*, Oxon, Routledge, 2011.
- ARJOMAND, N., *Eagle's Summit Revisited: Decision-Making in the Kajaki Dam Refurbishment Project*, Afghanistan Analysts Network, 2013.
- ART, R., « Why Western Europe Needs The United States and NATO », *Political Science Quarterly*, 111/1, 1996, p. 1-39.
- ASHLEY, R., « Untying the Sovereign State: A Double Reading of the Anarchy Problematique », *Millennium: Journal of International Studies*, 17/2, 1988, p. 227-262.
- AUERSWALD, D. et SAIDEMAN, S., *NATO in Afghanistan: Fighting Together, Fighting Alone*, Oxford, Princeton University Press, 2014.
- BACHMANN, J., BELL, C. et HOLMQVIST C. (éds), *War, Police and Assemblages of Intervention*, New York, Routledge, 2015.
- BARKAWI, T. et BRIGHTON, S., « Powers of War: Fighting, Knowledge and Critique », *International Political Sociology*, 5/2, 2011, p. 126-143.
- BARKAWI, T. et STANSKI, K. (éds), *Orientalism and War*, Londres, Hurst, 2012.

- BARKAWI, T., « From War to Security: Security Studies, the Wider Agenda and the Fate of the Study of War », *Millennium – Journal of International Studies*, 39/1, 2011, p. 701-716.
- BARKAWI, T., *Globalization and War*, Lahnam, Rowman & Littlefield, 2005.
- BARKAWI, T., *Soldiers of Empire: Indian and British Soldiers in World War II*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017.
- BARNETT, T., *Great Powers: America and the World after Bush*, New York, G.P. Putnam's Sons, 2009.
- BARNO, D., « Fighting the “Other War”: Counterinsurgency Strategy in Afghanistan, 2003-2005 », *Military Review*, septembre-octobre 2007, p. 32-44.
- BASARAN, T., BIGO, D., GUITTET, E.-P. et WALKER R. (éds), *International Political Sociology: Transversal Lines*, Londres, Routledge, 2017.
- BATTISTELLA, D., *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de SciencesPo, 2015.
- BAUDRILLARD, J., *Simulacre et simulation*, Paris, Galilée, 1981.
- BAUER, M. et Jörne, E., « Bureaucratic autonomy of international organizations' secretariats », *Journal of European Public Policy*, 23/7, 2016, p. 1019-1037.
- BAZLAY, L., « The Afghan village that's been wiped from the map – with 25 tons of coalition bombs », *Daily Mail Online*, 21 janvier 2011, <http://www.dailymail.co.uk/news/article-1348915/Tarok-Kolache-Afghan-village-wiped-map-25-tons-coalition-bombs.html>.
- BEATTIE, D., *Task Force Helmand. Life, Death and Combat on the Afghan Front line*, Londres, Simon & Schuster, 2009.
- BEHNKE, A., *NATO's Security Discourse after the Cold War: Representing the West*, Londres Routledge, 2012.
- BELCHER, O., « Anatomy of a village razing: Counterinsurgency, violence, and securing the intimate in Afghanistan », *Political Geography*, 62, 2018, p. 94-105.
- BELL, C., « Celebrity power and powers of war: the rise of the COINdinistas in American popular media », *Critical Military Studies*, 4/3, 2017, p. 244-263.
- BENNEY, R., BARBER, J., MCGRATH, J., MCHUGH, J., NOETSCHER, G. et TAVAN, S., *The New Military Applications of Precision Airdrop Systems*, Infotech@Aerospace Conferences, AIAA Meeting Paper, American Institute of Aeronautics and Astronautics, Arlington, septembre 2005.
- BENNEY, R., BROWN, G., HAGGARD, R. et ROSATO, N., *A new pneumatic actuator and its use in airdrop applications*, 14th Aerodynamic Decelerator Systems Technology Conference, AIAA Meeting Paper, American Institute of Aeronautics and Astronautics, Toulouse, juin 1999.
- BENNEY, R., HENRY, M., DE LASSAT DE PRESSIGNY, Y., BECHET, R. et WINTGENS, J.-J., *PACD2008: operational requirements fulfilled*, 20th Aerodynamic Decelerator Systems Technology Conference, AIAA Meeting Paper, American Institute of Aeronautics and Astronautics, Seattle, mai 2009.
- BENNEY, R. et LEONARD, J.-W., *A 3-D Finite Element Structural Parachute Model*, 13th Aerodynamic Decelerator Systems Technology Conference, AIAA Meeting Paper, American Institute of Aeronautics and Astronautics, Clearwater Beach, mai 1995.

- BENNEY, R., MCHUGH, J. et WRIGHT, R., *Precision Airdrop System*, 18th Aerodynamic Decelerator Systems Technology Conference and Seminar, AIAA Meeting Paper, American Institute of Aeronautics and Astronautics, Munich, mai 2005.
- BERESFORD, A. et WAND, D., « Understanding bricolage in norm development: South Africa, the International Criminal Court, and the contested politics of transitional justice », *Review of International Studies*, 0/0, 2020, p. 1-21.
- BERLING, T.-V., *The International Political Sociology of Security: Rethinking Theory and Practice*, Londres, Routledge, 2015.
- BERNDTSSON, J., « Security Professionals for Hire: Exploring the Many Faces of Private Security Expertise », *Millenium – Journal of International Studies*, 40/2, 2012, p. 303-320.
- BIGO, D. et TSOUKALA, A., « Understanding (In)Security », in D. BIGO et A. TSOUKALA (éds), *Terror, Insecurity and Liberty: Illiberal practices of liberal regimes after 9/11*, Oxon, Routledge, 2008, p. 1-9.
- BIGO, D., « Editorial : Les entreprises de coercition para-privées : de nouveaux mercenaires ? », *Cultures & Conflits*, 52, 2003, p. 5-10.
- BIGO, D., « Globalized (in)Security: The Field and the Ban-opticon », in D. BIGO et A. TSOUKALA (éds), *Terror, Insecurity, Liberty: Illiberal Practices of Liberal Regimes after 9/11*, Londres, Routledge, 2006, p. 5-49.
- BIGO, D., « The Transnational Field of Computerised Exchange of Information in Police Matters and its European Guilds », in N. KAUPPI et M. R. MADSEN (éds), *Transnational Power Elites: The New Professionals of Governance, Law and Security*, Londres, Routledge, p. 153-182.
- BIGO, D., « Grands débats dans un petit monde : Les débats en relations internationales et leur lien avec le monde de la sécurité », *Cultures & Conflits*, n° 19-20, 1995, p. 7-48.
- BIGO, D., « La mondialisation de l'(in)sécurité ? Réflexions sur le champ des professionnels de la gestion des inquiétudes et analytique de la transnationalisation des processus d'(in)sécurisation », *Cultures & Conflits*, 58, 2005, p. 53-101.
- BIGO, D., « La voie militaire de la “guerre contre le terrorisme” et ses enjeux », *Cultures & Conflits*, 44, 2001, p. 5-18.
- BIGO, D., « Sociologie politique de l'international : une alternative », *Cultures & Conflits*, articles inédits, 2008, p. 1-9.
- BIGO, D., BONELLI, L. et DELTOMBE, T. (éds), *Au nom du 11 septembre... Les démocraties à l'épreuve de l'antiterrorisme*, Paris, La Découverte, 2008.
- BIGO, D., CARRERA, S., GUILD, E. et WALKER, R. B. J., *The Changing Landscape of European Liberty and Security: Mid-Term Report on the Results of the CHALLENGE Project*, CHALLENGE Liberty & Security, Research Paper n° 4, 2007.
- BLAIR, D., « General criticises Afghanistan troop restrictions », *The Telegraph*, 3 mars 2008, <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/1580572/General-criticises-Afghanistan-troop-restrictions.html>.
- BOGART, A., *One Valley at a time*, Hurlburt Field, Joint Special Operations University, 2006.

- BOLGER, D., *Why we Lost: A General's Inside Account of the Iraq and Afghanistan Wars*, New York, Mariner Books, 2014.
- BOLTANSKI, L., « L'espace positionnel : multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe », *Revue française de sociologie*, 14, 1973, p. 3-26.
- BONDITTI, P., « (Anti)terrorisme. Mutations des appareils de sécurité et figure de l'ennemi aux États-Unis après 1945 », *Critique internationale*, 61, 2013, p. 147-168.
- BONDITTI, P., « Les concepts, parents pauvres des études (critiques) de sécurité ? Proposition pour une archéologie des savoirs de sécurité », *Études internationales*, 46/2-3, 2015, p. 167-188.
- BONDITTI, P., BIGO, D. et GROS, F. (éds), *Foucault and the Modern International: Silences and Legacies in the Study of World Politics*, Paris, Palgrave MacMillan, 2017.
- BONELLI, L., « Un ennemi "anonyme et sans visage" : Renseignement, exception et suspicion après le 11 septembre 2001 », *Cultures & Conflits*, 58, 2005, p. 101-129.
- BOURDIEU, P. et BOLTANSKI, L., « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2/2-3, 1976, p. 3-73.
- BOURDIEU, P. et WACQUANT, L., *An Invitation to Reflexive Sociology*, Chicago, University of Chicago Press, 1992.
- BOURDIEU, P., *Ce que parler veut dire : l'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982.
- BOURDIEU, P., *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit, Paris, 1980.
- BOURDIEU, P., *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997.
- BOURDIEU, P., « Les rites comme acte d'institution », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 43, 1982, p. 58-63.
- BOWMAN, S., *War in Afghanistan: Strategy, Military Operations, and Issues for Congress*, Washington D.C., Congressional Research Service, 2009.
- BOYER, D., « More funds expected to flow to NATO after Trump's blunt rebuke to allied leaders », *The Washington Times*, 25 mai 2017, disponible sur <https://www.washingtontimes.com/news/2017/may/25/donald-trump-blasts-nato-leaders-anti-terror-immig>.
- BRICET DES VALLONS, G.-H., « L'arme non létale dans la stratégie militaire des États-Unis : imaginaire stratégique et genèse de l'armement », *Cultures & Conflits*, 67, 2007, p. 63-82.
- BROADWELL, P., *All in: The Education of General David Petraeus*, New York, The Penguin Press, 2012.
- BROOKS, M. (éd.), *Eyewitness to War Oral History Series: U.S. Army Advisors in Afghanistan*, vol. 3, US Army Combat Arms Center, Fort Leavenworth, Combat Studies Institute Press, 2010.
- BUCKLEY, E., « Invoking Article 5 », *NATO Review*, 2006, http://www.nato.int/docu/review/2006/Invokation-Article-5/Invocation_context/EN/index.html.
- BUEGER, C., « Making Things Known: Epistemic Practices, the United Nations, and the Translation of Piracy », *International Political Sociology*, 9/1, 2015, p. 1-18.

- BUEGER, C., *International Organizations in Practice: The United Nations, Peacebuilding and Praxiography*, Londres, Routledge, 2015.
- BULMAN, M., « EU refugee anti-smuggling mission is driving deaths in the Mediterranean, finds report », *The Independent*, 11 juillet 2017, <http://www.independent.co.uk/news/world/europe/eu-refugee-rescue-mission-mediterranean-people-smuggling-north-africa-report-migrant-crisis-european-a7835631.html>.
- BURKE, J., « Taliban town seizure throws Afghan policy into disarray », *The Guardian*, 4 février 2007, <https://www.theguardian.com/world/2007/feb/04/afghanistan.jasonburk>.
- BUSH, G.-W., « Statement on Senate Confirmation of General David D. McKiernan as Commander of United States Armed Forces in Afghanistan », 2 octobre 2008, <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=84506>.
- CAMPBELL, D., *Writing Security: United States Foreign Policy and the Politics of Identity*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1992.
- CAMPBELL, J., *Operation Freedom's Sentinel and our continued security investment in Afghanistan*, U.S. Army, 1^{er} octobre 2015, https://www.army.mil/article/156517/operation_freedoms_sentinel_and_our_continued_security_investment_in_afghanistan.
- CARTER, A., *Secretary of Defense Speech: Remarks at CENTCOM Change of Command*, Tampa, 30 mars 2016, <https://www.defense.gov/News/Speeches/Speech-View/Article/708892/remarks-at-centcom-change-of-command>.
- CASTLE, S., « Robertson: "world changed out of all recognition" », *The Independent*, 14 septembre 2001, <http://www.independent.co.uk/news/world/americas/robertson-world-changed-out-of-all-recognition-9161990.html>.
- CASTORIADIS, C., *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1999.
- CESARETTI, R., « Combatting Terrorism in the Mediterranean », *NATO Review*, 2006, http://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_21878.htm?selectedLocale=en.
- CEYHAN, A., « Enjeux d'identification et de surveillance à l'ère de la biométrie », *Cultures & Conflits*, 64, 2006, p. 33-47.
- CHANDRASEKARAN, R. et PARTLOW, J., « Gen. Petraeus says progress is faster than expected in Afghanistan operation », *The Washington Post*, 23 octobre 2010, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2010/10/22/AR2010102204609.html?noredirect=on>.
- CHAYES, S., *The Punishment of Virtue: Inside Afghanistan After the Taliban*, New York, The Penguin Press, 2006.
- CHUA, C., DANYLUK, M., COWEN, C. et KHALILI, L., « Turbulent Circulation: Building a Critical Engagement with Logistics », *Environment and Planning D: Society and Space*, 36/4, 2018, p. 617-629.
- CJSTOF-A, *DET OPNS FOB Surobi*, 8 juin 2006, <https://wardiaries.wikileaks.org/id/AD19CBE1-A586-4539-B826-FD0A26CC0B78>.
- CJTF 82, *Task Force Guardian, 1x detainee released from the BTIF*, 22 mars 2008, <https://wardiaries.wikileaks.org/id/BC6AEC78-404B-4048-B809-1976DE88339A>.

- CJTF 82, *TF Guardian, Detainee transfer to the Bagram Theater Internment Facility*, 8 octobre 2007, <https://wikileaks.org/afg/event/2007/10/AFG20071008n1113.html>.
- COGLAN, T., « Iran arming Taliban with roadside bombs », *The Telegraph*, 4 octobre 2007, <https://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/1565106/Iran-arming-Taliban-with-roadside-bombs.html>.
- COGLAN, T., « Marines launch attack on Taliban in Helmand », *The Telegraph*, 29 avril 2008, <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/1907217/Marines-launch-attack-on-Taliban-in-Helmand.html>.
- COHEN, R., « Britain Resolves, U.S. Wavers », *The New York Times*, 26 octobre 2009, <http://www.nytimes.com/2009/10/27/opinion/27iht-edcohen.html>.
- COHN, C., « Sex and Death in the Rational World of Defense Intellectuals », *Signs*, 12/4, 1987, p. 687-718.
- CORDESMAN, A., ALLISON, M., LEMIEUX, J., *IED Metrics for Afghanistan January 2004 – September 2010*, Washington, Center for Strategic and International Studies (CSIS), 2010.
- CORTEN, O., *Le droit contre la guerre : L'interdiction du recours à la force en droit international contemporain*, Paris, Pédone, 2008.
- COWEN, D., *The Deadly Life of Logistics: Mapping Violence in Global Trade*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2014.
- COX, R., « Social Forces, States, and World Orders: Beyond International Relations Theory », *Millennium : Journal of International Studies*, 10/2, 1981, p. 126-155.
- CROSER, C., *The New Spatiality of Security: Operational Uncertainty and the US Military in Iraq*, Londres, Routledge, 2007.
- CUTTITA, P., « Delocalization, Humanitarianism, and Human Rights: The Mediterranean Border Between Exclusion and Inclusion », *Antipode*, 50/2, 2017, p. 783-803.
- DAHO, G., *La transformation des armées : Enquête sur les relations civilomilitaires en France*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2016.
- DAL LAGO, A., « The Global State of War », *Ephemera: Theory and Politics in Organization*, 6/1, 2006, p. 9-26.
- DAVIDSHOFER, S., TAWFIK, A. et HAGMANN, J., « Analyse du champ de la sécurité en Suisse : vers une hypertrophie de la sécurité intérieure et autres réflexions méthodologiques », *Cultures & Conflits*, 101, 2016, p. 59-93.
- DAVIES, N., « Afghanistan war logs: Task Force 373 – special forces hunting top Taliban », *The Guardian*, 25 juillet 2010, <https://www.theguardian.com/world/2010/jul/25/task-force-373-secret-afghanistan-taliban>.
- DE GOEDE, M., « Beyond Risk: Premediation and the Post-9/11 Security Imagination », *Security Dialogue*, 39/2-3, 2008, p. 155-176.
- DE GOEDE, M. et RANDALLS, S., « Precaution, preemption: arts and technologies of the actionable future », *Environment and Planning D: Society and Space*, 27/5, 2009, p. 859-878.
- DE GOEDE, M., « The Chain of Security », *Review of International Studies*, 44/1, 2018, p. 24-42.
- DE GOEDE, M., « The Politics of Preemption and the War on Terror in Europe », *European Journal of International Relations*, 14/1, 2008, p. 161-185.

- DE HOOP SCHEFFER, J., *Press conference by NATO Secretary General, Jaap de Hoop Scheffer following the informal meeting of Defence Ministers, Nice, 10 février 2005*, <http://www.nato.int/docu/speech/2005/s050210e.htm>.
- DE HOOP SCHEFFER, J., *Speech by NATO Secretary General, Jaap de Hoop Scheffer at the annual press reception on the occasion of the New Year, 10 janvier 2008*, http://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_7374.htm?selectedLocale=en.
- DE NEVERS, R., « NATO's International Security Role in the Terrorist Era », *International Security*, 31/4, 2007, p. 34-66.
- DEBRIX, F., « Discourses of War, Geographies of Abjection: Reading Contemporary American Ideologies of Terror », *Third World Quarterly*, 26/7, 2005, p. 1157-1172.
- DEBRIX, F., « The Sublime Spectatorship of War: The Erasure of the Event in America's Politics of Terror and Aesthetics of Violence », *Millennium – Journal of International Studies*, 34/3, 2006, p. 767-791.
- DEFENCE NEWS, *British troops help US Marines tackle the Taliban in Garmsir, 7 mai 2008*, <https://web.archive.org/web/20080509101437/http://www.mod.uk:80/DefenceInternet/DefenceNews/MilitaryOperations/BritishTroopsHelpUsMarinesTackleTheTalibanInGarmsir.htm>.
- DELORI, M., « Humanitarian violence: How Western airmen kill and let die in order to make live », *Critical Military Studies*, 5/4, 2019, p. 322-340.
- DER DERIAN, J., *Virtuous War: Mapping the Military-Industrial-Media-Entertainment Network*, Londres, Routledge, 2009.
- DER DERIAN, J., UDRIS, D. et UDRIS, M., *Human Terrain: War Becomes Academic*, Bullfrog Films, 2010.
- DER SPIEGEL STAFF, « NATO Irritated by New American ISAF Commander », *Der Spiegel*, 19 mars 2007, <http://www.spiegel.de/international/world/afghanistan-mission-nato-irritated-by-new-american-isaf-commander-a-472454.html>.
- DER SPIEGEL, « Interview with ISAF Commander Petraeus We're Not « Going to Turn Afghanistan into Switzerland » », *Der Spiegel*, 19 septembre 2010, <http://www.spiegel.de/international/world/interview-with-isaf-commander-petraeus-we-re-not-going-to-turn-afghanistan-into-switzerland-a-718285.html>.
- DER SPIEGEL, *Joint Prioritized Effects List*, 2010, <http://www.spiegel.de/media/media-35508.pdf>.
- DEVIN, G., *Sociologie des relations internationales*, Paris, La Découverte, 2007.
- DEWERP, A., « La "stratégie" chez Bourdieu », *Enquête*, 3, 1996, p. 191-208.
- DEZALAY, Y. et GARTH, B., *La mondialisation des guerres de palais : la restructuration du pouvoir d'État en Amérique latine, entre notables du droit et « chicago boys »*, Paris, Seuil, 2002.
- DIBENETTO, A.-G., *Implementing the Alliance Maritime Strategy in the Mediterranean: NATO's Operation Sea Guardian*, NATO Defense College, 134, 2016.
- DILLON, M. et REID, J., *The Liberal Way of War: Killing To Make Life Live*, Londres, Routledge, 2009.
- DILLON, M., *Politics of Security: Towards a Political Philosophy of Continental Thought*, Routledge, Londres, 2003.
- DOBRY, M., « Le jeu du consensus », *Pouvoirs*, 38, 1986, p. 47-66.

- DORÉ, S., HELLEUR, C. et VAN FONG, C.-H., *Scenario-Based Assessment of Sensors for the Canadian Recognized Maritime Picture*, Paper Presented at the 7th International Command and Control Research and Technology Symposium, Quebec City, 2002, p. 2.
- DORRONSORO, G., *Afghanistan at the Breaking Point*, Washington D.C., Carnegie Endowment for International Peace, 2010.
- DORRONSORO, G., *Comment perdre une guerre ? Le cas de l'OTAN en Afghanistan*, Université libre de Bruxelles, Chaire Remacle sur l'étude de la paix, Conférence inaugurale, 23 février 2017, <https://www.youtube.com/watch?v=qMYE0PIg8xM>.
- DORRONSORO, G., OLSSON, C. et POUYÉ, R., *Insurrections et contre-insurrections : éléments d'analyse sociologique à partir des terrains irakien et afghan*, Paris, Études de l'IRSEM, n° 20, 2012.
- DORRONSORO, G., *Waiting for the Taliban in Afghanistan*, Washington D.C., Carnegie Endowment for International Peace, 2012.
- DORRONSORO, G., *The Taliban's Winning Strategy in Afghanistan*, Washington D.C., Carnegie Endowment for International Peace, 2009.
- DOUSTE-BLAZY, P., *Réunion ministérielle de l'OTAN : Conférence de presse du ministre des Affaires étrangères*, Bruxelles, 26 janvier 2007, http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/exl-php/cadcgp.php?CMD=CHERCHE&QUERY=1&MODELE=vues/mae_internet___recherche_avancee/home.html&VUE=mae_internet___recherche_avancee&NOM=cadic__anonyme&FROM_LOGIN=1.
- DOYLE, M., « Kant, Liberal Legacies and Foreign Affairs », in M. BROWN, S. LYNN-JONES et S. MILLER (éds), *Debating the Democratic Peace*, Cambridge, MIT Press, 1983, p. 3-57.
- DRESSLER J., *Counterinsurgency in Helmand : Progress and Remaining Challenges*, Washington D.C., Institute for the Study of War, 2011.
- DRESSLER, J., *Securing Helmand: Understanding and Responding to the Enemy*, Washington D.C., Institute for the Study of War, 2009.
- DRESSLER, J., *Will the Marines Push into Northern Helmand?*, Washington D.C., Institute for the Study of War, 2010.
- DUBBER, M. et VALVERDE, M. (éds), *The New Police Science: The Police Power in Domestic and International Governance*, Stanford, Stanford University Press, 2006.
- DUFFIELD, M., *Global Governance and the New Wars: The Merging of Development and Security*, New York, Zed Books, 2005.
- DUNNING, E. et ELIAS, N., *Sport et civilisation : La violence maîtrisée*, Paris, Fayard, 1994.
- EDELMAN, E., *A Comprehensive Approach to Modern Insurgency: Afghanistan and Beyond*, Ambassador Eric Edelman, Undersecretary of Defense for Policy, Munich, Marshall Center, 27 mars 2007.
- EIDEN, G., *LuxSpace SAT – AIS data service Enhancing Maritime Safety and Security for European Institutional Users*, AIS Summit 2013, Hamburg, mai 8-9 mai 2013.
- ELDRIGE, C., HOBBS, C. et MORAN, M., « Fusing algorithms and analysts: open-source intelligence in the age of “Big Data” », *Intelligence and National Security*, 33/3, 2018, p. 391-406.

- ELIAS, N., *La dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann Lévy, 1975.
- ELIAS, N., *Qu'est-ce que la sociologie ?*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1991.
- EUROPEAN EXTERNAL ACTION SERVICE, *Shared Awareness and De-Confliction in the Mediterranean (SHADE-MED)*, 2017, https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/12349/shared-awareness-and-de-confliction-mediterranean_de.
- EXACTEARTH, *exactEarth Announces New Contract with NATO*, 19 juin 2012, <http://investors.exactearth.com/recent-news?item=144>.
- EVANS, R., « What is expertise? Technical knowledge and political judgment », in T.-V. BERLING et C. BUEGER (éds), *Security Expertise: Practice, Power, Responsibility*, Abingdon, Routledge, 2015, p. 19-36.
- EYAL, G., « Dangerous liaisons between military intelligence and Middle Eastern studies in Israel », *Theory and Society*, 31/5, 2002, p. 653-693.
- FARAND, C., « EU's "reckless operations" is causing refugees to die in the Mediterranean, says Amnesty International », *The Independent*, 6 juillet 2017, <http://www.independent.co.uk/news/world/europe/eu-refugee-crisis-migrant-boats-die-mediterranean-sea-reckless-amnesty-international-european-union-a7827041.html>.
- FARMER, B. et NELSON, D., « US marines lead major crack down against Taliban in Afghanistan », *The Telegraph*, 2 juillet 2009, <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/afghanistan/5718506/US-marines-lead-major-crack-down-against-Taliban-in-Afghanistan.html>.
- FASSIN, D. et PANDOLFI, M. (éds), *Contemporary States of Emergency: The Politics of Military and Humanitarian Interventions*, Cambridge, Zone Books, 2013.
- FILKINS, D., « Afghan Offensive Is New War Model », *The New York Times*, 12 février 2010, <http://www.nytimes.com/2010/02/13/world/asia/13kabul.html?mcubz=3>.
- FILKINS, D., « Stanley McChrystal's Long War », *The New York Times*, 14 octobre 2009, <http://www.nytimes.com/2009/10/18/magazine/18Afghanistan-t.html>.
- FORREST, C. et DEKOLD, R., *Warning Update: The Expansion of ISIS in Northwestern Afghanistan*, Washington D.C., Institute for the Study of War, 22 février 2017.
- FORSBERG, C., *The Taliban's Campaign for Kandahar*, Afghanistan Report 3, Washington D.C., Institute for the Study of War, 2009.
- FOUCAULT, M., *Histoire de la sexualité*, tome 1 : *La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1994.
- FOUCAULT, M., *Il faut défendre la société*, Cours au Collège de France (1975-1976), Paris, Gallimard/Seuil, 1997.
- FOUCAULT, M., *Sécurité, territoire, population*, Cours au Collège de France (1977-1978), Paris, Gallimard-Seuil, 2004.
- FOUST, J., « How Short-Term Thinking is Causing Long-Term Failure in Afghanistan », *The Atlantic*, 24 janvier 2011, <http://www.theatlantic.com/international/archive/2011/01/how-short-term-thinking-is-causing-long-term-failure-in-afghanistan/70048>.
- FREAKLEY, B., « Ben Freakley », *Arizona State University*, <https://sustainability.asu.edu/person/ben-freakley>.

- FREAKLEY, B., *Security Operations in Afghanistan*, Combined Joint Task Force 76, Washington D.C., Pentagone, 26 janvier 2007, <https://www.c-span.org/video/?196390-1/operations-afghanistan>.
- FUSULIER, B., « Le compromis : Du concept descriptif au concept interprétatif : Une mise en chantier », in *Négociations*, 20, 2013, p. 19-29.
- GALL, C., « American Takes Over Command of NATO Force in Afghanistan », *The New York Times*, 5 février 2007, <http://www.nytimes.com/2007/02/05/world/asia/05afghan.html>.
- GALL, C., « Taliban Open Northern Front in Afghanistan », *The New York Times*, 26 novembre 2009, <http://www.nytimes.com/2009/11/27/world/asia/27kunduz.html?pagewanted=all>.
- GALL, S., *War Against the Taliban: Why It All Went Wrong in Afghanistan*, Londres, Bloomsbury, 2013.
- GALLIS, P., *The NATO Summit at Prague, 2002*, CRS Report to Congress, Congressional Research Service, 2005.
- GARELLI, G. et TAZZIOLI, M., « The biopolitical warfare on migrants: EU Naval Force and NATO operations of migration government in the Mediterranean », *Critical Military Studies*, 4/2, 2018, p. 181-200.
- GARELLI, G. et TAZZIOLI, M., « Warfare on the logistics of migrant movements: EU and NATO military operations in the Mediterranean », *OpenDemocracy*, 16 juin 2016, <https://www.opendemocracy.net/mediterranean-journeys-in-hope/glenda-garelli-martina-tazzioli/warfare-on-logistics-of-migrant-movem>.
- GATES, R., *Duty: Memoirs of a Secretary at War*, Londres, W.H. Allen, 2014.
- GATES, R., *Media Availability with Secretary of Defense Robert M. Gates following the NATO Summit Enroute to Oman*, 4 avril 2008, <http://archive.defense.gov/Transcripts/Transcript.aspx?TranscriptID=4187>.
- GATES, R., *Press Conference with Secretary Gates from India*, New Dehli, 20 janvier 2010, <http://archive.defense.gov/transcripts/transcript.aspx?transcriptid=4540>.
- GEBAUER, M., « The Truth about Task Force 373: War Logs Cast Light on Dirty Side of Afghanistan Conflict », *Der Spiegel*, 26 juillet 2010, <http://www.spiegel.de/international/world/the-truth-about-task-force-373-war-logs-cast-light-on-dirty-side-of-afghanistan-conflict-a-708559.html>.
- GEBAUER, M., GOETZ, J., HOYNG, H., KOELBL, S., ROSENBAACH, M. et SCHMITZ, G.-P., « Task Force 373 and Targeted Assassinations: US Elite Unit Could Create Political Fallout for Berlin », *Der Spiegel*, 26 juillet 2010, <http://www.spiegel.de/international/germany/task-force-373-and-targeted-assassinations-us-elite-unit-could-create-political-fallout-for-berlin-a-708407.html>.
- GENTILE, G., « Les mythes de la contre-insurrection et leurs dangers : Une vision critique de l'U.S. Army », *Sécurité globale*, 10, 2009, p. 21-34.
- GHECIU, A., *Securing Civilization? The EU, NATO, and the OSCE in the Post-9/11 World*, Oxford University Press, Oxford, 2008.
- GHIASY, R., « Afghanistan's political elite continues to jeopardize stability », Stockholm, *SIPRI*, 26 avril 2017.
- GIBSON, J. W., *The Perfect War: Technowar in Vietnam*, Boston & New York, The Atlantic Monthly Press, 1986.

- GIDDENS, A., *The Consequences of Modernity*, Cambridge, Polity Press, 1996.
- GIDDENS, A., *The Nation-State and Violence, Volume Two of A contemporary Critique of Historical Materialism*, Cambridge, Polity Press, 1989.
- GIUSTOZZI, A. et REUTER, C., *The Northern Front: The Afghan Insurgency Spreading Beyond the Pashtuns*, Afghanistan Analysts Network, AAN Briefing Paper, n° 3, 2010.
- GOLEMBSKY, M., *Dagger 22. U.S. Marine Corps Special Operations in Bala Murghab, Afghanistan*, New York, St. Martin's Press, 2016.
- GORDON, A., « Terrorism as an academic subject after 9/11: searching the internet reveals a Stockholm syndrome trend », *Studies in Conflict and Terrorism*, 28/1, 2005, p. 45-49.
- GORDON, M., « NATO Chief Says Alliance Needs Role in Afghanistan », *The New York Times*, 21 février 2003, <http://www.nytimes.com/2003/02/21/world/threats-responses-afghan-security-nato-chief-says-alliance-needs-role.html>.
- GREGORY, D., « "The rush to the intimate": Counterinsurgency and the Cultural turn », *Radical philosophy*, 150, 2008, p. 8-23.
- GREGORY, D., « The Biopolitics of Baghdad: Counterinsurgency and the Counter-City », *Human Geography*, 1/1, 2008, p. 1-43.
- GREGORY, D., « The Everywhere War », *The Geographical Journal*, 177/3, 2011, p. 238-250.
- GREGORY, D., *The Colonial Present: Afghanistan, Palestine, Iraq*, Malden & Oxford, Blackwell, 2004.
- GREY, S., *Snakebite: The Explosive True Story of an Afghan Desert Siege*, New York, Penguin Books, 2009.
- GROVE, J., « An Insurgency of Things: Foray into the World of Improvised Explosive Devices », *International Political Sociology*, 10/4, 2016, p. 332-351.
- GUSTERSON, H., *Nuclear rites: a weapons laboratory at the end of the Cold war*, Berkeley, University of California Press, 1996.
- HAESEBROUCK, T., « NATO Burden Sharing in Libya: A Fuzzy Set Qualitative Comparative Analysis », *Journal of Conflict Resolution*, 61/10, 2017, p. 2235-2261.
- HALLAMS, E., RATTI, L. et ZYLA, B. (éds), *NATO Beyond 9/11: The Transformation of the Atlantic Alliance*, New York, Palgrave Macmillan, 2013.
- HANSEN, S.-T., « Taking ambiguity seriously: Explaining the indeterminacy of the European Union conventional arms export control regime », *European Journal of International Relations*, 22/1, 2015, p. 192-216.
- HARRISSON, C., *The Longest Kill. The Story of Maverick 41, One of the World's Greatest Snipers*, Londres, Sidwick & Jackson, 2015.
- HASTINGS, M., « The Runaway General », *Rolling Stone*, 8-22 juillet 2010.
- HASTINGS, M., *The Operators: The Wild and Terrifying Inside Story of America's War in Afghanistan*, New York, Blue Rider Press, 2012.
- HEATH-KELLY, C., *Death and Security: Memory and Mortality at the Bombsite*, Manchester, Manchester University Press, 2017.

- HERNDON, R., CREIGHTON, J., BELLO, L., « Effects-Based Operations in Afghanistan: The CJTF 180 Method of Orchestrating Effects to Achieve Objectives », *Field Artillery*, janvier-février 2004.
- HIBOU, B., *Anatomie politique de la domination*, Paris, La Découverte, 2011.
- HILL, M., *NATO Industrial Advisory Group (NIAG)*, février 2017, slide 8, <http://soff.se/wp-content/uploads/2017/02/13-Vad-är-NIAG.pdf>.
- HOBBSAWM, E., *L'âge des extrêmes : Histoire du court XX^e siècle*, Paris, Complexe, 1994.
- HOLMQVIST, C., « War, 'strategic communication' and the violence of non-recognition », *Cambridge Review of International Affairs*, 26/4, 2013, p. 631-650.
- HOLMQVIST, C., *Policing Wars: On Military Intervention in the 21st Century*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2014.
- HORN, B., *From Cold War to New Millennium: The History of The Royal Canadian Regiment (1953-2008)*, Toronto, Dundurn, 2008.
- HOUSE OF COMMONS – DEFENCE COMMITTEE, *Thirteenth Report of Session 2006–07. Report, together with formal minutes, oral and written evidence*, 18 juillet 2007, <http://www.nato.int/docu/speech/2001/s011004c.html>.
http://www.nato.int/isaf/structure/bio/rc_e/schloesser.html.
- HUMINT COE, *Human aspects of the operational environment final report*, Oradea, 2014, <https://www.innovationhub-act.org/sites/default/files/HAOE-Final-Report.pdf>.
- HUMINT COE, *What is the HUMINT Centre Of Excellence?*, 2016, <http://www.natohcoe.org/what-is-humint-centre-of-excellence>.
- HUTCHINSON, B., « Operation Falcon's Summit aims to oust Taliban », *The Long Road*, 16 décembre 2006, <http://afghanistan.nationalpost.com/operation-falcons-summit-aims-to-oust-taliban>.
- HUYSMANS, J., « Security! What do you mean? From Concept to Thick Signifier », *European Journal of International Relations*, 42/2, 1998, p. 226-255.
- HUYSMANS, J., « Shape-shift NATO: Humanitarian action and the Kosovo refugee crisis », *Review of International Studies*, 28/3, 2002, p. 599-618.
- HUYSMANS, J., *Security Unbound: Enacting Democratic Limits*, Abingdon et New York, Routledge, 2014.
- HUYSMANS, J., *The Politics of insecurity: Fear, Migration and Asylum in the EU*, Londres, Routledge, 2006.
- IRONDELLE, B. et LACHMANN, L., « L'OTAN est-elle toujours l'OTAN ? », *Critique internationale*, 53, 2011, p. 67-81.
- ISAF HQ PAO MEDIA PLAN, « Rebuilding a nation: BG Levent Colak leads talks on Operation TOLO, a plan to help shape the future of Afghanistan's security and reconstruction », *ISAF Mirror: Official Magazine of ISAF*, 52, 2008.
- ISAF, *101st Airborne assumes authority of RC-East from 82nd Airborne*, 11 avril 2008, <http://www.nato.int/isaf/docu/pressreleases/2008/04-april/pr080411-136.html>.
- ISAF, *Commander, ISAF Joint Command Lieutenant General David M. Rodriguez (USA)*, 12 novembre 2009, <http://www.nato.int/isaf/structure/bio/ijcs/rodriguez.html>.

- ISAF, *ISAF Regional Commander East, Major General MG Jeffrey J. Schloesser (USA)*, 11 avril 2008.
- ISAF, *Video Tele Conference: Major General Champoux, Deputy Commander Security, ISAF*, 13 décembre 2007, <http://www.nato.int/isaf/docu/speech/2007/sp071213a.html>.
- JABRI, V., « War, Security and the Liberal State », *Security Dialogue*, 37/1, 2006, p. 47-64.
- JACKSON, R., *Writing the War on Terrorism*, Manchester, Manchester University Press, 2005.
- JACOBSEN, P.-V., *NATO's Comprehensive Approach to Crisis Response Operations: A work in Slow Progress*, Danish Institute for International Studies Report, 15, octobre 2008.
- JACOBSEN, P.-V., *PRTs in Afghanistan: Successful but not Sufficient*, Danish Institute for International Studies, 6, 2005.
- JEGEN, M. et MERAND, F., « Constructive Ambiguity: Comparing the EU's Energy and Defence Policies », *West European Politics*, 37/1, 2013, p. 182-203.
- JONES, S., *In the Graveyard of Empires: America's War in Afghanistan*, New York, Norton & Company Inc., 2009.
- JORDAN, P., « U.S. commander in Afghanistan gets more authority », *Reuters*, 4 mars 2010, <http://www.reuters.com/article/us-afghanistan-usa-mcchrystal-idUSTRE6234PU20100304>.
- JOZWIAK, R., « Trump Presses NATO On Spending, Terrorism, Immigration, Russia Threat », *Radio Free Europe*, 25 mai 2017, <https://www.rferl.org/a/nato-joins-anti-is-coalition-stoltenberg/28508133.html>.
- KAGAN, K. et KAGAN, F., « Why U.S. troops must stay in Afghanistan », *The Washington Post*, 23 novembre 2012, https://www.washingtonpost.com/opinions/why-us-troops-must-stay-in-afghanistan/2012/11/23/e452bb92-3287-11e2-9cfa-e41bac906cc9_story.html?utm_term=.e92bb71532fe.
- KAPLAN, F., « Counterinsurgenterrorism: Obama's new policy for Afghanistan tries to steer a middle course », *Slate*, 27 mars 2009, http://www.slate.com/articles/news_and_politics/war_stories/2009/03/counterinsurgenterrorism.html.
- KAPLAN, F., *The Insurgents: David Patreus and the Plot to Change the American Way of War*, New York, Simon & Schuter, 2013.
- KATES, B., « Obama Launches First Major Offensive in Afghanistan », *New York Daily News*, 2 juillet 2009, <https://www.usnews.com/news/articles/2009/07/02/obama-launches-major-offensive-in-afghanistan?offset=20>.
- KAY, S. et KHAN, S., « NATO and Counter-insurgency: Strategic Liability or Tactical Asset? », *Contemporary Security Policy*, 28/1, 2007, p. 163-181.
- KEEGAN, J., *Intelligence in War*, New York, Alfred A. Knopf, 2003.
- KEOHANE, R. et WALLENDER, C., « Risk, Threat and Security Institutions », in H. HAFTENDORN, R. KEOHANE et C. WALLENDER (éds), *Imperfect Unions: Security Institutions Over Time and Space*, Oxford, Oxford University Press, 2002, p. 21-47.

- KHALILI, L., « The infrastructural power of the military: The geoeconomic role of the US Army Corps of Engineers in the Arabian Peninsula », *European Journal of International Relations*, 24/4, 2017, p. 911-933.
- KHALILI, L., *Sinews of War of Trade: Shipping and Capitalism in the Arabian peninsula*, Londres, Verso, 2020.
- KIENSCHERF, M., « A programme of global pacification: US counterinsurgency doctrine and the biopolitics of human (in)security », *Security Dialogue*, 42/6, 2011, p. 517-535.
- KILCULLEN, D., « Twenty-Eight Articles: Fundamentals of Company-Level Counterinsurgency », *Military Review*, octobre 2006, p. 39-35.
- KILEY, S., *Desperate Glory: At War in Helmand with Britain's 16 Air Assault Brigade*, Londres, Bloomsbury, 2009.
- KING, A., *The Combat Soldier: Infantry Tactics and Cohesion in the Twentieth and the Twenty-First Centuries*, Oxford, Oxford University Press, 2013.
- KITCHIN, R., *The Data Revolution: Big Data, Open Data, Data Infrastructures & Their Consequences*, Londres, Sage, 2014.
- KOONTZ, C., *Enduring Voices: Oral Histories of the U.S. Army Experience (2003-2005)*, Washington D.C., Center of Military History, U.S. Army, 2008.
- KOSELLECK, R., *Futures Past: On the Semantics of Historical Time*, New York, Columbia University Press, 2004.
- KRAHMANN, E., « Beck and beyond: selling security in the world risk society », *Review of International Studies*, 37/1, 2011, p. 349-372.
- KRAINSKI, W., BENNEY, R., ONCKELINX, R., DELWARDE, C., MUELLER, L. et VALLANCE, M., *NATO Precision Airdrop Initiatives and Modeling and Simulation Needs*, NATO Research and Technology Organization, RTO-MP-AVT-133, 2006.
- KUZMANOV, K., « Does NATO Have a Role in the Fight Against International Terrorism: Analysis of NATO's Response to Septembre 11 », *Information & Security*, 29, 2006, p. 61-85.
- L'HEUILLET, H., « La généalogie de la police », *Cultures & Conflits*, 48, 2002, p. 109-132.
- LAHIRE, B., *L'esprit sociologique*, Paris, La Découverte, 2007.
- LAHIRE, B., *L'invention de l'« illétrisme »*, Paris, La Découverte, 2005.
- LANSFORD, T., *All for One: Terrorism, NATO and the United States*, New York, Ashgate, 2002.
- LARSEN, H., *NATO in Afghanistan: Democratization Warfare, National Narratives, and Budgetary Austerity*, Discussion Paper, 2013-10, Cambridge, Belfer Center for Science and International Affairs, décembre 2013.
- LARSON, T., MARCUSSEN, M., TRONDAL, J. et VEGGELAND, F., *Unpacking International Organisations: The Dynamics of Compound Bureaucracies*, Manchester, Manchester University Press, 2010.
- LASCONJARIAS, G. et LARSEN, J. (éds), *NATO's Response to Hybrid Threats*, Rome, NATO Defense College, 2015.
- LAW, G., « Employing the Route Clearance Package in Afghanistan », *Engineer: The Professional Bulletin of Army Engineers*, mai-août 2010, p. 47-49.

- LAZAR, L., *Framework for NATO-Industry Engagement*, mars 2017, https://diweb.hq.nato.int/indrel/Shared%20Documents/FNIE_Brochure.pdf.
- LE COMITÉ DE Rédaction, « Élités transnationales : introduction », *Cultures & Conflits*, 98, 2015, p. 7-13.
- LE MONDE, « Raid ciblé de l'OTAN contre un chef taliban au Sud de l'Afghanistan », *Le Monde*, 4 février 2007, http://www.lemonde.fr/asiе-pacifique/article/2007/02/04/raid-cible-de-l-otan-contre-un-chef-taliban-au-sud-de-l-afghanistan_863468_3216.html.
- LEAD INSPECTOR GENERAL FOR OVERSEAS CONTINGENCY OPERATIONS, *Operation Freedom's Sentinel*, Report to the United States Congress, 1^{er} janvier 2017-31 mars 2017, 2017.
- LEANDER, A. et VAN MUNSTER, R., « Private Security Contractors in the Debate about Darfur: Reflecting and Reinforcing Neo-Liberal Governmentality », *International Relations*, 21/2, 2007, p. 201-216.
- LEDWIDGE, F., *Losing Small Wars: British Military Failure in Iraq and Afghanistan*, New Haven, Yale University Press, 2011.
- LEE G., *Fighting Season : Tales of a British Officer in Afghanistan*, Londres, Dutchworth Overlook, 2012.
- LEIGHOW, J., « Route Clearance Operations », *Engineer: The Professional Bulletin of Army Engineers*, août 1995, p. 54-61.
- LEQUESNE, C., *Ethnographie du Quai d'Orsay : Les pratiques des diplomates français*, Paris, CNRS éditions, 2017.
- LOISEL, S., « Facilité de paix pour l'Afrique : Jeux sectoriels dans l'élaboration d'un instrument européen de gestion des crises », *Politique européenne*, 51, 2016, p. 86-116.
- LORD ROBERTSON, *Déclaration à la presse du Secrétaire général sur la décision du Conseil de l'Atlantique Nord concernant l'application de l'article 5 du Traité de Washington en conséquence des attaques perpétrées le 11 septembre contre les États-Unis*, 4 octobre 2001.
- LORD ROBERTSON, *Déclaration du Secrétaire général de l'OTAN*, Lord Robertson, au Siège de l'OTAN, 2 octobre 2001, http://www.nato.int/cps/fr/natohq/opinions_19011.htm?selectedLocale=fr (consulté le 22 mai 2017).
- LOVIK, A., *MARCOM NATO Shipping Centre*, 2013, <https://www.norclub.no/assets/ArticleFiles/Bergen-Maritime-Security-Seminar-Anders-Loevik.pdf>.
- LOUIS, M., MAERTENS, L. et SAIGET, M., « L'enquête de terrain », in G. DEVIN (éd.), *Méthodes de recherche en relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016, p. 139-158.
- LOWRY, R., *The Gulf War Chronicles: A Military History of the First War with Iraq*, Lincoln, iUniverse, 2003.
- LOYD, A., « Bungs and bungling in Musa Qala: British dreams of building utopia crumble », *The Times*, 15 juillet 2008, <http://www.thetimes.co.uk/tto/news/world/asia/article2608880.ece>.
- LUXSPACE, *Global AIS Data Service LuxSpace Global AIS data service*, disponible sur <http://www.luxspace.lu/index.php/global-ais-data-service.html>.

- MACLEOD, A. et O'MEARA, D. (éds), *Théories des relations internationales : Contestations et résistances*, Québec, Athéna Éditions, 2010.
- MACLEOD, A., « Les études de sécurité : du constructivisme dominant au constructivisme critique », *Cultures & Conflits*, 54, 2004, p. 13-51.
- MACRON, E., *Déclaration du Président de la République avec Jens Stoltenberg, Secrétaire général de l'OTAN*, 28 novembre 2019, disponible sur <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/11/28/declaration-du-president-de-la-republique-avec-jens-stoltenberg-secretaire-general-de-lotan>.
- MALESEVIC, S., *The Rise of Organized Brutality: A Historical Sociology of Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017.
- MALESEVIC, S., *The Sociology of War and Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.
- MANN, M., *The Sources of Social Power*, vol. 3 : *Global Empire and Revolutions (1890-1945)*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.
- MARINES, *2011 North American Technology Demonstration*, novembre 2011, <https://www.youtube.com/watch?v=Whop5GXSIIA>.
- MARSH, K., « Obama's Surge: A Bureaucratic Politics Analysis of the Decision to Order a Troop Surge in the Afghanistan War », *Foreign Policy Analysis*, 10/3, 2014, p. 265-288.
- MARTIN-MAZÉ, M., « L'extension transnationale du domaine de la lutte symbolique : comment les savoirs d'État sur les frontières passent-ils les frontières de l'État ? », *Cultures & Conflits*, 98, 2015, p. 53-70.
- MARTIN-MAZÉ, M., « Returning Struggles to the Practice Turn: How Were Bourdieu and Boltanski Lost in (Some) Translations and What to Do about It? », *International Political Sociology*, 11/2, 2017, p. 203-220.
- MASSUMI, B., « Prévention, Dissuasion, Prémption : Changements de logiques de la menace », *Multitudes*, 67, 2017, p. 165-175.
- MASTNY, V., HOLTSMARK, S. G. et WENGER A., *War Plans and Alliances in the Cold War*, Londres, Routledge, 2006.
- MATTELART, A., *La globalisation de la surveillance : Aux origines de l'ordre sécuritaire*, Paris, La Découverte, 2008.
- MAYER, J., *The Dark Side: The Inside Story of How the War on Terror Turned into a War on American Ideals*, New York, Anchor Books, 2008.
- MAYER, S., *NATO's Post-Cold War Politics: The Changing Provision of Security*, New York, Palgrave MacMillan, 2014.
- MBEMBE, A., « Nécropolitique », *Raisons politiques*, 21, 2006, p. 29-60.
- MCCALLA, R., « NATO's Persistence after the Cold War », *International Organization*, 50/3, 1996, p. 445-475.
- MCCHRYSAL, S. et SADAT, K., « Staying the Course in Afghanistan: How to Fight the Longest War », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2017, <https://www.foreignaffairs.com/articles/asia/2017-10-16/staying-course-afghanistan>.
- MCCHRYSAL, S., *COMISAF's Initial Assessment*, Kabul, ISAF HQ, 30 août 2009.
- MCCHRYSAL, S., *Gen. McChrystal's Speech on Afghanistan*, Londres, International Institute for Strategic Studies, 1^{er} octobre 2009, https://www.realclearpolitics.com/articles/2009/10/01/gen_mchrysal_address_on_afghanistan_98537.html.

- MCCHRISTAL, S., *ISAF's Commander's Counterinsurgency Guidance*, Kabul, ISAF HQ, 2009.
- MCCHRISTAL, S., *My Share of the Task: A Memoir*, New York, Penguin Press, 2014.
- MCCHRISTAL, S., *Tactical Directive*, Kabul, ISAF HQ, 6 juillet 2009.
- MCELROY, D., « US Marines in mass assault on Taliban town », *The Telegraph*, 12 août 2009, <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/afghanistan/6015785/US-Marines-in-mass-assault-on-Taliban-town.html>.
- MCGARRY, G., *A Night in the Pech Valley. A Memoir of a member of the 75th Ranger Regiment in the Global War on Terrorism*, New York, LTRC Publishing, 2016.
- MCKENZIE, J., « Isis commander in Afghanistan killed by special forces, US and Afghan officials say », *The Independent*, 7 mai 2017, <http://www.independent.co.uk/news/world/asia/isis-commander-afghanistan-abdul-hasib-killed-special-forces-a7723376.html>.
- MCKIERNAN, D., *Situation in Afghanistan*, Washington D.C., Pentagone, 1^{er} octobre 2008, <https://www.c-span.org/video/?281532-1/situation-afghanistan>.
- MCNALLY, L. et BUCALA, P., *The Taliban Resurgent: Threats to Afghanistan's Security*, Washington D.C., Institute for the Study of War, 2015.
- MONEILL, D., « Interview with Top ISAF Commander McNeill "More than Promises" Needed in Afghanistan », *Der Spiegel*, 31 mars 2008, <http://www.spiegel.de/international/world/interview-with-top-isaf-commander-mcneill-more-than-promises-needed-in-afghanistan-a-544385.html>.
- MONEILL, D., *Operations in Afghanistan*, Washington D.C., Pentagone, 6 février 2008, <https://www.c-span.org/video/?203932-1/operations-afghanistan>.
- MONEILL, D., *Operations in Afghanistan*, Washington D.C., Pentagone, 13 juin 2008, <https://www.c-span.org/video/?205968-1/operations-afghanistan>.
- MEARSHEIMER, J., « Back to the Future: Instability in Europe after the Cold War », *International Security*, 15/1, 1990, p. 5-56.
- MEDUSA UNIT – 1st C.A.V., *Operation Medusa*, <http://medusaunit.com/history/operation-medusa>.
- MEDVETZ, T., *Think Tanks in America*, Chicago, University of Chicago Press, 2012.
- Mégie, A. et VAUCHEZ, A., « Introduction : crise, crises et crisologie européenne », *Politique européenne*, 44, p. 8-22.
- MILES, D., « Task force targets human network behind IEDs », *U.S. Army*, 11 mars 2011, https://www.army.mil/article/53114/task_force_targets_human_network_behind_ieds.
- MILITARY ENGINEERING CENTRE OF EXCELLENCE, *NATO Route Clearance project 2013-2015*, 2013, <http://milengcoe.org/events/Documents/Flyer%20Route%20Clearance%20web.pdf>.
- MILLER, D. et MILLS, T., « The terror experts and the mainstream media: the expert nexus and its dominance in the news media », *Critical Studies on Terrorism*, 2/3, 2009, p. 414-437.
- MINDERHOUD, A., *Maritime Security Regime*, Brief to MSR roundtable, 26 avril 2016, http://www.cjoscoe.org/infosite/wp-content/uploads/2016/05/20160426_MSR_2016_CDRe-Arian-Minderhoud.pdf.

- MINDOCK, C., « Donald Trump prepares to meet with “apprehensive” Nato with terrorism on the agenda », *The Independent*, 24 mai 2017, <http://www.independent.co.uk/news/world/americas/us-politics/trump-nato-summit-meeting-2017-obselote-comments-campaign-a7754236.html>.
- MOWLE, T. et SACKO, D., « Global NATO: Bandwagoning in a Unipolar World », *Contemporary Security Policy*, 28/3, 2007, p. 597-618.
- MROZEK, S., *82nd Airborne Division*, Dallas, Turner Publishing Company, 1997.
- MUELLER, J., *Overblown: How Politicians and the Terrorism Industry Inflate National Security Threats, and Why We Believe Them*, New York, Free Press, 2006.
- MULRINE, A., « U.S. Marines Take On the Taliban in Afghanistan », *U.S. News*, 24 juillet 2008, <https://www.usnews.com/news/iraq/articles/2008/07/24/us-marines-take-on-the-taliban-in-afghanistan>.
- MURPHY, K., « U.S. Forces Find Enemy Tougher Than Expected », *The New York Times*, 3 février 1991, http://articles.latimes.com/1991-02-03/news/mn-936_1_air-force.
- NATO ESCD, *NATO's Defence Against Terrorism Program*, NATO HQ, 2014.
- NATO ESCD, *The NATO Science for peace and security programme*, 2015.
- NATO INTERNATIONAL MILITARY STAFF, *SACEUR OPLAN 10302 – ISAF (REVISE 1)*, IMSM-0912-2005, 8 décembre 2005.
- NATO NCIA, *NATO Route Clearance (Countering IED)*, 2013, <https://www.youtube.com/watch?v=I7IDgMuzuFY&t=279s>.
- NATO NCIA, *NCIA Communitor*, 2, janvier-février 2013.
- NATO PARLIAMENTARY ASSEMBLY, *158 DSC 08 E BIS – NATO Operations: Current Priorities and Lessons Learned*, 2008, <http://www.natopa.int/default.asp?SHORTCUT=1476>.
- NATO PUBLIC DIPLOMACY DIVISION, *NATO – Defence against terrorism 2/6*, 2008, <https://www.youtube.com/watch?v=yXRICC573MU>.
- NATO PUBLIC DIPLOMACY DIVISION, *NATO Briefing: Combating terrorism at sea*, Bruxelles, 2006.
- NATO REVIEW, *The God's Eye View: Operation Active Endeavour*, 2010, <https://www.youtube.com/watch?v=bJLZAMZrkA>.
- NATO, *Alliance Maritime Strategy*, 2011, http://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_75615.html.
- NATO, *Briefing: Combating terrorism at sea*, NATO Public Diplomacy Division, Bruxelles, 2006.
- NATO, *Commander ISAF: David McKiernan*, 10 juin 2008, <http://www.nato.int/isaf/structure/bio/comisaf/mckiernan.html>.
- NATO, *Comprehensive Political Guidance*, Riga, 29 novembre 2006, http://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_56425.htm.
- NATO, *Countering terrorism*, 2017, https://www.nato.int/cps/ua/natohq/topics_77646.htm.
- NATO, *Declaration by the Heads of State and Government of the Nations contributing to the UN-mandated, NATO-led International Security Assistance Force (ISAF) in Afghanistan*, Lisbonne, 20 novembre 2010, https://www.nato.int/cps/en/natolive/news_68722.htm.

- NATO, *Defence Against Terrorism Programme of Work (DAT POW)*, 2015, disponible sur http://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_50313.htm.
- NATO, *EOD Demonstrations & Trials 2010*, 2010, <https://www.professionalnaarmada.sk/data/files/2021.pdf>.
- NATO, *Improvised explosive devices*, 2018, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_72809.htm?selectedLocale=en#.
- NATO, *ISAF Key Facts and Figures*, 7 novembre 2014.
- NATO, *ISAF's Strategic Vision*, Bucharest Summit, 3 avril 2008, http://www.nato.int/cps/en/natolive/official_texts_8444.htm.
- NATO, *Joint Declaration by the President of the European Council, the President of the European Commission, and the Secretary General of the North Atlantic Treaty Organization*, 8 juillet 2016, https://www.nato.int/cps/ic/natohq/official_texts_133163.htm.
- NATO, *Meeting of the NAC in Defence Ministers Session*, M-NAC-D(99)156, 1999.
- NATO, *NATO – Together Against Improvised Explosive Devices*, 2012, <https://www.youtube.com/watch?v=H8bBplNEVo8&t=11s>.
- NATO, *NATO and Morocco sign agreement on Operation Active Endeavour*, 22 octobre 2009, http://www.nato.int/cps/en/SID-9911E377-81250D32/natolive/news_58585.html.
- NATO, *NATO as a Community of Values: Manfred Wörner Memorial Lecture*, 2 juin 1999, disponible sur https://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_27550.htm?selectedLocale=en.
- NATO, *NATO's Armaments Programme: Countering terrorism*, NATO HQ, Brussels, 2009.
- NATO, *NATO's Deployment in the Aegean Sea*, juillet 2016, https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/pdf_2016_07/20160627_1607-factsheet-aegean-sea-eng.pdf.
- NATO, *NATO's military concept for defence against terrorism – MC-472*, 2002.
- NATO, *North Atlantic Council Meeting: NATO's SYG [Secretary General] Gets Strategic on Afghanistan*, Cable 09USNATO375_a, 3 septembre 2009, https://wikileaks.org/plusd/cables/09USNATO375_a.html.
- NATO, *Operation Sea Guardian*, 2016, http://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_136233.html.
- NATO, *Peter C. W. Flory, Assistant Secretary General for Defence Investment*, 2009, http://www.nato.int/cps/en/SID-6358719A-6EF4276D/natolive/who_is_who_50146.htm.
- NATO, *Rose Gottemoeller: NATO Deputy Secretary General*, 2016, https://www.nato.int/cps/en/natohq/who_is_who_135934.htm.
- NATO, *Saving lives with non-lethal weapons*, novembre 2011, <https://www.youtube.com/watch?v=9U1dmqwI114&t=50s>.
- NATO, *Science for Peace and Security*, 2017, <https://www.nato.int/cps/en/natolive/78209.html>.
- NATO, *The NATO Science for Peace and Security (SPS) Annual Report (2013-2016)*, 2017, <https://www.nato.int/cps/en/natohq/140826.htm>.

- NATO, *Warsaw Summit Communiqué. Issued by the Heads of State and Government participating in the meeting of the North Atlantic Council in Warsaw 8-9 July 2016*, Varsovie, 9 juillet 2016, https://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_133169.htm.
- NAVY SEALS, *Eric T. Olson*. <https://navyseals.com/ns-overview/notable-seals/eric-t-olson>.
- NAY, O. et PETITEVILLE, F., « Éléments pour une sociologie du changement dans les organisations internationales », *Critique internationale*, 53, 2011, p. 9-20.
- NAY, O., « International Organisations and the Production of Hegemonic Knowledge: how the World Bank and the OECD helped invent the Fragile State Concept », *Third World Quarterly*, 35/2, 2014, p. 210-231.
- NELSON, L., « NATO's Stoltenberg: I agree with Trump on terrorism and defense », *Politico*, 13 avril 2017, disponible sur <https://www.politico.eu/article/natos-stoltenberg-i-agree-with-trump-on-terrorism-and-defense>.
- NEOCLEOUS, M., « Air power as police power », *Environment and Planning D: Society and Space*, 31/4, 2016, p. 578-593.
- NEVILLE, L., *Special Operation Forces in Afghanistan*, Oxford, Osprey Publishing, 2008.
- NIAG, *NATO Industrial Advisory Group (NIAG) Defense Against Mortar Attacks (DAMA) Final Report*, septembre 2006, <https://dk.mors.si/Dokument.php?id=208&lang=slv>.
- NIAG, *NIAG "Technical Studies" – The Nine Steps to Implementation*, NIAG-WP(2006)0003, NATO HQ, 24 avril 2006.
- NISSENBAUM, D., « McChrystal calls Marjah a "bleeding ulcer" in Afghan campaign », *McClatchy Newspapers*, 24 mai 2010, <http://www.mcclatchydc.com/news/nation-world/world/article24583621.html>.
- NOTIN, J.-C., *La guerre de l'ombre des Français en Afghanistan (1979-2011)*, Paris, Fayard, 2011.
- NULAND, V., *ISAF Comprehensive Strategic Pol-Mil Plan (CSPMP) Mileposts for 2008*, Câble n° 08USNATO212_a, 18 juin 2008, https://wikileaks.org/plusd/cables/08USNATO212_a.html.
- O'CONNELL, A. (éd.), *Our Latest Longest War: Losing Hearts and Minds in Afghanistan*, Chicago, Chicago University Press, 2017.
- O'REILLY, C., « The transnational security consultancy industry: A case of state-corporate symbiosis », *Theoretical Criminology*, 14/2, 2010, p. 183-210.
- OBAMA, B., *Remarks by the President in Address to the Nation on the Way Forward in Afghanistan and Pakistan*, West Point, 1^{er} décembre 2009, <https://obamawhitehouse.archives.gov/blog/2009/12/01/new-way-forward-presidents-address>.
- OLSON, R., *North Atlantic Council readout – November 7, 2007*, câble n° 07USNATO601_a, 2008, https://wikileaks.org/plusd/cables/07USNATO601_a.html.
- OLSSON, C., « Can't live with them, can't live without them: 'the enemy' as object of controversy in contemporary Western wars », *Critical Military Studies*, 5/4, 2019, p. 359-377.

- OLSSON, C., « De la pacification coloniale aux opérations extérieures : Retour sur la généalogie “des cœurs et des esprits” dans la pensée militaire contemporaine », *Questions de Recherche/Research Questions*, CERI-Sciences Po, n° 39, avril 2012, p. 1-33.
- OLSSON, C., « Guerre totale et/ou force minimale ? Histoire et paradoxes “des cœurs et des esprits” », *Cultures & Conflits*, 67, 2007, p. 35-62.
- OLSSON, C., « La contre-insurrection otanienne en Afghanistan : Ruptures et continuités à l'« ère Obama » », *Politique américaine*, 13, 2009, p. 65-79.
- OLSSON, C., « Vrai procès et faux débats : perspectives critiques sur les argumentaires de légitimation des entreprises de coercition para-privées », *Cultures & Conflits*, 52, 2003, p. 11-48.
- OLSSON, C., *Conquérir « les cœurs et les esprits » ? Usages et enjeux de légitimation locale de la force dans les missions de pacification extérieures (Bosnie, Kosovo, Afghanistan, Irak ; 1996-2006)*, Thèse de doctorat de science politique (Relations internationales), Institut d'études politiques de Paris, Paris, 2009.
- OMA, I., « Explaining states' burden-sharing behaviour within NATO », *Cooperation & Conflict*, 47/4, 2012, p. 562-573.
- ONUÉ, N., *World of Our Making: Rules and Rule in Social Theory and International Relations*, Columbia, University of South Carolina Press, 1989.
- OTAN, *10 choses à savoir sur l'OTAN*, fiche d'information, 2016, https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/pdf_2016_07/20160627_1607-10things-fr.pdf.
- OTAN, *Cinquième anniversaire de l'opération OTAN de lutte contre le terrorisme en Méditerranée*, 15 décembre 2006, <http://www.nato.int/docu/update/2006/12-december/index-f.htm>.
- OTAN, *Des bâtiments de l'OTAN procèdent à des arraisonnements en Méditerranée*, 24 avril 2003, http://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_20044.htm?selectedLocale=fr.
- OTAN, *Etat-major militaire international*, 2017, https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_64557.htm?selectedLocale=fr.
- OTAN, *L'OTAN escortera les navires dans le Détroit de Gibraltar*, 4 février 2003, http://www.nato.int/cps/fr/SID-9C6E4003-DC02EB82/natolive/news_19928.htm.
- OTAN, *L'OTAN met au jour un trafic d'immigrants*, 23 mars 2006, http://www.nato.int/cps/fr/SID-5227DDBB-B215B42B/natolive/news_22358.htm.
- OTAN, *La mission de la FIAS en Afghanistan (2001-2014)*, 2015, http://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_69366.htm.
- OTAN, *Mission Resolute Support en Afghanistan*, 2016, https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_113694.htm?selectedLocale=fr.
- OTAN, *Opération Active endeavour*, 2016, http://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_7932.htm.
- OTAN, *Politique de l'OTAN sur les armes non létales*, III-8, 1998, https://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_27417.htm?selectedLocale=fr.
- OTAN, *Relations entre l'OTAN et Israël dans le cadre du Dialogue Méditerranéen*, 10 octobre 2006, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_22130.htm?mode=pressrelease.

- OTAN, *Secrétariat international*, 2018, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_58110.htm.
- OWENS, P., *Economy of Force: Counterinsurgency and the Rise of the Social*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015.
- PARROT, C., « Qui sont les “experts en terrorisme” qui squattent les médias après un attentat ? », *Franceinfo*, 8 juillet 2016, https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/attentats-de-bruxelles/qui-sont-les-experts-en-terrorisme-qui-squattent-les-medias-apres-un-attentat_1380733.html.
- PETRAEUS, D. et AMOS, J., *Counterinsurgency*, FM-3-24, Headquarters – Department of the Army, 2006.
- PETRAEUS, D., « US Operations in Afghanistan », Washington D.C., US Senate, 15 mars 2011, <https://www.c-span.org/video/?298502-2/us-operations-afghanistan-part-2>.
- PETRAEUS, D., *COMISAF's Counterinsurgency guidance*, Kabul, ISAF/USF-A HQ, 1^{er} août 2010.
- POMARÈDE, J., « Archipelagos of death: the assemblage of population-centric war in Afghanistan », *Defence Studies: Journal of Military and Strategic Studies*, 20/3, 2020, p. 202-223.
- POMARÈDE, J., « Ethnographie et secret diplomático-militaire : réflexions sur une observation participante dans le contre-terrorisme de l'OTAN », *Cultures & Conflits*, à paraître.
- POMARÈDE, J., « L'(in)sécurisation par les technologies militaires et la mise en sens de la violence : Le cas de l'opération militaire de l'OTAN au-dessus de la Libye (2011) », *Cultures & Conflits*, 93, 2014, p. 125-145.
- POMARÈDE, J. et SCHJODT, T., « Security Identities and “No More, No Less” Operations: On Making NATO's Involvement in Darfur Possible », *Journal of Intervention and Statebuilding*, 9/4, 2015, p. 495-518.
- POND, E., *Friendly Fire: the Near Death of the Transatlantic Alliance*, Washington D.C., Brookings, 2003.
- PONZIO, R., « Stability in Afghanistan is Regional, Stupid », *Foreign Policy*, 8 décembre 2015, <https://foreignpolicy.com/2015/12/08/stability-in-afghanistan-is-regional-stupid>.
- PORTER, P., *Military Orientalism*, Londres, Hurst, 2009.
- POULIOT, V., *International Pecking Orders: The Politics and Practice of Multilateral Diplomacy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016.
- POULIOT, V., *International Security in Practice: The Politics of NATO-Russia Diplomacy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.
- POUPONNEAU, F., « Une division internationale du travail diplomatique : Analyse de la politique étrangère française autour du problème du nucléaire iranien », *Revue française de science politique*, 63/1, 2013, p. 51-73.
- POUPONNEAU, F., *La politique française de non-prolifération nucléaire : De la division du travail diplomatique*, Bruxelles, Peter Lang, 2015.
- PUSHIES, F., *Deadly Blue: Battle Stories of the U.S. Air Force Special Operations Command*, New York, AMACOM, 2009.
- RASHID, A., *Descent into Chaos: The U.S. and the Disaster in Pakistan, Afghanistan, and Central Asia*, New York, The Penguin Press, 2009.

- RASMUSSEN, A.-F., *Press Conference by NATO Secretary General Anders Fogh Rasmussen following the meeting of the North Atlantic Council in Defence Ministers session in Bratislava*, Bratislava, 23 octobre 2009, http://www.nato.int/cps/en/natolive/opinions_58469.htm.
- RASMUSSEN, M.-V., « Reflexive Security: NATO and International Risk Society », *Millenium: Journal of International Studies*, 30/2, 2001, p. 285-309.
- RASMUSSEN, M.-V., *The Risk Society at War: Terror, Technology and Strategy in the Twenty First Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.
- RAYMENT, S., *Bomb Hunters: In Afghanistan with Britain's Elite Bomb Disposal Unit*, Londres, HarperCollins, 2011.
- RHYNE, R., *Special Forces Command and Control in Afghanistan*, A thesis presented to the Faculty of the U.S. Army Command and General Staff College in partial fulfillment of the requirements for the degree Master of Military Art and Science, Fort Leavenworth, 2004.
- RICE, S., « Tell the Truth About Our Longest War », *The New York Time*, 19 mars 2018, <https://www.nytimes.com/2018/03/14/opinion/afghanistan-longest-war.html>.
- RICE, S., *Secretary Rice's NATO interventions and fact sheet from informal ministerial*, Cable 07USNATO52_a, 26 janvier 2007, <http://wikileaks.cabledrum.net/cable/2007/01/07USNATO52.html>.
- RICHARDS, D., « A firm foundation », *NATO Review*, printemps 2007, <http://www.nato.int/docu/review/2007/issue1/english/art1.html>.
- RICHARDS, D., « Full interview: General David Richards Richard Norton-Taylor's interview with the Nato commander in Afghanistan, General David Richards », *The Guardian*, 22 janvier 2007, <https://www.theguardian.com/world/2007/jan/22/afghanistan.afghanistantimeline1>.
- RICHARDS, D., « RUSI Interview with General David Richards », *The RUSI Journal*, 152/2, 2007.
- RICHARDS, D., *Taking Command*, Londres, Headline Publishing Group, 2014.
- RIGOUSTE, M., *Les marchands de peur : La bande à Bauer et l'idéologie sécuritaire*, Paris, Libertaria, 2011.
- RISSE-KAPPEN, T., « Collective identity in a Democratic Community », in P. KATZENSTEIN (éd.), *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*, New York, Columbia University Press, 1996, p. 357-399.
- RISSO, L., *Propaganda and Intelligence in the Cold War: The NATO Information Service*, New York, Routledge, 2014.
- ROBBINS, J., « Fragile Afghanistan faces uncertain future », *BBC News*, 5 décembre 2014, Disponible sur : <http://www.bbc.com/news/world-asia-30328591>.
- ROCHER, P., *Gazer; mutiler; soumettre : Politique de l'arme non létale*, Paris, La Fabrique, 2020.
- RODRIGUEZ, D., *Operations in Afghanistan*, Bagram (CJTF 82) – Pentagone (Washington D.C.), 23 janvier 2008, <https://www.c-span.org/video/?204185-1/operations-afghanistan>.
- RODRIGUEZ, D., *Operations in Afghanistan*, Bagram (CJTF 82), Washington D.C., Pentagone, 26 février 2008, <https://www.c-span.org/video/?204185-1/operations-afghanistan>.

- ROGGIO, B., « NATO led forces kill 200 Taliban in Operation Medusa », *Long War Journal*, 3 septembre 2006, https://www.longwarjournal.org/archives/2006/09/nato_led_forces_kill.php.
- RUIZ PALMER, D., « The NATO-Warsaw Pact competition in the 1970s and 1980s: a revolution in military affairs in the making or the end of a strategic age? », *Cold War History*, 14/4, 2014, p. 533-573.
- RUMSFELD, D., *Rumsfeld Pentagon's News Conference*, 18 octobre 2001, http://www.washingtonpost.com/wpsrv/nation/specials/attacked/transcripts/rumsfeld_text101801.html.
- RYNNING, S., « NATO's Riga Summit: Next stop, big thinking », *OpenDemocracy*, 5 décembre 2006, https://www.opendemocracy.net/globalization-institutions-government/nato_riga_4154.jsp.
- RYNNING, S., *NATO in Afghanistan: The Liberal Disconnect*, Stanford, Stanford University Press, 2012.
- RYNNING, S., *NATO Renewed: The Power and Purpose of Transatlantic Cooperation*, New York, Palgrave Macmillan, 2005.
- SAÏD, E., *L'Orientalisme*, Paris, Seuil, 2003.
- SALLOUM, A.-E. et BUTLER, M., « U.S. Army unit receives Commander-in-Chief Unit Commendation for Operation MEDUSA », *National Defence and the Canadian Armed Forces*, News Product, 29 mai 2012, <http://www.forces.gc.ca/en/news/article.page?doc=u-s-army-unit-receives-commander-in-chief-unit-commendation-for-operation-medusa/huuxn38q>.
- SALTER, M., « Imagining Numbers: Risk, Quantification, and Aviation Security », *Security Dialogue*, 39/2-3, 2008, p. 243-266.
- SAMAAN, J.-L., *La RAND Corporation (1989-2009) : La reconfiguration des savoirs stratégiques aux États-Unis*, Paris, L'Harmattan, 2010.
- SANDE LIE, J. H., « Challenging Anthropology: Anthropological Reflections on the Ethnographic Turn in International Relations », *Millenium: Journal of International Studies*, 41-2, 2013, p. 201-220.
- SCAHILL, J., « Pentagon: Special Ops Killing of Pregnant Women Was "Appropriate" use of force », *The Intercept*, 1^{er} juin 2016, <https://theintercept.com/2016/06/01/pentagon-special-ops-killing-of-pregnant-afghan-women-was-appropriate-use-of-force>.
- SCAHILL, J., *Dirty Wars : Le nouvel art de la guerre*, Québec, Lux Éditeur, 2014.
- SCHLOSSER, J., *Operations in Afghanistan, Bagram (CJTF 101/RC-EAST)*, Washington D.C., Pentagone, 5 septembre 2008, <https://www.c-span.org/video/?280919-1/operations-afghanistan>.
- SCHMITT, E. et SHANKER, T., *Counterstrike: The Untold Story of America's Secret Campaign Against Al Qaeda*, New York, Times Books, 2011.
- SCOTT, F., *Outlaw Territories: Environments of Insecurity/Architectures of Counterinsurgency*, Cambridge, MIT Press, 2016.
- SENDING, O.-J., *The Politics of Expertise: Competing for Authority in Global Governance*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2015.

- SEVERINO, D., *Sensors in NATO Maritime situational awareness*, Maritime Knowledge Discovery and Anomaly Detection Workshop, JRC Conference and Workshop reports, European Commission, Ispra, 5-6 juillet 2016.
- SHADE-MED, *EUNAVFOR MED operation SOPHIA – SHADE MED Working Groups on Operations and CIS OUTCOME*, OHQ Rome, 15 mars 2016, <http://eeas.europa.eu/archives/docs/csdp/missions-and-operations/eunavfor-med/shade/pdf/2015/outcomes.pdf>.
- SHADE-MED, *EUNAVFOR MED operation SOPHIA SHADE MED Working Group*, Rome, 12-13 mai 2016, http://eeas.europa.eu/archives/docs/csdp/missions-and-operations/eunavfor-med/shade/pdf/2016/log_info.pdf.
- SHADE-MED, *Morning Sessions Minutes*, 7 novembre 2016, http://eeas.europa.eu/archives/csdp/missions-and-operations/eunavfor-med/shade/pdf/nov2016/7_november_2016_morning_session_minutes.pdf.
- SHAH, T. et NORDLAND, R., « NATO Is Razing Booby-Trapped Afghan Homes », *The New York Times*, 16 novembre 2010, <http://www.nytimes.com/2010/11/17/world/asia/17afghan.html>.
- SHAPE, *NATO AWACS Support to the Counter ISIL Coalition*, 2017, <https://shape.nato.int/news-archive/2017/nato-awacs-support-to-the-counter-isil-coalition>.
- SHAPIRO, M., *Cinematic Geopolitics*, New York, Routledge, 2009.
- SHAW, M., *The New Western Way of War: Risk-Transfer War and its Crisis in Iraq*, Polity Press, Cambridge, 2005.
- SHEA, J., « Civil-military interoperability in support of NATO emerging security challenges », *Information and Security*, 27, 2011, p. 22-24.
- SIMÉANT, J. (éd.), *Guide de l'enquête globale en sciences sociales*, Paris, CNRS Éditions, 2015.
- SIMÉANT, J., « Localiser le terrain de l'international », *Politix*, 100, p. 129-147.
- SMITH-WINDSOR, B., « Hasten Slowly: NATO's Effects Based and Comprehensive Approach to Operation », *Research Paper*, NATO Defense College, 38, 2008.
- SPEHLING, J., SMITH, M. et WEBBER, M., *NATO's Post-Cold War Trajectory: Decline or Regeneration?*, Londres, Palgrave Macmillan, 2012.
- STUMP, C., *New CJTF 76 Commander Promises Continued Success*, DoD News, 24 mars 2005, <http://archive.defense.gov/news/newsarticle.aspx?id=31111>.
- SUHRKE, A., *When More is Less: The International Project in Afghanistan*, Londres, Hurst & Company, 2011.
- SYNOVITZ, R., « Afghanistan: France Wants to Keep Separate Commands for ISAF and Combat Forces », *RadioFreeEurope*, 4 octobre 2005, <http://www.rferl.org/a/1061875.html>.
- TASK FORCE BASTOGNE, *Security forces begin operations in the Pech River Valley*, 15 octobre 2010, <https://www.dvidshub.net/news/58223/security-forces-begin-operations-pech-river-valley>.
- THE ECONOMIST, *Al-Qaeda returns: The new face of terror*, Leaders, 28 septembre 2013, <https://www.economist.com/leaders/2013/09/28/the-new-face-of-terror>.
- THE U.S. ARMY NATICK SOLDIER RESEARCH, DEVELOPMENT & ENGINEERING CENTER, *Empowering our soldiers*, 2017, <http://www.natick.army.mil/about/command/Deputy.htm>.

- TILLY, C., *Coercion, Capital and European States, AD 990-1990*, Oxford, Basil Blackwell, 1990.
- TISDALL, S., « The curious sacking of Gen McKiernan », *The Guardian*, 12 mai 2009, <https://www.theguardian.com/commentisfree/cifamerica/2009/may/12/david-mckiernan-afghanistan>.
- TOOTAL, S., *Danger Close: The True Story of Helmand from the Leader of 3 Para*, Londres, John Murray, 2009.
- TOY, E., *Pressure Plate. A Perspective on Counter IED Operations in Southern Afghanistan (2008-2009)*, Bloomington, Xlibris, 2011.
- ACY, E., *Hellfire*, Londres, HarperCollins, 2009.
- TRAN, M., « US launches Helmand offensive against Taliban », *The Guardian*, 2 juillet 2009.
- TROTTIER, D., « Open source intelligence, social media and law enforcement: Visions, constraints and critiques », *European Journal of Cultural Studies*, 18/4-5, 2015, p. 530-547.
- TUCKER, S. (éd.), *The Encyclopedia of Middle East Wars: The United States in the Persian Gulf, Afghanistan, and Iraq Conflicts*, vol. 1, Santa Barbara, ABC-CLIO, 2010.
- TUPPER, B., *Greetings From Afghanistan, Send More Ammo: Dispatches from Taliban Country*, New York, Penguin Group, 2011.
- U.S. ARMY COMBAT STUDIES INSTITUTE, *Wanat: Combat Action in Afghanistan, 2008*, US Army Combined Arms Center, Fort Leavenworth, Combat Studies Institute Press, 2010.
- U.S. CONGRESS AND SENATE, « Honoring Lieutenant General John R. Vines », in *Congressional Record: Proceedings and Debates of the 109th Congress Second Session*, vol. 152, pt. 17, 9 novembre 2006-6 décembre 2006.
- U.S. DEPARTMENT OF DEFENSE, *LTG (Ret) David W. Barno*, Reserve Forces Policy Board, 2016, <http://rfpb.defense.gov/Board-Biographies/barno>.
- U.S. DEPARTMENT OF DEFENSE, *Report on Progress Toward Security and Stability in Afghanistan*, Washington D.C., avril 2014.
- U.S. DEPARTMENT OF HOMELAND SECURITY, *National plan to achieve Maritime domain awareness for the National security strategy for Maritime security*, Washington D.C., 2005.
- U.S. DEPARTMENT OF STATE, *The National Strategy for Maritime Security*, Washington D.C., 2005.
- U.S. MISSION TO NATO, *Spain raises OEF-ISAF coordination with NATO Permreps*, Cable 07USNATO302_a, 14 mai 2007. https://wikileaks.org/plusd/cables/07USNATO302_a.html.
- U.S. NAVY, *Admiral William H. McRaven*, 2015. http://www.navy.mil/navydata/bios/navybio_ret.asp?bioID=401.
- U.S. SENATE, REPORT OF THE COMMITTEE ON ARMED SERVICES UNITED STATES SENATE, *Inquiry into the Treatment of Detainees in U.S. Custody*, 2008.
- UGUR, Y., *Turkish Navy's MSA architecture & Interactions with Current Maritime security OPS* –^[1]_{SEP}Speech, 2010, http://www.marina.difesa.it/EN/events/rss_eng/eng_2010/sessions/Documents/1_turchia.pdf.

- UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL, *Letter dated 18 May 2006 from the Secretary-General to the President of the Security Council*, S/2006/318, 18 mai 2006.
- UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL, *Letter dated 23 May 2006 from the Secretary-General to the President of the Security Council*, S/2006/318, 23 mai 2006.
- UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL, *Letter dated 9 September 2008 from the Secretary-General to the President of the Security Council*, S/2008/597, 9 septembre 2008.
- UNITED NATIONS, *The Convention For The Suppression Of Unlawful Acts Against The Safety Of Maritime Navigation*, 1988.
- UNITED NATIONS, *United Nations Action to Counter Terrorism. International Legal Instrument*, 2005.
- USAFCENT PUBLIC AFFAIRS DIRECTORATE, *Combined Forces Air Component Commander: 2007-2010 Airpower Statistics*, 30 novembre 2010, https://www.wired.com/images_blogs/dangerroom/2010/12/30-November-2010-Airpower-Stats.pdf.
- VAN HESS, B., « The Fight for Marjah: Recent Counterinsurgency Operations in Southern Afghanistan », *Small War Journal*, 2010, p. 1-31.
- VAUCHEZ, A., « Interstitial Power in Fields of Limited Statehood: Introducing a “Weak Field” Approach to the Study of Transnational Settings », *International Political Sociology*, 5/3, 2011, p. 340-345.
- VAUCHEZ, A., « Le prisme circulatoire : Retour sur un leitmotiv académique », *Critique internationale*, 59, 2013, p. 9-16.
- VAUCHEZ, A., « The Force of a Weak Field: Law and Lawyers in the Government of the European Union (For a Renewed Research Agenda) », *International Political Sociology*, 2/2, 2008, p. 128-144.
- VAUCHEZ, A. et LEE MUDGE, S., « Building Europe on a Weak Field: Law, Economics, and Scholarly Avatars in Transnational Politics », *American Journal of Sociology*, 118/2, 2013, p. 449-492.
- VOLPE CENTER, *M.S.S.I.S.* <https://mssis.volpe.dot.gov/Main>.
- VOLPE CENTER, *Maritime Safety and Security Information System (MSSIS)*, 2015, <https://www.volpe.dot.gov/infrastructure-systems-and-technology/situational-awareness-and-logistics/maritime-safety-and>.
- VOLPE CENTER, *Our Mission and Values*, <https://www.volpe.dot.gov/about-us/our-mission-and-values>.
- VOLPE CENTER, *Volpe's Award-Winning Maritime Safety and Security Information System (MSSIS)*, 9 octobre 2013, <https://www.youtube.com/watch?v=Suc4HgXrcgA>.
- WAGNER, A.-C., « Champ », in S. PAUGAM (éd.), *Les 100 mots de la sociologie*, Paris, Presses universitaires de France, p. 50-51.
- WALKER, R., *Inside/Outside: International Relations as Political Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993.
- WALLENDER, C., « Institutional Assets and Adaptability: NATO After the Cold War », *International Organization*, 54/4, 2000, p. 705-735.
- WALLENDER, C., « NATO's Price: Shape Up or Ship Out », *Foreign Affairs*, 81/6, 2002, p. 2-8.

- WALSH, D., « Afghan militants attack Kandahar prison and free inmates », *The Guardian*, 13 juin 2008, <https://www.theguardian.com/world/2008/jun/13/afghanistan>.
- WALT, S., « Alliances in a Unipolar World », *World Politics*, 61/1, 2009, p. 86-120.
- WALTZ, K., « The Emerging Structure of International Politics », *International Security*, 18/2, 1993, p. 44-79.
- WALTZ, K., *Theory of International Politics*, Menlo Park, Addison-Wesley Publishing, 1979.
- WASINSKI, C., « La volonté de réprimer : Généalogie transnationale de la contre-insurrection », *Cultures & Conflits*, n° 79-80, 2010, p. 161-180
- WASINSKI, C., « Le monde est notre théâtre d'opération : interventions militaires et régimes technostratégiques depuis la fin de la Guerre froide », *Questions de recherche/Research questions*, CERI-Sciences Po, 43, 2013, p. 1-27.
- WASINSKI, C., « Produire de la capacité de gestion de crise internationale : Le cas de l'OTAN au cours des années 2000 », *Cultures & Conflits*, 75, 2009, p. 15-31.
- WEBBER, M., « NATO: The United States, Transformation and the War in Afghanistan », *The British Journal of Politics and International Relations*, 11/1, 2009, p. 46-63.
- WEBER, S., *Targets of Opportunity: On the Militarization of Thinking*, New York, Fordham University Press, 2005.
- WEIZMAN, E., *Hollow Land: Israel's Architecture of Occupation*, New York, Verso, 2007.
- WELDES, J., LAFFEY, M., GUSTERSON, H. et DUVAL, R., « Introduction: Constructing Insecurity », in J. WELDES, M. LAFFEY, H. GUSTERSON et R. DUVAL (éds), *Cultures of Insecurity: States, Communities, and the Production of Danger*, Minneapolis, University of Minnesota Press, p. 1-35.
- WENDT, A., « "Ideas all the way down?": On the constitution of power and interest », in *Social Theory of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 92-138.
- WENDT, A., « Collective Identity Formation and the International State », *The American Political Science Review*, 88/2, 1994, p. 384-396.
- WHITLOCK, C., « Lt. Gen. Lloyd Austin to face different mission when he returns to Iraq as U.S. commander », *The Washington Post*, 21 juillet 2010, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2010/07/20/AR2010072005596.html>.
- WILLIAMS, M., *Culture and security: symbolic power and the politics of international Security*, Londres, Routledge, 2007.
- WOODWARD, B., *Obama's Wars: The Inside Story*, Londres, Simon & Schuster, 2010.
- WRIGHT, D. (éd.), *A Different Kind of War: The United States Army in Operation Enduring Freedom (OEF) (October 2001-Septembre 2005)*, Fort Leavenworth, U.S. Army Combined Arms Center, Combat Studies Institute Press, 2010.
- YOST, D., *NATO and International Organizations*, Forum paper 3, NATO Defense College, 2007.
- ZEDNER, L., « Liquid Security: Managing the Market for Crime Control », *Criminology and Criminal Justice*, 6/3, 2006, p. 267-288.

ZEHFUSS, M., « Culturally sensitive war? The Human Terrain System and the seduction of ethics », *Security Dialogue*, 43/2, 2012, p. 175-190.

ZITTOUN, P., *La fabrique politique des politiques publiques : Une approche publique de l'action publique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.

ZULAIKA, J., « Drones, witches and other flying objects: the force of fantasy in US counterterrorism », *Critical Studies on Terrorism*, 5/1, 2012, p. 51-68.

Annexe – Note sur la composition institutionnelle de l’OTAN

Sur un plan organisationnel, l’OTAN a tout d’une organisation internationale (OI) à la complexité et à la grandeur bureaucratique significative. Au Quartier général, l’OTAN est dotée d’une instance décisionnelle principale, le Conseil de l’Atlantique Nord (NAC), où siègent les représentants de très haut niveau des pays membres (ambassadeurs des délégations permanentes situées au QG, ministres des Affaires étrangères et chefs d’État et de gouvernement) et où se décident et se valident les positions politiques alliées sur différents dossiers. Le Comité militaire, la plus haute instance militaire de l’OTAN, où siègent des militaires de haut rang (les représentants militaires nationaux – généraux, amiraux) est l’organe de conseil principal du NAC sur l’orientation stratégique de l’Alliance.

Les fonctionnaires du Secrétariat international (SI) et les militaires de l’état-major militaire international (EMI) sont deux corps, séparés des délégations nationales, répartis dans des divisions et censés agir au nom de « l’intérêt général de l’Alliance »¹. Ils coordonnent de ce fait les travaux menés sous l’égide du NAC et du Comité militaire en s’assurant du bon déroulement des négociations et en favorisant la construction et l’atteinte d’un consensus entre les diverses positions nationales que sont censés incarner diplomates et militaires des représentations permanentes. L’essentiel de ces travaux se déroule dans des « comités » et des « *working groups* » où diplomates et militaires des différentes délégations nationales négocient, sur la base des consignes données par leurs capitales et à l’aide des membres de l’IS et de l’EMI, les termes précis des textes définissant la « position alliée » sur des sujets divers (plans de défense, opérations en cours, partenariats). Le Comité militaire et le NAC ne faisant bien souvent que valider les dispositions déjà prises lors de ces réunions en « comité ».

¹ OTAN, *État-major militaire international*, 2017, https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_64557.htm?selectedLocale=fr ; *Secrétariat international*, 2018, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_58110.htm (documents consultés le 2 juin 2020).

La règle décisionnelle appliquée dans ces diverses instances du QG est le *consensus*, ce qui signifie que les décisions ne sont pas prises sur la base de procédures de vote. Les termes des mesures proposées sont adoptés une fois que tous les alliés ont atteint un accord commun. Les négociations perdurent jusqu'au moment où ce dernier peut émerger, ce qui implique des temps de négociation parfois longs sur des sujets estimés sensibles, comme la formalisation des plans de défense, par exemple.

En dehors du QG, l'OTAN est dotée d'une structure de commandement intégrée, « de laquelle les personnels militaires et civils de tous les États membres travaillent ensemble »². Deux instances répondant au NAC, les Commandements stratégiques (Bi-Strategic Commands – BSC), sont à la tête de cette structure militaire, le Grand Quartier général des puissances alliées en Europe (Supreme headquarters allied powers Europe – SHAPE), situé à Mons en Belgique et supervisant la planification et l'exécution des opérations pilotées par l'OTAN, et le Commandement allié Transformation (Allied command transformation – ACT), localisé à Norfolk aux États-Unis, en charge de la réflexion stratégique sur la transformation des capacités et de la posture politico-militaire de l'OTAN. En dessous des BSC se situent les centres de commandement opérationnel des composantes terre, air et mer (le NATO maritime command (MARCOM), situé à Naples puis à Northwood, de là où était pilotée Active Endeavour). Des organes de commandement non permanents mais nécessaires au déroulement des opérations sont aussi présents dans l'architecture OTAN, comme ce fut par exemple le cas du QG de la FIAS (ISAF HQ), duquel les commandants de la FIAS (COMISAF) pilotaient les missions de combats en Afghanistan ou des « *task forces* » d'où les soldats agissaient sur le terrain.

À côté du QG et de la structure intégrée se déploie un réseau d'agences civiles et militaires rattachées à l'OTAN et chargées de diverses formes d'expertise, comme l'Agence d'information et de communication de l'OTAN (NATO Information and Communication Agency – NCIA) et l'Agence OTAN de normalisation (NATO Standardization Agency – NSA) travaillant à l'interopérabilité et à la standardisation des armées nationales, ou les Centres d'excellence (en contre-IED, ingénierie militaire, coopération civilomilitaire, renseignement humain).

² Sur ce point et ce qui suit : OTAN, *10 choses à savoir sur l'OTAN*, fiche d'information, 2016, https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/pdf_2016_07/20160627_1607-10things-fr.pdf (consulté le 2 juin 2020).

Table des matières

Remerciements.....	7
Liste des sigles et des abréviations	11
Introduction.....	15
Sur les sinueux sentiers du contre-terrorisme à l’OTAN.....	15
Bâtir une alternative aux approches dominantes.....	21
Hétéronomie et matrice de guerre	27
Surveiller, armer, conduire la guerre	33
Plan de l’ouvrage.....	35
CHAPITRE I. – La gestion de risques par les pratiques : hétéronomie et matrice de guerre à l’OTAN.....	37
Repenser l’OTAN par la perspective transnationale	38
Les configurations faibles de la gestion de risques à l’OTAN	43
Le succès d’une catégorie attrape-tout.....	43
La structure sociale d’un attrape-tout préemptif : configurations faibles et compromis à l’OTAN.....	48
Guerre et sécurité : les (re)qualifications de la violence organisée à l’OTAN ...	56
PREMIÈRE PARTIE	
Surveiller	
CHAPITRE II. – Militariser la Méditerranée.....	71
L’activation « aux forceps » de l’article 5 du Traité de Washington.....	71
Hésitations juridiques, impératifs diplomatiques.....	71
L’article 5 devenu coquille vide : vers la « drôle de guerre » de l’OTAN	74

Suspecter, traquer, contrôler : vers un appareillage de surveillance tous azimuts en Méditerranée	77
Luttes diplomatico-militaires entre légitime défense collective et opération de sécurité maritime	77
Dissuasion potentielle et navire suspect : d'accord malgré tout	83
« L'œil de Dieu » : normalisation militaire d'une action en article 5 et externalisation des ressources institutionnelles	87
Militariser des instruments civils de navigation.....	87
Surveillance par les « modèles de vie » : suspicion et policiarisation	91
CHAPITRE III. – L'improbable sécuritaire et son champ des possibles	97
Contre-terrorisme officiel, contrôle migratoire officieux : la diplomatie face à ses contradictions	97
Collusions des luttes de positionnements militaires.....	97
Renforcer le renseignement : au croisement de l'industrie du risque et du contrôle migratoire	102
Vers la surveillance permanente	108
L'officialisation du lien entre contre-terrorisme et contrôle migratoire	108
Capture et détention : le legs invisibilisé de la légitime défense collective...	112
Sécurité imaginée et violence silencieuse	115

DEUXIÈME PARTIE

Armer

CHAPITRE IV. – Fonctionnariat et diplomatie des armes	123
Conquête du Secrétariat international et séduction diplomatique	124
En quête d'autonomie bureaucratique : un contre-terrorisme « sexy, fashion, mais tactique ».....	124
Préserver et aménager les marges de manœuvre du Secrétariat international et de la diplomatie.....	127
Crises de légitimité et restructuration des compromis entre diplomates et fonctionnaires	134
Conséquences non prévues de l'intervention du secrétaire général	134
Divorce et garde partagée.....	137
Construction et normalisation du « pot-pourri » de l'OTAN	140
Chapitre v. – Expertiser et vendre la guerre	149
Émergence et stabilisation d'une ingénierie militaire	150
D'ingénieurs et de psychologues : changements des règles de production des savoirs experts.....	155
Rééquilibrage des rapports de force technomilitaires et transversalités d'experts.....	155
Les sciences humaines et psychologiques à la conquête de l'OTAN	158
Économie générale de la plasticité du contre-terrorisme	171
L'OTAN, le risque et son industrie.....	173

L'importation implicite des compétitions commerciales à l'OTAN	174
L'importation explicite des compétitions commerciales à l'OTAN.....	179
Autosuffisance technostratégique et mascarade mortuaire.....	183

TROISIÈME PARTIE
Conduire la guerre

CHAPITRE VI. – L'invention d'une stratégie alliée en Afghanistan.....	195
Les tribulations diplomatiques de l'approche globale.....	195
Situer l'OTAN dans le continuum sécurité militaire-développement.....	195
Distribuer les missions de combat : les porosités approche globale/contre-terrorisme	199
« Nettoyer » : l'articulation militaire des consignes diplomatiques.....	206
Structuration du cycle de violence	207
Attrition	215
CHAPITRE VII. – Les horizons d'impatience de la violence préemptive	225
L'adoption de la contre-insurrection : libérer la violence de guerre.....	226
« Par contre-insurrection, entendez approche globale »	226
Contre-insurrection/contre-terrorisme : l'impact du Surge des États-Unis sur le compromis diplomatique à l'OTAN.....	229
Professionnalisme radical et augmentation de la violence militaire	234
« McKiernan the Kinetic » ? Le tournant diplomatico-militaire de la FIAS	234
Augmenter la violence militaire : COINdinistas et horizons d'impatience dans la FIAS	240
Arène nécropolitique	255
Conclusions générales.....	259
La contemporanéité d'une « relique » : le déplacement des espaces de production de la sécurité internationale.....	259
Organisation de la violence et imaginations sécuritaires	264
Bibliographie.....	271
Annexe – Note sur la composition institutionnelle de l'OTAN.....	301

Dans la même collection

Adhérer à un parti. Aux sources de la participation politique, Emilie van Haute, 2009

L'islam à Bruxelles, Corinne Torrekens, 2009

Les voix du peuple. Le comportement électoral au scrutin du 10 juin 2009, édité par Kris Deschouwer, Pascal Delwit, Marc Hooghe et Stefaan Walgrave, 2010

Ordres et désordres au Caucase, édité par Aude Merlin et Silvia Serrano, 2010

La biodiversité sous influence? Les lobbies industriels face aux politiques internationales d'environnement, Amandine Orsini, 2010

Revendiquer le « mariage gay ». Belgique, France, Espagne, David Paternotte, 2011

Clivages et familles politiques en Europe, Daniel-Louis Seiler, 2011

Party Membership in Europe: Exploration into the anthills of party politics, edited by Emilie van Haute, 2011

Les partis politiques en Belgique, édité par Pascal Delwit, Jean-Benoit Pilet, Emilie van Haute, 2011

Le Front national. Mutations de l'extrême droite française, édité par Pascal Delwit, 2012

L'état de la démocratie en Italie, édité par Mario Telò, Giulia Sandri et Luca Tomini, 2013

Culture et eurorégions. La coopération culturelle entre régions européennes, Thomas Perrin, 2013

Les entités fédérées belges et l'intégration des immigrés. Politiques publiques comparées, Ilke Adam, 2013

Le cumul des mandats en France: causes et conséquences, édité par Abel François et Julien Navarro, 2013

Les partis politiques en France, édité par Pascal Delwit, 2014

L'électeur local. Le comportement électoral au scrutin communal de 2012, édité par Jean-Benoit Pilet, Ruth Dassonneville, Marc Hooghe et Sofie Marien, 2014

Nationalisme et pouvoir en République de Moldavie, Julien Danero Iglesias, 2014

Qu'est-ce que l'Europe? Essais sur la sociologie historique de Stein Rokkan, Daniel-Louis Seiler, 2014

Introduction à la science politique, Pascal Delwit, 2015, 2^e édition

Political Science in Motion, edited by Ramona Coman and Jean-Frédéric Morin, 2016

Soutenir l'équipe nationale de football. Enjeux politiques et identitaires, édité par Jean-Michel De Waele et Frédéric Louault, 2016

Les tentatives de banalisation de l'extrême droite en Europe, édité par Nicolas Guillet et Nada Afouini, 2016

Les partis politiques, ateliers de la démocratie, édité par Dominique Andolfatto et Alexandra Goujon, 2016

Du parti libéral au MR. 170 ans de libéralisme en Belgique, édité par Pascal Delwit, 2017

Introduction à la science politique, 3^e édition revue et augmentée, Pascal Delwit, 2018

Quand on n'a que l'austérité. Abolition et permanence du politique dans les discours de crise en Italie et en Espagne (2010-2013), Arthur Borriello, 2018

Méthodes d'enquêtes de terrain en sciences sociales, édité par Luca Tomini et Sophie Wintgens, 2020

Islams de Belgique. Enjeux et perspectives, Corinne Torrekens, 2020

La dépendance au parti, Laure Squarcioni, 2020



Éditions de l'Université de Bruxelles

Fondées en 1972, les Éditions de l'Université de Bruxelles sont un département de l'Université libre de Bruxelles (Belgique). Elles publient des ouvrages de recherche et des manuels universitaires d'auteurs issus de l'Union européenne.

Principales collections

- **Architecture, urbanisme, paysagisme** (Jean-Louis Genard)
- **BSI series** (Bussels Studies Institute)
- **Commentaire J. Mégret** (Comité de rédaction : Marianne Dony (directrice), Emmanuelle Bribosia, Claude Blumann, Jacques Bourgeois, Jean-Paul Jacqué, Mehdi Mezaguer, Arnaud Van Waeyenbergh, Anne Weyembergh)
- **Débats** (Andrea Rea)
- **Études européennes** (Marianne Dony et François Foret)
- **Genre(s) & Sexualité(s)** (David Paternotte et Cécile Vanderpelen-Diagre)
- **Histoire** (Kenneth Bertrams, Aude Busine, Pieter Lagrou et Nicolas Schroeder)
- **Journalisme et communication** (ReSIC-ULB)
- **Philosophie politique** : généalogies et actualités (Thomas Berns)
- **Religion, laïcité et société** (Jean-Philippe Schreiber et Monique Weis)
- **Science politique** (Pascal Delwit)
- **Sociologie et anthropologie** (Mateo Alaluf et Pierre Desmarez)
- **Territoires, environnement, sociétés** (Jean-Michel Decroly, Christian Vanderhoven)
- **UBLire** (Serge Jaumain)

Séries thématiques

- **Problèmes d'histoire des religions** (Guillaume Dye)
- **Études sur le XVIII^e siècle** (Valérie André et Christophe Loir)
- **Sextant** (Amandine Lauro et Cécile Vanderpelen-Diagre).

Les ouvrages des Éditions de l'Université de Bruxelles sont soumis à une procédure de *referees* nationaux et internationaux.

Éditions de l'Université de Bruxelles
Avenue Paul Héger 26
CPI 163, 1000 Bruxelles
EDITIONS@ulb.be
www.editions-ulb.be

Diffusion/distribution :
Interforum Benelux (Belgique, Pays-Bas et grand-duché de Luxembourg)
SODIS/ToThèmes (France)
Servidis (Suisse)
Somabec (Canada)

LA FABRIQUE DE L'OTAN

Contre-terrorisme et organisation
transnationale de la violence

Julien Pomarède

Pourquoi l'OTAN continue-t-elle à exister alors que l'ennemi qui a justifié sa création, l'Union soviétique, a disparu ? La question est devenue canonique en relations internationales. L'ouvrage prend le contre-pied des approches rationalistes et dominantes qui soumettent l'évolution de l'OTAN à une adaptation mécanique à un nouvel environnement international davantage instable. Ce livre propose une immersion sociologique dans le monde des pratiques professionnelles dites « contre-terroristes », qui sont à la source des mutations de l'Alliance euro-atlantique.

À partir d'une enquête de terrain approfondie, combinant une centaine d'entretiens et des observations ethnographiques, l'auteur explique que la continuité post-Guerre froide de l'OTAN procède de l'institutionnalisation transnationale d'une logique de traitement préemptive de risques multiformes. La démonstration explore deux changements indissociables. Le premier réfère à la structure sociale portant la production du pouvoir au sein de l'OTAN, qui disperse la logique d'action multilatérale le long de possibilités sécuritaires très différentes (guerre en Afghanistan, surveillance en Méditerranée, développement d'armements). Le deuxième a trait au politique, à savoir l'exercice de la violence et la fabrication des figures de l'ennemi qui prolifèrent, s'imaginent et se banalisent à mesure que les initiatives de sécurité se multiplient.

En proposant de renouveler les termes du débat sur les raisons de l'existence contemporaine de l'OTAN, l'ouvrage apporte aussi un éclairage original sur le travail quotidien des organisations internationales et les transformations en cours dans les politiques de sécurité contemporaines.

Julien Pomarède est docteur en sciences politiques et sociales de l'Université libre de Bruxelles (ULB). Il est chercheur au centre Recherche et études en politique internationale (REPI) de l'ULB. Ses recherches portent sur les relations internationales, et plus spécifiquement sur les questions de sécurité et de guerre. Il enseigne aussi ces domaines dans différentes universités.

Prix : 27 €

ISBN 978-2-8004-1736-3



9 782800 417363

www.editions-ulb.be